



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**26e Législature — 2e session**

**Vol. 3 - Séances du 3 mai au 10 juin 1961**

**1960-1961**

**Texte établi par Christian Hardy, Jean-François Drapeau,  
Jérôme Ouellet, Caroline Lantagne,  
et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Lucien Cliche**









**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**26e Législature – 2e session**

**Vol. 3 - Séances du 3 mai au 10 juin 1961**

**1960-1961**



Séance du mercredi 3 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande de prolonger au 18 mai, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Dionne (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 18 mai, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Emprunts  
de la province**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province.

Cette loi, dit-il, est présentée à la Chambre à la demande du vérificateur de la province et des hauts fonctionnaires du ministère des Finances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province.

Adopté.

**Questions de privilège:**

**Chambre de commerce des jeunes,  
Cap-de-la-Madeleine**

**M. Bellemare (Champlain):** Une mise au point s'impose pour garder le caractère social des chambres de commerce des jeunes. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) a déclaré en Chambre, le 24 avril<sup>1</sup>, qu'il avait accepté de prendre la parole devant le Jeune commerce du Cap, à condition de parler non seulement des problèmes municipaux, mais de l'assurance-hospitalisation.

Une lettre renfermant une déclaration de M. Denis Guérin...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Est-ce que c'est le président de la Jeunesse de l'Union nationale?

**M. Bellemare (Champlain):** C'est le président de la Chambre de commerce des jeunes du Cap-de-la-Madeleine. Un passage d'une lettre que M. Guérin lui a adressée contredit une affirmation du ministre des Affaires municipales à l'effet qu'il avait accepté de parler devant ce groupement à la condition d'aborder la question de l'assurance-hospitalisation. M. Guérin affirme dans sa lettre que le groupement et ses dirigeants n'ont jamais eu connaissance que le ministre ait posé des conditions.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dit que, lorsqu'il fut question qu'il soit conférencier devant cette Chambre, c'était à l'occasion d'une visite de plusieurs de ses membres au Parlement. Quand j'ai accepté, dit-il, ils étaient une quarantaine de membres à la salle du Conseil législatif. J'ai dit que j'irais au Cap parler des Affaires municipales, mais que je parlerais aussi de l'assurance-hospitalisation. J'ai posé cette condition à celui qui m'a invité. Je dirai aussi que je comprends que ça fasse mal au député de Champlain, car notre système d'assurance-hospitalisation est le meilleur qui soit au monde<sup>2</sup> et il n'en avait jamais parlé à la Chambre de commerce des jeunes.

**M. Bellemare (Champlain)** invoque le Règlement.

(Désordre dans la Chambre)<sup>3</sup>

**M. l'Orateur** invite les députés à reprendre leur siège.

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il dépose la lettre qu'il a reçue et une copie de celle qui fut envoyée au ministre des Affaires municipales et du Travail.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est le meilleur système d'assurance-hospitalisation au monde. C'est ça qu'il (M. Bellemare) ne savait pas<sup>4</sup>.

### Questions et réponses écrites:

#### René Bégin

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** 1. M. René Bégin, demeurant à 146, avenue Parent, Québec, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date a-t-il été engagé?

b) quelle fonction remplit-il?

c) quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non.

#### Bégin & Bégin, enr.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** 1. Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 15 mars 1961:

a) quelles sommes ont été payées par le gouvernement de la province ou par l'une de ses commissions, régies ou corporations à Bégin & Bégin, enr., qui ont un bureau d'affaires dans la cité de Québec?

b) à combien se chiffrent les obligations ou engagements contractés par le gouvernement ou l'une de ses commissions, régies ou corporations envers ladite compagnie?

c) quelle est la nature des transactions de cette compagnie avec le gouvernement ou ses commissions, régies ou corporations?

d) quels sont les noms des directeurs ou administrateurs de la susdite compagnie?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. a) Le montant payé à Bégin & Bégin, enr., du 5 juillet 1960 au 15 mars 1961: \$26,107.16;

b) les obligations et engagements envers ce fournisseur au 15 mars 1961: \$7,280.78;

c) achat de fournitures de bureau, i.e. papeterie, crayons, brocheuses, etc.;

d) René Bégin est le seul et l'unique propriétaire de la firme Bégin & Bégin, enr., selon l'enregistrement en date du 15 juin 1948.

#### Barma Automobiles, inc.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** 1. Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 15 mars 1961, la compagnie Barma Automobiles, inc., 190, rue Saint-Jean, Québec, a-t-elle vendu des automobiles ou des camions au gouvernement de la province ou par l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:

a) combien d'automobiles ou de camions ont été vendus?

b) quelle est la marque des automobiles ou des camions vendus?

c) quel est le montant total des susdites ventes?

d) ces ventes d'automobiles ou de camions ont-elles été faites après demande de soumissions?

3. Quels sont les noms des directeurs ou administrateurs de la susdite compagnie?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui.

2. a) 3 automobiles ont été vendues, aucun camion;

b) Studebaker 1961;

c) \$7,016.08.

3. Présidente: Mme Eva B. Barma; vice-président: M. Oscar Barma; secrétaire: M. Raymond Barma.

#### Octrois du ministère de la Colonisation aux municipalités de Gatineau

**M. Desjardins (Gatineau):** Durant la période du 5 juillet 1960 au 15 mars 1961, quelles sommes ont été dépensées par le ministère de la Colonisation pour la construction, la réfection ou l'entretien des routes et des ponts dans chacune des municipalités suivantes du comté de Gatineau:

1. Canton Hincks;

2. Sainte-Thérèse-de-Gatineau;

3. Village de Maniwaki;

4. Canton Aumond;

5. Canton Aylwin;

6. Bois-Franc;

7. Canton Bouchette;

8. Village de Deschênes;

9. Canton Eardley;
10. Village de Gracefield;
11. Canton Hull;
12. Canton Hull-Ouest;
13. Canton Hull-Sud;
14. Canton Lytton;
15. Messines;
16. Sainte-Cécile-de-Masham;
17. Village de Wakefield;
18. Canton Wright;
19. Canton Sicotte;
20. Ville d'Aylmer;
21. Blue Sea Lake;
22. Canton Cameron;
23. Deléage;
24. Canton Denholm;
25. Egan-Sud;
26. Canton Low;
27. Masham-Nord;
28. Montcerf;
29. Northfield;
30. Canton Wakefield;
31. Wakefield-Est?

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)**, quant à ce qui concerne le ministère de la Colonisation, dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant. (Document de la session no 136)

#### Questions et réponses écrites:

**J.-A. Blanchette**

**M. Gosselin (Compton):** 1. M. J.-A. Blanchette, de Chartierville, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:
  - a) à quelle date a-t-il été engagé?
  - b) quelle fonction remplit-il?
  - c) quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Non.

**J.-Omer Dionne**

**M. Gosselin (Compton):** 1. M. J.-Omer Dionne, de Cookshire, est-il à l'emploi du gouvernement de

la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:
  - a) à quelle date a-t-il été engagé?
  - b) quelle fonction remplit-il?
  - c) quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Non.

**Josaphat Scalabrini**

**M. Gosselin (Compton):** 1. M. Josaphat Scalabrini, de Sainte-Edwidge de Clifton, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:
  - a) à quelle date a-t-il été engagé?
  - b) quelle fonction remplit-il?
  - c) quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Non.

**Edmond Scalabrini**

**M. Gosselin (Compton):** 1. M. Edmond Scalabrini, de Sainte-Edwidge-de-Clifton, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:
  - a) à quelle date a-t-il été engagé?
  - b) quelle fonction remplit-il?
  - c) quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Non.

**Achat d'huile à chauffage  
à Robert Custeau**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 5 juillet 1960, le gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations a ou ont-elles acheté de l'huile à chauffage d'un M. Robert Custeau, de Trois-Rivières?

2. Dans l'affirmative:
  - a) quelle quantité d'huile a été achetée?
  - b) à quel prix le gallon?
  - c) y a-t-il eu demande de soumissions?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1.  
Oui.

2. a) 165,759 gallons;
- b) prix d'achat: 161,835 gallons d'huile lourde à \$0.10, 3,924 gallons *furnace fuel oil* à \$0.175;
- c) non.

**Achat de charbon  
à Robert Custeau**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 5 juillet 1960, le gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations a ou ont-elles acheté du charbon d'un M. Custeau, de Trois-Rivières?

2. Dans l'affirmative:
  - a) quelle quantité de charbon a été achetée?
  - b) à quel prix la tonne?
  - c) y a-t-il eu demande de soumissions?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui.

2. a) 545¾ tonnes;
- b) 2¼ tonnes charbon de Forges à \$22 la tonne, 543½ tonnes *Canadian Stoker Pea* (charbon bitumeux) à \$15.60 la tonne;
- c) non.

**Jacques Lacoursière**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Me Jacques Lacoursière, avocat, de la cité de Trois-Rivières, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:
  - a) à quelle date a-t-il été engagé?
  - b) quelle fonction remplit-il?
  - c) quel était son salaire lors de son engagement?
  - d) quel est son salaire actuel?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui. Me Jacques Lacoursière est à l'emploi de la province, au ministère du procureur général.

2. a) Il a été engagé le 16 juillet 1960;
- b) fonction: substitut du procureur général;
- c) salaire lors de l'engagement: \$6,000 par année;
- d) salaire actuel: \$6,000 par année.

**Jules Biron**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Me Jules Biron, avocat, de la cité de Trois-Rivières, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

2. Dans l'affirmative:
  - a) à quelle date a-t-il été engagé?
  - b) quelle fonction remplit-il?
  - c) quel était son salaire lors de son engagement?
  - d) quel est son salaire actuel?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui. Me Jules Biron est à l'emploi de la province, au ministère du procureur général.

2. a) Il a été engagé le 16 juillet 1960;
- b) fonction: substitut du procureur général;
- c) salaire lors de l'engagement: \$6,000 par année;
- d) salaire actuel: \$6,000 par année.

**Azellus Bérard**

**M. Lafontaine (Labelle):** 1. Le docteur Azellus Bérard, de L'Annonciation, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de la corporation de l'hôpital des Laurentides, de L'Annonciation?

2. À quelle date a-t-il été engagé?
3. Quelle fonction occupe-t-il?
4. Quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui, le docteur Azellus Bérard est à l'emploi du gouvernement de la province, au ministère de la Santé.

2. Engagé le 1<sup>er</sup> février 1961.
3. Dentiste à l'hôpital des Laurentides, de L'Annonciation.
4. Salaire: \$3,000 par année.

**Émile Pellerin**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Y a-t-il un M. Émile Pellerin, de Yamachiche, comté de Saint-Maurice, à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations?

- Dans l'affirmative:
  2. À quelle date a-t-il été engagé?
  3. Quelles sont ses fonctions?
  4. Quel fut son salaire initial?
  5. Quel est son salaire actuel?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. M. Émile Pellerin de Yamachiche<sup>5</sup> est à l'emploi de la Commission du salaire minimum.

2. Date engagée: 15 mars 1961.
3. Fonction: inspecteur au bureau de Trois-Rivières.
4. Salaire initial: \$3,300 annuel.
5. Salaire actuel: \$3,300 annuel.

**Antonio Gendron**

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** 1. M. Antonio Gendron, de Saint-Antoine, comté de Verchères, inspecteur à la Commission des allocations sociales de Québec, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date?

b) à la demande de qui?

c) pour quelle raison?

d) qui l'a remplacé?

e) sur la recommandation de qui a été nommé son remplaçant?

f) quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** 1. Oui.

2. a) Le premier avril 1961;

b) de la Commission du service civil;

c) violation des dispositions de l'article 60 de la loi du Service civil;

d) nil;

e) nil;

f) nil.

**Jean Turgeon**

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** 1. M. Jean Turgeon, avocat, de la cité de Québec, est-il à l'emploi du gouvernement de la province ou de l'une de ses commissions, régies ou corporations, ou reçoit-il des honoraires comme procureur ou représentant d'un ou de plusieurs départements de l'administration provinciale ou d'une commission, régie ou corporation relevant du gouvernement?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date a-t-il été engagé?

b) quelle fonction remplit-il?

c) quel salaire reçoit-il ou quel est le montant des honoraires qui lui sont versés?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non.

**Subsides:****Budget des dépenses 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Recherches scientifiques et techniques: honoraires d'experts et frais de déplacement (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Caron (Maskinongé)** dit vouloir répliquer aux observations faites hier par le premier ministre et le gouvernement, qui prétendent, dit-il, que la précédente administration a fait preuve d'inertie pour la mise en valeur de nos ressources naturelles. En l'espace de neuf mois, le gouvernement actuel a arrêté l'élan industriel des 16 dernières années dans la province de Québec.

Si la province de Québec ne s'est pas développée, au point de vue industriel, au même rythme que l'Ontario, c'est à cause de la politique du gouvernement libéral du temps, à Ottawa, qui a préféré favoriser la province voisine plutôt que le Québec, en lui accordant une préférence évidente dans la répartition des industries de guerre susceptibles d'être facilement converties en industries de temps de paix. Dans le Québec, au contraire, l'activité industrielle résultant de la guerre devait prendre fin au lendemain de la victoire.

**M. Meunier (Bourget)** soulève un point d'ordre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'Ontario a progressé à un rythme plus accéléré que le Québec dans le domaine industriel parce qu'il y avait un commissariat industriel pour renseigner les gens intéressés à établir des industries. Le gouvernement actuel du Québec a l'intention de prendre les mêmes moyens.

**M. Caron (Maskinongé):** Le premier ministre a tenté de démontrer que les progrès industriels ont diminué dans la province sous l'Union nationale. Au contraire, malgré la situation particulière créée par l'attitude d'Ottawa, la province de Québec a tout de même connu un progrès remarquable depuis 1944, année où l'Union nationale assumait l'administration. Malgré ce handicap, notre province a pu progresser au point de cesser d'être la province agricole qu'elle

était en 1944, pour être reconnue aujourd'hui pour une province industrialisée. Elle s'est industrialisée grâce à l'impulsion qu'elle a reçue du gouvernement de l'Union nationale. En effet, selon des statistiques, la production manufacturière du Québec est passée, de 1944 à 1960, de \$4,000,000,000 à \$7,000,000,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'agissait plutôt des produits exportés.

**M. Caron (Maskinongé):** L'Union nationale a grandement contribué à l'essor industriel dans notre province. C'est l'Union nationale qui a acheminé la province de Québec vers la place qui lui revient de droit au point de vue industrialisation, c'est-à-dire au premier rang.

Des industries nouvelles se sont établies dans tous les comtés de la province depuis 10 ans. Dans mon propre comté, un comté agricole que le premier ministre connaît bien d'ailleurs, au moins une dizaine de nouvelles industries secondaires se sont établies à Louiseville, ou dans les autres paroisses du comté depuis 1945, grâce à la politique progressive d'industrialisation de l'Union nationale. Tous les autres députés seraient en mesure d'en dire autant.

Il (M. Caron) vante la politique de la planification de l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tiens! Vous voilà aussi gauchistes!

**M. Caron (Maskinongé):** Le montant des importations de la province a augmenté jusqu'à \$3,000,000,000 au cours de la décennie qui a précédé 1959. L'écart dans le développement industriel entre le Québec et l'Ontario a diminué pendant cette période.

Les investissements sont un barème du développement de l'industrie. Or, au cours de l'administration de l'Union nationale, les investissements se sont chiffrés par \$5,000,000,000. Pourquoi? Parce que ceux qui disposaient de capitaux pour faire des investissements avaient confiance au gouvernement de la province de Québec. Ils savaient que c'était un gouvernement stable, qu'il était en faveur du développement de l'industrie privée et qu'il invitait le capital étranger pour nous aider à développer nos ressources naturelles et à agrandir notre patrimoine industriel<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Maskinongé (M. Caron) a raison quand il fait état de l'augmentation de la valeur de la

production manufacturière comme barème de prospérité. Il y a eu augmentation dans la valeur de la production, de \$4,000,000,000 en 1950 à plus de \$6,000,000,000 en 1960, d'après les chiffres des statisticiens du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Mais, d'une part, il faut tenir compte de la dévaluation de l'unité monétaire. D'autre part, il importe de méditer sur ces aspects du problème: il y a eu diminution du nombre d'employés dans l'industrie manufacturière au regard de la situation qui existait en 1950. Alors qu'il y avait 386,163<sup>7</sup> employés dans l'industrie manufacturière, du Québec en 1950, on n'en comptait plus que 376,017, en 1959. Il y a donc eu une diminution du nombre d'employés.

Je comprends qu'une partie de cette diminution est due à l'automatisation mais, par exemple, elle n'est sûrement pas le résultat d'un accroissement du nombre d'industries. En 1950, il y avait 11,670 industries manufacturières au Québec. Malgré les centaines<sup>8</sup> d'industries que l'Union nationale proclame avoir attirées dans le Québec, il y en avait 11,828 en 1958. L'interprétation qu'on a donnée est donc fantaisiste.

Les sommes investies dans l'industrie de transformation de la province ont sensiblement diminué au cours des trois dernières années. Ces investissements sont passés de \$539,000,000 en 1957, à \$447,000,000, en 1960. Il y a donc une diminution que le gouvernement veut arrêter. C'est pour cela que j'ai dit que nous voulions prendre incessamment les mesures nécessaires pour accroître les investissements de capitaux dans le Québec, et augmenter ainsi notre production industrielle.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Un article éditorial du *Soleil* rappelle la lutte ardente que se livrent les provinces d'Ontario et de Québec pour s'assurer la suprématie économique. Cet article souligne l'essor économique de la province de 1950 à 1960. Les chiffres que renferme cet article prouvent que nous sommes parvenus à un stade où nous avons moins besoin de commissions d'étude que d'action. Au lieu de passer notre temps à nous apitoyer sur nos défauts et à accuser les autres d'inertie, nous devrions tous nous unir dans un effort commun pour assurer la grandeur de la plus belle province de la Confédération.

Cette coupure de journal prouve que le gouvernement de l'Union nationale a incité 5,000 industries à venir dans la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cependant, 4,800 industries sont parties par la suite.



**Des députés ministériels** demandent au député de Maisonneuve (M. Tremblay) de révéler la source des statistiques.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Ceci ne vous concerne pas.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit que ses propres données viennent du Bureau des statistiques.

**M. Bellemare (Champlain):** Pour la période comprise entre 1945 et 1958, le nombre des industries québécoises est passé de 10,038 à 12,250, soit une augmentation de 2,212.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Que le député de Champlain consulte d'autres statistiques que celles qu'il cite. Les statistiques qu'il possède prouvent que la plus forte augmentation du nombre des industries, dans le Québec, a eu lieu de 1944 à 1950, et la plus faible, de 1950 à 1958.

**M. Bellemare (Champlain):** Ces statistiques sont puisées dans *l'Annuaire du Canada*.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il consulte le recueil provincial<sup>9</sup>.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) a prononcé une conférence qui a produit une grande impression dans la région. Le ministre a laissé alors entendre qu'il établirait une région où des spécialistes pourraient rayonner sur plusieurs centres. Or, dans la région mauricienne, il y a des possibilités immenses au point de vue commerce et industrie. Nous avons de bonnes routes, nous avons des terrains vacants.

Le nombre des employeurs a augmenté dans la province de Québec et c'est chez nous que la moyenne des salaires est la plus élevée. Il se trouve même un terrain de grande superficie qui est la propriété du gouvernement de la province. Le ministre a visité la région et il fut émerveillé des possibilités qu'elle offre. Aussi, j'espère qu'on nous annoncera la création d'un commissariat industriel pour la région mauricienne qui est au cœur du Québec.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le député de Champlain soulève une question qui se rapporte à un item précédemment étudié. Tout de même, je soulignerai au député de Champlain qu'il y

a un concours d'ouvert pour le choix de sept commissaires industriels. Je ne puis affirmer qu'il y en aura ou qu'il n'y en aura pas au Cap-de-la-Madeleine, mais je remarque que la région de La Mauricie est bien placée sur la carte.

**M. Bellemare (Champlain):** Quelle est l'assistance que pourra prêter le service de recherches scientifiques de la province aux compagnies qui cherchent à s'installer?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Quelle est-elle cette assistance<sup>10</sup>?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le service de recherches scientifiques aura pour mission de donner les réponses que ne pourront donner les techniciens du ministère aux questions que les compagnies poseront.

**M. Bellemare (Champlain)** parle de l'industrialisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande au président de faire respecter le Règlement et d'obliger le député à parler seulement des choses relevant de l'item en discussion. Je ne permettrai certainement pas qu'on fasse durant la discussion des crédits le débat qu'on n'a pas voulu faire sur le budget.

**M. le président<sup>11</sup>:** Qu'on revienne à l'item en discussion.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** C'est étrange que le premier ministre puisse savoir d'avance ce dont nous allons parler. Je veux m'en tenir strictement à la décision du président, même si en cette Chambre on ne respecte plus depuis hier les décisions du président.

**M. le président<sup>12</sup>:** Le député va retirer ses paroles.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je constatais seulement le fait.

**M. le président:** Pour la deuxième fois, je demande au député de retirer ses paroles.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je les retire en déclarant qu'à l'avenir, tous les députés respecteront les décisions du président.

Il dit vouloir parler de la Radio Engineering.

**Des députés ministériels:** Hors d'ordre<sup>13</sup>.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** demande au procureur général si des aviseurs verront à ce que cette compagnie ne quitte pas Granby.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
La compagnie demande un crédit à long terme de \$2,000,000 et aussi une loi spéciale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
La loi sera déposée d'ici quelques jours et le député pourra la discuter tant qu'il voudra.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Nous avons donné toutes les explications à ce sujet. Devant l'abus manifeste que l'on fait de la permission à laquelle nous avons consenti, nous retirons notre consentement<sup>14</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député a le droit de parler pendant une heure.

**M. le président:** Il faut s'en tenir à l'item car l'unanimité a été retirée.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est le bâillon.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Allons donc! Dix mois de session et on parle de bâillon.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** demande de donner le plus d'expansion possible au service de recherche scientifique du ministère de l'Industrie et du Commerce et demande également au gouvernement d'employer le plus possible de chercheurs scientifiques pour trouver des méthodes nouvelles de combattre le chômage. Dans la circonscription de Montréal-Sainte-Anne seulement, le nombre de postes disponibles dans le domaine industriel diminue à un taux de 3,000 ou 4,000 par année, à moins que le fédéral et le provincial ne trouvent des moyens pour résoudre cette situation alarmante, je peux être forcé par les citoyens qui sont dépourvus des nécessités de base de prêcher pour une économie à planification centrale.

Il demande au gouvernement de la province d'entamer des pourparlers avec Ottawa afin qu'on recherche des moyens scientifiques de permettre la circulation des navires 12 mois par année sur le fleuve Saint-Laurent et dans la voie maritime. Si la circulation maritime pouvait se poursuivre à l'année,

dit-il, la situation de l'emploi s'améliorerait de 50 % dans les centres portuaires du pays. Prévoir que les écluses de la voie maritime ne gèlent pas pendant l'hiver n'est techniquement pas si difficile que cela semble l'être. On pourrait utiliser des appareils thermiques, qui pourraient être construits près des écluses, pour empêcher les vannes de la voie maritime de geler durant la saison d'hiver.

Les autorités québécoises devraient aussi rendre Ottawa conscient de la nécessité que les industries canadiennes doivent abandonner la pratique d'importer des pièces de l'étranger pour les assembler au Canada. C'est une mauvaise politique. Les travailleurs du Québec en ont souffert. Si toutes les opérations étaient effectuées au Canada, le problème du chômage ne serait pas si grave. L'une des raisons qui expliquent pourquoi l'industrie du textile du Québec éprouve des problèmes, c'est le peu d'efforts qui a été déployé pour ralentir les importations de coton, de textile et de vêtements américains subventionnés.

**Des députés de l'opposition:** Honnêtement Frank!

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** dit qu'il a consacré sa vie et son argent aux pauvres de sa circonscription et qu'il ne va pas tolérer de telles remarques. Je voudrais bien pouvoir aller fouiller dans les coffres de sûreté de ces gens-là après les 20 ans qu'ils ont passé au pouvoir<sup>15</sup>.

**M. le président:** La discussion est complètement hors d'ordre.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** dit attirer l'attention de l'Assemblée législative sur une nouvelle publiée dans *Le Soleil* et d'après laquelle la compagnie Crane Steelware abandonnerait son usine de Saint-Malo pour concentrer ses activités dans l'Ontario<sup>16</sup>.

Il y a encore espoir que la compagnie se ravise, comme l'indique la démarche que doit faire le maire de Québec, dit-il. La compagnie donnait du travail à 123 ouvriers avant le désastreux incendie.

Le commissariat industriel de la cité de Québec aurait pu mettre \$175,000 à la disposition de la compagnie pour faciliter la reconstruction à Saint-Malo. Mais cette somme ne serait pas suffisante. Le ministère de l'Industrie et du Commerce devrait imiter le geste d'appui de la ville de Québec et mettre ses techniciens à la disposition de la compagnie, afin de l'aider à trouver une solution satisfaisante pour Québec.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

La compagnie Crane Steelware Ltd. ne prendra pas de décision en rapport avec son projet de fermer son usine du centre industriel de Saint-Malo pour aller ouvrir d'autres ateliers dans l'Ontario avant d'avoir consulté le ministère de l'Industrie et du Commerce. La direction de cette société industrielle est restée en étroit contact avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et ses techniciens.

La résolution est adoptée<sup>17</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Maltais (Québec-Est):** Nous avons, chez nous, des sociétés qui ont fait campagne en faveur de l'achat chez nous. Or, comment une société du genre pourrait-elle s'adresser au ministère pour obtenir des statistiques?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Il y a au ministère tous les services disponibles à cette fin.

**Des députés de l'opposition** critiquent la politique du gouvernement de réduire le montant des subventions aux petites industries. Désormais, disent-ils, seuls les organismes qui couvrent la province seront subventionnés.

**M. Tremblay (Maisonnette)** dit vouloir plaider la cause du petit épicier du coin. Le petit épicier, dit-il, alimente l'ouvrier et est malheureusement en voie de disparaître. Est-ce que le Conseil d'orientation économique, dont le gouvernement actuel fait grand état, ne pourrait pas faire quelque chose pour sauver l'épicier du coin?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Il ne s'agit pas là d'un problème technique mais d'un mode de vie nouveau.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Tout de même, je dis que les petits épiciers vont disparaître et que ce sera un malheur. Pourquoi n'essaie-t-on pas de faire quelque chose en leur faveur puisqu'il en est encore temps?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) dit**

qu'il sera heureux, lorsque viendra l'étude des crédits du Conseil d'orientation économique, d'entendre le député de Maisonneuve soumettre de nouveau cette question.

**M. Gosselin (Compton) dit qu'il déplore la**

fin de la politique d'octrois à des industries locales. Les petites industries de Compton, dit-il, ne pourront plus compter sur l'aide du gouvernement, en dépit des promesses électorales du premier ministre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Le gouvernement a totalement changé sa politique en ce qui concerne l'aide à l'industrie. La nouvelle forme d'aide sera plus efficace. Elle aura surtout un caractère technique. Désormais, seuls des organismes qui couvrent la province entière seront subventionnés.

**M. Gosselin (Compton):**

Je prends note. Nos petits industriels ne pourront plus compter désormais sur le gouvernement provincial...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Le député dit des faussetés. L'aide du gouvernement, sous une autre forme, sera plus active et plus efficace que jamais. Il y aura moins de petites fortunes qui seront englouties inutilement.

**M. Gosselin (Compton):**

Est-ce que le gouvernement va présenter une loi spéciale pour accorder l'octroi d'une subvention à une industrie de Scotstown, dans le comté de Compton?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)<sup>18</sup>**

soulève un point d'ordre. Le député de Compton, dit-il, s'éloigne de l'item concerné.

Le débat sur les crédits demandés par le ministère de l'Industrie et du Commerce s'éternise depuis des heures. C'est effroyable... depuis six heures d'affilée, l'opposition pose 20 fois les mêmes questions et traite de n'importe quel sujet autre que le poste à l'étude.

**M. Gosselin (Compton):**

Le procureur général imite le premier ministre, dont les colères ressemblent à une épidémie de fièvre porcine.

**Des députés ministériels protestent.**

(Désordre dans la Chambre)<sup>19</sup>

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!<sup>20</sup>

**M. Gosselin (Compton):** Désormais, les petites industries ne recevront plus l'aide du gouvernement.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Si ce n'est pas de l'obstruction systématique, je ne vois pas ce que c'est.

**M. le président** demande au député de Compton de revenir à l'item en question.

**M. Johnson (Bagot):** Le président a peur du procureur général.

**M. le président:** Je n'ai peur de personne en cette Chambre<sup>21</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle de la décision du président.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours de l'étude de l'item 5 des estimations budgétaires du ministère de l'Industrie et du Commerce, le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a soulevé un point d'ordre alléguant que le député de Compton (M. Gosselin) s'éloignait de l'item concerné. J'ai maintenu le point d'ordre et j'ai demandé au député de Compton de revenir à l'item en question.

Le chef de l'opposition (M. Talbot) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Plante, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 42.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Charbonneau, Dozois, Ducharme, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Maltais, Plourde (Kamouraska),

Raymond, Riendeau, Talbot, Tellier, Thibault, Tremblay, 22.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Talbot (Chicoutimi):** La session du Parlement provincial dure depuis six mois et il n'y a plus que trois lois gouvernementales à l'ordre du jour de l'Assemblée législative.

Je veux demander au gouvernement et au premier ministre en particulier, s'il a encore des projets de loi à présenter, leur nombre et leur importance. Je demande qu'ils soient présentés le plus vite possible, car, pour l'instant, on semble vouloir donner l'impression que c'est l'opposition qui retarde la session.

C'est absolument erroné. Nous n'avons à peu près pas fait de débat sur le budget, et nous n'avons pas fréquemment usé de notre droit d'inscrire des motions pour les séances du mercredi, journée des députés. S'il y a encore des projets de loi à venir, il est tard!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il reste encore de nombreux projets de loi à présenter aux Chambres durant la présente session.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La réponse du premier ministre est laconique. Il (M. Talbot) dit avoir le droit à une réponse précise. Le premier ministre, dit-il, devrait être au courant de la législation à venir.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai répondu au chef de l'opposition. Que ma réponse lui plaise ou non, il ne peut, suivant les règlements, soulever de débat.

Je ne peux pas donner plus de précisions à ce sujet avant lundi ou mardi prochain.

**M. le président** dit qu'il donne raison au premier ministre. L'incident est clos, dit-il.

L'étude de la résolution est suspendue.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

**NOTES**

1. Il y a une erreur dans le reportage de *La Presse* du 8 mai 1961, à la page 28, qui date cet événement du "25 avril".

2. "dans toute la Confédération canadienne", selon *Le Soleil* du 4 mai 1961, à la page 38.

3. Selon *Le Nouvelliste* du 4 mai 1961, à la page 3, "les deux députés parlèrent en même temps".

4. Selon *Le Nouvelliste* du 4 mai 1961, à la page 3, M. Hamel lance cette phrase alors que M. Bellemare reprend son siège.

5. Selon le correctif apporté à la séance du 4 mai 1961, la réponse écrite de M. Lesage dit plutôt que M. Pellerin serait de Trois-Rivières. Voir la séance du 4 mai 1961.

6. Selon *Le Devoir* du 4 mai 1961, à la page 7, M. Caron a parlé pendant "plus d'une heure".

7. 390,163 employés, selon *The Montreal Daily Star* du 4 mai 1961, à la page 21.

8. "dizaines", selon *Le Nouvelliste* du 4 mai 1961, à la page 14, et "milliers" selon *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 21.

9. Selon *Le Montréal-Matin* du 4 mai 1961, à la page 5, "la bataille des statistiques a duré au-delà de deux heures".

10. Selon *Le Nouvelliste* du 5 mai 1961, à la page 19, M. Bellemare et M. Gabias posent cette question tour à tour.

11. Selon *L'Événement-Journal* du 4 mai 1961, à la page 20, "le président est alors M. Lechasseur".

12. Selon *L'Événement-Journal* du 4 mai 1961, à la page 20, "M. Hyde avait alors repris le fauteuil".

13. Selon *L'Événement-Journal* du 4 mai 1961, à la page 20, "M. Gabias a [...] voulu parler de Radio Engineering, mais on lui a dit à plusieurs reprises qu'il était hors d'ordre".

14. Pendant le débat, selon le reportage du *Devoir* du 4 mai 1961, à la page 1, "un député a pu, avec la permission des autres députés, aller un peu en dehors de la question".

15. Selon *Le Nouvelliste* du 4 mai 1961, à la page 14, "un vif échange verbal" vient de mettre aux prises M. Bellemare et M. Hanley, qui prononce cette parole, selon *La Presse* du même jour, à la page 53, "avec fougue, en pointant le doigt vers le représentant de Champlain et de l'Union nationale". Selon *Le Nouvelliste*, "Le président du comité, M. Richard Hyde, est intervenu à plusieurs reprises pour calmer le bouillant député irlandais".

16. Au bénéfice de ses lecteurs, *Le Soleil* du 4 mai 1961, à la page 3, écrit: "On se souvient que la vaste usine de la société Crane Steelware Ltd., à Saint-Malo, fut rasée par le feu en février dernier. Par la suite, la compagnie hésita à décider de reconstruire à Saint-Malo."

17. Selon *Le Devoir* du 4 mai 1961, à la page 1, et *La Presse* du même jour, à la page 53, les discussions sur ce crédit ont duré 3 heures. Dans *L'Action catholique* du 4 mai 1961, à la page 1, le journaliste Paul Cliche note que les parlementaires ont "fait appel aux règlements de la Chambre des dizaines de fois [...] pour soutenir de longues minutes des discussions stériles et parfois enfantines".

18. Selon *Le Soleil* du 4 mai 1961, à la page 36, et *La Presse* du même jour, à la page 53, M. Lapalme "s'est fâché".

19. Selon *Le Soleil* du 4 mai 1961, à la page 36, "cette comparaison a soulevé la colère des ministériels, et les protestations se sont élevées de la droite à l'adresse du député de Compton".

20. Le correspondant du *Soleil* du 4 mai 1961, à la page 36, écrit que "les points d'ordre se sont mis à pleuvoir et le président Hyde eut fort à faire pour obtenir une accalmie suffisante lui permettant de rendre les décisions nécessaires".

21. Selon *Le Nouvelliste* du 4 mai 1961, à la page 14, "M. Hyde est visiblement mécontent de cette remarque."

Séance du jeudi 4 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses orales:**

**Surveillance  
du parlement**

**M. Gabias (Trois-Rivières)** rappelle la récente déclaration du procureur général (l'honorable M. Lapalme) à l'effet, dit-il, que la surveillance est insuffisante au parlement. Est-ce que le procureur général est au courant que six gardiens ont été congédiés et que trois autres sont actuellement malades?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dit ne pas être au courant et qu'il y verra.

**Rivières Manicouagan  
et aux Outardes**

**M. Bertrand (Missisquoi)** demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) quels seront les salaires des membres de l'Office de récupération du bois, dans les vallées de la Manicouagan et de la rivière aux Outardes<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Les salaires du président et des commissaires de l'Office de récupération du bois, dans les vallées de la Manicouagan et de la rivière aux Outardes, n'ont pas encore été établis.

En vertu du bill 41, les montants que recevront les commissaires sont limités par les montants que l'Hydro-Québec paiera au fonds consolidé de la province.

**M. Bellemare (Champlain):** Pourquoi le ministre a communiqué la nouvelle aux journalistes plutôt que d'en faire part à la Chambre?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** dit qu'il n'a pas l'intention de se faire tracer une ligne de conduite par le député.

**Questions et réponses écrites:**

**Émile Pellerin**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il y a une erreur dans une réponse écrite du chef du gouvernement à une question concernant M. Émile Pellerin, de la Commission du salaire minimum. La réponse le disait de Trois-Rivières. Il était de Yamachiche.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il demandera au greffier de corriger.

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dit que le commissaire industriel Louis Marchand lui a remis ce matin un mémoire touchant le problème du déménagement prochain de la compagnie Crane Steelware, de Québec.

M. Marchand soumet qu'à la suite d'une visite du gérant de la compagnie à Québec, la compagnie avait l'intention de déménager en Ontario même avant l'incendie de l'hiver dernier. Cet incendie, précise-t-il, n'a fait que hâter le déménagement. Le gérant lui a donné comme raison que 70 % de la production de Québec était vendue en Ontario<sup>2</sup>.

L'état du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) s'améliore. Le ministre est en convalescence. Il devra cependant se reposer pendant une assez longue période, vu la gravité de l'intervention chirurgicale qu'il a dû subir dernièrement.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** dit regretter que le gouvernement abandonne la politique des subventions versées à la petite industrie. Dans le Québec, dit-il, une province différente des autres, le petit marchand et le petit industriel ont survécu souvent grâce à l'aide financière qui leur était fournie par petits montants.

On dit que le ministère de l'Industrie et du Commerce veut mettre des techniciens à la disposition des chefs d'entreprises pour leur donner des conseils. On ne connaît pas la mentalité du petit marchand et du petit industriel. Il y a chez ces gens du respect humain. Ils ne sont pas toujours disposés à révéler leurs difficultés.

Aussi, la formule de petites subventions a donné des résultats très heureux. Les théories scientifiques et les enquêtes techniques sont, certes, une bonne chose, mais il ne faut pas oublier que les petits marchands, avec peu d'instruction, ont tout de même réussi à bâtir de grands commerces. Une aide financière, si faible soit-elle, est plus profitable que la nouvelle formule d'assistance technique.

Il y a une différence entre les rêves des économistes et la réalité. Au cours des prochaines années, lorsqu'on compilera les statistiques, on constatera que des petits marchands auront fermé leurs portes parce que le gouvernement aura fait disparaître le système de subventions.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le gouvernement cessera d'accorder une aide financière directe aux petits artisans et leur accordera plutôt une aide technique. Les services d'experts du ministère rendent des services signalés aux petits industriels. Ils les aident à asseoir solidement leur entreprise avant qu'une subvention puisse contribuer à son développement.

**M. Bellemare (Champlain):** L'an dernier, la fonderie de Sainte-Anne, petite industrie du comté de Champlain, a obtenu un octroi de \$10,000 payable en deux versements. Le premier fut fait à cette occasion. Est-ce que la deuxième tranche de l'octroi sera versée?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est le seul cas où le gouvernement est engagé dans

la province. La fonderie de Sainte-Anne-de-la-Pérade recevra la deuxième tranche d'un octroi qui lui fut accordé, l'année dernière, si elle rencontre les spécifications de l'entente intervenue quant au nombre d'employés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'artisanat et de la petite industrie, y compris les subventions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le gouvernement de la province a l'intention de devenir officiellement propriétaire de la Centrale d'artisanat du Québec. Le propriétaire officiel de cette entreprise présentement est M. Jean-Marie Gauvreau. Mais, même si les actions sont inscrites en son nom, elles sont, en réalité, la propriété de la province. Il n'est que juste que, dans les circonstances, le gouvernement soit justifié de voir ce qui se passe dans cette entreprise et comment l'argent est dépensé. Advenant le décès du propriétaire actuel, la situation pourrait devenir extrêmement compliquée.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** déplore que les subventions à l'industrie artisanale soient réduites de \$85,000 en 1960-1961, à \$48,000 en 1961-1962. Si le nombre des artisans a considérablement augmenté ces derniers temps, dit-il, et si leurs produits ont justement fait l'admiration des visiteurs, aux expositions, c'est à cause de l'aide financière qu'ils ont constamment reçue. Une simple subvention de \$100 peut signifier beaucoup pour l'artisan qui donne tout son temps à son travail et a souvent des moyens rudimentaires pour exécuter le produit de son génie créateur.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le don de petites sommes est inutile puisque l'argent est alors vite englouti. Par contraste, un technicien qui se rendra, par exemple, chez un artiste en artisanat qui n'a pas le sens du commerce, pour bien vendre ses produits, rendra à cet homme plus grand service que si l'on se contentait de lui octroyer, par exemple, \$200 qui fondraient vite.

L'an dernier, avec la population que loue le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault), le



gouvernement n'a accordé que quatre subventions au montant total de \$2,700 aux ateliers d'artisanat, alors que la province en compte pourtant un grand nombre.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Le procureur général ne comprend pas ce que je veux dire, probablement parce qu'il n'a jamais travaillé de ses mains comme moi.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Allons donc! Le député n'a jamais pondu un œuf, et pourtant, il sait quand un œuf est bon ou mauvais!

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Ça prend une huitre pour produire une perle, et pourtant, le ministre vient de nous en montrer une sans être une huitre...

**M. Johnson (Bagot):** En somme, le gouvernement limite son aide financière au domaine technique de l'artisanat. Pourtant, l'aide mixte d'autrefois, c'est-à-dire technique et subventions, a fait ses preuves et permis la réalisation d'une œuvre dont la province a raison d'être fière, tandis que l'autre formule n'est pas du tout la même.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Toute subvention directe à l'artisanat est discontinuée; ce qui reste va à la Centrale d'artisanat du Québec. Une subvention élevée, disons \$20,000, sera plus pratique parce que la technique de l'artisanat a énormément progressé et qu'il existe aujourd'hui des centrales qui répondent mieux à la demande du public.

**M. Johnson (Bagot):** Si on en est rendu là, c'est que la politique du gouvernement précédent pour aider l'artisanat a produit de bons résultats et permis de réaliser de grands progrès. C'est une œuvre dont nous avons raison d'être fiers.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a expliqué antérieurement que le propriétaire réel de l'Office de l'artisanat est la province. L'Office de l'artisanat est comparable à l'Office de la récupération du bois de la Manicouagan.

Est-ce que cela ne signifie pas que le gouvernement se fait commerçant de travaux de l'artisanat, après le commerce du bois? Le premier ministre avait pourtant dit que le gouvernement ne veut pas être commerçant.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

La situation n'est pas la même du tout. L'Office de l'artisanat a été mise sur pied par la province à coup d'argent. Le gouvernement a droit de voir ce qui s'y passe.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y a aucune similitude entre cet office et celui de la récupération du bois de la Manicouagan. Ce que j'ai dit, c'est que le gouvernement ne voulait pas se faire commerçant lui-même. C'est pour cela que nous avons formé l'Office de récupération du bois de la Manicouagan.

Mais dans le cas de l'Office de l'artisanat, les actions ont été payées par la province et il n'est que normal que le gouvernement en surveille les dépenses et ait son mot à dire dans l'ensemble de la subvention.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Expositions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** Est-ce que la Chambre de commerce du Cap-de-la-Madeleine recevra, comme à l'accoutumée, une subvention pour l'exposition permanente du commerce qu'elle tient au bureau des renseignements touristiques de cette ville? Il ne figure pas d'octroi au budget cette année.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Il n'y a jamais eu de promesse faite à la chambre à ce sujet.

**M. Bellemare (Champlain)** s'inquiète du fait qu'il n'y ait plus d'octroi, dans les crédits pour le Festival du petit poisson des chenaux, à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Quelle en est la cause?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Jusqu'ici, l'octroi était versé à la Chambre de commerce des jeunes de La Pérade. Or, cette année, les octrois sont versés uniquement aux fédérations provinciales de ces organismes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa

Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Tellier (Montcalm)**<sup>3</sup>: Pourquoi y a-t-il une augmentation de \$56,000 en 1961-1962 à l'item des traitements du personnel de l'Assemblée législative?

**M. l'Orateur**: Parce que les salaires du personnel de l'opposition ont augmenté de \$52,000.

**Une voix ministérielle**: Dites merci!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**Un député de l'opposition** demande le nom et le salaire de l'assistant-bibliothécaire du Parlement.

**M. l'Orateur**: M. Eugène L'Heureux, \$10,000 par année.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats de livres, reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières)**: (Souriant) Je suis allé à la Bibliothèque de la Législature l'autre jour. Je voulais avoir le livre *Lesage s'engage*. Il n'y était pas.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**: (Riant) Je vais y voir personnellement...

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**: Est-ce que le député veut avoir l'autographe du premier ministre, aussi?

**M. Gabias (Trois-Rivières)**: Non, je ne le veux pas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

On pourra lire dans les journaux, ajoute-t-il (l'honorable M. Lesage), que ces crédits furent adoptés après un violent débat entre l'Orateur actuel et l'ancien Orateur<sup>4</sup>.

(Rires)

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux<sup>5</sup>.

**Reprise de la séance à 3 heures****Officiers-cadets du  
Collège militaire royal de Kingston**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** salue la présence, dans la tribune réservée aux spectateurs, d'un groupe de 24 officiers-cadets du Collège militaire royal de Kingston qui suivent un cours pratique de français au camp Valcartier, depuis lundi dernier.

Il dit qu'il a prononcé une allocution devant les officiers-cadets, à la salle du Conseil exécutif, et que tous l'ont salué en français. Leurs professeurs donnent d'excellents cours, dit-il, tandis qu'eux-mêmes pratiquent notre langue de façon méritoire.

La formation donnée par les professeurs de Kingston est excellente. Tous les jeunes qui sont passés par cette école, où la discipline et la dignité personnelle sont de mise, sont devenus d'excellents militaires et d'excellents citoyens, dont plusieurs sont aujourd'hui parmi les meilleurs ingénieurs du Canada.

Je garde, dit-il, un excellent souvenir de Kingston, où j'ai suivi des cours pendant six semaines, en 1936-1937.

Je suis très heureux de vous recevoir, au nom du gouvernement de la province de Québec; vous faites honneur à notre pays. J'espère que la démocratie en action leur démontrera qu'il y a, en Chambre, un certain degré de cette dignité<sup>6</sup> dont les cadets sont eux-mêmes imbus.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il s'associe au premier ministre pour souhaiter la bienvenue aux cadets de Kingston et les assurer du plaisir de les voir en Chambre.

**M. Tremblay (Maisonnette)** dit que le premier Canadien français à décrocher son diplôme d'ingénieur à Kingston fut son cousin, le général Thomas-Louis Tremblay, ancien commandant du Royal 22<sup>e</sup> Régiment et l'un des plus grands héros canadiens-français de la Première Grande Guerre.

**Jeunesse de l'Union nationale  
du comté de Champlain**

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il en profite pour saluer la délégation de la Jeunesse de l'Union nationale du comté de Champlain, qui assiste à la séance de l'après-midi de l'Assemblée législative. J'espère, dit-il, que le premier ministre ne m'en

voudra pas si, en manière de boutade, je dis que ces jeunes gens de chez nous n'ont pas la même couleur d'uniforme que les cadets de Kingston<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Pour ne pas être en reste de courtoisie, je cède maintenant mon fauteuil à un commodore<sup>8</sup>.

**Subsides:****Budget des dépenses 1961-1962****En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il invite le ministre du Revenu (l'honorable M. Earl) à prendre place à ses côtés.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions six cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il y a eu 60 renvois d'employés pour activités politiques, contrairement aux prescriptions de l'article 60 de la loi du service civil. Il y a quelque 2,600 employés au ministère du Revenu, dont 968 à Montréal. Le ministère est l'ancienne division du revenu au ministère des Finances dont on a créé un nouveau ministère au début de la session par le biais d'une législation.

Depuis que le gouvernement libéral a accédé au pouvoir en juin dernier<sup>9</sup>, un total de 116 employés à temps plein couverts par la loi sur le service civil ont quitté le ministère. Ceci ne comprenait pas les commissionnaires. Des 116, 18 ont été congédiés pour des activités politiques et les 90 autres ont démissionné.

Le gouvernement a aussi remplacé 119 des 180 commissionnaires qui étaient payés à la commission et qui n'étaient pas régis par la Commission du service civil.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Qu'est-il advenu de M. Paul-Émile Larouche<sup>10</sup>, chef du bureau du Revenu à Montréal, qui avait tenté d'organiser un syndicat chez les fonctionnaires provinciaux de Montréal?

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il est toujours à l'emploi du gouvernement, mais il a été déplacé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il eût été inconvenant qu'un chef de personnel organise un syndicat. Son statut de chef du personnel au ministère du Revenu ne convenait pas avec celui de chef de syndicat. Il devait travailler pour un patron ou un autre, mais pas les deux à la fois. Il y aurait eu risque d'influences indues. Vous pouvez imaginer les pressions exagérées qu'il aurait pu faire subir à ses employés en conservant les deux postes. Mais nous n'avons pas bloqué ses activités syndicales, et nous ne l'avons pas envoyé à l'extérieur, loin des employés qu'il voulait organiser. Il est au bureau de la taxe de vente, à Montréal, comme vérificateur.

M. Larouche essaie d'organiser un syndicat pour les fonctionnaires, qui serait indépendant des autres syndicats principaux. Les fonctionnaires ont des associations diverses présentement sans statut de syndicat accrédité. Le porte-parole pour la Confédération des syndicats nationaux, qui agit comme conseiller technique pour le syndicat proposé, dit qu'une demande de reconnaissance officielle a été présentée au gouvernement. Aucune réponse n'a été reçue jusqu'à présent. Le syndicat sera désigné sous l'appellation suivante: Syndicat national des fonctionnaires provinciaux du Québec.

**M. Johnson (Bagot)** dit n'avoir jamais entendu M. Duplessis, ou un autre chef de parti, ou aucun autre député de l'Union nationale, faire des menaces comme celles que le premier ministre a proférées à l'endroit des fonctionnaires, pendant les élections.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai menacé que les employés civils qui étaient régis par la loi du service civil.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Mais voyons donc!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est absolument vrai. J'ai encore les notes de mon discours de Québec dans lequel j'ai mis les fonctionnaires en garde en vertu de l'article 60 de la loi du service civil. Je leur ai dit que s'ils se mêlaient

de politique, ils pouvaient s'attendre à subir le sort que leur réserve la loi.

Je n'ai pas parlé des autres, comme les procureurs de la couronne, qui ne sont pas régis par la loi du service civil et qui sont nommés durant bon plaisir. D'ailleurs, quand on sait ce qui s'est passé en 1936 et en 1944, on trouve étrange que les gens de l'Union nationale viennent pleurer aujourd'hui sur les destitutions.

Comme pour les autres, c'est les règles du jeu comme après chaque élection. J'ai moi-même été affecté en 1944 lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir. Il rappelle qu'il était procureur de la couronne en 1944 et recevait de \$2,500 à \$3,000 par année pour plaider tous les jours, en cour. J'ai donné ma démission avant que la destitution n'arrive.

**M. Johnson (Bagot):** Le jour où l'Union nationale aura repris le pouvoir dans la province, je rendrai justice, dit-il, en faveur des victimes de l'injustice libérale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le départ de 119 percepteurs au ministère du Revenu ne se compare pas d'une manière favorable avec ce qu'a fait le gouvernement de l'Union nationale lorsqu'il a accédé au pouvoir en 1944. En 1944-1945, il y avait de 120 à 130 bureaux de perception dans la province. Des changements de personnel sont survenus dans 116 bureaux. L'an dernier, la province comptait 180 bureaux et il n'y a eu changements que dans 119.

**M. Johnson (Bagot):** Cependant, l'Union nationale n'est pas allée promettre partout que le favoritisme allait être arrêté par un gouvernement libéral et que les amis du gouvernement n'auraient pas d'emploi. Là aussi, la population a été trompée. Nous avons encore le souvenir des dénonciations de l'ancien chef de l'opposition et d'un ancien journaliste qui n'est pas encore devenu libéral mais qui est devenu ministre<sup>11</sup>. Ils étaient tous deux férocelement opposés au patronage.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Après le 22 juin 1960, nous avons gardé un cantonnier membre de l'Union nationale. Il avait besoin d'aide et il a embauché... un agent électoral de mon adversaire. Par la suite, les deux hommes se sont promenés dans le village en criant: "Il n'y a plus de patronage! C'est encore nous qui menons dans le comté!" Ils ont été renvoyés... pour manque de jugement.

**M. Johnson (Bagot):** La province doit savoir qu'elle a été trompée par le premier ministre quand il a dit que les libéraux ne placeraient pas leurs amis. Et que tout ce qu'elle a reçu, c'est le remplacement des employés par des amis du gouvernement. Il (M. Johnson) a noté deux cas où les percepteurs ont été remplacés par d'anciens candidats libéraux ou d'anciens organisateurs.

Le public devient conscient de l'immense écran de fumée qui a tout caché et que les libéraux ne pourront jamais rester au pouvoir pendant quatre ans.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai jamais prétendu que nous n'encouragerions pas les libéraux. Nous avons dit que nous chasserions le patronage et nous sommes en train de réaliser cette promesse de toutes sortes de façons. La principale mesure prise pour arriver à cette fin réside dans les demandes de soumissions publiques.

Toute cette question du congédiement des employés du gouvernement pour activités politiques devrait être abordée lors de l'étude des crédits de la Commission du service civil, dont dépendent les recommandations à ce sujet.

**Des députés de l'opposition** consentent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. Roger Stanton a été désigné sous-ministre adjoint du Revenu, dont le sous-ministre est M. Georges Shink.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** En 1961-1962, le gouvernement provincial s'attend de percevoir \$18,000,000 de plus de l'impôt sur le revenu des particuliers, dont \$14,000,000 à cause de la loi votée en décembre et \$4,000,000 provenant de l'augmentation annuelle normale. De l'impôt sur les profits des corporations, le gouvernement retirera \$25,000,000, dont \$11,000,000 produits par la loi du mois de décembre et \$14,000,000 à cause de l'expansion industrielle<sup>12</sup>.

Le ministère du Revenu va engager 100 nouveaux vérificateurs. Certains des engagements

sont déjà chose faite. La mesure a pour but d'assurer une meilleure perception des revenus de la province, tout spécialement dans le compartiment de la taxe de vente dont on dit que 45 % n'est pas remis au gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):** Puis-je poser une question<sup>13</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas d'objection, mais à la condition que ça ne tourne pas en bataille de chiens comme hier.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Le premier ministre vient d'employer une expression non parlementaire et interdite par le Règlement. Il doit la retirer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Une bataille de coqs alors. Je retire chiens et j'emploie coqs. (Vers l'opposition) Je vous laisse les chiens.

**M. Johnson (Bagot):** Nous n'avons pas de place pour les chiens<sup>14</sup>!

**M. Tremblay (Maisonnette):** Je ne sais pas si le premier ministre a vu *Le Devoir* de ce matin. Il lui fournit d'autres arguments.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** *Le Devoir* n'avait besoin que d'un représentant pour voir l'attitude ridicule de l'opposition hier!

**M. le président** rappelle les députés à l'ordre.

**M. Johnson (Bagot):** Les permis délivrés par le ministère du Travail rapportent environ 20 % de plus. Il y a une augmentation de quelque \$57,000 dans le revenu des permis et licences au ministère du Travail. Comment cela se peut-il, alors qu'il y a moins d'ouvrage et que le nombre des chômeurs s'élève?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cela ne veut rien dire. Nous ne délivrons pas de permis aux sans-travail.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il vient d'y avoir un ajustement du tarif. Les droits exigibles pour les permis autorisant l'exécution de travaux d'électricité, de plomberie et autres n'avaient pas été changés depuis 30 ans. Le gouvernement actuel a rectifié cette situation en révisant les taux.

**M. Johnson (Bagot)** dit vouloir continuer à poser des questions à ce sujet.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot serait plus dans l'ordre s'il attendait l'étude des crédits du ministère du Travail.

Que le député de Bagot ne pense pas devenir chef facilement! La lutte sera chaude. Il aura à faire face à deux anciens juges, M. Omer Côté et le député de Trois-Rivières (M. Gabias)<sup>15</sup>, et à un ancien chef, le député de Chicoutimi (M. Talbot).

**M. Bellemare (Champlain):** Il y avait plus de rivalité entre le premier ministre et le procureur général, au congrès libéral de 1958, qu'il n'y en aura jamais dans l'opposition. Tous se rappellent le discours qu'a prononcé alors le procureur général.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Mon discours n'a certainement pas fait de tort au premier ministre actuel.

**M. Bellemare (Champlain):** (Vers le ministre du Travail, l'honorable M. Hamel) Il a fait du tort à celui qui voulait devenir premier ministre. Il a fait du tort à l'autre...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je suis convaincu que le prochain congrès de l'Union nationale va être un immense fiasco.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre veut détourner la discussion. N'a-t-il pas déclaré à la convention: "Ne votez pas pour Jean Lesage, c'est un homme d'Ottawa!"

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai jamais dit cela. Voici ce que j'ai déclaré: "Il n'y a pas d'adversaires dans le Parti libéral, mais seulement des concurrents.

"Nous devons choisir l'homme qui nous débarrassera à tout jamais de l'Union nationale, la plus grande plaie dont la province ait jamais souffert." Les délégués m'ont compris, et ils ont choisi celui qui a délivré le Québec du régime qui faisait sa honte.

**M. Bellemare (Champlain):** Je suis très heureux de la confession publique du ministre et de son admission que son incompétence a été reconnue...

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Revenu)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il y aura lieu de donner un assistant au sous-ministre des Finances, M. Henri Biéler, débordé de travail. La nomination sera faite bientôt.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de la trésorerie (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Des changements seront apportés par le gouvernement au système de comptabilité des ministères. C'est ainsi que le comptable en chef et son personnel, dans chacun des ministères, seront éventuellement soumis au contrôle du Conseil de la trésorerie.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Il s'agit là d'une mise en tutelle qui consacre ainsi le brevet d'incapacité que le premier ministre avait décerné à ses ministres.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. Jean-Charles McGee, jusqu'ici directeur du Bureau de la statistique au ministère de l'Industrie et du Commerce, deviendra sous peu officier juridique au Conseil de la trésorerie.

Aussi, le contrôleur de la trésorerie, M. André-J. Dolbec, devra avoir un vérificateur en chef pour coordonner la comptabilité de tous les ministères. Le gouvernement est à la veille de faire une telle nomination.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement n'a plus besoin de vérificateurs maintenant que le premier ministre s'est constitué un super cabinet, avec le Conseil de la trésorerie, et a mis une camisole de force à ses ministres.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le Conseil de la trésorerie a pris pour tâche de contrôler les engagements, tandis que le vérificateur surveille les paiements. Le vérificateur n'a jamais eu de contrôle sur les engagements et c'est pour cette raison qu'il s'est produit un tel gaspillage sous l'ancien régime.

Le gouvernement a maintenant le contrôle complet sur les engagements, alors qu'autrefois les ministres décidaient des engagements pour des années à venir, souvent par lettres d'intention.

Il y a même eu une lettre secrète du ministre des Finances autorisant le ministre de la Voirie à dépenser \$23,000,000 de plus que le budget, s'il le voulait, l'an dernier, parce que c'était une année d'élections.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre omet de dire que la loi de la voirie permet au ministre de dépasser les prévisions de son budget, s'il le juge à propos. C'est l'une des rares bonnes lois qui aient été votées sous le régime Taschereau. Quand les revenus dépassent les montants prévus, elle permet au ministre de dépasser son budget. Et c'est normal. Si notre administration avait été si mauvaise, nous n'aurions pas réduit la dette à \$182,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Autrefois, les ministres avaient un contrôle parfait sur les engagements. Mais je comprends qu'aujourd'hui, le premier ministre a si peu confiance en ses ministres qu'il leur impose un contrôle spécial.

(Désordre dans la Chambre)<sup>16</sup>

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension de \$900 à M.A.S.

DeBray et autres pensions versées par la Commission des accidents du travail (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux<sup>17</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude les crédits budgétaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Provision pour augmenter tout crédit, sous réserve de l'approbation du Conseil de la trésorerie, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$25,000 ou de 10 % du crédit ainsi augmenté; avec le droit d'utiliser à nouveau pour les mêmes fins tous montants remboursés au présent crédit (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Ce poste budgétaire met à la disposition du gouvernement une somme de \$500,000 susceptible de l'aider à solder des dépenses imprévues. C'est une nouveauté dans le budget de la province.

Cette provision servira éventuellement, dans des cas exceptionnels, à augmenter certains crédits insuffisants à un poste quelconque du budget général. Pareille augmentation de crédit sera possible sous réserve de l'approbation du Conseil de la trésorerie et à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de \$25,000 ou de 10 % du crédit ainsi augmenté. Le

gouvernement pourra utiliser à nouveau pour les mêmes fins, tous montants remboursés à ce crédit de \$500,000.

Il dit souligner le cas récent et imprévu du Collège Saint-Denis de Montréal. Voici, dit-il, un collège qui, sans avis préalable, ferme ses portes parce qu'il n'a plus les moyens de poursuivre ses activités. Je suis certain que tous les membres de l'opposition seront sans doute d'accord avec moi pour reconnaître que nous ne pouvions laisser cette institution fermer ses portes et priver ses élèves de l'enseignement d'ici à la fin de l'année.

Nous avons donc décidé d'accorder un octroi au collège, afin de lui permettre de continuer à fonctionner, quitte par la suite à étudier sa structure financière pour décider de ce qu'il y aura à faire pour l'avenir. On a parlé mardi, en Chambre, de \$22,000, mais c'est plutôt \$26,000 qu'il faudra pour permettre au collège de fonctionner jusqu'à la fin de l'année.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Est-ce que le gouvernement pourra se servir de cette réserve pour augmenter le nombre des fonctionnaires, le cas échéant?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Oui.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Il est prévu que le gouvernement aura le droit d'utiliser à nouveau, pour les mêmes fins, tous montants remboursés au présent crédit. Qu'est-ce que ça implique?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il sera prévu, à l'occasion de budgets supplémentaires, que le montant de cette provision doit être maintenu toujours à \$500,000. Il faudra présenter deux budgets supplémentaires au cours de l'exercice financier actuel. Un premier budget supplémentaire sera soumis à la Chambre avant la fin de la présente session, ainsi que la chose a déjà été annoncée récemment en Chambre.

En outre, un autre budget supplémentaire sera présenté en décembre. Nous nous réunirons de nouveau en novembre prochain, je l'espère du moins, peu importe que le chef de l'opposition soit changé ou non, et la Chambre sera informée dans le détail de l'utilisation de ce crédit. Ces budgets s'ajouteront aux dépenses prévues pour l'exercice en cours.

Il dit que l'assurance-hospitalisation est une des grandes réalisations de son jeune gouvernement. Cette mesure coûtera \$132,000,000 cette année.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Les colons de Témiscamingue paient cher pour se faire hospitaliser.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
C'est absolument faux<sup>18</sup>!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Ils ne paient pas un seul sou!

**M. Larouche (Témiscamingue):** Ils paient jusqu'à \$11 par jour, tandis qu'ils ne payaient pas sous l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Ah oui, s'ils se font hospitaliser dans des chambres de luxe!  
(Désordre)

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**  
Prennent-ils des chambres<sup>19</sup>?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**  
Oui, parce que leur député leur a dit d'aller dans des chambres de luxe. Quel est leur nom? Quel hôpital? Quel est le montant du compte? Si vous avez des accusations à porter, portez-les comme un homme courageux.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**  
Donnez-nous ces détails et nous ferons enquête.

**M. Larouche (Témiscamingue)** ne répond pas.

**Une voix ministérielle:** Peureux! Peureux!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration - bureau de l'audition (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Il faudra engager quelques employés de plus au bureau de l'auditeur de la province, dit-il, car le nombre des vérifications à faire a augmenté sensiblement, à cause, par exemple, des travaux municipaux d'hiver, de l'assurance-hospitalisation, des différents programmes conjoints fédéraux-



provinciaux et des cours aux jeunes chômeurs. Tous ces programmes ont été partagés avec le gouvernement fédéral; la vérification a été nécessaire et rendue compliquée si le gouvernement veut pouvoir collecter du fédéral sa part de 50 %.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ça n'a pas donné grand-chose d'augmenter le nombre des fonctionnaires au Bureau du vérificateur de la province. Tout d'abord, on dit dans certaines régions, selon des informations reçues, que les jeunes chômeurs qui ont suivi des cours n'ont pas été payés et, en second lieu, que ceux qui ont été payés l'ont été en argent et non en chèque, comme cela est normal.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le gouvernement a planifié de rendre ces cours disponibles à 1,000 personnes, mais nous avons dû accueillir beaucoup plus d'élèves que nous avions prévu, trois fois plus. Nous avons décidé de les accepter, même si cela devait retarder un peu les paiements. Le gouvernement a entrepris de mettre en place le personnel et les vérificateurs requis pour les aider.

J'ai fait enquête au sujet des paiements en argent, et on m'a dit que dans une seule région un directeur d'école a décidé, pour hâter les choses, de payer certains élèves de sa poche. Mais la situation est régularisée et les élèves reçoivent leurs allocations quotidiennes.

**M. Talbot (Chicoutimi)<sup>20</sup>:** C'est encore pire que je pensais. On voit jusqu'à quel point on ne peut se fier aux évaluations du présent régime. Il reçoit trois fois plus de chômeurs qu'il n'avait prévu. Et, par-dessus le marché, avec un budget de près de \$1,000,000,000, il se fait financer par un directeur d'école dans la région de Chicoutimi. Le ministre devrait avoir honte de confesser une pareille situation.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)<sup>21</sup>:** La remarque du chef de l'opposition est démagogique.

**M. le président:** Le qualificatif "démagogique" n'est pas parlementaire.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** retire l'expression.

**M. le président<sup>22</sup>:** Ce n'est pas le moment de débattre sur la question du chômage.

Il invite les membres de la Chambre à revenir au sujet à l'étude.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai pas l'intention de parler de chômage, mais de discuter de l'augmentation du personnel nécessaire au bureau de l'auditeur à cause de l'organisation de cours aux jeunes chômeurs, sur des estimations faites à la légère et qui se sont révélées de 50 % inférieures.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le chef de l'opposition me fait dire des choses que je n'ai pas dites. J'ai dit que les disponibilités en professeurs et en argent n'ont pas permis de faire plus que ce qui a été fait.

Il insiste sur le travail qu'il a dû s'imposer pour organiser des cours à l'intention de 1,500 chômeurs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Si le gouvernement avait procédé avec la prudence nécessaire, il ne serait pas obligé de réclamer un montant supplémentaire de \$100,000 pour ces cours.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il n'y avait pas de problèmes de ce côté-là sous l'Union nationale, puisqu'il n'y avait pas de cours avant.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est qu'il n'y avait pas de chômeurs du temps de l'Union nationale<sup>23</sup>.  
(Rires à droite)<sup>24</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>25</sup>:** Je suis disposé à avoir une discussion sur le chômage en ce moment. Mais le Règlement devra s'appliquer et on ne pourra plus revenir sur le sujet plus tard. Je ne laisserai pas les faussetés du chef de l'opposition sans réponse! Quand on sait surtout que l'Union nationale a remporté le championnat du chômage.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le terme "fausseté" n'est pas parlementaire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'aurais dû dire des choses contraires à la vérité, des inexactitudes.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Les absences de mémoire!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il faut justifier \$100,000 supplémentaires qui figurent pour les cours

aux chômeurs. Si on avait procédé avec sagesse, l'audition se serait faite régulièrement et les directeurs d'écoles n'auraient pas eu à avancer de l'argent au gouvernement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai toujours reconnu que le chef de l'opposition est un artiste. Il l'est de plus en plus, un artiste de la fantaisie. Il faut des auditeurs supplémentaires surtout pour ces cours, suivis par 3,000<sup>26</sup> jeunes chômeurs, pour examiner les comptes de dépenses pour le remboursement par le gouvernement fédéral. C'est un travail long.

Les cours aux jeunes chômeurs ont déjà été donnés dans la province de Québec, mais à la veille des élections de 1956, le premier ministre Duplessis a abandonné le plan conjoint pour pouvoir brandir son drapeau de l'autonomie.

Nous avons cru pouvoir accommoder environ 1,500 jeunes chômeurs dans nos écoles techniques et nos institutions, mais l'intérêt suscité par ce programme a été tel que nous avons décidé d'augmenter le nombre, ce qui a créé pour l'auditeur un sérieux problème de vérification. C'est pour éviter cela dans l'avenir que nous demandons des crédits pour engager de nouveaux vérificateurs.

Pour l'appréciation du nombre, on a dit que ça avait été fait à la légère. Au moins, nous avons fait quelque chose tandis que l'Union nationale n'a jamais rien fait pour remédier au chômage. Alors qu'en mars 1960, 41 % de tous les chômeurs du Canada se trouvaient dans la province de Québec, le gouvernement de l'Union nationale se croisait les bras. L'Union nationale critique les dispositions prises par l'administration actuelle pour apporter un palliatif.

#### **Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre a dénoncé les plans conjoints, autrefois, mais accepte aujourd'hui l'argent que lui offre Ottawa. Lors de la dernière campagne, le Parti libéral affirmait que s'il était reporté au pouvoir, il n'y aurait plus de chômage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition se pense au mois de septembre, tentant de se faire élire comme chef.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'espère que le premier ministre va mettre sa menace à exécution et déclencher une élection générale, car ensuite on ne le reverra plus ici.

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Nous ferons des élections quand ce sera nécessaire, et quand il y en aura eu, ni le député de Bagot, ni le député de Chicoutimi, ni personne de l'Union nationale ne seront encore dans cette Chambre. Nous aurons lavé et fait disparaître à tout jamais ce parti d'opportunistes.

Les élections viendront comme un voleur<sup>27</sup>. Attention! Les élections viendront comme un voleur, mais ce ne sera pas le même genre de vol électoral auquel l'Union nationale se livre à chaque scrutin depuis 1944.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Le Parti libéral n'a pas à nous donner de leçon d'honnêteté. Je serai encore ici dans 25 ans et (désignant le groupe ministériel) vous n'y serez plus.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre se vante de la popularité du Parti libéral. Mais, il n'y a pas si longtemps, il se faisait huer en plein Carnaval de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est absolument faux. Cela vient du journal du député de Bagot: "Mensonges et crottins".

Le premier ministre se corrige aussitôt en disant qu'il voulait parler de *Nouvelles illustrées*.

**M. Johnson (Bagot):** C'est le seul journal qui a dit la vérité à ce sujet.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est faux.

**M. Johnson (Bagot):** Pourtant, un périodique qui vante le premier ministre, le magazine *Time*, a dit la même chose.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il avait pris ce mensonge dans votre journal.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a par la suite fait publier un éditorial réclamant le respect de l'autorité. Il demande s'il peut poser une question au sujet d'un journal "Nouvelles et crottins" qui, dit-il, s'appelle *La Réforme*.

#### **Des députés ministériels: Non!**

**M. le président** demande à la Chambre de revenir à l'étude du poste budgétaire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration - Service des assurances (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Des soumissions ont été demandées, dit-il, pour la police d'assurance de garantie des employés civils. La prime ne coûtera pas plus de \$15,000.

Depuis 1945, cette assurance était confiée à la Royal Exchange. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, ce service a été confié à une société de Québec, l'Union canadienne, qui couvre 20,000 employés au lieu des 2,500 qu'assurait la Royal Exchange pour un montant de \$26,000.

**M. Johnson (Bagot):** Quelque chose ne tourne pas rond dans cette affaire d'assurance.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** dit qu'il trouve difficile à croire qu'il puisse y avoir un tel écart de taux entre les deux compagnies.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il abonde dans le même sens. Cela prouve une chose, dit-il, c'est que l'Union nationale payait trop cher dans tous les domaines.

Le gouvernement ne veut pas avoir à déplorer les incidents regrettables qui se sont déroulés l'automne dernier au département des assurances. C'est pourquoi deux comptables licenciés et deux assistants supplémentaires seront engagés sous peu pour améliorer le service de vérification des compagnies d'assurance.

Il fait l'éloge du nouveau surintendant des assurances, M. Gustave Tremblay, dont la nomination ne peut certes pas être qualifiée de patronage politique, dit-il. L'assistant du surintendant est M. Jacques Casgrain.

Une révision complète des salaires est à l'étude dans ce département et une nouvelle échelle de traitements sera mise en vigueur sous peu.

Pour ce qui est du cas de la fameuse faillite de la Taxi Owners, les personnes arrêtées après l'enquête ont été acquittées, faute de preuves suffisantes.

C'est d'ailleurs à la suite de cette enquête, que M. Georges Lafrance a manifesté le désir de prendre sa retraite comme surintendant des Assurances.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études en mathématiques actuarielles - service des assurances (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses - Service des assurances (Finances)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses (service de la dette publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Quelle est la dette actuelle de la province?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il n'a devant lui que les chiffres en date du 30 juillet 1960, déjà connus. Il dit promettre au député de faire effectuer une compilation à la date la plus rapprochée.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Qu'est-ce que l'emprunt de la province coûtera aux contribuables?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On le saura avec certitude le 11 mai, car on connaîtra seulement alors la proportion des obligations remboursables à longue échéance.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Est-ce que le gouvernement aurait obtenu un meilleur prix des courtiers pour sa dernière émission d'obligations de \$50,000,000, cette semaine, s'il avait demandé des soumissions, au lieu de s'adresser directement au groupe qui a acheté cette émission? Une demande de soumissions publiques aurait favorisé la province.

Si le cabinet avait réclamé des soumissions, il aurait fait réaliser des économies aux contribuables de \$500,000 à \$1,500,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Au contraire, le marché n'était pas favorable.

Il dit avoir négocié pendant plusieurs jours pour gagner un quart de point et qu'il l'a gagné sur les obligations à court terme, mais non sur celles à longue échéance.

J'avais la possibilité du marché américain, dit-il, mais on sait les dangers que cela représente à cause des changements du taux de change. Au Manitoba, M. Roblin a abandonné le système des soumissions parce que les soumissions étaient tellement basses que les obligations restaient sur les tablettes.

Il dit avoir calculé avec ses conseillers que c'était le meilleur marché possible. L'affaire pressait parce que, dit-il, nous avons un grand besoin d'argent pour payer les obligations. Il dit qu'en négociant, il a obtenu des courtiers en valeurs, d'une part, qu'ils se montrent moins exigeants quant à leur rémunération, et, d'autre part, qu'ils s'engagent à placer tous les titres. J'ai obtenu du syndicat financier, dit-il, une garantie de vente de nos obligations à 100 %. C'est important pour la province.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** L'effet de l'émission dans les conditions actuelles fut de faire remonter le cours des obligations. On a lancé sur le marché des obligations à rendement trop élevé. Si les courtiers avaient accordé à la province 25¢ ou 50¢ de plus, le marché n'aurait pas subi de hausse le lendemain.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit que, dans son opinion, le marché n'était pas propice à une demande de soumissions.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Il l'était au contraire. Des municipalités, telles que Saint-Cuthbert, dans Berthier, ont obtenu un meilleur prix que la province pour leurs émissions d'obligations, ces semaines-ci. Jusqu'ici, la province était toujours mieux favorisée que les conseils municipaux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas étonnant dans le cas de Saint-Cuthbert, puisque les autorités provinciales avaient promis \$95,000 de subventions à cette municipalité.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** dit qu'il regrette qu'on ait mis de côté un groupe de courtiers, le Crédit Interprovincial, qui, dans le passé, a toujours prouvé son efficacité pour la vente des obligations de la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le groupe de courtiers dirigé par la maison L.-G. Beaubien, qui a obtenu l'émission récente de la province, a offert une tranche de ces valeurs au Crédit Interprovincial, mais le Crédit Interprovincial a refusé.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Avec la belle politique financière, et avec les prétendues économies du cabinet libéral, la dette du Québec augmentera de \$175,000,000 cette année.

On en est arrivé à un point où l'on doit dire au chef du gouvernement: "Arrêtez d'économiser, car vous allez nous faire crever!"

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

En faisant cette déclaration, pourquoi le chef de l'opposition regarde-t-il la Tribune de la presse?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas plus mal que de se regarder dans le miroir.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Au moins, quand je me regarde dans un miroir, je veille à ne pas montrer les dents...

Dans le seul domaine des assurances, les autorités libérales du Québec vont épargner entre \$600,000 et \$700,000. Et c'est ainsi dans tous les secteurs. Plus de réalisations sont alors possibles avec les deniers des contribuables.

**Des voix de l'opposition:** Vos œuvres, où sont-elles?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Mais la seule assurance-hospitalisation permet à la population de bénéficier directement de \$132,000,000.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Projets de loi:****Emprunts de la province**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons devant nous un projet de loi qui paraît anodin, mais qui ne l'est pas. Depuis le commencement de la session, le gouvernement libéral proclame, en l'occurrence, qu'il veut rendre à la Chambre son contrôle sur les dépenses de l'administration. Or, le bill no 53 est entièrement contraire à ce principe. La loi qu'on va modifier permettrait au cabinet d'emprunter si le fonds consolidé ne suffisait plus aux besoins, mais à une condition: il fallait que ce soit pour une raison imprévue. Or, le bill modifie le texte et donnera aux autorités provinciales le droit de contracter un emprunt, même si ce n'est pas pour une cause imprévue.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le leader de l'opposition oublie que le vérificateur en chef des *Comptes publics* de la province est obligé, depuis des années, de mentir chaque fois qu'à l'occasion d'emprunts temporaires il est forcé de rédiger un certificat, car, en effet, il doit dire qu'il s'agit de dépenses imprévues.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Personne n'a le droit d'accuser de mensonge le vérificateur en chef des *Comptes publics*.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition interprète mal cette mesure. C'est le vérificateur en chef qui, dans son rapport, réclame la mesure, car il souhaite pouvoir dire la vérité quand il dresse un certificat.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval),

Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériage, Turpin, Vaillancourt, 39.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 26.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 53 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** propose: 1. Que l'article 21 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71, modifié par les lois 15-16 George VI, chapitre 13, 2-3 Elizabeth II, chapitre 46, 9-10 Elizabeth II, chapitres... et... (*insérer ici les numéros de chapitre des bills 27 et 30*), soit remplacé par le suivant:

"21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en cas de besoin, autoriser le ministre des Finances à effectuer les emprunts temporaires requis, au débit du fonds consolidé du revenu, de la manière, en la forme et pour les montants, remboursables aux périodes de temps et portant des taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos; mais ces emprunts ne doivent pas excéder le montant de l'insuffisance du fonds consolidé du revenu, pour subvenir aux charges dont il est grevé par la loi, et ne doivent être employés à aucune autre fin."

2. Que l'article 72 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 28, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3<sup>o</sup> par le suivant:

"3° Pour obtenir les sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaires pour combler toute insuffisance du fonds consolidé du revenu ou défrayer des dépenses à faire à même ce fonds."

3. Que l'article 75 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions des articles 21c et 21d ne s'appliquent pas aux emprunts du gouvernement de la province quelle que soit l'autorisation législative en vertu de laquelle ils sont effectués."

4. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Le comité siège durant quelque temps.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Fédération des femmes libérales du Québec

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il parlera à Trois-Rivières, dimanche prochain, le 7 mai, à l'occasion du premier congrès régional de la Fédération des femmes libérales du Québec.

Il dit qu'il profitera de l'occasion pour rendre hommage aux femmes libérales pour le travail constructif qu'elles ont fait dans l'intérêt de la province.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit qu'il est heureux que le premier ministre se rende dans sa ville. La population, dit-il, pourra alors constater qu'elle a un bon député.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. La formulation de cette question ne figure pas dans nos sources. Elle est écrite en fonction de la réponse de M. Arsenault.

2. *La Tribune* du 5 mai 1961, à la page 26, est le seul journal à rapporter ces paroles prononcées par M. Lapalme à l'Assemblée législative, et ce, sans aucune indication temporelle. Ces paroles de M. Lapalme sont donc insérées ici selon la logique de la séance.

3. Selon *La Presse* du 5 mai 1961, à la page 22, *Le Soleil* du même jour, à la page 25, et *L'Action catholique* également du même jour, à la page 3, cette question est formulée par M. Talbot.

4. *The Montreal Daily Star* du 5 mai 1961, à la page 31, rapporte que l'étude de ces crédits "a pris moins de 15 minutes..."

5. Nous savons que la pause de 1 heure survient à ce moment grâce au repère temporel donné par *Le Nouvelliste* du 5 mai 1961, à la page 17.

6. "discipline", selon *L'Événement-Journal* du 5 mai 1961, à la page 16.

7. *Le Nouvelliste* du 5 mai 1961, à la page 17, rapporte que les cadets "portaient une tunique d'un beau rouge vif".

8. M. Earl fut lieutenant dans la Marine royale, de 1915 à 1919, et commandant dans la réserve navale d'officiers de la région de Montréal (RCNVR), de 1942 à 1946.

9. "July", selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 5 mai 1961, à la page 2.

10. "Jean-Émile Larouche", selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 5 mai 1961, à la page 2.

11. M. Johnson fait référence à M. René Lévesque, selon *Le Devoir* du 5 mai 1961, à la page 6.

12. Selon *Le Soleil* du 5 mai 1961, à la page 34, c'est plutôt M. Lesage qui divulgue ces renseignements.

13. *Le Devoir* du 5 mai 1961, à la page 3, écrit plutôt qu'un député de l'opposition "demande au premier

ministre s'il lui permet de poser certaines questions même si elles ne sont pas strictement dans l'ordre".

14. Selon *Le Devoir* du 5 mai 1961, à la page 3, M. Johnson aurait plutôt dit: "Nous n'avons pas de place pour tous les chiens!"

15. Paul-Émile Plouffe écrit dans *Le Nouvelliste* du 5 mai 1961, à la page 1: "Ceux qui suivent les débats parlementaires constatent que Me Gabias joue un rôle très actif dans l'opposition, surtout depuis les vacances de Pâques. Son siège, normalement, est le dernier à la gauche de l'Orateur de l'Assemblée législative. Pourtant, fréquemment, on le voit occuper une banquette au premier rang du groupe oppositionniste, près de M. Talbot. Ses interventions en Chambre sont très nombreuses. Il ne rate jamais l'occasion de se mettre en évidence..."

16. Selon *Le Montréal-Matin* du 6 mai, à la page 8, ce dernier échange survient plutôt pendant l'étude de l'item 20.

17. Nous insérons la pause de 6 heures à cet endroit car *Le Montréal-Matin* du 5 mai 1961, à la page 5, indique que l'étude des éléments qui composent l'item 19 se déroule pendant la soirée.

18. Ces paroles sont lancées avec indignation par M. Lesage, selon *La Presse* du 5 mai 1961, à la page 22.

19. Selon *La Presse* du 5 mai 1961, à la page 22, cette question de M. Couturier est posée dans le brouhaha de la Chambre.

20. *Le Montréal-Matin* du 6 mai 1961 à la page 8, rapporte que "la remarque a fait sursauter le chef de l'opposition".

21. Selon *Le Montréal-Matin* du 6 mai 1961 à la page 8, M. Gérin-Lajoie est alors "choqué".

22. Selon *L'Événement-Journal* du 5 mai 1961, à la page 9, le président du comité plénier de la Chambre est M. Hyde.

23. Selon *Le Montréal-Matin* du 6 mai, à la page 8, M. Talbot aurait plutôt dit: "Oui, mais nous n'avions pas tant de chômeurs dans la province."

24. Selon *La Presse* du 5 mai 1961, à la page 22, les rires des ministériels sont "sarcastiques".

25. *La Presse* du 5 mai 1961, à la page 22, note que M. Lesage reprend la parole une fois que la "tempête de rires et de quolibets se fut apaisée".

26. "3,600", selon *Le Nouvelliste* du 5 mai 1961, à la page 19; "3,200", selon *Le Montréal-Matin* du 6 mai 1961, à la page 8.

27. Paul Cliche dans *L'Action catholique* du 5 mai 1961, à la page 1, écrit que M. Lesage emprunte ici une métaphore tirée de l'Évangile.





Séance du vendredi 5 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt de documents:**

**Trains de nuit  
Montréal-Québec**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre la lettre de M. N. R. Crump, président de la compagnie des chemins de fer Pacifique Canadien, en date du 2 mai 1961, au sujet de la suppression du service des trains de nuit entre Québec et Montréal. (Document de la session no 137)

Je sais, dit-il, que cette nouvelle causera un vif désappointement aux membres de la Législature comme aussi à une bonne partie de la population. Il donne lecture de la lettre que voici:

"Comme je vous l'avais promis lors de notre conversation téléphonique du lundi 24 avril, j'ai reconsidéré soigneusement tous les motifs qui ont déterminé la décision de discontinuer les trains 157 et 158 entre Montréal et Québec. Je suis assuré que vous êtes pleinement au courant que le rapide essor qu'a pris le transport par air et par automobile au cours de la période d'après-guerre, et particulièrement au cours des toutes dernières années, a sérieusement affecté les services de transport des voyageurs par chemin de fer de notre compagnie. Malgré une diminution de 41 % dans le parcours des trains de voyageurs depuis 1953, ces services accusent encore des pertes extrêmement lourdes.

"La commission MacPherson, dans ses conclusions, signale entre autres choses que les chemins de fer devront, avec le temps, supprimer tous leurs services voyageurs non rentables. Les trains 157 et 158 sont manifestement non rentables. Entre les années 1955 et 1960, on a enregistré une baisse d'à peu près 45 % dans le transport des voyageurs. Pour ce qui a trait aux touristes, l'expérience a démontré que leur nombre sur les trains diminue au lieu d'augmenter, durant les mois d'été.

"La compagnie exploite trois autres services quotidiens de voyageurs dans les deux sens entre Montréal et Québec. En plus de ces services, le Canadien National exploite lui aussi trois services quotidiens dans les deux sens entre Montréal et Lévis.

"La compagnie Air Canada assure sept envolées quotidiennes dans les deux sens entre Montréal et Québec, et la compagnie de Transport provincial opère neuf ou dix services d'autobus quotidiens dans les deux sens. Il est clair qu'il n'y a pas pénurie de transport public.

"La compagnie prend les dispositions nécessaires pour continuer les services de la poste et des marchandises par messageries déjà existants en les exploitant en étroite liaison avec le service de transport de marchandises qu'elle assure la nuit entre Montréal et Québec par rail-route.

"J'assure le premier ministre qu'à la suite de son appel téléphonique, j'ai consacré à cette question une attention toute particulière, mais je regrette qu'il n'y ait pas d'autres solutions que de cesser l'exploitation de ces trains."

**Demande et dépôt de documents:**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau):

**Travaux de drainage  
dans la Petite Rivière Montréal**

1. Depuis le mois de juillet 1960 à date, des travaux de drainage ont-ils été exécutés dans la Petite Rivière Montréal, dans les comtés de Saint-Jean, Chambly et Napierville-Laprairie?

2. Qui a obtenu le contrat desdits travaux?

3. Quel est le montant du contrat?

4. Ce contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions?

5. S'il y a eu demande de soumissions, quelle est la liste des soumissionnaires et le montant de chacune de leurs soumissions?

6. Quels sont les noms des directeurs ou administrateurs de la compagnie exécutant lesdits travaux?

7. Qui a fourni le bon de garantie pour la compagnie exécutant lesdits travaux?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 138)

### Projets de loi:

#### **Loi des mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi, dit-il, qui a pour but de s'occuper principalement des enfants pauvres ou de familles menacées de dispersion, renforce le sens original de la loi.

Les membres de la Commission des assurances sociales, qui ont recommandé cette législation, lui ont imprimé un caractère familial et ont insisté sur le fait que l'enfant a droit à une protection. Cette protection doit lui être assurée par sa famille et dans sa famille.

Les nouvelles mesures prévues dans ce bill augmenteront considérablement le nombre d'enfants qui seront protégés par la loi. Je souhaite que tous ceux qui voient dans la famille un des points d'appui pour une meilleure vie en société endossent ces mesures destinées à aider d'une façon pratique un contingent de plus de 62,914 enfants, répartis dans 20,337 foyers en danger de désagrégation, et à mettre fin aux coutumes inventées par les mères pour combler les déficiences de la loi initiale.

Un de ces expédients adoptés par les mères nécessiteuses, à cause de l'insuffisance de la pension, consistait à garder un ou deux enfants au foyer pour se justifier devant la loi et à placer les autres dans des institutions d'assistance publique. La loi manquait donc son but qui est de garder les enfants au foyer et encourageait leur placement dans des institutions.

Une autre méthode fut le paiement de la pension d'assistance publique à domicile pour tel ou tel enfant nommément désigné. Cette méthode a entraîné des chevauchements fâcheux qui ont empêché un contrôle administratif et financier.

Pour empêcher tout cela, le bill inscrit le taux de base dans la loi au lieu de ne l'inscrire que dans les règlements. Ceci aura pour effet indirect de maintenir ce taux au niveau du coût de la vie. Un taux suffisant permettra à la loi d'exercer ses bienfaits en empêchant la dispersion totale et inutile des membres de nombreuses familles.

J'attire l'attention des députés sur les amendements apportés aux clauses de résidence pour faire face aux besoins de mobilité de la société moderne. L'amendement qui a trait à l'abandon de l'épouse et des enfants par le mari est dicté par un sain réalisme. Cette disposition n'oblige plus le père à avoir demeuré au Québec un an avant l'abandon.

Cela permet en effet à l'épouse abandonnée par le mari qui n'a jamais eu son domicile dans la province de Québec d'être éligible à la pension si elle est dans le besoin. Il serait injuste de punir les enfants pour la fugue du père ou même parfois de la mère. Des vies humaines sont en péril. Il est de première urgence de secourir la famille en cause, afin de prévenir l'aggravation du problème.

Il (l'honorable M. Lafrance) fait allusion aux résultats d'une enquête sur les femmes mariées. Au chapitre de l'âge, dans cette enquête, les veuves étaient, règle générale, plus âgées que les autres femmes mariées et 60 % avaient plus de 45 ans. Bon nombre avaient des enfants d'âge scolaire. Quand ces mères doivent travailler, elles continuent, règle générale, de mettre le bien-être de leurs enfants au-dessus de tout.

Beaucoup n'avaient qu'une instruction rudimentaire; il n'était nullement surprenant que la qualité des emplois s'en ressente.

Une autre disposition réduit de six à trois mois la période d'absence ou de détention du mari après laquelle l'allocation peut être accordée à l'épouse. Le même article supprime l'exigence de la citoyenneté canadienne ainsi que la nécessité du domicile dans la province de Québec et n'exige plus qu'un an de résidence au lieu de trois.

Par ailleurs, une disposition de l'article 3 prévoit que la grand-mère peut être admise à l'allocation dans le cas où le père et la mère ont abandonné leurs enfants. Ensuite, un amendement permet non seulement à la tante ou à la sœur majeure, mais aussi à la sœur ou à la belle-sœur âgée d'au moins 18 ans de bénéficier, en ce cas, de la même allocation si elle prend soin des enfants. La modification est très importante aussi pour les cas de décès ou d'hospitalisation de la mère.

L'abandon de la famille par le père ou la mère ou par les deux conjoints est un problème social

d'envergure qu'on veut remédier non seulement au Canada, mais chez nous au Québec. En effet, le rapport de la Commission des allocations sociales mentionne 2,321 cas d'abandon sur 21,188 bénéficiaires d'allocations en 1959. C'est là un pourcentage supérieur à 10 %; 5,676 enfants ont souffert d'une telle situation.

Une étude poussée dans nos institutions révélerait à coup sûr de nombreuses autres familles dispersées pour la même raison. Il faudra un jour ou l'autre revoir le problème dans la perspective d'ensemble de la législation sociale. L'amendement proposé à la loi par le bill 51 est un pas dans cette direction.

La protection de l'enfant dans la famille et par la famille est aussi renforcée par ce bill. Il permettra aux administrateurs de faire usage des précieuses ressources familiales auxquelles on faisait très peu appel, dans le passé. La législation en vigueur jusqu'ici a encouragé la pratique du placement des enfants dans ses institutions.

Je souhaite que tous ceux qui voient dans la famille un des points d'appui pour une meilleure vie en société endossent ces mesures destinées à aider d'une façon pratique un contingent de plus de 60,000 enfants dont le foyer est menacé de désagrégation.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Je veux rendre à ceux qui sont responsables de la loi d'assistance aux mères nécessiteuses l'hommage qui leur est dû. Cette loi a été adoptée en 1938 sous l'Union nationale, et l'ancien gouvernement l'a appliquée libéralement pendant 16 ans. De 1939 à 1944, la pension fut réduite par le gouvernement libéral d'alors. De \$40 par mois, elle fut diminuée à \$25 ou \$20 par mois selon que la bénéficiaire demeurait ou non dans une ville de 5,000 âmes. Le bill qui est présentement devant nous consacre donc l'œuvre de l'Union nationale dans le domaine de la sécurité sociale et nous sommes en faveur.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Guillemette, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Johnson, Johnston, Jourdain, Laberge, Lafrance, Lalonde, Lambert, Langlais, Lapalme, Lavallée, Lechasseur,

Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Raymond, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Somerville, Tellier, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vaillancourt, 68.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 51 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 51 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose:

1. Que l'article 2 de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941, chapitre 180), remplacé par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 9, soit modifié en retranchant dans les première et deuxième lignes du paragraphe a) du premier alinéa les mots ", ayant eu son domicile dans la province,".

**M. Johnson (Bagot):** Des ententes devraient être conclues avec les autres provinces pour généraliser ce principe. Il est à craindre que le Québec ne devienne le lieu de rassemblement et de refuge pour un plus grand nombre de mères abandonnées dans les autres provinces du Canada.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y a aucun danger. L'Ontario n'a eu aucune difficulté depuis que la pension versée aux mères nécessiteuses

a été augmentée à un montant de base de \$120 par mois. Les conditions sont plus avantageuses.

**M. Johnson (Bagot):** Mais non au Nouveau-Brunswick où la loi exige que le mari ait eu son domicile dans cette province pour que la mère nécessiteuse soit éligible à l'allocation, alors que le Québec ne l'exige pas. Est-ce que le ministre de la Famille et du Bien-être social va s'occuper d'obtenir la réciprocité?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Nous y verrons. Une chose est certaine: c'est que ces femmes et leurs enfants sont dans le besoin et qu'il faut leur venir en aide.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose: 2. Que l'article 3 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 11 George VI, chapitre 55, et modifié par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 9, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe a), les mots "un an" par les mots "trois mois", et dans la cinquième ligne du même paragraphe, le mot "six" par le mot "trois";

b) en retranchant le paragraphe b);

c) en remplaçant le paragraphe c) par le suivant:

"c) réside dans la province depuis au moins un an;"

Adopté.

3. Que l'article 6 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 55 et par l'article 5 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 9, soit de nouveau modifié:

a) en ajoutant dans la troisième ligne du premier alinéa, après les mots "est hospitalisée", les mots "ou a abandonné ses enfants";

b) en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

"S'il n'y a pas de grand-mère capable d'en prendre charge, la belle-mère, la tante, la sœur ou la belle-sœur, âgée au moins de dix-huit ans, peut bénéficier de la même allocation aux mêmes conditions.

"L'article 5 s'applique à la grand-mère, à la belle-mère, à la tante, à la sœur ou à la belle-sœur qui reçoit une allocation."

Adopté.

4. Que l'article 10a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 5, et remplacé par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II,

chapitre 8, soit de nouveau modifié en remplaçant dans la troisième ligne, le mot "soixante" par le mot "soixante-quinze".

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement a eu une excellente initiative en haussant à \$75 la base de l'allocation mensuelle. Le revenu permmissible pour la mère nécessiteuse, qui est de \$100<sup>2</sup>, devrait être haussé en même temps, afin de ne pas tuer l'initiative des personnes qui veulent se débrouiller elles-mêmes et conserver le droit à l'aide de l'administration provinciale. Il faut viser, en somme, non pas tant à rendre le plus confortable possible la situation des mères nécessiteuses qu'à faire en sorte qu'il y en ait le moins possible.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** La suggestion du député de Bagot est bonne à certains points de vue, mais il faut se garder, d'autre part, de briser le foyer en haussant le montant de revenu permmissible. Il y aurait à craindre que la mère ne soit incitée à désertier le foyer et ses enfants en certains cas, afin de gagner plus que la nouvelle limite et ainsi causer des préjudices à leurs enfants.

**M. Johnson (Bagot):** Nos lois actuelles permettent d'atteindre le but visé par la nouvelle loi.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il serait important de prévoir que la mère bénéficiaire ne doive pas être dépouillée de sa modeste propriété pour recevoir son allocation. Autrement, elle serait davantage à la charge de l'État. Il faut appliquer la loi avec toute la charité chrétienne possible.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** La mère nécessiteuse a le droit de posséder une propriété atteignant jusqu'à une valeur de \$5,000. Depuis que je suis ministre, nous n'avons jamais, en aucun cas, forcé la mère nécessiteuse à vendre sa propriété. Nous avons tenu compte de sa situation spéciale dans chaque cas.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement ne devrait-il pas abandonner la clause selon laquelle les mères qui possèdent une automobile doivent vendre leur véhicule avant d'obtenir des prestations? Il devrait être possible de permettre à une mère nécessiteuse qui vit à la campagne, loin du village, de garder le vieux véhicule que son mari a laissé pour la commodité de la famille: soit faire des courses, conduire les enfants à l'école et se rendre à l'église le dimanche.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** En principe, on ne peut pas permettre à cette mère de posséder une automobile. Ce serait dangereux car, bien souvent, l'allocation pourrait servir pour les réparations et l'entretien de la voiture.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose:  
5. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le premier septembre 1961.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Comment se fait-il que la loi n'entre pas en vigueur avant le 1<sup>er</sup> septembre au lieu de la journée de sanction? Est-ce une erreur ou un oubli? Le Parti libéral avait pourtant promis que cette hausse serait exécutoire dès son avènement au pouvoir.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Il s'agit tout simplement d'une question administrative. Je dirai d'abord que le Parti libéral n'a absolument rien promis à ce sujet. Il donne lecture d'une lettre du directeur du Service des allocations sociales, M. J. R. Forest. Celui-ci, poursuit-il, dit qu'il faudra encore plusieurs semaines avant que son service n'occupe son nouvel immeuble, qu'il faudra se procurer de la machinerie spéciale et entraîner environ une centaine de nouveaux employés. M. Forest suggère que la loi n'entre en vigueur que le 1<sup>er</sup> septembre 1961.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Je ne discute pas les questions administratives, mais je constate que de cette façon le gouvernement veut peut-être économiser \$1,400,000 cette année avec ce retard.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai rencontré M. Forest et le sous-ministre du département, M. Fernand Dostie. Tous les deux sont convaincus qu'il sera impossible d'agir avant le 1<sup>er</sup> septembre.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 51 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi de l'assistance publique

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il est un fait reconnu, dit-il, que, dans de nombreux cas, les montants des prestations versés à ceux qui ont droit à une allocation d'invalidation, de cécité ou d'assistance-vieillesse ou à la pension de la sécurité de vieillesse sont insuffisants. Les invalides ne reçoivent, actuellement, que \$55 par mois. Il est aussi un fait reconnu dans la pratique que le gouvernement était obligé d'intervenir dans de nombreux cas par deux ou trois services administratifs.

Le bill porte donc de \$55 à \$65 par mois la pension payée à un invalide, à un aveugle ou à un nécessiteux âgé de 65 à 70 ans. C'est une augmentation de 18 % en revenu. Cela compensera pour la hausse du coût de la vie.

Ces amendements auront le mérite de clarifier la situation, de régulariser le flot des demandes et de simplifier la procédure. Et si l'administration en retire quelque avantage, la population en retirera encore plus. Car, pour plusieurs, les \$10 accordés selon les besoins individuel et familial feront toute la différence entre une vie où on boucle son budget et celle où on désespère de joindre les deux bouts.

Ces \$10 et parfois ces \$20 d'allocation additionnelle permettront aux couples âgés de prolonger leur séjour dans leur propre foyer, au lieu de les pousser à solliciter une entrée hâtive dans un hospice, un centre d'accueil ou autre institution. Mais, comme chaque lit dans un centre d'accueil coûte environ \$10,000, il vaut mieux ne pas gonfler les listes d'attente pour ce genre d'institution. Nous avons toujours proclamé les bienfaits du foyer familial et il est grand temps de réaliser ces espoirs et ces vœux.

Le projet de loi vise à autoriser le versement d'une pension mensuelle de \$65 à la veuve ou à la célibataire de 60 à 65 ans qui ne peut subvenir à ses

besoins. Les résultats d'une enquête sur les femmes mariées disent qu'au chapitre de l'âge, les 135,000 veuves étaient, en règle générale, plus âgées que les autres femmes mariées. Aussi, 60 % avaient plus de 45 ans et bon nombre avaient des enfants d'âge scolaire. Quand ces mères doivent travailler, elles continuent, en règle générale, de mettre le bien-être de leurs enfants au-dessus de tout. Beaucoup n'avaient qu'une instruction rudimentaire. Il n'est nullement surprenant que la qualité des emplois s'en ressente.

On est en droit de se demander si de nombreuses veuves, surtout celles avec de petits salaires qui ont dû élever dans des conditions de vie pénibles leur famille ou qui ont travaillé en grand nombre dans les catégories d'emplois où l'on s'use rapidement, ne doivent pas bénéficier d'une aide pour leur permettre de subsister durant les jours difficiles de la soixantaine, bien qu'un bon nombre d'entre elles puissent se tirer d'affaire toutes seules. Cette assistance de la collectivité basée sur une étude des revenus permettra de prévenir la déchéance, j'ajouterai ici morale et physique. C'est le sens d'un secteur des allocations du bill 52.

Il en va de même des allocations aux célibataires de sexe féminin âgées de 60 à 65 ans. Quantité d'entre elles ont passé leur existence à se donner pour aider leurs parents, les soigner, tenir maison pour eux pour subitement se retrouver sans ressources. Nous en connaissons tous qui ont élevé leurs frères et sœurs.

Elles ont donné le meilleur d'elles-mêmes à cette tâche fondamentale: maintenir la famille pour le bien des enfants. C'est pourquoi la loi des allocations aux mères nécessiteuses les accepte comme bénéficiaires au même titre que la mère.

Le texte de loi prévoit une assistance additionnelle d'ordre financier pour ces mêmes catégories de personnes quand cela sera indispensable pour des raisons particulières.

C'est une des mesures les plus libérales qui n'aient jamais été prises pour porter secours aux déshérités de la vie.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Cette loi n'est pas nécessaire, car l'Union nationale en a passé une semblable l'an dernier.

En effet, le ministre aurait dû prononcer son discours et faire ses éloges durant la session 1959-1960 lors de l'adoption du bill 36 que j'ai personnellement présenté à la Chambre. Le projet de loi a couvert tous les cas et n'a pas mis de plafond pour les montants supplémentaires en raison des besoins.

Il se dit heureux de constater que le nouveau projet de loi est comme une approbation du geste social fait l'an dernier par l'Union nationale. Cependant, poursuit-il, le gouvernement actuel n'apporte rien de nouveau sinon qu'il fixe une limite de \$10 pour l'allocation. Le bill ne devrait pas avoir une telle limite.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** C'est le gouvernement Godbout qui a institué les pensions de 65 à 70 ans en 1936.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est aussi le gouvernement Godbout qui a fait voter la loi accordant des pensions aux personnes de 65 à 70 ans et se trouvant dans le besoin. À cause des circonstances, c'est l'Union nationale qui a émis les premiers chèques. Le plan de sécurité de vieillesse a été proposé par un comité de la Chambre des communes dont j'étais moi-même président. J'ai discuté de ce plan avec le premier ministre Duplessis et l'Assemblée législative de Québec a passé ensuite une loi de concordance.

Si le député de Missisquoi (M. Bertrand) pense qu'il s'agit d'une loi inutile, il n'a qu'à voter contre.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre pense aux élections. Il voudrait que l'Union nationale vote contre ses projets de loi de bien-être social pour pouvoir ensuite se rendre au poste de télévision le plus près pour dire que l'Union nationale est contre les nécessiteux, les veuves, les orphelins et les aveugles. À cause de la prestance physique du premier ministre, les 135,000 vieilles filles s'empresseront de voter pour lui. C'est la raison pour laquelle il l'a emporté aux dernières élections.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas besoin de votre opposition pour qu'ils votent pour nous.

**M. Johnson (Bagot):** Cette loi n'est pas nécessaire parce que le bill 36 adopté à la session 1959-1960 donnait au ministère et aux agences de service social tous les pouvoirs de régler tous les cas au moyen de suppléments de pension qui n'étaient pas plafonnés, et qui étaient donc accordés selon les besoins. Il permettait même de payer des pensions aux veuves et aux célibataires se trouvant dans le besoin, même si elles n'avaient pas 60 ans.

**M. Bertrand (Missisquoi):** C'était la grande charte du pauvre et du nécessiteux au Québec. L'Union nationale, malheureusement, ne lui a pas

donné la publicité qu'elle méritait. C'est tellement vrai que des chefs ouvriers en ont fait la remarque depuis.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'était au gouvernement de l'époque de faire la publicité nécessaire!

**M. Bertrand (Missisquoi):** Je veux dire qu'il n'y a pas eu assez de publicité électorale.

**M. Johnson (Bagot):** Nous avons eu trop d'accomplissements à mettre en valeur et nous n'avons pas eu le temps de mentionner le projet de loi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** dénonce l'attitude de l'opposition. Le bill en discussion, dit-il, est le résultat d'une promesse formulée par le Parti libéral en juin dernier. Le bill va même au-delà de cette promesse. Et l'Union nationale va prétendre que le bill 36 donnait tout cela? Allons donc!

**M. Bellemare (Champlain):** Le projet de loi donne la possibilité au gouvernement d'agir de la façon la plus discrétionnaire de l'histoire, alors que le Parti libéral a promis d'effacer tout ce qui était discrétionnaire dans les subventions. En effet, la hausse d'une pension est conditionnée par cette règle: selon les besoins. Ce n'est pas mentionné dans le projet de loi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le Parti libéral n'a jamais promis autre chose que de payer ces allocations selon les besoins. C'était dans le programme politique du Parti libéral que les électeurs ont approuvé le 22 juin dernier.

**M. Lemieux (Wolfe):** L'ancien ministre du Bien-être social dans le gouvernement de l'Union nationale a obligé de ses hauts fonctionnaires, à la veille et pendant la campagne électorale l'an dernier, à envoyer des lettres de propagande à plusieurs milliers de personnes, dans un but purement électoral, et cela, aux dépens de la province. J'ai moi-même vu une lettre, adressée à une personne qui s'était vu refuser des allocations quelques mois auparavant. La lettre disait que son cas serait reconsidéré.

**M. Bertrand (Missisquoi)** nie l'accusation. Des lettres, dit-il, furent adressées après l'adoption du bill 36. Elles furent acheminées au secrétaire-

trésorier des municipalités, aux directeurs des agences de service social et à ceux qui pouvaient avoir droit aux allocations prévues dans la nouvelle loi. J'ai rempli consciencieusement mon devoir.

**M. Lemieux (Wolfe):** J'ai vu des lettres de propagande émanant du ministère du Bien-être social!

**M. Bellemare (Champlain):** Le projet de loi constitue de la surenchère électorale. Il n'atteindra pas son but. L'augmentation de \$10 prévue au bénéfice de ceux qui ont droit à une allocation d'invalidité, de cécité ou d'assistance-vieillesse ou à la pension de sécurité de la vieillesse ne pourra profiter qu'à un nombre limité de personnes qui touchent des allocations sociales. Des centaines de personnes vont être extrêmement déçues par le bill 52, parce qu'elles s'attendent à recevoir chaque mois ces \$10 additionnels et, qu'en fait, elles ne recevront rien. Dans ce groupe, mentionnons les personnes qui touchent une allocation inférieure au plafond.

La limite imposée en vertu de l'entente fédérale-provinciale en matière d'allocations sociales est établie à \$300 pour ce qui est du revenu permmissible. Dans le cas d'un couple, le revenu et la pension représentent un montant de \$4,630. Ces gens-là ne toucheront pas les \$10 qu'ils comptaient obtenir. La vieille fille qui a un revenu de \$400 verra sa pension tomber à \$40.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le projet de loi a du bon. Le premier ministre a donné une teinte de partisanerie à la discussion. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral a soumis à des restrictions l'application des lois d'assistance sociale par des mesures administratives. Il en est résulté qu'une foule de personnes, qui auraient normalement dû avoir droit aux prestations de toutes sortes, se les ont vu refuser. Les libéraux ont apporté un retard indu à répondre à des demandes de secours. La législation devrait être appliquée dans l'esprit qui s'impose, soit celui de secourir le plus possible les personnes dans le besoin, sans égard à leurs attaches politiques.

**M. Johnson (Bagot):** Les personnes n'ayant pas le maximum de l'allocation ne bénéficieront pas de l'augmentation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est exact.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):**  
Autrement dit, ceux qui n'en auront pas besoin n'en recevront pas.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** pose une question sur les coûts de cette politique.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** cite des chiffres sur le coût des nouvelles prestations en vertu du bill. Ces chiffres, poursuit-il, ne tiennent toutefois compte que du coût pour une durée de sept mois seulement, soit du 1<sup>er</sup> septembre au 31 mars prochain.

Ces coûts sont partagés entre les gouvernements fédéral et provincial en vertu d'un plan conjoint sur une base égale pour chaque gouvernement. Pour l'allocation aux personnes de 70 ans et plus, le coût total sera de \$5,250,000, dont \$2,625,000 pour la province de Québec. Le coût total de l'allocation aux aveugles, aux invalides et aux personnes de 65 à 70 ans sera de \$2,900,000, et la part de la province de Québec sera de \$1,450,000.

L'allocation aux célibataires du sexe féminin et aux veuves de 60 à 65 ans coûtera au total \$2,625,000, avec une contribution de \$1,312,500 pour la province de Québec. Le coût total de ces nouvelles hausses d'allocations sera donc de \$10,775,000. La province contribuera à 50 %, soit \$5,387,500. Au moins 125,000<sup>3</sup> citoyens bénéficieront des nouveaux avantages prévus dans le bill. Comme on a reproché au gouvernement de n'avoir pas fait de publicité autour de cette loi, le gouvernement la passe afin que personne ne puisse en ignorer au moins l'essentiel. J'ai rempli consciencieusement mon devoir.

Nous avons envoyé une lettre à toutes les municipalités de la province et un bon nombre d'entre elles ont accepté d'ouvrir chez elles des agences sociales. On a dit que cette loi est arbitraire. Nous l'avons préparée justement pour que les prescriptions en soient uniformes et que les allocations aient un caractère statutaire.

Il y aura des gens déçus? Les seules personnes déçues seront celles à qui l'Union nationale a fait des promesses mirobolantes au cours de la dernière campagne électorale. Nous pouvons affirmer qu'aucune personne ayant besoin d'aide a été négligée à cause de ses opinions politiques. L'Union nationale, dans ce débat, a chanté les gloires de son parti. Nous nous sommes intéressés au peuple.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arseneault, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cloutier, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Dozois, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Guillemette, Harvey, Hyde, Johnson, Jourdain, Laberge, Lafrance, Lalonde, Lambert, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Raymond, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Somerville, Tellier, Théberge, Tremblay, Turpin, Vaillancourt, 61.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 52 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 3 heures<sup>4</sup>**

#### **Projets de loi:**

##### **Loi de l'assistance publique**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 52 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)



**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que:

1. Que l'article 30*a* de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 187), édicté par l'article 25 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 73, soit modifié en remplaçant le premier alinéa par ce qui suit:

"30*a*. 1. Une prestation d'assistance ne dépassant pas dix dollars par mois est versée à toute personne nécessiteuse bénéficiant d'une allocation versée en vertu des dispositions:

"i. de la loi concernant l'aide aux personnes invalides (3-4 Elizabeth II, chapitre 9 et amendements),

"ii. de la loi des allocations aux aveugles (15-16 George VI, chapitre 4 et amendements),

"iii. de la loi concernant l'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans (15-16 George VI, chapitre 3 et amendements),

"iv. de la loi sur la sécurité de la vieillesse (Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 200 et amendements).

"2. Une prestation d'assistance ne dépassant pas soixante-cinq dollars par mois est versée à toute personne nécessiteuse, veuve ou célibataire de sexe féminin, âgée de soixante à soixante-cinq ans exclusivement.

"3. Des prestations d'assistance peuvent aussi être faites à des personnes nécessiteuses non hospitalisées et non assistées en vertu d'autres dispositions de la présente loi, de même que des prestations additionnelles d'assistance au cas de nécessité à des personnes visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus."

2. Que l'article 33 de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 9, remplacé par l'article 28 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 73, soit modifié en insérant après le sous-paragraphe *b* du paragraphe 3, le sous-paragraphe suivant:

"*bb*) des personnes touchant des prestations versées en vertu des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 30*a*."

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le premier septembre 1961.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement songe à faire des élections générales au cours de l'été.

Le Parti libéral a promis de payer ces suppléments d'allocations dès son arrivée au pouvoir. Alors pourquoi retarder au mois de septembre l'entrée en vigueur de la loi?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Après les chiffres que le ministre a fournis ce matin, personne ne peut s'attendre à ce que les nouvelles allocations soient payées dès demain. Il y aura de nombreux dossiers à examiner, des investigations à faire. D'ailleurs, le Parti libéral a pris l'engagement de présenter cette loi à la session actuelle et c'est ce qu'il fait.

Quant aux élections, je suis toujours étonné d'entendre mes amis d'en face en parler si souvent. J'ai rarement vu des gens si pressés de se faire harakiri ou de se faire empaier.

Les résolutions sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 52 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Cloutier, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Dozois, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Guillemette, Harvey, Hyde, Johnson, Jourdain, Laberge, Lafrance, Lalonde, Lambert, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Maltais, Meunier, Morissette, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Raymond, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Russell, Saint-Pierre, Somerville, Tellier, Théberge, Tremblay, Turpin, Vaillancourt, 61.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 52 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Emprunts de la province**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis jeudi le 4 mai courant par le ministre des Finances (l'honorable M. Lesage), et dont le texte se lit comme suit:

1. Que l'article 21 de la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71, modifié par les lois 15-16 George VI, chapitre 13, 2-3 Elizabeth II, chapitre 46, 9-10 Elizabeth II, chapitres 12 et 38, soit remplacé par le suivant:

"21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en cas de besoin, autoriser le ministre des Finances à effectuer les emprunts temporaires requis, au débit du fonds consolidé du revenu, de la manière, en la forme et pour les montants, remboursables aux périodes de temps et portant des taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par an, que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos; mais ces emprunts ne doivent pas excéder le montant de l'insuffisance du fonds consolidé du revenu, pour subvenir aux charges dont il est grevé par la loi, et ne doivent être employés à aucune autre fin."

2. Que l'article 72 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 28, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3<sup>o</sup> par le suivant:

"3<sup>o</sup> Pour obtenir les sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaires pour combler toute insuffisance du fonds consolidé du revenu ou défrayer des dépenses à faire à même ce fonds."

3. Que l'article 75 de ladite loi soit modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions des articles 21*c* et 21*d* ne s'appliquent pas aux emprunts du gouvernement de la province quelle que soit l'autorisation législative en vertu de laquelle ils sont effectués."

4. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**Des députés de l'opposition:** Le projet de loi va donner trop de liberté au gouvernement pour emprunter sur une base temporaire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le changement consiste à établir l'autorité qui a existé il y a plusieurs années.

Les résolutions sont adoptées<sup>5</sup>.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée vers 5 heures<sup>6</sup>.

**NOTES**

1. Les journaux du 6 mai 1961 notent que le président de l'entreprise ferroviaire réagit à l'adoption par l'Assemblée législative d'une résolution soumise par le député de Champlain (M. Bellemare), le 26 avril 1961.
2. Selon *The Montreal Star* du 6 mai 1961, à la page 27, ce montant est plutôt de \$600.
3. Selon *Le Soleil* du 6 mai 1961, à la page 6, il s'agit plutôt de 123,000 personnes.
4. Aucun journal n'indique à quel moment durant les débats la Chambre suspend ses travaux.
5. *Le Nouvelliste* du 8 mai 1961, à la page 2, note que le bill 53 n'a presque pas suscité de discussion.
6. Aucun journal n'indique l'heure de l'ajournement.



Séance du lundi 8 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Loi du  
ministère des pêcheries**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
pour **l'honorable M. Levesque (Bonaventure)**<sup>1</sup>  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54  
modifiant la loi du ministère des pêcheries.

Le bill 54 tend d'abord à faciliter les prêts aux pêcheurs. Le gouvernement de la province veut aussi venir en aide aux pêcheurs qui éventuellement doivent effectuer des réparations à leur bateau de pêche, en acheter ou se pourvoir d'équipement.

Voici d'ailleurs les trois objets précis du projet:

a) d'étendre aux banques à charte du Canada la disposition législative qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil de payer une partie de l'intérêt sur les prêts consentis aux pêcheurs par les caisses populaires;

b) de prévoir le versement, à même le fonds consolidé du revenu et jusqu'à concurrence de \$1,500,000 par année financière, des avances ou des prêts qui sont consentis aux pêcheurs ou aux sociétés qui exploitent un commerce de poisson, pour la construction, la réparation, ou l'achat de bateaux et d'équipements de pêche;

c) de décréter que le montant de tout remboursement sur ces avances ou ces prêts sera versé au fonds consolidé du revenu<sup>2</sup>.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Délégués  
généraux**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**  
pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)**<sup>3</sup> propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province.

Le bill 56, dit-il, concerne les agents ou délégués généraux dans toute province du Canada ou dans tout pays pour y représenter la province et y exercer des fonctions d'ordre économique et culturel.

Ces personnages porteront le titre de "délégué général" dans les pays de langue française et d'"agent général" dans les pays de langue anglaise. Il dit qu'il préfère les délégués généraux au titre actuel d'agents généraux.

Un délégué général en France a été désigné dernièrement en la personne de M. Charles Lussier. Un agent général sera nommé sous peu à Londres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Confédération  
des syndicats nationaux**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)**  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 concernant la Confédération des syndicats nationaux.

Le bill 57, dit-il, concerne la Confédération des syndicats nationaux. Il s'agit d'un projet de loi de concordance, nécessité par le changement de nom de la CTCC en CSN.

Adopté. Le bill est lu une première fois<sup>4</sup>.

**Loi du  
ministère des pêcheries**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
pour **l'honorable M. Levesque (Bonaventure)**  
propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 54 modifiant la loi du ministère des pêcheries.

Adopté.

**Délégués  
généraux**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)**  
pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province.

Adopté.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il y a eu 169<sup>5</sup> départs d'employés dans le ministère de la Santé depuis le mois de juillet 1960. De ce nombre, 105 ont démissionné, tandis que 64 ont été remerciés de leurs services.

Parmi les employés destitués, 30 l'ont été en vertu de l'article 60 de la loi du service civil, c'est-à-dire pour activités politiques, six pour cause de maladie, six pour absence prolongée, et deux pour mauvaise conduite.

Quarante nouveaux employés ont été embauchés au cours des mois d'avril et mai.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'il y a eu des destitutions parmi les fonctionnaires qui ne sont pas membres du service civil?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il y en a eu une vingtaine. Il s'agit, dans la plupart des cas, de jeunes médecins qui recevaient une bourse ou une allocation parce qu'ils devaient s'établir dans des endroits de colonisation et n'y sont pas allés.

**M. Johnson (Bagot):** Combien de médecins se sont retrouvés dans cette situation<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Une soixantaine de jeunes médecins ont perdu la

bourse de \$50, \$75 ou \$100 qui leur était versée pour les préparer à s'établir dans des milieux ruraux. Ils ne l'avaient pas fait ou ne faisaient pas leur travail.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'il y a encore de jeunes médecins qui reçoivent ces bourses?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il en existe, mais à titre provisoire seulement. Les bourses peuvent être discontinuées en n'importe quel temps parce qu'il n'existe pas d'engagement écrit.

**M. Johnson (Bagot):** Le chef du personnel du ministère de la Santé, M. Raymond Gendron, est un ancien organisateur pour le Parti libéral à Rivière-du-Loup, la circonscription du ministre de la Santé. Comment expliquer que le ministre de la Santé ait embauché comme chef du personnel de son département un libéral reconnu de son comté?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dit qu'il avoue avoir retenu les services de l'un de ses électeurs, M. Raymond Gendron de Rivière-du-Loup, comme chef du personnel au ministère de la Santé, au salaire de \$6,500 par année, au lendemain des dernières élections.

Le prédécesseur de M. Gendron, M. Arthur Grégoire, était chef du personnel de nom seulement. Il ne connaissait pas ce travail qui, en fait, était confié à un sous-ministre. M. Grégoire a été transféré au département de l'assurance-hospitalisation, et il a démissionné plus tard. J'ai alors engagé M. Gendron qui donne entière satisfaction.

**M. Johnson (Bagot)** demande si M. Gendron a été embauché suite à un concours public à la Commission du service civil du Québec.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Aucun n'a été tenu. La Commission du service civil était alors peu organisée et nous avions un besoin urgent d'un chef du personnel.

Sous l'administration de l'Union nationale, aucun concours public n'était tenu, et l'organisation de tels concours sous le gouvernement libéral représente une charge de travail supplémentaire pour la Commission du service civil. C'est pour cette raison que, dans une situation urgente comme dans le cas de M. Gendron, aucun concours public n'a eu lieu.

**M. Johnson (Bagot):** Que faisait M. Gendron avant?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il a occupé divers postes pour les chemins de fer nationaux. Il s'est occupé de syndicalisme, de l'assurance des employés et il a donné des cours. J'affirme qu'il est qualifié et loyal. Il a toujours été parfaitement loyal envers moi à tous points de vue, alors je l'ai engagé.

(Rires à gauche)<sup>7</sup>

**M. Johnson (Bagot):** Il serait curieux de soulever une motion pour détails afin de connaître tous ces points de vue. Sa principale qualification à mon avis a été sa loyauté personnelle envers le ministre.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Je n'inclus évidemment pas dans cette affirmation d'argument politique. C'était urgent de nommer un chef du personnel.

**M. Johnson (Bagot):** M. Gendron est-il connu comme un membre de l'Union nationale?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Non, il est reconnu comme un libéral.

**M. le président** rappelle les députés à l'ordre.

**M. Johnson (Bagot):** Je veux faire ressortir que, dans ce cas-là, on a eu précisément recours au système dénoncé par les libéraux avant la dernière élection provinciale. Avec cette nomination, tout un secteur de l'administration tombe sous la férule d'un organisateur politique...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Aucun engagement n'est fait sans un arrêté ministériel qui est lui-même précédé d'un certificat de la Commission du service civil.

**M. le président:** Il est interdit, en vertu des règlements, de critiquer un fonctionnaire si ce n'est dans sa conduite officielle.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce la manière choisie par le Parti libéral pour que le service civil ne soit pas gangrené par la politique: mettre dans les mains d'un organisateur libéral de Rivière-du-Loup le personnel du ministère de la Santé?<sup>8</sup> Je dis que ceci est complètement faux.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Les fonctionnaires qui font de la politique ne peuvent

être tolérés en vertu de l'article 60 de la loi du service civil. Un médecin fut congédié parce qu'il était organisateur politique. M. Gendron n'était pas employé civil quand il faisait de la politique. À ce titre, il n'a violé aucun règlement du service civil.

**Un député de l'opposition:** Comment se fait-il que certains fonctionnaires aient été déplacés ou congédiés?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Des fonctionnaires ont été congédiés pour diverses raisons, en particulier parce qu'ils se sont occupés de politique active, d'autres pour incompétence.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit que des fonctionnaires libéraux ont fait de la politique dans son comté et n'ont pas été congédiés, alors que d'autres, membres de l'Union nationale, auraient été destitués sans avoir fait de politique.

Il dit attirer l'attention de la Chambre basse sur le cas de deux dentistes ayant travaillé pour une unité sanitaire. Le Dr Paul Cabana, dit-il, n'a jamais fait de politique mais a été remercié après les élections du 22 juin. Le dentiste Jules Carignan, qui travaillait aussi à l'unité sanitaire et qui a fait de la politique en faveur du Parti libéral, n'a pas été congédié comme M. Cabana mais, au contraire, il a vu hausser son traitement de \$1,000 par année.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dit qu'il ne connaît pas ni M. Cabana ni M. Carignan. Ce dernier, dit-il, a bénéficié d'une augmentation parce qu'il avait été victime d'une injustice sous l'Union nationale: il gagnait \$1,000 de moins que l'autre dentiste. Il y avait une injustice sous l'Union nationale et nous l'avons corrigée.

**M. Johnson (Bagot):** M. Carignan et M. Cabana travaillaient à temps partiel. L'un, M. Cabana, n'avait jamais fait de politique; on l'a mis dehors. L'autre, M. Carignan, a fait de la politique pour les libéraux, on a décidé de le mieux rémunérer. C'est le "new look" démocratique du Parti libéral. C'est la nouvelle charte que le gouvernement a trouvée pour assurer la tranquillité des fonctionnaires. En partant, le Parti libéral se présente comme un patronneux cynique.

**M. Bellemare (Champlain):** Quelle est maintenant la fonction du Dr Jacques Gauthier, ci-devant directeur médical de l'unité sanitaire du Cap-de-la-Madeleine?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Il est assistant du Dr Boissinotte, directeur du service de l'assistance publique du ministère de la Santé.

**M. Bellemare (Champlain):** Le Dr Gauthier est un homme hautement qualifié et un excellent médecin.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Quel est le rôle des gardiens dans l'établissement de Bordeaux?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Ces gens dépendent du procureur général (l'honorable M. Lapalme) et non du ministère de la Santé publique. Le nom de l'hôpital de Bordeaux sera bientôt modifié de façon que cette institution soit mieux vue.

**M. Johnson (Bagot):** Pourquoi un dentiste, le Dr Bérard, a été engagé pour l'hôpital des Laurentides depuis le 1<sup>er</sup> février?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

L'hôpital des Laurentides, à l'Annonciation, sera prêt dans 10 jours à recevoir des malades. Il y a de la place pour 800 patients. Le Dr Bérard est au service du personnel de l'institution et soigne également la population de l'endroit.

**M. Johnson (Bagot):** Un ancien messenger du ministère, un M. Roux, a été traité de façon inhumaine au ministère. Est-ce que M. Roux, un fonctionnaire du ministère de la Santé, a été congédié?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Lorsque ce fonctionnaire est revenu au service comme messenger, après un congé de maladie, il a été envoyé à l'assurance-hospitalisation.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre a pris lui-même la décision, avant de faire ratifier le déplacement par la Commission du service civil. Il n'appartient pas au ministre de déplacer un membre du service civil sans une recommandation préalable de la Commission du service civil. Cet homme, père de famille, est tombé malade quelques mois avant les élections du 22 juin et a fait un séjour à l'hôpital Laval. Lorsqu'il est revenu pour prendre son poste, après les élections, on l'a informé que ses services n'étaient plus requis. Cependant, sur les instances de son médecin, on l'a repris mais en l'assignant à un autre service, soit celui de l'assurance-hospitalisation. On a forcé cet homme à accomplir un travail trop lourd pour ses forces, notamment en lui laissant

transporter des colis, ce qui l'a contraint à présenter sa démission qui a été acceptée.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Il n'a pas transporté de colis. J'ai reçu, plus tard, une lettre de démission de ce fonctionnaire.

**M. Johnson (Bagot):** Voilà un autre exemple du bon patronage du nouveau régime. On fait travailler un homme malade au-dessus de ses forces pour l'obliger à s'en aller. Ce procédé est une façon inhumaine de traiter un fonctionnaire. Le ministre de la Santé portera la responsabilité de gestes comme celui-ci devant l'opinion publique.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** dit qu'il veut savoir si le ministère de la Santé possède des automobiles et ce qui est arrivé dans le cas de l'achat d'une automobile que le gouvernement a payée au ministre pour son usage à titre officiel.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'il n'y a pas un contrôle sur les achats en vertu d'une mesure que la Chambre a votée?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

J'étais autorisé par le Service des achats à acheter une voiture pour le ministère de la Santé, au prix du marché, au même prix qu'à Québec ou à Montréal, pour la marque convenue. J'ai fait l'achat de cette voiture à Rivière-du-Loup d'un garagiste vendeur de qui j'avais déjà acheté six ou sept voitures pour moi-même dans le passé. C'est le Service provincial des achats qui a pris la décision finale.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre s'est substitué au directeur du Service des achats! Je proteste contre cette nouvelle façon de faire du patronage. C'est du patronage en gros quand il s'agit des employés, puis quand il s'agit d'achats, c'est le ministre qui prend sur lui d'aller chez un garagiste de son choix. À moins qu'il s'agisse du bon patronage dont on a entendu parler la semaine dernière.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

J'avais l'autorisation de l'acheteur général.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Combien le ministre a-t-il payé pour cette voiture de marque Chrysler?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

À peu près le même prix que le député des Îles-de-la-



Madelineine payait pour sa chambre à l'hôpital de Cap-aux-Meules.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** C'est faux. Je n'ai jamais été logé gratuitement à cet endroit.

**M. Johnson (Bagot):** Je trouve très bien que le ministre ait une voiture confortable. Ce n'est pas ce que je discute. C'est le procédé d'achat que je trouve condamnable. Le ministre a décidé qu'il achèterait à l'endroit de son choix l'automobile que le gouvernement paierait.

**M. Maltais (Québec-Est):** Est-ce que le ministre considère que la façon dont il a procédé en allant acheter cette voiture chez un électeur de Rivière-du-Loup constitue du patronage?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Non, ce n'est pas du patronage.

**M. Maltais (Québec-Est):** Même si l'automobile a été achetée chez un vendeur libéral?

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** tente d'intervenir.

**M. Maltais (Québec-Est):** (Vers M. Pinard) Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) s'est déjà expliqué sur le bon et le mauvais patronage<sup>9</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept millions quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assurance-hospitalisation (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Les dépenses prévues pour le ministère de la Santé s'élèvent à \$125,969,000, comparativement à la somme de \$104,832,000 pour l'année financière 1960-1961. La part de l'assurance-hospitalisation est de \$57,400,000 dans les dépenses prévues du ministère de la Santé. Ce montant n'inclut pas la contribution du fédéral de \$72,480,000.

**M. Bellemare (Champlain):** Qu'est-ce que l'assurance-hospitalisation a coûté à la province depuis sa mise en application<sup>10</sup>?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** L'assurance-hospitalisation a coûté au gouvernement de Québec, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1961, les trois premiers mois de ses activités, la somme de \$25,362,649.65 qui a été répartie comme suit: le gouvernement fédéral, \$13,936,748 et le gouvernement de Québec, \$11,415,909.

**Un député de l'opposition:** Combien d'établissements hospitaliers ont adhéré au plan de l'assurance-hospitalisation<sup>11</sup>?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Jusqu'à ce jour, 265 hôpitaux du Québec, en incluant tous les principaux hôpitaux publics sur un total de 327, se sont prévalus de la loi de l'assurance-hospitalisation et ont signé un contrat avec le gouvernement de la province de Québec pour l'établissement du système. Le nombre de ces hôpitaux se répartit comme suit: il y a 135 hôpitaux publics généraux; 26 hôpitaux publics pour maladies chroniques; 57 hôpitaux privés généraux et 47 hôpitaux privés pour malades chroniques.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le cabinet étudie la possibilité d'établir une commission permanente, qui serait principalement formée par des administrateurs d'hôpitaux et qui serait chargée d'administrer le programme de l'assurance-hospitalisation. Je ne dis pas que nous allons le faire. Mais nous étudierons le dossier. Le gouvernement n'a pas encore pris de décision à ce sujet. Il existe présentement un organisme consultatif sur l'assurance-hospitalisation composé de 20 hommes à la disposition du gouvernement pour obtenir des conseils.

**M. Raymond (Témiscouata):** De quelle façon sont constitués les cadres de la direction du Service d'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** La direction est composée d'un directeur général, qui est le Dr Jules Gilbert, dont le traitement annuel est de \$16,500; de deux assistants directeurs: les docteurs Sarto Sirois, de Québec, et J.-N. Tremblay, de Montréal, qui reçoivent \$14,000 annuellement, et d'un comptable en chef, M. J.-P. Marcoux, dont le traitement est de \$12,000 annuellement. Il (l'honorable M. Couturier) dit que M. Marcoux lui a été recommandé par son sous-ministre, le Dr Jean Grégoire.

**M. Johnson (Bagot):** Qui a d'abord juridiction dans le département?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

En matière d'assurance-hospitalisation, la juridiction relève d'abord du ministre et du sous-ministre, puis du directeur général, sous la surveillance du Conseil exécutif de la province dont le premier ministre est le président.

**M. Bellemare (Champlain)** demande ce qui arrive dans le cas des 62 hôpitaux qui n'ont pas encore signé de contrat avec le gouvernement pour l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Dans la plupart des cas, il s'agit d'hôpitaux privés, mais plusieurs de ces derniers songent à conclure une entente. C'est, par exemple, le cas du sanatorium Prévost, de Mastai, de la clinique Roy et Rousseau, etc. Il (l'honorable M. Couturier) dit exprimer l'espoir que des contrats seront bientôt signés avec ces hôpitaux.

Le gouvernement est présentement en train de négocier la couverture possible de l'assurance-hospitalisation pour le traitement de l'alcoolisme et les hôpitaux psychiatriques. Le gouvernement étudie également le cas des maisons Domrémy.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Les cas de l'Hôpital général de Québec et de l'hôpital Cook de Trois-Rivières sont à l'étude au Service provincial de l'assurance-hospitalisation pour savoir s'ils doivent être admis dans le plan. Ces institutions soignent des patients de trois catégories: des patients ordinaires, chroniques et à garde. Aucune décision n'a encore été prise.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre a l'intention d'approuver cet hôpital?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Le cas est étudié.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** pose une question<sup>12</sup>.**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

C'est en janvier que les administrateurs de l'hôpital Cook ont demandé de bénéficier de l'assurance-hospitalisation.

**M. Caron (Maskinongé):** Est-ce qu'il existe, dans la province, des hôpitaux dans la même situation que le sanatorium Cook et qui sont couverts par l'assurance-hospitalisation et qui pourraient bénéficier partiellement des avantages prévus par la loi de l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Non. On examine le cas de cette institution parce qu'on y soigne trois catégories de patients: les malades ordinaires, les personnes souffrant de maladies chroniques, et des gens qui n'ont besoin que d'une certaine surveillance et d'un minimum de soins.

**M. Bellemare (Champlain):** Le programme d'assurance-hospitalisation n'aurait jamais été possible si le gouvernement de l'Union nationale n'avait pas établi 28,000 lits d'hôpitaux dans la province.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

C'est curieux, car mes données m'indiquent que nous avons seulement 27,000 lits dans toute la province. À l'heure actuelle, il manque environ 2,000 lits dans les établissements hospitaliers du Québec. Il en manquait plus au début de l'application de l'assurance-hospitalisation, mais la situation à ce point de vue s'est légèrement améliorée depuis cinq mois. Il est difficile de dire le nombre de lits qu'il manque parce que l'on ne sait pas quelle sera la situation dans le cadre de l'assurance-hospitalisation dans six mois ou dans un an.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** dit qu'il

souligne la grande diversité des sommes payées par le gouvernement par journée d'hospitalisation d'un malade dans les diverses institutions, dit-il, notamment dans la Vieille Capitale: hôpital Saint-Sacrement, \$8.25; hôpital Jeffery Hale, \$17; Hôtel-Dieu, \$11.75; hôpital Saint-François-d'Assise, \$11.50. À Montréal, au Royal Victoria, le coût par jour est de \$23<sup>13</sup>. Qu'est-ce qui a servi de base aux calculs?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Ces taux sont basés sur les budgets soumis par les hôpitaux eux-mêmes, en 1959.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il ne s'agit que d'un barème provisoire appelé à changer. Ce qui importe, c'est qu'à la fin de l'année toutes les dépenses des établissements soient payées.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Il en sera ainsi<sup>14</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre devrait dire, sur ce point, que seules les dépenses admissibles, selon les lois provinciale et fédérale, auront été remboursées.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce qui n'est pas admissible, c'est l'amortissement des emprunts et les intérêts. Mais tout cela a été dit lors de l'étude de la loi. Nous ne pouvons revenir sur le sujet alors que nous sommes le 8 mai et qu'il y a huit lois importantes à étudier<sup>15</sup>.

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il réclame la liste complète des sommes que le gouvernement paie par journée d'hospitalisation dans chacun des établissements de la province.

**M. Bertrand (Missisquoi)** seconde la demande du député de Champlain.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dit qu'il déposera peut-être la liste complète des *per diem* payés par le gouvernement aux hôpitaux de la province en vertu du plan d'assurance-hospitalisation, si c'est dans l'intérêt public.

**M. Bertrand (Missisquoi):** De quelle façon se fait le remboursement fédéral au gouvernement provincial au titre de l'assurance-hospitalisation? Les vérificateurs du pouvoir central ont-ils le droit d'aller consulter, vérifier les comptes que les hôpitaux font parvenir au gouvernement en vertu de la loi de l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement provincial fait parvenir une réquisition à chaque mois au gouvernement fédéral et le remboursement est fait d'après cette réquisition. Toutefois, le pouvoir central peut vérifier les livres des hôpitaux, s'il le désire.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Quels sont les montants payés par le gouvernement à l'hôpital Saint-Joseph et à l'hôpital Sainte-Marie, sous l'empire de la loi de l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le *per diem* versé à l'hôpital Saint-Joseph est de \$12.50. Quant à l'hôpital Sainte-Marie, il reçoit \$11.75 par jour.

**M. Bellemare (Champlain):** Quels sont les *per diem* payés aux hôpitaux du comté de Champlain<sup>16</sup>?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le *per diem* accordé à l'hôpital Cloutier, du Cap-de-la-Madeleine, est de \$9.50 pour les cas généraux, plus \$6 dans le cas des malades chroniques. À

l'hôpital Sainte-Thérèse, de Shawinigan, il est de \$9.50; à l'hôpital Comtois, de Louiseville, il est de \$12.25; \$14 pour l'hôpital Saint-Joseph de Trois-Rivières et \$12.50 pour l'hôpital Sainte-Marie de la même localité.

**M. Johnson (Bagot):** La province de Québec est actuellement la seule à avoir fixé un maximum aux salaires des radiologistes, dans nos hôpitaux. Ainsi donc, cela veut dire que nous payons des taxes dans le Québec pour contribuer au paiement de salaires plus élevés aux radiologistes des autres provinces.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>17</sup>:** C'est effroyable d'entendre une chose pareille quand on sait que, sous l'Union nationale, la province de Québec a donné des millions et des millions qui ont servi à l'assurance-hospitalisation dans les autres provinces.

J'ai discuté avec les radiologistes eux-mêmes la question du plafonnement. Le plafonnement n'existe pas pour les salaires ou émoluments de ces spécialistes. Mais nous avons décidé, après consultation, qu'il ne serait pas juste qu'on nous demande de payer de tels spécialistes en se basant sur un traitement annuel supérieur à \$20,000 pour chaque radiologiste.

**M. Johnson (Bagot):** Pourquoi n'avons-nous pas la même chose que les autres provinces?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Parce que nous ne sommes pas une province comme les autres.

**M. Johnson (Bagot):** Oui, surtout depuis le 22 juin. Nous sommes la seule province menée par un dictateur.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'invoque le Règlement. Il est évident que le terme n'est pas parlementaire et je demande qu'il soit retiré. Il est absolument injuste que je sois injurié de cette façon en Chambre.

**M. Johnson (Bagot):** Si le terme n'est pas parlementaire, je le retire...

**Des députés ministériels protestent.**

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 15****Subsides:****Budget des dépenses  
1961-1962****En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 2, qui se lit comme suit:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-sept millions quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assurance-hospitalisation (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Caron (Maskinongé):** Est-ce que le gouvernement va payer les dettes des hôpitaux? Le premier ministre est censé avoir dit que le gouvernement ne payera pas la dette des hôpitaux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai jamais laissé entendre que le gouvernement ne paierait pas les dettes accumulées par les institutions hospitalières du Québec. Je m'étais limité à dire que le programme d'assurance-hospitalisation, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier, n'acquitterait pas les dettes des hôpitaux. Pour l'instant, dit-il, le gouvernement du Québec a demandé à la direction des établissements hospitaliers de la province de Québec de lui faire parvenir un état complet de leur structure financière exposant la situation exacte des diverses institutions. Cet état sera étudié le plus vite possible, une décision sera prise et les Chambres en seront averties en temps et lieu.

**M. Bellemare (Champlain):** Le comptable en chef du service de l'assurance-hospitalisation, M. Jean-Paul Marcoux, a fait une déclaration dernièrement disant qu'à l'allure actuelle, on prévoit un déficit considérable pour 1961-1962 dans le coût d'administration de l'assurance-hospitalisation. Cette déclaration a été rapportée dans *Le Devoir*, le 15 avril dernier.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une mauvaise interprétation des paroles de

M. Marcoux faite par le journaliste. Le gouvernement ne s'attend pas à ce que l'application de l'assurance-hospitalisation, durant l'année financière 1960-1961, se solde par un déficit. Au contraire, nous croyons que l'argent que nous faisons voter sera suffisant pour couvrir le coût de l'assurance-hospitalisation au gouvernement de Québec. Cette somme est de l'ordre de \$57,400,000.

**M. Maltais (Québec-Est)** dit que, d'après les renseignements qu'il a recueillis, les dirigeants des hôpitaux de la province ne veulent pas investir d'autres capitaux dans des travaux d'agrandissement tant qu'une solution n'aura pas été proposée par le cabinet. L'hôpital Notre-Dame-de-la-Recouvrance a refusé une subvention gouvernementale parce qu'il ne savait pas où cela allait le conduire.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Cette affirmation est fausse. Le sous-ministre du département qui est à mes côtés dit qu'il n'a jamais été question d'un octroi de ce genre.

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il a transmis cette information sous toutes réserves.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Et elle s'est avérée fausse!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le problème a déjà été abordé à l'Assemblée législative depuis le commencement de la présente session du Parlement; on ne peut pas en reparler.

Le gouvernement va examiner à fond toute la structure financière des hôpitaux dès qu'il aura reçu les rapports qu'il a demandés. Si la session peut finir, nous allons pouvoir faire autre chose.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** D'autre part, l'hôpital Cloutier, du Cap-de-la-Madeleine, recevra, d'ici quelques jours, du gouvernement provincial, une somme allant de \$62,000 à \$65,000. La mesure a été décidée par le Conseil des ministres.

**M. Bellemare (Champlain)** dit qu'il remercie les autorités du Québec au nom de l'établissement hospitalier et des religieuses qui le dirigent. Est-il vrai qu'il faut s'attendre à un déficit à la fin de l'exercice financier 1961-1962?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Non. Nous croyons que les crédits que nous faisons ouvrir seront suffisants pour l'année en cours.

**M. Bellemare (Champlain):** Le Dr Gilbert a dit que l'assurance-hospitalisation a été organisée en vitesse ainsi que dans l'esprit de la plus rigide économie et que, pour cette raison, elle ne serait peut-être pas immédiatement efficace.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** La loi créant l'assurance-hospitalisation s'est montrée immédiatement efficace.

**M. Bellemare (Champlain):** Combien y a-t-il d'employés à l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** L'assurance-hospitalisation du ministère de la Santé compte seulement 76 employés et, de ce nombre, il y a six médecins<sup>18</sup>.

**M. Bellemare (Champlain)** se dit étonné. Le Dr Gilbert, dit-il, a dit 85, et il a aussi dit qu'en Ontario il y en avait 960.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** En Ontario, il y a des percepteurs de primes. Au Québec, cela n'existe pas, car l'assurance-hospitalisation est accordée gratuitement. Il y aura d'autres employés lorsque les besoins s'en feront sentir. Éventuellement, il y aura entre 125 et 135 employés dans le secteur de l'assurance-hospitalisation, lorsque tout le service sera sur pied. Pour le recrutement, aucune considération politique n'entre en ligne de compte.

**M. Bellemare (Champlain):** Est-ce que le ministre de la Santé a l'intention d'uniformiser les salaires de tous les employés d'hôpitaux?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le problème relève du ministère du Travail. Il n'en est pas question lors de la signature des contrats avec la direction des institutions hospitalières.

**M. Raymond (Témiscouata):** À quoi réfère une somme de \$2,500,000 inscrite au budget du ministère de la Santé sous la rubrique "Autres dépenses"?

**M. Maltais (Québec-Est)** seconde la question du député de Témiscouata<sup>19</sup>.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement de la province prévoit la création de centres de diagnostics et aussi l'octroi de subventions aux cliniques externes. Une somme de

quelque \$2,000,000 est prévue à cette fin au crédit du ministère. La question des services externes est actuellement soumise au comité consultatif de l'assurance-hospitalisation. La situation est très délicate.

**M. Bertrand (Missisquoi)** dit qu'il reproche à cet organisme symbolique ses activités plutôt limitées.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Sur les \$2,500,000, une somme de \$540,000 ira à la publicité relative à l'assurance-hospitalisation. Le montant prévu de \$540,000 est plutôt conservateur si l'on considère que, lors de l'établissement de l'assurance-hospitalisation en Ontario, on a dépensé en publicité la première année la somme impressionnante de \$1,400,000 alors que, par la suite, le coût annuel de la publicité fut de \$400,000.

**M. Bertrand (Missisquoi)** se dit étonné. D'où vient, dit-il, la nécessité d'une publicité aussi intensive autour de l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Cette nécessité vient des déclarations abracadabrantes de l'opposition et de la propagande tapageuse de l'Union nationale contre la loi d'assurance-hospitalisation.

Le gouvernement a la responsabilité de faire savoir à tous les citoyens de la province qu'ils peuvent être hospitalisés partout dans la province, sans aucun frais, qu'ils peuvent être hospitalisés n'importe où, au Canada, sans aucun frais, pourvu qu'ils soient dans une chambre publique, et qu'ils peuvent être hospitalisés n'importe où dans le monde et compter que le gouvernement leur remboursera \$15 par jour, sur production de pièces justificatives.

Il n'y a pas un honnête homme qui n'admettrait pas que c'est la responsabilité du gouvernement de faire en sorte que les droits des citoyens soient connus dans tous les foyers du Québec. Tous les citoyens du Québec ont le droit de savoir que, s'ils ont besoin de séjourner à l'hôpital et s'il n'y a pas de lit dans une salle publique, ils peuvent être hospitalisés dans une chambre semi-privée ou privée et y rester aussi longtemps qu'il n'y a pas de place dans une salle publique, sans qu'il leur en coûte un cent de plus.

Ils ont le droit de savoir si la maladie est telle que, de l'avis du médecin, il y aurait inconvénient pour le malade, ou pour les autres, qu'il soit dans une salle publique, le malade doit être hospitalisé dans une chambre privée sans frais additionnels.

Le ministre de la Santé, le père de l'assurance-hospitalisation au Québec, veut que la population sache que, si un malade a besoin d'une transfusion de sang, de sérum, de médicament, de la table d'opération, on est obligé de lui fournir tout cela gratuitement. Je comprends que cela fait mal à l'opposition, mais qu'elle subisse la conséquence de son incurie pendant 16 ans.

La population de la province de Québec a le droit de savoir que le système d'assurance-hospitalisation du Québec est le meilleur au monde.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le député de Saint-Maurice a affirmé que c'était en vue de combattre la propagande tapageuse de l'Union nationale. Je dirai que notre propagande à nous, de l'Union nationale, nous l'avons faite sans qu'il en coûte un sou à la province de Québec. L'ancien gouvernement aurait bien pu faire payer au peuple la publicité sur les grandes lois qu'il a fait voter. C'eût été dans l'intérêt du parti et de l'administration. Mais il n'a pas voulu charger ces dépenses aux contribuables.

Et pour combattre cette propagande, là où nous ne changeons rien, le gouvernement dépensera \$500,000 pour faire connaître la loi. Le malade n'a pas besoin de publicité pour connaître le chemin de l'hôpital. Il a un médecin qui est au courant de la loi et qui sait fort bien ce à quoi son client a droit. Il n'y a jamais eu de malade avant l'assurance-hospitalisation qui ne soit pas entré à l'hôpital s'il en avait besoin, fût-il pauvre. Car il y avait la loi de l'assistance publique; la charité s'exerçait et l'État aidait. Voilà un item de \$500,000, et on voit déjà le thème de propagande pour chanter la gloire du Parti libéral et du gouvernement avec l'argent du peuple.

Il dit qu'il voudrait, à l'occasion de cette publicité, que le gouvernement dise que, si tout cela est rendu possible, c'est grâce au gouvernement précédent de l'Union nationale qui a bâti des hôpitaux pouvant abriter 28,000 lits<sup>20</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Des informations me sont parvenues de médecins, de dirigeants d'hôpitaux et de citoyens, suivant lesquelles la loi de l'assurance-hospitalisation est connue dans l'ensemble de la population, mais que les droits qu'elle permet d'exercer le sont moins. Car, en vertu de cette loi, les citoyens ont acquis des droits. Il s'agit, je l'avoue, d'une loi compliquée, difficile d'interprétation et de vulgarisation.

Il est important dans une démocratie comme la nôtre de voir à ce que les citoyens soient bien renseignés sur les droits que leur accorde une loi. Ce

n'est qu'après de longues semaines d'études et de réflexion que j'en suis venu à la conclusion qu'il était du devoir du gouvernement de prendre les dispositions nécessaires, même si elles sont dispendieuses, pour que la population du Québec sache à quoi s'en tenir.

Il n'y a aucune propagande politique dans cela. Il s'agit au contraire de faire connaître l'étendue et la limite des droits de chaque individu devant cette loi. C'est pour cette raison que nous voulons recourir à tous les médias d'information, presse, télévision et radio, pour que ces droits soient connus de tous, tout comme il faut faire connaître jusqu'où ces droits peuvent aller. Il n'est entré aucune préoccupation politique dans notre esprit en prenant cette décision.

L'attitude de l'opposition qui a voulu créer un mythe avec cette loi en lui donnant une interprétation qu'elle n'a pas, rend plus nécessaire encore cette campagne de publicité. C'est de la véritable démocratie.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Si le gouvernement sent la nécessité de faire cette campagne de publicité, c'est qu'il a une bien petite opinion de lui-même et juge de bien peu de valeur les déclarations de son ministre de la Santé et de ses collègues sur la loi de l'assurance-hospitalisation. Le premier ministre et tous les ministres ont fait le tour de leur comté, formulé des déclarations en toutes occasions et parlé à la télévision pour expliquer la loi de l'assurance-hospitalisation, ce qu'ils font encore.

Pourquoi alors demander \$500,000 de crédits pour faire connaître une loi qu'ils ont expliquée au peuple? Est-ce qu'on ne veut pas plutôt faire oublier, dans le peuple, le fait que le système a été établi avant que les hôpitaux ne soient prêts à le faire fonctionner? Veut-on faire oublier, aussi, que l'hospitalisation devait être gratuite?

**M. Caron (Maskinongé):** Le peuple connaît rapidement une loi qu'il aime. Il est inutile de vouloir renseigner les médecins, car ils le sont déjà. Il y a certainement anguille sous roche, et je crois que le but véritable de cette propagande est de détruire le mythe de la gratuité des lois du Parti libéral.

**M. le président:** La résolution est adoptée<sup>21</sup>.

**M. Johnson (Bagot)** proteste.

**M. le président:** Il est trop tard.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre veut nous imposer le bâillon.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tout ce que le député peut faire, d'après le Règlement, c'est d'en appeler de la décision du président.

**M. le président:** L'item est adopté mais, s'il y a consentement unanime de la Chambre, le député pourra poser une question y référant.

**Des voix ministérielles:** Non! Non!

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il en appelle à la Chambre de la décision du président.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est la grande offensive qui continue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, après avoir étudié l'item 2 des estimations budgétaires du ministère de la Santé durant trois heures, et après avoir entendu les questions et les réponses des deux côtés de la Chambre, à un certain moment, le ministre a répondu à une question, et j'ai alors demandé: "L'item 2 est-il adopté?"

En même temps, j'ai jeté un coup d'œil pour voir si un député était debout pour adresser la parole. Comme il n'y avait personne debout et personne prêt à parler, j'ai déclaré cet item adopté et j'ai appelé l'item 3.

Le député de Bagot (M. Johnson) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lesage, Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 37.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments et médicaments (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot)** pose une série de questions au ministre de la Santé sur la marque des appareils de radiographie ou des pellicules, le nom des fournisseurs, etc.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dit qu'il signe les réquisitions après avoir vérifié les quantités et les prix. Pour ce qui est des marques, dit-il, je n'y attache pas d'importance parce que c'est un domaine que je ne connais pas. Les réquisitions sont référées au Service des achats.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'opposition fait preuve d'obstruction systématique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot pourra poser toutes les questions qu'il voudra à ce sujet quand la Chambre étudiera les crédits du Service des achats dans lesquels sont compris les achats pour le ministère de la Santé. J'aurai près de moi le directeur du Service des achats et tous les fonctionnaires en mesure de renseigner l'opposition.

**M. Johnson (Bagot)** poursuit ses questions au sujet des réquisitions au ministère de la Santé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'opposition oublie-t-elle qu'il en coûte \$22,500<sup>22</sup>, par jour pour permettre à la Chambre de siéger? Je vois que ces gens-là n'hésitent pas à gaspiller l'argent du peuple en faisant perdre le temps de la Chambre. Je n'ai jamais entendu débiter en cette Chambre autant d'insignifiances qu'il s'en est débité depuis 3 heures cet après-midi<sup>23</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre vient de dire: "Je n'ai jamais entendu débiter autant

d'insignifiances qu'il s'en est débité depuis 3 heures cet après-midi." Veut-il parler des aveux du ministre de la Santé sur la question du patronage?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je crois que les insignifiances de l'opposition ont coûté assez cher pour aujourd'hui. Je demande l'ajournement. Ces messieurs recommenceront demain.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau<sup>24</sup>.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. *Le Devoir* du 9 mai 1961, à la page 3, et *La Presse* du même jour, à la page 36, rapportent que M. Lesage présente ce bill au nom de M. Levesque.

2. La dernière partie de cet énoncé reprend les notes explicatives du projet de loi. Il est difficile de savoir si M. Lesage a fait la lecture de ces notes à la Chambre ou si c'est le journaliste qui les reprend dans son texte pour le bénéfice de ses lecteurs.

3. *Le Devoir* du 9 mai 1961, à la page 3, et *La Presse* du même jour, à la page 36, rapportent que M. Lapalme présente ce bill à la place de M. Rousseau.

4. *Le Devoir* du 9 mai 1961, à la page 3, rapporte que ces trois bills sont adoptés sans discussion.

5. "175 départs", selon *Le Montréal-Matin* du 9 mai 1961, à la page 7.

6. *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 48, et *Le Montréal-Matin* du même jour, à la page 7, ne donnent pas le contenu de la question posée par M. Johnson. Ainsi, cette question est formulée selon la réponse de M. Couturier.

7. Dans *Le Montréal-Matin* du 9 mai 1961, à la page 7, on souligne que ces rires sont "sarcastiques".

8. Selon *L'Action catholique* du 9 mai 1961, à la page 8, "ce débat s'est terminé sur ces mots".

9. Selon *L'Action catholique* du 9 mai 1961, à la page 8, "l'incident s'est clos sur ces mots".

10. Selon *Le Devoir* du 9 mai 1961, à la page 6, M. Couturier donne les informations qui suivent sur une question de M. Bellemare dont nous ne disposons pas du contenu. Conséquemment, cette question est formulée selon la réponse de M. Couturier.

11. *Le Montréal-Matin* du 9 mai 1961, à la page 3, écrit que c'est "en réponse aux questions de l'opposition (sic)" que M. Couturier apprend à la Chambre les informations qui suivent. L'identité du député est toutefois inconnue. Il s'agit peut-être de M. Raymond, que *Le Soleil* du 9 mai 1961, à la page 20, qualifie de "critique officiel de l'opposition dans le débat sur la santé publique". Notons encore une fois que les sources ne donnent pas le contenu de la question. En conséquence, cette question est formulée en fonction de la réponse de M. Couturier.

12. Selon *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 37, c'est "en réponse à une question posée par M. Yves Gabias, député de l'Union nationale de Trois-Rivières," que M. Couturier fait la déclaration suivante.

13. Selon *Le Soleil* du 9 mai 1961, à la page 20, ces chiffres sont plutôt cités par M. Couturier.

14. Selon *L'Action catholique* du 9 mai 1961, à la page 2, c'est ce que M. Couturier aurait laissé entendre "dans le cas de l'hôpital Saint-Sacrement de Québec".

15. "une dizaine de lois importantes à examiner", selon *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 13.

16. Le contenu de la question ne paraît pas dans le compte rendu du *Nouvelliste* du 9 mai 1961, à la



page 13. Cette question est donc formulée en fonction de la réponse de M. Couturier.

17. Selon *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 13, M. Lesage "s'indigne".

18. Le nombre des employés fluctue selon les journaux. Selon *Le Devoir* du 9 mai 1961, à la page 6, les employés sont "environ 65". Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, ce nombre est de "85". Quant à *La Presse* également du même jour, à la page 13, il s'agit plutôt de "quelque quatre-vingts personnes, dont six médecins".

19. *Le Soleil* du 9 mai 1961, à la page 1, écrit que M. Couturier donne les informations qui suivent à la suite de l'intervention de M. Raymond, mais aussi de celle de M. Maltais.

20. "20,000 lits", selon *Le Soleil* du 9 mai 1961, à la page 20.

21. Le correspondant du *Nouvelliste* du 9 mai 1961, à la page 13, écrit que "l'opposition a été prise par surprise". Il écrit: "Comme personne n'était debout, le président du comité des subsides, M. Richard Hyde, jeta un regard circulaire et proclama: Adopté."

22. \$22,000, selon *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 13.

23. Selon *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 13, il est 11 heures du soir quand M. Lesage formule ces paroles.

24. Selon *La Presse* du 9 mai 1961, à la page 13, les députés ont discuté "pendant six heures pleines pour approuver seulement les deux premiers postes du budget de la Santé publique et commencer l'étude du troisième des 15 postes de ce budget".



Séance du mardi 9 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Trains de nuit  
Montréal-Québec**

**M. Bellemare (Champlain)** donne avis d'une motion qu'il proposera d'envoyer au Pacifique Canadien. Il fait lecture de sa motion: Attendu que la décision des autorités du Pacifique Canadien, pour le maintien du service des trains de nuit (157 et 158) entre Montréal et Québec, n'a pas été favorable;

Attendu que tout en comprenant les raisons énoncées dans la lettre<sup>1</sup> de M. N. R. Crump, président du Pacifique Canadien, pour motiver son refus, il serait à l'avantage des hommes d'affaires, des parlementaires et de toute la population en général de maintenir le service des trains de nuit entre Montréal et Québec au moins du 15 novembre au 15 mai;

Il est unanimement résolu que cette Chambre fasse de nouvelles démarches auprès des autorités du Pacifique Canadien pour leur demander de se rendre au désir de l'Assemblée législative de maintenir le service des trains de nuit entre Montréal et Québec, du 15 novembre au 15 mai.

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée législative de transmettre immédiatement au président du Pacifique Canadien ainsi qu'aux membres de la Commission fédérale des transports copie de la présente résolution.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la motion du député de Champlain (M. Bellemare) soit immédiatement acceptée comme avis et qu'elle soit inscrite en appendice du *Feuilleton* de façon qu'elle apparaisse à l'ordre du jour demain et qu'elle soit étudiée à l'occasion de la journée des députés.

**Projets de loi:****Coopératives agricoles**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
pour **l'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)**

propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 favorisant l'expansion des coopératives agricoles.

Ce bill, dit-il, a pour but de favoriser l'expansion des coopératives agricoles. Il portera de \$300,000 à \$1,000,000, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961, le fonds annuel que le lieutenant-gouverneur en conseil peut effectuer à des garanties ou avancer aux sociétés coopératives agricoles organisées en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles ou de la loi des syndicats coopératifs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
prévention des incendies**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Cette loi, dit-il, permettra au gouvernement de transférer la juridiction en cette matière du ministère des Travaux publics à celui des Affaires municipales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des travaux publics**

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi des travaux publics.

La loi, dit-il, supprimera la nécessité de demander des soumissions publiques lorsque le montant des travaux à effectuer sera inférieur à \$25,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ceci est conforme avec les décrets adoptés pour tous les ministères dans l'établissement d'une politique de soumissions publiques. La loi sur les travaux publics stipule que des soumissions doivent être demandées pour tous les travaux. Cependant les soumissions ne sont pas obligatoires dans les autres ministères et l'ancien gouvernement de l'Union nationale n'a jamais fait appel à des soumissions publiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Pensions d'Hydro-Québec**

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 concernant les pensions des employés d'Hydro-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Coopératives agricoles**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 59 favorisant l'expansion des coopératives agricoles.

Adopté.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments et médicaments (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain)** pose des questions au sujet des vaccins.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement de la province prévoit cette année une somme de \$700,000 pour l'achat de vaccin Salk contre la poliomyélite, et une autre de \$350,000 pour le vaccin BCG contre la tuberculose. Une vingtaine d'enfants sont morts de la poliomyélite, l'an dernier, dans la province.

Signalons en outre que 10,194 patients ont été admis dans les sanatoria de la province de Québec en 1959. De ce nombre, 9,719 ont été hospitalisés sous l'assistance publique.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Le gouvernement a-t-il l'intention de faire quelque chose pour les diabétiques qui sont de plus en plus nombreux dans la province? Des centaines de ces gens sont sans fortune et n'ont pas les moyens de se procurer de l'insuline ou les médicaments qui pourraient améliorer leur état.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Actuellement, les diabétiques qui sont hospitalisés reçoivent l'insuline gratuitement. Lorsqu'on aura établi des services externes, on verra ce que l'on pourra faire dans le cas des diabétiques qui ne vont pas à l'hôpital. Actuellement, il arrive que le service social distribue de l'insuline à certaines familles nécessiteuses, mais ce n'est pas toutefois une règle générale.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Hôpitaux généraux, y compris les subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Le gouvernement de la province paiera par l'entremise du ministère de la Santé, durant l'année financière en cours, des annuités sur emprunts de l'ordre de \$1,538 dues par l'hôpital Sainte-Thérèse de Shawinigan.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions six cent vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour la construction d'hôpitaux, la surveillance des travaux devant être exercée par le ministère des Travaux publics (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Des sommes de \$775,000 et de \$1,849,000 sont prévues pour l'hôpital du Christ-Roi, à Québec, et l'hôpital Sainte-Anne, de Baie-Saint-Paul. Ces institutions étaient en construction lorsque le Parti libéral assumait le pouvoir. Les octrois inscrits au budget permettront de continuer les travaux qui ne sont pas terminés dans aucun cas.

La nomination d'un contrôleur sur les lieux et la révision de certains sous-contrats a permis au gouvernement d'économiser une somme totale de \$246,731 à l'hôpital de Baie-Saint-Paul. Cet hôpital a déjà reçu \$3,132,000. Quant à l'hôpital du Christ-Roi, il a reçu du gouvernement \$1,400,000.

La résolution est adoptée.

Vers midi, la Chambre suspend ses travaux<sup>2</sup>.

**Reprise de la séance à 3 heures****Subsides:****Budget des dépenses  
1961-1962****En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre millions deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Autres subventions pour construction d'hôpitaux (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Une somme de \$128,133 est prévue dans les crédits du ministère pour la construction d'un hôpital à Fort Coulonges. À cette somme s'ajoutera un montant identique qui sera versé par le gouvernement fédéral.

**M. Bellemare (Champlain):** Pour quelles raisons la construction de l'hôpital n'a pas été entreprise avant cela?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Nous ne pouvions autoriser le début des travaux durant l'hiver à cause de l'excavation qu'il y avait à faire.

**M. Gosselin (Compton)** pose une question à propos de l'hôpital d'East Angus.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Le ministère n'a prévu aucune subvention pour la construction de l'hôpital d'East Angus, dans les Cantons-de-l'Est, dans son budget au cours du présent exercice financier.

**M. Gosselin (Compton):** D'après ce que je vois, les comités oppositionnistes ne seront pas traités comme ceux qui sont représentés par des députés ministériels.

**M. Desjardins (Gatineau):** Une somme a-t-elle été inscrite au budget pour le Gatineau Memorial Hospital à Wakefield?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Aucune subvention n'est prévue pour 1961-1962. Tout de même, on ne peut réparer dans un an toutes les erreurs commises par l'Union nationale pendant 16 ans.

**M. Ducharme (Laviolette)** pose une question sur l'hôpital de La Tuque.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Un octroi de \$300,000 sera accordé, au cours de la

présente année financière, à l'hôpital de La Tuque, qui est en voie d'agrandissement. Cette subvention est prévue au budget du ministère.

**M. Cloutier (Québec-Centre)** pose une question sur l'hôpital Notre-Dame de l'Espérance.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** L'hôpital Notre-Dame de l'Espérance, sur le chemin Sainte-Foy, recevra une subvention de \$1,500,000 du gouvernement de la province.

Le premier versement sera fait dès que les travaux projetés seront entrepris. On sait que cette importante institution hospitalière de Québec projette des développements appréciables dans un avenir prochain.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre a-t-il autorisé le député de Hull (M. Parent) à annoncer qu'un hôpital de \$3,000,000 pour malades chroniques soit construit à Hull?

**M. Parent (Hull):** Je n'ai jamais dit que l'hôpital coûterait \$3,000,000, mais plutôt qu'il s'agit d'une institution de 300 lits et que les plans seront préparés avec la collaboration du ministère de la Santé. Ce sont les journaux qui ont fait une estimation du coût.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les plans de l'hôpital ne sont pas encore terminés. Par conséquent, ils n'ont pas été approuvés. Toutefois, le gouvernement a inscrit une somme de \$300,000 au budget du ministère de la Santé de cette année pour des travaux préliminaires.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Si ces plans sont conformes aux exigences du ministère, le gouvernement les approuvera. Lorsque le Parti libéral a pris le pouvoir, les plans et devis des hôpitaux en construction n'étaient en aucun cas terminés. Maintenant, on fait en sorte que les plans soient au point avant que les travaux en soient entrepris.

L'Union nationale, pendant toute la durée de son administration, a presque toujours donné des contrats pour la construction d'hôpitaux sans qu'il n'y ait plans et devis. Il n'y a eu que très peu d'exceptions.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Santé manque de sérieux en portant des accusations de ce genre!

**Des voix ministérielles:** C'est pourtant vrai!

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** L'Union nationale a imposé les entrepreneurs et les architectes à la direction des hôpitaux, ce qui a coûté très cher aux contribuables.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre laisse entendre que l'Union nationale forçait les communautés à bâtir selon ses vues.

Qu'il cite des cas! Il est temps que le gouvernement cesse de faire de la petite politique sur le dos des communautés religieuses.

**Des députés** interrompent les débats<sup>3</sup>.

**M. le président:** À l'ordre!

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Justement, la provinciale d'une communauté vient de me dire à moi: "Nous avons été forcées par les autorités du temps de construire cet hôpital".

**M. Gabias (Trois-Rivières)** en appelle au Règlement.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Gabias (Trois-Rivières)** reste debout.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mal élevé! Que le député reprenne son siège pendant que le président est debout.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** On peut citer au moins 10 cas semblables.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** en appelle de nouveau au Règlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>4</sup>:** Envoyez vos insignifiances comme d'habitude.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je demande au premier ministre de retirer le mot "insignifiances" à mon endroit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** refuse.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il nous traite d'imbéciles et d'idiots et le président ne fait rien! Il est temps que la province le sache!

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre nous a insultés. M. le président, êtes-vous sourd de l'oreille droite?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je retire le mot "insignifiances" et le remplace par "mots qui ne signifient rien".

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) pourrait-il nommer des cas?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le député de Trois-Rivières devrait être le premier à garder le silence. Trouve-t-il normal que les femmes qui accouchent à l'hôpital Sainte-Marie soient obligées de passer par le hall d'entrée pour se rendre à leur chambre? Trouve-t-il normal que les patientes soient obligées de passer par le hall d'entrée en partant de leur chambre pour aller à la salle d'obstétrique? Sait-il qu'une femme qui accouche est obligée de passer par l'entrée et que les poupons ainsi que les nouveau-nés sont aussi obligés de passer par le hall d'entrée afin d'atteindre la pouponnière? Sait-il que des personnes qui sont opérées sont obligées de passer par le même endroit et de s'exposer à prendre des courants d'air qui peuvent provoquer une pneumonie? Sait-il que, pour aller à la cafétéria de l'hôpital, les employés de quelque classe d'emploi que ce soit sont obligés de passer par la cuisine? Sait-il qu'ils sont obligés de passer parmi les chariots sur lesquels la nourriture est déposée afin de la monter sur les étages? Est-ce cela que le député de Trois-Rivières appelle un hôpital bien organisé?

Si les patients sont bien à cet hôpital, ce n'est pas parce qu'il a été bien construit par l'Union nationale, mais parce que les sœurs qui dirigent l'institution se dévouent corps et âme, jour et nuit, pour leur bien et pour le bien de la province. Je n'ai que des louanges à faire aux religieuses qui administrent l'institution.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je m'accorde avec le ministre lorsqu'il fait la louange des révérendes Mères hospitalières de cet hôpital. Je suis heureux que le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) avoue devant la Chambre que les religieuses se dévouent tellement à Trois-Rivières.

Quant au reste, il y a peut-être quelques erreurs de construction, mais ce n'est que dans des cas d'exception que les femmes qui accouchent et les bébés doivent passer par le hall d'entrée pour se rendre à la salle d'obstétrique. Je suis bien placé pour

le savoir, car mon épouse a eu huit enfants et, chaque fois, elle a accouché à cet hôpital. Pour entrer à l'hôpital, on doit passer par la porte, d'accord, mais pour le reste, les remarques du ministre ne sont pas exactes. Il n'est pas exact de laisser croire qu'il y a un va-et-vient formidable à la cuisine. Je connais plusieurs fois mieux l'hôpital que le ministre.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Les religieuses ne se sont-elles pas plaintes au député de Trois-Rivières (M. Gabias)?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Non.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** C'est qu'elles n'ont pas confiance en leur député.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** C'est parce qu'elles connaissent la mentalité du ministre et que celui-ci ne se serait pas occupé de leurs observations si elles les avaient faites au député.

Le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) a passé la journée en compagnie du candidat libéral battu dans le comté de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas exact. J'ai visité trois hôpitaux et rencontré brièvement les membres de la Fédération libérale. Le soir, j'ai donné une conférence devant les médecins parmi lesquels il y en avait de toute allégeance politique.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre a-t-il voulu laisser entendre que l'hôpital Sainte-Marie ne répondait pas aux exigences nécessaires pour donner d'excellents soins ou que les patients ne reçoivent pas les soins qu'ils sont en droit d'attendre?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Je n'ai rien à ajouter ni à retirer de ce que j'ai dit.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** poursuit la discussion.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** fait appel au Règlement.

**M. Johnson (Bagot):** La population, dans la situation actuelle, s'inquiète de la situation des hôpitaux. Elle hésite à contribuer aux campagnes de financement de l'hôpital et évite d'acheter des obligations de l'hôpital.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Les dettes des hôpitaux de la province seront payées en temps et lieu. Nos établissements hospitaliers continueront à vivre, et même, mieux que sous l'Union nationale.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Ce sont des séries d'articles publiés dans les journaux francophones de Montréal concernant l'administration de certains hôpitaux, dont les noms sont dans l'esprit de la population, qui sont responsables de l'inquiétude que l'on peut constater.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**

Je partage l'opinion du procureur général (l'honorable M. Lapalme) à cet égard. Quant à l'œuvre de l'Union nationale en matière d'hospitalisation, elle fut plus accentuée sur la brique et le ciment que sur la santé publique.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Signalons le cas d'un grand hôpital de Montréal qui s'est adressé à la Commission des valeurs mobilières pour être autorisé à émettre des débentures. Étant donné le climat d'inquiétude créé autour des hôpitaux, le président de la Commission m'a demandé s'il n'y avait pas lieu de faire une étude complète des livres de l'hôpital en cause.

Mais, avant même qu'une décision n'ait pu être prise à ce sujet, l'hôpital décidait lui-même de retirer sa demande, expliquant que, si une émission était lancée, l'accueil de la population risquerait de ne pas être favorable par suite des conditions créées par des articles de journaux sur certains hôpitaux. Ces histoires fantastiques publiées par certains quotidiens sont la véritable raison de l'inquiétude dans le public.

**M. Johnson (Bagot):** C'est très malheureux ce qui arrive. Les journaux font perdre la confiance du public en nos hôpitaux en exploitant ces choses.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

C'est beaucoup mieux de mettre cela sur le tapis que de le cacher.

**M. Johnson (Bagot):** Même avant que le scandale n'éclatât, l'attitude du gouvernement libéral, depuis son arrivée au pouvoir, avait déjà créé l'incertitude, ce qui est très mauvais pour l'économie de la province et pour les épargnants.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

L'Union nationale ne s'inquiète à peu près

exclusivement que du capital argent. Le Parti libéral, pour sa part, se préoccupe d'abord du capital humain, sans toutefois ignorer pour autant le capital argent.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) a été de tous les partis, même du Parti créditiste.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le député de Champlain devrait ajouter que je n'ai jamais adhéré à l'Union nationale qui a donné au Québec le régime le plus pourri depuis celui de l'intendant Bigot.

**M. Johnson (Bagot):** Sous l'Union nationale, le gouvernement a investi \$600,000,000 dans la construction d'hôpitaux qui ont donné 28,000 lits de plus. Sans ces hôpitaux, le gouvernement actuel n'aurait jamais pu établir l'assurance-hospitalisation.

Dans cette question, il faut replacer la période d'expansion des hôpitaux dans le cadre où elle est intervenue. On nous a demandé pourquoi nous n'avions pas un plan d'ensemble. On aurait voulu que nous garrochions l'argent.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Vous avez bien garroché les octrois.

**M. Johnson (Bagot):** Ces octrois ont provoqué du travail bénévole.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le docteur Hori?

**M. Johnson (Bagot):** Par des campagnes de souscriptions publiques. On versait un octroi, ce qui permettait aux institutions de recueillir \$1,000,000, \$2,000,000 dans des souscriptions.

Puis, on versait un autre octroi et l'institution allait encore recueillir \$700,000 ou \$800,000 dans le public. Il ne fallait pas tuer ce volontariat qui a contribué énormément à régler ce problème d'expansion.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

De la pire façon imaginable.

**M. Johnson (Bagot):** Au contraire! L'attitude du gouvernement, surtout par la manière avec laquelle il a traité le programme d'assurance-hospitalisation, décourage les bonnes volontés et tarit la source que représente l'appui du public dans les campagnes de financement de l'hôpital.



**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a-t-il déclaré que l'Union nationale a gaspillé \$600,000,000 à construire des hôpitaux sans plan d'ensemble?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ce n'est pas ce que j'ai dit! J'ai dit que l'Union nationale, d'après les témoignages des députés de Bagot et de Champlain, a dépensé \$600,000,000 en 16 ans pour construire des hôpitaux. Toujours selon le témoignage des deux députés, j'ai ajouté que le gouvernement de l'Union nationale a fait preuve d'incurie en laissant les hôpitaux du Québec s'endetter pour \$300,000,000, ce qui fait bien une somme de \$900,000,000.

J'ai souligné aussi que, d'après les témoignages des députés de Bagot et de Champlain toujours, 28,000 lits d'hôpitaux furent ajoutés dans la province par le gouvernement de l'Union nationale. J'ai ensuite remarqué que cela faisait un coût de \$35,000 par lit de malade. Puis j'ai ajouté que lorsqu'on sait la théorie de l'Union nationale de payer 6 % de ristourne à l'entrepreneur, un ami du régime...

**M. Johnson (Bagot)** en appelle au Règlement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** cite le cas de l'hôpital de Joliette. Le système du 6 %, ajoute-t-il, existait. Or, avec ce système de 6 % qui existait partout, il en résultait pour l'entrepreneur un profit net de \$2,100 par lit d'hôpital. Et encore, il s'agissait de couchettes simples. Les hôpitaux ont pu avoir de l'inquiétude parce qu'ils voyaient l'Union nationale trop forte. Leur inquiétude disparaît maintenant qu'ils réalisent qu'aucun député de l'opposition ne reviendra jamais.

**M. Johnson (Bagot)** nie l'affirmation. L'assurance-hospitalisation, dit-il, tout le monde en était. Mais l'Union nationale l'aurait mise en œuvre sans tout chambarder. C'est précisément cette loi mal faite, d'inspiration fédérale, qui a suscité l'inquiétude partout. C'est cette loi qui a rendu nerveux et inquiets le personnel des hôpitaux comme aussi ceux qui ont placé de l'argent dans les hôpitaux.

Cette loi fédérale est inadaptée aux besoins du Québec et on a le droit d'espérer que le gouvernement la modifiera. En vertu de cette mesure, le gouvernement entre dans les hôpitaux et leur dit: "C'est moi qui mène".

Les octrois furent payés à des communautés religieuses qui savent construire de bons hôpitaux et à meilleur compte, sûrement, que ne saurait le faire

le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier) avec les patronaux. Je ne laisserai certes pas passer cette accusation injuste contre les communautés religieuses. Si le ministre peut construire d'une manière aussi économique que nous, nous allons le féliciter.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Si les institutions religieuses avaient été laissées à leur propre initiative, si elles n'avaient pas été obligées de choisir l'architecte, l'entrepreneur et le fournisseur désignés par le gouvernement, on aurait pu construire à bien meilleur compte et réaliser des économies considérables.

**M. Bellemare (Champlain)** pose une question.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Est-ce que le député veut savoir quel est le plus grand malade chronique de la province? Je pourrais lui dire que c'est le député de Bagot...

**M. Johnson (Bagot):** Le plus grand acteur de la province, c'est le premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député manque d'imagination.

**M. Johnson (Bagot):** Avant la mise en vigueur du système d'assurance-hospitalisation, le gouvernement aurait dû prévoir un plan pour libérer les hôpitaux de leurs dettes. Le gouvernement demande aux hôpitaux d'inclure une remise sur les profits provenant de la vente organisée par les dames auxiliaires dans la liste des revenus couverts par le programme d'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le problème des dettes des hôpitaux retient l'attention du gouvernement de la province qui étudie présentement le moyen de le résoudre. La situation ne se présente pas de la même manière dans les différents hôpitaux et il y a une variété de cas à étudier. Le gouvernement vient d'adresser un chèque à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal pour régler un cas particulier.

J'ai rencontré le président et le vice-président de l'Association des hôpitaux pour les entretenir de la question des dettes. Il a été entendu que nos institutions hospitalières feront parvenir aussitôt que possible au gouvernement leurs budgets pour l'année en cours et nous fourniront, en même temps, un état détaillé de leur structure financière.

Les experts du ministère des Finances étudieront la situation des hôpitaux et feront ensuite rapport au gouvernement. Avec tous les renseignements nécessaires, nous chercherons les moyens à prendre pour en venir à une solution acceptable à tous les hôpitaux.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre est neuf mois en retard pour régler une situation urgente. Le gouvernement de l'Union nationale avait formé une commission qui devait faire une étude soignée des dettes obligataires des hôpitaux, avant la mise en application d'un système d'assurance-hospitalisation. Il est déplorable que le premier ministre ait aboli cette commission après les élections du 22 juin 1960 en disant que le gouvernement possédait tous les chiffres sur les dettes des hôpitaux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai jamais dit que nous possédions tous les chiffres sur les dettes des hôpitaux. Ce que j'ai dit, c'est que nous possédions les chiffres susceptibles de nous aider à fixer le coût estimatif de l'assurance-hospitalisation, et c'est ce que nous avons pu faire. Quant aux dettes des hôpitaux, j'attends de les connaître pour agir. Il n'était pas besoin de commission indépendante pour cela, car les hôpitaux peuvent nous renseigner eux-mêmes.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre, par son attitude au sujet de ces dettes, a déjà créé d'énormes inquiétudes chez les administrateurs d'hôpitaux et de l'inquiétude dans le public. Je note le cas de l'hôpital Notre-Dame qui devrait charger \$75 par jour pour payer tout ce qu'il doit. Cela démontre l'urgence du problème et la sagesse du gouvernement de l'Union nationale qui avait créé une commission d'étude sur le problème de la santé et de l'assurance-hospitalisation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** proteste. Le député de Bagot, dit-il, veut créer un autre mythe. Il prouve qu'il manque de civisme. C'est lui qui crée de l'inquiétude dans le public.

**M. Johnson (Bagot):** Je veux éviter la répétition de l'affaire de Louiseville et de Loretteville.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Parlez-nous de l'hôpital Jean-Talon!

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre n'a pas le droit de nous imputer des motifs!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les hôpitaux de Louiseville et de Loretteville sont des cas spéciaux. Ne m'obligez pas à dire ce que je sais. Vous avez fait bâtir des hôpitaux, mais vous ne les avez pas payés.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre affirme une fausseté! En 16 ans, sous l'Union nationale, pas un seul hôpital du Québec n'a fait défaut à ses obligations de paiements. Des moyens étaient pris pour protéger le crédit de ces institutions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Mais vous les avez laissés s'endetter pour \$300,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Les corporations laïques propriétaires d'hôpitaux sont responsables de \$200,000,000 et les corporations religieuses le sont pour \$100,000,000. C'est une situation unique à la province de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

L'Union nationale a tort de penser qu'en neuf mois d'administration, le gouvernement libéral pouvait régler un problème aussi complexe que celui des dettes des hôpitaux.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement doit donner l'assurance au public qu'il va assumer ces dettes.

Ce serait très mauvais de faire perdre la confiance de la population en ces institutions. Ce serait mauvais, non seulement pour nos établissements hospitaliers, mais aussi pour les municipalités et les commissions scolaires qui font éventuellement appel au crédit.

En Ontario, le gouvernement de cette province s'est engagé à payer les dettes des hôpitaux. Au Manitoba, les autorités provinciales paient les intérêts à la suite d'emprunts pour les travaux de construction entrepris par de tels établissements et prennent à leur charge les 80 % de la dépréciation. Au Nouveau-Brunswick, l'administration paie les deux tiers des dettes. En Saskatchewan, les gouvernants assument entièrement le fardeau de la dépréciation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Au Manitoba, par exemple, le supplément exigé de l'hospitalisé pour une chambre privée ou semi-privée est versé intégralement dans le Trésor de la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize millions six cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Hôpitaux pour maladies mentales (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il existe 14 établissements psychiatriques.

**M. Johnson (Bagot)** demande s'il y a une augmentation du taux de maladies mentales.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** On dirait que oui, si l'on en juge par la performance de certaines de ces institutions.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Le traitement des maladies mentales va continuer à s'améliorer dans la province, mais il est possible que le nombre des personnes atteintes augmente néanmoins à cause de l'accroissement de la population. Il s'agit d'une tendance universelle. Le ministère sanctionne le mouvement qui recommande que le traitement des maladies mentales se fasse à l'extérieur des hôpitaux.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Santé va-t-il poursuivre le projet de réaménagement de l'ancien immeuble de l'hôpital Sainte-Justine en vue d'y loger les malades mentaux?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Il a été décidé que cet immeuble de Montréal ne sera pas réaménagé pour recevoir des patients souffrant de maladies mentales parce qu'il est situé dans le centre de la ville. À cet endroit, il serait impossible aux malades de se détendre en prenant l'air.

**M. Johnson (Bagot):** A-t-on l'intention de soigner de plus en plus les malades à domicile?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Une société s'occupe du problème. Le gouvernement l'encourage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions

huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Combien d'hypothèques le député de Napierville-Laprairie a-t-il sur l'édifice qui abrite le comité du bien-être social?

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** C'est extraordinaire de voir un professionnel tenter de salir de la sorte la réputation des gens. Je mets mon siège en jeu si le ministre peut prouver que je détiens une telle hypothèque. Qu'il se rétracte!

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Je n'ai pas de rétraction à faire parce que j'ai simplement posé une question au député.

**Des députés de l'opposition** posent diverses questions sur le déménagement de l'unité sanitaire de Saint-Rémi.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):** Loin d'être la conséquence d'une décision arbitraire prise par le nouveau gouvernement, le déménagement de l'unité sanitaire de Saint-Rémi de Napierville à Laprairie fait suite à une situation qui persistait depuis de nombreuses années. Des lettres, écrites par un représentant du ministère des Travaux publics, en 1958 et 1959, dépeignaient l'état déplorable des locaux où l'unité sanitaire était installée. Le Dr Paul Lavallée, directeur de l'unité, se plaignait en 1959 de la présence de rats, de souris et de coquerelles dans le bâtiment.

**M. Johnson (Bagot):** Depuis lors, on a exécuté certains travaux.

Le Dr Aubert Laperrière, médecin de l'unité sanitaire du comté de Berthier, est payé par la province pour être à son bureau de 9 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, les jours ouvrables. La province ne le paie pas pour qu'il vienne à Québec s'occuper du patronage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Combien faut-il vous payer, vous, pour que vous vous taisiez?

**M. Johnson (Bagot):** Le Parti libéral a dépensé \$75,000 chez nous et je suis ici quand même.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Nous n'avions pas cet argent.

**M. Guillemette (Frontenac):** L'inspecteur sanitaire du comté de Frontenac, choisi à la suite d'un concours, a été congédié et remplacé par un candidat de l'ancien député libéral, le docteur Gérard Noël.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement des maladies vénériennes, y compris les subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité pour étudier le problème de la pollution des eaux (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**  
Une commission spécialement chargée d'étudier le problème de la pollution des eaux sera formée prochainement.

**Un député de l'opposition:** Qui sera nommé à la commission?

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup):**  
Les membres de ce futur organisme n'ont pas encore été désignés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service médical aux colons (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions trois cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Constructions

d'hôpitaux, la surveillance des travaux devant être exercée par le ministère des Travaux publics (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

Vers 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux<sup>5</sup>.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté<sup>6</sup>.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Services de protection de la jeunesse, y compris les subventions et le service de certains emprunts (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux millions six cent dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans, aux invalides et aux aveugles, et

administration (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Un organisme gouvernemental de service social devrait être créé dans ma circonscription, car il n'y en a aucun. Cette situation n'est pas due à la politique et ce n'est pas plus le nouveau régime que l'ancien qu'il faut blâmer. Mais je me lève simplement pour demander au ministre s'il n'y aurait pas moyen de corriger cette situation.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Je puis assurer le député que nous faisons diligence et que nous prendrons les moyens pour donner satisfaction à la population du Témiscamingue.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** La loi des allocations aux invalides a fait du bien, mais des améliorations s'imposent, car il y a des carences dans son application. De nombreux requérants essuient des refus. On leur dit: "au sens de la loi, vous n'êtes pas reconnu invalide". Et pourtant, dans bien des cas, il s'agit de personnes totalement invalides.

Le médecin de famille serait beaucoup plus apte à décider du cas d'une personne que le médecin examinateur nommé par le gouvernement. Il est déraisonnable que ce médecin, qui ne connaît pas le patient, puisse déclarer que celui-ci n'est pas invalide.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Les députés des deux côtés de la Chambre sont unanimes à regretter cet état de choses.

**M. Guillemette (Frontenac):** Le système actuel cause des ennuis en obligeant l'invalidé à aller à la visite médicale.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** J'invite le député à venir à mon bureau pour me faire des suggestions. Il s'agit d'un système mis en œuvre en vertu d'une entente fédérale-provinciale.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Que les médecins du ministère de la Santé publique de la Vieille Capitale rencontrent les médecins fédéraux pour trouver une solution!

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** La personne qui n'est pas satisfaite du résultat de l'examen peut interjeter appel devant un comité

réviseur composé de huit praticiens dont quatre nommés par Québec et quatre par Ottawa. Dans le cas de ceux qui n'obtiennent pas la pension aux invalides, il y a l'assistance publique qui leur vient en aide.

**M. Guillemette (Frontenac):** Qui est responsable du fait que 283<sup>7</sup> médecins ont vu rayer, du jour au lendemain, leur nom de la liste des examinateurs?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Les hauts fonctionnaires de mon département m'ont souligné qu'il était bon d'effectuer des changements de temps à autre, car les médecins examinateurs deviennent routiniers et connaissent trop les requérants. Si le député a des médecins à me suggérer, qu'il le fasse.

**M. Guillemette (Frontenac):** Je n'en ai pas.

**M. Plante (Bellechasse):** Le système d'allocations aux invalides est encore mauvais. Il pourrait être amélioré. Le système était déplorable quand les libéraux étaient dans l'opposition. Mes sentiments n'ont pas changé à ce sujet maintenant que les libéraux sont au pouvoir.

Par exemple, il y a eu un médecin chargé des examens à Saint-Damien et un autre à Saint-Raphaël, deux localités de Bellechasse. Or, la plus grande partie des invalides de la circonscription demeurent dans les deux paroisses. Il serait préférable de désigner deux ou trois médecins qui s'occuperaient ensemble des examens pour tout un comté.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Vous voyez, ce n'est pas l'opposition qui critique le ministre de la Santé (l'honorable M. Couturier), mais plutôt un député de son parti, le député de Bellechasse.

**M. Plante (Bellechasse):** Ce n'est pas une critique! Je fais plutôt une remarque constructive. Je suis impartial et j'aime l'impartialité.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Surtout dans les taxes...

**M. Johnson (Bagot):** Alors, vous allez voter contre<sup>8</sup>?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa

Majesté pour compléter la somme de vingt-deux millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux mères nécessiteuses (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante et un millions trois cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Services d'assistance sociale: allocations, subventions et administration (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le gouvernement de la province de Québec a l'intention d'ouvrir 15 ou 16 bureaux d'enquête régionaux additionnels pour le Bien-être social un peu partout dans la province en plus de ceux qui existent déjà à Montréal, à Québec, à Rouyn-Noranda et à Trois-Rivières, en vue d'une décentralisation administrative<sup>9</sup>.

Des bureaux de ce genre, qui serviront aussi de centres d'information, seront ouverts éventuellement à Alma, Hull, Saint-Jean, Joliette, Nicolet, Saint-Jérôme, Mont-Laurier, Saint-Hyacinthe et autres lieux. Il y en aura certainement un à Shawinigan. C'est ce qui fait que le bureau de Trois-Rivières, bien que conservant un caractère régional, n'aura pas le même rôle à jouer que dans le passé<sup>10</sup>. Le nombre des nouveaux bureaux pourra atteindre 19.

Ces nouveaux bureaux seront un trait d'union entre les assistés et le ministère. Le personnel des bureaux régionaux sera chargé de faire des enquêtes et de répartir les secours. Les œuvres à caractère humanitaire, qui existent déjà, continueront à faire des investigations, mais seront de plus en plus libérées du soin de distribuer les fonds de l'État, ce qui n'est pas exactement leur rôle.

Quatre-vingt-dix pour cent des nécessiteux du Québec recevront le \$10 par mois, à condition qu'ils en fassent la demande et qu'ils en aient besoin. Auparavant, seulement 4 % des nécessiteux invalides recevaient le supplément.

En ce qui concerne les nouvelles allocations familiales provinciales qui seront versées aux parents des élèves de 16 et 17 ans, 26,534 garçons et 20,721 filles en bénéficieront. L'an dernier, 35,563 personnes ont retiré la pension de vieillesse de 65 à 70 ans.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à des foyers pour personnes âgées et aménagement de foyers en cours de construction (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité antialcoolique du Québec (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le gouvernement sera très probablement en mesure, la semaine prochaine, de faire connaître les noms des cinq membres du comité antialcoolique autorisé par une loi de la Législature. Plusieurs personnes reconnues pour leur dévouement à la cause de l'antialcoolisme au Québec ont été approchées pour faire partie de ce comité. Des réponses définitives sont attendues prochainement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude sur les problèmes de l'habitation familiale (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le comité d'étude sur les problèmes de l'habitation familiale a déjà siégé à deux ou trois reprises et s'efforce de trouver une formule qui puisse aider les pères de familles nombreuses à résoudre le problème du logement.

Le comité comprend des représentants des sociétés prêteuses, des caisses populaires et des coopératives d'habitation.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** A-t-on pensé au chanoine L.-J. Chamberland de Trois-Rivières dans ce domaine?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le comité saura faire appel à son expérience, le cas échéant.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Constructions d'écoles de protection et autres institutions (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de foyers pour personnes âgées (Famille et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de foyers pour personnes âgées à Trois-Rivières, sauf à l'hôpital Saint-Joseph.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** J'assure le député de Trois-Rivières que je serai heureux de discuter avec lui du problème que pose le cas des personnes âgées dans la cité de Laviolette.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Jusqu'ici, les gens âgés pouvaient entrer à cet hôpital, mais ce n'est plus possible car, suite à l'application d'une nouvelle réglementation, l'hospice de cette institution n'existe plus. Déjà, de nouveaux pensionnaires ne sont pas acceptés. Le gouvernement a-t-il des projets concernant ce cas?

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** J'ai reçu, depuis le mois de juillet 1960, 125 demandes de construction de centres d'accueil pour personnes âgées un peu partout dans la province.

Les travaux du centre d'accueil de Québec seront terminés en octobre 1961. Ceux de l'Institut des sourds-muets à Charlesbourg-Est sont assez avancés. Nous sommes à la recherche de personnel pour le centre fermé de Rivière-des-Prairies. Le ministère désignera bientôt un directeur du service administratif pour les foyers où les personnes âgées peuvent passer leurs vieux jours. Une formule sera recherchée pour résoudre le problème complet.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je propose au ministre d'aller causer avec moi de la situation à Trois-Rivières où la situation est urgente.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** J'attendrai le député.

**M. Bellemare (Champlain):** J'attire l'attention du ministre sur un projet de l'ancien gouvernement de construire un centre d'accueil pour personnes âgées à la frontière des comtés de Champlain et de Portneuf, soit à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le cas sera examiné.

**M. Maltais (Québec-Est):** L'hospice Saint-Ambroise de Québec, que dirigent les Sœurs grises et où vivent 200 personnes âgées, est délabré.

**M. Bertrand (Missisquoi):** L'Union nationale envisageait la formule d'institutions où maris et femmes pourraient finir leurs jours ensemble.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Celui-là, c'est un bon chef!

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** C'est encore la formule actuelle.

**M. Ducharme (Laviolette)** demande des nouvelles du projet de fondation d'un centre d'accueil pour vieillards dans le comté de Laviolette, qui a été mis de l'avant il y a quelques mois déjà. Les travaux, dit-il, ont été temporairement suspendus. Il y a nécessité d'établir un tel centre, mais il n'y a pas de crédits prévus à cette fin dans le budget du ministère.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** La fondation de ce centre est une nécessité, mais il faudra trouver un autre emplacement que celui qui a été déjà choisi. Les représentants du ministère ont découvert certaines difficultés dans le sous-sol du site préalablement désigné. En raison des nouveaux développements, on devra retarder d'au moins un an la réalisation du projet.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Administration (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Imprimeur de la Reine (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million sept cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office provincial de publicité, y compris les subventions (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conciliation entre locataires et propriétaires (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):**

Dans le cours de la réorganisation de la Régie des loyers, 13 bureaux ont été fermés à date. Il en résulte une économie de \$149,640. Tous les employés de la Régie qui n'ont pas fait de politique ont été gardés en fonctions. Certains, qui ont fait de la politique en faveur de l'Union nationale, ont quand même gardé leur position.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition et aménagement de terrains de camping et d'autres propriétés (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):**

Le gouvernement fédéral fournira \$172,400 cette année pour la création de terrains de camping le long de la route Trans-Canada dans la province de Québec. Cette tranche de \$172,400 est la part réservée au Québec d'une somme globale de \$2,000,000 que le pouvoir central affectera à

l'aménagement de campings le long de la voie nationale.

L'on projette aussi l'aménagement de terrains de pique-nique et de détente le long d'autres routes cet été dans la province. En vertu de l'entente avec le pouvoir central, les campings pourront être situés jusqu'à 15 milles à l'intérieur des terres en bordure de la route Trans-Canada.

**M. Johnson (Bagot):** Je m'élève contre la participation fédérale à la création de campings dans la province. Cette entente viole l'autonomie de la province. Pourquoi la province de Québec va-t-elle se jeter dans les bras d'Ottawa pour la somme de \$172,000 quand elle a un budget de près de \$1,000,000,000 et que le gouvernement prétend avoir adopté le rapport de la commission Tremblay comme sa bible? Ce qui est fondamentalement mauvais, c'est que le gouvernement fédéral perçoit des taxes au Québec et qu'il nous remette seulement un peu de cet argent pour ses engagements envers la province.

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):**

La province de Québec aurait tort de ne pas aller chercher sa part d'argent votée pour le progrès du pays entier quand elle fournit par ses taxes.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Pour ma part, je considère que c'est de l'argent de ma poche et je veux l'avoir!

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement est illogique. Il a tort de s'attacher un fil à la patte pour \$172,400.

**M. Meunier (Bourget):** Que fait votre petit frère à Ottawa?

**M. Johnson (Bagot):** À Ottawa, la province n'a plus un groupe de suiveurs comme les libéraux. Nous avons maintenant des députés qui savent se tenir debout.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.



31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

En ayant interdit la prospection, l'Union nationale a bloqué l'exploitation minière du nord de la province, c'est-à-dire l'Ungava, et a de ce fait privé la province d'une source de revenus à laquelle elle avait droit.

La vente aux enchères des droits de demander un permis à la province pour l'exploration et la prospection sur trois parcelles de terrain constitue de la part du gouvernement actuel une mesure visant à corriger une situation déplorable, imputable à l'ancien gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):** La fermeture de l'Ungava à la prospection était le seul moyen pour la province de conserver ses ressources naturelles. Il critique la méthode de vente aux enchères utilisée par le gouvernement libéral. Le système, dit-il, empêche aux résidents du Québec d'obtenir des permis parce que la haute finance offre de meilleurs prix. Ceci est contraire au principe prêché par les libéraux "Les ressources naturelles du Québec pour les Québécois".

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Cette vente aux enchères a été faite pour avoir le droit de demander un permis d'exploration. Ce moyen permet au gouvernement de refuser le plus haut soumissionnaire. Les bandes de terre sont situées trop loin au nord pour que n'importe qui puisse y accéder, sauf les grosses compagnies et le gouvernement provincial. La vente aux enchères a rapporté de l'argent à la province.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Travaux de la Chambre:**

**Projets de loi à étudier  
au comité des bills publics**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le comité des bills publics siégera demain matin pour étudier le bill concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 11 heures<sup>11</sup>.

**NOTES**

1. Voir la séance du 28 avril 1961.

2. Aucun journal n'indique le moment de la suspension.

3. *Le Montréal-Matin* du 10 mai 1961, à la page 19, précise que "les interruptions pleuvent à ce moment".

4. *L'Action catholique* du 10 mai 1961, à la page 1, précise que le premier ministre intervient alors que le député de Trois-Rivières (M. Gabias) parle encore.

5. Selon *Le Montréal-Matin* du 10 mai 1961, à la page 19, l'étude des crédits du ministère de la Santé prend fin vers 5 h 30. Les journaux du même jour notent que les députés examinent les crédits suivants, ceux du ministère de la Famille et du Bien-être social, en soirée, d'où une probable suspension des travaux vers 5 h 30.

6. *Le Soleil* du 10 mai 1961, à la page 42, note que les députés étaient de bonne humeur durant l'étude des crédits du ministère de la Famille et du Bien-être social. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la

page 1, l'étude des crédits du ministre a duré trois heures.

7. Selon la *Gazette* du 10 mai 1961, à la page 4, il s'agit plutôt de 268 personnes.

8. Selon *L'Action catholique* du 10 mai 1961, à la page 1, le député de Bagot (M. Johnson) et le député de Trois-Rivières (M. Gabias) font allusion au fait que le député de Bellechasse (M. Plante) se soit prononcé contre le bill 17, modifiant la loi de l'impôt sur le revenu, lors de la séance du 19 décembre 1960.

9. Les sources ne concordent pas sur le nombre de bureaux régionaux existants à l'époque. Certains journaux n'en mentionnent aucun. D'autres parlent de trois, ce que confirme l'*Annuaire statistique* de 1961, à la page 194. *Le Nouvelliste* du 10 mai 1961, à la page 18, parle donc, à tort, d'un quatrième bureau à Trois-Rivières.

10. Tel que signalé dans la précédente note, le bureau d'enquête de Trois-Rivières n'existe pas.

11. Aucune source ne fait mention de l'heure de l'ajournement.

Séance du mercredi 10 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trentième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 243 concernant la cité d'Outremont et la Compagnie du cimetière Mont-Royal.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le titre du bill 243, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de: Loi concernant la Compagnie du cimetière Mont-Royal et certaines limites territoriales de la cité d'Outremont et de la cité de Montréal.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Cimetière  
Mont-Royal**

**M. Lavoie (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 243 concernant la Compagnie du cimetière Mont-Royal et certaines limites territoriales de la cité d'Outremont et de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 243 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Aide municipale  
à l'industrie**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
**pour l'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)**<sup>1</sup>  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie.

Jusqu'ici, dit-il, certaines municipalités obtenaient, par bill privé, la permission d'emprunter des fonds pour fins industrielles, comme l'achat de terrain, l'aménagement des services et la construction de bâtiments industriels, pour y installer des usines, etc. Ce système comportait de multiples inconvénients: il créait des inégalités, était cause de délais excessifs et portait les municipalités à se lancer dans des aventures financières ou industrielles qui ne leur convenaient pas.

La nouvelle loi vise à rétablir l'égalité entre les municipalités en leur accordant à toutes le droit à un fonds industriel. La nouvelle législation éliminera les inégalités venant du fait que certaines villes ont d'importants fonds industriels alors que les villes voisines n'en ont pas. Les fonds étaient auparavant autorisés après la soumission des bills privés devant l'Assemblée législative. La nouvelle législation supprime le recours au bill privé. Le projet de loi du gouvernement permettra à toutes les municipalités d'avoir un fonds industriel si sa situation financière est satisfaisante. Il faudra au préalable l'approbation du cabinet, du ministère des Affaires municipales et du ministère de l'Industrie et du Commerce.

La nouvelle loi permet aussi aux municipalités non seulement d'encourager la fondation de nouvelles entreprises, mais aussi de secourir les établissements existants. L'aide aux nouvelles entreprises peut se faire en deux opérations. Pour éviter toute spéculation, la corporation municipale achètera d'avance et aménagera des terrains destinés à la création d'un secteur industriel. Quand un acheteur possible se présentera, la municipalité pourra lui offrir soit un terrain aménagé dont le paiement pourrait se répartir sur une période de temps, soit un terrain et un bâtiment industriel que la municipalité ferait construire d'après les spécifications de l'entreprise et qui serait également payable par versements échelonnés.

De toute façon, dans aucun cas, il ne sera plus question pour la municipalité de faire des cadeaux à

de nouvelles entreprises. Elle met tout simplement à la disposition de celles-ci un système de financement pour l'achat de leurs terrains et de leurs bâtiments industriels. Pour cela, les municipalités devront charger un taux d'intérêt en rapport avec le service qu'elles rendent et les risques qu'elles doivent courir et, bien entendu, de l'état du marché des valeurs au moment de chaque transaction.

Quant aux entreprises déjà établies, l'aide qui leur sera accordée aura pour but de reconstituer un fonds de roulement qui aurait été par trop diminué par des immobilisations à long terme, comme l'agrandissement d'un bâtiment industriel ou l'achat de machinerie additionnelle.

Dans le cas où une entreprise se trouverait dans des circonstances difficiles, manque de fonds de roulement et menace de partir, il sera possible à une municipalité de créer rapidement un fonds industriel pour permettre d'assainir sa situation financière par une vente à réméré, après avoir contracté un emprunt. La corporation municipale pourra ensuite soit louer à l'entreprise les bâtiments et la machinerie fixe, soit les lui revendre en échelonnant les échéances.

Les corporations municipales devront exiger, en garantie de l'aide apportée aux entreprises, une première hypothèque sur les terrains, bâtiments, machinerie, meubles ou immeubles. Cependant, sur preuve de suffisance de la garantie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre l'acceptation d'une deuxième hypothèque. Toutes les opérations financières se rapportant au fonds industriel feront l'objet d'un item spécial dans une section particulière du rapport annuel de la corporation municipale.

Signalons enfin que, pour faciliter le financement des entreprises, le Code civil sera amendé de façon à permettre, dans ce cas particulier, l'hypothèque (chatte! mortgages) sur les biens mobiliers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 modifiant la loi de la pêche.

Le bill 55, dit-il, apporte plusieurs amendements à la loi de la pêche. Le produit des amendes sera dorénavant versé entièrement dans le Trésor provincial lorsque le délit aura été démasqué

par un inspecteur, un garde ou un agent recevant un traitement du gouvernement. Jusqu'à ce jour, le produit des amendes était partagé en deux: une moitié de l'argent seulement appartenait à la couronne, et l'autre moitié était pour l'inspecteur, le garde-pêche, le fonctionnaire ou l'agent recevant un salaire du gouvernement. Les inspecteurs du gouvernement reçoivent des augmentations de salaire pour compenser les pertes de revenu. Par contraste, si le délit est démasqué par un garde payé par un club, la moitié du produit de l'amende continuera à aller grossir les recettes de ce club.

Un autre article du bill 55 stipule que le gouvernement, qui, jusqu'ici, pouvait interdire la pêche simplement dans les lacs et les cours d'eau empoisonnés, aura le droit, à l'avenir de défendre aussi la pêche dans n'importe quels autres lacs et cours d'eau situés dans le domaine public de la province.

Enfin, une dernière clause permet à un garde-pêche, dans l'exercice de ses fonctions, d'entrer dans une propriété privée en toute circonstance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 53 concernant les emprunts sur le crédit de la province;
- bill 199 modifiant les chartes de la cité de Pont-Viau et de la ville de Laval-des-Rapides.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 51 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié
  - a) en biffant, dans l'avant-dernier alinéa, les mots "la belle-mère";
  - b) en biffant, dans le dernier alinéa, les mots "à la belle-mère".

**Projets de loi:****Loi des  
mères nécessiteuses**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 51 modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 44 modifiant le Code de la route, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en insérant, à la suite de l'alinéa *b*), ce qui suit comme alinéa *c*):

"*c*) en ajoutant à la fin du paragraphe 2 l'alinéa suivant:

"Pour les fins de toute assurance de la responsabilité découlant de la propriété ou de l'usage d'un véhicule automobile, la personne qui en a transporté la propriété en est réputée le propriétaire jusqu'à ce que l'avis du transport ait été complété et déposé tel que ci-dessus."

L'alinéa *c*) devient alinéa *d*).

2. Ce qui suit est inséré, à la suite de l'article 6, comme article 7:

"7. L'article 13 du dit code, modifié par l'article 12 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est remplacé par le suivant:

"13. Le directeur peut refuser l'enregistrement d'un véhicule automobile ou en restreindre les effets. Il peut aussi annuler un tel enregistrement ou en suspendre les effets et exiger la remise du certificat et des plaques."

Les articles 7 à 33 deviennent respectivement articles 8 à 34.

3. L'article 12, devenu article 13, est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne de l'alinéa *a*), le mot "ministre" par le mot "directeur".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 48 pour assurer l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en ajoutant, à la suite du premier alinéa se terminant par les mots:

"l'article 3", ce qui suit comme second alinéa:

"Le présent article ne s'applique pas à celui qui a droit de revendiquer une automobile en vertu d'un contrat de vente conditionnelle, si ce contrat a été fait avant le 1<sup>er</sup> septembre 1961, ou si le dommage est acquitté jusqu'à concurrence de la solvabilité requise par l'article 14."

2. L'article 15 est modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par ce qui suit:

"15. La solvabilité est requise pour chaque automobile enregistrée au nom du même propriétaire.

"Cependant, si la preuve de solvabilité est fournie autrement que par une garantie d'assurance responsabilité, le montant requis ne dépasse pas cent mille dollars quel que soit le nombre d'automobiles".

3. L'article 16 est modifié en remplaçant, dans l'alinéa *a*), le mot "preuve" par le mot "garantie".

4. L'article 17 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "preuve" par le mot "garantie".

5. L'article 19 est modifié en remplaçant les alinéas *b*) et *c*) par ce qui suit:

"*b*) la date du certificat;

"*c*) la description d'après le certificat d'enregistrement, de l'automobile dont cette personne est propriétaire;"

6. L'article 28 est modifié dans la version française en biffant, dans les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lignes, les mots "une preuve".

7. L'article 55 est modifié en insérant à la fin du premier alinéa se terminant par les mots "présente section", ce qui suit comme deuxième alinéa:

"Ces règlements peuvent prévoir la délégation de pouvoirs administratifs à des fonctionnaires ou à des comités."

**Projets de loi:****Code  
de la route**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 modifiant le Code de la route.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Victimes d'accidents d'automobile**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 48 pour assurer l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Dépôt de documents:**

#### **Dettes nette et emprunt 1961**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre un état concernant la dette nette et le coût de l'emprunt du 1<sup>er</sup> février 1961. (Document de la session no 139)

#### **Royal Exchange Assurance Company**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre une copie du cautionnement no 1389-45 de Royal Exchange Assurance Company, émis le 9 avril 1945. (Document de la session no 140)

#### **Union canadienne Compagnie d'assurances**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre une copie du cautionnement no CI-109 de l'Union canadienne Compagnie d'Assurances, émis le 30 mars 1961. (Document de la session no 141)

### **Questions et réponses écrites:**

#### **Jean-Pierre Laterrière**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. M. Jean-Pierre Laterrière est-il à l'emploi de la commission du service civil de la province?

2. Dans l'affirmative?

a) à quelle date a-t-il été engagé?

b) quelles sont ses fonctions?

c) le montant de son salaire initial?

d) le montant de son salaire actuel?

e) le montant des dépenses qui lui ont été payées depuis son engagement?

f) quelle expérience avait-il comme enquêteur au moment de son engagement?

g) a-t-il été engagé à la suite d'examen devant la Commission du service civil?

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1.

Oui.

2. a) Le 16 août 1960;

b) enquêteur CI-I, grade 16, au Service des enquêtes;

c) \$4,200 par année;

d) \$4,200 par année;

e) \$1,770.61;

f) de 1945 à 1958, M. de Sales Laterrière a été à l'emploi de Adjusters & Appraisers, Ltd., à Québec, à titre d'ajusteur. De 1958 à 1960, il fut chef des réclamations à General Adjustment Co., à Québec;

g) oui, examen oral.

### **Motions des députés:**

#### **Trains de nuit, Montréal-Québec**

**M. Bellemare (Champlain)** propose que: Attendu que la décision des autorités du Pacifique Canadien, pour le maintien du service des trains de nuit (157 à 158) entre Montréal et Québec n'a pas été favorable;

Attendu que tout en comprenant les raisons énoncées dans la lettre de M. N. R. Crump, président du Pacifique Canadien, pour motiver son refus, il serait à l'avantage des hommes d'affaires, des parlementaires et de toute la population en général de maintenir le service des trains de nuit entre Montréal et Québec au moins du 15 novembre au 15 mai;

Il est unanimement résolu que cette Chambre fasse de nouvelles démarches auprès des autorités du Pacifique Canadien pour leur demander de se rendre au désir de l'Assemblée législative de maintenir le service des trains de nuit entre Montréal et Québec du 15 novembre au 15 mai.

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée législative de transmettre immédiatement au président du Pacifique Canadien ainsi qu'aux membres de la Commission fédérale des transports copie de la présente résolution.

Je remercie, dit-il, les journaux et les organisations diverses qui ont appuyé la première

résolution, votée par la Chambre le 26 avril. Les résultats d'une enquête montrent des témoignages unanimement favorables d'hommes d'affaires, d'avocats, des députés, des commerçants qui pensent tous que si la direction du chemin de fer du Pacifique Canadien maintient sa décision, il en résultera une situation désagréable tant pour la Vieille Capitale que pour la métropole du pays. Le président du C.P.R., M. N. R. Crump, n'a donc pas étudié tous les aspects de la question. Même s'il y avait un petit déficit entre le 15 mai et le 15 novembre, on devrait maintenir ce service toute l'année.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il est entré en contact lundi avec le président du Pacifique Canadien, M. N. R. Crump, pour le mettre au courant, dit-il, de la motion qui venait d'être inscrite au *Feuilleton* de la Chambre par le député de Champlain et de la réaction du Parlement provincial devant la décision des autorités ferroviaires de supprimer complètement les trains de nuit entre la Vieille Capitale et la métropole.

Il a hésité. Il a dit qu'étant donné mon insistance et celle de la Chambre basse, qu'il étudierait la contre-proposition avec toute la sympathie possible, dans l'intérêt du public. Je l'ai pressé d'accepter le compromis proposé par le député de Champlain.

Pour ma part, j'approuve entièrement cette motion et je crois que la députation devrait l'appuyer à l'unanimité.

La motion est adoptée à l'unanimité.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité convient de poursuivre la discussion entreprise la veille sur le crédit budgétaire suivant, adopté à la séance précédente, et qui se lit comme suit:

Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Coiteux (Duplessis)** demande au ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) de quelle façon fonctionne cette nouvelle politique.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** La politique de vente aux enchères des droits de prospection et d'exploitation, mise en œuvre par le gouvernement de la province, a pour principe directeur de chercher à augmenter les revenus produits par les richesses naturelles. Pour cela, des experts et des économistes étudient ce qui s'est fait avant et renseignent le ministre sur les mesures à prendre pour que les richesses produisent plus de revenus et que les Canadiens français en retirent le plus de bénéfice.

La région concernée par cette politique s'étend dans le nord de la province, et elle a été complètement isolée au point de vue minier de 1955 à 1961. Aucune raison n'a été donnée, par l'ancien gouvernement, pour expliquer la fermeture de la région de façon à en faire un "no man's land". Il y a toutefois une curieuse coïncidence de dates: 1955 est en effet l'année où l'Iron Ore est entrée en activité.

**M. Johnson (Bagot):** N'importe qui pouvait se livrer à la prospection dans cette région entre 1955 et 1961, mais l'enregistrement des "claims" était impossible. Maintenant, le prospecteur peut vendre son "claim" après l'avoir enregistré. Or, le gouvernement précédent était opposé à cette politique. Si le gouvernement actuel veut conserver le contrôle des ressources naturelles de la province, il ne peut pas procéder par enchères publiques, car ces "claims" et ces droits seraient accaparés par ceux qui ont de l'argent. Comment cette nouvelle politique peut être considérée comme compatible avec le programme électoral libéral promettant de faire exploiter, autant que possible, nos richesses naturelles par des Québécois?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le ministère cherche à augmenter les revenus découlant de l'exploitation de nos richesses naturelles. Il agit sur les directives d'experts et d'économistes. L'embauche d'experts au ministère

des Ressources naturelles du Québec va permettre au gouvernement de faire face aux compagnies privées qui embauchent des experts.

Le prix de location des propriétés de la couronne à des compagnies privées a été ajusté à l'argent de 1961. La plupart des compagnies paient encore des taux qui prévalaient lorsque des baux ont été signés plusieurs années auparavant, aussi loin que 1915. Dans ce nouveau contexte, le gouvernement a décidé d'augmenter considérablement les baux et droits payés par les compagnies pour avoir accès à l'exploitation des ressources naturelles du Québec. Par exemple:

1. Les baux de grève accordés à la Quebec Iron and Titanium, à Sorel et au Havre-Saint-Pierre, ont été portés à \$4,500 par année de \$550 qu'ils étaient depuis 1949;

2. Les droits payés par la Gatineau Power pour ses lignes de transmission ont été haussés de \$460 à \$1,380. C'est un rajustement au départ au maximum;

3. Le bail de l'Aluminum Company pour le lac Manouan a été porté de \$25,000 par année, selon un contrat qui a expiré deux ans auparavant, à \$45,000 jusqu'en 1970, puis augmentera ensuite de \$5,000 par année pendant un certain nombre d'années;

4. La compagnie Shawinigan a un bail sur deux barrages sur la rivière Saint-Maurice. Le bail de la Shawinigan Water and Power a été signé en 1918. La firme payait le gouvernement du Québec \$2.50 par cheval-vapeur supplémentaire produit par le barrage. Le dernier contrat expirait en 1958, mais personne n'avait pris la peine de le renouveler et la compagnie continuait de payer au taux de 1918. Au cours des trois dernières années, le gouvernement a obtenu en moyenne \$275,000 par année de cette source. La compagnie Shawinigan Water and Power paiera dorénavant à la province \$6 par cheval-vapeur au lieu de \$2.50 pour l'exploitation de barrages à des fins hydroélectriques. Ce nouveau taux sera porté à \$6.50 en 1962 et à \$8 en 1966.

D'autre part, la compagnie Shawinigan a accepté de payer \$506,192 d'arrérages, pour la période écoulée depuis que le contrat est échu, \$221,894 pour la première partie de 1961, et \$532,545 pour la deuxième partie de l'année courante, soit \$1,200,000 au lieu de \$275,000, comme elle payait précédemment. Le contrat sera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Les revenus pour cette année totaliseront environ \$750,000.

Nous avons étudié ces cas, et nous avons pris comme ligne de conduite de procurer au

gouvernement des revenus en regard de 1961 et non plus en regard d'années antérieures, 1919 ou 1918<sup>2</sup>.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** demande si les prix plus élevés pour la Shawinigan peuvent se traduire par le transfert du fardeau au consommateur en lui imposant des taux d'électricité plus élevés?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le gouvernement a obtenu l'assurance verbale que la compagnie n'augmentera pas les taux de l'électricité à cause de cette hausse du prix de location du cheval-vapeur. Répartie sur l'ensemble des opérations de la Shawinigan, cette augmentation de dépenses ne paraîtra pas tellement. Et, de toute façon, il ne peut pas y avoir aucune augmentation des taux d'électricité sans la permission de la Régie de l'électricité. Les montants supplémentaires payés à Québec étaient déductibles en grande partie des taxes fédérales.

**M. Johnson (Bagot):** La nouvelle planification du gouvernement actuel se résume à l'équation suivante: planification égale taxation. Il faut se rendre compte que c'est un domaine où l'augmentation des impôts sur la production aboutit inévitablement à une hausse des prix aux consommateurs.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Connaissez-vous les profits de la Shawinigan?

**M. Johnson (Bagot):** Oui, ils sont rendus publics. La moitié des impôts payés par les compagnies productrices et distributrices reviennent à la province. L'Union nationale a toujours soutenu que les revenus de la taxation sur les richesses naturelles doivent revenir à la province. Nous nous sommes en effet battus pour cela et en toute occasion.

Il dit qu'il défend l'ancien gouvernement de l'Union nationale qui préconisait la fermeture de toutes les prospections générales indépendantes dans le nord du Québec en faveur d'un bloc de permis pour l'exploration sur de vastes territoires. Le nord du Québec était ouvert à la prospection indépendante et générale cette année, après la venue au pouvoir du Parti libéral. Cependant, les droits pour trois bandes de terre d'une superficie de 200 milles carrés à l'extrémité nord de la province étaient vendus aux enchères et le gouvernement se réservait le droit de refuser le plus offrant.

Il dit qu'il s'objecte fortement à l'octroi de permis pour la recherche et l'exploitation par la



méthode de l'enchère publique. Avec cette politique, n'importe qui, même Fidel Castro ou tout autre personnage de même acabit, pourra se prévaloir de cette politique, s'il possède le capital voulu, pour se porter acquéreur d'une parcelle de notre territoire, riche en ressources naturelles.

C'est précisément ce que nous, de l'Union nationale, avons voulu prévenir en bloquant l'Ungava.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

C'est sans doute pour cela que vous avez donné nos richesses naturelles à des gens de Toronto et de New York?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Encore un nouveau mythe...

**M. Johnson (Bagot):** La nouvelle politique adoptée par le gouvernement est incompatible avec le droit des Québécois d'exercer un contrôle quelconque sur le développement et l'exploitation de nos ressources. Les richesses naturelles du Québec, ne l'oublions pas, appartiennent à la population.

Je soutiens que, par cette politique, le gouvernement ne favorise pas l'accès des Québécois aux richesses naturelles du Québec.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Ce système de vente à l'enchère des droits de recherche et d'exploitation n'a pas été établi comme politique. On a simplement procédé à un essai. Cependant, l'essai a produit \$80,000 pour le gouvernement.

La province y trouve des revenus et des possibilités d'embauchage pour les travailleurs. Je trouve d'ailleurs étrange de voir le changement d'attitude et la subite xénophobie<sup>3</sup> de l'Union nationale vis-à-vis des gens de Toronto et de New York alors qu'elle a tout donné aux étrangers<sup>4</sup> lorsqu'elle était au pouvoir, en agissant comme un roi nègre.

Il dit expliquer les objectifs principaux du nouveau ministère des Richesses naturelles dont le premier ministre lui a confié la direction. Ces objectifs sont au nombre de trois, dit-il.

1. Tenter d'apporter des revenus additionnels au ministère et à l'administration provinciale;

2. Favoriser l'emploi, à tous les échelons dans l'industrie des richesses naturelles, des Québécois, car ceux qui n'ont pas de capitaux ont des bras, et ils méritent de participer à l'exploitation de nos richesses comme les autres;

3. Élaborer une politique coordonnée de développement, politique en faveur des Québécois et contrôlée par Québec, avec la participation, lorsque c'est nécessaire, de l'État québécois, comme cela se fait dans tous les pays évolués où l'on n'a pas peur des mots et des mythes.

D'autre part, ce nouveau département compte 571 employés, soit 47 de moins que les anciens ministères des Mines et des Ressources hydrauliques qu'il englobe.

**Des députés de l'opposition:** Comment s'est produite cette réduction du personnel?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Il n'y a pas eu renouvellement dans le cas d'engagements temporaires, il y a eu des transferts d'employés, il y a eu des mariages, des destitutions aussi pour cause d'absence ou de mauvaise conduite. À ce chapitre, un curé du comté d'Argenteuil, qui avait été engagé à titre de commis à temps partiel, a été remercié parce qu'on n'avait plus besoin de ses services.

Il est nécessaire de former un personnel bien organisé et compétent au ministère, afin d'avoir une bonne politique relative aux ressources naturelles. Le plus urgent était d'avoir des revenus, étant donné que le capital manque.

Cette source de revenus proviendra tout d'abord des engagements des compagnies qui exploitent au Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il rappelle l'œuvre excellente que l'Union nationale a accomplie en ce domaine, ce qui a permis, dit-il, à nombre de jeunes de se spécialiser dans ce domaine et d'acquérir des postes de commande.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** l'admet et il félicite ceux qui ont eu cette idée.

**M. Johnson (Bagot):** Par contre, les idées prêchées par les amis du ministre sur l'étatisme, par exemple, sont justement la cause du fait que les Canadiens français se désintéressent de l'exploitation de nos richesses naturelles.

Les idées socialisantes leur ont enlevé leurs ambitions.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Drainage de tourbières (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Postes mobiles de sauvetage dans les mines (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions, dépenses diverses et imprévues (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôt et outillage (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition de l'usine pilote: premier de trois versements (Richesses

naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

44 Loi modifiant le Code de la route;

48 Loi pour assurer l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile;

51 Loi modifiant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;

52 Loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;

53 Loi concernant les emprunts sur le crédit de la province;

199 Loi modifiant les chartes de la cité de Pont-Viau et de la ville de Laval-des-Rapides.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

**Travaux de la Chambre:****Projets de loi à étudier  
à la prochaine séance**

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'il reste encore plusieurs projets de loi à venir?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le Conseil exécutif a siégé très tard, vendredi dernier. Il s'est réuni de nouveau lundi matin et siégera demain, jeudi, dans l'après-midi et la soirée, dans l'espoir de terminer l'approbation de la rédaction des textes législatifs à venir. Le gouvernement a encore une vingtaine de projets de loi à présenter d'ici la fin de la présente session. Les projets de loi en préparation s'ajoutent à ceux déjà inscrits au *Feuilleton* de la Chambre et qui sont au nombre de 13<sup>5</sup>. Plusieurs parmi ceux-ci ne prêtent cependant pas à controverse et pourront être approuvés rapidement.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Combien y en aura-t-il pour l'éducation?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cinq ou six! Il dit qu'il ne mentionnait pas ce chiffre de façon définitive. La Chambre basse étudiera, dans l'ordre, vendredi, le bill 56, concernant les agents ou délégués généraux de la province; le bill 57, concernant la Confédération des syndicats nationaux; le bill 59, favorisant l'expansion des coopératives agricoles; le bill 54, modifiant la loi du ministère des Pêcheries; le bill modifiant la loi de la pêche; le bill concernant les employés de l'Hydro-Québec; le bill modifiant la loi de la prévention des incendies et le bill modifiant la loi des travaux publics. La plupart ne soulèveront aucune longue discussion. S'il reste du temps, la Chambre entreprendra l'étude en deuxième lecture du bill concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie.

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à vendredi, à onze heures du matin.  
Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

**NOTES**

1. *La Presse* du 11 mai 1961, à la page 57, et *Le Soleil* du même jour, à la page 3, indiquent que c'est M. Lesage qui présente le bill pour M. Hamel. Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 15, M. Hamel émet toutefois un communiqué de presse pour l'occasion.

2. "1915", selon *Le Nouvelliste* du 11 mai 1961, à la page 1.

3. M. Lévesque aurait plutôt dit "faire du nationalisme", selon *Le Soleil* du 11 mai 1961, à la page 31.

4. Selon *La Presse* du 11 mai 1961, à la page 57, ces paroles auraient plutôt été prononcées par M. Lesage.

5. "14", selon *La Presse* du 11 mai 1961, à la page 57, et *Le Droit* du même jour, à la page 21.



Séance du vendredi 12 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Juges municipaux,  
Montréal**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 modifiant la charte de la cité de Montréal, 1960, relativement aux juges municipaux.

Ce projet de loi, dit-il, modifie la Charte de la cité de Montréal, approuvée l'an dernier, en ce qui concerne les juges municipaux.

La disposition principale de la mesure est d'autoriser le comité exécutif de la métropole de décider la mise à la retraite, avec pension, d'un juge municipal qui, pour une raison ou une autre, n'aurait pas siégé pendant au moins trois années consécutives.

Le bill stipule, en outre, que la révocation de la commission d'un juge municipal de la cité de Montréal se fera désormais suivant la procédure prévue pour les juges nommés en vertu de la loi des tribunaux judiciaires.

Ce bill est présenté à la demande de la ville de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Financement universitaire**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 concernant le financement des investissements universitaires.

Le projet de loi, dit-il, prévoit que les subventions fédérales aux universités et aux collèges, qui ont été accumulées depuis 1956, et qui ont été versées l'an dernier au ministre des Finances de la province, seront remises aux diverses institutions pour les aider à payer les investissements qu'elles feront à l'avenir, ou ceux qu'elles ont pu faire depuis

1956, s'il s'agit d'une institution affiliée, ou depuis 1960, s'il s'agit d'une université.

Le coût total approximatif des investissements dans des constructions nouvelles pour les universités de la province, ainsi que les collèges et les autres institutions affiliées, sera de l'ordre de \$300,000,000, dont le gouvernement contribuera \$175,000,000. En plus de l'aide financière appréciable que le gouvernement sera autorisé de fournir à ces institutions grâce à cette loi, la province assumera les frais d'amortissement et d'intérêt des emprunts qu'elles contracteront auprès de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Les institutions puiseront à d'autres sources, telles que des souscriptions publiques, des dotations, des dons divers et leurs revenus courants, les fonds nécessaires pour combler la différence entre la contribution gouvernementale et le coût total des investissements.

Un plan d'ensemble des subventions pour les prochaines cinq années sera dressé par le ministre de la Jeunesse en collaboration avec les institutions intéressées. Ce plan tiendra compte des besoins pressants des institutions ainsi que des possibilités financières de l'État. Le montant des subventions attribuable à chaque institution sera établi, chaque année, par une loi de la Législature, au lieu d'être laissé à la discrétion du Conseil des ministres, comme ce fut le cas jusqu'à maintenant.

Pour que le ministre de la Jeunesse puisse préparer le plan d'ensemble dont il s'agit, un service des budgets d'investissement universitaire, composé de spécialistes en éducation, en comptabilité et en administration, vient d'être créé au ministère de la Jeunesse.

Pour qu'un projet de construction universitaire ou collégiale soit éligible à une subvention, il devra d'abord être soumis au ministère, pour que l'étude puisse être faite par le service nouvellement créé. Aucune demande de subvention ne sera considérée à moins que le projet de construction n'ait été soumis au ministre avant le début des travaux. En vertu du régime de subventions prévu par le bill 64, la province empruntera elle-même les sommes requises et les redistribuera en subventions au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Ce projet de loi du gouvernement aura l'avantage de libérer les universités et leurs institutions affiliées des problèmes de financement causés par les restrictions sur le crédit et par la concurrence qu'elles peuvent se faire entre elles sur le marché des

obligations. Le fait que seule la province sera appelée à faire cet emprunt sur le marché rendra possible la coordination des plans autonomes des universités et des institutions affiliées.

Le projet de loi aura également le grand avantage de permettre aux institutions de faire un plan d'ensemble de leurs constructions pour les cinq prochaines années et d'être assurées des moyens nécessaires de financement.

Le nouveau régime devrait mettre fin à une situation qui s'est trop souvent répétée: celle d'institutions qui devaient abandonner des travaux commencés et les laisser en plan pendant des mois et des années.

La somme totale de \$175,000,000 que le gouvernement versera en subventions sera répartie sur cinq ans, soit une moyenne de \$35,000,000 par année. Le montant est composé de \$20,000,000 pour les universités et de \$15,000,000 pour les collèges classiques. La somme annuelle ne pourra de toute façon excéder \$40,000,000.

Le bill 64 porte en annexe "A" une première liste des subventions payables aux universités. Cette liste comporte des dépenses totales de \$20,000,000 pour l'année 1961-1962 et des engagements de \$38,000,000 pour les années à venir. On remarquera que la répartition des subventions entre les diverses universités est très inégale.

Par exemple, l'Université Laval recevra, dès cette année, la somme de \$15,300,000, alors que l'Université McGill ne recevra que la somme de \$1,000,000.

Cette inégalité dans la répartition des subventions entre les universités provient du fait que toutes les universités ne possèdent pas des projets dont la réalisation s'effectuera dès la présente année. Mais l'ensemble du programme de cinq ans, dont l'annexe "A" ne comprend qu'une première tranche, comportera une juste distribution entre les universités.

Le projet de loi prévoit une somme totale de \$20,000,000 qui pourra être affectée au cours de l'année financière 1961-1962 aux investissements des collèges et des autres institutions affiliées aux universités.

Le détail des subventions et leur répartition entre les diverses institutions ne sont pas encore déterminés. Le service des budgets d'investissements travaille actuellement à l'élaboration de cette liste. C'est un travail considérable qui requiert l'étude détaillée de chacun des nombreux projets soumis au gouvernement par les collèges.

Dans les années à venir, la liste des subventions aux collèges apparaîtra en détail dans

une loi de la Législature, tout comme la liste des subventions aux universités.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 concernant le financement des investissements universitaires.

Adopté.

### Explications sur des faits publiés:

#### Article paru dans *Le Devoir*<sup>1</sup>

**M. Plourde (Roberval):** L'honneur d'un membre de la Chambre vient d'être attaqué. Il s'agit du député de Chicoutimi (M. Talbot). Je vois dans *Le Devoir* une mise en garde que la révérende sœur Marie-Joseph, alors dépositaire de l'Hôtel-Dieu de Chicoutimi, aurait faite au Dr Gérard Tremblay avant son départ de l'hôpital, en juin 1945.

Selon la déclaration du Dr Tremblay, parue dans les journaux d'hier, la révérende mère Marie-Joseph lui aurait alors dit: "Vous savez, docteur, M. Antonio Talbot n'est pas content de vous. On ne peut s'opposer à M. Talbot. L'Hôtel-Dieu n'est en mesure de subir les conséquences que cela peut entraîner."

Le texte de cette mise en garde est cité dans la déclaration du Dr Tremblay, à l'appui de sa poursuite de \$174,000 contre l'institution en question. Cette déclaration laisse croire que le député de Chicoutimi s'ingérait dans les affaires de cette institution. Je demande au député de Chicoutimi s'il est vrai qu'un tel régime de terreur a été institué dans cet hôpital?

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit que s'il y avait matière à une question de privilège, il aurait été le premier à la soulever. Je crois plutôt, dit-il, que le député de Roberval a voulu poser une question enfantine, dans un but que les règlements de la Chambre ne me permettent pas de préciser.

Je suis persuadé que mère Saint-Joseph n'a sûrement pas fait la déclaration qu'on lui prête. J'ai assez confiance aux membres de nos communautés religieuses pour savoir qu'ils ne disent pas de faussetés. C'est tellement vrai qu'il ne se faisait pas de politique à l'Hôtel-Dieu de Chicoutimi qu'on y a

gardé et qu'on y garde encore comme gérant l'organisateur général libéral du comté, M. Brassard.

#### Questions et réponses orales:

**M. Jean-Paul Martel**

**M. Bertrand (Missisquoi):** On sait déjà que le président de l'Office de la récupération du bois de la Manicouagan est M. Auguste-A. Albert, ingénieur civil. Les deux seuls autres membres sont M. Charles Gosselin et Me Alexandre LeBel. Qui sera le secrétaire cet organisme gouvernemental<sup>2</sup>?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** M. Jean-Paul Martel, ingénieur forestier de Montréal, a été nommé secrétaire de l'Office de récupération du bois sur les territoires nécessaires à l'aménagement hydroélectrique des rivières Manicouagan et aux Outardes. M. Martel est un professionnel très compétent. Il a été nommé lors de la dernière réunion du Conseil exécutif de la province.

#### Questions et réponses écrites:

##### Ouvrage non retourné à la Bibliothèque

**M. Plourde (Roberval):** 1. Qui a emprunté la dernière fois, de la Bibliothèque de la Législature, l'ouvrage intitulé: *L'art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur*, par Charles Marcault?

2. Cet ouvrage a-t-il été retourné à la Bibliothèque depuis et, dans l'affirmative, à quelle date?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. et 2. L'ouvrage intitulé: *L'art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur*, par Marcault, a été emprunté de la Bibliothèque de la Législature par l'honorable Maurice Duplessis, le 22 mai 1947, et n'a pas été retourné à la Bibliothèque depuis.

**M. Johnson (Bagot)**<sup>3</sup> soulève une question de privilège. Je proteste, dit-il, contre la méthode indigne employée par le premier ministre qui se distingue...

(Désordre dans la Chambre)<sup>4</sup>

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je demande au député de Bagot de retirer les paroles

"méthode indigne". J'ai ici un rapport rédigé par M. Jean-Charles Bonenfant, conservateur de la Bibliothèque. Je n'ai fait qu'en donner la lecture. Le représentant de Roberval m'avait demandé des renseignements. C'était mon devoir de lui répondre...

**M. Johnson (Bagot):** La méthode par laquelle on communique à la Chambre et à la population des informations qui pourraient être de nature à tromper les gens, même si elles paraissent objectives, est...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est le député de Bagot qui trompe le public.

**Des députés ministériels** somment le député de Bagot de retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** Retirez vos paroles.

**M. Johnson (Bagot):** Je retire les paroles "méthode indigne" seulement en tant que cela concerne le premier ministre.

**M. l'Orateur:** Faites-le sans restriction!

**M. Johnson (Bagot):** Je retire mes paroles. Mais je proteste, au nom de la simple décence, contre cette question et cette réponse afin qu'à l'avenir, quand le député de Roberval et le premier ministre n'y seront plus, les députés n'aient pas recours à des méthodes aussi basses qui consistent à salir ceux qui ne sont plus ici. Le premier ministre n'a jamais osé faire face à M. Duplessis lorsqu'il était vivant.

**Des députés ministériels** huent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles prononcées par le député de Bagot. Que le représentant de Bagot, dit-il, retire les mots: "des méthodes aussi basses".

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'Orateur devrait le nommer!

#### Décisions de l'Orateur:

##### Insinuations de corruption

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et demande

à l'honorable député de Bagot de retirer ses paroles et d'obtempérer au désir du chef du gouvernement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'en appelle de votre décision devant la Chambre. Depuis 23 ans que je suis ici, et c'est la première fois qu'on refuse d'entendre les explications d'un député.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 38.

**Contre:** MM. Bégin, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Langlais, Lavallée, Plourde (Kamouraska), Roy (Nicolet), Talbot, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Johnson (Bagot)** dit vouloir continuer de protester contre la question et la réponse mentionnées précédemment.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** proteste. Le député de Bagot, dit-il, n'a pas retiré ses paroles et n'a pas de commentaires à faire. Il doit retirer les mots "méthode aussi basse".

**M. l'Orateur** demande au député de Bagot de retirer ses paroles.

**M. Johnson (Bagot):** Je les retire. J'admets que je n'ai pas le droit de faire des commentaires sur une réponse à une question, mais les privilèges de la Chambre ont été violés.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les privilèges de la Chambre n'ont pas été violés. Personne ici n'a été attaqué par la question et par la réponse.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** C'est ça qui est bas... C'est petit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invoque le Règlement. Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) doit retirer ces paroles "petit et bas", dit-il.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre et demande au député de Trois-Rivières (M. Gabias) de retirer ses paroles.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit qu'il veut discuter la question.

**M. l'Orateur:** Je viens de rendre une décision, soumettez-vous...

**M. Talbot (Chicoutimi):** On en appelle à la Chambre de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Rousseau, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Langlais, Lavallée, Plourde (Kamouraska), Roy (Nicolet), Talbot, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit vouloir discuter.

**M. l'Orateur** rappelle le député à l'ordre et lui demande d'obtempérer à la décision confirmée par la Chambre.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit vouloir continuer encore.

**M. l'Orateur** menace de le nommer.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** retire les paroles en question.

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il veut continuer son argument sur la question de privilège de la Chambre.



**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** soulève un point d'ordre à l'encontre du fait que le député de Bagot veut continuer de protester contre la question posée et la réponse faite précédemment. On n'a pas le droit, dit-il, de greffer un débat sur une réponse à une question posée par un député.

**M. Johnson (Bagot):** L'article 193 dit que toute question concernant les droits de la Chambre comme corps et sa dignité peut être débattue. Je dis que j'ai le droit de parler, parce que le fait pour un député de poser une question comme celle-là et le fait pour le premier ministre d'y répondre comme il l'a fait constituent une violation du privilège des députés. Ce geste du gouvernement met en péril la liberté et la dignité de cette Chambre.

Il dit que le premier ministre aurait pu simplement répondre à la question en disant que ça ne relevait pas de l'intérêt public.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il invoque l'article 690 du Règlement de la Chambre. Le député de Roberval (M. Plourde), dit-il, n'avait pas le droit de poser sa question à propos du livre *L'Art de tromper, d'intimider, de corrompre l'électeur*. La question inscrite au *Feuilleton* de la Chambre n'était pas acceptable.

Selon le Règlement, pour être recevable, toute question qu'on pose en Chambre à un ministre ou à un député doit être d'intérêt public. Ce sont les seules questions qui peuvent être posées en Chambre. Or, la question qui a été faite n'entre pas dans les cadres de la loi, non plus que la réponse qui a été donnée. S'il en était autrement, la liberté des députés serait en danger.

Il suffirait qu'un ministre, le procureur général par exemple, ou un autre, emprunte un livre pornographique afin de juger le degré de nocivité, pour que cet homme s'expose à ce que, dans cinq ans ou 10 ans<sup>6</sup>, on relève la chose, sans se soucier des motifs du procureur général ou de l'autre qui aurait emprunté ce livre, pour l'accuser de s'intéresser à des livres pornographiques, à des œuvres ordurières...

J'estime que la méthode à laquelle recourt le gouvernement est basse et absolument indigne!

**M. l'Orateur:** Vous avez prononcé des paroles qui ne sont pas parlementaires et vous devez les retirer.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai adressé des paroles à personne en particulier...

**M. l'Orateur:** Pour la deuxième fois, je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** M. l'Orateur, j'en appelle à la Chambre de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Cloutier, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Langlais, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Roy (Nicolet), Talbot, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je retire mes paroles. J'invoque, dit-il, l'article 670, paragraphe 3, du Règlement. La question est irrégulière, dit-il, parce qu'elle n'est pas d'intérêt public. C'est une méthode qu'on ne devrait pas accepter. Il dit qu'il est certain que le député de Roberval savait la réponse avant de poser la question.

Allons-nous commencer à sonder la vie privée des députés en posant des questions insidieuses à la Chambre? Nous pouvons salir la réputation de n'importe quel député de cette façon. Les règles de la Chambre stipulent qu'aucune question ne devrait être inscrite au *Feuilleton* si les réponses peuvent être obtenues selon les voies normales. Si le livre manquait, c'était au procureur général de mener une enquête.

Que dirait-on si l'on déclarait en Chambre, à cause d'une question de l'opposition, que le procureur général a emprunté à la bibliothèque *L'Amant de Lady Chatterley* ou *Le Prince* de Machiavel?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai déjà fait sortir *Le Prince*, mais je l'ai remis: C'est là qu'est le point. Ça fait déjà une heure dix minutes que l'on perd du temps sur cette question.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Les comparaisons d'œuvres faites par l'opposition ne

s'appliquent pas car il s'agit de *L'art de tromper, d'intimider et de corrompre l'électeur*.

**M. Bellemare (Champlain):** Tragico-bouffon...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le député de Champlain est à bout de ses nerfs. Il dit des sottises comme ça lorsqu'il ne se contrôle plus...

L'opposition arrive trop tard. Selon les règlements de la Chambre, les protestations doivent être faites le plus rapidement possible après la transgression. La question a été inscrite au *Feuilleton* le 8 mai. Elle n'avait qu'à s'opposer à ce moment-là. Maintenant, on a répondu et tout est fini.

**M. Johnson (Bagot):** Je pensais que le premier ministre était plus monsieur qu'il vient de le démontrer.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Il n'y rien de glorieux pour le gouvernement dans cette journée du 12 mai. Si la réponse à cette question ne porte pas atteinte à un secret, elle porte atteinte à la plus élémentaire discrétion.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je proteste.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le bâillon... on est dégoûté...

**M. Bertrand (Missisquoi):** C'est un acte qui provoque de la révolte...

**M. Gabias (Trois-Rivières):** ... des haut-le-cœur.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Je sais que le premier ministre n'est pas fier de sa conduite de ce matin, car il a attaqué un de ses prédécesseurs, un homme qui n'est pas ici pour se défendre.

Il aurait peut-être pu fournir d'excellentes raisons pour avoir emprunté ou fait emprunter ce livre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est un débat irrégulier.

**M. Bertrand (Missisquoi):** L'histoire jugera le geste que vient de poser le premier ministre.

**M. Plourde (Roberval):** En tant qu'auteur de la question, je veux expliquer mon geste. Je n'ai voulu ternir la réputation de personne. J'ai voulu

simplement aider et éclairer les historiens de l'avenir sur les explications à apporter aux succès de l'Union nationale, et ça, c'est d'intérêt public.

**M. Maltais (Québec-Est):** La question n'était pas d'intérêt public, on crée un dangereux précédent en y répondant.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le critère d'une question apparaissant au *Feuilleton*, c'est l'intérêt public. On nous a dit que nous aurions dû nous y objecter auparavant, mais nous ne connaissions pas la réponse. Les membres de l'opposition croyaient que le premier ministre ne prendrait pas la peine d'y répondre.

La personne concernée aurait pu être un membre actuel de cette Chambre, un membre en mesure de s'expliquer. Nous nous opposons au procédé qui vient de recevoir la bénédiction du premier ministre. Il a montré par là ce qu'il est véritablement.

**M. l'Orateur:** Dès que la question a été inscrite au *Feuilleton*, n'importe qui pouvait aller prendre des informations auprès du bibliothécaire. Il aurait alors connu le nom de celui qui avait emprunté le livre et aurait pu présenter une motion pour faire rayer la question du *Feuilleton*. Je décide donc que les privilèges de la Chambre n'ont pas été violés et que le point d'ordre du premier ministre doit être maintenu<sup>7</sup>.

#### Projets de loi:

##### Députés généraux

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)**<sup>8</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 56, dit-il, concerne la nomination d'agents ou délégués généraux du Québec dans toute province canadienne ou dans tout pays pour y représenter la province de Québec et y exercer des fonctions d'ordre économique et culturel.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 2 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"2. L'agent ou délégué général est, dans la province ou dans le pays où il est nommé, un représentant de la province de Québec."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le texte du projet de loi, tel que rédigé, ne rencontre pas le véritable esprit qu'on veut donner à cette loi. Il n'accorde pas le pouvoir de nommer M. Rosario Messier, agent de la province à Ottawa, pour lui faire exercer la fonction qu'il remplit présentement dans la capitale.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La loi accorde au gouvernement le pouvoir de nommer un représentant dans une province canadienne ou à l'étranger, mais cette personne n'est pas nécessairement nommée auprès du gouvernement.

L'article 2 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 3 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"3. L'agent ou délégué général exerce des fonctions d'ordre économique et culturel ainsi que toute autre fonction que peut lui attribuer le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quelles sont ces autres fonctions<sup>9</sup>?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** La loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'assigner à un représentant d'autres fonctions que celles d'ordre économique et culturel. Ce pourrait être, par exemple, des fonctions au point de vue commercial.

L'article 3 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'article 4 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 5 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les traitements des agents ou délégués généraux.

"Les fonctionnaires et employés nécessaires à l'application de la présente loi sont nommés et rémunérés suivant la loi du service civil."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quels sont les traitements accordés aux agents généraux?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** M. Charles Lussier, qui représente la province à Paris, reçoit \$14,000 par année, plus une allocation de logement et de frais de représentation. Le traitement de M. Chartier, à New York, est moindre, mais il y aura lieu de procéder à un rajustement de son salaire.

De toute façon, chaque cas exige d'être spécialement considéré, étudié à son mérite, car le coût de la vie n'est pas le même partout. Il varie d'un pays à l'autre. On tient compte d'ailleurs de cette circonstance lorsqu'on fixe, par exemple, le traitement des ambassadeurs<sup>10</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il approuve la remarque.

L'article 5 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 6 et 7 du chapitre 248, remplacé par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 56 après l'avoir amendé<sup>11</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il consent à la troisième lecture du projet dans un geste de collaboration.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **l'honorable M. Rousseau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Coopératives agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 59 favorisant l'expansion des coopératives agricoles.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: Que l'article 14 de la loi du ministère de l'Agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 111), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 39, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots "Un fonds annuel de trois cent mille dollars est créé depuis le 28 avril 1939", par les mots "Un fonds annuel d'un million de dollars est créé depuis le 1<sup>er</sup> avril 1961".

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 favorisant l'expansion des coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté<sup>12</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi du  
ministère des pêcheries**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi du ministère des pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 54 modifiant la loi du ministère des pêcheries.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose: 1. Que l'article 16 de la loi du ministère des pêcheries (Statuts refondus, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55), édicté par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 74, soit modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots "bateaux de pêche" par les mots "bateaux et d'équipements de pêche".

2. Que l'article 18 de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 74, soit remplacé par le suivant:

"18. Les avances et les prêts prévus par l'article 16 sont pris à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme de un million cinq cent mille dollars par année financière.

"Le montant de tout remboursement d'avance ou de prêt consenti en vertu de l'article 16 est versé au fonds consolidé du revenu."

3. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions aura son effet depuis le premier avril 1961.

Cette loi, dit-il, prévoit que les avances et les prêts consentis aux pêcheurs seront puisés à même le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de \$1,500,000 par année financière.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi les montants mentionnés dans le bill ne seront pas votés par la Législature?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Ces avances ne sont pas une dépense mais plutôt un décaissement qui ne peut figurer au budget.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On prêterait aux pêcheurs à même le fonds consolidé, ce qui est contraire au principe libéral de faire voter toutes les dépenses par la Chambre. L'esprit de contradiction du gouvernement est mis en lumière par cette loi.

Notre loi de l'an dernier ne limitait pas à \$1,500,000 le montant à prêter aux pêcheurs, et, sous l'Union nationale, on faisait voter les sommes par les Chambres. L'opposition libérale s'était toujours objectée à ce que le gouvernement de l'Union nationale n'inscrive pas de tels articles au budget.

Ces gens qui dénonçaient les chèques en blanc viennent aujourd'hui nous demander de leur en accorder un. Cela démontre la sincérité de leurs principes. Ces gens-là se sont fait élire sous de fausses représentations.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition n'a jamais compris le premier mot à la comptabilité du gouvernement. Il ne sait pas faire la distinction suivante entre: 1) une dépense budgétaire qui doit être votée par la Chambre et, 2) les avances d'argent, les prêts qui ne constituent pas une dépense et qui, donc, n'affectent en aucune façon le budget. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait des études classiques pour comprendre cela.

On ne peut faire entrer dans le budget des sommes qui sont prêtées sous l'égide du crédit agricole ou du crédit maritime. Il ne s'agit pas de dépenses mais de prêts. Il est normal, en bonne comptabilité, que de tels montants ne soient pas inscrits au budget des dépenses du gouvernement. C'est bien clair et je ne vois pas comment le chef de l'opposition peut montrer une ignorance aussi complète des principes élémentaires de la comptabilité.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai amené le premier ministre au point où je voulais en venir. Sa petite colère du vendredi matin devient une tradition. Je lui ai donné une autre occasion de faire son maître d'école en Chambre. Il reste un fait certain: l'Union nationale faisait voter les fonds par l'Assemblée législative: \$350,000<sup>13</sup> l'an dernier. Les bonnes méthodes du premier ministre actuel nous conduisent à \$107,000,000 de déficit.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Le chef de l'opposition n'a pas détruit l'argumentation du premier ministre. Ce que propose le gouvernement est basé et est conforme aux saines méthodes de comptabilité.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux<sup>14</sup>.

## Reprise de la séance à 3 heures

### Projets de loi:

#### Loi du ministère des pêcheries

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le débat se poursuit sur les résolutions.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** L'industrie de la pêche n'est pas prête à absorber \$1,500,000 de prêts du gouvernement, principalement à cause du manque de capitaines qualifiés aux Îles-de-la-Madeleine et en Gaspésie. Il faudrait en former en construisant une école à cette fin. Il (M. Langlais) dit qu'il s'objecte à la construction de bateaux en bois parce qu'ils ne durent pas 15 ans.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** dit qu'il n'est pas prêt pour débattre la question pendant la discussion du projet de loi, mais il promet de fournir tous les détails lors de l'étude des crédits de son ministère plus tard dans la session. Cependant, dit-il, les usines d'emballage du poisson dans le Bas-Saint-Laurent ne fonctionnent pas à leur pleine capacité, et le bill double le montant mis à la disposition des pêcheurs pour les aider à construire de nouveaux bateaux, car les approvisionnements de poisson ne sont pas assez forts pour fournir la matière première aux usines de la Gaspésie.

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement veut par cette mesure se faire accorder un blanc-seing.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** dit qu'il opine dans le sens contraire au député de Champlain.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** seconde le député de Montréal-Outremont.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Pour encourager les pêcheurs à acheter des bateaux, le gouvernement a changé les règlements relatifs à l'aide gouvernementale. Avant l'accession au pouvoir Parti libéral, le pêcheur qui devait emprunter, sous l'empire de l'ancienne loi, devait

déposer un fonds initial de 20 % du coût de construction de son bateau de pêche. Le gouvernement avançait la balance. Les remboursements se faisaient ensuite sur la base de 14 % des prises.

Mais, depuis que nous sommes au pouvoir, au lieu de 20 % de mise de capital initiale de la part du pêcheur, c'est 10 % seulement que nous exigeons, et le pêcheur rembourse, suivant l'ancienne base, soit 14 % des prises. De plus, nous avons décidé de payer entièrement les primes d'assurances pour la période des remboursements. Auparavant, le gouvernement contribuait à 30 % de la prime.

Quand on considère ce tableau, je crois qu'on comprendra bien le sens de ces avances qui sont des prêts aux pêcheurs. Je crois aussi qu'on comprendra que les avantages qui sont maintenant accordés aux pêcheurs justifient bien le gouvernement de demander que les avances et prêts soient versés sur une base statutaire.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est résolu que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 54 modifiant la loi du ministère des pêcheries.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 54 modifiant la loi du ministère des pêcheries.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 4 à 7 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 55 sans l'amender.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Confédération des syndicats nationaux**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 concernant la Confédération des syndicats nationaux soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi on légalise les sigles?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ces sigles sont légalisés à la demande même des syndicats. Le gouvernement ne voit d'objection à ce que les sigles CSN et CNTU soient reconnus appellations pour les syndicats nationaux tout comme le sont FTQ pour la Fédération du travail de la province de Québec, et CTC pour le Congrès du travail du Canada.

Le deuxième paragraphe a pour effet d'empêcher que l'on utilise, d'ici cinq ans, le nom de Confédération des travailleurs catholiques du Canada ou CTCC. Cette mesure est prise afin d'éviter toute confusion.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi concernant la CTCC avait été adoptée sous l'Union nationale. Je regrette, dit-il, en mon nom personnel, que les syndicats aient abandonné leur titre de syndicats catholiques. Je sais que cette décision ne plaît pas à tous.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Tous les avantages et les inconvénients de ce changement ont été étudiés attentivement et la décision a été prise par la Confédération elle-même, après mûre réflexion. C'est le vœu de la majorité qui a prévalu.

Il n'appartient pas au gouvernement d'intervenir autrement que pour légaliser ce qui a été décidé en assemblée générale.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Pensions d'Hydro-Québec**

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant les pensions des employés d'Hydro-Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi de la prévention des incendies**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

À la suite de représentations faites par le sous-ministre des Affaires municipales, dit-il, le gouvernement a convenu de centraliser la loi de prévention des incendies au ministère des Affaires municipales, vu la relation qui existe entre la construction des aqueducs qui relève déjà de ce ministère et la protection contre le feu.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 60 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.



**Travaux de la Chambre:****Crédits provisoires**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il présentera aux députés, mardi prochain, une demande pour l'adoption d'un autre 1/12 du budget, au cas où l'étude des crédits budgétaires ne serait pas terminée avant la fin du mois de mai.

Je demanderai aussi, la semaine prochaine, une autre tranche de 1/6 des crédits du ministère de la Famille et du Bien-être social pour payer les allocations aux chômeurs temporaires aptes au travail et aux personnes qui sont inaptes au travail.

Je viens d'être averti, dit-il, par le directeur du service des allocations sociales, dont dépend l'administration de cet item, que le 1/6 voté avant l'ajournement de Pâques a été épuisé. Cependant, dit-il, les fonds ne manquent pas pour les chômeurs, mais seulement pour les personnes inaptes au travail.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'opposition y consentira avec plaisir, parce que les chômeurs ont déjà assez à souffrir sous le gouvernement actuel sans que l'opposition ne se mette de la partie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Voulez-vous un débat sur le chômage? Je suis prêt à le faire immédiatement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est le premier ministre le plus soupe au lait qui n'ait jamais passé dans cette Chambre. Est-ce que les derniers projets de loi du gouvernement seront bientôt présentés à la Chambre basse?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dit qu'il sera en mesure de donner des précisions définitives, mardi prochain, à ce sujet.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je m'étonne que ce ne soit pas encore fait, car nous sommes au 12 mai.

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

**NOTES**

1. "Expulsé en 1952 pour des "prétextes politiques inadmissibles", le Dr Gérard Tremblay réclame \$174,000 à l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier de Chicoutimi". Voir à ce sujet *Le Devoir* du 12 mai 1961, aux pages 3 et 6.

2. La formulation de cette question n'est pas contenue dans nos sources. La dernière phrase est rédigée à partir de la réponse de M. Arseneault.

3. Selon *Le Nouvelliste* du 13 mai 1961, à la page 1, et *La Presse* du même jour, à la page 1, M. Johnson bondit de son siège.

4. *Le Nouvelliste* du 13 mai 1961, à la page 1, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 12, rapportent que M. Johnson continua ses remarques et qu'elles se perdirent dans le tumulte de la Chambre.

5. Le correspondant du *Montréal-Matin*, du 13 mai 1961, à la page 7, écrit que M. Johnson "réussit à dominer les cris" pour placer ces mots. Selon le même journal, M. Johnson "n'a pu terminer sa phrase".

6. "six ans", selon *La Presse* du 13 mai 1961, à la page 2.

7. Selon les journaux, ce débat a duré entre 60 et 90 minutes. Selon *Le Soleil* du 13 mai 1961, à la page 11, ce "violent tumulte [...] a duré soixante minutes". Pour *L'Action catholique* du même jour, à la page 12, "la tempête ne s'est apaisée qu'au bout d'une heure et demie de débat acharné". Quant aux correspondants du *Devoir* du 13 mai 1961, à la page 2, et du *Montreal Daily Star* du même jour, à la page 39, ils écrivent que le débat a duré une heure et quart. Enfin, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 13 mai 1961, à la page 3, "le débat a duré une heure 20 minutes".

8. *Le Nouvelliste* du 13 mai 1961, à la page 16, écrit que le "projet de loi fut expliqué par le ministre des Affaires culturelles, M. Georges Lapalme, procureur général de la province".

9. Bien que *Le Soleil* du 13 mai 1961, à la page 47, rapporte que M. Talbot pose une question à M. Lapalme, le journal n'en donne pas la formulation. Cette question est donc rédigée en fonction de la réponse de M. Lapalme.

10. Selon *Le Nouvelliste* du 13 mai 1961, à la page 16, c'est M. Lesage qui prononce ces mots.

11. Le bill a subi un seul amendement en comité plénier, à savoir qu'à l'article 1, le titre du chapitre 248 "Loi concernant les délégués de la province" a été modifié en celui de "Loi concernant les délégués généraux de la province". Les journaux ne rapportent aucun débat à ce sujet.

12. Selon *Le Nouvelliste* du 13 mai 1961, à la page 16, le bill "a été adopté sans discussion".

13. \$850,000, selon *L'Action catholique* du 13 mai 1961, à la page 2.

14. Selon *L'Événement-Journal* du 13 mai 1961, à la page 20 et *Le Soleil* du même jour, à la page 11, la suspension de la séance survient pendant le débat sur le bill 59.

Séance du lundi 15 mai 1961

## Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Motions de condoléances:

## Décès des juges

Albert-Sévigny et Jean-Charles Samson

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre s'associe au chagrin que cause à toute la province la mort de M. le juge Albert Sévigny, ce Canadien français illustre, dit-il.

Le juge Sévigny fut pendant 50 ans une des figures dominantes de la scène canadienne, soit dans la vie politique, soit dans la magistrature, comme juge de la Cour supérieure et comme juge en chef, où il devait donner la pleine mesure de ses talents.

Plus que tout autre, l'ex-juge en chef de la Cour supérieure a contribué à accroître le prestige de notre magistrature, et sa brillante carrière devrait être un exemple pour notre jeunesse. Des liens étroits m'unissent depuis plusieurs années à la famille Sévigny.

J'offre, en mon nom personnel et au nom de tous mes collègues, mes plus sincères condoléances à Madame Sévigny, à M. Pierre Sévigny, ministre associé de la Défense dans le gouvernement fédéral, ainsi qu'aux membres de la famille du regretté disparu.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)<sup>1</sup>:**

Je me joins, dit-il, au chef de l'opposition pour exprimer les condoléances des libéraux à la famille du juriste éminent que fut le juge Sévigny et j'approuve l'envoi d'une résolution de condoléances au nom de l'Assemblée législative à la famille.

Je déplore également, dit-il, la disparition récente du juge Jean-Charles Samson de la Cour du Bien-être social de Sherbrooke et je promets qu'un message de sympathie sera également envoyé à la famille.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit tout le regret que lui a causé, aussi, la mort du juge Samson et offre ses condoléances à la famille du magistrat.

## Questions de privilège:

**Émission Premier Plan,  
Radio-Canada**

**M. Tremblay (Maisonnette):** Je me lève à propos d'une question d'intérêt public, d'un problème d'une urgente gravité, qui devrait intéresser au plus haut point tous les membres de cette Chambre, puisqu'il s'agit essentiellement d'un problème d'éducation.

Dimanche, le 7 mai, au programme *Premier plan*, la société Radio-Canada a interrogé publiquement un certain nombre d'étudiants sur leurs croyances nationales et religieuses. J'ai été navré par l'ensemble des réponses données à cette entrevue dirigée par Mlle Judith Jasmin. Et tous ceux, parmi les plus hautes autorités de cette province, avec qui j'ai eu l'occasion d'en causer se sont dits, comme moi, épouvantés par l'ignorance et le culot de ces étudiants, qui prétendaient exprimer des opinions courantes parmi la jeunesse de cette province.

Si je n'ai pas soulevé cette question plus tôt, c'est que j'ai pris le temps de faire une enquête personnelle, spécialement parmi les étudiants de mon comté, pour voir dans quelle mesure les idées émises dans ce programme pouvaient être partagées par les jeunes d'aujourd'hui, qui seront demain les dirigeants de notre société québécoise.

J'ai constaté que les étudiants interrogés dans ce programme ne représentaient heureusement qu'une infime minorité, même s'il s'agit d'une petite minorité aussi remuante qu'audacieuse.

Ce qui est grave, c'est précisément qu'à la radio d'État, alimentée par les taxes des contribuables, on ait choisi, comme porte-parole des étudiants d'aujourd'hui, ceux-là qui se faisaient remarquer par leurs idées avancées, par leur attitude "beatnik" et "nouvelle vague", des étudiants qui ont l'ambition morbide de tout démolir pour refaire le monde à leur image.

Ce qui me révolte, c'est de voir ces apprentis-Castro, aux longues barbes, aux idées aussi dévergondées que leur tenue, faire la leçon à l'Église catholique. Eux qui ne représentent qu'une minorité, ils trouvent à redire aux convictions et aux pratiques religieuses de la majorité de leurs concitoyens. Ils vont jusqu'à dire que l'Église n'est pas assez démocratique. Je n'ai jamais entendu dire que le Christ soit venu sur la terre comme résultat d'un plébiscite. Personne n'a jamais prétendu qu'il faille

procéder à des élections ou à des sondages d'opinion publique pour découvrir ce qui est bien et ce qui est mal.

On parle beaucoup de planification par le temps qui court. J'en suis jusqu'à un certain point. Mais je me demande si certains esprits avancés ne sont pas en train de noyauter les principaux moyens de diffusion et de propagande, pour planifier l'opinion publique et l'amener à répudier ses meilleures traditions religieuses et nationales. Je me demande si nous ne sommes pas inconsciemment manœuvrés par un petit groupe de névrosés, qui nie que notre peuple ait une mission providentielle en terre d'Amérique. Les esprits malades croient-ils avoir reçu de Jupiter la mission de penser pour le peuple et de dépenser par surcroît le travail du peuple?

L'État, l'Église et les parents dépensent chaque année des centaines de millions pour ce qu'on appelle l'éducation. Si les jeunes, qui ont affiché publiquement leur ignorance et leur mépris à ce programme, constituaient vraiment un noyau représentatif des jeunes d'aujourd'hui, il serait temps de se demander à quoi servent ces millions. Il serait temps de se demander si nous ne faisons pas fausse route et si notre effort ne devrait pas être dirigé un peu moins sur l'instruction et un peu plus sur l'éducation véritable.

Je suis convaincu, pour ma part, que ces jeunes écervelés ne représentent pas l'ensemble de notre jeunesse. On devrait cesser de les mettre en vedette, de s'en servir pour humilier et scandaliser la population qui se saigne à blanc pour payer leurs études.

Il demande au gouvernement provincial de protester publiquement contre l'utilisation des ondes et autres moyens de diffusion pour des fins antireligieuses et antinationales.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**  
Envoyez cela à Ottawa! Ça dépend de Radio-Canada.

#### **Projets de loi:**

##### **Office des autoroutes**

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec.

Le projet de loi, dit-il, propose le remplacement de l'Office de l'autoroute des Laurentides par un Office des autoroutes du Québec. Le nouvel

organisme, qui aura tous les pouvoirs nécessaires, s'occupera éventuellement de tous les problèmes routiers urgents qui se posent dans la province de Québec, comme la prolongation de l'autoroute des Laurentides de Saint-Jérôme à Sainte-Adèle, le projet d'autoroute Montréal-Granby-Sherbrooke. Bref, il lui reviendra de régler les problèmes des voies de communication de première classe prévues par les libéraux pendant la campagne électorale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Licences de mariage**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** pour **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**<sup>2</sup> propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 relatif aux licences de mariage.

Le projet de loi relatif aux permis de mariage, dit-il, est présenté à la demande des autorités protestantes de la province. En vertu de ce projet, le coût du permis de mariage sera porté de \$8 à \$20 et les honoraires accordés à celui qui les fournit de \$2 à \$5<sup>3</sup>.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 69 modifiant la loi des cités et villes.

Le gouvernement provincial, dit-il, continue les réformes entreprises pour diminuer le nombre des bills privés soumis chaque année à l'attention des législateurs. Le projet de loi comporte une vingtaine d'amendements, tous ayant pour but de faciliter l'administration des affaires municipales.

L'un des principaux changements projetés à la loi des cités et villes, c'est de permettre aux municipalités qui ont une charte particulière de se replacer sous l'égide de la loi générale, sans être obligées de venir faire leur pèlerinage annuel au parlement de Québec pour faire amender leur charte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Pascalis et municipalités dans Hochelaga**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 70

concernant les municipalités du comté d'Hochelaga et du village minier de Pascalais.

Le texte législatif concernant les municipalités du comté d'Hochelaga et du village minier de Pascalais, dit-il, a pour but de régulariser une situation découlant du fait que le comté d'Hochelaga a disparu de la carte depuis assez longtemps et que des propriétés ont été vendues sous l'autorité du conseil de ce comté. Comme il n'y a pas de secrétaire-trésorier pour donner des titres, le bill vise à corriger la situation, donne au registraire de la division d'enregistrement de Montréal tous les pouvoirs à cet effet.

Pour ce qui est du village minier de Pascalais, en Abitibi-Est, son existence est prolongée du 31 décembre 1960 au 1<sup>er</sup> janvier 1966. L'administration de son territoire se fera donc suivant le mode antérieurement en vigueur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 modifiant la loi de la chasse.

Cette réforme a pour but de rendre la loi plus conforme aux exigences du monde moderne, dit-il. Le marchand devra faire affaire avec le trappeur qui disposera d'un permis à cette fin. Cette mesure est prise afin d'empêcher que se continue une pratique par laquelle nombre de gens chassaient, sans être détenteurs d'un permis, et alléguaient qu'ils le faisaient pour le commerçant.

Ce projet de loi prévoit des peines beaucoup plus sévères pour les infractions. Et, dans le cas d'une récidive, la peine pourra s'accroître jusqu'à tripler.

Le projet de loi étend la définition du mot "gibier" aux oiseaux protégés par la loi fédérale et pour lesquels s'appliquent des restrictions. De même aussi, il étend le sens du mot "chasser" à l'appel du gibier par quelque moyen que ce soit.

Les peines prévues jusqu'ici pour la chasse illégale du chevreuil et du caribou seront plus sévères. Il y aura amende d'au moins \$50 pour un chevreuil et d'au moins \$100 et d'au plus \$300 pour un caribou.

De même aussi, on augmentera les peines pour l'utilisation de chiens, aux fins de chasser l'orignal, le caribou et le chevreuil. On punira

également plus sévèrement la chasse illégale des petits âgés de moins d'un an du chevreuil, de l'orignal et du caribou.

La loi ajoute le fusil pneumatique, l'arc et l'arbalète aux armes avec lesquelles il est défendu de chasser la nuit. Le transport illégal d'armes à feu chargées sera plus sévèrement réprimé.

Une disposition particulière du projet de loi prévoit que toute amende versée pour violation de la loi appartiendra entièrement à la couronne, si le poursuivant est un inspecteur, un garde-chasse, un fonctionnaire ou un agent recevant un salaire du gouvernement. Il est à noter que le salaire de ces employés de la province a été augmenté.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Place des Arts**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 71 concernant la Place des Arts.

Le premier amendement du bill relatif à la Place des Arts à Montréal, dit-il, permet à la cité de Montréal et aux cités et villes de l'Île de Montréal, ou sises dans un rayon de 15 milles de l'Île, de souscrire à la Corporation Sir George-Étienne-Cartier, de lui consentir des prêts ou de garantir des emprunts.

Un autre amendement interdit à quiconque d'utiliser les mots "Place des Arts", sans l'autorisation de la corporation qui a la responsabilité de promouvoir la construction de la salle de concerts dont la métropole sera pourvue.

Un autre article stipule que les municipalités qui ont leur siège dans l'Île de Montréal seront autorisées à souscrire à la corporation et à garantir des prêts. Un autre article prolonge jusqu'au 28 mai 1964 le mandat des membres de la corporation représentant les souscripteurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Office des autoroutes**

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec.

Adopté.

### **Licences de mariage**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 68 relatif aux licences de mariage.

Adopté.

### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 58 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Études et travaux sur rivières, y compris les subventions (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Lechasseur (Verchères):** Comment s'explique l'écart entre \$4,925,000 requis l'an dernier pour l'item "Études et travaux sur rivières, y compris les subventions" et le montant de \$2,200,000 qui figure pour cette année?

### **Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Johnson (Bagot):** Quand nous posons des questions pour obtenir des détails, le premier

ministre nous accuse de faire de l'obstruction. Si, d'autre part, nous votons un poste budgétaire sans discussion, on prétend que nous avons quelque chose à cacher. On a pris maintenant l'habitude de faire poser des questions par des députés libéraux et on organise toute une mise en scène pour soulever des débats. Ensuite, on dira que nous prolongeons la session.

**M. le président:** La question est parfaitement recevable.

### **L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le montant des crédits, en 1960-1961, provenait de ce qu'en un peu plus de trois ans, l'ancien ministère des Ressources hydrauliques a payé \$2,500,000 de location de machinerie, d'une valeur de \$590,630, utilisée pour les travaux de réparation du barrage Gouin.

Cette location n'était qu'un item d'un contrat de \$8,750,000 passé entre le gouvernement et la compagnie P. et D. limitée, en 1955, pour effectuer des travaux de réparation au barrage Gouin situé dans le Haut Saint-Maurice. C'est l'ancien ministre des Ressources hydrauliques, M. Johnny Bourque<sup>4</sup>, qui avait signé le contrat au nom du gouvernement, tandis que M. Marcel Piché l'avait signé au nom de la compagnie en question<sup>5</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** M. Bourque était un parfait honnête homme.

### **L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Je ne prétends pas le contraire. Il (l'honorable M. Lévesque) dit qu'il n'a jamais songé à amener le nom de M. Bourque dans cette affaire. Car, dit-il, c'est de notoriété publique que les choses importantes au ministère des Ressources hydrauliques, à l'époque de M. Bourque comme à celle du député de Bagot, se réglaient en dehors du ministère!

**M. Johnson (Bagot)** soulève un point d'ordre. J'espère, dit-il, que le ministre n'a pas l'intention de tromper la Chambre. Le ministre devra donner tous les faits. Aussi, je tiens à préciser immédiatement que ce que le ministre n'a pas dit, c'est que le travail de réparation en question ne devait pas coûter un seul sou à la province. Le ministre sait que c'est la Shawinigan Water & Power qui devait payer le coût des travaux.

### **L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Aucune clause des contrats passés par le gouvernement

avec la Shawinigan, au sujet du barrage Gouin et des autres, ne permet de penser que cette compagnie était obligée à autre chose que de payer le loyer par cheval-vapeur.

Il donne lecture de lettres échangées entre l'ancien ministre des Ressources hydrauliques et la compagnie P. et D., limitée<sup>6</sup>. Dans une lettre au sujet des travaux de réfection au barrage Gouin, dit-il, les travaux sont estimés à \$5,000,000 avec entente qu'ils ne doivent pas dépasser \$6,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre devrait établir les faits immédiatement dans leur cadre véritable. Il n'y a pas eu vol. En vertu du contrat initial passé sous le régime Taschereau<sup>7</sup>, il était établi que tout ce qui serait dépensé pour l'entretien du barrage Gouin devait être payé par la Shawinigan Water and Power Co. Les travaux ont été exécutés par l'entreprise P. et D. limitée, pour le compte du gouvernement de l'Union nationale, qui aurait dû se faire rembourser par la Shawinigan!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ce n'est pas vrai. Les dernières tractations des autorités provinciales actuelles, pour obtenir de plus fortes redevances de la société, auraient pu être couronnées d'un meilleur résultat si le vol n'avait pas été organisé au temps du cabinet de l'Union nationale. Cette affaire de la compagnie P. et D. limitée, c'est du vol manifeste.

**M. Johnson (Bagot):** Vol manifeste?... fait par P. et D. limitée.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Oui, un vol manifeste, organisé et toléré par le gouvernement dont faisait partie le député de Bagot. En fait, les travaux étaient estimés à \$5,000,000 et ne devaient pas dépasser \$6,000,000, mais ils ont atteint finalement le total de \$8,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Qui est-ce qui a payé?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** En définitive, ce sont les contribuables du Québec qui ont payé de leur poche. La compagnie Shawinigan a refusé de solder la note parce qu'elle considère que c'est un vol manifeste.

Imaginez-vous quelle difficulté nous avons rencontrée lorsque nous sommes allés pour discuter les nouveaux taux avec la Shawinigan. La situation a singulièrement compliqué les négociations du gouvernement pour l'établissement de nouveaux taux

de location du cheval-vapeur et des baux avec cette compagnie. Nous avons dû tenir compte de ce vol manifeste. Le gouvernement provincial a accepté une partie de la responsabilité, parce que les travaux de réparation du barrage étaient faits sous sa direction et devra, très probablement, les rembourser jusqu'à un certain point.

**M. Johnson (Bagot):** Vous avez fait un cadeau à la Shawinigan. Ce n'est pas la première fois que nous assistons à la conversion subite de personnages en faveur des grosses compagnies.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je peux vous dire qu'aucun argent n'est retourné au fonds électoral du parti, directement ou indirectement.

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il demande que l'on examine comment la question relative à la location de machinerie s'est transformée en un complot pour nous faire calomnier par la Fédération du Parti libéral, et principalement par un certain avocat. Je pense qu'il devrait y avoir une enquête sur cet avocat libéral, trésorier du Parti libéral, et sur ses activités en rapport avec la Shawinigan.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je devrais peut-être faire remarquer au député de Bagot que le nouveau contrat a été négocié pour la Shawinigan par l'honorable Mark Drouin, président du Sénat<sup>8</sup> et, à ma connaissance, celui-ci n'a jamais été membre du Parti libéral.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est un vol organisé qui s'est déroulé dans la réparation du barrage Gouin fait sous la direction du ministre des Ressources hydrauliques du temps.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre est un farceur ou un outil de la Shawinigan. En vertu du contrat original de 1918, le gouvernement n'était pas obligé de demander la permission de la Shawinigan pour faire les travaux de réparation. La Shawinigan devait rembourser à la province toutes les réparations faites au barrage Gouin. Elle avait des représentants sur place pour surveiller les travaux tout le temps qu'ils ont duré.

Les accusations du ministre des Richesses naturelles ne sont qu'un moyen détourné pour favoriser une grosse compagnie et pour couvrir certaines faveurs faites à cette société commerciale par le gouvernement provincial.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Ces réparations à un prix aussi élevé étaient un vol manifeste, et ces accusations ne cachent rien puisque le gouvernement, à la suite de l'augmentation du prix du cheval-vapeur, vient de renouveler les baux de compagnie et le prix du cheval-vapeur. On sait que la redevance était de \$2.50 par cheval-vapeur depuis 1918. Selon une entente survenue dernièrement entre le gouvernement et la Shawinigan, elle est maintenant portée, en moyenne, à \$7.40 par année jusqu'en 1968.

L'augmentation toutefois est progressive, puisque la redevance annuelle sera de \$6 à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1961 et de \$8 à compter de 1968. Ainsi, l'administration provinciale encaissera \$1,200,000 par an, au lieu de \$275,000 comme jusqu'ici selon l'entente de 1918. Mais, le gouvernement aurait pu obtenir des conditions encore plus avantageuses de la Shawinigan Water and Power Co. si cette dernière n'avait pas été victime de l'Union nationale, victime de ce vol manifeste sous forme de location de machinerie.

C'est un cas d'abus manifeste qui démontre bien le laisser-aller qui existait sous l'Union nationale. C'était à tel point flagrant que les ingénieurs de la Shawinigan, qui auraient dû normalement surveiller les travaux, avaient reçu l'ordre de ne pas s'en occuper. Ils n'ont pas eu la permission de se rendre sur le site visiter les travaux pendant qu'on les exécutait.

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il nie cette dernière affirmation. Le ministre des Richesses naturelles, dit-il, parle de choses qu'il ne connaît pas.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dit que ses accusations sont basées sur un rapport préparé par son ministère après une enquête effectuée par des experts<sup>9</sup>.

**M. Johnson (Bagot)** demande la production du rapport sur lequel le ministre s'est basé pour porter son accusation.

La Shawinigan, dit-il, devait rembourser à la province toutes les dépenses de travaux au barrage Gouin, surveillés par ses ingénieurs. Elle devait payer le coût intégral des travaux. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait?

Je demande au ministre de se méfier de certains experts et même de certains de ses collègues du cabinet, qui pourraient avoir intérêt à l'influencer pour lui faire favoriser de grosses compagnies.

Il dit qu'il insiste sur la production devant la Chambre du rapport que le ministre a en sa possession. Autrement, dit-il, nous serions dans

l'impossibilité pratique de protéger les droits, la liberté et la réputation des gens auxquels il fait allusion sans les nommer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il appartient au ministre de décider si oui ou non il est dans l'intérêt public de déposer ce document.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Il y aura probablement des procédures judiciaires d'intentées avant bien longtemps dans cette affaire. On saura alors tout ce qu'on voudra et le député de Bagot aura alors toutes les informations qu'il désire... et qu'il a probablement déjà dans ses dossiers! Entre-temps, il n'est pas dans l'intérêt public de déposer le document et de divulguer les noms des gens qui l'ont préparé.

**M. Johnson (Bagot):** Haute fantaisie!

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Mauvaise foi!

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il voit, dans le refus de produire le rapport, un résultat du désir de protéger des amis du gouvernement actuel.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit qu'il soutient énergiquement le point de vue du député de Bagot. Puisque l'ancien gouvernement est accusé de complicité dans cette affaire, dit-il, il est d'intérêt public, au contraire, que la Chambre soit parfaitement renseignée.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Tout le monde a entendu le ministre. En se basant sur un document, il a parlé de vol organisé, mentionné des noms, parlé d'un contrat avec une compagnie dont le président est M. Marcel Piché, un honnête homme. Le ministre a mentionné aussi le nom de M. Bourque, qui a consacré 25 ans de sa vie à la politique et qui jouit du respect de la population. Le ministre veut, en cachant le document, salir des honnêtes gens.

Le ministre soulève ensuite l'hypothèse de procédures judiciaires. Mais contre qui? Nous avons le droit de savoir contre qui elles seront prises et nous avons le droit de juger du sérieux des accusations lancées pour salir des gens sous le couvert de l'immunité parlementaire.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre a parlé de P. et D. Itée. "P", c'est pour Piché. "D", c'est pour Derome, l'ingénieur en chef de la compagnie Simard, de Sorel, un représentant d'intérêts rouges. Est-ce qu'il y aura des poursuites contre Piché?



**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je n'ai pas dit qu'il y aura des poursuites, mais des procédures. Ce contrat représentait \$8,000,000, dont \$2,000,000 pour de la machinerie qui ne valait que \$500,000.

**M. Johnson (Bagot):** Quelles procédures?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** La meilleure des procédures. Il est probable que le document sera soumis à la Commission royale d'enquête sur l'administration de l'Union nationale.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'il parle de cette commission où le travail se fait par des avocats nommés par le gouvernement et payés à raison de \$25 l'heure... J'invite le ministre à préciser ses accusations et à dire à la Chambre contre qui les procédures seront prises. J'en ai soupé, comme la province en a soupé, de ces salisseurs professionnels. Voici un ministre de la couronne qui parle de vol manifeste d'un gouvernement passé dont je faisais partie. Il a dit que ça irait devant la commission de salissage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'invoque le Règlement.

**M. Johnson (Bagot):** Que le premier ministre me dise donc en vertu de quel article du Règlement il peut m'interdire d'avoir une opinion sur la commission Salvas?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'agit d'une institution judiciaire, et l'on n'a pas le droit, à l'Assemblée législative, d'insulter un tel organisme. On n'a pas le droit d'utiliser, à son endroit, le mot bas de "salissage" pour qualifier son activité...

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il n'y a pas un seul article du Règlement qui justifie l'interruption<sup>10</sup> du premier ministre.

Ce n'est pas nous qui salissons ou qui avons sali la commission Salvas. C'est le ministre des Richesses naturelles qui rend un jugement avant elle. Il a parlé de "vol qualifié", de "vol manifeste". Il a dit qu'"on allait confier ça à la commission Salvas". Le ministre a lui-même flétri cet organisme. Ça veut dire que la Commission ne serait qu'un "rubberstamp" pour entériner les décisions du ministre.

Le ministre lui-même a donné à entendre à la Chambre que cette Commission, composée de

membres choisis au sein du Parti libéral, est avant tout un instrument politique, une machine à entériner les décisions gouvernementales, un organisme de vengeance du gouvernement actuel.

Or, normalement, cette Commission devrait plutôt être un organisme administratif chargé de renseigner et de conseiller le gouvernement. On est loin, alors, du rôle que le ministre des Richesses naturelles veut lui attribuer et qui est de nature à la déprécier dans l'opinion publique.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ce que le député de Bagot a dit est d'une rare bassesse<sup>11</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** J'ai simplement déclaré que la commission Salvas était une commission de salissage, composée des commissaires puis des avocats à \$25 l'heure, dont l'un est associé au frère du ministre des Richesses naturelles...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est de la bassesse que cette attaque personnelle.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il proteste contre ce commentaire.

**M. le président** demande au ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je les retire, mais je dirai que cela ressemble tellement au député de Bagot. C'est vrai que j'ai un frère qui est avocat et qui est associé professionnellement de Me Georges Pelletier, l'un des avocats de la Commission. Toutefois, c'est une association de bureau et c'est Me Pelletier, seul, qui est payé par la commission Salvas...

**M. Johnson (Bagot):** Pourtant, lorsque le frère du ministre est entré en association avec Me Georges Pelletier, l'annonce de la formation de cette étude dans les journaux faisait grand état de cette parenté avec le député de Montréal-Laurier.

**M. le président** ordonne au député de Bagot de retirer ses propos non parlementaires.

**M. Johnson (Bagot)** retire ses paroles. Est-ce que des procédures, dit-il, seront intentées contre MM. Piché et Derome?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Lorsque le ministre des Richesses naturelles a parlé

de procédures, les avocats du côté de l'opposition ont tout de suite conclu à des procédures judiciaires, alors que le ministre voulait évidemment parler de la procédure qui consiste à soumettre ce dossier à la commission Salvas, qui enquête sur l'administration de l'Union nationale.

**M. le président** dit qu'il maintient le point de vue du ministre.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle de la décision du président du comité.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours du débat sur l'article 9 des estimations budgétaires du ministère des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque), le ministre s'est référé à un rapport concernant les travaux exécutés au barrage Gouin. Il a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de déposer ce document parce que ce n'était pas dans l'intérêt public de le faire. Le député de Bagot (M. Johnson), se basant sur les dispositions de l'article 696 du Règlement, a demandé que ce rapport soit déposé sur le bureau de la Chambre. Le ministre a répété que ce n'était pas dans l'intérêt public de le faire. Vu les derniers mots de l'article 696 du Règlement, j'ai décidé que je ne pouvais contraindre le ministre à déposer le rapport.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arseneault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Langlais, Maltais,

Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Tremblay, 19.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le débat se poursuit sur la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Études et travaux sur rivières, y compris les subventions (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot):** Les libéraux désirent protéger des amis. Dans la raison sociale P. et D., l'initiale D est pour Derome, ingénieur en chef des Marine Industries des Simard de Sorel, un représentant des intérêts rouges...

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Il y a eu un coulage de plusieurs millions dans cette affaire du barrage Gouin. C'est un cas typique qui doit être soumis à la Commission d'enquête.

**M. Johnson (Bagot):** Si la Shawinigan Water and Power Co. n'a pas payé les \$2,500,000 malgré le contrat existant, c'est qu'il y a anguille sous roche. Le ministre a accordé des faveurs à la Shawinigan lors des récentes négociations.

Je demanderai une enquête pour savoir comment le ministre des Richesses naturelles en est venu à la conclusion que la société ne devait pas défrayer les dépenses de réparation du barrage Gouin, puisque, d'après l'entente, il lui fallait les rembourser.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** C'est faux, parce que le paiement de la redevance de \$2.50 par cheval-vapeur englobait les sommes que la Shawinigan Water and Power Co. devait déboursier afin de dédommager les autorités provinciales, pour les réparations au barrage Gouin.

**M. Johnson (Bagot):** Je connais le problème. J'ai eu à rencontrer ces gens-là. Lorsque j'ai été nommé ministre des Ressources hydrauliques, il y a trois ans, dit-il, je me suis impliqué et j'ai dit à la Shawinigan qu'elle devait payer les coûts de \$8,000,000 pour la réparation du barrage Gouin. Je leur ai dit: "Vous devez tout payer; vous avez accepté les travaux, sans y être obligés, et vos ingénieurs étaient là pour surveiller. Vous allez payer!" Pourquoi, aujourd'hui, le ministre prétend-il que la Shawinigan n'est pas tenue de payer?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Nous savons tous que tout s'était réglé au bureau de M. Duplessis et que vous n'avez rien eu à faire. Le député de Bagot prétend connaître très bien le problème, mais il sait peu de chose. Tout ce qui concerne cette affaire fut réglé au bureau de premier ministre. Le député de Bagot n'apparaît en aucune circonstance dans le tableau... il n'était pas là...

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le débat se poursuit sur la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Études et travaux sur rivières, y compris les subventions (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** dit qu'il déplore que le ministre des Richesses naturelles ait laissé planer un doute sur deux personnes qui étaient à la

direction d'une compagnie liée par un contrat avec la province. Il (M. Gabias) dit qu'il connaît personnellement MM. Derome et Piché. Ce sont deux éminents Canadiens français qui ont fait honneur à leur profession et à la province, dit-il.

Depuis des années et des mois, on s'ingénie à salir des réputations. Je m'élève contre ce système pernicieux. On s'attaque toujours à des Canadiens français, à des entreprises contrôlées par des Canadiens français, et nous ne pouvons que nous élever contre un tel système. C'est la continuation d'un système qui consiste à jeter de la boue sans aucune preuve.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) ne peut imputer de motifs inavouables à un collègue.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** retire l'expression.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dit qu'il donne lecture à la Chambre d'un document relatif aux ententes intervenues entre le gouvernement de la province et la compagnie Shawinigan Water and Power depuis la construction des barrages A, B, C sur la rivière Manouan, et du barrage Gouin, sur la rivière Saint-Maurice. Tous ces barrages, dit-il, furent construits avant la Première Grande Guerre et sont devenus la propriété du gouvernement depuis 1917-1919.

Ces barrages servent à régulariser le débit du bassin du Saint-Maurice et rendent ainsi service à la Shawinigan sous la forme de "chevaux-vapeur additionnels". Les divers contrats intervenus entre la province et la compagnie, depuis 1913, couvrant ces bénéfices additionnels expiraient en 1958.

Les contrats concernant les sites de production de Shawinigan, La Tuque, Grand'Mère et La Gabelle, prévoyaient une redevance de \$2.50 le cheval-vapeur-an, sans aucune explication dans le texte. La compagnie a toujours décomposé ce chiffre de la façon suivante: 50¢ du cheval-vapeur, en royauté à la province et le reste, soit \$2 en amortissement du capital et des intérêts, plus les frais d'entretien.

De plus, un autre contrat, passé en 1955, pour couvrir les sites de Rapide Blanc et La Tranche, ne prévoyait, lui, qu'un paiement global de \$36,000<sup>12</sup>, soit un prix unitaire beaucoup inférieur à \$2.50 le cheval-vapeur-an: \$36,000 pour 60,000 chevaux-vapeur-an, ou environ \$0.60 du cheval-vapeur-an. Ce contrat aussi expirait en 1958.

Le document mentionne que les contrats pour les travaux aux barrages A, B, et C, sur la rivière Manouan, et le barrage Gouin, sur le Saint-Maurice,

n'assuraient absolument rien d'autre à la province, pour toute réparation ou reconstruction, que les redevances mentionnées dans ces contrats. Aucune clause ne spécifie que la compagnie doit acquitter le coût de tels travaux.

**M. Johnson (Bagot):** Ces conditions ont été ajoutées plus tard au fil des ans.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** nie.

Or, dit-il, de 1948 à 1958, les barrages A, B et C de la rivière Manouan, et le barrage Gouin, sur le Saint-Maurice, ont été réparés ou reconstruits au coût total de \$15,000,000.

La réparation du barrage Gouin a coûté, à elle seule, un montant de \$8,750,000 selon le contrat intervenu avec P. & D. Construction qui a été déposé sur la table de la Chambre.

En partant de son interprétation des redevances de \$2.50 comportant \$2 pour amortissement et entretien, la compagnie prétendit alors avoir payé \$3,000,000 de plus que le coût réel de l'amortissement et l'entretien. Avec les intérêts, sur une trentaine d'années, elle disait que le versement supplémentaire atteignait \$6,000,000.

M. Duplessis aurait alors accepté cet argument et même admis que la compagnie ne remboursa pas un sou pour les barrages A, B et C dont la construction avait coûté à peu près \$6,000,000.

D'autre part, M. J. S. Bourque, ayant promis en mai 1955 que le barrage Gouin ne coûterait lui-même que \$6,000,000, la Shawinigan Water and Power offrait donc au début de ne rembourser que cette somme étalée sur 75 ans.

Un certain nombre de rencontres eurent lieu entre les représentants de la compagnie et le gouvernement, et celles-ci aboutirent alors à un accord de principe sur les points suivants: 1. Royauté de 50¢ du cheval-vapeur-an additionnel; 2. Frais d'entretien des ouvrages évalué à \$39,500 par année, c'est-à-dire un peu moins de 25¢ du cheval-vapeur-an; 3. Amortissement de \$6,000,000 à 4 % sur 75 ans, soit environ \$1.50<sup>13</sup> du cheval-vapeur-an. Le tout laissait entrevoir une redevance totale d'à peu près \$1.80 du cheval-vapeur-an, c'est-à-dire moins que dans les contrats originaux.

Le règlement conclu avec la Shawinigan Power par le gouvernement actuel au sujet des travaux de réparations des barrages A, B, C et Gouin, sur le Saint-Maurice, a mis un terme au coulage de millions de dollars par suite d'ententes intervenues entre l'ancien gouvernement et la compagnie.

Après le changement de gouvernement, diverses autres rencontres ont donné le nouveau règlement, conclu en 1961, qui signifie des avantages appréciables pour la province.

Ce règlement assure le remboursement, sur 40 ans, à 4¼ % d'une somme de \$16,350,000, soit le coût initial des barrages A, B, et C et Gouin, plus les intérêts depuis la fin des travaux: \$4.80 du cheval-vapeur-an; les frais d'entretien à 35¢ du cheval-vapeur-an et une royauté de \$2.25 du cheval-vapeur-an.

En vertu du nouveau règlement, la compagnie devra verser, sur 40 ans à partir de 1958, une moyenne de \$7.40 par cheval-vapeur-an additionnel, pour le remboursement du coût de réparations des barrages avec progression depuis \$6, le 1<sup>er</sup> juillet, jusqu'à \$8, de 1966 à la fin du contrat.

La redevance totale de \$7.40 apparaissait bien comme la plus élevée qui puisse être imposée sans augmentation des taux. Il est donc évident que si les dépenses à amortir avaient été moins astronomiques, le contenu "royauté", ou participation aux bénéfices créés par l'investissement de la province, aurait pu être encore bien plus fort.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre prend la responsabilité du document qu'il vient de lire?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** répond affirmativement.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre vient de donner lecture d'un roman, préparé par lui ou par d'autres. Le ministre prend l'interprétation de la compagnie exclusivement. Ça finit là, pour lui. Les paroles de la Shawinigan, pour lui, ce sont les paroles de l'Évangile.

Un gouvernement qui sait se tenir debout ne prend pas comme des paroles de l'Évangile le témoignage d'une compagnie qui exploite nos ressources naturelles.

**Des voix ministérielles:** Démagogie!

**M. Johnson (Bagot):** Une chose est certaine, c'est en signant des contrats avec des firmes canadiennes-françaises que Duplessis a permis aux nôtres de montrer qu'ils n'étaient pas seulement des porteurs d'eau.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui! Franceschini, Perini, O'Connell, McNamara...!

**M. Johnson (Bagot):** Sous Duplessis et l'Union nationale, ce n'est pas parce qu'une compagnie était de nationalité anglaise qu'elle était exclue de l'octroi de contrats. Le ministre a voulu salir deux Canadiens français éminents, avec cette accusation. Il a maintenu sa réputation de salisseur.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande au député de retirer cette expression.

**M. Johnson (Bagot)** dit qu'il cherchait des mots pour qualifier l'attitude du ministre. Le ministre se croit un homme d'airain, dit-il, mais il est un homme debout.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** s'objecte. Le député de Bagot, dit-il, voulait faire un jeu de mots pour exprimer un terme insultant.

**M. Johnson (Bagot)** retire le terme.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Le ministre des Richesses naturelles a fait des insinuations à la Castro.

L'Union nationale a enrichi des Canadiens français comme les Simard d'Amos et il en est fier. S'il y a des voleurs, le gouvernement devrait les faire arrêter, mais qu'il cesse de faire de la démagogie.

La résolution est adoptée<sup>14</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie de l'électricité et du gaz (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot)** demande au ministre des Richesses naturelles de porter une attention toute spéciale à la formation de jeunes ingénieurs canadiens-français dans le domaine du gaz naturel.

Le gouvernement de l'Union nationale avait préparé un plan, pour que les jeunes ingénieurs de la province aillent aux États-Unis étudier à plein salaire et avec leur famille.

L'avenir de l'industrie du gaz naturel est des plus prometteurs, et il serait bon que nous soyons prêts lorsque cette nouvelle forme d'énergie se développera dans notre province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'électrification rurale (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins de mines et de ponts (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** La demande de soumissions publiques pour la construction de la route du lac Matagami, en Abitibi, signifie, cette année, une économie de la moitié environ du prix par mille.

L'an dernier, la province de Québec a payé \$3,500,000 pour bâtir les 49 premiers milles de route, réalisés par contrats sans soumission. Cela représente \$71,000 du mille, sans pont. Cette année, un surplus de 24 milles ont été bâtis à un coût de \$1,032,000, soit \$43,000 du mille, sans pont.

De plus, cette année, le coût pour le Québec est réduit à \$21,500 par mille, dû au fait que la province a signé l'accord fédéral-provincial avec Ottawa sur les routes d'accès aux ressources.

**M. Johnson (Bagot):** La route construite l'année dernière était plus bourbeuse.

Le gouvernement de la province fait une erreur en signant des ententes avec le gouvernement fédéral pour la construction de chemins de mines. J'estime que le gouvernement fédéral a eu tort de passer cette loi relative aux plans conjoints et que le gouvernement provincial a également tort de s'en prévaloir.

Les ententes avec Ottawa créent un lien. Je soutiens que les ressources naturelles doivent être développées au profit des propriétaires, c'est-à-dire les citoyens de cette province. Par ces plans conjoints, on donne une porte d'entrée au pouvoir

central et on lui fournit le prétexte de venir, un jour, réglementer nos ressources.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le premier ministre a demandé au gouvernement central de discontinuer les plans conjoints. Mais le premier ministre du Canada a refusé. Dans ces conditions, j'estime que, tant que les plans conjoints subsisteront, la province de Québec n'a pas le droit de s'en tenir à l'écart. Nous ne pouvons pas refuser d'en profiter, car c'est le seul moyen de récupérer de l'argent qui nous revient de droit.

Il demande au député de Bagot, qui semble s'inquiéter, dit-il, de se rassurer. Les plans conjoints avec le gouvernement fédéral, pour la construction des chemins de mines, ne donnent aucun lien à Ottawa sur l'exploitation de nos richesses naturelles. Le député de Bagot le sait bien d'ailleurs. Le seul point sur lequel Ottawa a insisté, c'est sur le fait que l'on devait faire appel à des soumissions publiques.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** se dit convaincu que la politique du nouveau gouvernement provincial en matière de travaux est très profitable aux contribuables. À la suite de 37 demandes de soumissions publiques, dit-il, le département ministériel a épargné \$968,000.

Pour mettre en lumière la faiblesse de l'ancien système, à la suite des élections du 22 juin 1960, de nouvelles négociations avec des entrepreneurs qui avaient déjà signé des contrats avec l'Union nationale ont permis d'économiser une somme de \$1,200,000.

À l'avenir, toutes les soumissions ayant rapport à des travaux de voirie seront l'objet d'une étude approfondie dans un bureau spécial dirigé par M. Roch Bergeron, dont la nomination a été recommandée par l'ingénieur en chef Arthur Branchaud, et par l'ancien sous-ministre Arthur Bergeron.

**M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il reproche au ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) de ne pas dire que M. Roch Bergeron est son beau-frère, engagé au traitement de \$10,000 par année.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les services de M. Roch Bergeron ont été retenus par le cabinet.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Nous n'avons pas critiqué l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Paul Beaulieu<sup>15</sup>, quand il a engagé

son beau-frère, M. Robert Plante. Ce dernier est actuellement sous-ministre... un homme qualifié et compétent! C'est ce qui compte avant tout.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Au lieu d'aller chercher une personne de l'extérieur pour diriger le bureau des soumissions, on aurait dû confier le poste à un ancien employé de la voirie.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** M. Roch Bergeron a une quinzaine d'employés sous ses ordres, notamment M. Jacques Plamondon, ingénieur, MM. L. Blois, M. Guindon, A. Bergeron, M. Labrie, S. Boyer et autres. M. Roch Bergeron est lui-même ingénieur; il a travaillé à la canalisation du Saint-Laurent et à l'aménagement de Port-Cartier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Divers travaux de construction et réfection de barrages (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'électrification rurale: achat et construction de lignes de transmission (Richesses naturelles)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'électrification rurale est une œuvre dont l'Union nationale a le droit d'être fière.

On a dit que l'ancien gouvernement a coûté cher parce qu'il a dépensé \$35,000,000 pour l'électrification rurale. Mais il faut voir ce qu'il a réalisé. L'Ontario a commencé avant le Québec à développer l'électrification rurale et, pourtant, la province de Québec a dépassé, sous l'ancien gouvernement, le pourcentage atteint par l'Ontario dans le domaine de l'électrification.

Il dit rappeler les bienfaits des coopératives d'électricité. En 1944, dit-il, quatre villages du comté de Lotbinière ne bénéficiaient pas de l'électricité parce que les compagnies préféraient desservir plutôt les grandes agglomérations. Mais, après la naissance des coopératives encouragées et soutenues par

l'ancien gouvernement, les compagnies se sont ravisées et ont décidé de fournir l'électricité aux cultivateurs des rangs aux mêmes conditions que les coopératives.

Aussi, on peut affirmer que ces coopératives ont puissamment contribué à étendre les bienfaits de l'électricité aux cultivateurs de Lotbinière et à ceux de toute la province. L'électricité a apporté le confort à la population rurale et a transformé le visage de nos campagnes.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** L'électrification rurale a rendu des services à la province de Québec. La situation n'est pas aussi rose qu'on veut le faire croire, et il faudra entreprendre des études pour savoir où on en est et où on s'en va dans ce domaine.

Les coopératives d'électricité ont eu pour lot les régions les plus éloignées et les moins rentables. Une fois les lignes de transmission construites, certaines coopératives sont disparues mystérieusement, des compagnies se substituant à elles.

En Gaspésie, par exemple, le prix demandé par les coopératives, à \$45 et \$50 le cheval-vapeur, était beaucoup trop élevé. Le gouvernement compte rétablir la situation en construisant une ligne de transmission sur terre, de Lévis à Gaspé. C'est le seul moyen de fournir de l'électricité à un prix abordable aux Gaspésiens. C'est aussi le seul moyen d'attirer là-bas des industries, au bénéfice de la population gaspésienne.

**M. Bellemare (Champlain)** pose une question<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dit qu'il confirme que Hydro-Québec construira une ligne de transmission en vue de fournir l'électricité à la Gaspésie. Ce sera mieux que les câbles sous-marins toujours cassés, dit-il.

Le projet qui coûtera entre \$15,000,000 et \$20,000,000 est jugé essentiel en raison du manque de puissance dans la région de Gaspé et des pertes au niveau du développement industriel dans cette région à cause de ce manque. Il y a déjà une nouvelle industrie qui s'installe dans la péninsule gaspésienne, et une nouvelle usine de papier sera construite à Chandler par la Gaspesia Sulphite.

On a commencé les travaux de débroussaillage de la ligne, ce qui permettra de remplacer les câbles sous-marins, souvent défectueux, qui traversent le Saint-Laurent à la hauteur de Les Boules. Construits au coût de \$12,000,000, les quatre câbles se sont brisés de nombreuses fois depuis leur construction,

cinq ans auparavant, et le coût de leur réparation s'élève à près de \$8,000,000.

Pour fournir de l'électricité lors des coupures, Hydro-Québec a été obligée d'installer une centrale thermique à l'huile à Les Boules.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre des Richesses naturelles remplit une promesse faite par les libéraux lors de la campagne électorale.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dit qu'il a peut-être anticipé lorsqu'il a annoncé la construction de la nouvelle ligne de transmission le lendemain de son assermentation, le 8 juillet dernier. Hydro-Québec a débattu pendant deux mois avant de prendre la décision de construire.

La province va probablement vendre l'électricité en surplus aux Maritimes et au Nouveau-Brunswick, pour son système de réseau maillé, à la suite de l'achèvement de la nouvelle ligne de transmission de l'Hydro-Québec le long de la rive sud du Saint-Laurent, entre Lévis et Les Boules, près de Matane.

**M. Johnson (Bagot):** La Gaspésie n'utilise pas actuellement toute l'électricité qui traverse dans les câbles sous-marins entre Les Boules et la rive nord.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** La ligne à haute tension prévue apportera une grosse papeterie à Chandler. On peut déjà l'annoncer, car la machinerie est commandée. Cette ligne fera disparaître le sous-développement dont souffre depuis trop longtemps la Gaspésie.

**M. Johnson (Bagot):** Il est encore trop tôt pour dépenser \$15,000,000<sup>17</sup> pour cette ligne alors qu'il y a de l'électricité en suffisance.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Vos fameux câbles sous-marins, en réparation depuis 1954, ont coûté au moins \$15,000,000 à date<sup>18</sup>; \$500,000<sup>19</sup> chaque fois qu'ils se brisent<sup>20</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Je soutiens que la Gaspésie n'a jamais manqué d'électricité.

**Des députés ministériels** protestent<sup>21</sup>.

**L'honorable M. Lévesque (Bonaventure):** C'est effrayant, c'est effrayant!

**M. Johnson (Bagot):** On peut endormir la Gaspésie avec des promesses!

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** dit qu'il s'élève avec indignation contre les dires du député de Bagot.

Lorsque j'étais dans l'opposition, j'ai souvent critiqué l'Union nationale qui n'assurait pas l'électricité en quantité suffisante et de manière constante à la Gaspésie. Il est temps, dit-il, d'assurer aux Gaspésiens une source abondante et constante d'énergie électrique à prix compétitif. La Gaspésie en a absolument besoin. Le seul moyen d'arriver à ce but est l'établissement d'une ligne de transmission par terre, entre Lévis et la Gaspésie. À cause de cette décision du gouvernement, la ville de Chandler aura une grosse fabrique de papier journal.

Le député de Bagot s'est toujours fait le champion de la théorie qui consiste à refuser à la Gaspésie l'électricité qu'il lui fallait pour assurer son développement normal. Combien de fois le député de Bagot n'a-t-il pas refusé aux Gaspésiens les \$15,000,000 qui leur étaient nécessaires, pour les lignes de transmission, en disant que c'était trop pour eux?

Nous savons que nous ne pouvons pas nous fier sur les câbles sous-marins. En 1954, lorsque le premier ministre Duplessis est venu inaugurer cette merveille du siècle, rien n'a marché quand il a pressé le bouton.

On disait aux Gaspésiens: "Vous n'aurez pas d'électricité parce que vous n'avez pas d'industries. Et les industries disaient: "Nous ne pouvons pas nous installer en Gaspésie parce qu'il n'y a pas d'électricité.

Ce cercle vicieux s'est maintenu pendant des années, jusqu'à ce qu'un gouvernement réaliste prenne les moyens nécessaires pour redonner l'espoir aux Gaspésiens.

Il rend hommage à ses deux collègues du cabinet, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault) et le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier), grâce à qui les industries ont consenti à venir s'installer en Gaspésie.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures<sup>22</sup>.

#### **NOTES**

1. Selon *Le Montréal-Matin* du 16 mai 1961, à la page 9 et *Le Soleil* du 16 mai 1961, à la page 14, c'est M. Lapalme qui dirige alors les travaux de la Chambre.

2. Les journaux, dont *Le Devoir* du 16 mai 1961, à la page 1, relatent que c'est M. Lapalme qui présente le projet de loi.

3. \$3, selon *Le Soleil* du 16 mai 1961, à la page 14.

4. John Samuel Bourque (1894-1974) est ministre des Ressources hydrauliques dans le cabinet Duplessis du 21 juillet 1945 au 30 avril 1958.

5. Selon *L'Action catholique* du 16 mai 1961, à la page 1, "M. Lévesque a déposé ce contrat en Chambre".

6. Selon *Le Nouvelliste* du 16 mai 1961, à la page 1, M. Lévesque aurait plutôt lu une seule lettre.

7. "sous le régime de Sir Lomer Gouin en 1918", selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 16 mai 1961, à la page 3.

8. L'honorable Mark Robert Drouin est président du Sénat du 4 octobre 1957 au 23 septembre 1962. Il est alors considéré comme le Canadien français le plus influent auprès du premier ministre John Diefenbaker.



9. *Le Soleil* du 16 mai 1961, à la page 17, rapporte que le ministre a devant lui "un rapport sur toute cette affaire".

10. "interprétation", selon *Le Montréal-Matin* du 16 mai 1961, à la page 6.

11. *La Presse* du 16 mai 1961, à la page 13, précise que "malgré les remarques de M. Talbot, M. Lévesque s'indigne de l'accusation portée un peu plus tôt par M. Johnson".

12. \$36,800, selon *Le Nouvelliste* du 16 mai 1961, à la page 14.

13. \$1.05, selon *Le Nouvelliste* du 16 mai 1961, à la page 14.

14. Selon *L'Action catholique* du 16 mai 1961, à la page 1, et *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3, le débat sur cette question a duré quatre heures.

15. M. Paul Beaulieu (1902-1976) est ministre de l'Industrie et du Commerce dans les cabinets Duplessis, Sauvé et Barrette du 30 août 1944 au 5 juillet 1960.

16. Selon *Le Nouvelliste* du 16 mai 1961, à la page 14, "le ministre a confirmé la nouvelle en réponse à une question de M. Maurice Bellemare, député de Champlain". Cependant, le contenu de la question est absent.

17. \$16,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 16 mai 1961, à la page 24.

18. \$7,000,000, selon *Le Droit* du 16 mai 1961, à la page 16; \$12,000,000, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 2.

19. \$1,000,000, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 16 mai 1961, à la page 2.

20. Selon *L'Événement-Journal* du 16 mai 1961, à la page 24, ces phrases sont prononcées par M. Levesque.

21. Selon *L'Action catholique* du 16 mai 1961, à la page 3, "des cris de protestation se sont alors élevés du côté ministériel".

22. Les sources ne mentionnent pas l'heure de l'ajournement. Nous convenons que la séance s'ajourne à l'heure habituelle.



Séance du mardi 16 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Retour du député  
de Gaspé-Sud, M. Pouliot<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) semble complètement remis de son indisposition passagère.

**M. Talbot (Chicoutimi)** évoque les services inestimables rendus par le député à la population de sa circonscription comme à la province tout entière.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** se dit très touché de l'accueil que lui fait la Chambre. Je remercie particulièrement, ajoute-t-il, le chef du gouvernement et le chef de l'opposition pour leurs vœux de santé.

**50e anniversaire  
de La Tuque**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'attire l'attention de l'Assemblée législative sur la célébration prochaine du cinquantenaire de La Tuque. Cet anniversaire sera marqué par de grandes manifestations qui s'ouvriront, aujourd'hui, à l'occasion de la visite du premier ministre et de quelques autres membres du Conseil exécutif de la province. En même temps, le chef du gouvernement, dans le cadre du programme des célébrations, assistera à l'inauguration du nouveau moulin à papier de la Canadian International Paper dans cette ville. À cette occasion, le premier ministre et ses collègues goûteront la cordialité et la chaude hospitalité de la population de La Tuque. J'invite mes collègues de la Chambre basse à s'y rendre.

**Commission royale  
d'enquête sur l'enseignement<sup>2</sup>**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** J'attire l'attention de la Chambre sur la prestation de serment par la plupart des membres de la Commission chargée d'enquêter sur la situation de l'enseignement dans la province. Ils ont tenu leur

première réunion hier après la cérémonie d'assermentation. Le problème de l'éducation doit être considéré au-dessus de tous les intérêts de parti. Je formule le vœu que la Commission puisse faire son travail en toute objectivité et dans la plus grande harmonie possible pour le bien de la province et des générations futures.

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 122 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

**Projets de loi:**

**Succession Trefflé Berthiaume**

**M. Lechasseur (Verchères)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

**M. Lechasseur (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subsides:**

**Crédits provisoires 1961-1962**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Budget des dépenses ordinaires et de capital de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Qu'une somme ne dépassant pas \$121,800,216, soit l'ensemble du sixième des montants totaux des articles inscrits au budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962, présenté à l'Assemblée législative à la présente session de la Législature, soit octroyée à Sa Majesté, à titre d'avance, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Voies et moyens:**

##### **Crédits provisoires 1961-1962**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires votés à Sa Majesté.

M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1962, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$121,800,216.

Adopté.

#### **Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi des subsides No 5, 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 72 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins du service public.

On arrive à la fin de mai, dit-il. Deux mois après le début de l'année commençant le 1<sup>er</sup> avril, l'ensemble du budget de la province n'a pas encore été voté. Les crédits sont requis avec urgence pour fournir les fonds visant à continuer le programme de réadaptation scolaire chez les chômeurs.

**M. Talbot (Chicoutimi)** n'a pas d'objection à approuver le projet de loi, mais exprime des réserves.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Depuis 1936, sous l'Union nationale, un employé de la voirie a retiré \$86,000 en salaire du gouvernement sans jamais mettre les pieds dans les bureaux du ministère.

Il s'agit de M. J.-Onésime Dallaire, de La Tuque. Le gouvernement l'a congédié récemment. C'était justifié.

**M. Talbot (Chicoutimi):** M. Dallaire peut souffrir considérablement dans sa réputation à la suite des insinuations du ministre qui laisse entendre, en quelque sorte, que ce monsieur a retiré un salaire sans l'avoir mérité.

Le fait qu'il ne fut pas connu au ministère ne prouve pas qu'il n'ait effectué aucun travail pour le gouvernement. C'est encore du salissage! Il s'est occupé de projets à divers endroits de la province et, si le nouveau gouvernement pense qu'il n'a pas mérité son salaire, il devrait tenter des mesures

légales contre lui. Pourquoi n'y a-t-il pas de poursuites?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Les officiers supérieurs de la voirie m'ont affirmé qu'ils n'avaient jamais vu M. Dallaire mettre les pieds au parlement.

Quant aux poursuites judiciaires, le dossier est actuellement chez le procureur général et on décidera bientôt s'il y a lieu d'en tenter. J'ai un rapport rédigé par de hauts fonctionnaires de mon ministère.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Déposez-le! Un ministre doit, en toute équité, soumettre la preuve de ses avancés.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Jean Saint-Gelais, organisateur reconnu de l'Union nationale qui a volé l'élection dans un comté, n'a pas attendu, lui, qu'on le renvoie.

**M. Lavallée (Berthier):** J'ai vu M. Dallaire à son bureau. Le ministre a dit des faussetés comme d'habitude.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Dans le rapport, on dit que M. Dallaire avait des fonctions nébuleuses. C'est tout ce qu'on sait. De plus, il voyageait constamment aux frais de la princesse.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un avocat qui agissait comme officier spécial en expropriation pour les cas difficiles. Il envoyait ses rapports directement au ministère.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Officier spécial pour des cas spéciaux.

**M. Laberge (Châteauguay):** J'ai communiqué avec M. Dallaire à Montréal au moins quatre fois depuis les dernières années.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Tout ce que je sais, c'est que la Commission du service civil rapporte qu'il n'a jamais été vu au ministère et qu'il y a des raisons pour justifier son congédiement.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** C'est un rapport dicté!

**Des députés** en appellent au Règlement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Qu'on produise ce rapport!

**M. le président:** Le ministre de la Voirie n'a fait que référer au rapport. Il n'est pas tenu de le produire.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un cas d'intérêt public, car on salit injustement la réputation d'un honnête homme. J'en appelle de votre décision.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est ça, perdez votre temps.

**M. Plourde (Roberval):** Vous coûte \$22,000 par jour à la province. L'opposition va coûter des millions à la province.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 1 des estimations budgétaires du ministère de la Voirie, le ministre s'est référé à un rapport concernant un individu en particulier. Il n'a pas lu le rapport. Le chef de l'opposition a demandé que le rapport soit déposé sur le bureau de la Chambre en vertu de l'article 696 du Règlement. Me basant sur la note 2, de l'article 696, j'ai décidé que je ne pouvais pas contraindre le ministre à déposer le document sur le bureau de la Chambre.

Le chef de l'opposition (M. Talbot) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenaault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 44.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Charbonneau, Cloutier,

Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 32.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Qui a signé le rapport et à quelle date?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à une telle question.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On ne saurait invoquer pareil argument dénué de sens. Le ministre doit répondre!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Le ministre est un lion dans un aquarium.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Au cours de la session de 1958-1959, feu Maurice Duplessis avait refusé de déposer un document en déclarant qu'il n'était pas dans l'intérêt public de le faire. L'Orateur de la Chambre, l'actuel député de Montcalm (M. Tellier), avait maintenu le point de vue du premier ministre du temps.

**M. Johnson (Bagot):** C'est un spectacle qu'on n'a jamais vu depuis 16 ans. Un ministre se sert d'un rapport, en cite des passages et refuse de dire qui l'a signé. Avec cette attitude, on s'en va vers la déchéance du système parlementaire.

**M. le président:** Le troisième paragraphe de l'article 696 dit que le ministre qui cite en entier ou en partie un document confidentiel, émané d'un fonctionnaire du gouvernement, est tenu de le déposer, à moins qu'il ne soit contraire à l'intérêt public de le faire.

**M. Johnson (Bagot):** Si le ministre ne veut pas produire le document, il doit prendre sur lui la responsabilité de ce qu'il en a cité. Je puis affirmer pour ma part que M. Dallaire a travaillé pour le gouvernement.

**M. Tellier (Montcalm):** On a cité une de mes décisions. Le cas est différent aujourd'hui. C'est un ministre qui cite un document et refuse ensuite de le déposer. Le rapport n'a plus son caractère confidentiel du fait qu'il a été cité. On peut, par conséquent, demander qu'il soit déposé.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Si l'on veut avoir des fonctionnaires compétents, libres et qui font leur devoir, il faut qu'il y ait dans les règlements des articles qui les protègent et empêchant leur procès en Chambre. Autrement, que vaudront leurs rapports?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Si le ministre n'est pas obligé de déposer un document qu'il cite, il peut en communiquer les passages qui font son affaire, car rien dans les règlements ou dans les procès-verbaux ne peut autoriser un ministre à refuser de donner des détails sur un document dont il a lui-même cité une partie. Dans le cas présent, il y va de la réputation d'un employé du gouvernement qu'on a congédié.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** parle dans le même sens que le député de Trois-Rivières.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle de la décision du président du comité.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 1 des estimations budgétaires du ministère de la Voirie, le chef de l'opposition a demandé des informations spécifiques contenues dans un rapport mentionné par le ministre. Le ministre a répondu

qu'il n'était pas dans l'intérêt public de donner ces renseignements. Le chef de l'opposition a critiqué cette réponse. Le premier ministre a eu raison de soutenir que la Chambre ne peut critiquer le refus du ministre de produire son rapport et son point d'ordre est bien fondé. Me basant sur le paragraphe 3 de l'article 686 du Règlement, j'ai maintenu le point d'ordre soulevé par le premier ministre.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brousseau, Brown, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 44.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 32.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration

(Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Combien d'employés du ministère de la Voirie couverts par la Commission du service civil ont été destitués?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Depuis juillet dernier, seulement 19.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Combien ont démissionné?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Quarante-six. Dans tous les cas, les destitutions ont été faites sur la recommandation de la Commission du service civil, après enquête et émission d'un certificat. Quant aux employés saisonniers, plusieurs ont été remplacés.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Au total, le ministère compte 1,326 employés qui relèvent de la Commission du service civil et, en comptant les employés extérieurs qui ne relèvent pas de cette Commission, on arrive à 2,475.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a eu des destitutions nombreuses au ministère de la Voirie. On a plongé impitoyablement des gens dans la misère de ce fait.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les destitutions faites par le gouvernement actuel sont, pour cause, peu de chose en regard des centaines de destitutions faites par l'Union nationale en 1944<sup>4</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est faux et archi-faux! Combien d'employés ont-ils démissionné librement?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Les 46 l'ont tous l'ont fait librement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La vérité, c'est qu'on a obligé ces gens à choisir entre un congédiement pur et simple et leur pension. Ceux qui ont refusé ont été suspendus et le restent depuis. C'est là un système que je tiens à dénoncer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** (Consultant des documents) donne lecture d'une liste de démissionnaires. Un bon nombre, ajoute-t-il, ont

motivé leur démission. Certains ont quitté pour occuper des positions plus avantageuses, pour cause de mariage ou encore pour retourner aux études. D'autres démissions ne sont pas motivées dans le rapport.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il est évident que ceux qui ne donnent pas de raisons n'étaient pas pour aller dire à la Commission du service civil qu'on les obligeait à démissionner, s'exposant de la sorte à perdre leur fonds de pension. On a même poussé cela assez loin qu'on a mis dehors des rouges que nous avions gardés.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il y a, dans le ministère de la Voirie, 71 nouveaux employés qui sont sous la juridiction de la Commission du service civil.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le nouveau sous-ministre, Roger Labrecque, se trouve-t-il parmi les 71 nouveaux employés du ministère?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Non.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Jean Gauvin, un jeune étudiant auquel l'ancien gouvernement payait un modeste salaire pour un emploi à temps partiel, a été congédié et remplacé par un autre étudiant qui n'est certes pas nécessaire puisqu'il s'agit du fils de Me Charles Cannon, ex-député libéral des Îles-de-la-Madeleine.

Des injustices comme celles-là ne font pas honneur au ministre et pas davantage au gouvernement. Le ministre ne sait rien au sujet de son ministère<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** J'ai été juste envers mes employés. J'ai augmenté le salaire d'une nièce du chef de l'opposition parce qu'elle est compétente.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai pas donné un salaire trop élevé à ma nièce justement pour ne pas donner lieu à la critique.

**M. Bellemare (Champlain):** M. Claude Lacroix, de l'équipe des arpenteurs, a-t-il été destitué?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** D'après le rapport de la Commission du service civil, que j'ai devant moi, il aurait démissionné en octobre 1960 pour occuper un emploi plus avantageux.



**M. Bellemare (Champlain):** Mes renseignements sont à l'effet qu'il n'a pas démissionné. A-t-il été remplacé?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le rapport de la Commission du service civil ne mentionne pas de remplacement.

**M. Bellemare (Champlain):** Pourtant, l'équipe des arpenteurs sur laquelle il travaillait compte maintenant deux hommes de plus. Évidemment, cela ne veut pas dire que M. Lacroix a été remplacé par l'un d'eux. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) peut-il dire si l'ingénieur divisionnaire de mon district a reçu une augmentation de salaire?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il a obtenu un rajustement de \$300, le 1<sup>er</sup> novembre 1959. Il n'en a pas eu d'autres depuis.

**M. Larouche (Témiscamingue)** pose une question sur le cas d'un commis au garage de la voirie à Ville-Marie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cet employé, J.-A. Vincent, a été destitué le 15 janvier 1961, après une enquête en vertu de l'article 60 de la loi du service civil qui interdit aux fonctionnaires de faire de la politique.

**M. Larouche (Témiscamingue):** M. Vincent n'a pas fait de politique depuis 20 ans.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Une rumeur veut que le bureau de la Voirie provinciale soit transféré à Shawinigan. Le ministre pourrait-il fournir des précisions à ce sujet? Je m'élève contre ce démenagement.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La question est à l'étude. Il s'agit de décider de l'emplacement du bureau en fonction des services qu'il peut rendre. La décision sera basée sur le rapport des ingénieurs. Aucune n'a encore été prise.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre, en disant que le bureau doit être situé à l'endroit où il servira le mieux les intérêts de la région, laisse entendre qu'il demeurera à Trois-Rivières, car c'est le centre nerveux de toute la Mauricie.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je ne laisse rien entendre. La décision sera basée sur le rapport des ingénieurs.

**M. Tellier (Montcalm):** Une enquête présentée au divisionnaire de l'Assomption, concernant l'amélioration des chemins dans le comté, fut retournée avec une invitation de s'adresser à M. Gérard Martin, mon adversaire dans Montcalm aux dernières élections. On disait en même temps que M. Martin était le représentant du gouvernement.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Qui a signé cela?

**M. Tellier (Montcalm):** C'est un rouge que nous avons gardé à l'emploi du gouvernement.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le député devrait répondre à ma question. De toute façon, j'ai déjà reçu le député de Montcalm dans mon bureau. Il sait que ma porte lui est toujours ouverte.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Celui qui a envoyé la requête à M. Martin devait être un homme que les 16 années du régime de l'Union nationale avaient familiarisé avec une telle pratique.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Une annonce de la Commission du service civil de la province a été publiée dans *L'Événement-Journal* du 2 mars dernier pour une offre d'emploi à la voirie, à Saint-Jean-Port-Joli, dans le comté de L'Islet. Je m'élève contre le fait que l'annonce en question mentionnait que tout candidat intéressé pouvait obtenir une formule d'emploi chez M. Évariste Normand, le secrétaire du député et ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) à Saint-Jean-Port-Joli, comme aussi d'ailleurs à la Commission du service civil à Québec.

C'est une situation honteuse affichée dans les journaux! Elle démontre où en est rendu l'exercice du patronage, car il y a une différence bien nette entre les deux endroits. Ça veut dire que le secrétaire du ministre va donner seulement des formules à ceux qui montrent patte blanche. Voilà le bon patronage que pratiquent le gouvernement et le ministre actuel!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si les députés de l'opposition ou ceux du gouvernement désirent des formules à remettre aux personnes qui cherchent du travail dans leurs comtés, ils n'ont qu'à en faire la demande à la Commission du service civil. Il est tout à fait normal de répandre ces formules. Les choses se passent ainsi à Ottawa. J'y ai été ministre durant 13 ans, au pouvoir et dans l'opposition, et l'on donnait tous les jours des

formules à ceux qui en demandaient, afin de donner justice et aussi pour obtenir un meilleur rendement. Tout le monde peut en obtenir. Si le chef de l'opposition en désire, je lui en enverrai un paquet. Les engagements se font ouvertement aujourd'hui. Il est donc évident que les gens qui les remplissent doivent aussi répondre aux exigences de la Commission du service civil avant d'être engagés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je mets le premier ministre au défi de prouver que, dans les annonces publiées par le gouvernement fédéral, on mentionne que les formules sont disponibles chez le secrétaire d'un ministre. C'est du patronage, pas autre chose, quand le gouvernement paie une annonce où il est dit que les formules sont disponibles chez le secrétaire du ministre. C'est de l'indécence! Qu'on distribue ces formules dans les endroits publics comme les bureaux de poste.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Dans le bureau de mon comté, il y a des formules, car, avec 40,000 électeurs, on a ainsi des chances qu'elles soient remplies plus équitablement qu'au temps de l'ancien système. Il y a encore des solliciteurs d'emploi, dans la province, qui viennent à mon bureau et nous demandent: "Est-ce le même prix qu'avant pour avoir une job?" Je veux que cela disparaisse! Je parle surtout pour le député de Trois-Rivières (M. Gabias), car je sais qu'il a quelques fois l'oreille dure.

(Désordre)

Le tumulte dans la Chambre fait penser à un véritable poulailler.

Il retire ses paroles à la demande du président.

**M. Johnson (Bagot):** Si les gens offrent de l'argent au député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque) quand ils vont demander une job, c'est qu'ils savent qu'il vient de Radio-Canada où c'est la coutume.

Il cite une réclame publiée par la Commission du service civil qui annonce des emplois au ministère de l'Industrie et du Commerce. On avise, dit-il, les gens qu'ils pourront se procurer des formulaires chez le secrétaire du député.

Est-ce qu'on a déjà vu une annonce du service civil d'Ottawa ou d'une seule autre province canadienne où il soit dit qu'on peut se procurer des formules à remplir pour un emploi quelconque chez le député au pouvoir ou chez son secrétaire, si le député est ministre?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je répondrai à la question du député de Bagot quand il aura répondu à la question suivante: combien de fois, durant les 15 années que l'Union nationale fut au pouvoir, y a-t-il eu des annonces de la Commission du service civil de la province pour annoncer un concours en vue de choisir un candidat à une fonction?

**M. Johnson (Bagot):** Je pose une question au premier ministre et il me répond par une question. Mais je puis dire au premier ministre qu'au temps de l'Union nationale, la Commission du service civil était indépendante.

L'annonce que je viens de citer montre à quel degré d'indépendance la Commission est parvenue sous le régime actuel. Dans chaque comté, la succursale de la commission, c'est le bureau du député, et si celui-ci est ministre, c'est au bureau de son secrétaire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le cas de l'annonce dont parle le député de Bagot est exceptionnel à Saint-Jean-Port-Joli. Le ministre a pensé rendre service aux gens de la région qui pourraient être intéressés à participer au concours qui déciderait du choix du candidat. Il leur évitait le trouble de se rendre à Québec pour se procurer de ces formulaires.

C'est un service normal qu'il rendait à la population, puisqu'il s'agit d'un emploi à Saint-Jean-Port-Joli.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** seconde ce que dit le premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mais le député de Bagot n'a pas répondu à ma question pour la bonne raison qu'il sait que la Commission du service civil, sous l'Union nationale, était inopérante. Il n'y avait qu'un seul commissaire. Elle n'était rien qu'un outil de politiciailleurs.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'opposition se dit offensée par une telle procédure, mais elle n'a pas annoncé un seul poste en 16 ans et n'a jamais fait passer d'examen aux candidats.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) sait-il combien de milliers d'employés de la voirie ne relevant pas de la Commission du service ont été destitués depuis juin 1960?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y a pas eu de destitutions. Ces gens étaient engagés à la journée, à la semaine ou au mois, nous ne les avons pas destitués. Une fois que leur engagement a été terminé, nous en avons simplement engagé d'autres.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Que faisait M. Roger Labrecque en juin dernier<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cette question donne une bonne idée de la hauteur d'esprit du député de Lotbinière. C'est le genre de questions insipides qui ne méritent pas de réponse et dont nous sommes témoins de la part de l'opposition depuis le début de la session.

**M. Johnson (Bagot):** J'ai toujours respecté le sous-ministre Roger Labrecque qui a été mon adversaire aux deux dernières élections et qui est un de mes amis depuis longtemps. C'est une excellente nomination que j'aurais faite moi-même si j'en avais eu l'occasion.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Farceur!

**M. Gabias (Trois-Rivières)** proteste. Je demande, dit-il, au premier ministre de retirer ce mot.

**M. le président:** Je n'ai pas entendu l'expression du premier ministre.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 heures

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quelle est la raison de la hausse de \$500,000 cette année dans les crédits de \$15,500,500 demandés pour les salaires des cantonniers, journaliers, chauffeurs, etc.?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Cette année, le ministère entretiendra 600 milles de routes de plus que l'année précédente.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les salaires resteront-ils les mêmes cette année?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Ils reçoivent \$0.85 de l'heure à l'heure actuelle. Nous avons reçu des demandes d'augmentation. La question est à l'étude.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je me rappelle que, l'an dernier, l'opposition a passé des heures et des heures à me critiquer en disant que les journaliers n'étaient pas suffisamment payés. Le ministre nous dit, aujourd'hui, qu'il étudie la question. Qu'il soit donc franc.

S'il veut accorder \$0.05 de plus l'heure seulement aux journaliers, tout son surplus de dépenses de \$500,000 y passera. Il ne restera rien pour les autres. S'il a vraiment l'intention de hausser les salaires, qu'il présente tout de suite un budget supplémentaire.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La question est encore à l'étude. Sur ces \$500,000 de plus, il faudra consacrer \$200,000 aux salaires pour le parachèvement du boulevard Métropolitain.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est encore pire. Le ministre pense-t-il réellement qu'on peut le croire quand il nous dit naïvement que la question est à l'étude?

Il parle du manque d'ingénieurs.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le problème de la rémunération est primordial. C'est pourquoi le gouvernement a l'intention d'augmenter le traitement des ingénieurs du ministère, afin de les intéresser davantage à travailler pour le gouvernement. Cela facilitera le recrutement de compétences.

Le gros de l'effort reste à faire puisque, dans le personnel technique du ministère, 60 professionnels, des diplômés d'universités, touchent moins de \$5,000 par année, 99 ont moins de \$6,500 et 14 moins de \$8,000. Sur 170 professionnels, au ministère de la Voirie, il s'en trouve seulement 29 à toucher un salaire supérieur à \$8,000. Mon principal souci est de doter mon ministère du personnel requis et bien rémunéré à cause de l'importance grandissante des travaux de voirie.

La situation est à l'étude en collaboration avec la Commission du service civil. Chaque cas est considéré, en commençant par les échelons supérieurs de la hiérarchie. Ainsi, le salaire du sous-ministre Roger Labrecque, qui vient d'être nommé, a été porté par l'administration actuelle à \$17,000 par an; son adjoint, M. Jos Matte, vient de voir son traitement annuel porté de \$11,800 à \$13,000<sup>7</sup>; l'autre sous-ministre suppléant, M. Langevin, aura aussi une augmentation. Par la suite, l'ingénieur en chef, Arthur Branchaud, bénéficiera d'une mesure analogue ainsi que les ingénieurs divisionnaires. Le budget de la voirie augmente d'année en année. Cette circonstance nécessite une réorganisation administrative avec une décentralisation des responsabilités et des fonctions.

Actuellement, les ingénieurs du ministère de la Voirie sont au nombre de 159. Alors qu'aux États-Unis, on compte de six à huit ingénieurs pour chaque million du budget de la voirie, au Québec, on en compte 159 pour un budget de \$153,000,000, soit environ 1.2 par chaque million de dollars. Au Québec, d'après les statisticiens, on en comptait 6.1 par million du budget en 1940; en 1950, ce n'était plus que deux; en 1954, c'est tombé à 1.3; puis en 1955, à 1.2; la baisse devait continuer jusqu'à 1.0 par la suite.

Bref, de 1940 à 1961, le ministère de la Voirie ne s'est pas enrichi d'un nombre d'ingénieurs proportionnel à l'augmentation du budget. Au cours de cette période, le recrutement a été contrebalancé par le départ de 170 ingénieurs du ministère de la Voirie, dont 53 depuis 1955. Les bas salaires en sont responsables.

Le recrutement est cependant marqué de signes encourageants. On note en effet une légère amélioration en 1961, car on recrute 57 nouveaux ingénieurs cette année. Le ministère de la Voirie fait

des démarches de recrutement intensif auprès de l'École polytechnique et de l'Université McGill, afin d'avoir au ministère de jeunes ingénieurs de la prochaine promotion.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans le cas de huit nouveaux ingénieurs qui sont entrés au service de la voirie, il n'est pas nécessaire de leur faire subir un examen, puisqu'ils sont diplômés d'universités.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** On tient compte de leur expérience dans l'entreprise privée ou dans l'administration.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Sous l'ancien gouvernement, on se basait sur l'expérience des candidats. Mais la grande difficulté, au ministère de la Voirie, c'était encore le manque d'ingénieurs et de personnel qualifié. Trop longtemps, les salaires sont restés à un niveau trop bas. Pendant la dernière guerre, nous avons laissé partir une quarantaine d'ingénieurs qui sont allés dans l'industrie privée. L'Union nationale s'est déjà employée à intéresser les jeunes et à résoudre le problème du manque d'ingénieurs en haussant les salaires et en leur garantissant des conditions de vie raisonnables. Je donne au ministre le conseil de prendre tous les ingénieurs qualifiés qui pourront lui offrir leurs services.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) a cité des chiffres, pour la période de 1940 à 1960, des ingénieurs du ministère de la Voirie, mais s'est bien gardé d'en citer pour les années 1940 à 1944. En 1944, lorsque j'ai pris la direction du ministère, le personnel technique était décimé. Les bons hommes étaient partis à cause des salaires ridicules.

J'ai connu des ingénieurs qualifiés qui gagnaient \$1,700. Je me rappelle qu'un jour, on m'a signalé le cas d'un ingénieur de division dont on m'avait dit qu'il avait commis l'erreur de confondre le bien de la province avec le sien. Je l'ai fait venir, mais quand j'ai appris qu'il ne recevait que \$1,800 par année avec une famille de huit enfants, je n'ai pas eu le courage de le congédier.

En 1944, le budget total de la province était environ de l'ordre du budget du ministère de la Voirie, cette année. Il est évident qu'on ne pouvait pas payer les salaires que le ministre actuel peut se permettre de donner, avec un budget de \$150,000,000. Cependant, depuis 1944, nous avons amélioré considérablement la situation et il faut que cette amélioration continue.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Des soumissions seront bientôt demandées par le gouvernement de la province pour la construction de la route transcanadienne. L'entreprise de cette route a nécessité la constitution d'un bureau spécial d'ingénieurs sous la direction de M. O. Mathieu. Le parachèvement du boulevard Métropolitain ajoutera encore à la tâche des ingénieurs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Comment se fait-il que les frais de voyage sont réduits cette année de \$35,000 au budget de la voirie?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est parce que nous avons un meilleur système de vérification.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On verra bien plus tard, surtout si le ministre nous arrive avec un budget supplémentaire. Mais pour l'instant, je constate que les frais de voyage sont encore élevés, et cela se comprend. Mais pourquoi donc reprochait-on autrefois à l'Union nationale de présenter des frais de voyage qui se comparaient à ceux d'aujourd'hui?

Il pose une question.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** De nouvelles divisions seront établies par le ministère. Les demandes en ce sens viennent d'un peu partout.

**M. Bellemare (Champlain):** Combien y a-t-il de divisionnaires ingénieurs sur 43 divisions au ministère? Plusieurs fonctionnaires, non-ingénieurs, qui ont commencé au bas de l'échelle ont fait un excellent travail.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est exact que du personnel à la voirie est non professionnel. C'est bien mon intention de payer de bons salaires, même à ceux qui ne sont pas professionnels. Mais, en ce qui concerne les cantonniers, aucune augmentation de salaire n'est prévue.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi le ministre ne l'a-t-il pas dit tout de suite qu'il n'a pas l'intention de hausser les salaires? La Chambre a droit à plus de franchise de sa part.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le gouvernement est en train de dépouiller les bureaux provinciaux de Trois-Rivières. J'ai des informations à l'effet qu'un bureau est déjà loué à Shawinigan pour l'aménagement

du bureau de la voirie de la région trifluvienne. Le ministre est-il au courant de ça?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il se pourrait que l'ingénieur divisionnaire demeure à Trois-Rivières et qu'un ingénieur résidant soit nommé à Shawinigan. De toute façon, j'invite le député de Trois-Rivières à me rencontrer pour en discuter. Le cas est à l'étude. Je ne peux en dire davantage. M. Louis-Théo Larose a été transféré dans une autre région.

**M. Talbot (Chicoutimi)** pose une question.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La création d'une nouvelle division du ministère de la Voirie est projetée à Drummondville pour les travaux de la route transcanadienne. Je crois que le chef de l'opposition admettra qu'un bureau divisionnaire de la voirie s'impose dans le comté de Drummond. Le bureau actuel couvre les comtés de Drummond, d'Arthabaska, de Nicolet et de Yamaska, ce qui est très vaste.

Sur 37 soumissions publiques au ministère de la Voirie, le gouvernement de la province a réussi à épargner \$968,000 à la province. D'autre part, la renégociation de certains contrats a permis d'épargner \$1,200,000 de plus.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Hypocrisie!

**M. Lafontaine (Labelle):** Y a-t-il un règlement du ministère qui empêche ses officiers supérieurs, tels que les ingénieurs, de briguer les suffrages à des élections municipales?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le député peut-il préciser sa question?

**M. Lafontaine (Labelle):** On répète dans le comté de Terrebonne que le ministère de la Voirie a obligé, il y a quelques mois, le maire de la ville de Sainte-Thérèse, M. Ed. Matte, à démissionner comme maire ou à démissionner comme ingénieur du ministère. Le ministre invoquait comme raison l'incompatibilité des deux fonctions.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** En effet, je lui ai demandé de s'en abstenir et c'est ce qu'il a fait.

**M. Lafontaine (Labelle):** D'accord avec ce principe, mais qu'entendez-vous faire dans le cas de

votre sous-ministre, M. Roger Labrecque, qui est maire d'Acton Vale?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** J'en ai causé avec lui et il sait à quoi s'en tenir. C'est un homme sérieux qui sait ce qu'il a à faire. Je n'ai aucune précision à donner à cette Chambre.

**M. Lafontaine (Labelle):** C'est encore là un aveu du ministre en faveur de son bon patronage. Dorénavant, dans la province de Québec, il y a deux poids, deux mesures.

**M. Johnson (Bagot):** Qui est le chef du bureau des soumissions publiques?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est Roch Bergeron.

**M. Johnson (Bagot):** Est-il compétent?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il a été embauché par le cabinet sur recommandations de l'ancien sous-ministre, M. Bergeron, et par l'ingénieur en chef, M. Branchaud pour ses compétences seulement et en raison du fait que son travail pour la voie maritime du Saint-Laurent lui donne l'autorité de gérer les offres. J'ai entière confiance en ces recommandations.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre a cru bon de parler, au cours de l'après-midi, d'une de mes parentes par alliance qui travaille au ministère de la Voirie.

Il aurait dû dire à la Chambre que lui, il a engagé son beau-frère, M. Roch Bergeron, comme chef du bureau de soumissions de son département, au salaire de \$10,000 par année.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. Bergeron a été engagé par le cabinet à la suite de la recommandation de la Commission du service civil.

(Rires de l'opposition)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons gardé pendant 16 ans des gens très près du premier ministre actuel et du ministre.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Nous n'avons pas critiqué l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Paul Beaulieu, qui avait engagé son beau-frère, M. Robert Plante. Il est actuellement

sous-ministre. C'est un homme qualifié et compétent et c'est ce qui compte avant tout.

Tout employé du ministère qui est qualifié et loyal n'a rien à craindre pour son poste. S'il mérite une augmentation de salaire, il l'aura. Le salaire de la nièce du chef de l'opposition a été porté de \$2,800 à \$3,400 parce qu'elle les vaut.

Nous voulions garder M. Donatien Barrette, frère de l'ancien premier ministre et ancien chef de l'Union nationale, mais il a remis sa démission en invoquant des raisons de santé.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il a démissionné parce qu'il était obligé!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je mets le chef de l'opposition au défi de prouver que j'ai fait démissionner M. Donatien Barrette.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il a fait démissionner son frère, lui!

**M. Johnson (Bagot):** Quand on voudra parler de ces sujets-là, il faudra aussi parler de la démission de M. Saint-Laurent, après 1954.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Une voiture Cadillac qui avait été commandée par mon prédécesseur, le chef de l'opposition, au mois de mai 1960 a été retournée. J'ai un modèle 1959.

**Des députés<sup>8</sup>** parlent de leur automobile personnelle.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pourquoi ne pas tous écrire sur un bout de papier la marque de sa voiture et l'année? On va faire un pool avec ça. Au moins, nous allons arrêter de perdre du temps en Chambre<sup>9</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** L'administration provinciale a-t-elle continué ses démarches pour obtenir que ses ouvriers saisonniers soient couverts par la loi fédérale?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Des pourparlers sont en cours actuellement entre le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) et la Commission de l'assurance-chômage, en vue de faire bénéficier, si possible, les ouvriers saisonniers du gouvernement de cette protection en cas de chômage. J'espère que des résultats heureux pourront être annoncés prochainement.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** On est en train de dépouiller les bureaux provinciaux de Trois-Rivières.

**M. Bellemare (Champlain):** Le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) a récemment annoncé que le gouvernement doit construire à Shawinigan un grand édifice pour loger tous les services provinciaux de la région. On organise la région de Saint-Maurice au détriment des autres régions, celles de Trois-Rivières et de Champlain notamment.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** proteste contre la longueur inutile des débats. On est, dit-il, sur le même item depuis 3 h 15, cet après-midi. L'opposition donne un beau spectacle à la province en faisant perdre le temps précieux de la Chambre par ses redites. Qu'elle continue et nous en serons encore à cet item à 5 heures demain matin, car il faudra reprendre le temps perdu en prolongeant la séance. Il y a lieu de compenser pour les lenteurs.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je crois que la situation décrite par le député de Champlain n'est pas réelle. On ne dépouille pas la région de Trois-Rivières ni celle de Champlain. Ce sont des rumeurs.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** J'imagine que ce sont aussi des rumeurs dans le cas de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est au député de Trois-Rivières de vérifier s'il s'agit de canards.

**M. Bellemare (Champlain):** Il y a une désorganisation notable en cours et cela va entraîner des déboursés considérables à la province.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Des petits frais de bureau, \$275,000 comparativement aux \$240,000 de l'année dernière ne sont que des mouchetures.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le discours du député consiste en un déluge de mouchetures.

**M. Bellemare (Champlain):** Le Parti libéral a établi la guillotine dans chacune des paroisses de mon comté au lendemain des dernières élections provinciales. On a mis dehors des centaines d'employés loyaux, des chefs de familles nombreuses

qui n'ont pas cru à l'évangile libéral. Il cite une liste de noms. Ces martyrs de la politique, dit-il, devraient être connus à travers la province. C'est au nom de ceux-ci que je veux protester.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** interrompt le député.

**M. Bellemare (Champlain):** La liste que je lis constitue l'équipe de ma circonscription incluant ceux qui n'ont pas été congédiés. Il poursuit la lecture de la liste de noms<sup>10</sup>.

**Un député ministériel:** L'Union nationale, dehors!

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri):** Le député de Champlain (M. Bellemare) est un taureau.

**M. le président** intervient pour rétablir l'ordre.

**M. Bellemare (Champlain):** S'il y a un département du gouvernement de la province où le patronage est organisé en système, c'est bien celui de la Voirie. Après la dernière élection, dans Champlain, on a fait siéger le comité libéral pour décider de la destitution du cantonnier et de son assistant; à Saint-Maurice, on a encore fait siéger le comité libéral, mais cette fois, M. Morin, frère d'un ancien député de l'Union nationale<sup>11</sup>, a été maintenu en fonctions parce que les 17 membres du comité ont partagé leurs voix à 9 contre 8.

Il cite des noms d'employés domiciliés à Sainte-Geneviève et qui ont été congédiés. Voilà, dit-il, ce qui se cachait derrière le programme libéral. S'il y a des voix qui mériteraient d'être entendues ici ce soir, c'est bien celles de ces petites gens qui n'ont aucun moyen de faire entendre le cri de détresse et de désespoir que leur ont causé les gens d'en face<sup>12</sup>.

Vous ridiculisez un ouvrier qui se lève en cette Chambre pour faire entendre les revendications des gens de son comté!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député devrait tâcher de prendre l'affaire en riant.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas drôle.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pose des questions.

**M. Bellemare (Champlain):** Aucun de ces employés ne faisait partie des cadres de

l'organisation de l'Union nationale dans mon comté. Aucun n'a fait de la politique, ni avant, ni après 5 heures. Lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, en 1944, elle a gardé des employés qui avaient été embauchés par l'administration libérale. Il cite des noms d'employés qui sont toujours au travail et qui l'étaient avant l'avènement de l'Union nationale au pouvoir.

La situation décrite pour mon comté, ajoute-t-il, est la même dans tous les autres. Tous les employés de la province ont été passés au crible, au lendemain des élections. On n'a pas hésité à jeter dans la misère des centaines de pères de famille. Que sont devenues les bonnes intentions du Parti libéral?

Cela s'est produit surtout au ministère de la Voirie, chez les petits. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) va porter le poids odieux de ce patronage honteux dans nos comtés. L'Union nationale, pour sa part, a employé des chefs de famille pour donner du pain à ceux qui en avaient besoin, sans égard à leurs convictions politiques. L'opinion publique se révolte aujourd'hui contre ce régime. Certains organisateurs libéraux se sont conduits en vrais sauvages et ont posé des gestes inhumains en causant du vandalisme suivant la victoire du parti aux bureaux de vote.

**M. Brown (Brome):** Les comtés libéraux comme le mien ont reçu un mauvais service de déneigement depuis les dernières années, avec le soc de la charrue remonté d'un pied devant la maison d'un libéral. Lors d'un récent congrès à la direction de l'Union nationale, 60 des 80 délégués ayant droit de vote étaient d'anciens employés du gouvernement qui avaient été congédiés pour leurs activités politiques.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>13</sup>:** L'Union nationale a érigé la machine électorale la plus honteuse et la plus épouvantable basée sur les travaux forcés des employés temporaires du gouvernement.

C'est vrai que l'opinion publique s'est révoltée. Elle s'est révoltée le 22 juin pour mettre dehors le régime le plus inique qui n'ait jamais présidé à l'administration de la province!

Je voudrais savoir qui a commencé à se comporter en sauvages dans cette province. Est-ce que ce ne sont pas les gens qui ont envoyé la police dans des bureaux, en 1936, et n'ont pas même permis à des gens honnêtes de prendre des documents personnels?

Lors des élections de 1948, 1952, 1956 et 1960, j'ai vu, de mes yeux, des voitures de la voirie et des voitures de la Sûreté provinciale charroyer des

électeurs de l'Union nationale et distribuer des tracts électoraux de l'Union nationale aux divers bureaux de poste.

Pour ce qui est des martyrs, l'ancien gouvernement de l'Union nationale ne s'est pas seulement assuré que les libéraux ne travaillent pas aux équipes du service routier, mais il s'est aussi assuré qu'ils ne puissent pas gagner leur vie même au sein de l'industrie privée. Il rappelle comment les employés du gouvernement avaient été avertis des dangers de congédiement, suite à leurs activités politiques si les libéraux gagnaient les élections.

L'Union nationale a érigé en système le "crois ou meurs", et maintenant elle vient verser des larmes de crocodile lorsqu'on sait quelle Gestapo elle avait instaurée dans la province. Oui, le peuple a eu raison de se révolter, le 22 juin, contre ces gens qui l'avaient asservi pendant 16 ans.

**M. Johnson (Bagot):** Combien de milliers de cantonniers et de journaliers furent mis à pied par la nouvelle administration?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Toutes vos machines électorales sont en chômage!

**M. Bellemare (Champlain) et M. Johnson (Bagot)** citent des noms de cantonniers et d'autres employés du ministère de la Voirie qui furent congédiés et remplacés par des libéraux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Dans le comté de Montmagny-L'Islet, dont j'étais député aux Communes, j'ai vu fonctionner la guillotine de l'Union nationale en 1944-1945, alors que des centaines de pères de famille furent remplacés par des organisateurs de l'Union nationale. Or, ces cantonniers ont tous travaillé contre moi aux élections fédérales de 1949, 1953, 1957, 1958. Dans les comtés provinciaux de Montmagny et de l'Islet, ils ont tous travaillé contre les candidats libéraux aux élections de 1948, 1952, 1956 et 1960.

À l'occasion d'élections, j'ai vu certains fonctionnaires, petits ou gros organisateurs de l'Union nationale, rôder comme des rats autour de mes assemblées, crayon en main, pour espionner. Les travailleurs de l'Union nationale sont comme des lézards qui grimpent le long des murs.

Il cite des exemples sur la manière dont les personnes travaillaient à chaque élection pour l'Union nationale et il accuse l'ancien gouvernement de l'Union nationale d'avoir gardé ses hommes seulement s'ils faisaient aussi leur travail politique.



**M. Johnson (Bagot):** Dans mon comté, en 1944, l'Union nationale a maintenu à son emploi plusieurs centaines d'ouvriers qui avaient été placés par les libéraux. Nous avons été humains envers eux et au point où la province regrette déjà la politique de l'Union nationale. La population la regrette, sauf les gens qui sont farcis de préjugés comme le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier).

Au sein de la Fédération libérale, tout le monde devient un bourreau apte à donner des affidavits pour faire destituer des gens. Pendant 16 ans dans mon comté, je n'ai jamais mis personne à pied, sauf deux conservateurs qui avaient commis des actes qui ne pouvaient être approuvés. J'ai juré de ne jamais créer de misère. Mais aujourd'hui, on recule de 20 ans par le fanatisme des libéraux et de leur Fédération, et c'est le premier ministre qui en assumera la responsabilité.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Quand on a vécu dans un milieu libéral comme le mien, on ne peut entendre pareil discours sans sursauter. Pendant 16 ans, dans notre district, il n'y avait pas de place pour un libéral. On mettait au rancart tout ce qui était associé au Parti libéral.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Ils n'ont rien fait pour que ces employés "non permanents pour toujours" deviennent des fonctionnaires à temps plein protégés par la loi sur le service public.

**M. Brown (Brome):** L'opposition me fait penser à un lutteur qui met les doigts dans les yeux de son adversaire, emploie des tactiques malhonnêtes et dit ensuite à l'arbitre qu'il n'a rien fait. Je félicite le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) et ses officiers pour le magnifique travail qu'ils accomplissent au bénéfice de la population.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre s'est élevé contre ce qu'il a appelé le "crois ou meurs". Dans le temps, il y avait toujours une option. Mais ce que je trouve triste, c'est qu'aujourd'hui, au lieu du "crois ou meurs", le gouvernement actuel a établi le "meurs parce que tu n'as pas cru", et c'est rétroactif. La persécution qui s'exerce dans des comtés représentés par des députés de l'opposition est tout à fait inadmissible.

Le premier ministre se serait grandi aux yeux de la province s'il avait résisté aux pressions de la Fédération libérale et avait empêché des destitutions injustes. Mais, celui qui fait consciencieusement son

devoir comme fonctionnaire a le droit, après cinq heures du soir, d'exprimer librement son opinion s'il est couvert par la loi du service civil. Prétendre le contraire, c'est battre en brèche la liberté de parole.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** En 1944, alors que j'étais avocat de la couronne, j'ai pris part à la lutte politique. Mon parti ayant été défait, j'ai aussitôt envoyé ma démission. C'est ainsi que les choses doivent se passer.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne pensais pas que le premier ministre pût avoir des idées aussi rétrogrades. J'espère que les fonctionnaires pourront se former dans une union qui les protégera contre les injustices de ce genre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. Duplessis doit se retourner dans sa tombe en entendant de telles choses.

**M. Gosselin (Compton)** prend la parole.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les propos du député n'ont guère d'intérêt puisque pas un journaliste n'est à son poste pour l'écouter<sup>14</sup>.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à minuit trente-cinq minutes.

## NOTES

1. Les journaux du 17 mai 1961 indiquent que le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) s'est absenté de la Chambre pendant plusieurs mois pour cause de maladie.
2. Les journaux du 17 mai 1961 notent que six des huit membres de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement ont prêté leur serment d'office le 16 mai devant le juge en chef adjoint de la Cour supérieure.
3. Selon *Le Soleil* du 17 mai 1961, à la page 26, l'étude des crédits du ministère de la Voirie débute à 3 h 15.
4. Au dire du *Devoir* du 17 mai 1961, à la page 6, c'est plutôt le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) qui intervient à ce moment.
5. Selon *The Montreal Star* du 17 mai 1961, à la page 40, la remarque du chef de l'opposition contrarie le ministre de la Voirie. Le quotidien note aussi que le ministre répond par la suite avec hésitation aux questions de l'opposition pendant l'étude des crédits de son ministère.
6. *Le Montréal-Matin* du 17 mai 1961, à la page 15, note que Roger Labrecque, devenu sous-ministre de la Voirie, fut candidat libéral dans la circonscription de Bagot à l'élection de 1960. Au dire du quotidien, la remarque déplait au premier ministre.
7. Selon *La Presse* du 17 mai 1961, à la page 29, il s'agit plutôt de \$15,000.
8. *The Montreal Star* du 17 mai 1961, à la page 40, note que ce sont d'anciens et nouveaux ministres ainsi que le premier ministre qui prennent part à la discussion.
9. Selon *The Montreal Star* du 17 mai 1961, à la page 40, les échanges portant sur les automobiles ont duré 15 minutes.
10. *Le Nouvelliste* du 17 mai 1961, à la page 17, note qu'après chaque nom cité, le député de Champlain (M. Bellemare) dit "dehors" et que l'assistance, très nombreuse dans les galeries selon le journal, s'amuse de l'attitude des députés ministériels qui prononcent avec le député, après chaque nom, le mot "dehors".
11. Il s'agit de Joseph-Philias Morin (1899-1945), député de Champlain de 1939 à 1944.
12. *Le Nouvelliste* du 17 mai 1961, à la page 17, raconte qu'on fait parvenir au député de Champlain (M. Bellemare) un morceau de pain enveloppé dans un mouchoir, alors qu'il parle des congédiements qui se sont produits dans son comté.
13. Selon *Le Nouvelliste* du 17 mai 1961, à la page 17, le premier ministre, en réponse au discours du député de Champlain (M. Bellemare), adopte un ton orageux.
14. *La Presse* du 17 mai 1961, à la page 17, note que les journalistes, vers minuit quinze minutes, quittent en bloc la galerie qui leur est réservée.

## Séance du mercredi 17 mai 1961

## Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Motions de condoléances:

**Décès de  
Charles-Édouard Lawn<sup>2</sup>**

**M. Johnston (Pontiac)** annonce le décès de M. Charles-Édouard Lawn, ancien député du comté de Pontiac. Je présente, dit-il, les condoléances des membres de l'opposition à la famille du disparu.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** présente les sympathies du gouvernement aux membres de la famille Lawn.

## Subsides:

**Budget des dépenses  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)<sup>3</sup>:** Le ministère des Transports et Communications prévoit l'engagement d'une vingtaine de nouveaux

employés pour développer les services d'inspection et d'éducation routière.

Le personnel du ministère compte 121 fonctionnaires auxquels s'ajoutent 81 employés à la Régie des transports et 30 autres à la Régie des services publics. Le chiffre global de 232 comprend 44 nouveaux employés, dont 17 au service aérien. Le ministère devra s'assurer les services de deux nouveaux régisseurs à la Régie des transports en vertu d'une loi adoptée récemment par la Chambre<sup>4</sup>.

Pour le ministère des Transports et des Communications, le budget prévoit, cette année, \$585,000 à comparer à \$380,000 l'an dernier. Cet écart s'explique par l'engagement de personnel additionnel et les augmentations statutaires des salaires. Il y a eu aussi des augmentations de salaire par arrêtés en conseil dans le cas de 26 fonctionnaires.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Combien y a-t-il eu de destitutions depuis le 5 juillet dernier?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Cinq employés furent destitués en vertu de l'article 60 des règlements du service civil portant une interdiction des activités politiques pour les fonctionnaires. Il y eut en outre quatre démissions.

Il rend hommage au sous-ministre Jacques Verrault. Cet ancien journaliste de grand talent, dit-il, a contribué à l'organisation du ministère des Transports à ses tout débuts. L'efficacité de son travail ne lui a valu que des éloges. Le salaire du sous-ministre est maintenant de \$15,000.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Je suis content des éloges que le ministre fait de son sous-ministre. Il aurait pu souligner toutefois que cette nomination fut une initiative de l'Union nationale. On a dit que le gouvernement du temps était immobile et ne répondait pas au besoin, mais on admettra qu'il a évolué avec des mesures législatives progressives comme, par exemple, cette nomination de sous-ministre. L'hommage qui est rendu au sous-ministre par son ministre en est une preuve et nous nous associons à lui pour reconnaître que son sous-ministre l'assiste avec compétence et dévouement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa

Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des transports (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Régie des services publics (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité et subventions pour encourager la sécurité routière (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le budget de publicité pour la sécurité, même s'il représente une augmentation de \$10,000 sur celui de l'an dernier, n'atteint quand même que \$85,000, tandis que le programme de publicité pour l'assurance-hospitalisation est de \$500,000.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Le budget de publicité, lui-même pour la sécurité routière, est de \$85,000. Mais il faudrait y ajouter, pour fins de comparaison, le salaire des propagandistes du ministère ainsi que les dépenses effectuées à ce chapitre par divers organismes privés impliqués dans la sécurité des autoroutes. Le ministère intensifie sa publicité éducative en vue d'assurer une plus grande sécurité aux usagers de la voie publique. Depuis l'été dernier, huit<sup>5</sup> conférenciers du ministère ont parcouru la province pour prononcer des causeries dans plus de 400 municipalités sur la sécurité routière. Ils ont donné des conseils de prudence à 300,000 écoliers du Québec.

**M. Bertrand (Missisquoi):** La publicité concernant la sécurité routière que patronnera le gouvernement sera toujours appuyée par l'opposition et par toute la population de la province.

Nous savons combien l'automobile est un instrument dangereux et combien de vies il a coûté. Toute publicité bien faite est de nature à provoquer, chez les jeunes particulièrement, le respect de la vie d'autrui et de la propriété privée.

Une excellente besogne a été accomplie à cet égard depuis quelques années par le gouvernement

de l'Union nationale. J'encourage le ministre actuel des Transports et des Communications à continuer l'envoi des propagandistes dans les écoles afin d'apprendre aux jeunes les rudiments de la conduite d'un véhicule automobile et les prescriptions de la loi.

Tout ce travail sera de nature à préparer une génération plus respectueuse de la vie et de la propriété privée. Ce sera de l'argent bien employé.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Je remercie le député de Missisquoi (M. Bertrand) de ses observations obligeantes. Je remercie aussi tous ceux qui collaborent à l'éducation de la population. À ce chapitre, je ne saurais trop remercier Prudentia<sup>6</sup> et les autres comités de sécurité routière qui ont fait un excellent travail à travers la province dans le passé. Il est étonnant de constater le nombre de personnes qui se dévouent bénévolement pour servir la cause de la sécurité.

C'est un grand malheur de voir le nombre de véhicules en mauvais état qui circulent sur les routes, sans aucun souci de la vie d'autrui. J'espère que la loi d'indemnisation des victimes d'accidents, récemment adoptée, contribuera à faire disparaître de nos routes ces engins de mort conduits sans souci de protéger la vie d'autrui et causant souvent des tragédies.

Le ministère, de concert avec celui de la Voirie, songe sérieusement à adopter pour les routes de la province un code de signalisation uniforme qui serait également accepté par toutes les autres provinces du Canada. Il s'agit d'un autre moyen de prévenir les accidents. Espérons qu'une amélioration exceptionnelle sera constatée dans ce domaine dès l'an prochain.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le ministre pourrait-il dire au comité quelle publicité son ministère entend déployer le long des routes?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Des panneaux-réclames d'un nouveau genre seront installés sur les routes cet été pour inciter les automobilistes à la prudence. Les nouvelles signalisations afficheront des motifs colorés pour mieux attirer l'attention des automobilistes. Le programme de publicité sur la sécurité routière sera intensifié et amélioré d'ici peu de temps. Je remercie l'opposition de son offre de collaboration.

**M. Bellemare (Champlain):** Il faut multiplier la suspension des permis de conduire dans le cas des automobilistes qui manquent aux lois de la sécurité.

Soulignons les résultats excellents obtenus en Ontario, l'an dernier. La province a effectivement réduit sensiblement le nombre de tragédies de la route en sévissant contre les chauffards par la suspension de 28,691 permis. Ce système est efficace pour prévenir les accidents<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** L'an prochain, en vertu de l'application du nouveau Code de la route adopté récemment, je pourrai probablement annoncer la suspension d'un plus grand nombre de permis de conduire dans le Québec.

**M. Bellemare (Champlain):** Un ordre de mérite de la sécurité routière devrait être institué par le ministère comme il existe déjà d'ailleurs, dans la province, l'Ordre du mérite agricole, l'Ordre du mérite du défricheur et l'Ordre du mérite forestier. Je suis convaincu que ce serait de nature à encourager la sécurité de la route.

Des automobilistes qui ont passé plusieurs années sans avoir d'accident mériteraient aussi d'être récompensés.

Les propagandistes de la sécurité routière devraient aussi se rendre dans les camps de vacances. Pendant l'année scolaire, les élèves sont assez distraits par leurs études. Le travail des propagandistes ne peut conséquemment être aussi efficace que s'il s'exerçait dans les camps de vacances, au moyen de bons films sur la sécurité.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La sécurité routière est intimement liée à la capacité des routes d'absorber une grosse circulation. C'est pour cette raison que le ministère de la Voirie et celui des Transports et Communications ont formé, en collaboration, un comité chargé d'étudier les principales causes d'accidents, de déterminer les endroits où ils se produisent le plus fréquemment et de trouver des remèdes qui s'imposent.

L'uniformisation prochaine par la province d'un code de signalisation routière uniforme sera un autre moyen de prévenir les accidents et ainsi d'accroître la sécurité des usagers de la voie publique.

Les premières étapes dans le programme de normalisation consisteront à installer prochainement sur nos routes, un nouveau signal donnant la priorité de passage. Il prendra la forme d'une enseigne en forme de triangle renversé de couleur jaune sur lequel sera écrit en noir le mot "cédez". Toutes les signalisations routières continueront à être en français et en anglais.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** À un certain endroit, des véhicules passent sur le garde-fou du boulevard Métropolitain et tombent sur les piétons en bas.

Je suggère une campagne de publicité pour demander aux conducteurs d'être prudents, en attendant que le département de la Voirie prenne les dispositions nécessaires pour remédier à cette situation.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service central de transport aérien (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** À mon arrivée au ministère, le service de transport aérien n'existait pratiquement pas. Tout a été organisé depuis lors. Il n'y a pas seulement un hangar.

Des bureaux furent aménagés et on a augmenté le nombre de techniciens. On s'est conformé aux normes fixées par le ministère fédéral des Transports pour accroître la sécurité.

Lors de la prochaine session, je pourrai préciser le coût d'entretien de chaque avion. Le ministère possède cinq avions et un hélicoptère, sans compter les deux avions Canso et un Otter. L'opération de ces avions est payée par le ministère des Terres et Forêts qui les utilise pour combattre les feux de forêt.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subsides à des compagnies de transport maritime et aérien (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) est-il prêt à répéter en Chambre ses accusations, à savoir que je me serais déjà servi des avions de la province pour des fins politiques, ce que je nie? Je le mets au défi.

Il dépose une liste des dépenses payées le 27 mai 1960 et des dates auxquelles il a utilisé des avions du ministère des Transports et des Communications pour des voyages. Ce document, dit-il, établit que j'ai réglé les frais.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Mon accusation repose sur des faits précis. Pendant la campagne électorale de juin dernier, un avion du ministère des Transports a atterri à Rouyn ayant à son bord le député de Champlain, qui a tenu une assemblée politique dans la région. J'avais avec moi deux autres témoins qui ont vu le député à cette occasion.

De plus, nous avons aussi constaté qu'une facture d'essence avait été signée par le pilote au nom du ministère. Tout ce que j'ai dit s'est limité à ces faits.

**M. Bellemare (Champlain):** Chaque fois que j'ai utilisé l'avion du ministère pour des fins personnelles, j'en ai personnellement acquitté les frais.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer) sait-il quelles sont les réglementations qui sont liées à l'utilisation des avions du ministère? Les ministres, dans l'exercice de leurs fonctions, sont-ils les seuls à pouvoir utiliser les avions?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Le ministère a, en effet, adopté une réglementation très sévère sur l'utilisation des avions du gouvernement. Ceux-ci ne servent qu'aux ministres en fonctions officielles, au sous-ministre et à certains officiers supérieurs du ministère en missions officielles.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** La Clarke Steamship a provoqué une situation pénible pour les Madelinots en suspendant son service entre Québec et les Îles.

Ce service existe depuis 1938. Il est devenu indispensable à la population, car il établit un lien entre les Madelinots, en grande majorité de langue française, et la population française de Québec et des environs.

Le retrait du bâtiment est préjudiciable à la population de ma circonscription électorale à plusieurs points de vue. Si le service n'est pas rétabli, les Madelinots se retrouveront isolés comme je les ai trouvés, lors de mon élection comme député de cette circonscription en 1936. L'intérêt touristique des

Îles-de-la-Madeleine est une autre raison pour le rétablissement du service par bateau.

La population a organisé des moyens de transport de fortune qui fonctionnent tant bien que mal et qui ne peuvent répondre aux besoins. La situation actuelle contribue à accroître le coût des nécessités de la vie pour la population des Îles, par suite des frais plus élevés de transport. Le ministre doit étudier les moyens de venir en aide à mes électeurs.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Le gouvernement provincial étudie avec sympathie le problème posé aux Madelinots par la compagnie de navigation Clarke. Nous sommes loin d'être indifférents au sort de la population des Îles-de-la-Madeleine. Je suis déjà en contact avec le ministre fédéral des Transports et je dois le rencontrer pour l'entretenir de la situation en vue de trouver une solution au problème.

Rappelons que la compagnie Clarke bénéficiait d'une aide financière d'Ottawa pour assurer le transport des voyageurs et des marchandises jusqu'à l'archipel. L'arrêt des subventions fédérales a incité les armateurs à utiliser autrement leur navire. Cela a donc entraîné la suspension du transport par bateau.

**M. Johnson (Bagot)** pose des questions sur l'aide financière du ministère aux compagnies de navigation maritime. Le gouvernement, dit-il, a assisté des entreprises dont M. Jules Brillant<sup>8</sup> est actionnaire.

Le gouvernement Saint-Laurent, à la suite d'un jugement de la Cour suprême il y a quelques années déclarant le transport routier interprovincial de juridiction fédérale, a fait voter une loi permettant aux provinces d'exercer cette même juridiction par délégation. Ottawa, en somme, donnait une option aux provinces. Le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais voulu se prévaloir de cette option. Le gouvernement actuel a-t-il l'intention de s'en prévaloir?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Non seulement le gouvernement a l'intention d'exercer cette délégation de juridiction, mais il l'exerce déjà depuis la fin du mois de décembre. C'est là l'effet d'un arrêté ministériel passé par l'Exécutif fédéral.

Depuis que la province s'est prévaluée de l'option de l'administration centrale, des compagnies comme le Canadien National, le Pacifique Canadien et autres sont maintenant soumises à la juridiction provinciale.

Cela signifie, par voie de conséquence, que ces compagnies paieront dorénavant des redevances à la province, que la province touchera dorénavant des revenus qu'elle ne touchait pas auparavant et qu'elle affirme son économie et son autonomie.

**M. Johnson (Bagot):** Il ne faut pas penser uniquement aux revenus. La loi d'Ottawa est une loi de délégation à laquelle le fédéral peut présentement mettre fin unilatéralement. En somme, il n'en résulte pour la province qu'une juridiction précaire. La situation empiète sur le prestige de la province et son autodétermination.

De plus, nous sommes en présence d'un problème comportant des implications tellement considérables pour l'avenir qu'il faudrait bien clarifier une fois pour toutes cette question de juridiction.

Je suggère, quant à moi, que l'on étudie la possibilité de faire agréer par les parties en cause la création d'un tribunal fédéral-provincial *ad hoc* qui reconnaîtrait la juridiction exclusive des provinces sur le transport routier interprovincial et qui s'occuperait de l'octroi des permis.

Ce tribunal pourrait jouer dans le domaine du transport interprovincial le rôle que joue présentement la Régie provinciale des transports dans le domaine du transport routier à l'intérieur de la province.

Il comprendrait évidemment des représentants des provinces concernées, représentants qui pourraient être des membres des régies provinciales du transport. Le ministre devrait sérieusement étudier cette possibilité.

On éviterait de la sorte d'être à la merci du cabinet fédéral qui, encore une fois, peut, de façon discrétionnaire, décider de mettre fin à la délégation de juridiction consentie à une province sur le transport routier interprovincial.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 3 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre millions cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** Qu'est-ce que le gouvernement entend faire avec le projet de construction de route entre la Mauricie et le Lac-Saint-Jean?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Deux sections de trois milles chacune seront construites pour prolonger les parties de la voie déjà faites aux deux extrémités, et on effectuera aussi du terrassement pour un montant indéterminé.

**M. Bellemare (Champlain):** Le programme des travaux de l'année n'est pas bien poussé.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il s'agit d'une entreprise très dispendieuse. Tous les crédits ne peuvent être affectés là.

**M. Bellemare (Champlain):** Cette route, à tous les points de vue, offre de nombreux avantages pour les régions de la Mauricie et du Lac-Saint-Jean. Quelles sont les intentions du ministre au sujet de travaux ayant été commencés ou devant être faits dans mon comté? Par exemple, les travaux au pont de Saint-Luc, commencés il y a deux ans vont-ils être terminés? Il reste environ un demi-mille de chemin à faire.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** J'invite le député à me rencontrer à mon bureau pour en discuter.

**M. Bellemare (Champlain):** Il faudrait faire des travaux dans le village de La Pérade.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je ferai tout mon possible pour être agréable au député.

**M. Bellemare (Champlain):** Quel montant le ministère de la Voirie entend-il consacrer à mon comté, cette année, pour améliorer le réseau routier?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On va commencer par voter le budget et, après cela, on divisera.

**M. Bellemare (Champlain):** Mon adversaire<sup>9</sup>, aux dernières élections, a ouvert deux bureaux de patronage au lendemain du 22 juin.

**M. le président** rappelle à l'ordre le député.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre pourrait-il produire les factures relatives aux achats de graines pour le gazon bordant nos voies publiques?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Deux mille livres de graines à gazon ont été achetées de Léopold Demers au coût de \$0.80 la livre et à 1\$ la livre chez W.-H. Perron. Il fait la lecture d'un relevé du service des achats qui indique qu'en date du 10 mai de l'année dernière, le gouvernement de l'Union nationale a acheté 300,000 livres de semence de gazon à \$1.10 la livre.

**M. Johnson (Bagot):** (Consultant des documents) Le ministre a omis de mentionner un achat de 4,000 livres de graines de gazon à \$0.27½ la livre chez Dupuis & Ferguson.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a des écarts de prix des graines de gazon entre des achats transigés auprès de ces diverses maisons distributrices.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** La composition des graines est pour quelque chose dans la différence des prix.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** seconde les propos du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy). Le coût de la livre, dit-il, dépend du mélange choisi, car chaque mélange de graines à gazon contient plusieurs variétés, chacune d'une valeur différente. Le gazon le moins cher est d'une qualité inférieure qui ne convient pas.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) a-t-il donné d'autres commandes à la maison W.-H. Perron pour l'autoroute des Laurentides ou le boulevard Métropolitain, par exemple?

Je précise. A-t-il donné de ces commandes particulièrement au cours des mois de juillet, août et septembre 1960?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Cette question relève du Service des achats dont je ne suis pas responsable. Le ministère a fait des réquisitions pour les semences, mais n'a pas contrôlé les achats. Le chef de l'opposition s'est vanté qu'il en ferait arracher au nouveau ministre de la Voirie.

**M. Johnson (Bagot):** Ce n'est pas de l'obstruction. Nous avons des documents devant nous pour prouver que des graines de semence ont été payées \$0.39 la livre dans la même proportion.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je ne suis pas responsable des achats de l'autoroute des Laurentides qui a été construite dans le dos de l'ancien ministre de la Voirie. C'est pour cela que je ne l'accuse pas si cette autoroute a coûté \$80,000,000, alors qu'il aurait dû en coûter \$40,000,000.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** J'ai en main les copies de factures datant l'une du 4 avril, l'autre du 10 avril. Il s'agit de commandes placées chez W.-H. Perron et chez Dupuis et Ferguson pour un produit identique. Le 10 avril, le gouvernement a acheté des semences à \$0.39 la livre et le 4 avril, à \$0.27½ la livre. Il y a un écart de prix de \$0.16 par livre<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Donnez-moi ces papiers. Nous allons vérifier. Ça ne correspond pas aux documents originaux que j'ai ici. Les prix ne sont pas ceux obtenus pour les contrats.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** (Se rasseyant) proteste.

**Des députés ministériels:** Honte! Honte! Champion des menteurs!

**M. Johnson (Bagot):** Si les photostats ne sont pas exacts, ce n'est pas la faute de l'opposition.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** compare les photostats des commandes. Ceux-ci, dit-il, présentent toujours le même écart de prix.



**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Ce que le député de Lotbinière a pris pour deux factures est en réalité une facture et une demande de soumission. Le député s'est pris à son propre jeu. Il a essayé de lire des documents qu'il n'avait pas.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons demandé au ministre de la Voirie de nous fournir des documents, des copies photostatées de pièces mentionnées. C'est ça que nous avons reçu. J'espère que le ministre n'a pas trompé la Chambre. Si les copies du ministre de la Voirie sont exactes, les conclusions du député de Lotbinière le sont aussi. Voici que, pour le même mélange de graines de gazon, il y a une différence de \$0.16 la livre pour laquelle le ministre ne peut donner d'explication.

J'ai demandé des détails précis et complets sur une commande de 30,000 livres de graines de gazon au prix de \$0.48 la livre à W.-H. Perron et Cie ltée durant les mois de juillet août, septembre, octobre et novembre. Si un achat a été fait à ce prix, il s'agit de graines qui valent seulement \$0.23 la livre. Sur une commande de 100,000 livres, cela ferait \$25,000 de profit.

J'ai aussi demandé si le ministère n'a pas fait une réquisition pour 45,000 livres de graines chez Demers et Cie ltée pour \$0.26 la livre et si, pour compenser la perte de profit en regard de Perron et Cie, on n'a pas donné à Demers et Cie un contrat d'ensemencement de \$10,000.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je ne connais pas ces détails.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les réquisitions sont faites par les ministères et transmises au Service des achats qui fait les commandes. Or, le Service des achats relève de l'Exécutif provincial. Quand les crédits de l'Exécutif seront étudiés, l'acheteur sera présent et il expliquera tous les achats. J'aurai en main tous les documents nécessaires et je pourrai répondre aux questions de l'opposition. Je pourrai démontrer que les insinuations du chef de l'opposition sont mal fondées.

**Un député de l'opposition:** Le ministre n'a pas communiqué à la Chambre les renseignements auxquels l'opposition a droit et il n'a pas avec lui les dossiers complets.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans de telles conditions, il est difficile de voter un poste de \$16,000,000 pour matériaux et outillage.

Depuis le 5 juillet dernier, le gouvernement a-t-il acheté de la peinture à signalisation? Quelle quantité a été achetée et à quel prix?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement libéral a réalisé une économie de \$222,977, ou 66 %, sur le prix d'achat de peinture à signalisation, et ce, en l'espace de quelques mois seulement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La peinture du gouvernement actuel était si mauvaise qu'elle n'a pas duré un mois. Le ministère de la Voirie a dû en acheter d'autre pour la remplacer sur les routes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le ministère de la Voirie n'a rien acheté. J'ai sous les yeux un rapport sommaire du service des achats qui prouve que le prix moyen payé par le gouvernement libéral, par gallon, a été de \$3.64 depuis le mois de juillet dernier, alors qu'il était de \$6.10 du temps de l'Union nationale.

L'achat de 98,000<sup>11</sup> gallons de peinture par l'ancien gouvernement de l'Union nationale auprès de Paul Bégin, un ami politique, a coûté \$597,800 à la province, tandis que la même quantité achetée par le gouvernement actuel n'a coûté que \$374,822.

**Des députés de l'opposition** demandent des précisions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le rapport détaillé sera communiqué plus tard. Chose certaine, ajoute le premier ministre, c'est que le gouvernement a réalisé une économie de \$222,977 ou de 68 % sur le prix d'achat en l'espace de quelques mois<sup>12</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Parlons-en de cette économie! On sait qu'en matière de peinture, il en existe plusieurs qualités. La peinture de signalisation achetée par le gouvernement actuel était si mauvaise qu'elle n'a pas duré un mois. Cela veut dire que le ministère a été obligé d'en acheter une autre fois à \$3.64. On en donc a acheté deux fois, et le prix d'achat s'est élevé à \$7.28, soit deux fois plus cher! Belle économie en réalité!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je voudrais que le député soit au courant que la peinture que le gouvernement a posée l'année dernière et qui a duré un mois était celle achetée par l'Union nationale, et ce, pour l'excellente raison que la

commande que nous avons donnée en janvier ne pouvait être livrée avant le 31 mars.

(Applaudissements à droite)

L'Union nationale a acheté de la peinture spéciale au pistolet à signalisation de M. Paul Bégin, de Lauzon, à \$9.10 le gallon, tandis que, pour la même quantité, soit 50 gallons, et la même qualité de peinture, fournie par la Canada Paint, le gouvernement actuel a payé \$5.70 le gallon. Je me demande si la différence n'allait pas en commission à quelqu'un. Une autre quantité de peinture achetée du même fournisseur à \$3.70 le gallon, sous l'Union nationale, fut payée \$2.90 par le gouvernement actuel à la Canada Paint.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ces documents doivent être produits.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai ici des factures qui appartiennent au Service des achats. En voici une au nom de M. Paul Bégin, pour 50 gallons de peinture spéciale au pistolet achetés par l'Union nationale le 5 mai 1950 à \$9.10 le gallon, ce qui fait en tout \$455. Voici une autre facture pour 25 gallons à \$3.10, soit en tout \$77.50.

Il y a eu une autre commande de 50 gallons de peinture, le 5 mai 1950, à \$9.10 le gallon, pour un montant total de \$455; le 10 juin 1960, autre commande à M. Paul Bégin, pour 50 gallons à \$9.10 le gallon et 25 gallons à \$3.10. Par contraste, le 28 novembre 1960, il a été acheté 50 gallons de peinture de la même qualité à raison de \$5.70 le gallon, soit en tout \$285 au lieu de \$455, et 25 gallons d'un autre genre de peinture, de qualité identique à celle du printemps dernier, à raison de \$2.90 le gallon. Je dépose ces documents qui sont à la honte de l'administration de l'Union nationale et qui prouvent au Québec tout entier comment il se fait qu'il se distribuait de la manne par l'Union nationale.

Où est allée la commission? La réponse se trouve au rapport sommaire de l'acheteur principal du gouvernement. Un témoin à la commission Salvas sur l'Union nationale faisait référence aux mystérieux pots-de-vin provenant des firmes faisant affaire avec le gouvernement comme s'il s'agissait d'une manne.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport qu'au cours de l'étude du budget des dépenses 1961-1962, le

ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) a déposé, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Copie d'une facture de Paul Bégin, agent, en date du 21 avril 1960. (Document de la session no 142)

Copie d'une facture de Paul Bégin, agent, en date du 5 mai 1960. (Document de la session no 143)

Copie d'une facture de Paul Bégin, agent, en date du 10 juin 1960. (Document de la session no 144)

Copie d'une facture de The Canada Paint, Co. Limited, en date du 28 novembre 1960. (Document de la session no 145)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 8, qui se lit comme suit:

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre millions cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'été dernier, un organisateur libéral de mon comté se rendait chaque jour à la fabrique d'asphalte de Saint-Lambert de Lévis et exigeait de chaque camionneur, désireux de faire un chargement à l'usine du gouvernement et de participer aux travaux de voirie en cours, une contribution quotidienne de \$0.50 ou de \$0.75.

Depuis juillet dernier, ceux qui ne la payaient pas et ceux qui n'étaient pas des libéraux se sont vus refuser l'accès à l'usine par le même organisateur. Ils étaient voués au chômage. C'est probablement là un autre exemple de bon patronage instauré par le ministre.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Trois enquêtes ont été faites à ce sujet par des personnes différentes, notamment une par M. Georges Dubois, et une autre par M. Lauréat Fortin du ministère de la Voirie. Une investigation a aussi

été faite et conduite par des officiers du département du procureur général. Voici quelles sont leurs conclusions.

Les faits se résument à ceci: des camionneurs ont décidé librement de se grouper, de désigner l'un d'eux et de l'engager, de le rémunérer eux-mêmes pour qu'il procède à une juste répartition du travail entre tous. Ça n'a pas coûté un seul sou à la province. Alors, il n'y a pas de scandale.

(Rires à gauche)

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le ministre a été induit en erreur. Il accepte tel quel le rapport parce que ça lui rend service. C'est une erreur de la part du gouvernement de ne pas déplorer les tactiques utilisées dans le comté de Lotbinière à l'usine de broyage de pierre et de malaxeur d'asphalte.

Quant à l'enquête dont parle le ministre, nous savons de quelle sorte d'enquête il s'agit! L'automne dernier, un homme s'est présenté chez les camionneurs en se disant l'envoyé du ministre et les a obligés à signer une déclaration attestant qu'ils auraient aussi payé de telles sommes auparavant. Ceux qui ne voulaient pas signer cette fausse déclaration étaient menacés de perdre leur emploi. On exigeait d'eux qu'ils se plient devant cette bassesse de l'organisation libérale!

C'est un cas de chantage comme il ne s'en est jamais produit ni dans Lotbinière, ni ailleurs. L'enquête a été menée en compagnie de l'organisateur du parti; par conséquent, vous ne pouvez vraiment pas vous attendre à une enquête impartiale et avoir des camionneurs qui s'expriment librement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons le droit de savoir le nom de celui qui a été engagé, l'endroit où les incidents se sont produits, l'identité des camionneurs qui ont payé.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les camionneurs qui ont été exclus d'une manière arbitraire de l'entente étaient des victimes du favoritisme libéral. J'ai davantage confiance en elles que dans les enquêteurs du ministre. Je sais ce qui se passe dans Lotbinière.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** En tenant ces propos, le député a un but politique<sup>13</sup>.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** C'est un cas de favoritisme éhonté que tolère le ministre. Il s'agit là d'une affaire comme il ne s'en est jamais vue ailleurs dans la province. On a confiné des camionneurs chez

eux parce que, peut-être, ils auraient pu voter pour le candidat de l'Union nationale. On a préféré recourir aux véhicules d'un industriel qui n'avait pas besoin de l'ouvrage pour le succès de son entreprise. Dans une paroisse où il fallait transporter de l'asphalte, on n'a fait appel qu'à deux des sept camionneurs qui y demeuraient et l'on s'est adressé à d'autres gens du comté voisin. De toute façon, le ministre a admis qu'un monsieur avait encaissé les \$0.50 à \$0.75 exigés des camionneurs par jour.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Non! J'ai déclaré que les camionneurs s'étaient réunis et librement entendus. L'enquête n'a rien de scandaleuse. Elle a rapporté la vérité.

Le député de Lotbinière provoque une tempête dans un verre d'eau<sup>14</sup>. Il veut faire croire à un scandale. Pourquoi ne nomme-t-il pas ce monsieur dont il parle? A-t-il peur de dévoiler son nom?

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je suis plus décent que le ministre. Je ne nommerai pas ce sale agent libéral, car il a des enfants qui ne sont pas responsables des erreurs de leur père. Je ne veux pas les stigmatiser, ni leur faire de la peine, ni salir la réputation de cette famille à cause du fanatisme du père.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je demande aux journaux de mentionner que le député de Lotbinière salit un homme de son comté.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je n'ai pas mentionné de nom pour ne pas attaquer les enfants de cet homme. Le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer) a été beaucoup moins scrupuleux hier en parlant de M. Dallaire<sup>15</sup>, qui fut accusé basement et fausement<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi le député de Lotbinière n'a-t-il pas signalé ce fait, dès qu'il s'est produit, au gouvernement à l'époque? S'il n'approuvait pas le procédé, il n'aurait pas dû attendre à aujourd'hui pour le dénoncer.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** J'en ai parlé dès la session spéciale de septembre 1960. J'ai aussi saisi la Chambre de cette affaire au début de la session en novembre.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je suis d'accord avec le ministre des Travaux publics (l'honorable

M. Saint-Pierre) pour reconnaître qu'une anomalie dans les travaux subventionnés par le gouvernement doit être signalée sans délai.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** S'il y a eu de la confusion aux postes, c'est à cause de l'une de ces trois choses: soit que l'employé responsable des projets est incompetent et que son incompetence se retrouve aussi au ministère, ou que l'employé et le gouvernement s'en fichent complètement, ou que la situation représente sans contredit le patronage flagrant du Parti libéral.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Si les camionneurs n'avaient pas payé, ils auraient été congédiés. Si le ministre n'approuve pas cette politique, il n'a qu'à donner une liste des camionneurs sur les chantiers du ministère et les dates des travaux et soumettre toute l'affaire à la commission Salvais, en exigeant le remboursement de l'argent injustement perçu des camionneurs de mon comté. Le ministre approuve-t-il ou désapprouve-t-il des gestes comme ceux qui se sont produits dans Lotbinière?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je n'ai rien à approuver ou à désapprouver. Le contrôleur n'est pas l'employé du gouvernement. Il a été engagé sans contrainte et d'un commun accord entre les camionneurs. Il s'agit là d'un accord librement consenti qui ne regarde pas le ministère ni de près ni de loin. Je n'ai pas à me mêler de cette affaire.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Pourquoi toujours aller fouiller dans le portefeuille de celui qui a de la misère à gagner sa vie?

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard), comme un Ponce Pilate, se lave les mains de cette affaire, au lieu d'admettre qu'il s'agit d'un acte blâmable et de faire rembourser les camionneurs par ce monsieur 75 cents<sup>17</sup>.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** seconde les propos du député de Bagot. Je voudrais savoir en vertu de quoi pouvait-il percevoir de l'argent des camionneurs.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** J'ai vu un rapport d'enquête ou, plutôt, une convention intervenue entre les camionneurs et l'agent libéral en question. En autant que je me souviens, voici ce qui s'est produit. Il y a eu confusion. En effet, il y avait deux ou trois fois trop

de camions et de camionneurs pour le travail à accomplir sur ces chantiers de Lotbinière.

Or, les propriétaires de camions ont décidé qu'il fallait un contrôleur à l'usine d'asphalte pour décider du rang et de l'ordre des camions, dans le meilleur intérêt de tous. On a demandé à un M. Cayer, je crois, de bien vouloir remplir cette charge. À la demande des camionneurs, cet homme a rempli la charge bénévolement durant quelques jours<sup>18</sup>. Mais, étant lui-même propriétaire d'un camion, il n'était pas profitable pour lui de le laisser inactif. Cette situation ne lui convenait donc pas.

C'est alors que Raoul Olivier et Jean-Paul Odesque ont suggéré, au bout de quelques semaines, qu'il y eût un contrôleur en permanence à l'usine d'asphalte et qu'il fût payé \$0.75 par jour par chaque camionneur. On signa, à ce sujet, une convention le 1<sup>er</sup> octobre.

Il donne lecture du document. Parmi les 17 signataires, dit-il, il y avait notamment Léopold Labrecque, Léopold Genest, L. Bergeron, M. Bizier, Laquerre et Frères, M. Rousseau, J.-B. Aubert, Alfred Béland, Saint-Hilaire, Baron, Pouliot, Audet, tous des camionneurs de la région de Montréal. Il dépose le rapport.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Tous les signataires de la convention sont des agents libéraux. D'ailleurs, les travaux ont débuté au milieu d'août, et ils ont été terminés au moment de la signature en octobre. L'entente n'est que pour cacher le scandale, les responsables ayant su que j'allais le dénoncer en Chambre, au mois de novembre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Je ne vois rien d'anormal à ce que des camionneurs soient groupés de cette façon. Rien ne leur a été imposé.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Il est étrange que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) juge normal que des camionneurs se groupent pour payer \$0.75 par jour à un contrôleur qui n'était autre qu'un officier de la Fédération libérale provinciale qui n'avait rien à faire et qui exigeait la cotisation, le couteau sur la gorge.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Mon rapport réfute cette déclaration. J'en appelle au Règlement.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les camionneurs qui ne voulaient pas signer et payer les \$0.75 étaient privés de travail.

**M. le président:** Le député de Lotbinière (M. Bernatchez) doit citer des noms et des cas précis s'il a des accusations à porter.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le ministre était moins chatouilleux hier. Hier, même un ministre a parlé de vol manifeste et éhonté, et il n'y a pas eu de protestations.

Il reproche au procureur général (l'honorable M. Lapalme) de dire qu'il y avait trop de camions. C'est du nouveau, ajoute-t-il, pour moi d'apprendre cela.

Nous avons fait des travaux tous les ans, sous l'Union nationale, et tous les camionneurs, sans égard pour leurs convictions politiques, ont pu travailler. Pourquoi le procureur général n'a-t-il pas répondu à une lettre que lui adressait M. Benoit Guérard, de Dosquet?

Il lui demandait si un M. Dechéne, qui se disait du département du procureur général, avait été chargé de percevoir des pots-de-vin de la part des camionneurs dans le comté, depuis l'élection des libéraux ou s'il s'agissait d'un mystificateur.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je ne suis pas au courant de cette lettre, mais j'irai aux informations.

**M. Johnson (Bagot):** Nous venons de découvrir un système de patronage dont on n'avait jamais entendu parler dans le passé.

**M. Meunier (Bourget):** Vous n'y avez pas pensé.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Les enfants de Bonaventure...

**M. Johnson (Bagot):** Des enfants de 11 à 13 ans du comté d'Arthabaska ont reçu, en août dernier, des chèques du ministère de la Voirie. Parmi ces jeunes, il y avait le fils d'un organisateur du Parti libéral, un enfant de 11 ans.

**Des députés ministériels** demandent au député de donner les noms.

**M. Johnson (Bagot)** refuse.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les camionneurs du comté de Lotbinière soupçonnés d'avoir voté pour l'Union nationale n'étaient pas admis à l'usine d'asphalte.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Léon Montminy, est-ce que c'est un rouge? Les Laquerre, est-ce que ce sont des rouges?

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je tiens à déclarer que la population de Lotbinière est révoltée et qu'elle sera indignée de la déclaration du ministre de la Voirie, qui trouve normal que les camionneurs puissent ainsi se grouper, et de son attitude dans cette affaire.

La résolution est adoptée<sup>19</sup>.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 15<sup>20</sup>

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze millions deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien des chemins d'hiver, y compris les subventions (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le gouvernement de la province a entretenu, l'hiver dernier, 8,365 milles de chemins à comparer à 4,775 milles, l'hiver précédent, sous l'Union nationale. Nous avons voulu tenir les promesses que nous avons faites au peuple.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Vous êtes loin de vos promesses d'entretien à 100 %!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Si le gouvernement actuel continue à augmenter le

nombre de milles de chemins entretenus comme l'hiver dernier, il aura atteint l'objectif de 100 % dans cinq ans.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quelle attitude le ministre tiendra à l'endroit des municipalités qui ont des contrats pour entretenir des chemins d'hiver et qui transigent avec des entrepreneurs?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** On a maintenu le plus possible en vigueur les contrats accordés par les municipalités. Il pourra arriver que le gouvernement juge nécessaire de confier lui-même le contrat à des entrepreneurs qui auront la machinerie nécessaire dans certaines régions, tandis qu'il pourra laisser l'affaire entre les mains des municipalités dans d'autres cas. Chaque cas sera jugé à son mérite. Il n'y a pas d'injustice au sujet de l'entretien des chemins d'hiver.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Dans plusieurs cas, les entrepreneurs se sont endettés lourdement parce qu'ils avaient l'assurance d'obtenir un contrat des municipalités pour l'entretien des chemins d'hiver pendant plusieurs années. Si le gouvernement changeait de politique, ils en subiraient une grave injustice.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le problème n'est pas nouveau. Il a déjà été étudié.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'hiver dernier, le ministre de la Voirie a confié l'entretien du chemin de ceinture à l'Île d'Orléans à un restaurateur de Saint-Laurent, M. Létourneau. Il est déplorable que l'on ait de la sorte recours à des gens sans expérience pour ces travaux. C'est le public qui en souffre. Il faut des entrepreneurs responsables.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Nous avons fait l'impossible pour donner satisfaction à la population. La compagnie qui se chargeait de l'entretien sous l'Union nationale, les Constructions du Saint-Laurent limitée, a refusé de s'en occuper cet hiver. Sous l'Union nationale, des entrepreneurs se chargeaient d'entretenir les chemins d'hiver à perte, mais on leur garantissait des travaux pour l'été et ils pouvaient se rattraper. Nous, nous ne pouvons pas le faire avec le régime des soumissions.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est faux!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je sais ce dont je parle. J'ai reçu la visite de M. Welsh,

des Constructions du Saint-Laurent limitée. Il me l'a dit.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Jamais un contrat d'hiver n'a été donné sous l'Union nationale avec la promesse d'un contrat d'été.

**M. Bellemare (Champlain):** L'entrepreneur en charge de l'entretien de la route no 2 entre Québec et Trois-Rivières a beaucoup trop à faire puisqu'il couvre la distance de Saint-Augustin à Sainte-Marthe. L'hiver dernier, la route a été fréquemment fermée, parfois une journée et parfois deux jours, entre Batiscan et Sainte-Anne-de-la-Pérade.

Cela nuit à ces centres qui attirent un grand nombre de visiteurs pour la pêche au petit poisson des chenaux. Je crois que le gouvernement a commis une erreur en donnant le contrat d'entretien à une organisation qui n'a pas de machinerie ni d'expérience suffisantes pour faire ce travail.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est peut-être, en effet, une distance trop longue pour un seul entrepreneur. Je verrai à étudier particulièrement ce cas et à résoudre le problème.

**M. Bellemare (Champlain):** Un organisateur libéral du Cap-de-la-Madeleine, M. David Tessier, qui n'a aucun outillage, a obtenu trois contrats de voirie aux montants respectifs de \$34,581.66, de \$35,475.38 et de \$40,448.63. Même si chacun de ces contrats dépasse le montant de \$25,000, il n'y a pas eu de soumissions publiques.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Un contrat d'entretien de chemins d'hiver a été accordé sans soumission à un organisateur libéral qui n'a pas de machinerie.

Il s'agit de M. Georges Barrette de Saint-Constant, dans mon comté.

**M. Lavallée (Berthier)** se plaint de l'entretien inadéquat des chemins d'hiver dans sa région.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Contribution à la cité de Montréal et à la Corporation de Montréal Métropolitain aux frais de construction de la voie rapide du boulevard

Métropolitain - intérêt (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Pour les grands travaux, j'ai une liste de projets nécessitant des dépenses de \$278,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Doublera-t-on cette année la chaussée de la route no 9 entre Saint-Hyacinthe et Saint-Hilaire?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Non. Tous les efforts porteront sur la construction de la route transcanadienne pour profiter au maximum des avantages offerts par Ottawa jusqu'au 31 décembre 1963, quant à cette voie de communication.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre n'a pas tenu sa promesse de la campagne électorale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** présente un document officiel<sup>21</sup>. Il ne faudrait pas, dit-il, que le document soit intercepté.

**M. Johnson (Bagot):** Si c'était le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) qui lançait des bobards, je n'y attacherais pas d'importance. Est-ce que le premier ministre a bien laissé entendre qu'il y avait danger que le papier qu'il nous prête disparaisse?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La semaine dernière, au comité des bills publics, le député de Bagot a pris la copie d'un testament qui m'appartenait. Je ne l'ai récupérée que la semaine suivante.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre donne la mesure de sa taille. C'est par inadvertance

que j'ai agi. Je croyais que le premier ministre m'avait donné le document. Il n'y a pas de mal là-dedans.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Est-ce que le député de Bagot pensait que son ancien ministère lui avait donné des caisses entières de papiers qu'il a emmenés chez lui après le 23 juin? Même des encriers sont partis. Je l'ai accusé et je l'accuse encore.

**M. Talbot (Chicoutimi)** prend la parole.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Le député de Bagot a parlé de bobards à mon sujet. Or, ces soi-disant bobards sont appuyés sur le témoignage d'employés de mon ministère. D'ailleurs, c'est peut-être une erreur que le député de Bagot a faite quand il a emporté les documents. Sous l'Union nationale, on était tellement habitué à confondre les biens publics et les biens particuliers.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre m'accuse d'avoir emporté des documents, des encriers et même une machine à écrire. La machine à écrire a été laissée dans mon bureau du parlement; c'est mon collègue du département de la Famille et du Bien-être qui l'utilise. Le thermos et les cendriers n'ont pas été retrouvés. Le ministre m'accuse d'avoir apporté de la colle.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Gardez la colle et renvoyez les papiers!

**M. Johnson (Bagot):** Les documents ont tous été sortis du parlement avec l'autorisation du représentant du premier ministre. Mais deux personnes ont eu intérêt à chanter des chansons au ministre. Ces anciennes secrétaires ont eu depuis des augmentations de salaire. C'est le prix de la trahison et du mensonge. D'ailleurs, le ministre est peut-être sensible au charme de ces deux employées.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Je réponds à la mesure de la taille vomissante du député de Bagot. C'est le personnage le plus vomissant que j'ai jamais vu dans la vie publique. C'est un porc.

**Des députés de l'opposition** protestent.

**M. Talbot (Chicoutimi) et M. le président** demandent au ministre des Richesses naturelles de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Je le retire, mais les propos du député de Bagot sont propres à donner un haut-le-cœur à n'importe qui. Il se défend sur le dos d'employés dont il sait très bien qu'ils ne sont pas là.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** proteste.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

La crécelle n'a pas la parole. Il parlera quand j'aurai fini.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le député de Trois-Rivières (M. Gabias) va sortir.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Le premier ministre a l'air belliqueux ce soir. Est-ce parce que le procureur général (l'honorable M. Lapalme) lui tourne le dos et le boude depuis le début de la séance<sup>22</sup>? Il y a sûrement quelque chose qui ne va pas.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Les employés dont on vient de parler sont des gens dont je prendrais, sans serment, la parole plus que celle du député de Bagot (M. Johnson).

**Des députés de l'opposition:** À l'ordre! À l'ordre<sup>23</sup>!

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Je vais finir, même si ça dure jusqu'à minuit<sup>24</sup>. Leur témoignage n'est pas sur la colle, sur des coupures de journaux, mais sur \$17,000 du service des renseignements, sur de la documentation gouvernementale concernant Perrini et P.-H. Desrosiers. Vous savez ce que ça signifie Perrini, P.-H. Desrosiers? Cela veut dire toutes les grandes entreprises qui ont tripoté dans les affaires de l'Hydro-Québec. J'ai porté des accusations contre le député de Bagot il y a quelques mois. J'attends encore qu'il me poursuive si j'ai porté atteinte à son honneur.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne veux pas poursuivre un insolvable.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Que le député retire ses paroles! Chez nous, l'honneur ne se mesure pas à la piastre.

**M. Johnson (Bagot):** Je regrette d'avoir à vider cette question devant la Chambre. J'en ai soupé

de me faire salir par le député de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lévesque). Mon honneur est en jeu et, d'après l'article 193 du Règlement, j'ai le droit de le revendiquer. J'ai le droit de parler jusqu'à une heure s'il le faut<sup>25</sup>.

Depuis que nous avons perdu le pouvoir, le ministre des Richesses naturelles se laisse raconter, de façon imprudente, des bobards. Il a lancé à mon sujet des accusations injustes et fausses, en m'accusant d'avoir sorti des dossiers importants du ministère.

Or, tous les documents appartenant au ministère sont encore là. Aucun n'a été sorti, sauf peut-être quelques papiers qui ont pu se glisser par erreur durant le déménagement, car ce n'est pas moi qui ai fait le déménagement.

Ce sont des dossiers personnels et ceux de ma famille, que j'ai accumulés pendant des années, que j'ai sortis du département en juin dernier. Il y avait des mémoires personnels et confidentiels adressés au ministre des Ressources hydrauliques, mais aucun document important pour le ministère empêchant la bonne administration du département.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Le chèque daté de 1958?

**M. Johnson (Bagot):** Il avait été mal classé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Mon devoir est de rectifier les faits. J'ai été avisé que les dossiers sortaient par les portes et les fenêtres, après une conférence avec M. Larue et M. Casgrain. Il avait été entendu que les ministres pouvaient emporter les documents personnels, c'est la coutume. Quant à savoir si les papiers emportés par le député de Bagot, qui ont coûté \$17,000 à la province, sont personnels ou non, la population jugera.

**M. Johnson (Bagot):** Les documents personnels que j'ai emportés ont seulement été sortis après le changement de pouvoir, en vertu de l'entente avec le chef de cabinet du premier ministre, M. Larue, dans le bureau de M. Barrette. Au lendemain de la victoire libérale, la police provinciale, sur les ordres du premier ministre, fouillait les gens et les empêchait de circuler au parlement. Mais, par la suite, le premier ministre a reculé devant l'indignation des journaux et de la population.

Le premier ministre a nié avoir jamais donné des ordres du genre à la police. À ma grande surprise, les journaux du temps ont rapporté que des gens avaient été fouillés. J'ai alors immédiatement



demandé à la Sûreté provinciale de cesser de commettre ces erreurs de jugement.

Quant aux coupures, elles m'appartenaient. Mme Rachel-Thérèse Morriset-Cimon était peinée de voir partir ce qu'elle considérait comme ses coupures de journaux. Je lui ai dit que je prenais mes responsabilités. En présence de quatre personnes, j'ai téléphoné à M. Jacques Casgrain qui m'a dit, après entente avec M. Larue, que je pouvais emporter ces coupures, comme l'opposition sortait bien, elle, les coupures qu'elle avait ramassées depuis 16 ans sur le temps des fonctionnaires payés par le gouvernement de la province.

L'évaluation à \$17,000 des coupures de journaux que j'ai emportées est fantaisiste. En les emportant, j'ai fait ce qui a toujours été fait de tout temps. Le premier ministre actuel a bien lui-même été accusé en 1957 en Chambre, alors qu'il sortait comme ministre du Grand Nord à Ottawa, d'avoir apporté des documents de son ministère.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'était faux.

**M. Johnson (Bagot):** Autant cette accusation était injuste, autant sont injustes et indignes les accusations portées contre moi par le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier). Lorsqu'il a répété ces accusations à l'extérieur de la Chambre, j'aurais pu le poursuivre, mais l'honneur ne se mesure pas à une poursuite. Je demande une fois pour toutes au ministre des Richesses naturelles de bien vouloir de ne pas se fier aux bobards et aux élucubrations d'une vieille fille fatiguée, Mlle Fournier, ou d'une autre personne pas pour moi, parce que je suis en politique et que je peux transiger à l'amiable, mais pour ma femme et mes enfants qui ont une vie à faire. De substantielles augmentations de salaire me portent à croire que le ministre a versé les 30 deniers à cette personne par la suite.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'invoque le Règlement et je demande au député de Bagot de retirer les mots "le ministre a versé les 30 deniers" qui sont antiparlementaires et insultants pour un ministre de la couronne.

**M. Johnson (Bagot):** J'ai vécu ce soir les moments les plus difficiles de toute ma vie politique et je remplacerai mes paroles par celles-ci: si le ministre des Richesses naturelles persiste à tenter de me salir, je serai justifié de croire qu'il a payé les 30 deniers.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cela ne me satisfait pas.

**M. Johnson (Bagot)** retire les mots "les 30 deniers, c'est le ministre qui les a versés". Il demande de ne plus en entendre davantage sur l'affaire des dossiers<sup>26</sup>.

**M. Bellemare (Champlain)<sup>27</sup>:** Le premier ministre a présenté une motion pour prolonger les heures de séance; il avait promis qu'il ne s'en servirait pas pour faire siéger la Chambre après 11 heures. Il a manqué à sa parole.

**M. Talbot (Chicoutimi) et M. Johnson (Bagot)** secondent les paroles du député de Champlain (M. Bellemare).

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se lève pour prendre la parole.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)<sup>28</sup>** parle au député de Champlain.

**M. Bellemare (Champlain):** (Pointant du doigt le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) Petit salisseur de réputations!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Avant de faire ma mise au point, je vous demande, M. le président, de prier le député de Champlain de retirer les paroles qu'il vient de prononcer à l'adresse du député de Montréal-Laurier.

**M. Bellemare (Champlain):** Non, jamais!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si le député refuse, M. le président, je vous demanderai de faire rapport au président de la Chambre et je proposerai qu'il soit nommé.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre sait-il ce que le ministre a dit à l'adresse du député de Champlain?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** fait signe que non.

**M. Johnson (Bagot):** Si le premier ministre veut faire respecter la justice et le décorum en cette Chambre, il doit commencer par demander à son collègue de retirer ses paroles.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre m'a attaqué dans mon honneur. Il a dit que le député de Champlain est un homme que l'on peut faire changer de bord à chaque élection partielle, avec 5 %. Qu'il retire d'abord ces paroles insultantes.

**M. le président<sup>29</sup> et l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invitent le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) et le député de Champlain (M. Bellemare) à retirer leurs paroles afin de rétablir l'ordre à la Chambre.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier) et M. Bellemare (Champlain)** retirent leurs paroles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai jamais promis que je n'obligerais pas la Chambre à siéger après 11 heures. Ce que j'ai dit, c'est que je n'avais pas l'intention de me servir de cette motion, à moins que la situation ne l'exige. Or, il est clair que le chef de l'opposition, surtout en ces dernières minutes, veut faire de l'obstruction systématique<sup>30</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** À 11 h 45, j'ai offert au premier ministre de voter, en l'espace de cinq minutes, trois postes budgétaires comportant une dépense de \$6,000,000. Le poste de \$62,000,000 est trop important pour que l'opposition consente à le voter en cinq minutes. Elle ne le votera donc pas en cinq minutes!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Si les membres de l'opposition ne veulent pas collaborer, l'Assemblée en conséquence, va simplement continuer à siéger jusqu'à l'adoption du poste de \$62,000,000.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre ne peut pas s'attendre à ce que l'opposition s'occupe si rapidement d'une telle somme d'argent. Si on veut ainsi la forcer à brusquer l'adoption des crédits à l'étude, le premier ministre se trompe. Même si nous restons toute la nuit, nous n'allons pas adopter ce poste. L'opposition est prête à siéger indéfiniment.

**M. Johnson (Bagot):** J'ai bien entendu le premier ministre affirmer qu'il n'obligerait pas les députés à siéger plus longtemps que quelques minutes après 11 heures. Le premier ministre a-t-il l'intention de respecter sa parole?

**M. le président:** Le premier ministre a dit n'avoir jamais prononcé les paroles qu'on lui attribue. On doit prendre sa parole.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On sait maintenant que la parole du premier ministre ne vaut pas grand-chose.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** M. le président, je vous demande d'obliger le chef de l'opposition à retirer ce qu'il vient de dire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça ne me fait absolument rien.

**M. Bellemare (Champlain):** J'ai l'intention de discourir pendant une heure.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Un député a le droit de prononcer un discours d'une heure sur chacun des items.

**M. Johnson (Bagot), M. Bellemare (Champlain) et M. Tellier (Montcalm)** interviennent dans le même sens.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Un député ne peut parler que durant une heure sur l'ensemble des items.

**M. Blank (Montréal-Saint-Louis)** seconde les paroles du ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier).

**M. le président:** Un député devra se contenter de discourir pendant une heure sur chacun des postes du budget, même si les explications données pour ce poste englobent plusieurs items.

**M. Bellemare (Champlain):** Il parle des besoins de son comté en matière de voirie.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** J'ai aussi l'intention de parler pendant une heure. Que va faire le ministre de la Voirie pour ma circonscription en 1961-1962?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Avec toute l'affection que j'ai pour le député, il va avoir de belles surprises.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Mais dites-moi, que va faire le ministre pour ma circonscription en 1961-1962?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** De grandes choses, mais je ne veux pas vous le dire pour ne pas ruiner la surprise.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Que va faire le gouvernement pour les gens de mon comté?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous allons leur faire une faveur en se débarrassant de vous aux prochaines élections.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** En disant cela, le premier ministre fait preuve de mépris envers les agriculteurs en voulant les priver de ma personne<sup>31</sup>.

**M. le président** rappelle le député de Napierville-Laprairie à l'ordre.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle de la décision du président du comité.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 6 des estimations budgétaires du ministère de la Voirie, j'ai rappelé le député de Napierville-Laprairie à l'ordre, lui demandant de faire porter son discours sur l'article à l'étude, suivant les exigences de l'article 381 du Règlement (note 2, sous le paragraphe 1).

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Binette, Boulais, Castonguay, Collard, Courcy, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 30.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cloutier, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Raymond, Riendeau, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 18.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 12, qui se lit comme suit:

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>32</sup>** demande que l'opposition soit raisonnable et qu'elle approuve les crédits de \$62,000,000. Occupons-nous de ce poste et, ensuite, je vais proposer immédiatement l'ajournement des délibérations jusqu'à 11 heures, ce matin. L'opposition consent-elle à adopter l'item 6?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Non. Mon parti doit discuter du poste en détail avant d'approuver les dépenses des fonds nécessaires, peu importe la nature de la pénalité. Nous ne sommes donc pas pour adopter ça à la hâte.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous voulez faire de l'obstruction systématique? Eh bien, vous allez veiller! Les gens vous jugeront.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce ne sont pas les menaces du premier ministre qui nous empêcheront de faire notre devoir et d'adopter l'article! Nous ne sommes pas pour voter des crédits à la vapeur! Ceci veut dire que nous allons rester debout toute la nuit.

Le gouvernement Godbout, en 1944, avait forcé les députés de l'Assemblée à siéger un vendredi matin, de 11 heures jusqu'à minuit le lendemain, comme le fait aujourd'hui le premier ministre. Mais ça ne l'a pas payé, puisque deux mois plus tard, il était battu! Les menaces de séances prolongées du premier ministre sont une tentative de bâillonnement de l'opposition. Les membres de l'opposition vont parler à souhait.

**M. Tellier (Montcalm):** Il n'y a plus quorum<sup>33</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai rarement vu une opposition avoir recours à des méthodes aussi malhonnêtes. Il retire ses paroles.

**M. le président** décide de compter le nombre de députés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cette décision est tardive et nous en appelons devant la Chambre.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 6 des estimations budgétaires du ministère de la Voirie, le député de Montcalm a invoqué l'article 87 du Règlement et a prétendu qu'il n'y avait pas quorum. Après avoir cité les articles 87 et 96 du Règlement, j'ai demandé au greffier de compter les députés présents.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Binette, Boulais, Castonguay, Collard, Courcy, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lechasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 30.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cloutier, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Raymond, Riendeau, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 18.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 12, qui se lit comme suit:

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** pose une série de questions<sup>34</sup>.

**Le président** le rappelle à l'ordre.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle de la décision du président du comité.

#### Rapport du comité des subsides:

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 6 des estimations budgétaires du ministère de la Voirie, le député de Trois-Rivières s'est mis à poser des questions qui apparaissent au *Feuilleton*. Suivant les dispositions des articles 285 (paragraphe 11) et 686 (paragraphe 3) du Règlement, j'ai décidé qu'on ne pouvait discuter le refus du ministre de répondre à ces questions actuellement.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Binette, Boulais, Castonguay, Collard, Courcy, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Laroche, Lechasseur, Lesage, Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Parent, Pinard, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 30.

**Contre:** MM. Bertrand (Missisquoi), Cloutier, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Raymond, Riendeau, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 17.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 12, qui se lit comme suit:

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-deux

millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et réfection de chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi)**<sup>35</sup>: Vous voyez, l'hypocrisie des méthodes actuelles de la voirie. On a clamé partout, dans la province, qu'il ne serait nécessaire de demander ses soumissions pour des contrats de moins de \$25,000. Et, pour favoriser des amis, on subdivise des gros contrats et on les distribue au même homme.

Deux contrats, un de \$23,000 et l'autre \$24,000 ont été octroyés à Gérard Dubé pour du travail dans le comté de Kamouraska par le ministre de la Voirie.

Le ministre de la Voirie est-il au courant que M. Dubé a un associé? La rumeur veut que ce soit nul autre que M. Honoré Pelletier<sup>36</sup>, un des témoins-clé à la Commission, "royale et politique", chargée de faire une enquête sur l'administration de l'Union nationale. La rumeur publique veut aussi que M. Dubé soit, en réalité, M. Pelletier. C'est un prête-nom<sup>37</sup>.

Je dis que les deux contrats donnés au nom de Gérard Dubé sont le paiement du gouvernement à Honoré Pelletier pour services rendus au parti. Celui-ci se vante à qui veut l'entendre d'avoir obtenu ces contrats.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)**: Je ne suis pas au courant de cette rumeur. Je n'ai jamais vu Honoré Pelletier et en aucun temps je n'ai négocié de contrat avec lui, car il n'était pas sur les contrats octroyés à Dubé. Je dis sur mon honneur que je ne lui ai pas accordé de contrat. Je demande au chef de l'opposition de prendre ma parole.

De plus, les contrats ne sont pas le résultat d'une division, mais ils sont pour deux projets distincts. Si je n'ai pas de soumissions pour les travaux qui furent confiés à Gérard Dubé, c'est que la saison était très avancée et que je ne pouvais pas le faire sans retarder les travaux. D'ailleurs, l'Union nationale, pendant les 16 ans qu'elle a été au pouvoir, donnait les contrats sans soumissions publiques<sup>38</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)**: Je ne dis pas que le ministre a donné un contrat à M. Pelletier, mais que M. Pelletier est l'associé de M. Dubé. C'est celui-ci qui a reçu les contrats. C'est le paiement du gouvernement à M. Pelletier. On attend les résultats d'une certaine enquête pour signer les formules d'une nouvelle société dont fera partie M. Pelletier.

**M. le président**: L'item 6 des crédits est adopté<sup>39</sup>. Le comité le discute depuis cinq heures. L'on s'est constamment trop éloigné du sujet en dépit de mes avertissements répétés au chef de l'opposition. J'appelle l'item 7.

**M. Talbot (Chicoutimi)** veut discuter la décision du président.

**M. le président**: Je rappelle de nouveau le chef de l'opposition à l'ordre.

**M. Talbot (Chicoutimi)**: On ne nous imposera certainement pas le bâillon!

**M. Johnson (Bagot)**: Vous remarquerez, M. le président, que du moment que l'on commence à parler d'Honoré Pelletier, le premier ministre, qui s'est promené en auto avec lui, nous impose le bâillon<sup>40</sup>.

**M. le président**: À l'ordre!

**M. Talbot (Chicoutimi)**: Je parlais sur l'item en discussion. Je parlais des contrats. Si vous maintenez cette décision, ce sera le bâillon.

**M. le président**: Ma décision est rendue. La seule façon de protester, c'est d'en appeler à la Chambre.

**M. Talbot (Chicoutimi)** et **M. Bertrand (Missisquoi)** prennent la parole.

**Des députés ministériels** protestent.

**M. le président**: Ma décision est rendue.

**M. Talbot (Chicoutimi)**: La décision a été dictée!

**Un député de l'opposition**: Exécuteur des hautes œuvres du gouvernement!

**M. Gabias (Trois-Rivières)**: Gang de sauvages.

**Des députés ministériels** couvrent la voix du député de Trois-Rivières<sup>41</sup>.

**M. Bertrand (Missisquoi)**: Je demande la permission de donner des explications.

**M. le président**: Je ne puis entendre une question de privilège ni d'explications, à moins que la Chambre y consente.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) et des députés ministériels:** Non, non!

**Des députés de l'opposition** prennent la parole.

**Des députés ministériels** font du tapage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On ne peut discuter la décision du président. Si vous n'en êtes pas satisfaits, votez contre.

**M. le président:** Je prends toute la responsabilité de cette décision. Je considère l'attitude de l'opposition comme un appel du verdict que je viens de rendre. Je vais en informer l'Orateur de la Chambre. (Il commence à rédiger son rapport à l'Orateur de la Chambre)<sup>42</sup>.

**Des députés de l'opposition** prennent la parole.

**Des députés ministériels** font à nouveau du tapage.

**Des députés de l'opposition:** On ne veut pas que nous parlions d'Honoré Pelletier! C'est le bâillon!

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est honteux et tout à fait dégoûtant!

**M. Johnson (Bagot):** Ça ressemble au débat sur la Trans-Canada Pine Lines<sup>43</sup>!

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 6 des estimations budgétaires du ministère de la Voirie, alors que le débat avait duré plus de cinq heures sur cet item, j'ai attiré, à plusieurs reprises, l'attention du comité sur le fait que le débat ne doit porter que sur l'item à l'étude (article 381 du Règlement, note 2). Après des avertissements réitérés, comme les membres du comité continuaient à s'écarter du sujet, j'ai déclaré l'item 6 adopté et j'ai appelé l'item 7. Le comité étant dans un état de désordre, je fais ce rapport à la Chambre pour lui soumettre ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Castonguay, Collard, Courcy, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 34.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cloutier, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Maltais, Raymond, Riendeau, Talbot, Thibeault, Tremblay, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande que le comité rapporte progrès.

**Des députés de l'opposition** protestent et demandent le vote.

**M. Johnson (Bagot):** C'est un autre bâillon! Il veut expliquer pourquoi l'opposition est contre le poste. Chaque membre de l'opposition a le droit de parler pendant une heure sur leur raison pour voter contre.

**Des députés ministériels** font du tapage.

**Des députés de l'opposition:** Bâillon! Bâillon!

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arseneault, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Castonguay, Collard, Courcy, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 34.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Cloutier, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Maltais, Raymond, Riendeau, Talbot, Thibeault, Tremblay, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté<sup>44</sup>.

La séance est levée à 5 heures du matin.

### NOTES

1. Les journaux du 18 mai notent que le premier ministre et le chef de l'opposition sont absents lors de la séance du matin. Le premier ministre assiste à l'inauguration d'une usine à La Tuque tandis que le chef de l'opposition est présent aux funérailles de Albert Sévigny (1880-1961), ancien ministre fédéral et juge de la Cour supérieure du Québec.

2. Né en 1880, Charles-Édouard Lawn fut député libéral du comté de Pontiac de 1936 à 1948.

3. Selon *Le Soleil* du 18 mai 1961, à la page 8, l'étude des crédits du ministère des Transports et des Communications "s'est faite dans le calme et l'harmonie" et a duré trois heures. Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 15, le débat a nécessité un peu plus de deux heures.

4. Il s'agit du bill 37 devenu la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 66 modifiant la loi des services publics et la loi de Régie des transports.

5. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 18 mai 1961, à la page 2, il s'agit de 12 conférenciers.

6. Il s'agit du nom donné au Club provincial de sécurité routière.

7. Selon *Le Soleil* du 18 mai 1961, à la page 8, c'est plutôt le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer) qui a parlé du cas ontarien.

8. Jules Brillant (1888-1973) siégea au Conseil législatif de 1942 à 1968 en tant que représentant d'allégeance libérale.

9. Il s'agit de Joseph-Alfred Mongrain (1908-1970), maire de Trois-Rivières de 1949 à 1953 et de 1960 à 1963.

10. Considérant les chiffres donnés par *The Montreal Star* du 18 mai 1961, à la page 26, l'écart de prix que mentionne *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 61, ne peut évidemment être de \$0.16.

11. Selon *Le Nouvelliste* du 18 mai 1961, à la page 16, il s'agit plutôt de 95,000 gallons.

12. Les journaux du 18 mai 1961 ne s'entendent pas sur le montant résultant de la soustraction du coût des deux achats évoqués par le premier ministre (\$597,800 et \$374,822). Ainsi, le montant épargné par le gouvernement libéral serait de \$222,978 et représenterait 62.7 % du prix payé par le gouvernement unioniste.

13. Selon *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 61, c'est l'honorable M. Lapalme qui prononce ces paroles.

14. Selon *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 61, c'est le procureur général (l'honorable M. Lapalme) qui prononce cette phrase.

15. Onésime Dallaire est maire de La Tuque.

16. Voir la séance du 16 mai 1961.

17. Selon *Le Montréal-Matin* du 18 mai 1961, à la page 10, c'est le député de Trois-Rivières (M. Gabias) qui prononce ces paroles.

18. Selon *The Montreal Star* du 18 mai 1961, à la page 11, il s'agit plutôt d'une période d'un mois.

19. Selon *Le Nouvelliste* du 18 mai 1961, à la page 15, plus de la moitié de la séance d'après-midi est consacrée au débat sur l'usine d'asphalte de Saint-Lambert de Lévis.

20. Les journaux du 18 mai 1961 ont recueilli plusieurs notes décrivant l'ambiance qui régnait durant la soirée et la nuit de cette séance. La presse note que les spectateurs dans les galeries se font de plus en plus rares en fin de soirée et que l'on peut voir les députés faire la navette entre la Chambre et le Café du Parlement. Durant la nuit, plusieurs députés, tant ministériels que de l'opposition, manifestent de la lassitude et de l'impatience. À certains moments, tous les députés sont debout, parlent en même temps ou tentent de couvrir la voix des orateurs de l'autre groupe en frappant sur leurs pupitres. Lors des votes, les députés en profitent pour fredonner des airs populaires sur des thèmes inspirés de la vie politique comme "L'ombre de Duplessis hante le salon de la race" ou "Sans le patronage, pensez-y bien, tout ne vous servira de rien".

21. *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 61, précise que l'opposition a emprunté le document en question avant de le transmettre au greffier de l'Assemblée législative.

22. *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 20, note que le procureur général tourne alors le dos au premier ministre, son voisin de pupitre. Le journal ajoute que le premier ministre, en réaction à la boutade du député de Maisonneuve (M. Tremblay), "esquisse un léger sourire" tandis que le procureur général "rit de bon cœur". Cet épisode se produit vers 8 h 45.

23. *Le Nouvelliste* du 18 mai 1961, à la page 15, note que les députés de l'opposition tentent d'empêcher de parler le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) à ce moment.

24. *L'Action catholique* du 18 mai 1961, à la page 3, note qu'il est 9 heures à ce moment.

25. Selon *Le Nouvelliste* du 18 mai 1961, à la page 15, les députés ministériels tentent d'empêcher de parler le député de Bagot (M. Johnson) à ce moment.

26. Selon *L'Action catholique* du 18 mai 1961, à la page 17, le débat sur le présumé vol de documents

par le député de Bagot (M. Johnson) a duré plus d'une heure. Selon le même journal, à la page 3, ce fut l'un des débats les plus orageux de la session.

27. Selon *Le Soleil* du 18 mai 1961, à la page 43, il est minuit à ce moment. *La Presse* du même jour, à la page 2, indique qu'il est plutôt 11 heures.

28. *Le Soleil* du 18 mai 1961, à la page 43, précise que le premier ministre et le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) interviennent au même moment.

29. *Le Soleil* du 18 mai 1961, à la page 43, note que le président du comité des subsides, à ce moment, est le député de Verchères (M. Lechasseur).

30. *Le Temps* du 25 mai 1961, à la page 25, rapporte que le premier ministre se tourne à l'occasion vers le l'honorable M. Pinard et lui demande de ne pas répondre aux questions de l'opposition.

31. *Le Devoir* du 22 mai 1961, à la page 1, précise que le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), pendant son discours, pose de nombreuses questions sur les rangs et rues de son comté.

32. Selon les journaux du 18 mai 1961, le premier ministre intervient à ce moment vers 1 h 50. Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 15, il y a 44 députés en Chambre vers 1 h 40.

33. Selon *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 2, il est environ 2 h 45 du matin à ce moment. *Le Soleil* du même jour, à la page 43, raconte que des députés de l'opposition quittent à cet instant la Chambre dans l'intention de diminuer le nombre de parlementaires en deçà de ce qui est requis pour maintenir le quorum, ce que signale le député de Montcalm (M. Tellier) en invoquant l'article 87 du Règlement, à savoir que "la présence d'au moins quinze députés y compris l'Orateur, est nécessaire pour que la Chambre puisse valablement exercer ses pouvoirs" (*Règlement annoté de l'Assemblée législative*). Le journal ajoute que des députés ministériels se hâtent d'aller chercher plusieurs de leurs collègues afin de pouvoir maintenir le quorum.

34. Les journaux ne rapportent pas le contenu des interventions de M. Gabias.

35. Selon *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 2, il est environ 4 heures à ce moment. D'autres journaux rapportent qu'il est plutôt 4 h 30.



36. *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 2, note que Honoré Pelletier, quelques jours avant le scrutin provincial du 22 juin 1960, affirma publiquement que l'organisateur en chef de l'Union nationale, Joseph-Damase Bégin, par l'entremise d'un fournisseur du gouvernement unioniste, la compagnie Automotive Products, lui avait remis un chèque de \$3,200 pour renier le Parti libéral et adhérer à l'Union nationale. M. Pelletier, indique toujours le journal, a témoigné dans le même sens devant la commission Salvas à Québec.

37. *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 2, indique que le chef de l'opposition soumet plusieurs fois au ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) que Gérard Dubé sert de prête-nom à Honoré Pelletier.

38. *Le Montréal-Matin* du 19 mai 1961, à la page 11, rapporte que le premier ministre souffle "de temps à autre des remarques" au ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard).

39. Selon *Le Temps* du 25 mai 1961, à la page 25, le président, "à diverses occasions, a menacé l'opposition de déclarer l'item adopté".

40. *Le Montréal-Matin* du 19 mai 1961, à la page 11, attribue ces paroles au chef de l'opposition (M. Talbot).

41. *La Presse* du 18 mai 1961, à la page 2, note que les ministériels font "un bruit d'enfer" en claquant les couvercles de leurs pupitres chaque fois qu'un député de l'opposition prend la parole. Au dire du journal, ce "chahut indescriptible" dure environ 15 minutes.

42. *The Montreal Star* du 18 mai 1961, aux pages 1 et 2, note que le désordre règne en Chambre lorsque le président du comité des subsides, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), rédige son rapport à l'Orateur de l'Assemblée.

43. Les journaux du 18 mai 1961 précisent que le débat évoqué par le député de Bagot (M. Johnson) s'est déroulé à la Chambre des communes en 1957, alors que le gouvernement Saint-Laurent avait eu recours à la loi dite de clôture. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, ce débat aurait été l'une des causes de la défaite du gouvernement libéral à l'élection de 1957.

44. Les journaux du 18 mai 1961 racontent qu'après l'ajournement de la Chambre, le ministre de la Voirie

(l'honorable M. Pinard) tient une brève conférence de presse dans laquelle il accuse l'opposition d'avoir fait de l'obstruction durant l'étude des crédits de son ministère, afin de retarder l'exécution des travaux de voirie au Québec, plan envisagé, pense le ministre, dès le début de la session. Selon *Le Soleil* du 18 mai 1961, à la page 1, il faut remonter à 1944 pour qu'une séance soit aussi longue que celle du 17 mai 1961.



Séance du jeudi 18 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Juges municipaux, Montréal**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la charte de la cité de Montréal, 1960, relativement aux juges municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 66, dit-il, comporte deux amendements demandés par la ville de Montréal. Ils permettront au gouvernement provincial de nommer de nouveaux juges pour compléter une liste de 11 juges actifs à la Cour municipale. Jusqu'ici, les juges municipaux étaient privilégiés par rapport aux juges provinciaux. Ils seront maintenant sur le même pied. Un juge municipal ne pouvait être révoqué qu'avec l'approbation des deux Chambres; un juge provincial l'était après rapport de la Cour du banc de la reine. À la suite d'une enquête que j'ai demandée, ce dernier système vaudra aussi à l'avenir pour les juges municipaux.

Le recorder Fernand Dufresne, qui fut un temps le chef de police de Montréal, n'a pas siégé depuis 1931 et continue de retirer son salaire. Un autre juge municipal, Damase Côté, terrassé par la maladie peu de temps après sa nomination, est dans le même cas.

L'Hôtel de Ville de Montréal a réclamé du gouvernement la nomination de deux juges municipaux additionnels. Nous avons trouvé que ce n'était pas logique, à moins que les juges inactifs prennent leur pension. J'ai donc refusé en faisant remarquer que les juges ne siégeaient pas et que le premier devoir d'un juge est de siéger.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** C'est un mauvais principe de permettre à une administration municipale d'exiger la démission d'un juge municipal.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est également un mauvais principe, et un principe

indécent, que de recevoir un salaire sans siéger. Tous les moyens ont été pris pour convaincre les deux hommes en question de donner leur démission volontairement, mais ils ont refusé. Aujourd'hui, il faut recourir à des moyens plus sévères.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** M. Dufresne reçoit une pension de \$8,000 à \$9,000 comme ex-directeur de la police de la métropole. Aura-t-il en plus une pension d'ancien juge municipal?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** L'administration montréalaise a fait son lit. Il revient à la ville de prendre une décision, quitte à demander l'an prochain des amendements à sa charte si elle considère qu'ils sont justifiés. J'attire l'attention des dirigeants de l'Hôtel de Ville sur la question.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi le procureur général (l'honorable M. Lapalme) ne met-il pas tous les juges municipaux sur le même pied?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** C'est difficile, car celui qui remplit les fonctions de juge municipal dans les petites localités exerce sa profession d'avocat une bonne partie de la semaine.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On pourrait au moins intervenir pour mettre sur un même pied les juges municipaux de Québec et de Montréal.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Je n'ai pas reçu de demande à cet effet de la cité de Québec et il s'agit actuellement d'une modification à la charte de Montréal. J'ai suffisamment de problèmes à régler sans en créer inutilement.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande à ce que la division des voix soit mentionnée dans le compte-rendu officiel.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:  
 "1. L'article 1104 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, est modifié en remplaçant le second alinéa par les alinéas suivants:

"Ils exercent leur charge durant bonne conduite, et leur commission ne peut être révoquée que sur rapport sur la Cour du banc de la reine, siégeant en appel, soumis après requête, à la suite d'une requête du procureur général.

"Le procureur général doit demander l'enquête mentionnée à l'alinéa précédent s'il en est requis par le comité exécutif."

**Des députés de l'opposition:** Il s'agit d'un abandon volontaire de responsabilités par le procureur général (l'honorable M. Lapalme) qui va automatiquement passer une demande au comité exécutif.

**M. Johnson (Bagot):** Le procureur général devrait être libre d'accorder ou non l'enquête demandée par les autorités municipales, sinon certains maires vindicatifs comme nous en connaissons pourront exercer leur vengeance contre des adversaires politiques.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** consent à amender le texte de l'article 1. Ceci se trouvait initialement dans le projet de loi, mais plaçait le procureur général dans une position où il devait expliquer pourquoi une demande n'avait pas de suivi.

L'article 1 est amendé et se lit dorénavant comme suit:

"1. L'article 1104 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, est modifié en remplaçant le second alinéa par les alinéas suivants:

"Ils exercent leur charge durant bonne conduite, et leur commission ne peut être révoquée que sur rapport sur la Cour du banc de la reine, siégeant en appel, soumis après requête, à la suite d'une requête du procureur général.

"Le procureur général peut demander l'enquête mentionnée à l'alinéa précédent lorsqu'il en est requis par le comité exécutif."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 66 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

**Place  
des Arts**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant la Place des Arts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal (4-5 Elizabeth II, chapitre 24) est modifiée en y ajoutant, après l'article 9, le suivant:

"9a. L'appellation "Place des Arts" ne peut être utilisée dans l'île de Montréal ou dans un rayon de quinze milles de cette île, pour désigner un immeuble, une entreprise ou un organisme quelconque, sans l'autorisation de la corporation."

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Ce nom de "Place des Arts" n'a aucun caractère officiel. Il aurait été préférable que le gouvernement commence par consacrer officiellement le choix du terme dans la loi avant d'en interdire l'usage, car il ne figure pas dans aucun autre texte légal. C'est ainsi que l'on pourrait donner à la corporation le droit de décréter elle-même officiellement l'emploi de cette expression.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Il faut convenir que l'appellation apparaît pour la première fois dans un texte législatif. Il n'en est nullement question, ni dans la loi constituant la corporation, ni dans l'arrêté en conseil qui a donné à cette dernière le nom de "Sir-George-Étienne-Cartier".

Mais aujourd'hui, on parle communément de Place des arts. Aux yeux des Montréalais, cela signifie quelque chose de plus grand que le futur édifice. Et, au moment où des gens commencent à utiliser le nom et où celui-ci est utilisé pour attirer l'intérêt du public, nous donnons à la corporation, laquelle a demandé les amendements, le droit de décider qui sera autorisé à employer "Place des Arts".

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** C'est pour des fins de publicité qu'on l'a tout à coup utilisé comme l'atteste une réclame publicitaire parue justement hier encore dans un journal où un salon de beauté situé près du projet s'annonce comme étant le "Salon de beauté Place des Arts".

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

L'amendement est fait précisément pour éviter qu'un magasin de croustilles utilise ce nom.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Aucune sanction n'est prévue?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

Le recours normal en justice sera possible.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 71 après l'avoir amendé<sup>1</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Talbot (Chicoutimi)** refuse que le projet de loi soit étudié en troisième lecture<sup>2</sup>.

**Licences de mariage**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 68 relatif aux licences de mariage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: Que l'article 7 de la loi des licences de mariage (Statuts refondus, 1941, chapitre 313) soit remplacé par le suivant:

"7. Toute personne chargée de fournir des licences reçoit pour chacune d'elles de la personne qui en fait la demande la somme de vingt dollars, sur laquelle elle retient, pour elle-même, cinq dollars et elle remet le surplus au ministre des Finances aux époques fixées par ce dernier."

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 relatif aux licences de mariage soit maintenant lu une deuxième fois.

À la demande, dit-il, des autorités protestantes qui désirent que plus de jeunes aillent se marier à l'église, le gouvernement provincial présente ce projet de loi pour augmenter le prix des actes de mariage.

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les frais n'ont pas changé depuis 90 ans et ils sont augmentés à la demande des autorités de l'église protestante qui pense que ceci allait encourager les mariages à l'église, où la publication des bans élimine le besoin de prendre un acte de mariage.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement cherche ainsi à augmenter ses revenus pour financer la mise à exécution de son programme électoral.

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Deux mille huit cent vingt-sept licences ont été émises, et cela a rapporté \$17,382 au gouvernement l'an dernier; mais le montant total a été remis au comité protestant du Conseil de l'instruction publique.

**M. Brown (Brome):** Ces chers permis demandés par les membres du clergé protestant impressionneront les jeunes sur le côté sérieux du mariage afin qu'ils ne prennent pas une décision hâtive.

**M. Somerville (Huntingdon):** L'augmentation des frais ne sera pas un moyen dissuasif. Les mariages à l'église doivent être encouragés et, dans le but d'éliminer la tentation d'un mariage rapide devant les autorités civiles, le gouvernement devrait ajouter une clause au projet de loi rendant obligatoire l'attente de quelques semaines avant la cérémonie du mariage, après avoir fait une demande pour un permis de mariage.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le député de Brome (M. Brown) a déjà dit que le taux des naissances avait diminué lorsque l'Union nationale était au pouvoir.

Maintenant, le gouvernement du Parti libéral va réduire le taux des mariages en augmentant les frais pour les actes de mariage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se dit surpris par l'affirmation du député de Missisquoi (M. Bertrand).

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le premier ministre n'a pas de sens de l'humour.

**M. Talbot (Chicoutimi)** se dit scandalisé de nouveau.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je suis seulement surpris. Il est difficile d'être scandalisé par les actes de l'Union nationale après tout ce que nous venons d'entendre.

La résolution est adoptée, après division.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

## Reprise de la séance à 3 heures

### Projets de loi:

#### Allocations scolaires

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 instituant les allocations scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est avant tout, dit-il, une mesure à caractère familial et préventif qui aidera, je l'espère, les familles et les incitera à laisser leurs enfants plus longtemps à l'école et à défrayer les frais additionnels ainsi occasionnés. Elle est le symbole pratique de l'importance que l'État québécois attache à l'éducation.

En payant ces allocations, le gouvernement veut aider la famille à collaborer activement à sa propre rédemption. Celle-ci qualifiera ses enfants, renforcera leur compétence professionnelle. Elle produira des hommes de meilleure qualité. C'est ainsi, je crois, que nous réussirons à aider la famille à s'aider elle-même par le dedans. La loi ne lui enlève point ses responsabilités en matière d'éducation. Tout au contraire, elle l'encourage d'une façon très pratique à mieux y faire face et même à affiner son sens des valeurs sur cette question.

Lors de la présentation du bill 25 sur le ministère de la Famille et du Bien-être, nous avons mentionné que l'action du nouveau ministère s'étalerait dans deux directions diamétralement opposées, soit la prévention sociale et la réhabilitation. En définitive, ces deux directions se complètent heureusement. Eh bien! C'est précisément ce que nous faisons aujourd'hui en présentant ce bill.

Des études faites par des experts en la matière ont révélé que plus des deux tiers des récipiendaires d'assistance sociale, sous ses différentes formes, sont des gens sans métier bien défini, des journaliers, c'est-à-dire des gens à faible scolarité.

Mesure de prévention sociale, le bill 50 est un encouragement à la famille pour lui permettre de donner aux adolescents la possibilité d'aller plus longtemps en classe dans la province de Québec. Cela permet de prévenir l'incompétence professionnelle et, petit à petit, d'y mettre fin. Indirectement, la nouvelle loi entre aussi dans le cadre de la lutte contre le chômage.

Le bien-être n'est pas seulement une série de mesures palliatives destinées à secourir des individus et des familles dans le besoin, mais bel et bien une

mise en valeur du bill qui est présentement devant la Chambre. L'argent que le gouvernement va dépenser à ce moment stratégique de la vie qu'est l'adolescence assure un rendement supérieur pour plusieurs années à venir, tant sur le plan économique que sur le plan humain. L'un renforce l'autre.

L'investissement sur l'humain est encore le plus rentable. Par l'instruction et l'éducation, nous pouvons transformer des valeurs matérielles en un accroissement de qualité humaine et de compétence professionnelle. C'est, je crois, une opportunité sans pareil, car elle correspond à un besoin profond de la population. Les études faites sur la persévérance scolaire dans cette province confirment nos avancés.

Les statistiques démontrent en effet que la fréquentation scolaire est susceptible de s'améliorer dans le Québec. Par exemple, on compte environ 58 %<sup>3</sup> des garçons de 15 ans inscrits à l'école et 51 % des filles du même âge; à l'âge de 16 ans, ces proportions tombent à la verticale à 42 % et 34 %; à l'âge de 17 ans, l'accélération se fait encore plus rapide, soit respectivement 32 % et 21 %. Je suis convaincu que les allocations scolaires vont combler cette faille qui se creuse à l'âge de 16 et 17 ans.

Les principales causes de départ ou de la dispersion des écoliers sont: a) aide à la maison et travail extérieur pour subvenir financièrement à la famille - 45 %; b) manque d'aptitudes intellectuelles - 17 %; c) manque d'intérêt ou d'application - 10 %; d) négligence des parents - 8 %; e) maladie grave - 6.5 %. L'allocation de \$10 par mois agira assez fortement sur trois de ces causes qui sont d'ordre économique.

Le taux de fréquentation du Québec est beaucoup plus faible que celui des autres provinces. Dans la province, les études sur la persévérance scolaire indiquent en effet que seulement 29.2 % des enfants font leur 11<sup>e</sup> année, selon des statistiques de l'année 1958-1959. C'est moins que dans les autres provinces, car la proportion est de 41 % en Ontario et de 68 % en Colombie-Britannique. Il est vrai que, dans ces deux provinces, il est obligatoire d'aller à l'école jusqu'à 16 ans. De toute façon, on voit qu'il y a largement place pour une amélioration et qu'il y a beaucoup de chemin à parcourir dans la province de Québec. Et c'est le but de cette loi d'aider les parents à le parcourir.

En encourageant la famille à prolonger la scolarité de ses membres, on ouvre du coup un horizon plus vaste dans le choix des métiers et des professions. L'argent ainsi dépensé constituera le meilleur des placements, à une époque où l'industrialisation exige des éléments actifs de notre

population qu'ils aient une scolarité prolongée, des connaissances de plus en plus étendues et un capital de formation humaine.

À cause de son poste d'observation stratégique, le ministre de la Famille et du Bien-être social peut découvrir les causes qui engendrent le besoin, la pauvreté, la délinquance. Il se doit d'appuyer dans ses mesures tout programme qui peut empêcher ces causes d'agir. Et nous savons tous que l'ignorance et l'incompétence professionnelle ont toujours engendré des vies malheureuses et fourni un fort contingent de clients à tous les organismes d'assistance sociale, car exposant au chômage et condamnant aux salaires de niveau inférieur. C'est pourquoi il nous fait plaisir de présenter cette mesure comme un appui non équivoque du ministère de la Famille à ce grand effort collectif de renouveau qui s'élabore dans le domaine de l'éducation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
seconde les propos du député de Richmond (l'honorable M. Lafrance).

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le projet de loi renoue une longue tradition libérale dans le domaine de la politique familiale. Qu'on se rappelle les travaux de la commission présidée par M. Édouard Montpetit en 1932. On y traitait de l'aide aux familles nombreuses, de la compensation des charges familiales, de la migration d'une partie rurale vers les villes. Qu'on se rappelle, en 1943, la loi concernant le paiement d'allocations familiales en vertu de conventions collectives du travail. C'était là des initiatives nouvelles au pays. Le présent projet de loi est dans la même perspective. C'est une mesure pour assurer la compensation des charges familiales causées par l'accroissement des frais de scolarité des adolescents.

Il faut voir dans les allocations scolaires une mesure d'autonomie positive. Cela démontre que le gouvernement de la province de Québec, au nom des droits qui lui sont conférés par la Constitution, entend occuper tout le champ qui est sien dans le domaine de la législation sociale comme l'a si bien affirmé l'ex-premier ministre<sup>4</sup> lors des conférences fédérales-provinciales. S'il est un domaine qui reflète la mentalité, les attitudes d'un groupe ethnique, c'est bien celui de la législation sociale.

Cette législation influencera directement nos vies. Comme je l'ai déjà répété à plusieurs reprises, elle est un investissement sur le capital humain et une façon de le mettre en valeur. C'est ce que nous possédons de plus précieux. C'est aussi la réponse du

gouvernement à une situation donnée car, si nous désirons demeurer nous-mêmes et progresser selon la ligne de force qui est nôtre, il nous faut à tout prix développer des méthodes d'entraide qui correspondent à nos croyances, à nos aspirations, à notre régime de valeurs intellectuelles, morales et religieuses. Abandonner nos responsabilités dans ce domaine constituerait une démission.

**M. Bertrand (Missisquoi):** L'opposition approuve évidemment le principe du projet de loi, mais formulera des modifications à certaines clauses lors de l'étude en comité.

Mais, je dois ajouter que la présentation du bill n'aurait pas été rendue possible sans les réalisations antérieures du gouvernement de l'Union nationale dans le domaine social, et spécialement dans celui de l'enseignement, dont les conditions matérielles ont été complètement changées dans la province. Si on peut aujourd'hui parler de fréquentation scolaire prolongée, c'est parce des milliers d'écoles ont été construites à travers la province.

**M. Morissette (Arthabaska)** fait l'éloge du ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance). Ce projet de loi, dit-il, apportera la joie dans les foyers québécois. Le bill 50 instituant les allocations scolaires de \$10 est un projet de loi de justice sociale et distributive qui contribuera à améliorer le budget familial et aidera les jeunes à se préparer à l'avenir en prolongeant leurs études. C'est une revanche des nouvelles générations.

Par cette mesure, le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) fait un premier pas aujourd'hui et le gouvernement en fera un demain. Aujourd'hui, en effet, on consacre le droit de l'enfant à l'éducation en aidant les parents qui veulent que leurs fils et leurs filles soient mieux préparés à la lutte pour la vie. Une scolarité plus étendue, d'autre part, permettra également à nos jeunes d'accéder à des emplois plus rémunérateurs. Dans tous ces jeunes gens de 17 à 25 ans qui chôment et réclament du travail, j'ai vu des accusateurs du régime précédent.

Le bill 50 consacre un principe que l'Union nationale n'a jamais voulu reconnaître. En effet, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas accordé aux Canadiens français du Québec les mêmes chances d'accès à l'éducation, qui est un droit et non pas un privilège comme ils l'ont affirmé. L'ancien premier ministre Duplessis n'a jamais reçu la Fédération des commissions scolaires. La Fédération

était reçue par le secrétaire provincial du temps, Me Yves Prévost. Puis, il arrivait malheureusement souvent que ce dernier ne pouvait faire grand-chose. L'ancien gouvernement de l'Union nationale aimait se vanter de surplus budgétaires, mais il n'a pas été capable de fournir une éducation adéquate à nos enfants. Au point de vue de leur préparation à la vie, il lui a laissé un tragique déficit dans la tête. Le peuple de la province ne l'oubliera pas!

**M. Bellemare (Champlain)** félicite le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) pour le ton élevé qu'il a imprimé au débat. La politique, dit-il, ne doit pas entrer dans le domaine de l'éducation. Ce bill apportera sûrement un réconfort et une aide efficace aux familles nombreuses. Le rôle des législateurs est d'encourager tous les domaines de l'éducation et de protéger les familles ouvrières qui sont riches de talents, mais pauvres pécuniairement.

Cette mesure en faveur de l'éducation dans la province de Québec vient tout simplement s'ajouter à de nombreuses autres, car l'Union nationale a fait énormément dans ce domaine. De 1944 à 1960, l'inscription dans les universités de la province a augmenté de 29 %. Dans les écoles secondaires, cette augmentation a été de 41 %. À l'École polytechnique, les inscriptions sont passées de 330, en 1944, à 1,524 en 1961, soit une augmentation de plus de 60 %. À l'Institut de papeterie de Trois-Rivières, les inscriptions sont passées de 130, en 1950, à 247 cette année.

Où les personnes désireuses de profiter de cette assistance pourront-elles se procurer les formules indispensables?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ces formules à remplir seront déposées aux bureaux des commissions d'écoles et dans d'autres bureaux régionaux. Des annonces seront d'ailleurs publiées dans les journaux pour indiquer les endroits où l'on pourra facilement obtenir les formules.

**M. Boudreau (Saint-Sauveur):** Plusieurs familles vont bénéficier de cette loi. Il faut cependant souligner un aspect particulier du problème de la fréquentation scolaire. J'habite un milieu ouvrier dans lequel j'ai toujours vécu et je connais la famille ouvrière et ses besoins. Plusieurs, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 16 ou 17 ans, sont obligés d'abandonner leurs études pour aller travailler, afin d'apporter un salaire hebdomadaire au foyer.

Au lieu d'allocations scolaires, la meilleure solution au problème serait d'apporter du travail au



sans-emploi, pour lui permettre de faire vivre convenablement sa famille et lui procurer les facilités d'assurer à ses enfants une instruction au plus haut niveau possible.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 2 du chapitre 70D, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, l'expression

a) "allocation" signifie l'allocation mensuelle versée en vertu des dispositions de la présente loi;

b) "écolier" signifie quiconque étant domicilié dans la province qui fréquente assidûment une école; cependant, cette expression ne comprend pas ceux à l'entretien desquels il est pourvu en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec (chapitre 187) ou de la loi de la protection de la jeunesse (chapitre 38)

"c) "mère" comprend une belle-mère ou une mère adoptive et si elle prend soin d'un écolier, une grand-mère, une tante ou une sœur majeure;

"d) "père" comprend un beau-père, un père adoptif, un tuteur ou toute autre personne qui entretient un écolier ou en a la garde;

"e) "ministre" désigne le ministre de la Famille et du Bien-être social;

"f) "règlements" signifie les règlements adoptés en vertu de la présente loi."

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le projet de loi ne définit pas ce qu'est une école admissible. Si l'étudiant québécois fréquente une institution d'une autre province, aura-t-il droit à l'aide dont il est question dans le projet de loi?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui.

**M. Johnson (Bagot):** Une définition devrait être incorporée à la loi. Une loi ne peut être modifiée

que par un amendement soumis aux Chambres, tandis qu'un simple règlement est modifié par un arrêté en conseil. La définition dans la loi, conséquemment, donnerait une garantie de stabilité qui n'existe pas autrement.

Ne réduira-t-on pas les bourses des normaliens, des élèves des écoles d'arts et métiers lorsque les allocations seront distribuées?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Dans ce cas, les bourses sont conditionnées par les revenus de la famille. Or, les allocations ne feront pas partie des revenus. Les écoles pour les infirmes et les aveugles seront admissibles, mais pas les écoles de réforme ou celles administrées par les organismes publics de bienfaisance.

En raison de la grande variété d'écoles privées de différentes valeurs, il était préférable que la définition soit établie par décret du cabinet, qui peut être plus facilement amendé. Cependant, toutes les institutions habituellement considérées comme des écoles se qualifieront.

**M. Johnson (Bagot):** Les parents qui envoient leurs enfants à l'école privée se verront demander s'ils sont admissibles. Prenez le cas des maternelles, par exemple.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui, bien sûr, des enfants de 16 et 17 ans à l'école maternelle.

**M. Johnson (Bagot):** C'est une loi sociale typique de Mackenzie King où tout le monde est imposé, même les pauvres et où tout le monde est avantagé, même le riche.

L'article 1 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 50 instituant les allocations scolaires.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose:

1. Que sous réserve des dispositions de la loi des allocations scolaires, édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et des règlements, une allocation mensuelle de dix dollars sera versée à la mère de tout écolier de seize à dix-huit ans, et qu'à défaut de mère, cette allocation sera versée au père de l'écolier.

2. Que l'allocation sera payable à compter du premier du mois suivant la date à laquelle l'écolier atteint l'âge de seize ans, à la condition qu'une demande d'allocation ait été faite avant la fin du mois précédent la date de son anniversaire; sinon, l'allocation ne sera payable qu'à compter du premier du mois pendant lequel la demande est reçue et que l'allocation ne sera pas versée pour les mois de juillet et août.

3. Que l'allocation cessera d'être payable avec le versement pour le mois durant lequel le bénéficiaire

- a) atteint l'âge de dix-huit ans;
- b) cesse d'avoir son domicile dans la province;
- c) décède;
- d) cesse de fréquenter assidûment l'école.

4. Que les dépenses occasionnées à la province par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris le versement des allocations, seront payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature.

5. Que pour assurer le bon fonctionnement de la loi qui accompagne les présentes résolutions et en déterminer les modalités d'application, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à adopter des règlements conciliables avec ses dispositions et visant

- a) la définition du mot "école" et de l'expression "fréquenter assidûment l'école";
- b) la définition du mot "domicile";
- c) l'époque de la présentation d'une demande, la manière de la présenter et la forme qu'elle doit

revêtir; les renseignements et la preuve à soumettre en l'espèce; la procédure que l'autorité compétente doit suivre dans l'étude des demandes;

d) l'enquête sur les demandes et sur l'admissibilité aux allocations ainsi que les renseignements qui doivent être fournis;

e) la façon dont peuvent être payées les allocations;

f) la nomination d'administrateurs et la détermination de leurs devoirs et obligations;

g) les circonstances justifiant ou exigeant la suspension des allocations et la reprise du paiement.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Les allocations scolaires profiteront à 72,600<sup>6</sup> écoliers et écolières de la province. Ces allocations seront entièrement payées par le gouvernement du Québec et les municipalités n'auront rien à fournir. Cette mesure sociale coûtera \$7,260,000<sup>7</sup> et entrera en vigueur à compter de la prochaine année scolaire, soit du 1<sup>er</sup> septembre prochain à juin 1962<sup>8</sup>. Ces allocations seront payables à tous les enfants sans tenir compte des besoins. De plus, les versements seront faits à la mère. Celle-ci s'attend à recevoir une allocation de \$100 par année.

**M. Johnson (Bagot):** Ceci relègue le père à un petit rang. Donnons un exemple de cas extrême. Supposons le cas d'un gouvernement qui déciderait que seules les mères d'enfants fréquentant des écoles neutres auront droit à l'allocation. (Rires à droite)

**Des députés ministériels:** Encore le mythe!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je m'élève contre cette violation des droits des députés! La loi est très mal faite, car il y a danger à ce que le Conseil exécutif se réserve le droit d'approuver certains règlements qui régiront l'application de la loi. On dépouille les députés de leurs droits. C'est un blanc-seing que réclame le gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):**<sup>9</sup> L'impôt sur le revenu frappera-t-il l'argent provenant des allocations?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La loi indique clairement que les allocations ne seront pas taxables sous la loi provinciale de l'impôt sur le revenu des particuliers. C'est la seule allocation universelle qui n'est pas taxable.

**M. Johnson (Bagot):** Et au point de vue fédéral?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

J'espère que non. L'article 7 du bill est précis: il stipule que les allocations n'entrent pas dans le patrimoine du père ou de la mère et ne font donc pas partie de leurs revenus. J'ai l'espoir que le ministre du Revenu national canadien en viendra aux mêmes conclusions que le gouvernement de Québec dans ce domaine.

**M. Johnson (Bagot):** L'allocation de \$10 par mois n'est pas suffisante pour ceux qui en ont besoin, mais elle est trop considérable pour ceux qui n'en ont pas besoin. On devrait enlever l'allocation aux riches pour en faire profiter les pauvres. Il faut admettre que ce principe serait difficile d'application. J'aimerais mieux une exemption d'impôt fédéral et provincial plus considérable pour le père de famille qui a des enfants de 16 et 17 ans et qui sont dans la catégorie de ceux visés par la loi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Ce serait une injustice pour les pères de famille qui ne paient pas d'impôt et qui seraient ainsi privés de tout secours.

Les résolutions sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté des résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 instituant les allocations scolaires.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 50 instituant les allocations scolaires.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose la troisième lecture du bill.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Non, non<sup>10</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est la journée des nan nan!

**Loi de la chasse**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Le principal point dans ce bill, dit-il, est l'augmentation, en général, des pénalités prévues pour les infractions aux lois et aux règlements de la chasse. Les derniers amendements fixant les infractions dataient de 1950.

**M. Bellemare (Champlain):** En dépit de ses bonnes intentions, le ministre ne pourra exercer un contrôle sur tous les gardes-chasse.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Si le député de Champlain a connaissance d'interventions, je serai heureux qu'il m'en informe. Depuis mon accession à la tête du ministère de la Chasse, je n'ai jamais toléré d'intervention politique dans l'application de la loi. Et je n'entends pas en tolérer davantage à l'avenir.

Il y a toujours des braconniers. Le nombre des causes pour infractions au règlement de la chasse dans notre province indique malheureusement un état d'esprit qui pourrait être amélioré. Le département fait chaque année environ entre 4,500 et 5,000 causes.

Les experts établissent à \$200,000,000 la valeur de la faune, et on évalue à 800,000 le nombre d'amateurs de chasse et de pêche dans la province de Québec. Notre faune est une ressource naturelle renouvelable, mais il ne faudrait pas la tarir. Cette initiative n'aura guère de résultat sans la coopération de toute la population. Celle-ci devrait coopérer afin que le gouvernement n'ait pas à appliquer les sanctions accrues qui sont prévues par la loi.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 h 15****Loi de la chasse**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie et adopte les articles 1 et 2.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"1. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 40, par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 49, par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 65, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 47, est de nouveau modifié

"a) en remplaçant l'alinéa qui suit immédiatement le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1, par le suivant:

"Sous peine d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars pour un chevreuil et d'au moins cent dollars et d'au plus trois cents dollars pour un caribou;"

"b) en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa du paragraphe 5, les mots "de pas moins de quarante dollars" par les mots "d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars;"

"c) en numérotant le second alinéa du paragraphe 5 comme étant le paragraphe 5a, et en remplaçant, dans les sixième, septième et huitième lignes de cet alinéa, les mots "de cinq dollars au moins et de vingt-cinq dollars au plus. Toute personne" par les mots "d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars. Tout garde-chasse";

"d) en ajoutant, après le second alinéa du paragraphe 5, qui est devenu le paragraphe 5a, le paragraphe suivant:

"5b. Si l'animal est tué par un chien dans les circonstances prévues aux paragraphes 5 et 5a, le propriétaire du chien ou celui qui en a la garde est passible d'une amende additionnelle d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars pour chaque chevreuil ainsi tué, et d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars pour chaque orignal ou caribou ainsi tué;"

"e) en remplaçant le paragraphe 7 par le suivant:

"7 De chasser, lorsqu'il n'a pas encore un an, le petit de l'orignal, du chevreuil ou du caribou, sous peine d'une amende d'au moins vingt dollars et d'au plus cinquante dollars pour le petit du chevreuil, et d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars pour le petit de l'orignal et le petit du caribou;"

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Les pénalités plus sévères ne visent pas à augmenter les revenus du gouvernement, et j'espère qu'avec les campagnes de conservation de la faune que nous allons mener, les conditions plus sévères permettront de freiner le braconnage et inciter plus de respect envers notre faune.

**M. Bellemare (Champlain):** Les amendes sont d'autres mesures grâce auxquelles le gouvernement espère augmenter ses revenus. Le gouvernement a réalisé \$500,000 l'année dernière provenant des amendes et il obtiendra au moins \$1,350,000 l'année prochaine en raison de ce projet de loi.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**

conteste les chiffres. Les gardes à l'emploi des clubs privés continueront à bénéficier du système par lequel les gardes-chasse perçoivent 50 % des amendes demandées dans les cas où il y a des poursuites. Les gardes du gouvernement reçoivent maintenant un salaire raisonnable. Une mesure similaire a été adoptée pour les gardiens de pêche au début du mois<sup>11</sup>.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 18 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 19, qui se lit comme suit:

"19. L'article 53 de ladite loi, modifié par l'article 25 de la loi 14 George VI, chapitre 65, est de nouveau modifié, en ajoutant le mot "conseil", dans la dernière ligne du premier alinéa, les mots "et aux conditions qu'il détermine"<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Le cabinet adoptera des règlements pour établir des normes et des restrictions aux zoos privés, y compris les cages en bordure des routes pour attirer les touristes aux restaurants.

**M. Bellemare (Champlain):** Il est ridicule de consulter le cabinet pour déterminer si une ourse devrait être séparée de ses petits ou pour calculer l'épaisseur de la paille à déposer dans la cage. Le ministre devrait s'occuper de ces règlements.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Il est plus approprié pour le cabinet d'établir des règlements obligatoires par décret.

L'article 19 est adopté<sup>13</sup>.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 58 modifiant la loi de la chasse.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose: 1. Que l'article 28 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1941, chapitre 153) modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 40, par l'article 4 de la loi 11 George VI, chapitre 49, et par l'article 17 de la loi 14 George VI, chapitre 65, soit de nouveau modifié en remplaçant la dernière phrase du paragraphe 4 par la suivante:

"Ce permis est délivré sur paiement des droits que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe et aux conditions qu'il détermine."

Adopté.

2. Que l'article 29 de ladite loi, remplacé par l'article 18 de la loi 14 George VI, chapitre 65, soit abrogé.

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 58 modifiant la loi de la chasse.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 58 modifiant la loi de la chasse.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose la troisième lecture du projet de loi.

**M. Talbot (Chicoutimi)** refuse d'adopter le projet de loi en troisième lecture.

**Office des autoroutes**

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet, dit-il, du projet de loi constituant l'Office des autoroutes du Québec est de doter la province d'un ensemble d'autoroutes propres à revaloriser tout notre réseau routier, qui répond parfaitement à ses besoins et qui encourage l'essor de l'industrie touristique. Trois grands projets de voirie réclameront dès le début l'attention de l'Office de l'autoroute. Il y a d'abord le parachèvement de l'autoroute Montréal-Laurentides, de Saint-Jérôme à Sainte-Adèle. C'est là un projet très urgent pour l'industrie touristique de cette région. Il y a également l'autoroute Sherbrooke-Montréal et, en outre, une voie de raccordement à Saint-Eustache.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce ne sera pas pour demain!

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est encore drôle! Le chef de l'opposition va s'apercevoir que nous sommes plus vite que lui sur nos patins.

Le bill 67 prévoit l'intégration au ministère de l'Office des autoroutes qu'il crée. Il en résultera pour l'Office un caractère de permanence. Dans le cas de la loi de l'autoroute des Laurentides, passée en 1957 par l'Union nationale, il s'agissait d'une mesure temporaire.

**Des députés de l'opposition** s'objectent à l'adoption du projet de loi.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 3 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"3. Une corporation est constituée par la présente loi sous le nom, en français de "Office des autoroutes du Québec", et, en anglais, de "Quebec Autoroutes Authority"."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les autorités provinciales actuelles n'apportent rien de neuf avec le bill 67 puisque le nouvel organisme ressemble fort à l'ancien Office de l'autoroute Montréal-Laurentides, fondé par l'Union nationale à la suite de la loi du 21 février 1957. Celle-ci est reprise presque intégralement dans la loi. On aurait pu se contenter de l'amender. Il s'agit de poudre aux yeux. C'est un bill fait avec des ciseaux et un pot de colle!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La loi institutionnalise le système des autoroutes dans la province.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le nouvel Office que l'on va constituer sera intégré au ministère de la Voirie et se verra confier une mission plus précise et plus vaste que celle de l'autoroute des Laurentides. Il contribuera à doter la province d'un réseau routier mieux adapté à ses besoins et remédiera ainsi aux déficiences actuelles de nos voies de communication. Ce sera une mission extrêmement importante. Au Québec, nous n'avons qu'une centaine de milles d'autoroute, soit de routes doubles à accès limité. Nous sommes terriblement en retard dans ce domaine par rapport à l'Ontario.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre fait des comparaisons dans le but de décrier sa province. Dire que rien n'a été fait dans notre province, c'est

affirmer une fausseté. Au cours des 16 dernières années, l'Union nationale a réalisé une œuvre gigantesque en matière de voirie. Dire que nous sommes en retard sur l'Ontario, c'est aussi affirmer une fausseté car il n'y a pas de comparaison possible.

Le gouvernement ontarien n'a porté ses efforts que sur les grandes routes, et la province voisine a commencé la réalisation de son programme de développement de voirie bien avant le Québec, au tout début du siècle, alors qu'ici, il n'y avait pas même de ministère de la Voirie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les propos du chef de l'opposition sont hors d'ordre. Si l'opposition n'avait pas fait d'obstruction la veille, il aurait été possible de débattre des questions de voirie alors que la Chambre étudiait les crédits du ministère.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre a l'audace de dire qu'on aurait dû faire la discussion hier soir! Mais il sait pourtant que si nous ne l'avons pas faite, c'est qu'il nous en a empêché en nous imposant le bâillon!

**M. le président:** J'ai dit hier soir, et je le répète aujourd'hui, que c'est moi qui ai pris la décision, sous mon entière responsabilité, après avoir donné maints avertissements à la Chambre. Si on discute la décision, on critique le président et je ne pourrais tolérer cela!

L'article 3 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 9 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"9. Les fonctionnaires et employés requis par l'application de la présente loi sont nommés suivant les dispositions de la loi du service civil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à l'Office tout expert nécessaire et fixer sa rémunération."

**M. Talbot (Chicoutimi):** On a encore là une preuve de l'hypocrisie des méthodes du gouvernement actuel.

L'article 9 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 15 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"15. L'Office a pour objet:

"a) l'étude de tout projet d'autoroutes et de travaux connexes que peut lui confier en tout temps le lieutenant-gouverneur en conseil;

"b) la préparation de plans et devis de tout projet d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations et tous travaux connexes, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil;

"c) la construction d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations et tous travaux connexes, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil;

"d) l'administration des autoroutes;

"e) l'exécution des travaux d'entretien et de réparations nécessaires pour maintenir les autoroutes en bon état;

"f) l'établissement de règlements concernant ces voies de communication."

**M. Bellemare (Champlain):** J'attire l'attention du ministre sur un projet réclamé depuis quelques années: une autoroute sur le long de la rive nord du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal. Le gouvernement ne s'est pas prononcé sur la question.

Lors de son dernier congrès, la Chambre de commerce de la province a adopté une résolution réclamant la réalisation de ce projet.

La route no 2 est très achalandée, à cause du tourisme. C'est l'une des premières routes de la province en importance. On devrait réaliser ce projet sans délai en raison des besoins de l'industrie et du commerce.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le boulevard Métropolitain sera-t-il sous l'administration de la loi des autoroutes?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Non! Le boulevard Métropolitain fera plutôt partie de la route transcanadienne.

L'article 15 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 16 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"16. L'office doit soumettre au ministre tous les plans et devis pour la construction d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations, et tous travaux connexes projetés. La construction ne peut en être commencée qu'après approbation de ces plans et devis par le ministre et elle doit être effectuée conformément à ceux-ci."

**L'honorable M. Pinard (Drummond):**

L'Office des autoroutes devra soumettre ses plans et ses devis à l'approbation du ministre de la Voirie et non pas du gouvernement. Le ministre actuel est prêt à accepter les responsabilités prévues dans la loi alors que l'ancien ministre<sup>14</sup> n'a même pas eu connaissance de la construction de l'autoroute des Laurentides qui s'est faite dans son dos. Car c'est Maurice Duplessis qui désignait lui-même les entrepreneurs. Cela explique que la voie de communication ait coûté \$80,000,000 au lieu de \$40,000,000.

L'article 16 du chapitre 141A, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'article 1 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose:

1. Que le ministre des Finances, en vertu du troisième alinéa de l'article 13 de la loi des autoroutes, édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, devra acquitter tout jugement rendu contre l'Office à même les deniers mis à sa disposition pour ces fins ou, s'ils sont insuffisants, à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Qu'avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office, en vertu de l'article 35 de ladite loi des autoroutes, pourra contracter des emprunts, par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 36 de ladite loi, pourra, aux conditions qu'il déterminera:

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office;

b) garantir l'exécution de toute autre obligation de ce dernier;

c) autoriser le ministre des Finances de la province à avancer à l'Office tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de ladite loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et autres conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, et que les sommes que le gouvernement pourra être appelé à payer en vertu de ces garanties, et les montants de ces avances seront pris à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 sans l'amender.

### Pascalis et municipalités dans Hochelaga

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 concernant les municipalités du comté d'Hochelaga

et du village minier de Pascalis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 70 sans l'amender.

### Loi des cités et villes

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est de nouveau modifié:

"a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou de ville, même si elle n'est pas régie par la présente loi, émettre des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la présente loi. Ces modifications par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles étaient faites par une loi.

"Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant sommairement l'objet n'ait été publié au



moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle de Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné, dans la municipalité, conformément à l'article 372.

"Le ministre des Affaires municipales fait publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'imprimeur de la Reine doit insérer dans chaque volume des *Statuts* de la province une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes émises avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent";

"b) en retranchant le paragraphe 3."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Cet article permet aux municipalités, sans formalités législatives spéciales, de passer d'une charte spéciale à la loi des cités et villes, en tout ou en partie. C'est une bonne chose que de faciliter aux municipalités le retour au bercail de la loi générale.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** L'on devrait prévoir dans la loi l'obligation pour les municipalités de faire connaître au public les modifications qu'elles envisagent, tout comme dans le cas d'un bill. Un avis devrait être publié dans la *Gazette officielle* et dans les journaux français et anglais.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)**

consent à suspendre l'étude de l'article afin d'étudier la suggestion du député de Montréal-Saint-Jacques.

L'étude de l'article 1 est suspendue.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Travaux de la Chambre:**

**Fête de la Reine**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Demain, la Chambre s'ajournera à 4 h 45 de l'après-

midi, comme à l'accoutumée. Cette fois, ce sera pour trois jours. Elle ne siégera pas lundi, fête de la Reine.

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

**NOTES**

1. Les journaux ne rapportent aucun débat concernant les articles amendés. Pour prendre connaissance des dits amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 19 mai 1961, aux pages 15 et 24, la décision de l'opposition de retarder l'étude en troisième lecture du projet de loi 71 concernant la Place des Arts s'avère une manifestation de son mécontentement, relativement à la façon abrupte dont a pris fin la séance du 17 mai.

3. Il s'agit plutôt de 57 %, selon *L'Action catholique* du 19 mai 1961, à la page 15.

4. *La Tribune* du 19 mai 1961, à la page 9, rapporte que le ministre s'est plutôt référé au premier ministre Lesage.

5. En se fondant sur les statistiques, il s'agit plutôt d'une hausse de 461 %.

6. Les journaux ne s'entendent pas sur le nombre exact d'écoliers. Certains disent 72,600, d'autres 72,500 et 73,600.

7. Tout comme pour le nombre d'écoliers, les journaux ne sont pas unanimes sur le budget du programme. Certains parlent de \$7,260,000, d'autres de \$7,360,000 et de \$7,200,000.

8. Selon *Le Soleil* du 19 mai 1961, à la page 9, le ministre de la Famille et du Bien-être social (l'honorable M. Lafrance) fait cette déclaration à la

fin du débat en deuxième lecture du bill 50. Cependant, *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 14, situe le discours lors de l'étude des résolutions relatives au projet de loi.

9. *Le Montréal-Matin* du 19 mai 1961, à la page 14, fait intervenir le député de Bagot (M. Johnson) et le premier ministre en comité plénier. Cependant, les propos tenus correspondent plutôt au débat sur les résolutions relatives au projet de loi.

10. Selon *L'Action catholique* du 19 mai 1961, à la page 1, le chef de l'opposition, par ces mots, refuse d'étudier le projet de loi en troisième lecture.

11. Il s'agit du bill 55, modifiant la loi de la pêche, devenu la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 70.

12. Cet article du projet de loi correspond le mieux au sujet débattu entre le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) et le député de Champlain (M. Bellemare), à savoir les jardins zoologiques privés, puisqu'aucun article n'y est spécifiquement consacré dans le projet de loi.

13. Aucun journal n'indique quel article est débattu au moment où le comité plénier suspend ses travaux et fait rapport à la Chambre.

14. Il s'agit du député de Chicoutimi (M. Talbot), ministre de la Voirie de 1944 à 1960.

Séance du vendredi 19 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Loi des  
terres de colonisation**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 77 modifiant la loi des terres de colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des relations ouvrières**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 78 modifiant la loi des relations ouvrières.

Un amendement permettra la poursuite d'une accréditation syndicale même lorsque la condition juridique de la compagnie est changée, comme la vente de la compagnie. Autrefois, le syndicat des usines perdait son accréditation à chaque changement et le syndicat était accrédité à nouveau. Cette mesure, dit-il, corrigera la situation actuelle.

Un amendement important permettra d'obtenir des procédures rapides de conciliation et d'arbitrage en fixant un délai après lequel les parties intéressées dans le différend pourront déclencher la grève ou la contre-grève. Présentement, ces procédures durent trop longtemps et s'éternisent, dans certains cas, pendant six mois, un an, et même plus.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La nouvelle commission aura des pouvoirs plus étendus que celle qui existe actuellement en vertu de la loi de 1941 et elle aura juridiction en dehors du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Embellissement de Québec**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 79

concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec.

Cette loi, dit-il, crée une nouvelle Commission d'embellissement de la ville de Québec. Elle remplacera un ancien organisme qui a été inopérant depuis quelques années.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Encore de la poudre aux yeux!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La commission aura des pouvoirs élargis, une juridiction en dehors de la cité de Québec et des pouvoirs ainsi que des responsabilités précis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses écrites:**

**Tracteur du  
ministère de la Colonisation**

**M. Desjardins (Gatineau):** 1. Sur quels lots, rangs et cantons du comté de Gatineau le tracteur (*bulldozer*) no 141, appartenant au ministère de la Colonisation, a-t-il travaillé entre le 1<sup>er</sup> et le 31 août 1960 inclusivement?

2. Quel est le nom et l'adresse du propriétaire de chacun de ces lots?

3. Combien d'heures de travaux ont été exécutées sur chaque lot?

4. Quel est le montant payé par chaque colon?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** 1. Sur les lots suivants:

34/ I - Kensington;

35/ I - Kensington;

37/ I - Kensington;

22/ II - Kensington;

25/ II - Kensington;

27/ II - Kensington;

32/ II - Kensington;

37/ II - Kensington.

2. 34/ I - Kensington - Zéphirin Dufour, Maniwaki, comté de Gatineau;

35/ I - Kensington - Henri-Claude Aumond, Maniwaki, comté de Gatineau;

37/ I - Kensington - Thomas Lemieux,  
Maniwaki, comté de Gatineau;  
22/ II - Kensington - Joseph Morin,  
Maniwaki, comté de Gatineau;  
25/ II - Kensington - Patrick Whellan,  
Maniwaki, comté de Gatineau;  
27/ II - Kensington - Tom McShefferey,  
Maniwaki, comté de Gatineau;  
32/ II - Kensington - Pierre Gagnon,  
Maniwaki, comté de Gatineau;  
37/ II - Kensington - Thomas Lemieux,  
Maniwaki, comté de Gatineau.

3. 34/ I - Kensington - 16 heures;  
35/ I - Kensington - 11½ heures;  
37/ I - Kensington - 3 heures;  
22/ II - Kensington - 10 heures;  
25/ II - Kensington - 16½ heures;  
27/ II - Kensington - 9½ heures;  
32/ II - Kensington - 2¼ heures;  
37/ II - Kensington - 5 heures.

4. 34/ I - Kensington - Zéphirin Dufour,  
\$80.00;  
35/ I - Kensington - Henri-Claude Aumond,  
\$57.50;  
37/ I - Kensington - Thomas Lemieux, \$15.00;  
22/ II - Kensington - Joseph Morin, \$50.00;  
25/ II - Kensington - Patrick Whellan, \$57.75;  
27/ II - Kensington - Tom McShefferey,  
\$47.50;  
32/ II - Kensington - Pierre Gagnon, \$11.25;  
37/ II - Kensington - Thomas Lemieux,  
\$25.00.

#### **Emprunts du gouvernement**

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1961 le gouvernement de la province a-t-il emprunté de l'argent:

a) de la Commission des liqueurs?  
b) de la Commission des accidents du travail?  
c) de la Commission du salaire minimum?  
d) d'Hydro-Québec?  
e) ou de toutes autres régies, commissions ou corporations relevant du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour quel montant dans chaque cas?

3. Ces emprunts ont-ils été remboursés et à quelle date?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1.

a) non;

b) non;

c) non;

d) oui;

e) non.

2. Le 16 mars 1961: \$17,500,000.

3. Non, car ces emprunts sont remboursables à raison de \$10,000,000 le 19 juillet, et de \$7,500,000 le 16 août 1961.

D'autre part, au cours de la période envisagée, le gouvernement de la province a remboursé la somme de \$25,000,000, empruntée d'Hydro-Québec le 15 juin 1960, à raison de \$14,000,000 le 15 août, et de \$11,000,000 le 1<sup>er</sup> décembre 1960.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi des terres de colonisation**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 77 modifiant la loi des terres de colonisation.

Adopté.

##### **Embellissement de Québec**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 79 concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec.

Adopté.

#### **Révocation d'ordres du jour:**

##### **Allocations scolaires**

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 50 instituant les allocations scolaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
**pour l'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** pour **l'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:  
"4. L'allocation est payable à compter du premier mois suivant la date à laquelle l'écopier atteint l'âge de seize ans, à la condition qu'une demande d'allocation ait été faite avant la fin du mois précédent; sinon, l'allocation n'est payable qu'à compter du premier mois pendant lequel la demande est reçue."

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'oppose à cette manière de procéder.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne sais pas ce que le chef de l'opposition a mangé depuis quelques jours, mais il est encore d'une humeur massacrante. Il ne veut pas collaborer, il ne veut pas coopérer pour faciliter aux parents l'obtention des allocations scolaires.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est une humeur égale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement veut imposer le bâillon et agir par coups de force. Pour le premier ministre, les règlements, c'est de la foutaise. Il veut passer outre à leurs stipulations. Nous avons appris à le connaître et nous avons appris à savoir ce que vaut sa parole. Depuis ce temps-là, nous avons décidé que les règlements de cette Chambre seront intégralement appliqués et qu'ils existent pour tous.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que "pour le premier ministre, les règlements sont de la foutaise".

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons le droit d'exiger que les règlements de cette Chambre soient suivis.

**M. le président** demande au chef de l'opposition de retirer le mot "foutaise".

**M. Talbot (Chicoutimi)** retire le mot "foutaise".

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** interpelle le chef de l'opposition.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Parmi les règlements de cette Chambre, il y en a un qui concerne le décorum et je demanderai que le député de Saint-Maurice soit rappelé à l'ordre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le Règlement dit aussi que l'orateur doit s'adresser au président. Si le chef de l'opposition n'a pas honte de ce qu'il dit, qu'il s'adresse au président au lieu de promener son regard sur ses collègues et de parler pour la dernière personne de la dernière rangée des galeries.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai aucune objection à vous regarder dans les yeux et à vous parler, M. le président, mais le malheur veut que vous soyez en ligne avec le député de Saint-Maurice et il n'est une inspiration pour personne.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'amendement aurait pu être approuvé sans suivre la procédure réclamée par le chef de l'opposition, mais pour hâter le travail, j'y consens. Cependant, il s'agit là d'un geste tout à fait inutile.

L'étude de l'article 4 est suspendue.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)<sup>1</sup>:** Le chef de l'opposition se cultive dans la collection "Marabout".

**M. Johnson (Bagot):** La rumeur veut que le ministre, quand il reviendra de son voyage en Europe, écrive un livre intitulé *Voyage d'un innocent en Europe*.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Nous allons construire une belle autoroute afin que le député de Bagot aille se faire battre le plus tôt possible dans son comté.

**M. Johnson (Bagot):** Pour cela, il faudrait qu'il y ait encore une circonscription de Bagot. Le

chef du gouvernement n'a-t-il pas l'intention de la faire disparaître?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** ne répond pas.

**M. Johnson (Bagot):** La seule façon de ne plus voir le député de Bagot à la Chambre basse serait de supprimer son comté!

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que l'ordre du jour adopté le 18 mai 1961, agréant les résolutions relatives au bill 50 instituant les allocations scolaires, soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que lesdites résolutions soient maintenant retirées.

Adopté. Les résolutions sont retirées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 50 instituant les allocations scolaires.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose:

1. Que, sous réserve des dispositions de la loi des allocations scolaires, édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et des règlements, une allocation mensuelle de dix dollars sera versée à la mère de tout écolier de seize à dix-huit ans et que, à défaut de mère, cette allocation sera versée au père de l'écolier.

Adopté.

2. Que l'allocation sera payable à compter du premier du mois suivant la date à laquelle l'écolier atteint l'âge de seize ans, à la condition qu'une demande d'allocation ait été faite avant la fin du mois où il atteint cet âge; sinon, l'allocation ne sera payable qu'à compter du premier du mois pendant lequel la demande est reçue et l'allocation ne sera pas versée pour les mois de juillet et août.

Adopté.

3. Que l'allocation cessera d'être payable avec le versement pour le mois durant lequel le bénéficiaire

- a) atteint l'âge de dix-huit ans;

- b) cesse d'avoir son domicile dans la province;

- c) décède;

- d) cesse de fréquenter assidûment l'école.

Adopté.

4. Que les dépenses occasionnées à la province par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris le versement des allocations, seront payées à même les deniers votés à cette fin, chaque année, par la Législature.

Adopté.

5. Que, pour assurer le bon fonctionnement de la loi qui accompagne les présentes résolutions et en déterminer les modalités d'application, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à adopter des règlements conciliables avec ses dispositions et visant:

- a) la définition du mot "école" et de l'expression "fréquenter assidûment l'école";

- b) la définition du mot "domicile";

- c) l'époque de la présentation d'une demande, la manière de la présenter et la forme qu'elle doit revêtir; les renseignements et la preuve à soumettre en l'espèce; la procédure que l'autorité compétente doit suivre dans l'étude des demandes;

- d) l'enquête sur les demandes et sur l'admissibilité aux allocations ainsi que les renseignements qui doivent être fournis;

- e) la façon dont peuvent être payées les allocations;

- f) la nomination d'administrateurs et la détermination de leurs devoirs et obligations;

- g) les circonstances justifiant ou exigeant la suspension des allocations et la remise du paiement.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 instituant les allocations scolaires.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 50 instituant les allocations scolaires.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'allocation est payable à compter du premier mois suivant la date à laquelle l'écopier atteint l'âge de seize ans, à la condition qu'une demande d'allocation ait été faite avant la fin du mois précédent; sinon, l'allocation n'est payable qu'à compter du premier mois pendant lequel la demande est reçue."

L'article 4 est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. L'allocation est payable à compter du premier mois suivant la date à laquelle l'écopier atteint l'âge de seize ans, à la condition qu'une demande d'allocation ait été faite avant la fin du mois où il atteint cet âge; sinon, l'allocation n'est payable qu'à compter du premier mois pendant lequel la demande est reçue."

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** appelle la troisième lecture du projet de loi.

**M. Talbot (Chicoutimi)** refuse. Qu'elle soit remise, dit-il, à la prochaine séance.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Très bien. Dans ce cas, vous siégerez mardi matin, messieurs<sup>2</sup>.

#### **Juges municipaux, Montréal**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 modifiant la charte de la cité de Montréal, 1960, relativement aux juges municipaux soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Licences de mariage**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 relatif aux licences de mariage soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Place des Arts**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant la Place des Arts soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Office des autoroutes**

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67

constituant l'Office des autoroutes du Québec soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Sur division!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande le vote.

**M. Talbot (Chicoutimi)** se rend à la table du greffier pour vérifier des documents<sup>3</sup>.

**Des députés ministériels** font du tapage.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 42.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Élie, Gabias, Guillemette, Johnson, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 22.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 67 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Pascalis et municipalités dans Hochelaga**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 concernant les municipalités du comté d'Hochelaga et du village minier de Pascalis soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 3 heures**

#### **Projets de loi:**

##### **Loi des cités et villes**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 69 modifiant la loi des cités et villes.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est de nouveau modifié

"a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par la présente loi, émettre des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la présente loi. Ces modifications par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles étaient faites par une loi.

"Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant sommairement l'objet n'ait été publié au moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle de Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné, dans la municipalité, conformément à l'article 372.

"Le ministre des Affaires municipales fait publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'Imprimeur de la Reine doit insérer dans chaque volume des Statuts de la province une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes émises avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent;"

"b) en retranchant le paragraphe 3."

#### **L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Cette nouvelle disposition évitera aux municipalités des pèlerinages au comité des bills privés pour réclamer ce changement.



**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Un tel changement peut avoir une portée telle qu'il conviendrait de l'entourer d'une plus grande publicité. Personne ne lit les avis dans la *Gazette officielle*. Le pouvoir que l'on accorde ainsi aux municipalités peut avoir de graves conséquences. Il serait nécessaire que l'on publie l'annonce du changement dans un journal français et anglais de la cité ou ville concernée.

**M. Tellier (Montcalm)** seconde les paroles du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois).

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Cette disposition du projet de loi constitue un accroc à l'économie de notre Code municipal.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** demande au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) de préparer un amendement à l'article.

L'étude de l'article 1 est suspendue.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. L'article 405a de ladite loi, édicté par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, est abrogé."

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** propose un amendement décrétant que les bureaux de scrutin soient ouverts jusqu'à 7 heures du soir, au lieu de 6 heures, pour les référendums municipaux. Ce sera, dit-il, de nature à faciliter aux contribuables l'exercice de leur droit de vote.

L'article 7 est amendé et se lit désormais comme suit:

"7a. L'article 404 de ladite loi est modifié en changeant à la troisième ligne le mot "six" par le mot "sept".

"7b. L'article 405a de ladite loi, édicté par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, est abrogé."

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 à 22 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 23, qui se lit comme suit:

"23. L'article 526 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la onzième ligne, le mot "deux" par le mot "quatre".

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'an dernier, l'Union des municipalités a suggéré d'élever le maximum de \$200 à au moins \$300.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Dans certains cas, \$200, c'est déjà trop. On devrait laisser cela à \$200.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le Conseil municipal a toujours le droit d'exiger une taxe d'affaires moindre. Je crois bon de modifier l'article 23 pour éviter des pèlerinages à Québec où une vingtaine de municipalités sont venues dernièrement pour demander de hausser le maximum de la taxe d'affaires.

L'article est amendé et se lit dorénavant comme suit:

"23. L'article 526 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la onzième ligne, le mot "deux" par le mot "trois".

L'amendement est adopté.

L'article 23, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 24, qui se lit comme suit:

"24. L'article 526a de ladite loi, édicté par l'article 13 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 36, est modifié en remplaçant dans la troisième ligne du dernier alinéa le mot "deux" par le mot "cinq".

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement a décidé de porter de \$2,000 à \$5,000 le maximum de la taxe d'affaires fixée d'après le genre d'entreprise afin de protéger les petits commerçants. Seuls les gros commerces peuvent être affectés par cette augmentation. Un marchand qui a un commerce de \$500,000 peut facilement payer cette taxe de \$5,000.

L'article 24 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

### **Aide municipale à l'industrie**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)**  
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):**  
L'opposition ne s'oppose pas au texte du bill qu'on nous demande d'approuver, car c'est une copie parfaite des articles rédigés autrefois par le gouvernement de l'Union nationale, dont j'ai fait partie, pour être incorporés aux chartes des cités et des villes qui en faisaient la demande devant le comité des bills privés, afin de leur donner le droit d'établir des fonds industriels spéciaux.

Dans le passé, des municipalités ont connu des difficultés considérables à cause des pouvoirs qu'elles avaient obtenus. Ces municipalités s'opposent maintenant à la création de tels fonds de promotion industrielle.

Ce projet de loi semble établir un changement radical dans l'attitude du gouvernement sur la question de ces fonds. Il contredit certaines déclarations faites il y a quelques mois par le premier ministre et le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) au comité des bills privés de l'Assemblée législative, à l'occasion de l'étude de bills soumis par des municipalités, où ils ont tous les deux parlé contre les fonds industriels<sup>4</sup>.

Citons aussi des échos donnés par les journaux à des déclarations du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Rousseau) à l'occasion de conférences. Le ministre a affirmé que des municipalités ont connu des difficultés considérables dans le passé avec les pouvoirs qu'on leur accordait. Pour ces raisons, il s'est opposé formellement à la création de fonds industriels.

On signalait que le gouvernement interdirait désormais l'utilisation de fonds industriels qui permettaient aux villes de construire des édifices pour attirer de nouvelles industries. Ces déclarations indiqueraient donc que le gouvernement a changé d'opinion depuis. Le gouvernement s'oppose ainsi aux commutations de taxes servant à attirer les entreprises.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Le gouvernement étudie présentement la possibilité de créer un Office de crédit industriel. Le Conseil des ministres n'a cependant pas encore eu le temps de prendre une décision à ce sujet. Il ne peut donc être question qu'un projet de loi visant à constituer

un tel organisme soit soumis par le cabinet aux Chambres avant la fin de la présente session.

À cause de cette intention, on ne peut nous accuser d'avoir changé d'opinion en présentant ce projet de loi, ayant pour but de permettre à toute cité ou ville de constituer un fonds industriel, car les restrictions prévues dans le bill 65 sont justement pour prévenir les abus que le Parti libéral a dénoncés au temps où l'Union nationale était au pouvoir.

Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois) peut se rappeler que les municipalités qui ont demandé l'autorisation d'aménager des terrains pour des fins industrielles l'ont obtenue au comité des bills privés. Le gouvernement ne s'y est pas opposé.

Mais, d'autre part, je me suis objecté à certaines modalités telles que les demandes de construction d'édifices pour fins industrielles. J'estime que ces décisions pourraient aboutir à des commutations de taxes déguisées.

Selon le projet de loi qui nous préoccupe, toute municipalité qui voudra se constituer un fonds, pour faire un emprunt à des fins industrielles, devra d'abord soumettre sa demande au ministre de l'Industrie et du Commerce et au ministre des Affaires municipales. Elle devra préciser de quelle industrie il s'agit. L'autorisation ne sera donnée que lorsqu'on aura établi de façon certaine qu'il s'agit d'une proposition concrète faite par une industrie potentielle et seulement si une analyse démontre qu'elle est rentable financièrement.

Autrefois, aucune enquête de la sorte n'était faite; alors, conformément à la pratique de l'Union nationale, on a permis à des municipalités d'emprunter pour bâtir des espèces de grandes granges comme une invitation dans l'espoir d'intéresser de nouvelles industries. Lorsque les compagnies n'ont pas répondu à la ville, ces bâtisses se sont détériorées et, finalement, les municipalités ont perdu leurs investissements.

Ce cas s'avère être une triste aventure. Ce sont des choses du genre que nous voulons prévenir en établissant un contrôle efficace. L'industrie qui s'établira dans une municipalité donnée, avec l'aide de cette dernière, devra faire le remboursement du capital et de tous les frais. Et il y aura une étroite supervision de la situation.

Je me suis opposé à la passation de lois particulières qui nécessitaient des pèlerinages annuels au parlement. Je crois que cette loi va supprimer pour les municipalités cette obligation. Je crois aussi qu'elle va les protéger et prévenir les commutations de taxes, même déguisées. Nous verrons à ce qu'il n'y en ait pas.

Au problème posé par les industriels qui veulent partir ailleurs, le bill 65 apportera une solution qui permettra de prévenir ces départs. En effet, grâce à cette loi présentée par le ministre des Affaires municipales, on pourra donner à l'entreprise, manquant momentanément de capital roulant ou désireuse d'émigrer, la possibilité d'assainir sa situation en permettant à la municipalité d'emprunter pour prêter à cette industrie, pour construire, avec contrat de vente à réméré sur la propriété, et revendre à terme sur 20 ans. L'industrie en cause peut être de la sorte incitée, sans commutation de taxes, à rester où elle est. Il cite le cas de Radio Engineering de Granby.

La loi, dit-il, offrira beaucoup d'avantages. Je peux dire à la Chambre qu'un vaste établissement industriel sera bientôt fondé dans une localité de la province de Québec grâce à elle<sup>5</sup>. Je ne puis toutefois donner de précisions pour le moment à ce sujet.

Cette mesure placera toutes les municipalités sur un même pied, car elle permettra un plus grand contrôle économique des avantages industriels qu'elles pourront offrir. J'ai déjà la preuve que ce projet de loi sera d'une grande utilité et qu'il encouragera le progrès industriel de la province de Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement, qui croyait tout régler en un clin d'œil avec sa baguette magique, la planification, se rend compte aujourd'hui qu'il ne suffit pas de belles théories pour résoudre le problème de l'industrialisation. L'Union nationale suivait la politique la plus sage et la plus prudente qui permettait d'étudier chaque cas séparément.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** seconde les propos du député de Bagot (M. Johnson). Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel), dit-il, avait promis de diminuer le nombre de pèlerinages des représentants municipaux à Québec, à l'occasion de bills privés, mais le bill 65 ne les supprimera pas. En fait, les pèlerinages seront aussi nombreux qu'avant<sup>6</sup>.

La seule différence, c'est qu'au lieu de se faire devant les représentants du peuple, c'est au bureau du ministre des Affaires municipales qu'ils se termineront, car ils exigeront l'approbation du ministre pour chaque fonds qui sera adopté. Le gouvernement prétend innover dans le domaine des fonds industriels alors que permission a fréquemment été donnée aux municipalités d'établir de tels fonds.

**M. Johnson (Bagot)** seconde les paroles du député de Trois-Rivières (M. Gabias).

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Autrefois, les municipalités qui voulaient un fonds industriel venaient devant le comité des bills privés et donnaient les raisons justifiant la demande. Le gouvernement actuel avait promis de se charger de la promotion industrielle et, par sa loi, il se décharge de cette responsabilité sur le dos des municipalités. Ce qu'a prêché le ministre des Affaires municipales dans la province est bon, en principe, mais ce qu'il accomplit avec ce bill est absolument contraire et n'apporte rien de nouveau.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Les représentants municipaux, auparavant, venaient voir le ministre des Affaires municipales de toute façon avant de proposer la création d'un fonds industriel dans un bill privé.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** La firme Radio Engineering de Granby a fermé ses portes pour aller s'installer à Atholville au Nouveau-Brunswick en novembre où une loi fut votée en 1956 et modifiée en 1959 pour répondre aux demandes de la compagnie. Si le gouvernement avait vraiment désiré faire quelque chose en sa faveur et régler le cas, il aurait présenté une loi semblable, car la loi proposée ne permet en aucun cas aux municipalités de faire concurrence aux avantages de financement établis par le gouvernement du Nouveau-Brunswick et, par conséquent, il s'agira d'une loi de moindre importance. La firme n'a toutefois pas encore quitté la province. Il est encore temps de faire quelque chose pour qu'elle reste au Québec.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** soulève un point d'ordre. Toute cette question, dit-il, de Radio Engineering a été vidée lors de l'étude des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce. On ne peut revenir à un débat antérieur.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** seconde les paroles du député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel).

**M. l'Orateur,** ayant préalablement décidé que le cas de cette compagnie avait fait le sujet d'un débat antérieur, demande au député de Trois-Rivières (M. Gabias) de revenir au principe du bill.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** poursuit sur le même sujet.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député une seconde fois.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** poursuit sur le même sujet.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député une troisième fois. Votre temps, dit-il, est écoulé.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Comment? C'est épouvantable! C'est le bâillon!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député a le droit de parler une heure<sup>7</sup>!

**Des députés de l'opposition:** Bâillon! Dictature!

**M. l'Orateur:** Des décisions semblables ont été rendues plusieurs fois à l'Assemblée législative et à la Chambre des communes d'Ottawa.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je proteste! Nous en appelons de votre décision!

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lapalme, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériège, Vaillancourt, 38.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Cloutier, Dozois, Élie, Gabias, Johnson, Langlais, Larouche, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Tremblay, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Personne du côté de la gauche n'a critiqué le projet de loi. La seule chose que l'opposition a dite, c'est que le gouvernement actuel ne réalise pas les promesses qu'il a faites à la population lors de la campagne électorale.

Ce qui frappe plutôt aujourd'hui, ce n'est pas que le Parti libéral ait rempli ses promesses, c'est qu'il les ait remplies avec une rapidité à laquelle on n'avait pas été habitué depuis 16 ans. Le peuple l'a bien réalisé dans Rouville et Joliette où les candidats de l'opposition ont perdu leur dépôt.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous sommes à la deuxième lecture du bill, c'est-à-dire sur le principe. Nous devons nous en tenir à cela. Or, le ministre essaie d'analyser les résultats des élections du 22 juin. Ce n'est pas l'Union nationale mais le peuple qui a été battu le 22 juin.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** et **M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** soulèvent des points d'ordre.

**M. Bellemare (Champlain):** Le Parti libéral n'a pas réalisé ses promesses.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** seconde les paroles du député de Champlain.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'Union nationale a fait plus de mal que de bien. Et le peu de bien qu'elle a pu faire, elle l'a mal fait!

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Elle a fait mal au Parti libéral et elle lui fera mal encore.

**M. Bellemare (Champlain):** Nous n'avons pas voulu vous avoir avec nous. Il n'y a que le Bloc populaire qui ait pu vous endurer!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai jamais voulu aller dans l'Union nationale parce que c'était le parti le plus pourri.

**M. l'Orateur** rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est pour corriger tout le mal que l'Union nationale a fait que le gouvernement présente le bill 65. On allait faire un pèlerinage chez le ministre des Affaires municipales et si ça convenait au ministre, on allait faire un autre pèlerinage au comité des bills privés.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** J'ai dit que la présente loi n'empêcherait pas les pèlerinages, mais qu'elle allait les augmenter.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** La loi que nous présentons permettra à toutes les municipalités d'être sur un pied d'égalité et leur épargnera des frais considérables qu'elles devaient déboursier pour se présenter devant le comité des bills privés. Si je pouvais énumérer toutes les mesures salvatrices que le gouvernement actuel a passées au cours de la présente session, les gens de

l'autre côté de la Chambre auraient peur. Il propose l'adoption du bill 65 en deuxième lecture.

Un vote enregistré ayant été demandé, la motion de deuxième lecture est mise aux voix. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Binette, Blank, Boudreau, Boulais, Brown, Castonguay, Cloutier, Collard, Courcy, Courmoyer, Dionne, Dozois, Earl, Élie, Gabias, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Johnson, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Laroche, Larouche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Kamouraska), Plourde (Roberval), Poulin, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Lévis), Roy (Nicolet), Saint-Pierre, Talbot, Tellier, Théberge, Tremblay, Vaillancourt, 59.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 65 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 65 après l'avoir amendé<sup>8</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

### Loi des cités et villes

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 69 modifiant la loi des cités et villes.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est de nouveau modifié:

"a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par la présente loi, émettre des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la présente loi. Ces modifications par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles étaient faites par une loi.

"Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant sommairement l'objet n'ait été publié au moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle de Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné, dans la municipalité, conformément à l'article 372.

"Le ministre des Affaires municipales fait publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'Imprimeur de la Reine doit insérer dans chaque volume des Statuts de la province une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes émises avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent;"

"b) en retranchant le paragraphe 3."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** consent à accepter l'amendement soumis par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois).

L'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 57 et par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 76, est de nouveau modifié:

"a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par la présente loi, émettre des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de la présente loi. Ces modifications par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles étaient faites par une loi.

"Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant sommairement l'objet n'ait été publié au moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle de Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné, dans la municipalité, conformément à l'article 372 et, si le ministre des Affaires municipales l'exige, dans

un journal français, et en anglais, dans un journal anglais du district judiciaire où se trouve la localité que la requête peut concerner.

"Le ministre des Affaires municipales fait publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'Imprimeur de la Reine doit insérer dans chaque volume des Statuts de la province une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes émises avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent;"

"b) en retranchant le paragraphe 3."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 25 à 29 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 69 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### Travaux de la Chambre:

##### Projets de loi à étudier à la prochaine séance

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Mardi, dit-il, on abordera l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation pour passer subséquemment à ceux des Terres et Forêts et de la Chasse et des Pêcheries. Cet ordre ne tient que pour la journée de mardi.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.  
Adopté.

La séance est levée vers 5 heures.

#### NOTES

1. Selon *La Presse* du 20 mai 1961, à la page 55, le député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) intervient alors que le président du comité fait rapport à l'Orateur de la Chambre.

2. *Le Nouvelliste* du 20 mai 1961, à la page 15, note que le débat sur le bill 50 a duré 45 minutes.

3. *Le Devoir* du 20 mai 1961, à la page 1, note qu'il y a une minute d'hésitation de la part du chef de l'opposition avant qu'il se rende à la table du greffier.

4. Selon *Le Soleil* du 20 mai 1961, à la page 45, c'est le député de Bagot (M. Johnson) qui évoque les propos du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Hamel) et du premier ministre.

5. *The Montreal Star* du 20 mai 1961, à la page 4, évoque plutôt l'établissement de deux ou trois industries.

6. Selon *La Tribune* du 20 mai 1961, à la page 1, le député de Trois-Rivières (M. Gabias) souligne plutôt que le nombre de pèlerinages augmentera.

7. Selon *La Presse* du 20 mai 1961, à la page 55, c'est l'écoulement du temps de parole permis au député de Trois-Rivières (M. Gabias) qui explique l'intervention de l'Orateur de la Chambre.

8. Les journaux ne rapportent aucun débat quant aux amendements apportés en comité plénier. Pour prendre connaissance desdits amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

Séance du mardi 23 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Travaux de la Chambre:**

**Projets de loi à étudier  
à la présente session**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous sommes au 23 mai et au 7<sup>e</sup> mois de la session. Je vois que le *Feuilleton* de la séance de ce matin comporte huit nouveaux projets de loi du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie). Le gouvernement a trop tardé pour remettre le texte de ces projets de grande importance. Ils auraient dû être préparés avant cela pour donner à la Chambre le temps de les étudier. Le gouvernement ne peut s'attendre à ce que l'opposition consente à étudier ces projets de loi avant d'en avoir examiné attentivement toutes les dispositions. Je voudrais savoir du premier ministre si le gouvernement a encore plusieurs mesures à présenter.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui. En plus des bills sur l'éducation qui apparaissent en appendice du *Feuilleton* de la Chambre, il y aura d'autres projets à venir, notamment concernant la pollution des eaux, le transfert de certaines concessions forestières, l'Office des marchés agricoles, la Commission scolaire d'Alma. Je pense que ce sera quatre ou cinq, car le gouvernement veut se réserver une certaine marge.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce sera peut-être six ou sept, au train où vont les choses.

**M. Johnson (Bagot):** Et cela, en dépit du fait que nous sommes au 23 mai.

**Questions de privilège:**

**Paiements effectués par le  
ministère de la Voirie**

**M. Morissette (Arthabaska)** proteste contre la déclaration du député de Bagot (M. Johnson) à

l'effet que des enfants de 11 à 13 ans ont été payés par le ministère de la Voirie. Après avoir fait enquête, dit-il, je nie cette affirmation avec toute la vigueur dont je suis capable.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il ne peut s'agir là d'une question de privilège, vu que l'honneur du député n'est pas en jeu.

Si le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard) avait quelque chose à dire l'autre jour, c'était alors le temps de le faire. Il n'appartient pas au député d'Arthabaska (M. Morissette) de tenter de rectifier l'affirmation du député de Bagot (M. Johnson).

**M. Johnson (Bagot)** prend la parole.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Johnson (Bagot):** Puisque ma parole est mise en doute, je déposerai un document qui établit la véracité de mes allégations, si nécessaire.

**Projets de loi:**

**Loi des conditions  
de l'habitation**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

**M. Bellemare (Champlain):** Plusieurs citoyens de mon comté, qui se sont construits une maison depuis le début de l'année, m'ont appris qu'ils n'ont pas encore reçu la ristourne provinciale de 3 % pour le paiement de l'intérêt sur leur prêt, ce qui les inquiète.

Le gouvernement entend-il payer prochainement cette ristourne en vertu de la loi de l'habitation qui est encore en vigueur?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je m'informerai auprès de l'auditeur en chef de la province pour connaître la raison du retard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Loi des produits laitiers

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 73 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Succédanés de produits laitiers

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 74 sur les succédanés de produits laitiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Amélioration des fermes

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Loi des conditions de l'habitation

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

### Amélioration des fermes

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

Adopté.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de (M. Hyde (Westmount-Saint-Georges))

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions cent quatre-vingt-treize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Les cultivateurs de mon comté m'ont chargé de dire qu'ils sont déçus de la politique libérale devant le budget présenté pour l'année financière en cours. Nous nous attendions, après les promesses qui ont été faites durant la campagne électorale de l'année dernière, qu'il y aurait une nouvelle pensée agricole cette année, vu que l'article 13 du programme libéral promettait aux cultivateurs un tas de choses pour améliorer la situation de l'agriculture. On disait qu'elle avait besoin d'être relevée.

L'opposition s'attendait que le budget de l'Agriculture soit doublé. Au lieu de cela, si nous étudions ce budget, nous constatons que les crédits consacrés à l'agriculture ont été réduits de façon considérable par le Parti libéral comparativement à l'an dernier, et ce, à un moment où l'agriculture se développe et a de plus en plus besoin de l'aide gouvernementale. En conséquence, ce n'est pas avec des crédits diminués dans le budget actuel qu'il sera possible de continuer la marche ascendante que l'agriculture a connue chez nous, sous l'Union nationale.

Je ne comprends pas que l'on ne donne que \$33,336,100 à l'Agriculture, somme trouvée en enlevant les \$6,000,000 affectés à l'habitation par l'intermédiaire de l'Office du crédit agricole. Le budget du ministère accuse donc une diminution d'au-delà de \$6,000,000 sur celui de l'an dernier et ne représente plus que 4.2 % du budget total de la province. En 1960-1961, en tenant compte des crédits votés par Statuts, la proportion était près de 10 %. C'est une diminution considérable. Je trouve que c'est ignorer les cultivateurs. C'est vouloir reculer. Au cours de l'étude des différents postes du budget, l'opposition démontrera que le gouvernement n'est pas sérieux, car elle aurait aimé voir le budget augmenter de 10 % sur l'an dernier.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** La diminution des crédits du département est due à



plusieurs facteurs. L'Office de l'électrification rurale ne dépend plus du département de l'Agriculture, mais du ministère des Richesses naturelles. L'an dernier, la députation a voté \$4,800,000 pour les engrais, mais une somme de \$2,000,000 seulement a été dépensée. Un des derniers budgets supplémentaires prévoyait \$625,000 pour la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire; or, cette année, l'entreprise n'aura pas besoin d'aide. De même il y a eu \$675,000 pour l'achat de semences l'an dernier, ce qui sera suffisant pour les mois qui viennent.

**M. Brown (Brome):** Sous le régime de l'Union nationale, le revenu des cultivateurs québécois a diminué constamment, bien que le gouvernement dépensait plus, année après année, pour l'agriculture. De 1952 à 1958, il a diminué de \$241,800,000 à \$201,661,000, soit une perte totale de \$40,227,000<sup>1</sup>. Il cite des statistiques sur la baisse du revenu agricole dans divers domaines de la production. C'est, dit-il, le résultat direct des politiques agricoles de l'Union nationale.

En même temps que leur revenu diminuait, les cultivateurs ont vu, par contraste, leurs dépenses de production augmenter considérablement. Et la responsabilité en est encore au gouvernement de l'Union nationale qui, faute d'une politique de planification et de recherche de marché, n'a pas su coordonner les efforts de l'agriculteur québécois et les diriger vers le développement de nouvelles méthodes de production. Ceci aurait aidé à réduire les coûts de production agricole. La classe agricole a dû s'endetter pour l'électrification des fermes. En ce domaine particulier, le présent gouvernement, le 22 juin, a hérité de l'une des situations les plus graves qui existent dans la province.

Le résultat général de la politique agricole de l'Union nationale est que les fermiers québécois produisent aujourd'hui moins de la moitié de ce que la population consomme. Il y a quelques années seulement, ils produisaient 85 % de ce que la population consommait. Nous sommes donc obligés d'importer beaucoup plus que ce que nous pouvons exporter.

On en est arrivé au point où l'homme qui met les carottes dans des sacs de matière plastique est mieux payé que le fermier qui les sème, l'entretient durant l'été et les récolte à l'automne. C'est la conséquence du manque de compréhension de l'Union nationale dans la mise en vigueur de sa politique agricole pendant les 16 dernières années.

Il loue les initiatives du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) et félicite le

gouvernement de faire cesser les importations. Maintenant, conclut-il, nous savons où nous allons et nous travaillons à mettre au point les solutions qui s'imposent.

**M. Johnson (Bagot):** Pour se faire une idée exacte de la situation, il faut songer à l'état où se trouvaient les cultivateurs lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir en 1936. L'agriculture était dans le marasme. Il fallait donc commencer par le commencement. Le gouvernement Duplessis a d'abord rendu l'agriculteur propriétaire de son exploitation. Il n'a pas hésité pour cela à se servir du levier de l'État.

Il a ainsi consacré en trois ans plus de \$50,000,000 à l'ouverture de prêts aux cultivateurs, et ce, même si le budget annuel de la province n'était alors que de l'ordre de \$35,000 à \$40,000,000. Ce fut même une des causes de son échec en 1939. Mais il n'en reste pas moins que cette somme de \$50,000,000 a sauvé, pour nos gens, la propriété du sol et a stimulé vigoureusement l'établissement agricole.

En dépit de toutes les difficultés, il faut se rendre compte que le revenu des cultivateurs a accusé, depuis 1944, une augmentation de 250 %. En 1944, il était de \$900,000,000. Aujourd'hui, il a atteint \$2,238,000,000. C'est dire qu'il a triplé.

Il parle de l'œuvre de l'Office des marchés agricoles qui, dit-il, a suscité les plus grands éloges. La politique de l'Union nationale a permis que 97 % des fermes soient électrifiées en 12 ans. Cela a permis aux cultivateurs de produire à meilleur compte et de connaître un plus grand confort. Des mesures ont été prises pour amender le sol et encourager le drainage des terres. Ce fut encore là un moyen de permettre au cultivateur de produire davantage et à meilleur compte. Des prêts à court et à moyen termes et des subventions de toutes sortes, notamment pour les engrais chimiques, ont été institués. Ces mesures de l'Union nationale ont rendu de grands services au cultivateur et l'ont aidé à demeurer sur sa terre.

Il y a un important facteur qui est responsable de la diminution du revenu des cultivateurs, qui ne dépend pas uniquement d'un gouvernement provincial quel qu'il soit et dont il faut aussi tenir compte: les importations. Dans le domaine de l'agriculture, notamment en ce qui touche la mise en marché des produits, ce sont les autorités fédérales qui ont les responsabilités et qui légifèrent. Dans la limite de la juridiction de la province, il faut, à mesure que se développe l'industrialisation, apporter

une attention de plus en plus grande à l'agriculture. Sans cela, une province et un pays deviennent vite dépendants des autres pays pour alimenter leur population grandissante.

Si on apporte des solutions, non pas quelques petites lois de rapiéçage présentées par le gouvernement libéral, mais des lois d'importance fondamentale du genre de celles que l'Union nationale a présentées, on permettra à l'agriculture de réaliser ce qu'on attend d'elle dans le Québec. Mais nous nous apercevons que tout ce que les libéraux ont à offrir, ce sont des commissions plutôt que des solutions aux problèmes de l'heure. Ils n'ont rien fait depuis le début de la session pour les cultivateurs.

Le député de Brome (M. Brown) ne s'entend même pas avec son chef. Pendant que lui se plaint que le revenu du cultivateur diminue, le premier ministre affirmait, en 1957, que ce même revenu était passé de \$900,000,000, en 1944, à \$2,338,000,000, en 1957.

Le problème du petit cultivateur, tel que je le vois dans ma région, c'est un urgent besoin d'accès au crédit. Avec les lois de l'an dernier et des années précédentes, nous aidions le petit cultivateur à améliorer sa ferme et à se procurer de l'outillage nécessaire pour l'exploitation de sa terre. Sans cette aide, le petit cultivateur devient vite un paria, un éleveur à gage qui marche vers la ruine. Le seul moyen d'aider le petit cultivateur, c'est d'établir une banque agricole. Tant qu'on n'en viendra pas là, toutes les mesures que l'on pourra prendre ne seront que des palliatifs.

Le premier ministre a lui-même participé à la campagne électorale de 1939, contre l'Union nationale, et a dénoncé le prêt agricole comme une calamité qui coûtait trop cher à la province. Pourtant, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui a permis au cultivateur de la province de conserver sa terre et, plus tard, lui a permis d'électrifier sa ferme et de tripler son revenu.

Le gouvernement n'a pas encore effectué le remboursement de la taxe sur l'essence aux cultivateurs. À quelle date sera-t-il effectué? Il y a des demandes qui ont été faites en janvier et les cultivateurs n'en ont pas encore entendu parler.

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La question est à l'étude. Les cultivateurs du Québec devraient savoir à quoi s'en tenir d'ici une quinzaine de jours en ce qui concerne le remboursement, par le gouvernement, de la taxe d'essence qui leur est perçue.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le budget de l'agriculture diminue de \$4,000,000 cette année alors qu'il passe de \$41,836,100 à \$37,838,100, soit 4.2 % d'un budget global de presque \$1,000,000,000, presque le double du budget présenté par l'Union nationale l'an dernier.

Pourtant, les libéraux reprochaient constamment au gouvernement de l'Union nationale de ne pas consacrer assez d'argent à l'agriculture. Or, le budget agricole diminue dès leur première année. Cette diminution constitue une négation des promesses du passé. De plus, depuis novembre dernier, le gouvernement actuel n'a apporté aucune loi concernant l'agriculture, si ce n'est quelques amendements à des lois existantes.

Le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque, Montréal-Laurier) a récemment déclaré à Montréal que l'avenir du Québec ne dépendait plus de l'agriculture. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) et le gouvernement ont adopté l'attitude du ministre. Ils ne considèrent plus l'agriculture comme la pierre angulaire de l'économie québécoise.

Aucune industrie ne pourra jamais remplacer l'agriculture comme l'industrie de base dans la province de Québec. Les libéraux ne comprennent pas cela et veulent faire de l'agriculture une industrie de troisième ou quatrième rang. Ils ont oublié les promesses qu'ils ont faites aux cultivateurs du Québec.

**M. Bellemare (Champlain):** L'agriculture n'est pas dans le marasme au Québec, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement. Au cours des 10 dernières années, sous l'Union nationale, l'indice moyen du prix de vente des produits de la ferme a atteint chez nous un maximum supérieur à celui du reste du Canada, y compris l'Ontario que se plaît à citer le gouvernement.

En 1950, cet indice était de 260.5 au Québec et de 265.1 en Ontario; en 1958, il était devenu à 274.7 au Québec et était de 266.5 en Ontario. Ceci prouve qu'il avait accusé une augmentation de 13.8 % au Québec, alors qu'il n'avait augmenté que de 1.4 % en Ontario, pour la même période. Ces statistiques officielles prouvent que la situation du cultivateur au Québec actuellement se compare avantageusement à celle du cultivateur de l'Ontario, que le gouvernement de l'Union nationale a fait immensément pour l'agriculture, et que l'instauration d'un Conseil d'orientation agricole a grandement aidé les cultivateurs du Québec.

Depuis 1951, chez les cultivateurs du Québec, on accuse une augmentation de 11,136 automobiles,

22,351 nouveaux tracteurs, 9,591 nouveaux camions et 1,061 nouvelles batteuses. Cela existe parce que les cultivateurs ne sont pas rétrogradés, parce qu'ils ont eu l'argent nécessaire en main.

Un progrès identique a été constaté aux troupeaux de ferme dont le nombre de têtes a considérablement augmenté. Il en est de même pour la consommation du lait où on remarque une augmentation de 21 % au cours des 10 dernières années. Tout ce progrès est dû à la politique agricole de l'Union nationale.

Il est donc faux et injuste de parler de marasme. C'est l'Union nationale qui, en 1936, a arrêté le long pèlerinage de charrettes, cette orgie d'abandon des fermes grâce à des initiatives comme l'instauration du crédit agricole, de l'électrification rurale, de sa politique de drainage et de construction de nouvelles routes.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Souvent, l'achat d'un véhicule automobile a entraîné des dettes ou la vente de bestiaux.

**M. Boulais (Rouville):** La politique du crédit agricole appliquée par l'ancien régime n'était rien d'autre qu'une adaptation de la politique du crédit agricole instaurée par un régime libéral. L'Union nationale ne peut s'approprier le mérite de l'enseignement moyen dans le domaine de l'agriculture puisqu'en réalité, les responsables de cette œuvre sont ceux qui se sont dévoués à la fonction de ces institutions.

L'Union nationale a toujours pratiqué une politique d'opportunisme en matière agricole, contrairement au gouvernement libéral qui fait de la planification. Le budget présenté cette année reflète cette idée du gouvernement et répond aux exigences québécoises de l'agriculture. Notre production agricole est devenue insuffisante, et il faut de toute nécessité prendre des mesures immédiates pour l'accroître car, avant peu d'années, la population du Québec aura atteint 8,000,000 d'âmes.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Qu'entend-on par planification de l'agriculture? La diminution du budget de l'agriculture? Le cultivateur québécois mérite un meilleur sort que celui qu'on lui réserve présentement. Il est étonnant de constater que certaines lois, votées sous l'Union nationale dans l'intérêt de la classe agricole, soient restées lettre morte sous le présent gouvernement. L'agriculteur québécois s'aperçoit maintenant que ses bons serviteurs étaient ceux qui ont précédé le gouvernement actuel. En effet, avec un budget

moindre, l'Union nationale a assuré des crédits plus considérables à l'agriculture. L'administration est en retard pour rembourser les cultivateurs de la taxe sur l'essence.

**M. Castonguay (Matane):** Si l'agriculture avait été aussi prospère du temps de l'Union nationale, on ne verrait pas tant de fermes abandonnées et tant de cultivateurs aller travailler au chantier. Des mesures ont été prises depuis juillet 1960 par le gouvernement actuel pour aider la classe agricole: aide aux cultivateurs gaspésiens l'été dernier lorsque l'on manquait de foin à cause de la sécheresse, primes pour le transport des animaux, nouvelle loi pour l'amélioration des fermes, etc. Les libéraux n'ont pas craint d'aider les cultivateurs après les élections, alors que l'Union nationale attendait quatre ans pour le faire, soit à la veille des élections.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 3 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de (M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions cent quatre-vingt-treize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Pour quelle raison fait-on déménager l'agronome de Rimouski dans un autre bureau?

**M. Dionne (Rimouski):** Le local était devenu trop exigü. Le nouveau bureau ne se trouve pas dans

un bâtiment appartenant à un agent des libéraux. Le propriétaire n'a pas pris part à la campagne électorale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quel est le nombre d'employés dans le ministère de l'Agriculture?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** répond à la question.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** demande des détails supplémentaires.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il y a 460 agronomes à l'emploi du ministère de l'Agriculture. D'autre part, sur un total de 1,496, 10 fonctionnaires du département ont été destitués pour des activités politiques sur recommandation de la Commission du service civil, depuis le changement d'administration le 5 juillet dernier. Depuis cette date jusqu'au 5 avril dernier, il y a eu 33 démissions et trois ou quatre suspensions temporaires.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) a exclusivement nommé aux postes importants de son ministère des libéraux qui ont fait de la politique active, tout spécialement l'an dernier lors de la campagne électorale. D'anciens fonctionnaires, accusés d'avoir fait de la politique, ont été congédiés et ont été remplacés par d'autres qui ont fait de même.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Mon sous-ministre, le Dr Mercier, est d'une compétence exceptionnelle. Je n'ai pas regardé sa couleur politique. Nous l'avons supplié d'accepter cette position.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** réitère ses propos.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Donnez des noms.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Nous ne sommes pas des mouchards. Par délicatesse, je n'en donnerai pas.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Alors, je vais en donner, moi, des noms. M. Lambert a été congédié parce qu'il était l'organisateur politique du député de Lotbinière (M. Bernatchez). Il fut retiré des listes de paie de l'Office des marchés agricoles. Un nommé François Beauchesne, agronome de La Tuque, a été congédié à la suite du scrutin du 22 juin

parce que le député de Laviolette (M. Ducharme) l'avait nommé, par lettre, son organisateur politique.

**M. Ducharme (Laviolette):** Je nie de mon siège de député. Nonobstant cette lettre, M. Beauchesne n'a pas agi comme mon organisateur. Il n'y a pas eu de suite à la lettre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** (Brandissant un document) J'ai en en main une lettre signée par vous, où vous nommez M. Beauchesne votre organisateur. Je prends votre parole, mais surtout vos écrits et votre signature.

**M. Talbot (Chicoutimi)** soulève un point d'ordre. Le député de Laviolette, dit-il, n'a pas donné suite à la lettre. Le ministre doit prendre la parole du député.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** cite une lettre signée par le député de Québec-Est (M. Maltais). Ce dernier, dit-il, a réclamé à l'époque une augmentation de salaire pour un M. Rondeau, employé au Service de l'industrie animale. Le député de Québec-Est (M. Maltais) a souligné que le M. Rondeau en question s'apprêtait à s'occuper de l'organisation politique de son comté. Ce M. Rondeau a été limogé pour activité politique. Il parle des enquêtes sur les nominations faites par l'Union nationale.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On les connaît ces enquêtes.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Comment se fait-il que le gouvernement ait limogé les fonctionnaires concernés, sous prétexte qu'ils soient accusés de s'être mêlés activement de politique, sans leur avoir donné l'occasion de connaître la nature de l'accusation qui portait contre eux, de se défendre ou sans tenir compte de leur défense, même quand celle-ci était assermentée? Certains ont juré n'avoir jamais fait de politique, mais ils ont été congédiés quand même. Comment se fait-il qu'on ait remplacé ces gens par d'autres qui ont commis le même crime?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Si l'on veut parler d'employés de l'Office du crédit agricole et de l'Office de l'électrification rurale, ce n'est pas la même chose. Dans leur cas, ce n'est pas le ministre qui limoge, mais la Commission du service civil, en appliquant l'article 15 de la loi du service civil.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre a dit tout à l'heure que c'est la Commission du service civil qui congédie. C'est faux. La Commission du service civil fait rapport au cabinet, mais c'est lui qui manie la guillotine.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le député de Lotbinière (M. Bernatchez) a reproché au ministre d'avoir destitué des gens qui avaient fait de la politique pour les remplacer par d'autres qui se trouvaient dans le même cas. Il est clair que le gouvernement actuel a embauché des personnes qui ont effectué des activités politiques pendant la dernière campagne électorale. Mais c'est mal présenter le problème. La loi du service civil s'applique à ceux qui sont employés de la province. Elle ne touche pas les autres. Il n'y a donc aucun mal à ce qu'un ancien militant libéral devienne fonctionnaire. Ceci fait un monde de différence. Ce sont des gens qui nous ont aidés à libérer la province du régime le plus mauvais qu'elle ait connu. Va-t-on nous reprocher de leur avoir fait confiance? Est-ce que l'opposition va aller jusqu'à prétendre que ces personnes devraient être exclues du ministère de l'Agriculture?

À compétence égale, nous allons naturellement donner la préférence à nos amis lors de l'attribution d'emplois parce que, dans une administration comme la nôtre, l'élément loyauté joue un rôle dans la décision d'accorder un poste au gouvernement. L'opposition aurait voulu que nous gardions ses organisateurs politiques. Nous n'avons pas l'intention de nous entourer d'espions.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'espère que toute la province a pris note de la déclaration que vient de faire le ministre et député de Saint-Maurice. Il semble étrange d'entendre prêcher aujourd'hui de telles paroles venant d'un homme qui avait dénoncé de telles pratiques à temps et contre-temps avant les dernières élections. Et de penser que cet homme voulait à un moment donné valoriser le statut de la fonction publique.

Les libéraux ont eu l'appui de certains journaux qui ont également affirmé à cor et à cri que ce mode de procéder était scandaleux. Il est évident que ce gouvernement a déçu l'électorat de la province. Aujourd'hui, on vient nous dire qu'à compétence suffisante on favorisera les amis pour les emplois ou pour des contrats du gouvernement. La province ne sera pas surprise d'apprendre que cela se passe de cette façon à l'Agriculture parce qu'elle sait que le titulaire du ministère est l'organisateur en chef du Parti libéral.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Des employés du ministère de l'Agriculture que l'on dit avoir démissionné pour des raisons personnelles ont, en fait, été invités formellement à démissionner. Si les fonctionnaires concernés n'avaient pas démissionné, ils auraient été renvoyés et, par conséquent, ils n'auraient pas eu leur prestation de retraite de la fonction publique. Le gouvernement a fait fonctionner la guillotine. Il y a eu abus de pouvoir.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Depuis ma nomination comme ministre de l'Agriculture, je puis dire que je ne suis intervenu que dans le cas du sous-ministre de l'Agriculture, M. René Trépanier, qui était encore maire de la ville d'Oka lorsqu'il a quitté la fonction publique. Je n'ai vu aucun employé pour lui demander de démissionner.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans les crédits du ministère pour 1961-1962, on prévoit une somme supplémentaire de \$403,000 pour les salaires. En déduisant ce que représentent les hausses statutaires, il reste un écart de \$275,000. Pourtant, le nombre de fonctionnaires du ministère a diminué cette année.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le temps est venu d'améliorer le sort des employés civils, dont ceux du ministère de l'Agriculture.

**M. Talbot (Chicoutimi):** À quand la classification?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Une réorganisation complète du ministère est à prévoir. Pareille réorganisation demande l'engagement de nombreux spécialistes tels des chimistes, des agronomes spécialisés ainsi que d'autres fonctionnaires. Le nouveau sous-ministre, M. Ernest Mercier, reçoit \$15,000 tandis que l'ancien, M. René Trépanier, recevait \$14,000.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On a là une explication de la hausse du montant pour les salaires. Le ministre met à la retraite un sous-ministre qui comptait 23 années d'expérience et le remplace par un homme qui peut avoir ses qualités, mais ne possède pas l'expérience de son prédécesseur dans le ministère.

Aussitôt, il lui accorde \$1,000 de plus comme salaire. Pourtant, le ministre avait promis que la fusion des ministères de l'Agriculture et de la Colonisation favoriserait une diminution du personnel.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** nie avoir prononcé ces paroles.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de (M. Hyde (Westmount-Saint-Georges))

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Véhicules-moteurs (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le gouvernement a mis fin à l'ancienne méthode d'achat d'essence et de lubrifiants et cela a coûté moins cher ainsi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre laisse entendre que la faute en est aux fonctionnaires si le coût a été plus élevé l'an dernier que cette année.

**M. Johnson (Bagot):** On en est rendu au point où seuls les garagistes libéraux peuvent vendre de l'essence au ministère de l'Agriculture dans la circonscription de l'Abitibi-Ouest. Les choses vont encore plus loin. Pour approvisionner son automobile personnelle en essence, un fonctionnaire provincial est obligé d'aller en acheter chez le garagiste libéral sous peine d'encourir les représailles de la Fédération libérale.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Je n'ai jamais entendu parler de cette affaire.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que c'est là une politique systématique de patronage du gouvernement? Est-ce que le ministre encourage cette façon de procéder?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Que le député cite des noms! Je n'ai jamais entendu parler de la chose et je ne crois pas au bien-fondé de cette accusation.

**M. Johnson (Bagot):** Que le ministre se renseigne. Je suis en train de lui rendre service. Ses agents électoraux sont en train de lui faire une mauvaise réputation et de créer un climat de terreur. Le député de l'Abitibi-Ouest pourrait profiter de l'occasion pour dire publiquement qu'il dénonce ces gens et que les fonctionnaires, au moins pour leurs véhicules personnels, sont libres d'acheter l'essence là où ils veulent.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** J'arrive de mon comté. Tout le monde y est heureux. Le député de Bagot y était allé huit jours plus tôt. Il a sans doute rencontré quelques bleus de mauvaise humeur parce qu'incapables d'organiser le prochain congrès. Mais je puis vous dire que là-bas comme partout dans la province aujourd'hui, il règne une atmosphère de liberté.

**M. Johnson (Bagot):** Lorsque j'étais là-bas, j'ai reçu en cachette des gens qui m'ont dit...

**Des voix ministérielles:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Johnson (Bagot):** Je demande au ministre de dire publiquement que les fonctionnaires, au moins pour leurs véhicules personnels, sont libres d'acheter leur essence là où ils le veulent et sans danger. Car, pour l'instant, il existe un régime de terreur pour l'achat des écrous, des boulons et des clous. Bientôt, on ne pourra plus respirer en Abitibi-Ouest.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il n'y a ni terreur, ni peureux en Abitibi-Ouest. Les gens l'ont montré le 22 juin dernier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** Dans le comté de Champlain, sept cours d'eau réglementés sont prêts à recevoir une pelle mécanique. Le ministre de l'Agriculture en drainera-t-il au moins un des sept, cette année?

**Un député ministériel:** On va envoyer sept pelles mécaniques!

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Tous les députés peuvent avoir l'assurance que leurs comtés seront traités avec justice. La justice, ça nous connaît.

Depuis le mois de juillet, le ministère est parvenu à réduire environ de 20 % le prix unitaire des contrats pour les travaux de drainage octroyés pour la somme de \$3,580,000 par l'ancienne administration de l'Union nationale, avec le résultat qu'en l'espace de trois mois, environ, on a économisé une somme de \$758,830.71.

Si on avait laissé continuer les contrats, qui furent résiliés afin d'être renégociés, cet argent, qu'on disait voté pour les cultivateurs, serait allé dans la poche des entrepreneurs de l'Union nationale. Malgré une réduction de 20 % des prix prévus aux contrats, les entrepreneurs ont accouru pour se partager les profits.

Le 7 juin 1960, l'Union nationale a accordé un contrat pour le drainage des cours d'eau Saint-Jean et Saint-Antoine dans le comté de Berthier. Ce contrat fut accordé au prix de \$21,805. Il fut résilié en juillet et accordé pour \$18,356. Un contrat a été accordé par l'Union nationale pour le drainage de la petite rivière Montréal, dans le comté de Napierville-Laprairie, au montant de \$237,000. Le même contrat a été renégocié par le gouvernement libéral et il a été accordé au montant de \$161,931, soit une économie de \$75,000. Un autre contrat a été accordé par l'Union nationale pour des travaux de drainage sur la petite rivière Montréal au montant de \$192,000. Le même contrat a été renégocié par les libéraux et accordé au montant de \$139,000, soit une autre économie de \$53,000.

Il a été impossible d'établir des normes pour les demandes de soumissions publiques en temps l'année dernière, car les travaux étaient trop urgents. Mais les officiers du département sont en voie d'établir un système dans ce secteur. Une fois en

application, ce qui devrait se produire prochainement, ce système nous vaudra une économie plus grande équivalant à 40 %, comparativement aux prix offerts par l'Union nationale. C'est-à-dire que sur \$10,000,000 de travaux, nous sauverons \$4,000,000 et nous pourrions effectuer plus de travaux au bénéfice des cultivateurs, car il en faut des travaux de drainage dans la province.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Perrette<sup>2</sup> supputait à l'avance les achats qu'elle pourrait effectuer avec la vente de son lait. Mais la cruche tomba et tous ses rêves s'envolèrent. La même chose pourrait arriver au ministre. Il calcule des économies. Mais il s'agit là d'économies purement hypothétiques, puisque ces travaux de drainage ne sont pas encore terminés. Dans la plupart des cas, ils ne font que commencer. On ne peut donc pas dire ce qu'ils coûtent réellement, même avec des prix unitaires.

On sait comment le ministre s'y est pris, après les élections. Il a laissé attendre les entrepreneurs pendant deux mois pour mieux les affamer. Ensuite, il leur a présenté ses contrats et leur a dit: "C'est à prendre ou à laisser". Aujourd'hui, l'exécution des contrats est à peine commencée et le ministre prétend déjà avoir réalisé une économie. Quelle farce!

**M. Lavallée (Berthier):** L'an prochain, je serais en mesure de parler au ministre, avec les *Comptes publics*, de ce qu'a coûté à la province un contrat qu'il a fait résilier pour l'accorder à un autre. Nous constaterons peut-être qu'avec ses prétendues économies, le ministre de l'Agriculture a voulu nous étouffer. L'exécution des contrats pour le creusage de cours d'eau coûtera, en fait, plus cher qu'avant à la province, parce que plusieurs de ces contrats ont été octroyés à des gens qui n'ont pas l'expérience requise.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le ministre a avoué ne pas avoir demandé de soumissions publiques pour les travaux de drainage, ce qui est contraire à tous ses engagements. D'après des chiffres fournis par le ministre de l'Agriculture, l'économie ne fut le plus souvent que de 10 % et même moins. C'est d'ailleurs une économie au détriment des cultivateurs, puisque les travaux ont été mal faits et que les cultivateurs sont obligés de les compléter en déboursant leur argent.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le 10 % du député de Lotbinière est inexact. Il cite

des chiffres, comparant les travaux confiés par le gouvernement de l'Union nationale et le gouvernement libéral, qui démontrent que l'économie moyenne réalisée est de 20 %, et l'économie totale, de \$758,000.

**M. Johnson (Bagot):** Les propos du ministre sont un tissu d'inexactitudes et un faux calcul. Pour tenter de prouver que les travaux coûtaient trop cher, il les a fait arrêter. Certains entrepreneurs ont été obligés de se présenter devant la Fédération libérale. Le ministre de l'Agriculture a ensuite renégocié le prix des contrats et il est allé chercher des entrepreneurs, des hommes de son choix, à qui il a dit: "C'est à prendre ou à laisser". Cependant les entrepreneurs voulaient garder leurs employés au travail. Les entrepreneurs m'ont simplement dit qu'ils ne pouvaient pas réduire les prix comme ils ont fait. Par conséquent, ils ont été obligés de travailler moins bien; alors c'est l'agriculteur qui va en souffrir.

Une comparaison avec les prix de 1957 payés par l'Union nationale indique que les prix unitaires de 1961 qui devront être payés par le gouvernement libéral sont généralement supérieurs, alors les coûts sont simplement aussi élevés. Les amis du Parti libéral ont obtenu de nombreux contrats de drainage l'année dernière. Un entrepreneur, J.-Aimé Fortin, en a obtenu 14 ou 15, et il les a confiés à des sous-traitants, et certains de ces contrats ne sont pas encore terminés.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** nie les propos du député de Bagot (M. Johnson).

**M. Johnson (Bagot):** Si le gouvernement actuel peut faire exécuter des travaux de drainage meilleur marché, tant mieux. C'est son devoir de le faire. Mais qu'il n'aille pas insinuer que c'était trop cher dans le passé. Il ne peut, en toute justice, comparer les prix actuels avec les anciens, après avoir fait attendre les compagnies pendant des mois.

Plusieurs contrats n'ont pas été exécutés. Cela s'est produit au détriment de cultivateurs qui vont perdre ainsi des milliers de dollars. Le ministre doit intenter des poursuites s'il croit qu'il y a eu vol, dans le passé. L'opposition ne peut endurer qu'il se contente d'insinuations.

Ce que nous voulons dire au ministre, c'est qu'il va être obligé de payer plus que ce qui est prévu sur la liste produite à l'opposition parce qu'il va se rendre compte qu'un arpent de déboisement dans le comté de Bagot, par exemple, ne coûte pas le même prix que dans un autre comté de la province. Que le

ministre se fie donc aux chiffres qui sont devant lui et aux excellents fonctionnaires qui sont autour de lui.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La méthode de l'Union nationale pour les travaux de drainage était la plus logique. Le ministre actuel n'est pas en mesure de la changer sans se tromper. J'ai déjà entendu le ministre affirmer que nous faisons de la petite politique avec le drainage et que les travaux étaient confiés à des amis, dans chaque paroisse. Il n'y a que quelques mois qu'il dirige le ministère, lui, et j'affirme qu'il n'y a jamais tant eu de favoritisme pour les travaux d'amélioration de fermes. Des cultivateurs ont perdu de l'argent après avoir entrepris des travaux qui ne leur ont pas été payés.

Le mode de répartition du coût des travaux de drainage entre les cultivateurs intéressés, tel que proposé par le gouvernement provincial, ne rend pas justice. La base nouvelle de contribution fait qu'un cultivateur paiera plus cher que son voisin sans bénéficier davantage des travaux de drainage.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Des normes de répartition du coût seront établies afin de donner justice à tout le monde.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le ministre s'est contenté de jeter de la poudre aux yeux devant la province. Le ministre de l'Agriculture prétend qu'il y a eu des économies de \$758,000, mais les contrats n'ont été accordés qu'à la fin d'août et les travaux suspendus à l'automne.

Il est déplorable que le ministre ait réduit de 60 %, cette année, le budget consacré au drainage. Les cultivateurs en seront bien déçus d'autant plus qu'en bien des cas, il y a des travaux à exécuter.

**Un député de l'opposition:** Le ministre n'a pas encore de programme de travaux complets à présenter pour le drainage cette année.

**M. le président:** La résolution 3 est adoptée<sup>3</sup>.

**Des députés de l'opposition** protestent en disant que toutes les subdivisions du poste ne sont pas passées.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales



(Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'agriculture, y compris les subventions (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Il est temps de parler de l'école d'agriculture d'Oka.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est pas question de faire disparaître cette institution. Le gouvernement a confiance aux conseils des experts. C'est pour cette raison que le comité qui a été nommé pour étudier l'enseignement de l'agriculture a été mandaté pour décider où l'école sera construite, à Oka ou ailleurs. La commission enquête à l'heure actuelle et aucune décision n'a été prise. Il faut donc attendre ses conclusions. Nous n'allons pas agir au hasard comme l'a fait l'Union nationale, lorsque toutes les décisions prises par le premier ministre l'étaient comme sous un régime dictatorial.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** L'Union nationale avait adopté une loi spéciale visant à construire une nouvelle école lorsque les moines trappistes ont décidé d'arrêter leurs activités d'enseignement dans l'institution existante.

C'est un scandale que le gouvernement libéral ait fermé le chantier où était commencée la construction de la nouvelle école d'agriculture d'Oka et où une somme de \$800,000 à \$1,000,000 avait déjà été dépensée dans cette entreprise. Le travail était bien avancé dans la construction, l'excavation, la plantation de brise-vent et l'ouverture de routes.

Une ferme de 270 acres de terre, parmi les plus belles de la province, a été achetée par l'Union nationale à raison de \$300<sup>4</sup> l'acre, c'est-à-dire globalement pour \$133,000<sup>5</sup> alors que, dans les environs, le prix de l'acre est de \$1,000.

**M. Binette (Deux-Montagnes):** Si le député veut acquérir une terre à Oka, je peux lui en procurer une au prix de \$200 l'arpent.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Ce n'est pas sérieux. Un contrat a été signé avec la maison Colette & Frères pour la construction de la

nouvelle école dans ce domaine, à un demi-mille de la trappe d'Oka. Les conditions étaient excellentes. Les travaux ont commencé. On a creusé pour les fondations. J'ai là des photos.

**L'honorable M. Lapaline (Montréal-Outremont):** (Regardant les photos) On dirait les ruines de Pompéi!

(Rires)

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Bref, le gouvernement actuel a gaspillé l'argent du peuple, une somme de \$800,000 à \$1,000,000 déjà engagée dans l'entreprise, en arrêtant les travaux. C'est un scandale. Le cabinet le regrettera.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Les travaux faits jusqu'à la suspension n'ont pas coûté \$1,000,000, mais bien \$635,884. Il est toutefois exact que le prix d'achat a été de \$133,000<sup>6</sup>. Mais il y avait deux fermes. Dans une lettre datée du 15 décembre 1959, sans que le gouvernement du temps n'eût donné officiellement son autorisation, le sous-ministre de l'Agriculture a chargé les architectes Dufresne et Boulva de préparer les plans et devis. Ces gens devaient être rémunérés au pourcentage, c'est-à-dire 5 % du coût des travaux. Une lettre du mois suivant recommandait aux deux architectes de retenir les services de certains ingénieurs et techniciens. Les travaux ont donc débuté illégalement.

L'arrêté ministériel ratifiant les plans et devis fut émis avant qu'ils ne soient terminés. Le contrat fut accordé à la firme Colette & Frères le 21 avril. L'entrepreneur devait recevoir 6 % du prix des travaux. Une fois les travaux en marche, trois sous-contrats furent accordés avec l'approbation du sous-ministre. Le 9 juin 1960, un autre contrat fut accordé pour des travaux d'électricité et un autre contrat fut donné à M. A. Masson pour des travaux d'excavation et le contrat fut approuvé le 21 juin 1960. C'était la veille des élections.

En juillet 1960, parce que les avocats ont décrété le contrat illégal, n'ayant pas été approuvé par le cabinet, j'ai demandé de fermer le chantier et d'arrêter les travaux. Le 22 du même mois, le contrat fut annulé. Après vérification des comptes produits par René Thomas, il y eut entente pour dédommager l'entrepreneur pour les travaux exécutés.

Puis, nous avons soumis l'étude du projet d'école d'agriculture à Oka à la commission formée pour enquêter sur l'enseignement agricole et agronomique. Un rapport nous sera soumis par cet organisme d'ici environ 10 jours.

**M. Johnson (Bagot):** La construction de l'École d'Oka n'a pas été autorisée par le sous-ministre, mais par une loi de la Législature. Aussi, le ministre ne peut pas prétendre qu'il a fait arrêter les travaux parce qu'il se serait agi d'une construction illégale.

C'est là la méthode habituelle du régime libéral de salir l'un de ses prédécesseurs.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot déforme les faits. Nous demandons des opinions d'hommes libres sur les méthodes d'enseignement agricole.

Le gouvernement n'a pas le droit de procéder à la bonne franquette, car il s'agit d'une question sérieuse et la population y participe d'une façon démocratique.

Le député de Bagot ne peut pas comprendre cela parce qu'il a été sous une dictature pendant 16 ans. C'est pour cela que nous avons trouvé la province dans l'état où elle est.

**M. Johnson (Bagot):** Je proteste contre la méthode du premier ministre pour salir l'un de ses prédécesseurs, l'ancien député des Deux-Montagnes<sup>7</sup>.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Motions des députés:**

##### **Anniversaire du député de Montréal-Saint-Jacques, M. Dozois**

**M. Bellemare (Champlain)**<sup>8</sup> présente ses vœux pour l'anniversaire du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois).

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** félicite le député de Montréal-Saint-Jacques.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Je remercie les membres de la Chambre de leur témoignage d'amitié.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20.

#### **NOTES**

1. Selon les chiffres donnés, la différence est plutôt de \$40,139,000.

2. Il s'agit d'une fable de Jean de La Fontaine (1621-1695) intitulée "La laitière et le pot au lait".

3. Selon les journaux du 25 mai 1961, l'article 3 est adopté peu après 10 h 30.

4. \$500, selon *La Presse* du 24 mai 1961, à la page 53.

5. \$135,000, selon *La Presse* du 24 mai 1961, à la page 53.

6. Voir note 5.

7. Le député de Bagot (M. Johnson) fait référence à Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes (1930-1935, 1936-1960) et premier ministre du Québec (1959-1960).

8. Selon *Le Nouvelliste* du 25 mai 1961, à la page 5, c'est plutôt le député de Bagot (M. Johnson) qui présente les souhaits au nom de l'opposition.

## Séance du mercredi 24 mai 1961

## Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Demande et dépôt de documents:

## Travaux de drainage

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des contrats intervenus entre le ministère de l'Agriculture et toute personne, société ou corporation, depuis le mois de juillet 1960, relativement à l'exécution de travaux de drainage dans les cours d'eau suivants: *a)* cours d'eau rivière Saint-Jacques et ses embranchements, dans la paroisse Saint-Jacques-le-Mineur, comté de Laprairie; *b)* cours d'eau Beaudin-Dumouchel et ses embranchements, dans la paroisse Sherrington, comté de Napierville.

Adopté.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 146)

## Remboursement de droits:

## Succession

## Archibald M. Russel

**M. Blank (Brome)** propose que le bill 208 validant le titre à certaine propriété vendue par les héritiers de feu Archibald Montgomery Russel n'ayant pas été adopté, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

## Projets de loi:

## Allocations scolaires

**L'honorable M. Lafrance (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 instituant les

allocations scolaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Loi des cités et villes

## L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Aide municipale à l'industrie

## L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division<sup>1</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Subsides:

## Budget des dépenses 1961-1962

## L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

## L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)

propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'agriculture,

y compris les subventions (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Quel est le montant des dépenses en rapport avec la construction de l'École d'agriculture d'Oka?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Les dépenses totales faites par l'Union nationale en vue de la construction de cette nouvelle école d'agriculture, avant l'arrêt des travaux le 25 juillet 1960, se sont élevées non pas à \$1,000,000, mais à \$635,884.75, dont \$135,000 pour l'achat de la terre, \$128,700 pour la préparation des plans et la surveillance du chantier, \$29,899.14 pour les ingénieurs-conseils, etc. Tout est resté en plan depuis.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La loi décrétant la construction d'une école d'agriculture à Oka fut votée à l'unanimité de la Chambre, afin d'encourager la poursuite de l'œuvre des révérends pères Trappistes. La population des Deux-Montagnes va être indignée de la façon partisane dont les travaux furent suspendus avec l'intention peut-être d'aller construire ailleurs.

Le procureur général (l'honorable M. Lapalme) a dit, en regardant une photo du chantier: "On dirait les ruines de Pompéi". Non, ce sont plutôt les ruines accumulées par le Parti libéral actuel et ce sera sa honte.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** À l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, le 6 juillet, des protestations se sont élevées contre l'octroi du contrat dont on appréhendait l'illégalité. Une enquête fut faite, des avocats furent consultés par le ministre de l'Agriculture ainsi que par le département du procureur général. Les faits suivants découlent de l'enquête.

Sans autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, le sous-ministre du temps, le 15 décembre 1959, a confié à des architectes la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux au tarif de l'Association des architectes. Sans autorisation non plus, le sous-ministre, le 8 janvier 1960, a recommandé aux architectes de retenir les services d'ingénieurs pour les travaux de charpente, de mécanique et de drainage. Le 21 avril 1960, l'arrêté en conseil no 573 acceptait les plans et devis, en dépit du fait que ces derniers ne fussent pas terminés. À la même date, par le même arrêté en conseil, l'exécution des travaux était confiée à la société Cholette et Frères. Le contrat était signé par le sous-ministre et le président de la compagnie, M. R. Thomas.

Les travaux furent arrêtés le 25 juillet 1960 parce qu'on n'avait pas marché dans la légalité pour

l'octroi des contrats. Celui de Cholette et Frères fut annulé, à la recommandation des avocats Antonio Laplante et Georges Pelletier, de Québec, que le ministère avait consultés. Ces derniers estimaient que le ministre était justifié de résilier le contrat et que les entrepreneurs ne pouvaient réclamer de dommages. L'entreprise Cholette et Frères ne semble pas s'être conformée à l'obligation de verser un cautionnement en obtenant le contrat, car il a été impossible de le retracer. Il semble qu'elle ne s'est pas conformée à cette exigence.

**M. Johnson (Bagot)** réclame la production du mémoire.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il ne serait pas dans l'intérêt public de le déposer.

**M. Johnson (Bagot):** Comment le ministre peut-il prétendre qu'un rapport qui concerne la résiliation d'un contrat accordé en vertu d'une loi de la Législature n'est pas dans l'intérêt public?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le ministre a fait préparer un mémoire par les avocats Laplante et Pelletier, des employés du ministère. Ça lui permet de donner des renseignements à l'opposition. On ne produit pas de tels documents strictement confidentiels. C'est reconnu par Beaudesne.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Au contraire, il est dans l'intérêt public de mettre le mémoire à la disposition des députés. Il s'agit d'un rapport d'avocats sur des contrats signés à la suite d'une loi et dont les clauses ont été l'objet d'un commencement de réalisation. On a même dépensé \$312,000 dans le cas de Cholette & Frères. Le document ne dit pas que les travaux ont été mal faits. Est-ce que le ministre a peur de montrer ce mémoire?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** et **M. Tellier (Montcalm)** prennent la parole.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** et **l'honorable M. Pinard (Drummond)** prennent tour à tour la parole.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Dès que le ministre a appuyé ses explications fournies à la Chambre sur le rapport qu'il estimait privé et confidentiel, le document perd ce caractère. Il faut se demander s'il est d'intérêt public que la Chambre, la population en général et celle de Deux-Montagnes, en particulier, sachent pourquoi le gouvernement a décidé de ne pas

résilier les contrats et de ne pas bâtir l'école d'Oka. La population saura que ce n'est pas l'Union nationale qui craint la production du rapport.

**Des députés ministériels** refusent d'accepter la théorie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le document contient les arguments juridiques pour lesquels le contrat a été résilié. Ce serait contraire à l'intérêt public de publier ce qui a été remis confidentiellement au ministre de l'Agriculture. Si l'opposition était informée de ces arguments, le gouvernement ne pourrait plus se défendre au cas où il serait poursuivi. Le ministre ne s'est inspiré du mémoire que pour répondre aux questions de l'opposition.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice), l'honorable M. Pinard (Drummond) et l'honorable M. Levesque (Bonaventure)** secondent les paroles du premier ministre.

**M. le président:** Le ministre n'est pas tenu de déposer le document<sup>2</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** en appelle de la décision du président du comité.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 5 des estimations budgétaires du ministère de l'Agriculture, le ministre (l'honorable M. Courcy) s'est référé à un document, qu'il prétend être confidentiel, et qui se rapporte à l'annulation d'un contrat pour la construction de l'École d'agriculture d'Oka. Citant l'article 696 du Règlement, le député de Bagot (M. Johnson) a demandé que le document soit déposé sur le bureau de la Chambre. Le ministre a répondu que ce n'était pas dans l'intérêt public de le faire. Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, j'ai décidé que je ne pouvais pas contraindre le ministre à déposer le document s'il jugeait que c'était contraire à l'intérêt public de le faire.

Le chef de l'opposition (M. Talbot) en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lapalme, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 28.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'agriculture, y compris les subventions (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le comité créé l'automne dernier sur l'enseignement agricole et agronomique étudie le cas de l'École d'agriculture d'Oka. Si le gouvernement juge à propos d'élever une telle école à cet endroit, les travaux seront repris.

**M. Binette (Deux-Montagnes)** espère que l'école soit bâtie à Oka, si c'est dans l'intérêt général. Si la commission d'étude qui enquête présentement l'éducation agricole juge qu'elle doit être construite ailleurs, il acceptera la décision.

**M. Johnson (Bagot):** Le député de Deux-Montagnes a-t-il voulu laisser entendre, plus tôt, que

le notaire qui a préparé le contrat de l'école a reçu des honoraires trop élevés?

**M. Binette (Deux-Montagnes):** Le montant des honoraires m'a paru passablement élevé. Depuis lors, j'ai consulté le cahier des tarifs et j'en suis venu à la conclusion que si le compte me semble élevé, il est quand même acceptable.

**M. Johnson (Bagot):** Les autorités provinciales se cachent derrière des technicalités pour expliquer leurs refus. La vraie raison est de nature politique. Je ne crois pas que ce sont des technicalités légales qui ont incité le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) à résilier le contrat d'Oka. Je crois que ce sont plutôt des motifs politiques.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement tout entier a pris cette responsabilité parce qu'il croyait le contrat de nullité absolue.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le Conseil des ministres s'est constitué en Cour d'appel et a mêlé l'ordre juridique à l'ordre politique. Le premier ministre et ses collègues du gouvernement ont utilisé le poids de leur prestige pour statuer au sujet d'un problème sur lequel les tribunaux devraient se prononcer, soit la question de savoir si un contrat est nul ou non.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Comme partie à ce contrat, le gouvernement avait le droit de donner son opinion et de formuler ses objections.

**M. Bertrand (Missisquoi):** C'est une façon de voir inadmissible. Dès les premiers jours du cours de droit, nous apprenons le principe que nul ne peut se faire justice. Le premier ministre reconnaît que le gouvernement est partie au contrat. Et voilà qu'il déclare à l'autre partie que le contrat est nul de façon absolue et le résilie. Voilà ce qui s'appelle de l'ingérence de l'Exécutif dans le domaine judiciaire, ce qui peut constituer un élément de chaos et de désordre dans la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement n'a pas lui-même déclaré le contrat d'une nullité absolue. Il appartient à chaque partie liée par un contrat d'avoir une opinion sur ce contrat. Dans le cas présent, le gouvernement n'a pas déclaré le contrat nul mais a invoqué sa nullité et l'a résilié. L'entrepreneur et les autres personnes intéressées pouvaient nous poursuivre. Ils ne l'ont pas fait.

J'estime que c'est parce que, comme dans un très grand nombre d'autres contrats accordés par l'Union nationale, il avait été donné de façon irrégulière. Nous sommes moins pressés d'accepter les irrégularités érigées en système par l'Union nationale et nous prouverons à la population qu'elle a été trompée par le pire régime qui n'ait jamais existé.

**M. Johnson (Bagot):** En définitive, le présent gouvernement voulait par tous les moyens empêcher la continuation des œuvres de l'Union nationale, sauf dans les cas où l'entrepreneur accepte de passer par les fourches caudines<sup>3</sup> de la Fédération libérale.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'École de Sainte-Croix fut fondée en 1934 grâce à l'initiative de la commission scolaire de l'endroit qui engagea un agronome comme professeur. Les démarches faites auprès du gouvernement libéral du temps pour la création d'une pareille institution étaient demeurées vaines.

Il fallut l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, en 1936, pour que la situation soit corrigée, que l'administration provinciale reconnaisse l'établissement, paie les salaires des professeurs et donne des bourses aux élèves.

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement provincial ne doit pas priver Sainte-Anne-de-la-Pérade de son école d'agriculture, fondée il y a près de 40 ans grâce à l'initiative de M. Jean-Charles Magnan. Elle a rendu d'immenses services à la population. Quelque 600 diplômés sont sortis de cette école.

**Des voix ministérielles:** Article adopté!  
Article adopté!

**M. Bellemare (Champlain):** Je demande que cette école demeure à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** (S'adressant au député d'Abitibi-Ouest (l'honorable M. Courcy) On en a assez des discours de l'opposition. Ce sont toujours les mêmes.

**Des voix ministérielles:** Adopté!

**M. le président** déclare adopté le poste budgétaire.

**M. Talbot (Chicoutimi)** fait un signe au député de Champlain (M. Bellemare)<sup>4</sup>.

**M. Bellemare (Champlain)** (Se rasseyant) déchire ses notes de discours<sup>5</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et primes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les comtés de Lotbinière et de Portneuf se font face sur chaque rive du Saint-Laurent. Dans le transport de la pierre à chauds depuis Deschambault jusque dans Lotbinière, le ministère de l'Agriculture a tenu compte du millage que donne l'utilisation du service de traversiers entre les deux rives du fleuve. Or, il arrive souvent que la marée est basse et qu'il est difficile pour les camions d'utiliser les bateaux et ils doivent passer alors par le pont de Québec. Le ministère refuse de reconnaître ce surplus de millage. Si ce détour est plus commode, on devrait modifier le règlement.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il s'agit d'un cas particulier qui sera étudié à son mérite.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Que fera-t-on dans le domaine agricole dans les régions éloignées?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il n'y a plus de régions éloignées, car le gouvernement paie le transport à 100 %.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le gouvernement devrait accorder aux producteurs de pommes l'aide nécessaire pour l'achat de machinerie essentielle mais dispendieuse.

Il fait l'éloge de l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Laurent Barré qui, dit-il, a connu du succès avec le développement de la culture de

pomme. Les résultats des expériences pour la conservation de la pomme ont été merveilleux, même s'il y a encore quelque chose à faire. Je veux attirer l'attention du ministre sur le fait que le succès des producteurs repose sur la classification et la conservation.

Des compagnies ont des entrepôts de conservation et des entrepôts d'emballage. Le gouvernement devrait accorder aux producteurs de pommes l'aide nécessaire pour l'achat de machinerie essentielle mais dispendieuse, et donc pour leur assurer le même avantage, afin de leur permettre de subir la concurrence de ces compagnies.

Le budget de la province est tellement élevé aujourd'hui qu'il y aurait moyen d'affecter \$7,000,000 ou \$8,000,000 à cette fin et, par suite de la diversité des moyens, diviser la province en au moins trois régions.

Les subventions accordées aux coopératives, pour organiser des entrepôts frigorifiques, ont permis à des producteurs de doubler leur chiffre d'affaires. Qu'on étende cette politique à d'autres domaines de l'horticulture.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Pourquoi ne l'avez-vous pas fait en 16 ans?

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** On est allé au plus pressé. Il nous était impossible de tout faire d'un coup.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des fils de cultivateurs (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux sociétés d'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour collaborer aux succès des caisses populaires (Agriculture)", du

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide aux sociétés coopératives agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Société du crédit agricole, Ottawa (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Qu'est-il advenu de M. Stanislas Panneton, qui était président de la Commission de l'industrie laitière?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** À la suite de décisions prises par les présidents de l'Office des marchés agricoles et de la Commission de l'industrie laitière, j'ai reçu des lettres de protestations disant que M. Panneton ne donnait pas satisfaction comme président de la Commission de l'industrie laitière. Le ministère l'a alors prié de démissionner.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** D'où venaient ces protestations?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Des producteurs de lait, surtout de la région de Montréal.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Les protestations des gros distributeurs ont donc fait qu'un cultivateur

authentique, un honnête citoyen, a été contraint de démissionner.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Nous avons reçu des lettres de félicitations à la suite de la nomination de M. Nolasque April comme président de la Commission. On nous a dit que c'était une nomination heureuse.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je comprends que M. April est un vendeur de cidre et qu'on l'a placé à la tête de la Commission de l'industrie laitière.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le député aura-t-il le courage de porter l'accusation que M. April est un vendeur de cidre? C'est l'ancien directeur de l'École d'agriculture de Sainte-Martine.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le ministre prétendra-t-il que M. April n'a jamais vendu de cidre?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député peut-il prétendre qu'il en vendait illégalement?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** J'ai dit et je répète qu'il vendait du cidre. Il a probablement cessé d'en vendre depuis qu'il est devenu président de la Commission. Mais il m'a écrit à moi plusieurs fois pour m'offrir du cidre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Que le député ait donc le courage d'aller répéter en dehors de la Chambre ce qu'il vient de dire ici.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je n'ai pas de leçon de courage à recevoir du premier ministre. Je suis prêt à aller répéter n'importe où que M. April écrivait à des personnes à travers la province pour leur offrir du cidre. Est-ce clair? Si le ministre n'a pas peur de la vérité, il pourra peut-être dire qu'il a reçu des lettres, lui aussi.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** J'affirme n'en avoir reçu aucune. M. April a fait une étude sur le cidre, qui est dans nos dossiers. S'il a vendu du cidre comme le député le prétend, j'accuse l'ancien gouvernement de n'avoir pas pris les moyens pour l'en empêcher.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il n'a jamais été question que M. April ait vendu du cidre illégalement. On sait qu'il y a le cidre alcoolisé et le cidre non



alcoolisé. Il était reconnu comme un expert en la matière. Ce que je trouve étrange, c'est que ce soit lui qu'on ait placé à la tête de la Commission de l'industrie laitière, en remplacement de M. Panneton qui remplissait très bien ses fonctions. C'est un autre exemple de patronage politique.

**M. Boulais (Rouville):** M. April n'est pas une créature politique. Il a fondé l'École de Sainte-Martine et il a fait partie du service agronomique depuis 40 ans. Il ne s'est jamais occupé de politique provinciale ou fédérale.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre devrait s'employer à étudier et régler le problème de la production et de la distribution du lait dans la province, ainsi que la disparité des prix payés en ville et aux beurreries. C'est un problème essentiel pour les cultivateurs.

Je crois qu'il est d'importance primordiale que les commissaires de l'Office des marchés et de la Commission de l'industrie laitière s'emploient sérieusement, eux aussi, à trouver une solution à ce grave problème.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** En effet, il s'agit là d'un problème urgent.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de l'Agriculture devrait encourager les producteurs de lait à faire de la publicité pour leur produit. Ce qui me frappe, ce sont les sommes qui sont consacrées, chaque année, à la publicité en faveur de la consommation de la bière et des liqueurs douces.

Elles s'élèvent à des dizaines de millions de dollars et, pour un simple programme, une petite brasserie dépense environ \$1,000,000 annuellement. Par comparaison, combien peu élevées sont les sommes consacrées à la publicité en faveur du lait.

J'ai été heureux de constater la fondation de l'organisme "La santé par le lait", qui consacre à une telle publicité de \$1,000,000 ou \$1,250,000. C'est un commencement. Mais je crois que le ministère de l'Agriculture devrait lui aussi encourager cette publicité.

Il serait plus utile de dépenser des millions à la publicité en faveur du lait que de consacrer ces sommes à expliquer le fonctionnement de l'assurance-hospitalisation. En effet, il vaut mieux, à mon avis, se soucier d'abord de conserver la santé des gens. Si le ministre veut en convenir, nous serons les premiers, à notre retour au pouvoir, à faire ériger un monument en son honneur.

(Rires)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Je suis assuré de ne jamais avoir de monument, car l'opposition ne reprendra jamais le pouvoir. Les suggestions de l'opposition, pour une fois, sont constructives.

**Une voix de l'opposition:** Le monument?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il va falloir certainement, un jour, faire quelque chose pour augmenter la consommation du lait naturel. Le problème no 1, c'est le problème de l'industrie laitière. C'est pourquoi nous avons formé un comité pour l'étude de la mise en marché des produits laitiers. L'organisme est présidé par M. Henri Bérard, directeur de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe. Il doit présenter son rapport d'ici une dizaine de jours. Il nous fera des suggestions.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration - Office du crédit agricole du Québec (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'administration de la loi du crédit agricole était dégagée de toute influence politique.

(Rires à droite)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'est glissé de la politique dans l'octroi des prêts aux cultivateurs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne m'explique pas cette rage du gouvernement de vouloir voir du mal partout et de s'employer à tout salir. S'il est un Office qui a fait du bien dans la province, c'est bien celui du crédit agricole. Il a assuré des prêts pour un montant global de \$200,000,000 aux cultivateurs qui avaient besoin de crédit.

Et, sur cette somme considérable, le gouvernement n'a pas perdu \$3,000. Les cultivateurs se sont empressés de rembourser, et certains même l'ont fait par anticipation. Je dis que l'Office du crédit agricole n'est pas à réorganiser, car il a toujours fonctionné avec beaucoup d'efficacité. C'est une organisation modèle.

Le notaire Eugène Poirier a fait une œuvre admirable en ce domaine. C'était un homme dont la compétence était reconnue partout, tout comme son intégrité. Le gouvernement libéral l'a remplacé par J.-A. Courteau, un candidat libéral défait dans le comté de Lotbinière aux dernières élections provinciales. Cet homme n'avait aucune expérience dans ce domaine.

Que veut-on réorganiser dans ce domaine et dans cet organisme qui a prouvé son efficacité et dont on est venu de l'extérieur examiner le fonctionnement et même s'y inspirer? Après tout, ce que le Crédit agricole a produit, toute réorganisation ne pourrait que réduire son efficacité.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cette réorganisation présentement en cours vise d'abord à accroître l'efficacité de l'Office, d'accélérer l'émission des prêts et de le soustraire de l'interférence politique.

Sans vouloir faire de critique acerbe, je soulignerai que, sous le régime précédent, il y avait des milliers de demandes en suspens avant le 22 juin 1960. Plus de 60 % du travail effectué par les inspecteurs avant cette date a dû ou doit être révisé. Il n'est pas question de partisanerie politique.

Au contraire, les instructions que nous avons données visent justement à supprimer toute politique au crédit agricole.

À la veille de la dernière élection, des lettres circulaires furent adressées par un membre de l'Office du crédit agricole à ceux dont les demandes de prêts n'avaient pas été acceptées jusque-là, pour leur dire que leur cas serait réétudié dans le but de leur accorder les prêts qu'ils désiraient. C'était une manœuvre de l'Union nationale pour tenter de se gagner des votes.

**M. Johnson (Bagot):** Les nouvelles formules du crédit agricole sont extrêmement complexes et tracassières même. On pousse inutilement l'indiscrétion un peu trop loin. J'espère que l'on voudra tenir compte des doléances à cet égard.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'organisation et à l'amélioration des fermes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent deux mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention pour la construction à Montréal d'un marché central des produits agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office des marchés agricoles du Québec (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour l'achat d'engrais chimiques (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Depuis la passation d'une loi par l'Union nationale, lors de la dernière session, pour subventionner les achats d'engrais chimiques, ceux-ci ont augmenté de 15 %. Les cultivateurs apprécient beaucoup ce geste de l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** La situation a bien changé depuis le 22 juin 1960 puisque maintenant les subventions sont accordées sur la recommandation des agronomes du comté et que l'administration se charge directement de la distribution.

**Des députés de l'opposition:** C'était là notre politique.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'administration de l'Union nationale a fait distribuer, à la veille de la dernière élection, des subventions accordées à des cultivateurs pour l'achat d'engrais chimiques. Les députés de l'Union nationale agissaient alors comme intermédiaires entre le ministre de l'Agriculture et les gens dans leurs comtés qui avaient droit de recevoir ces subventions.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** demande la production des documents. Il ne faut pas, dit-il, laisser planer des doutes sur l'intégrité des gens.

**Rapport du comité des subsides:**

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours de l'étude des estimations budgétaires, les documents suivants ont été déposés sur le bureau de la Chambre:

**Octrois pour  
engrais chimique**

Par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy):

Copie d'une lettre en date du 15 juin 1960, adressée à l'honorable M. Élie, concernant des octrois pour engrais chimique. (Document de la session no 147)

Copie d'une lettre en date du 16 juin 1960, adressée à M. Hercule Riendeau, M.P.P., concernant des octrois pour engrais chimique. (Document de la session no 148)

Copie d'une lettre en date du 16 juin 1960, adressée à M. Claude Gosselin, M.P.P., concernant des octrois pour engrais chimique. (Document de la session no 149)

Copie d'une lettre en date du 17 juin 1960, adressée à M. François Bourassa, concernant un octroi pour engrais chimique. (Document de la session no 150)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 15, qui se lit comme suit:

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour l'achat d'engrais chimiques (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il ne s'agit non pas de prouver qu'une certaine de personnes dont les noms apparaissent sur les listes que vient de déposer le ministre n'avaient pas le droit d'obtenir un octroi, mais de mettre en lumière le système de favoritisme qui existait du temps du gouvernement de l'Union nationale, alors que les députés recevaient des avantages électoraux par la

distribution des fonds de la province. Les députés de l'Union nationale jouaient le rôle d'intermédiaires en période électorale.

Le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) a reçu 125 chèques à distribuer. Dans le cas du député de Yamaska (M. Élie), le comté étant plus petit et plus sûr, la liste était moins longue. Je ne puis concevoir que le député de Napierville-Laprairie et les autres députés de l'Union nationale se soient réduits à un rôle de facteur quand leur parti était encore au pouvoir.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il voulait saluer ses électeurs.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ça rentre mieux avec un chèque surtout lorsque les gens sont récalcitrants après 16 ans de régime.

Le gouvernement actuel, dit-il, a complètement changé le système, les chèques étant maintenant distribués par le ministère de l'Agriculture et non par les députés à la Législature, et ce, à la satisfaction des électeurs de la province.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je n'ai fait que remplir mon mandat. Je ferais la même chose si c'était à recommencer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La distribution d'octrois ne fait pas partie des fonctions d'un député. C'est ce que les gens de l'Union nationale n'ont jamais compris.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je n'agissais pas comme député de la Législature!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas là un travail de député et c'est mauvais pour la démocratie.

**M. Caron (Maskinongé):** Le premier ministre ignore ce qui se passe dans un comté rural où des gens vont rencontrer le député pour lui demander des renseignements. Celui-ci ne peut dire: "Je ne peux pas me mêler de ça".

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai été député d'un comté rural durant 13 ans et je n'ai jamais distribué de chèques d'allocations. Je n'étais pas facteur.

**M. Caron (Maskinongé):** Les députés de l'Union nationale travaillaient 12 mois par année et

leur distribution des subventions le prouvait. On voudrait que les députés de l'Union nationale aient honte de cette façon de procéder. Au contraire, cela constituait pour nous l'exécution d'un mandat.

Nous prouvions alors que nous nous occupions de tous les détails de l'administration provinciale dans l'intérêt du peuple, et l'on retrouve là la différence qui existe entre un député de l'opposition et un député du parti au pouvoir. Cette différence crève les yeux et le peuple le réalise d'une façon cruelle.

Le député du parti au pouvoir se tient au-dessus des problèmes que la population doit affronter tandis que celui de l'Union nationale, au contraire, reste au niveau de ses électeurs, écoute leurs requêtes et cherche des solutions pratiques à tous leurs problèmes.

Il agit véritablement comme l'intermédiaire entre le gouvernement et l'électeur. Loin d'avoir honte de cette pratique, nous nous en glorifions car nous étions près du peuple qui sait, aujourd'hui, où étaient ses véritables serviteurs.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il produit une lettre adressée par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy) le 14 août 1960, adressée à M. Albert Doyon, de Saint-Prospier de Dorchester qui, dit-il, prouve qu'il s'est vu octroyer une subvention le 15 mai 1960.

En effet, le ministre demande s'il a reçu le chèque qui lui a été envoyé par M. J.-D. Bégin et que sinon, il lui en enverra un autre. Or, dans une lettre en date du 22 août 1960, ce M. Doyon affirme n'avoir reçu sa subvention que le 5 juillet. Ce chèque était resté dans les mains du cantonnier du 15 mai au 5 juillet.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours de l'étude des estimations budgétaires, le document suivant a été déposé sur le bureau de la Chambre:

#### **Octrois pour engrais chimiques**

Par le premier ministre (l'honorable M. Lesage, Québec-Ouest):

Une lettre en date du 15 août 1960, adressée à M. Albert Doyon, concernant un chèque pour octrois. (Document de la session no 151)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 15, qui se lit comme suit:

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour l'achat d'engrais chimiques (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Ajournement

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le 24 mai 1961

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 72 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

### NOTES

1. *Le Droit* du 24 mai 1961, à la page 3, note que les bills 50, 65 et 69 ont été adoptés en moins deux minutes, et ce, au dire du *Nouvelliste* du 25 mai 1961, à la page 16, sans discussion.

2. Les journaux du 25 mai notent que le président intervient environ une heure après le début du débat sur la production du mémoire cité par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Courcy), et, selon *L'Événement* du même jour, à la page 26, environ deux heures après le début de l'étude de l'article 1 des crédits.

3. Expression qui signifie l'acceptation par le vaincu de conditions humiliantes et qui tire son origine dans la défaite des Romains en 321 av. J.-C. contre les Samnites à Caudium.

4. *La Presse* du 25 mai 1961, à la page 35, note que le signal du chef de l'opposition est diversement interprété de sorte que, pour certains, il est vu comme une invitation à poursuivre alors que, pour d'autres, c'est le contraire.

5. *Le Nouvelliste* du 25 mai 1961, à la page 16, ajoute que le député de Champlain (M. Bellemare) remet une liasse de documents à l'intérieur de son pupitre, referme le couvercle bruyamment et commence à lire un journal "d'un air tout à fait désintéressé".



Séance du jeudi 25 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ce sont huit projets de loi<sup>1</sup> des plus importants que je présente et qui constituent la grande charte de l'éducation pour le Québec. Je tiens à présenter en bloc ces projets de loi pour bien indiquer, dit-il, que le gouvernement offre à la province un programme d'ensemble dont tous les éléments sont reliés les uns aux autres et dont la réalisation totale peut seule assurer le progrès véritable de l'éducation.

L'avenir du Québec, et plus particulièrement du Canada français, est indirectement et intimement lié au développement de l'éducation. Seuls des progrès énormes et très rapides dans le domaine permettront au Québec de remplir vraiment son rôle pour le bien des citoyens qui le composent.

Si l'on ajoute aux huit projets loi le bill 64 concernant le financement des investissements universitaires, qui a été adopté en première lecture il y a deux semaines, on constate qu'aucun des secteurs de l'enseignement n'aura été négligé par le gouvernement dès sa première session au pouvoir. Le programme législatif contenu dans ces neuf lois d'éducation soumises à la Législature peut paraître ambitieux pour une seule session. Mais j'ai la conviction qu'il demeure néanmoins en deçà de la mesure à la fois des besoins et des destinées de notre peuple.

**Bourses pour  
personnel enseignant**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement.

Les bourses, dit-il, ne sont pas uniquement destinées aux bacheliers qui désirent embrasser la carrière de l'enseignement, mais aussi aux professeurs

déjà en exercice qui désirent acquérir le supplément de formation nécessaire pour leur permettre d'enseigner au niveau secondaire. Ces bourses sont exclusivement destinées à ceux qui veulent acquérir une formation universitaire plus avancée que celle donnée dans les écoles normales du département de l'Instruction publique. Les nouvelles bourses ne seront pas disponibles en nombre suffisant pour tous ceux qui doivent se préparer à l'enseignement dans les écoles publiques. Cet enseignement exige pour plusieurs années à venir un minimum de 1,500 à 2,000 nouveaux professeurs par année.

Les nouvelles bourses ont particulièrement pour but de revaloriser, dans l'opinion publique, la profession d'instituteur et d'attirer dans ce domaine l'élite des diplômés des collèges classiques et des écoles normales. La formation du personnel enseignant est le problème numéro 1 de l'éducation aujourd'hui. Les bourses de recherche varient de \$3,000 à plus de \$4,000.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Enseignement secondaire**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 81 pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire.

Toutes les commissions scolaires, dit-il, qui ont le nombre d'élèves suffisant peuvent, comme par le passé, organiser elles-mêmes, dans leurs propres écoles, les classes du cours secondaire. Dans le cas où une commission n'a pas le nombre d'élèves suffisant pour avoir ses propres classes, elle pourra se grouper avec d'autres en une petite fédération qu'on appellera commission scolaire régionale. Celle-ci sera alors chargée de s'occuper des classes du cours secondaire alors que les commissions scolaires locales continueront de s'occuper, comme auparavant, des classes du cours élémentaire de la 1<sup>re</sup> à la 7<sup>e</sup> année. Cette formule est particulièrement importante pour mettre l'enseignement secondaire à la portée des populations rurales de notre province. Il est à espérer qu'en dehors de circonstances tout à fait exceptionnelles, les collèges n'augmenteront pas les frais de scolarité qu'ils exigent actuellement de leurs élèves.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Gratuité de l'enseignement**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 82 concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire.

Le gouvernement du Québec, dit-il, établit dès cette année la gratuité absolue de l'école publique, la gratuité partielle des collèges et des institutions secondaires indépendantes, et même la gratuité des manuels. Les commissaires et les syndicats d'écoles ne pourront désormais exiger aucune rétribution mensuelle des enfants qui fréquentent les écoles confiées à leur administration.

Ces dispositions s'appliquent à tous les degrés, y compris la 12<sup>e</sup> année, ainsi qu'aux élèves de tous les cours d'études, y compris le cours classique dans les commissions scolaires. Elles s'appliquent également aux élèves qu'une commission scolaire reçoit en vertu d'une entente avec une autre commission scolaire. Elles s'appliquent enfin aux élèves qui fréquentent l'école secondaire d'une commission scolaire régionale. C'est en ce sens que le projet de loi décrète la gratuité absolue de l'école publique.

En vertu d'un autre projet de loi concernant l'organisation de l'enseignement qui augmente les revenus des commissions scolaires, celles-ci ont l'obligation d'assurer, jusqu'à concurrence de \$200, la gratuité complète de l'enseignement ainsi que le paiement des frais de scolarité des enfants domiciliés dans leur territoire et qui fréquentent un collège classique des éléments latins à la versification, ou une école secondaire indépendante de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année.

Quant à la gratuité des livres de classe, elle ne sera plus laissée à la discrétion des commissions scolaires. Celles-ci devront l'instituer dans leurs écoles. Les commissaires, par ailleurs, seront tenus de verser une allocation annuelle de \$12 par élève aux collèges classiques et aux institutions secondaires indépendantes qui fourniront gratuitement les manuels à leurs étudiants des éléments latins à la versification ou de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année.

La prolongation de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans n'entrera en vigueur que le 1<sup>er</sup> juillet 1962, car elle exigera, pour les seules écoles catholiques, la construction d'environ 500 classes supplémentaires et l'engagement de 700 nouveaux professeurs.

Grâce à ce délai d'un an, les commissions scolaires et le gouvernement lui-même seront en mesure d'éviter les inconvénients qu'une application

immédiate de la nouvelle loi n'aurait pas manqué d'entraîner.

C'est l'intention bien nette du gouvernement d'imposer la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Mais, pour la raison mentionnée plus haut, cette mesure ne peut être appliquée que graduellement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des subventions à l'enseignement**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles.

Le projet de loi, dit-il, selon un code de subventions statutaires, accorde à ces écoles indépendantes une assistance fixée à \$2,000 par degré et à \$75 par étudiant. Il faut toutefois que l'institution compte au moins 100 étudiants, dont 60 d'un degré supérieur à la 9<sup>e</sup> année. Si elle n'a pas ce nombre d'élèves, l'école ne recevra qu'une subvention de \$75 par étudiant.

Cet amendement bénéficiera à plusieurs dizaines de couvents dirigés par des communautés religieuses, à quelques écoles privées, et à certains collèges qui dispensent soit le cours général, soit le cours scientifique, soit le cours commercial.

Pour obtenir l'assistance financière, ces écoles secondaires indépendantes devront avoir rempli une condition: avoir été reconnues après le 1<sup>er</sup> mai 1961 par le comité catholique ou le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. D'après les règlements, cette reconnaissance est accordée à toute institution qui se plie aux conditions prescrites en ce qui concerne les programmes d'études, les manuels, le personnel enseignant, l'inspection scolaire, etc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Bourses d'études universitaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 84 concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques.

Le ministère de la Jeunesse, dit-il, a l'intention de procéder à une révision complète du régime de



bourses aux étudiants de notre province. Mais, en attendant cette révision générale, les étudiants des collèges sont placés sur un pied d'égalité avec les autres étudiants du niveau universitaire.

Ces étudiants des collèges classiques, inscrits au cours universitaire, deviendront alors éligibles aux bourses d'études et aux prêts du gouvernement, les élèves des classes de belles-lettres, de rhétorique et de philosophie étant placés sur le même pied que ceux des universités et d'autres institutions.

Jusqu'à maintenant, ces élèves des collèges classiques ne pouvaient recevoir l'assistance financière du gouvernement qui était accordée à tous les autres étudiants d'un niveau correspondant, soit 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> années, dans les écoles normales, les écoles d'infirmières, les écoles de métiers, les instituts de technologie et même ceux qui suivaient des cours par correspondance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Droit de vote aux élections scolaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 85 conférant aux parents le droit de vote aux élections scolaires.

Ce projet de loi, dit-il, a pour but de faire reconnaître dans les faits le rôle actif que doivent jouer les parents dans l'éducation de leurs enfants. Ainsi, le père et la mère d'un enfant de 18 ans ou moins auront désormais le droit de vote aux élections des commissaires d'écoles. Par la même occasion, le gouvernement propose d'étendre le droit de vote au conjoint, mari ou femme, du propriétaire.

On sait que, depuis au-delà de 100 ans, le droit de participer aux élections des commissaires d'écoles était réservé aux propriétaires d'un bien-fonds dans la municipalité. À l'époque où notre province était presque entièrement rurale, la qualité de propriétaire coïncidait presque toujours avec celle de chef de famille.

Mais, avec l'urbanisation de notre province, il y a longtemps qu'un très grand nombre de pères de famille ne sont pas propriétaires et, par conséquent, sont privés de toute participation aux élections scolaires. Cette situation sera corrigée par le projet de loi. Ce dernier est particulièrement long parce qu'il établit une procédure complète de préparation des listes d'électeurs: une procédure de révision, une procédure de mise en candidature et une procédure

de votation par scrutin secret. Tout ceci constitue une innovation dans notre droit scolaire.

Le présent projet de loi n'étend pas au locataire et son conjoint, parents d'un enfant de 18 ans ou moins, le droit d'être élus aux postes de commissaire, droit qui est actuellement réservé aux propriétaires d'un bien-fonds. Toutefois, le droit de devenir commissaire est étendu au conjoint du propriétaire. Il est assez fréquent dans nos villes que la propriété soit inscrite au nom de l'épouse. Le projet de loi aura pour effet de donner au mari en pareil cas le droit de devenir commissaire.

La situation inverse pourrait et devrait même se produire. Il exprime le vœu que, dans le cas où le mari est propriétaire, la femme s'intéresse à la chose scolaire et puisse contribuer à l'administration de nos écoles et à l'éducation de nos enfants en devenant commissaire.

Rappelons que la fonction de commissaire d'école n'est pas uniquement une fonction d'administration financière, mais aussi une fonction d'ordre pédagogique, et qu'il importe au plus haut point de voir les mères de famille participer à cet aspect de la vie scolaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Financement des commissions scolaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

Le projet de loi, dit-il, a pour objet de généraliser à travers toute la province la taxe d'éducation de 2 %, d'en confier la perception à la province, et d'en répartir le produit entre les commissions scolaires selon le nombre d'enfants et selon d'autres modalités prévues par la loi.

En généralisant cette taxe de 2 %, le gouvernement s'est rendu à la demande formulée par la Fédération des commissions scolaires de la province qui l'a demandée à plusieurs reprises. Lorsqu'elle est venue renouveler sa demande, au mois de mars dernier, le premier ministre a demandé à son président d'inviter chaque commission scolaire de la province à exprimer son opinion, soit en faveur, soit à l'encontre du projet.

Le résultat de cette consultation a maintenant été communiqué au gouvernement par le président de la Fédération des commissions scolaires. Huit cent cinq

commissions scolaires se sont exprimées. Elles sont dans une très large proportion de très petites commissions scolaires. Le gouvernement a donc décidé de se rendre à la demande des commissions scolaires.

Le projet de loi a pour but de coordonner l'administration de toutes les subventions aux commissions scolaires et autres institutions d'enseignement en la confiant au ministre. Seulement 95 ont manifesté leur opposition. Il reste 472 commissions qui n'ont pas exprimé leur attitude dans un sens ou dans l'autre. La caractéristique la plus importante du nouveau régime des subventions prévues, du point de vue de l'autonomie des commissions scolaires, c'est son caractère statutaire.

En vertu du projet de loi, les commissions d'écoles qui perçoivent actuellement la taxe de vente de 2 % à 1 % pour fins d'éducation cesseront de la percevoir à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain alors qu'entre en vigueur la taxe généralisée dans toute la province. Une clause du bill prévoit que toute commission scolaire recevra en vertu de la nouvelle loi au moins autant qu'elle recevait jusqu'à maintenant de la taxe de vente locale. Ce projet de loi sera particulièrement avantageux pour les commissions scolaires en dehors des grandes villes, car elles étaient jusqu'à maintenant défavorisées par la concentration des commerces en dehors de leur territoire.

La somme totale du fonds de subvention aux commissions scolaires, \$164,000,000, représente une augmentation de \$67,500,000 sur le chiffre qui était prévu au budget déposé par le premier ministre et ministre des Finances à la fin du mois de février dernier. Si l'on se rappelle que ce budget comportait lui-même une augmentation de \$13,000,000 par rapport au budget régulier présenté par l'Union nationale, il y a un an, le nouveau régime de subventions comporte une augmentation de \$80,000,000 par rapport au dernier budget régulier du gouvernement précédent.

En soustrayant de cette somme le montant d'environ \$35,000,000 qui a été perçu l'an dernier en taxes de vente locales, pour fins d'éducation, et qui était utilisé par les commissions scolaires, il reste que l'augmentation nette des sommes qui seront consacrées à l'éducation par les commissions scolaires au cours de la prochaine année est de \$45,000,000.

La nouvelle loi franchit une étape importante vers l'établissement d'un système de péréquation. Elle distribue une part importante des subventions en tenant compte de la condition financière des commissions scolaires. La nouvelle loi comporte

aussi une innovation: elle codifie dans un seul texte législatif toutes les subventions aux commissions scolaires qui étaient autrefois disséminées dans plusieurs lois. Cette codification a l'avantage de présenter clairement aux commissaires d'écoles et à tous les responsables de l'administration scolaire la politique d'ensemble du gouvernement provincial dans cette matière.

Elle indique aussi dans quel sens le gouvernement entend orienter sa contribution au financement des écoles publiques. Le projet de loi révèle qu'à cet égard, le gouvernement actuel vise à adapter son aide financière à la diversité des besoins actuels de l'enseignement primaire et secondaire.

Ce bill constitue un véritable code des subventions aux commissions scolaires, qui établit un régime cohérent et adéquat de subventions. Celles-ci seront intégrées dans une loi organique qui en définit non seulement la nature et les montants, mais aussi les modalités.

L'aide financière maximum prévue par la loi pour l'enseignement secondaire n'est accordée qu'aux commissions qui ont un nombre de 60 élèves au-dessus du niveau de la 9<sup>e</sup> année. Cette disposition a particulièrement pour but de faciliter l'établissement des commissions scolaires régionales dont les milieux ruraux de notre province ont un urgent besoin.

La loi favorise l'établissement d'une classe maternelle avant la première année du cours élémentaire. Elle encourage les commissions scolaires à organiser des classes d'enseignement accéléré pour les enfants les plus précoces et les plus doués. Enfin, elle offre des subventions beaucoup plus généreuses pour l'organisation de classes destinées aux enfants qui souffrent de déficience physique ou psychique. Les seules subventions qui ne soient pas soumises à des règles rigoureuses, mais qui continuent à être attribuées comme dans le passé, sont celles qui sont destinées à la construction et à la réparation des écoles.

Des normes statutaires sont en voie de préparation et elles seront mises à l'essai au cours des prochains mois, dans l'espoir qu'elles puissent être intégrées au code des subventions dans un avenir rapproché. Les commissions scolaires catholiques et protestantes de Montréal et Québec sont intégrées au système général.

Les tâches éducatives du surintendant et du département de l'Instruction publique se sont amplifiées à un rythme aussi rapide que les responsabilités financières de l'État. Le surintendant a la responsabilité des écoles normales, de l'inspection des écoles, de

l'élaboration des programmes d'étude, de l'approbation des manuels de classe et de l'aménagement des services scolaires. Des tâches nouvelles l'attendent de façon impérieuse dans des domaines qui ont été trop longtemps ignorés, notamment dans les domaines de l'orientation scolaire et professionnelle, celui de la radio et de la télévision scolaire. Par ailleurs, on reconnaît depuis plusieurs années déjà, dans notre milieu, que notre système scolaire n'est pas encore parvenu à se coordonner dans un ensemble cohérent.

Il appartient au Conseil de l'instruction publique et à son président, qui est le Surintendant de l'instruction publique, d'assurer la coordination qui s'impose d'un palier à l'autre et d'un secteur à l'autre de notre enseignement.

Le transfert des fonctions strictement financières du département de l'Instruction publique au ministère de la Jeunesse a pour but de faciliter l'établissement d'une politique financière d'ensemble pour les institutions d'éducation à tous les niveaux. En même temps, il dégagera le Surintendant pour ses tâches nouvelles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Bourses pour personnel enseignant**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement.

Adopté.

#### **Loi des subventions à l'enseignement**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolution relative au bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles.

Adopté.

#### **Bourses d'études universitaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 84 concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques.

Adopté.

#### **Financement des commissions scolaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

Adopté.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

#### **Loi des terres de colonisation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 77 modifiant la loi des terres de colonisation.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: Que l'article 18 de la loi des terres de colonisation, (Statuts refondus, 1941, chapitre 104), modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 37, par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 31, et par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 50, soit de nouveau modifié

a) en ajoutant, dans la première ligne du sous-paragraphe b du troisième alinéa, après les mots "s'il s'agit", les mots "de lots ou";

b) en ajoutant, dans la cinquième ligne du sous-paragraphe c du même alinéa, après le mot "ajouter", les mots "un autre lot ou".

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 modifiant la loi des terres de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois<sup>2</sup>.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je n'ai aucune objection à l'adoption de ce projet de loi soumis à la Chambre, car il se limite à apporter une correction au bill 7 voté au début de la session. Cela démontre que le gouvernement actuel a préparé trop vite ses textes de loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Un comité d'experts, dit-il, représentant tous les secteurs de l'industrie laitière du Québec, étudie présentement un projet de refonte complète de la loi de l'industrie laitière. Il s'agit, en définitive, d'exercer un meilleur contrôle sur la comptabilité des laiteries, des fabriques de beurre, de fromage, de lait en poudre, etc. On tiendra compte, dans la préparation de la nouvelle loi, de toutes les recommandations susceptibles de favoriser la promotion de l'industrie laitière.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un danger que d'autoriser les inspecteurs et les comptables de la Commission de l'industrie laitière à examiner les livres de comptabilité de toute fabrique et les documents concernant ses opérations. On devrait insérer dans la loi une clause qui stipulerait que les renseignements obtenus par les inspecteurs et les comptables de la Commission de l'industrie laitière soient gardés strictement confidentiels. Je crois qu'il faille écarter tout danger que ces renseignements soient divulgués dans le public.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Ces renseignements sont à l'intention du gouvernement et de la Commission de l'industrie laitière. Il n'est pas question de les divulguer. D'ailleurs, une refonte complète de notre loi de l'industrie laitière est en préparation. La nouvelle loi tiendra compte de toutes les recommandations utiles.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** pose une question sur l'uniformisation de la teneur en gras et d'autres solides du lait pour la consommation à l'état naturel.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Cette uniformisation se fera selon une base minimum.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** pose une question sur la surveillance des inspecteurs.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le bill leur permettra d'exercer une surveillance dans les cas où une laiterie s'adressera à des établissements tels qu'une beurrerie pour avoir du lait, si elle en manque.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Parfois une industrie manquant de lait s'adresse à des établissements tels qu'une beurrerie pour s'en procurer. Dans ce cas, il existe un danger: que le cultivateur reçoive le prix du lait destiné à être transformé en beurre et non le prix du lait devant être consommé à l'état naturel.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** La refonte de la loi devrait être possible d'ici un an. On tiendra compte de toutes les recommandations susceptibles de l'améliorer. Les pouvoirs conférés aux inspecteurs leur permettront ainsi d'exercer une surveillance à ce sujet.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 73 sans l'amender.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 3 heures<sup>3</sup>**

#### **Projets de loi:**

##### **Succédanés de produits laitiers**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 sur les succédanés de produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi, dit-il, adoptée lors de la session 1953-1954<sup>4</sup>, parle des succédanés comme de produits ressemblant au beurre et fabriqués avec de l'huile végétale et du gras animal. Le projet de loi soumis à l'approbation de la Chambre donne une interprétation plus large.

Une enquête que nous avons fait faire par le ministère de l'Agriculture établit que, malgré l'interdiction qui a été décrétée, quelque 25,000,000 de livres de margarine colorée sont vendues illégalement

chaque année dans la province de Québec sous le nom de "spread". J'ai en main un rapport du ministre de l'Agriculture de l'Ontario à ce sujet.

Des analyses de laboratoire ont été effectuées sur mes ordres par le ministère sur trois échantillons, à Winnipeg et dans l'Ontario. On a découvert que plusieurs marques de "spread" vendues dans les épiceries de Montréal sont vendues dans l'Ouest et l'Ontario pour de la margarine, sauf qu'ici ce produit est coloré jaune.

Après avoir constaté que 50 % des produits présentés comme des "spreads" dans notre province, sont, en fait, de la margarine, et après avoir reçu des représentations de la part de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), le gouvernement libéral a décidé de modifier la loi et de légaliser la fabrication et le commerce des succédanés du beurre. L'U.C.C. a donné son approbation.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le projet de loi soumis à la Chambre vise à réglementer la fabrication et la vente des succédanés du beurre. L'Union catholique des cultivateurs, à son dernier congrès et lors de la présentation de son dernier mémoire au gouvernement, a décidé de ne plus s'opposer à la fabrication et à la vente de ces produits. Les cultivateurs ont été trompés quand les dirigeants de l'U.C.C. leur ont fait accepter une résolution concernant tous les succédanés du beurre. Il était alors question d'accepter les produits à base de gras animal, mais certainement pas ceux à base d'huiles végétales.

Il faut toutefois bien comprendre la position prise par l'U.C.C. Celle-ci ne s'oppose plus à la vente de succédanés du beurre à base de gras animal, comme les "spreads". Mais elle n'en persiste pas moins dans son opposition à la vente des succédanés à base d'huiles végétales comme la margarine. Car, dans le premier cas, la matière première vient de nos fermes, alors que, dans le second, il s'agit de marchandises importées de pays étrangers. Il n'est pas dans l'intérêt des cultivateurs de légaliser la margarine.

Le commerce de la margarine au Canada et aux États-Unis, en Angleterre et partout, est contrôlé par quelques gros financiers, par de grandes entreprises qui ont constitué une menace à l'agriculture de ces pays. Je dis immédiatement que, si le gouvernement légalise la vente de la margarine, il ne rencontrera pas l'approbation des cultivateurs de la province de Québec. La légalisation prévue par le projet de loi entraînera une diminution des ventes de beurre au Québec. Conséquemment, nos cultivateurs considéreront la mesure comme une menace sérieuse à la prospérité et à la stabilité de l'industrie laitière.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** L'étiquette "spread", malgré son apparence légale, cache fréquemment un succédané illégal. Aucun établissement laitier ne pourra, en vertu de la nouvelle loi, fabriquer les succédanés du beurre. Ceux-ci devront, par ailleurs, être clairement indiqués. Je tiens donc à donner un avertissement bien clair. Des fabricants ont pris sur eux de dire aux détaillants qui vendaient du "spread" coloré ou de la margarine: "Allez-y! Si vous êtes poursuivis, nous paierons la note". Eh bien! Je tiens à leur dire aujourd'hui que cette pratique va cesser. Ces commerçants seront poursuivis impitoyablement. La margarine et les "spread" qui sont destinés au marché de la province de Québec sous la nouvelle législation du gouvernement ne seront pas colorés pour que ces produits ne passent pas pour du beurre.

Le projet de loi présenté vise à protéger à la fois l'industrie laitière et les consommateurs. Ces derniers ont souvent été trompés par la présence sur les étalages d'emballages d'un produit qui ressemblait au beurre. C'est ce qu'il faut faire cesser. Le projet soumis à la Chambre est une mesure positive qui permettra la vente des succédanés du beurre à certaines et suivant des normes qui seront bien déterminées.

À l'occasion de son congrès de Trois-Rivières, l'U.C.C. a adopté une résolution qui a été soumise au Conseil des ministres et sur laquelle est fondé le projet de loi. Aussi, je me refuse à admettre la déclaration du député de Lotbinière (M. Bernatchez) à l'effet que l'U.C.C. s'est prononcée formellement contre la vente de la margarine. Il cite le compte rendu de l'U.C.C. La seule conclusion que je peux voir, c'est que l'U.C.C. va cesser de s'opposer, à condition que la coloration et l'emballage des succédanés soient contrôlés par une loi qui sera respectée. Et je puis donner ici l'assurance que tous les moyens seront pris afin que la nouvelle loi soit respectée.

**M. Johnson (Bagot):** La margarine est fabriquée de 90 % à 95 % de produits importés, soit d'huiles végétales. Si le gouvernement libéral, dont le premier ministre faisait partie quand il était à Ottawa, n'avait pas permis l'importation des huiles végétales, l'industrie agricole s'en porterait mieux. Les cultivateurs ont le droit de demander aux ouvriers de faire le même sacrifice que les cultivateurs consentent pour les protéger.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Nul ne peut fabriquer ou vendre en gros un succédané, à moins d'avoir obtenu du ministre un permis de fabriquer ou, selon le cas, un permis de vente en gros.

"Nul ne peut vendre en détail un succédané obtenu d'une personne ne détenant pas un permis de fabrication ou de vente en gros, à moins d'avoir obtenu un permis du ministre.

"Ces permis sont annuels et expirent le 31 décembre de l'année pour laquelle ils sont délivrés."

**M. Johnson (Bagot):** La législation de la vente de la margarine par ce bill est une erreur de jugement et d'injustice. Au sujet de la fabrication et du commerce des succédanés du beurre, je me demande pourquoi les dirigeants de l'U.C.C. ont changé leur fusil d'épaule. Que s'est-il passé de 1959 à 1960 pour expliquer cette conversion subite de la part de l'U.C.C.?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'invoque le Règlement.

**M. Johnson (Bagot):** Ça fait mal?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Qu'on suive le Règlement! Qu'on s'en tienne à l'article à l'étude!

La session traîne en longueur parce que l'opposition s'écarte à tout bout de champ des règlements de l'Assemblée. Si le député veut faire un discours politique, il aura le loisir de le faire en troisième lecture.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre ne devrait pas perdre patience.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je suis tanné du représentant de Bagot!

**M. Johnson (Bagot):** Je le savais, mais le premier ministre n'est pas aussi tanné de moi que la population l'est du premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** (Faisant un grand geste de la main) Le député de Bagot a besoin de faire attention, sinon je prendrai les moyens nécessaires pour le faire disparaître à tout jamais de la carte électorale de la province<sup>5</sup>!

(Des députés à gauche claquent leur pupitre)

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre donne bien là sa taille naturelle! Ce n'est pas son chantage qui va nous effrayer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai qu'à décréter des élections générales et le député de Bagot sera balayé de la carte politique avec le reste<sup>6</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne crains pas les menaces du premier ministre. Voilà qu'il veut me faire tuer!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas mon intention d'utiliser le revolver.

**Des députés ministériels:** Comme Danny Boy<sup>7</sup>!

**M. Johnson (Bagot):** Si le premier ministre veut faire du chantage, il manque son coup! S'il veut faire appel à la commission Salvas...

**M. le président** rappelle le député de Bagot à l'ordre. Qu'on revienne à l'article 3<sup>8</sup>!

**M. Johnson (Bagot):** Il est mauvais, car il laisse à la discrétion du gouvernement le soin de permettre la fabrication et la vente de la margarine. De plus, l'application de la loi sera difficile. Les cultivateurs en souffriront, car les huiles végétales à la base de ce produit viennent de l'étranger. En 1959, l'U.C.C. nous blâmait de ne pas appliquer la loi contre la margarine et les "spreads" colorés. Un an après, elle change d'idée. Il est vrai de dire que depuis, il y a eu des élections.

Peut-être qu'il existe d'autres motifs dont on ne parle pas. Quand les cultivateurs sont trahis par le gouvernement ou l'U.C.C., c'est le devoir d'un député qui représente un comté agricole de se lever pour les défendre. J'aimerais savoir qui a reçu les 30 deniers<sup>9</sup> dans cette affaire?

**M. le président:** À l'ordre!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. le président, je vous demande de faire rapport à la Chambre des paroles du député de Bagot.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous faire rapport qu'à la demande de l'honorable premier ministre, les paroles suivantes, prononcées par le député de Bagot (M. Johnson), ont été notées: "Quand les cultivateurs sont trahis par le gouvernement ou l'U.C.C., c'est le devoir d'un député qui représente un comté agricole de se lever pour les défendre".

La Chambre poursuit ses travaux en comité plénier.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Nul ne peut fabriquer ou vendre en gros un succédané, à moins d'avoir obtenu du ministre un permis de fabriquer ou, selon le cas, un permis de vente en gros.

"Nul ne peut vendre en détail un succédané obtenu d'une personne ne détenant pas un permis de fabrication ou de vente en gros, à moins d'avoir obtenu un permis du ministre.

"Ces permis sont annuels et expirent le 31 décembre de l'année pour laquelle ils sont délivrés."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons le droit de répondre au premier ministre.

**M. le président:** À l'ordre! On n'a pas le droit de critiquer une décision du président du comité.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La question posée par mon collègue est une conséquence de l'article que nous étudions. Le gouvernement veut nous imposer le baïllon.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que nous n'avons plus le droit de défendre les cultivateurs?

**M. Meunier (Bourget)** exhibe un journal<sup>10</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On voit que le député aime les choses sales.

**M. Meunier (Bourget):** C'est vous qui êtes sale! Sale de peinture<sup>11</sup>!  
(Tumulte)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement préfère nous salir avec cette commission royale et son enquête policière.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est certes pas agréable de débarbouiller l'Union nationale, car il serait difficile de nettoyer ceux qui se sont salis eux-mêmes, mais l'expression du chef de l'opposition n'est pas parlementaire. M. le président, je vous demande de la lui faire retirer. On n'a pas le droit de parler ainsi de la Commission.

**M. le président:** Le chef de l'opposition n'a pas le droit...

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je dis que c'est une commission policière, politique et partisane. Et je n'ai rien à retirer à cela.

**M. le président:** Le chef de l'opposition aggrave son cas. Je lui demande de retirer l'expression qu'il vient de dire.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Commission policière, politique et partisane! Je ne retirerai rien, M. le président. J'en appelle de votre décision.

**M. le président:** Je vais faire rapport à l'Orateur de la Chambre.

**Des députés:** Commission pharisienne! Sale vase<sup>12</sup>!

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'article 3 du bill 74, le chef de l'opposition (M. Talbot) a mentionné la Commission royale Salvas, et l'a qualifiée "d'enquête policière, politique et partisane", y rattachant en même temps l'épithète "salissage". J'ai demandé au chef de l'opposition de

retirer cette expression que j'ai considérée comme étant non parlementaire. Le chef de l'opposition a refusé de retirer lesdites expressions et en appelle à la Chambre de ma décision. Je fais ce rapport à la Chambre pour qu'elle se prononce.

**M. l'Orateur** demande au chef de l'opposition s'il persiste dans son attitude.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'invoque l'article 75 du Règlement.

**M. l'Orateur:** Alors, qu'on prenne le vote.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenaault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Laroche, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plante, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 27.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

#### Décisions de l'Orateur:

##### Peines disciplinaires, rapport nominatif à l'ordre

**M. l'Orateur:** J'ordonne au député de Chicoutimi (M. Talbot) de retirer les mots "politique, policière et partisane" et "salissage".

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'invoque l'article 75 du Règlement en vertu duquel j'ai droit...

**M. l'Orateur:** Vous aviez le droit d'exposer les privilèges qu'accordent l'article 75 quand le président du comité vous a rappelé à l'ordre, mais vous ne l'avez pas exercé. Il y a eu un vote de la



Chambre. Donc, à ce moment-ci, il ne s'agit que d'une chose, à savoir de retirer vos paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je diffère d'opinion avec vous. J'ai le droit de m'expliquer.

**M. l'Orateur:** Je vous intime l'ordre, une deuxième fois, de retirer vos paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai le droit de...<sup>13</sup>

**M. l'Orateur:** Pour la troisième et dernière fois, j'ordonne au député de retirer ses paroles.

**M. Talbot (Chicoutimi):** (D'une voix forte)  
Je ne les retire pas!  
(Applaudissements à gauche)

**M. l'Orateur:** Je rappelle M. Antonio Talbot, député de Chicoutimi, à l'ordre<sup>14</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
La Chambre, de nouveau en comité<sup>15</sup>.

**Des voix de l'opposition:** Dictature! Bâillon!

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 74.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Nul ne peut fabriquer ou vendre en gros un succédané, à moins d'avoir obtenu du ministre un permis de fabriquer ou, selon le cas, un permis de vente en gros.

"Nul ne peut vendre en détail un succédané obtenu d'une personne ne détenant pas un permis de fabrication ou de vente en gros, à moins d'avoir obtenu un permis du ministre.

"Ces permis sont annuels et expirent le 31 décembre de l'année pour laquelle ils sont délivrés."

**M. Johnson (Bagot):** Toutes les précautions devraient être prises pour que les détaillants soient protégés par le système de réglementation. Comment le détaillant s'y prendra-t-il pour avoir l'assurance que le grossiste possèdera un permis? Il est à craindre que la margarine soit fabriquée en Ontario

ou dans une autre province, car personne n'osera s'installer pour la fabriquer dans la province de Québec. En effet, on ne trouvera pas ici la garantie de stabilité sur laquelle doit compter une industrie.

#### **L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

Le député de Bagot (M. Johnson) dit que le gouvernement et l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) ont trahi. Ceux qui ont trahi sont plutôt les hypocrites qui ont laissé entrer annuellement dans le Québec, pendant cinq à sept ans, quelque 25,000,000 de livres de margarine sous l'étiquette du "spread", en dépit de la loi.

Nos fabriques, beurrieres, laiteries et autres établissements du genre ont besoin d'un permis annuel. La loi demande que celui qui fabrique un succédané du beurre possède un permis annuel, et cela, afin de permettre le contrôle. Quant au détaillant, on lui laisse la liberté d'acheter où il veut, pourvu que son fournisseur ait un permis.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** L'attitude de la direction de l'U.C.C. en face du problème des succédanés du beurre s'est modifiée au cours de 1959-1960, soit pendant l'année marquée par les élections générales du 22 juin, par l'avènement des libéraux au pouvoir, puis par la nomination de trois chefs du groupement agricole au sein de commissions gouvernementales.

#### **L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)**

reproche au député de Trois-Rivières d'attaquer les dirigeants de l'U.C.C. Ce sont, dit-il, des gens qui ne font pas de politique.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il y a un danger pour les petits commerçants dans le fait que l'émission du permis par le ministre lui donne un droit de regard sur ces commerçants. Ceci est contraire à toute l'économie du commerce québécois.

#### **L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

Les permis des laiteries et des beurrieres sont donnés de façon permanente. Mais les permis de fabricants de succédanés du beurre sont renouvelables tous les ans. Ainsi, celui qui commettrait un acte illégal risquerait de perdre son permis.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Le gouvernement fait un tort considérable aux agriculteurs de la province en légalisant la vente de la margarine.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** seconde les paroles du député de Témiscamingue.

**M. Johnson (Bagot):** Le député de Richmond (l'honorable M. Lafrance), quand il siégeait dans l'opposition, disait que seul un gouvernement malsain pouvait permettre la vente de la margarine.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** J'accusais alors le gouvernement de ne pas empêcher la violation de la loi.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):** Le député de Bagot ne devrait pas oublier que l'opposition libérale a voté contre la loi interdisant la vente de la margarine.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet."

L'étude de l'article 16 est suspendue.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 heures<sup>16</sup>**

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 54 modifiant la loi du ministère des pêcheries;

- bill 55 modifiant la loi de la pêche;
- bill 57 concernant la Confédération des syndicats nationaux;
- bill 58 modifiant la loi de la chasse;
- bill 59 favorisant l'expansion des coopératives agricoles;
- bill 60 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 63 concernant les pensions des employés d'Hydro-Québec;
- bill 68 relatif aux licences de mariage;
- bill 71 modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 66 modifiant la charte de la cité de Montréal, 1960, relativement aux juges municipaux, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant le deuxième paragraphe qui commence par les mots "Le procureur général".

2. L'article 2 est modifié en ajoutant, à la suite des mots "d'une démission acceptée", à la page 2, l'alinéa suivant:

"Cependant, un juge municipal qui reçoit déjà une pension en vertu de la charte, et qui acquiert le droit de recevoir de la cité la pension prévue à l'article 1108, n'a droit qu'à la plus élevée des deux pensions."

#### **Projets de loi:**

##### **Juges municipaux, Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 66 modifiant la charte de la cité de Montréal, 1960, relativement aux juges municipaux.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 70 concernant les municipalités du comté d'Hochelaga et du village minier de Pascal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lignes, les mots: "les fonctions du secrétaire-trésorier du comté d'Hochelaga" par ce qui suit: "les fonctions de secrétaire-trésorier du comté d'Hochelaga".

#### **Projets de loi:**

##### **Pascal et municipalités dans Hochelaga**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 70 concernant les municipalités du comté d'Hochelaga et du village minier de Pascal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en insérant dans la première ligne, après les mots: "Les frais encourus" ce qui suit: "par les parties représentées devant la Législature par procureurs".

#### **Projets de loi:**

##### **Succession Trefflé Berthiaume**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 50 instituant les allocations scolaires;
- bill 56 concernant les agents ou délégués généraux de la province;
- bill 65 concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie;
- bill 67 constituant l'Office des autoroutes du Québec.

#### **Projets de loi:**

##### **Succédanés de produits laitiers**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 74 sur les succédanés de produits laitiers.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet."

**L'honorable M. Courey (Abitibi-Ouest)** présente un amendement. Celui-ci, dit-il, est motivé par le fait que le Conseil exécutif n'aurait pas eu le temps nécessaire, d'ici le 1<sup>er</sup> juillet, pour élaborer les règlements qui régiront la vente de la margarine.

La séance est suspendue.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 50 Loi instituant les allocations scolaires;
- 54 Loi modifiant la loi du ministère des pêcheries;
- 55 Loi modifiant la loi de la pêche;
- 56 Loi concernant les agents ou délégués généraux de la province;
- 57 Loi concernant la Confédération des syndicats nationaux;
- 58 Loi modifiant la loi de la chasse;
- 59 Loi favorisant l'expansion des coopératives agricoles;
- 60 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;
- 63 Loi concernant les pensions des employés d'Hydro-Québec;
- 65 Loi concernant l'aide des corporations municipales à l'industrie;
- 66 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal, 1960, relativement aux juges municipaux;
- 67 Loi constituant l'Office des autoroutes du Québec;
- 68 Loi relative aux licences de mariage;
- 70 Loi concernant les municipalités du comté d'Hochelaga et du village minier de Pascalis;
- 71 Loi modifiant la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal;
- 122 Loi concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- 72 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

## Projets de loi:

### Succédanés de produits laitiers

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 74 sur les succédanés de produits laitiers.

## En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude de l'article 16, qui se lit comme suit:

"16. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet."

Cet article est amendé et le mot "juillet" est remplacé par "août". Il se lit désormais comme suit: "La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1961".

L'amendement est adopté.

L'article 16, ainsi amendé, est adopté.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 74 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

### Amélioration des fermes

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 pour

faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet principal du projet de loi, dit-il, est de faciliter les emprunts des caisses populaires et des banques aux cultivateurs, avec la contribution du gouvernement au paiement de l'intérêt, sur la base de 3 %, sur tout emprunt n'excédant pas \$3,000.

Le projet de loi a été préparé après une étude sérieuse de toute la question de prêts pour l'organisation et l'amélioration des fermes. J'ai rencontré les représentants des banques qui m'ont informé que l'ancienne loi ne pouvait s'appliquer, parce que la charte des banques ne leur donnait pas le privilège de prêter sur nantissement. On a tenté d'inclure dans le projet de loi tout ce qui peut contribuer à permettre l'application de l'article 88 de la loi des banques, de façon à ce qu'elles puissent prêter.

J'ai également étudié le problème avec le sénateur Cyrille Vaillancourt, représentant des caisses populaires. De part et d'autre, j'ai reçu l'assurance que la nouvelle loi pourra servir, telle que rédigée, au consentement des prêts par les banques et par les caisses, afin d'organiser et améliorer les fermes.

L'enregistrement du nantissement chez les secrétaires-trésoriers des municipalités est une autre cause qui explique le petit nombre de prêts consentis en vertu de la loi actuelle, car ils ne savent pas trop comment procéder. C'est pour cette raison d'ailleurs que la loi du nantissement agricole a été modifiée.

**M. Johnson (Bagot)** fait l'éloge de la loi que l'on veut abroger. Celle-ci, dit-il, fut passée par le gouvernement de l'Union nationale l'an dernier. J'en attribue le crédit, en bonne part, au député de Lotbinière (M. Bernatchez). Cette loi a rendu de grands services aux cultivateurs de la province. La nouvelle loi n'apporte rien de nouveau.

Je m'élève contre la clause de la loi qui prévoit qu'un cultivateur qui obtient un remboursement d'intérêt à la suite de fausses déclarations est de plein droit déchu du droit au remboursement et doit rendre à l'Office du crédit agricole ce qu'il a reçu. C'est du droit nouveau au détriment du cultivateur.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** On trouve une clause semblable dans la loi des allocations familiales et les autres.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité siège durant quelque temps.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: Que les sommes dues en conséquence des garanties prévues par la loi qui accompagne la présente résolution seront payables sur le fonds consolidé du revenu, et les autres dépenses, sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 75 après l'avoir amendé<sup>17</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

### Loi des relations ouvrières

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 modifiant la loi des relations ouvrières soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet de loi, dit-il, est de réduire les délais de conciliation et d'arbitrage dans les différends entre patrons et ouvriers et de créer un troisième banc pour accélérer l'audition des causes de la Commission des relations ouvrières.

C'est la plus belle loi de relations ouvrières de tous les temps parce qu'elle fera l'unanimité chez les employeurs et les employés.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie les articles 3 et 4, qui se lisent comme suit:

"3. L'article 12 de ladite loi est modifié en remplaçant dans la sixième ligne les mots "à la Commission" par les mots "au ministre".

"4. L'article 13 de ladite loi est modifié en retranchant dans les première et deuxième lignes les mots "la Commission en informe" et le mot "qui".

**M. Bellemare (Champlain):** Ces articles enlèvent à la Commission l'une de ses principales prérogatives, puisqu'il est maintenant stipulé qu'en cas de désaccord durant leurs délibérations, les parties en informeront le ministre au lieu de la Commission.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ces articles sont uniquement là pour éviter des délais et la bureaucratie.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"14. Le conciliateur fait rapport au ministre dans les quatorze jours de la réception de ses instructions ou dans le délai ultérieur dont les parties conviennent par écrit.

"Si le rapport atteste que l'entente n'a pas été possible, le ministre nomme un conseil d'arbitrage suivant la loi des différends ouvriers de Québec (chapitre 167), le rapport du conciliateur tenant lieu de la demande prévue en ladite loi.

"Le conseil d'arbitrage ainsi nommé doit faire rapport dans les quarante-cinq jours suivant la date du rapport du conciliateur, en déclarant simplement s'il y a eu entente ou si le désaccord persiste, à moins que les parties ne conviennent par écrit de s'en rapporter à sa décision."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'unanimité s'est faite sur cette disposition entre patrons et ouvriers, au Conseil supérieur du Travail.

**M. Bellemare (Champlain):** Je suis surpris qu'il en fut ainsi.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. La dite loi est modifiée en insérant, après l'article 35, le suivant:

"35*b*. Les décisions de la Commission doivent être motivées, communiquées aux parties et gardées dans un greffe accessible au public.

"Le présent article ne s'applique pas aux décisions relatives à une autorisation visée à l'article 49."

**M. Bellemare (Champlain):** C'est très bien. C'est un très bon article. Je félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) d'avoir inclus une clause à cet effet dans la loi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il y a exception pour les poursuites pénales contre les employeurs ou les employés parce que, s'il en était autrement, cela créerait un préjudice devant les tribunaux.

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 et 12 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 78 sans l'amender.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des conditions de l'habitation

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Maltais (Québec-Est):** Il y a une amélioration quant aux maxima prévus par la nouvelle loi. Et c'est fort heureux! En effet, la valeur des matériaux et de la main-d'œuvre a augmenté. L'évaluation des propriétés s'est aussi accrue. La présente administration ne trouve rien de mieux à

dire que de continuer dans la voie tracée par l'Union nationale à cet égard. En 1948, nous étions dans la période la plus aiguë de la crise du logement.

La loi d'habitation, passée par l'Union nationale cette année-là, est venue à son heure et a rendu des services qu'on ne louera jamais trop. Dans un comté comme le mien, les bienfaits ont été évidents. On a vu naître de nouvelles paroisses, et ce fut la même chose dans les autres comtés de la province.

Il se réjouit de constater, dit-il, que le gouvernement augmente le montant mis à la disposition de l'Office du crédit agricole, service de l'habitation familiale, pour le paiement de la ristourne de 3 %. De même, il est heureux que l'on augmente le maximum de la valeur réelle de la construction et du terrain pour l'octroi d'un prêt. Dorénavant, suivant le texte, des prêts pourront être consentis jusqu'à concurrence de 95 % des premiers \$12,000 de la valeur réelle de toute habitation nouvelle, y compris le terrain, et 70 % de l'excédent.

Cette mesure s'impose maintenant que l'évaluation des propriétés a augmenté dans des proportions notables. Dans mon comté, il y a des maisons dont l'évaluation municipale a doublé en un an. Des propriétaires, qui payaient \$200 en taxes municipales, ont vu leur compte de taxes monter à \$400 du jour au lendemain, par suite de l'évaluation scientifique. À la lumière de tout cela, je crois qu'on pourrait accroître à \$13,500 le montant maximum de la valeur de la propriété sur laquelle un prêt peut être consenti.

**M. Bellemare (Champlain)** seconde les propos du député de Québec-Est (M. Maltais). L'on pourrait même, dit-il, porter ce maximum à \$15,000.

Le *Commercial News* de Toronto, dans l'édition du 7 mai, dit que le Québec est un exemple pour toutes les provinces en ce qu'il a fait pour stimuler la construction domiciliaire. En 12 ans, d'après cette publication, la loi de l'habitation du Québec de l'ancien gouvernement a permis la construction de 40,000 nouvelles maisons pour la période se terminant au mois de juillet 1960.

J'endosse entièrement le point de vue de mon collègue de Québec-Est. J'estime qu'on devrait continuer la graduation quant aux taux de l'intérêt et quant à la base des emprunts également. Je suis d'avis que, dans les conditions actuelles, on pourrait même porter la base des emprunts à \$15,000.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose: 1. Que l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, et par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau modifié, en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe *b*), le millésime "1961" par le millésime "1962".

2. Que l'article 3 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"3. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les caisses populaires et les sociétés de prêts sont autorisées à prêter jusqu'à concurrence de quatre-vingt-quinze pour cent des premiers douze mille dollars de la valeur réelle de toute habitation nouvelle, y compris le terrain, et de soixante-dix pour cent de l'excédent. La valeur réelle de la construction et du terrain est déterminée par la caisse populaire ou la société de prêts qui fait le prêt, mais elle ne peut en dépasser le coût.

"Ces prêts peuvent être consentis pour une période n'excédant pas trente ans."

3. Que l'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 9, et par l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter, aux fins de la présente loi, une somme totale de cent cinq millions de dollars."

**M. Johnson (Bagot):** Ces dispositions de la loi sont moins généreuses que la loi originale passée par l'Union nationale.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

#### Travaux de la Chambre:

##### Projets de loi à étudier à la prochaine séance

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
La Chambre, dit-il, abordera demain l'étude en



deuxième lecture du bill 41 concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et les colons. Elle passera ensuite à la troisième lecture des bills approuvés en deuxième lecture aujourd'hui et à la deuxième lecture du bill 61 concernant la loi des travaux publics. S'il reste du temps, j'appellerai le bill 79 concernant l'embellissement de la cité de Québec. La Chambre retournera ensuite aux crédits de l'Agriculture et de la Colonisation.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *Le Montréal-Matin* du 26 mai 1961, à la page 10, note qu'il faut environ 30 minutes au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) pour présenter les huit projets de loi sur l'éducation. *Le Devoir* du même jour, à la page 3, précise que les députés ministériels applaudissent le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) durant son discours.

2. *Le Soleil* du 26 mai 1961, à la page 19, note que le projet de loi ne suscite aucun débat lors de sa deuxième et troisième lecture.

3. Aucun journal ne nous informe à quel moment les débats sont suspendus.

4. Voir les débats des 3 et 4 décembre 1953 sur ce projet de loi (bill 7) devenu la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 6.

5. *L'Action catholique* du 26 mai 1961, à la page 18, note que le député de Bagot (M. Johnson) déclara quelques semaines auparavant, sur un ton sarcastique, que le comté de Bagot allait disparaître lors d'un remaniement de la carte électorale.

6. Selon *Le Montréal-Matin* du 26 mai 1961, à la page 5, le premier ministre est "rouge de colère" lorsqu'il répond au député de Bagot (M. Johnson).

7. Il s'agit d'un sobriquet donné à M. Daniel Johnson.

8. Selon le *Quebec Chronicle-Telegraph* du 26 mai 1961, à la page 3, l'échange entre le premier ministre et le député de Bagot (M. Johnson) se déroule lors de l'étude en deuxième lecture du bill 74.

9. Référence à l'apôtre Judas qui reçut 30 deniers pour livrer Jésus au Sanhédrin, tribunal religieux juif.

10. *Le Devoir* du 26 mai 1961, à la page 1, ajoute que le journal porte la manchette suivante: "Autres hauts personnages reliés aux commissions. MM. Talbot, Sauvé et Maurice Bellemare cités par un témoin à l'enquête sur l'Union nationale".

11. Les journaux du 26 mai 1961 rapportent que le chef de l'opposition, à l'époque où il était ministre des Transports dans le gouvernement Duplessis, aurait ordonné à un fabricant de peinture de payer \$9,000 en ristourne à six partisans unionistes.

12. *Le Devoir* du 26 mai 1961, à la page 1, note que les députés se lancent des invectives alors que le président du comité rédige le rapport à l'Orateur de la Chambre.

13. Selon des journaux du 26 mai 1961, le chef de l'opposition se lève pour parler, mais est coupé aussitôt par l'Orateur de la Chambre.

14. Selon *Le Nouvelliste* du 26 mai 1961, à la page 13, à peine cinq minutes séparent ce moment de la fin de l'échauffourée verbale entre le député de Bagot (M. Johnson) et le premier ministre. Les journaux du même jour notent que le chef de l'opposition est rappelé à l'ordre à 4 heures.

15. Selon *Le Nouvelliste* du 26 mai 1961, à la page 23, c'est l'Orateur qui prononce ces paroles. *Le Devoir* du même jour, à la page 5, note qu'un silence de quelques secondes fait suite à l'intervention de l'Orateur, dans l'optique qu'une proposition d'expulsion contre le chef de l'opposition serait proposée par le premier ministre.

16. Aucun journal ne nous informe à quel moment les débats sont suspendus.

17. Les journaux ne nous rapportent aucun débat quant aux amendements apportés en comité plénier. Pour prendre connaissance desdits amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.



Séance du vendredi 26 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Travaux de la Chambre:**

**Projets de loi des universités de  
Trois-Rivières, Sainte-Marie et Loyola**

**M. Johnson (Bagot):** À ce stade avancé de la session, à quel moment le premier ministre entend-il convoquer le comité des bills privés et le comité des bills publics pour prendre connaissance des projets de loi 220, 146 et 111 concernant les projets d'université de Trois-Rivières, Sainte-Marie et Loyola?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai échangé une volumineuse correspondance avec les promoteurs de ces projets de loi. Je ferai connaître à la Chambre les décisions qui auront été prises par le gouvernement lorsque la correspondance aura été complétée et que j'aurai eu le temps de l'étudier.

**Projets de loi:**

**Bois à pulpe**

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans la plupart des régions de la province, dit-il, en dépit des dispositions de la loi des marchés agricoles et de l'établissement de nombreux offices des producteurs de bois de pulpe, les prix payés aux cultivateurs et aux colons pour leur bois à pâte ont été trop bas ces dernières années. De plus, les cultivateurs et les colons ont souvent rencontré beaucoup de difficultés à disposer de leur bois. En certaines régions de la province particulièrement atteintes par le chômage, les producteurs de bois de pulpe sont exaspérés de la situation sans issue dans laquelle ils se trouvent.

Le gouvernement de la province de Québec est bien décidé à mettre fin au désordre déplorable qui règne depuis plusieurs années dans ce commerce. C'est précisément le but proposé par le bill 41. Ce faisant, le gouvernement ne fait que son devoir et il remplit ainsi la promesse qu'il a faite aux intéressés avant le 22 juin 1960. Les compagnies de pâtes et papiers se plaignent du manque de bois, mais elles ne sont pas disposées à payer le prix pour le bois disponible. On ne peut laisser se perpétuer cette anarchie qui a trop longtemps duré, dans l'intérêt même de la paix sociale. En effet, le malaise qui en résulte dans maintes entreprises agricoles oblige l'administration à payer des millions de dollars supplémentaires en aide sociale et en assistance-chômage.

On sait que le bill 41 donne ainsi au ministre des Terres et Forêts et au gouvernement des pouvoirs bien définis pour réglementer l'achat par tout commerçant de bois à pâte coupé par les cultivateurs et les colons, pour déterminer les catégories et la quantité de tel bois à pulpe qu'achètera un commerçant, durant une période déterminée, en tenant compte des approvisionnements requis pour le fonctionnement normal de son entreprise, pour déterminer les méthodes de mesurage de tels bois, pour assurer l'application de ces méthodes et pour fixer le prix que doit payer un commerçant achetant ce bois à pulpe.

Je proposerais un amendement, sous la forme d'un ajout à l'article 3, prévoyant que le gouvernement ne pourra intervenir en vertu de cette loi que lorsque tous les moyens pour atteindre un accord sur les prix raisonnables entre acheteurs et producteurs auront été épuisés. Il se lira comme suit: "Sauf pour les méthodes de mesurage, les règlements ne s'appliquent pas à la vente de la pâte visée par un plan conjoint de mise en marché en vigueur suivant la loi des marchés agricoles, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut alors, à la demande de l'Office des marchés, fixer les conditions de toute convention à intervenir en exécution d'un tel plan conjoint".

En d'autres termes, dans les territoires où il existe un plan conjoint, la loi ne s'appliquera qu'à défaut de dispositions appropriées dans ce plan. La nouvelle loi ne vise pas à empêcher l'application de la loi des marchés agricoles, mais veut y suppléer.

Cette loi réglementera le marché et protégera les propriétaires de terrains boisés ainsi que les

producteurs de bois à pulpe dans les territoires où il n'existe pas encore de plans conjoints en vertu de la loi des marchés agricoles du Québec. Elle augmentera la puissance d'action des offices de producteurs de bois à pâte dans les districts où il existe de tels plans conjoints. En effet, cette nouvelle loi aura pour résultat d'augmenter le pouvoir de négociation des producteurs qui, dans le passé, ont été trop souvent laissés à leurs propres ressources et sans défense devant l'arrogance de certains acheteurs tout-puissants, telles les sociétés industrielles.

Sur les 7,000,000 de cordes de bois à pâte utilisées annuellement par l'industrie de la pulpe et du papier dans la province, 5,000,000 de cordes proviennent des terres de la couronne, 800,000 cordes des gros propriétaires de terrains boisés et 1,200,000 cordes des cultivateurs et des colons. Précisons que sur ces 1,200,000 cordes vendues par les petits producteurs de bois de pulpe, la vente d'approximativement 500,000 cordes se négocie par l'intermédiaire des 15 offices de producteurs fonctionnant présentement dans diverses parties de la province de Québec et approuvés par l'Office des marchés agricoles. C'est au gouvernement provincial qu'il appartient de protéger nos producteurs de bois, cultivateurs et colons, puisque c'est du gouvernement provincial que relèvent les richesses naturelles, dont les forêts.

Les statistiques indiquent qu'il existe environ 40,000 cultivateurs et colons québécois qui ont absolument besoin du revenu additionnel de la vente du bois à pulpe, afin de pouvoir subsister sur leurs terres. C'est approximativement le tiers de tous les cultivateurs de la province. Quand cet apport financier est insuffisant, il se pose un grave problème économique doublé d'un grave problème social.

Or, la loi des marchés agricoles ne l'a pas résolu, car la moitié des 40,000 producteurs, qui font partie des divers offices de producteurs organisés en vertu de la loi des marchés agricoles du Québec, sont souvent soumis à d'interminables négociations par les acheteurs des papeteries et ne peuvent pas obtenir un prix raisonnable. Quand une sentence arbitrale intervient en leur faveur, les acheteurs déclarent qu'ils n'ont pas besoin de bois. Ces acheteurs ne paient, le plus souvent, que le prix déterminé par les compagnies qui les emploient.

Donec, si les offices créés en vertu de cette loi peuvent négocier avec les papeteries, ces dernières ne sont pas obligées de traiter avec les offices, et ils ont par exemple la faculté de s'adresser à des intermédiaires. Ces intermédiaires deviennent

tellement nombreux qu'ils ont leurs propres agents et privent ainsi la classe agricole de recettes substantielles.

Le bill no 41 remédiera à une autre anomalie. Fréquemment, du bois à pâte était expédié à de trop grandes distances. Il sera plus normal de l'envoyer de préférence à l'usine la plus rapprochée.

Il dénonce les manigances des chefs de l'industrie papetière. Ceux-ci, dit-il, selon l'enquête du gouvernement Saint-Laurent, en 1955, ont pris soin de maintenir les prix du bois à un niveau peu élevé en exerçant certaines pressions sur le marché. L'adoption du projet de loi rendra désormais impossible ou inopérante toute entente clandestine, entre compagnies, pour geler les prix et ainsi restreindre le marché du bois à pulpe.

Ce que le gouvernement veut par cette loi, c'est assurer aux cultivateurs et producteurs de bois à pâte un marché stable et donner la garantie que, pour leur production, ils trouveront preneurs à un prix équitable, compte tenu de la qualité du bois, de sa classification, des moyens d'expédition et de la distance aux points de livraison. Le prix que coûte le bois livré à leurs moulins et produit sur les concessions de la couronne est une règle infaillible. Il est à espérer que cette sage politique incitera la classe agricole à mettre en valeur ses territoires boisés et à protéger par une exploitation rationnelle les richesses qu'ils renferment.

Le manque de coordination cause aussi un malaise dans le domaine du commerce de bois de pulpe. Le gouvernement songe donc à une planification à long terme des boisés de ferme dans le Québec, de même qu'à l'intégration des productions agricole et forestière, en vue d'assurer aux populations rurales la sécurité maximum.

La nouvelle loi est un pas vers cette planification. Le second pas sera franchi bientôt. En effet, les techniciens du ministère de la Colonisation auront la responsabilité de procéder à l'inventaire complet des boisés de fermes dans chacune des régions de la province<sup>1</sup>. Il s'agit là d'un travail considérable qui permettra de déterminer quelle doit être la coupe annuelle pour assurer la pérennité de la forêt.

Pour la mise en œuvre d'une aussi importante réforme, j'annoncerai sous peu la nomination d'un technicien de toute première valeur pour diriger le nouveau service des producteurs de bois à pâte de la province, qui est en voie de formation au ministère des Terres et Forêts.

Pour encourager davantage les cultivateurs et colons producteurs de bois de pulpe, les aider à améliorer leurs méthodes de travail, à retirer les plus

grands bénéfices possible de leurs boisés de ferme et en assurer la perpétuation, le ministère que je dirige nommera bientôt des ingénieurs forestiers qui agiront comme conseillers techniques auprès de chacun des offices de producteurs de bois à pâte de la province dans chaque cas où cette mesure semblera justifiée.

Cette loi est l'un des actes les plus courageux posés par un gouvernement du Québec. Par cette législation, nous ne craignons pas de nous tenir debout devant les puissants intérêts financiers pour protéger le faible contre le faible<sup>2</sup>.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Ce n'est pas la première fois qu'on entend parler à l'Assemblée du problème du bois de pulpe récolté sur les boisés des fermes. Malgré le discours du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Arsenault), on en entendra parler encore longtemps<sup>3</sup>. Je connais le problème pour avoir été ministre des Terres et Forêts pendant un an et quelques mois. Combien de fois, pendant cette période, j'ai reçu des délégations de producteurs de bois à pâte de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et de représentants des compagnies!

On a prôné plusieurs solutions au problème. Le ministre des Terres et Forêts, qui se dit expert depuis 1955, était sensé avoir toutes les solutions. C'était l'époque où il parcourait les campagnes avec, dans sa poche, tous les chiffres qui sont à l'appui de ses prétentions voulant que les papeteries paient trop bon marché, que les coupes de bois doivent être limitées, que les colons sont à la merci des spéculateurs et je ne sais quoi encore.

C'était l'époque où il disait aux producteurs de bois que l'Union nationale les oubliait et pour promettre que le problème serait réglé dès la reprise du pouvoir par les libéraux. Il regrettait notamment que le sort des cultivateurs et des colons producteurs de bois soit dans les mains d'un gouvernement lié aux gros intérêts.

Les libéraux, pendant la campagne électorale, parlaient de fixer le prix raisonnable de la corde de bois à \$20, \$22 et même \$25. On s'attendait que le ministre, une fois au pouvoir, mette ces prix dans un texte de loi. Mais il n'en est pas question dans celui-ci.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** nie avoir promis ces prix aux producteurs.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Plusieurs personnes, qui encensaient le ministre dans le passé, ont bien déchanté depuis. Il cite un article de Guy Hamel dans

*L'Action catholique* qui, note-t-il, écrit que le ministre parle facilement, mais qu'il ne réussira pas à endormir la population en discourant d'abondance sur des projets qui, de toute façon, ne règlent rien des problèmes des 35,000 producteurs de bois de pulpe.

Certains hebdomadaires déclarent, après analyse du bill, que ce projet de loi ne règlera pas le problème. Ainsi, *La Terre de chez nous*<sup>4</sup> se demande où le ministre veut en venir avec son bill 41 et comment il s'y prendra pour déterminer la quantité ou le prix à imposer aux papetières. *La Frontière*<sup>5</sup> dit: "M. Arsenault déçoit 35,000 producteurs. Les grosses compagnies continuent d'exploiter les petits producteurs".

Voici, à mon avis, comme se pose le problème. Il y a, dans la province, les terres de la couronne, des concessions faites aux compagnies. Il y a, d'autre part, des terres boisées qui appartiennent à des particuliers. Les compagnies ont des concessions et elles vont continuer à en obtenir. Mais elles tombent sous le contrôle du gouvernement de A à Z. Je ne suis pas ici pour défendre les compagnies, mais pour exposer les faits.

Ces compagnies opèrent en vertu des lois du gouvernement. Elles ont des milliers d'employés et paient quelque chose comme \$250,000,000 en salaires par année. Ce sont parmi les meilleurs dans la province. Ces compagnies viennent au service de l'économie forestière et nous possédons un inventaire complet de leurs ressources.

Mais, outre le domaine public, il y a le domaine privé, soit les boisés qui appartiennent à des particuliers. Ce domaine n'a jamais été sous le contrôle du gouvernement. Nous ne possédons pas un inventaire de cela, car il faudrait une armée d'ingénieurs forestiers pour en faire un. Les producteurs de ce secteur peuvent exporter leur production n'importe où. Les producteurs du domaine public, d'autre part, n'ont pas ce droit.

On présente aujourd'hui le bill 41 et on dit: "Le gouvernement de l'Union nationale s'est toujours désintéressé du problème du bois à pâte des colons". C'est là affirmer une fausseté, car l'Union nationale a prôné plusieurs solutions pour résoudre le problème. Elle a d'abord eu recours à la persuasion. Et d'ailleurs, le premier ministre actuel ne déclarait-il pas lui-même, à l'inauguration d'une usine à papier à La Tuque, ces jours derniers: "Coercition? Non! Persuasion? Oui!". C'est ce que nous avons fait. D'ailleurs, le ministre des Terres et Forêts n'a rien découvert! Il présente, aujourd'hui, un bill qui est la copie à peu près exacte de celui qui a été présenté à la Législature de l'Ontario et qui fut sanctionné le 25 mars 1937.

Dans la province de Québec, l'Union nationale, après avoir eu recours à la persuasion, a donné aux cultivateurs l'arme la plus puissante qui leur a permis d'abord de s'unir; elle leur a permis ensuite, forts de leur union, d'aller à l'Office des marchés agricoles, de rencontrer les acheteurs et de négocier avec eux sur un pied d'égalité, en vue d'obtenir des prix équitables pour leur production. On sait quel rôle considérable a joué l'Office des marchés agricoles en leur faveur et quels immenses services elle leur a rendus dans le but de solutionner le problème du bois de pulpe.

Le ministre veut se substituer à cet office. Celui-ci, une œuvre de l'ancien gouvernement de l'Union nationale, a coopéré avec l'U.C.C. en vue d'une solution raisonnable à un problème épineux, celui de la vente du bois à pâte. Ce travail s'est fait sans propagande éblouissante. Qu'on laisse l'Office des marchés agricoles continuer son travail efficace!

L'opposition approuvera le bill en deuxième lecture, malgré ses insuffisances et la conviction qu'il ne permettra pas de résoudre le malaise qui règne dans le commerce du bois de pulpe. Après six ans d'étude, le ministre, qui a promis mer et monde aux cultivateurs et aux colons, est encore à l'école maternelle. En effet, ce n'est pas en faisant effectuer par un fonctionnaire une étude de la situation de la vente du bois de pulpe par les cultivateurs et les colons qu'on pourra faire augmenter les prix payés à ceux-ci et obliger les compagnies à acheter leur production. C'est une épée de bois ou encore une épée de Damoclès qui serait retenue par une grosse chaîne.

**M. Bellemare (Champlain):** C'est de l'électoratisme!

**M. Bertrand (Missisquoi):** Trois solutions ont été préconisées jusqu'ici et ont été étudiées pour régler le problème posé par le commerce du bois à pâte coupé par les cultivateurs et les colons. La première veut que les coupes dans les concessions forestières, accordées aux compagnies sur les terres de la couronne, soient limitées et qu'on les oblige à acheter le bois des colons et cultivateurs. Cela aura nécessairement pour effet d'engendrer du chômage parmi les employés de ces compagnies. Une deuxième veut que des subsides soient octroyés par le gouvernement, et la troisième, que le gouvernement achète lui-même le bois des colons et en dispose.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

## Reprise de la séance à 3 heures<sup>6</sup>

### Projets de loi:

#### Bois à pulpe

Le débat se poursuit sur la deuxième lecture du bill 41 concernant le prix du bois à pulpe.

**M. Plourde (Kamouraska):** Je ne crois pas que le ministre ait beaucoup de succès avec son bill, car il est inapplicable. En effet, la fixation des prix pour le bois à pâte, à laquelle le ministre s'est déjà engagé, est difficile à réaliser étant donné que d'innombrables facteurs comme la variabilité de la qualité et les différences de frais de transport influent sur ces prix. Ce qui coûte \$2 pour l'expédition par bateau de Québec à Saint-Jean-Port-Joli revient aux prix suivants: \$2.40 à Kamouraska, \$5.95 à Sainte-Anne-des-Monts. Que pourront faire les gens du département des Terres et Forêts devant une question si compliquée? Il aurait été préférable qu'une commission soit créée dans ce domaine, au lieu de celle de la Manicouagan.

Le ministre veut faire inventorier les réserves d'arbres dans les bois appartenant aux cultivateurs. Comment les fonctionnaires du ministère y parviendront-ils sans léser leurs droits de propriété? En vertu du bill, le ministre a l'intention d'exiger un rapport des agriculteurs et des commerçants. Pourquoi refuse-t-il, par contraste, de publier un rapport de l'Office pour la récupération du bois de la vallée de la Manicouagan?

Ottawa accorde des subsides à tout le monde. Le pouvoir central accorde en effet des subsides pour le beurre, pour le porc, pour le grain et nombre d'autres choses. Le seul moyen de résoudre le problème qui se pose dans le commerce du bois de pulpe dans la province, c'est d'instituer une telle aide gouvernementale pour maintenir à un niveau convenable le prix du bois à pulpe coupé par les agriculteurs et les colons, et non pas obliger l'entreprise privée à acheter son bois chez les cultivateurs et à payer un prix fixé par le gouvernement. Ce serait s'ingérer dans le commerce privé. Créez une commission! Achetez le bois! Revendez-le! Qu'on laisse donc vivre l'entreprise privée et qu'on respecte la propriété privée!

Le ministre estime que la nouvelle loi réduira le chômage. Je ne vois pas comment elle pourrait régler le problème. Le chômage, je l'admets, n'est ni la faute du gouvernement actuel, ni de l'Union nationale, ni des libéraux et conservateurs fédéraux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il a bien diminué dans le Québec.

**M. Plourde (Kamouraska):** Le chômage est causé par le fait que les salaires augmentent plus vite que la productivité. Il y a un écart de 3 %. Cela nous cause un tort terrible quand il s'agit de concurrencer les pays étrangers. Dans les pays européens du marché commun, on paie un salaire de \$0.53 de l'heure aux travailleurs de la forêt, alors qu'ici le salaire est de \$1.85. Cela place notre production en état d'infériorité économique par rapport aux autres pays. On travaille le dimanche dans les usines de pulpe des autres provinces, notamment en Colombie-Britannique. Cela aussi est pour nous une cause d'infériorité.

Le producteur de bois ou la compagnie qui paie tous les droits que la province exige et qui assume toutes les dépenses qu'implique la production de la pulpe devrait avoir le droit de commercer librement. Il est à regretter qu'on ait fait de la politique avec ce problème difficile relatif au commerce du bois. On a promis aux cultivateurs \$22 et \$25 la corde de bois alors que c'est une impossibilité de forcer les compagnies à acheter contre leur gré. Le bois coupé par les agriculteurs ou les colons va pourrir au sol, invendu. Des compagnies ont coupé plus de bois qu'elles n'étaient autorisées à le faire. On devrait en rechercher les responsables.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Avec l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et tous les agriculteurs de la province, je peux dire au ministre que ça ne tourne pas rond dans le commerce du bois à pâte et que rien présentement ne laisse espérer une amélioration.

Je m'attendais à un autre projet de loi que celui que présente l'ancien député libéral fédéral de Bonaventure. Je n'ai pas été le seul à avoir été surpris. En effet, tous les colons et les agriculteurs sont déçus de cette loi qui ne fait qu'autoriser le ministre à étudier le problème du bois à pâte vendu dans la province. Le projet qu'on nous soumet est une admission de l'incompétence et du manque de sincérité du ministre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'invoque le Règlement. Le député de Lotbinière ne peut employer les termes d'incompétence à son gré.

**M. l'Orateur** donne raison au député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel). J'invite le député de Lotbinière (M. Bernatchez) à éviter de tels propos.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Je ne peux m'empêcher de relire les déclarations faites par le ministre quand il siégeait à Ottawa et, plus tard, dans de nombreuses réunions à travers la province où il se faisait inviter à titre de spécialiste en pitoune. Ces déclarations, il les a oubliées. Il y a une contradiction entre l'attitude présente du ministre et celle qu'il avait avant les élections.

Le ministre a déclaré à Ottawa que le prix du bois de pulpe dans la province de Québec était laissé à la spéculation, et que les compagnies de papier réalisaient des profits de \$35 à \$40 la tonne sur le papier. Il disait qu'il n'était pas juste que le bois de pulpe rapporte au colon moins de \$20 la tonne et promettait de fixer son prix à \$22 ou \$25.

Voilà que ce même ancien député libéral de Bonaventure, ce nouveau contracteur de la Manicouagan, ce docteur en pitoune ne fait que présenter un bill qui l'autorise à faire étudier le problème. Comment se fait-il qu'il présente aujourd'hui cette loi s'il avait déjà de si grandes connaissances du problème en 1955?

Les cultivateurs et les colons de la province ont raison d'être indignés et révoltés devant son attitude après qu'il eut dit qu'il connaissait tant le problème et avait des formules pour le résoudre. Le projet de loi constitue une volte-face de la part du ministre et un reniement de ses engagements.

L'Union nationale a fait davantage pour résoudre le problème. L'Office des marchés agricoles a rendu de grands services dans ce domaine. À Ottawa, en 1956, le ministre s'est attaqué à l'Office.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** L'Office n'existait pas en 1956.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** En 1956, le député de Montréal-Outremont (l'honorable M. Lapalme) avait promis de fixer à \$20 le prix de la corde du bois à pulpe, et le premier ministre, à son tour, a promis de fixer un prix minimum dans chaque région de la province de Québec. Le ministre des Terres et Forêts n'est qu'un contracteur de bois de la Manicouagan.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Deux ou trois fois, le député de Lotbinière a tenté de tourner le ministre en ridicule en l'appelant le contracteur du bois de la Manicouagan. C'est contraire aux règlements et je demande au député de s'abstenir de ces allusions blessantes qui ne font que rabaisser celui qui les fait.

**M. l'Orateur:** Les allusions du député de Lotbinière imputent des motifs au ministre. C'est défendu par les règlements.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Les cultivateurs sont mécontents du bill 41. On s'en rend compte à lire les protestations qui s'élèvent de partout et trouvent des échos dans les journaux.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre des Terres et Forêts se fait conseiller exclusivement par les représentants des compagnies forestières. Le 13 septembre 1960, il formait un comité consultatif ayant un programme chargé, dont la révision des Statuts de son ministère et surtout la solution du problème de l'achat et de la vente du bois de pulpe. Qui sont les membres de ce comité? Trois sont représentants de grosses compagnies forestières, dont l'International Paper et la Consolidated Paper. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ce sont eux qui vont régler le problème du bois de pulpe des cultivateurs, des colons ou de l'U.C.C. dans ce comité. Et ce qui est pire encore, c'est que ces derniers n'y seront pas représentés.

L'article 27 du programme libéral promettait la fixation immédiate d'un prix minimum du bois de pulpe. Où sont ces promesses dans le bill? Celui-ci permet tout simplement d'étudier la question. C'est une violation flagrante de toutes les promesses et des déclarations du ministre des Terres et Forêts et du Parti libéral.

Le ministre, ce patriarche du miracle, a fait des déclarations à tort et à travers par toute la province. Il cite des articles de journaux à ce sujet dont l'un, dit-il, est paru dans *L'Action catholique* par l'ancien ami de cœur et thuriféraire du ministre. Il reproche à ce dernier de s'entourer exclusivement, à cause de sa trop grande naïveté, de représentants de compagnies dont il recevra son inspiration. En effet, le ministre favorise trop les compagnies aux dépens des cultivateurs et des colons, malgré ses discours ronflants. Le ministre n'aura pas le courage de fixer le prix du bois à pâte à \$20 ou \$21 la corde, comme il s'y était engagé.

L'Union nationale, pour sa part, n'employait pas la méthode coercitive pour résoudre les problèmes, mais la méthode de la bonne entente. Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a créé le mythe de la pitoune. Il s'est engagé gravement au point de vue politique. Il a proféré des prophéties auxquelles il ne croyait pas et qu'il savait irréalisables.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous promettons, pour l'avenir, de régler le problème et d'assurer un prix stable.

**M. Brown (Brome):** Le bill 41 est une mesure qui s'impose afin de rétablir une situation qui

n'a pas été brillante pour les producteurs de bois à pâte sous l'administration de l'Union nationale. Il cite des statistiques à ce sujet. Il règne, dit-il, un grand malaise dans ce domaine. C'est le devoir du gouvernement de tenter d'apporter une solution. J'ai pleinement confiance que la nouvelle loi va mettre de l'ordre dans le commerce du bois de pulpe et que les petits producteurs tireront de grands avantages de son application.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Les orateurs de la gauche qui ont critiqué le projet de loi ont prouvé que l'Union nationale continue de défendre les gros intérêts financiers et les grandes compagnies au détriment des cultivateurs et des colons. Ceux-ci, pourtant, se font exploiter depuis des années et vivent dans la misère.

Le gouvernement n'est pas contre l'Office des marchés agricoles ni contre l'Office de la production. Ce sont des organismes qui ont fait un bon travail et, surtout, une œuvre patiente sous l'Union nationale. Mais celle-ci a essayé de faire croire qu'elle avait pris des mesures pour apporter une solution au problème du bois à pâte, lorsqu'elle a passé sa loi du marché. Aujourd'hui, on peut réaliser qu'elle n'a pas fait grand-chose puisque, dans certaines régions de la province, sinon partout, le bois coûte \$4 meilleur marché qu'au moment de la formation de l'Office des marchés agricoles qui devait pallier au mal. Ces gens de l'Union nationale ont offert un espoir qui ne s'est jamais réalisé.

Trois ans après la naissance de l'Office des marchés agricoles, l'U.C.C. est venue devant le premier ministre Duplessis qui leur a déclaré qu'il fut obligé de se mettre à genoux devant les compagnies qui faisaient montre de mauvaise volonté. Nous continuons la libération de la province. Nous, nous nous tenons debout devant les compagnies! Demain, les cultivateurs, les colons et les producteurs de bois à pâte de la province diront leur confiance au gouvernement parce qu'ils réaliseront que celui-ci les protège et leur assure un traitement équitable. Ils réaliseront aussi que les gens de l'autre côté de la Chambre continuent de protéger les grosses compagnies. Par cette loi, nous allons établir un prix juste et équitable qui correspond au coût du bois des compagnies livré à leurs usines.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.



Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

L'opposition, dit-il, doit se préparer à siéger encore longtemps au train où elle va.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée vers 6 heures.

*Matin* du 27 mai 1961, à la page 11, note que la réplique du député de Missisquoi (M. Bertrand) se produit durant la matinée et que le député de Champlain (M. Bellemare) intervient en après-midi.

---

### NOTES

1. Selon *The Montreal Star* du 27 mai 1961, à la page 53, c'est plutôt le ministère des Terres et Forêts qui serait impliqué dans la réalisation de cet inventaire.

2. *L'Action catholique* du 27 mai 1961, à la page 2, note que le ministre fait allusion aux accusations portées contre lui dans certains journaux au sujet de son attitude face à l'industrie forestière.

3. Dans son édition du 27 mai 1961, à la page 8, *Le Montréal-Matin* fait dire au député de Missisquoi (M. Bertrand) que "le problème du bois de pulpe récolté sur les boisés des fermes n'existe pas aujourd'hui", ce qui contredit le texte publié dans les autres journaux.

4. Journal fondé en 1929 et servant d'organe à l'Union des cultivateurs catholiques.

5. Journal fondé en 1937 et consacré à la défense des intérêts des francophones de l'Abitibi.

6. Aucun journal ne nous indique à quel moment les débats sont suspendus. Cependant, *Le Montréal-*



Séance du lundi 29 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Motions des députés:****Anniversaire du député de Chicoutimi, M. Talbot<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Quelles que soient les convictions politiques de chacun d'entre nous et même si l'accord semble parfois impossible, il reste certain que, sur le plan humain et social, les relations réciproques des membres de la Chambre doivent demeurer excellentes. Ce sont des souhaits de bonheur et de santé que nous voulons formuler à l'adresse du leader de l'opposition, auquel nous associons son épouse.

(Souriant) Je lui souhaite que tous ses vœux se réalisent et qu'il obtienne tout le succès possible dans ses projets. Et nous espérons que son désir se réalisera s'il veut être élu chef de son parti au prochain congrès, afin qu'il siège de nombreuses années au siège qu'il occupe et continue de diriger l'opposition. Je ne connais personne mieux qualifié que lui pour remplir ces fonctions. Je préférerais ne voir personne d'autre que lui à ce poste.

**M. Johnson (Bagot)** associe la voix de l'opposition à ces hommages au chef de l'opposition. Tout jeune avocat, il s'est consacré à la politique. Pendant 22 ans, il a dépensé toutes ses énergies à ce dur métier de la politique. Et cela fut le désir unanime de l'opposition de le choisir comme chef. Il m'est très agréable de lui offrir nos vœux de succès les plus sincères.

Ce serait imprudent de souhaiter que le chef de l'opposition soit élu chef permanent du parti de l'Union nationale aux assises de septembre prochain, car ce serait ce qui pourrait arriver de pire au premier ministre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le premier ministre et le député de Bagot ont fait un oubli, car nous devons aussi souhaiter au chef de l'opposition patience et résignation.

**M. Talbot (Chicoutimi)<sup>2</sup>:** Ce n'est pas sans émotion que je remercie du fond du cœur le premier ministre, qui au nom du groupe ministériel, et le député de Bagot, qui au nom des membres de l'opposition, m'ont offert, l'un et l'autre, leurs bons vœux et leurs félicitations. Sir Wilfrid Laurier avait l'habitude de dire que ce n'est pas un compliment à faire à quelqu'un que de lui dire qu'il vieillit. Nous avons l'âge de nos artères. La voix publique prétend que nous avons l'âge de notre cœur. Or, j'ai le cœur bien jeune et je l'ai prouvé ici même quelques fois.

Je remercie ceux qui ont pris la parole des vœux qui m'ont été adressés et je sais gré au premier ministre d'y avoir associé ma famille. Dans nos luttes politiques et parlementaires, nous différons d'opinion, mais il est bien d'avoir des occasions pour pouvoir dire sur le plan humain ce que nous pensons les uns des autres. C'est une bonne chose d'avoir des moments de calme comme celui-ci lors de nos batailles parlementaires.

(Applaudissements)

**Projets de loi:****Pollution des eaux**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 88 pour remédier à la pollution des eaux.

Plusieurs experts sont d'avis que la majorité des eaux de la province sont déjà polluées. La nouvelle Régie remplace la Commission d'étude sur la pollution des eaux, créée par l'Union nationale en 1955, qui n'a jamais donné de résultats tangibles et qui est moribonde depuis plusieurs mois. La Régie aura son siège social à Montréal. Elle pourra faire enquête sur la pollution des eaux, établir des règlements relatifs à toutes opérations donnant naissance à cette pollution, surveiller l'installation des égouts et leur utilisation.

Les municipalités qui le voudront pourront se grouper pour construire une usine d'épuration. La loi leur facilite alors les emprunts qui pourraient être nécessaires. Même chose si une municipalité décide d'agir seule. Les usines d'épuration qui seront construites avant le 31 mars 1963 pourront bénéficier d'une subvention égale au tiers du coût des travaux. La loi prévoit des peines sévères pour ceux qui tenteraient d'entraver le travail de la Régie. L'amende, selon le cas, pourra aller de \$25 à \$500, et la prison, de un à six mois.

Il décrit l'initiative du gouvernement comme étant une étape positive vers le nettoyage des voies navigables du Québec, qui sont considérées comme étant polluées aux deux tiers dans l'ensemble de la province. Cet organisme sera en grande partie similaire à celui de la Commission des ressources de l'eau de l'Ontario. Malgré le fait que la Régie aura l'autorisation d'ordonner aux industries de bâtir des usines de purification, ce n'est pas son intention, dit-il, de prendre les industries à la gorge et de les ruiner en leur demandant d'établir des usines de traitement des eaux usées du jour au lendemain. Le programme sera instauré graduellement. Les coûts de telles usines seront échelonnés sur un certain nombre d'années.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses écrites:

**Yves Gabias**

**M. Plourde (Roberval):** 1. Quel montant total le gouvernement de la province a-t-il payé à M. Gabias, avocat, de Trois-Rivières, du 1<sup>er</sup> janvier 1945 jusqu'au 5 juillet 1960?

2. À quelle date chaque montant a-t-il été payé audit M. Yves Gabias et à quel titre dans chaque cas?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

1. Montant payé à M. Gabias .....	\$69,512.85
Payé conjointement à Gabias et Laperrière .....	25.00
Payé conjointement à Gabias, Laperrière et Héroux.....	395.65
2. a) Comme secrétaire conjoint des commissaires nommés pour reviser les lois d'assurance de la province, M. Gabias a reçu du 1 <sup>er</sup> avril 1950 au 1 <sup>er</sup> janvier 1960, \$3,300.00 par année, plus ses frais de voyage, soit .....	26,912.75
b) Comme membre d'un tribunal d'arbitrage au ministère du Travail: 1958-1959.....	486.30
1959-1960.....	829.57
1960 jusqu'au 5 juillet 1960 .....	324.55
c) Comme procureur de la couronne: du 1 <sup>er</sup> janvier 1953 au 31 décembre 1953 (\$4,000.00 annuellement) ..	4,000.00
du 1 <sup>er</sup> janvier 1954 au 15 janvier 1959 (\$5,000.00 annuellement).....	20,208.33

du 17 janvier 1950 au 15 décembre 1953.....	160.00
11 juin 1955, payé conjointement à Gabias et Laperrière.....	25.00
6 mars 1959, payé conjointement à Gabias, Laperrière et Héroux .....	395.65
d) Comme juge des sessions de la paix du 16 janvier 1959 au 24 février 1960 .....	16,591.35

**Ludovic Lapière**

**M. Plourde (Roberval):** 1. Me Ludovic Laperrière, avocat, de Trois-Rivières, reçoit-il des honoraires ou des émoluments du gouvernement de la province ou de l'un de ses offices, régies, commissions, ou de quelque organisme ou institution appartenant à la province?

2. Dans l'affirmative:

a) à quel titre ou fonction?

b) sur quelle base?

c) depuis quand?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui.

2. a) Comme professeur chargé de cours de civisme à l'École normale des garçons, à Trois-Rivières.

b) \$600 pour l'année scolaire - 2 heures de cours par semaine.

c) 1<sup>er</sup> septembre 1960.

**Canit Construction, Ltd.**

**M. Élie (Yamaska):** 1. Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1961 la compagnie Canit Construction, Limited, a-t-elle obtenu un contrat du gouvernement de la province ou de l'Hydro-Québec?

2. Quelle est la nature de ce contrat?

3. Quel est le montant de ce contrat?

4. Quels ont été les autres soumissionnaires?

5. Quel est le montant de chacune desdites soumissions?

6. Y a-t-il eu des clauses du contrat original qui ont été soit modifiées, soit corrigées, soit abrogées?

7. Dans l'affirmative, quelles sont ces modifications, corrections ou abrogations?

8. Ladite compagnie Canit Construction, Limited, a-t-elle fourni un bon de garantie?

9. Dans l'affirmative:

a) pour quel montant?

b) par qui?

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):**

Aucun contrat n'a été accordé à la compagnie Canit Construction, Limited, ni par le ministère des Mines, ni par le ministère des Ressources hydrauliques entre le 5 juillet 1960 et le 1<sup>er</sup> avril 1961.

Aucun contrat n'a été accordé à la compagnie Canit Construction, Limited, par l'Hydro-Québec entre le 5 juillet 1960 et le 1<sup>er</sup> avril 1961.

**Projets de loi:****Pollution des eaux****L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 88 pour remédier à la pollution des eaux.

Adopté.

**Bois à pulpe**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 41 concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Le gouvernement libéral veut que les papeteries achètent plus de bois auprès des cultivateurs et des colons. La situation est complexe, mais le gouvernement veut que les compagnies reconnaissent que, si elles ont des droits, elles ont aussi des devoirs envers le peuple de la province de Québec qui est le propriétaire des richesses naturelles qu'elles exploitent.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement n'a pas le droit de forcer les papeteries à acheter leur bois auprès des cultivateurs et des colons, parce que ce serait illégal de les empêcher de couper leur bois sur les terres de la couronne qu'elles louent. Il attire l'attention du ministre sur un danger. Plus de cultivateurs et de colons auront du travail avec la nouvelle loi, mais si les compagnies doivent suivre les règlements de réaménagement et de coupe rationnelle dans les forêts de la couronne, n'y a-t-il pas lieu de redouter que des compagnies soient

forcées de congédier des bûcherons qui seront réduits au chômage?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):**

Les observations de l'ancien ministre des Terres et Forêts sont justes et dénotent chez lui une connaissance du problème. Je ne crois pas, dit-il, à ce danger parce que, d'ici quelques années, la production du papier va augmenter sans cesse à cause de l'action du présent gouvernement.

Les prix du papier montent sans répit et les fabriques de la province de Québec vont doubler leur production d'ici 10 ans, pour répondre aux demandes du marché canadien et mondial, et les papeteries peuvent ainsi acheter plus de l'extérieur sans congédier leurs propres employés. Le temps est venu de mettre de l'ordre dans un commerce où il n'y en avait pas.

La province de Québec verra s'accroître de plus en plus sa prospérité, et ce gouvernement veut que les cultivateurs et les colons en profitent comme les autres classes de la société. À cause de cette prospérité de l'industrie des pâtes et papier, les cultivateurs et les colons auront peut-être tendance à surexploiter leurs lots à une dangereuse cadence et à les ruiner.

C'est pour combattre ce danger que le gouvernement va constituer un nouveau service pour réglementer le commerce du bois à pulpe par les cultivateurs et les colons et nommera à la tête de ce service un directeur général de ce commerce, ingénieur forestier de grande expérience, qui s'occupera exclusivement du commerce du bois à pâte et agira auprès des Offices des marchés et des cultivateurs et colons. Il sera assisté d'ingénieurs forestiers. Ces nominations seront faites bientôt.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le bill no 41 est une loi courageuse, mais il faudra encore recourir à la persuasion pour venir à bout de la résistance des industriels parce qu'elle ne peut rien imposer à ceux qui louent des terres de la couronne.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Il y a seulement 10 ans de cela, dit-il, j'ai refusé à une papeterie la permission de couper 25,000 cordes de bois sur des terres de la couronne louées.

**M. Bertrand (Missisquoi):** C'était de la persuasion morale et ce n'était pas légalement exécutoire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous nous entendons.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):**

Par arrêtés ministériels, le gouvernement pourra forcer les sociétés papetières à acheter le bois coupé par les cultivateurs et par les colons, ainsi qu'à limiter l'abattage des arbres dans les parties concédées du domaine de la couronne. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut forcer une compagnie à réduire ses coupes par l'adoption d'un arrêté ministériel à cet effet, lorsque cette mesure est justifiée par les circonstances. Un tel cas de limitation de coupe serait survenu il n'y a pas plus d'une dizaine de jours.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Ces restrictions éventuelles vont créer du malaise aussi bien au sein des compagnies qu'au sein des bûcherons qui deviennent de plus en plus une main-d'œuvre spécialisée permanente.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):**

Autrefois, c'étaient les compagnies qui menaient sous l'Union nationale. Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui mène. Nous nous tenons debout devant les compagnies.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement de l'Union nationale a montré en de nombreuses occasions qu'il n'était pas conduit par les compagnies. Je sais, dit-il, comment les choses se passaient sous l'ancien gouvernement et, souvent, lorsque l'intérêt général l'exigeait, le gouvernement a tenu tête aux compagnies.

Ce qui manque à l'Office, ce sont peut-être des pouvoirs d'exécution. Dans ce cas-là, le ministre pourrait investir l'Office des pouvoirs qu'il veut attribuer maintenant au gouvernement lui-même. À l'heure actuelle, le ministre cherche à obtenir une arme de persuasion. Il a besoin d'un texte de loi pour donner à sa parole une force persuasive. Il craint des dangers de conflits de juridiction entre des services dans le domaine du contrôle de la vente du bois à pulpe par les colons et les agriculteurs.

L'Office des marchés agricoles possède déjà tous les pouvoirs d'enquête pour vérifier les conditions de la vente du bois par les cultivateurs et les colons et il a fait de l'excellente besogne jusqu'ici. Le ministre aurait mieux fait de mettre à la disposition de cet organisme des ingénieurs forestiers qui l'auraient conseillé en ce domaine plutôt que de transporter cette juridiction à un nouveau service du ministère des Terres et Forêts.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Il n'y aura pas de conflit de juridiction. Il s'agit tout

simplement d'une nouvelle arme que nous donnons à l'Office des marchés agricoles pour augmenter son pouvoir de persuasion auprès des grosses compagnies. Il importe de garantir aux compagnies leurs droits de coupe. Si on refuse à une compagnie de couper la quantité de bois qu'elle est autorisée à couper, je me demande où nous allons?

**M. Johnson (Bagot)** accuse le représentant de Matapédia de démagogie.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Qu'est-ce que vous avez fait à Causapscal à la fin de la semaine dernière?

**M. Johnson (Bagot):** De la politique! C'est mon métier... quand, dans cette Chambre, on menace de faire disparaître mon comté.

**M. le président:** À l'ordre!

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le ministre des Terres et Forêts peut ordonner qu'une étude soit faite par un fonctionnaire qu'il désigne, des conditions de vente de bois à pulpe coupé par des agriculteurs et des colons sur des terrains boisés qu'ils exploitent.

"Pour les fins de cette étude, les agriculteurs, les colons et les commerçants sont tenus de fournir sous serment, en la manière et dans les délais prescrits par le ministre, tout renseignement requis sur la vente du bois à pulpe.

"La demande de renseignement peut être faite verbalement par le fonctionnaire désigné ou par lettre recommandée."

**M. Johnson (Bagot):** On revient au temps de l'Inquisition avec l'article 2 du projet de loi qui obligera les agriculteurs, les colons et les commerçants à fournir, sous serment, les renseignements que le ministre jugera bon de leur demander au sujet du véritable prix de vente du bois.

Cette étude faite par un fonctionnaire est un précédent dangereux. Le droit d'entrer chez n'importe qui et de le questionner sous serment constitue une intervention dans le domaine de l'entreprise privée d'une façon excessivement radicale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cela permettra de protéger certains fermiers, certains

colons contre eux-mêmes. Ceux-ci sont parfois sous la coupe de certains intermédiaires ou commerçants qui les font chanter et peuvent les empêcher, par la peur, de révéler le véritable prix de vente de leur bois.

**M. Johnson (Bagot):** Le fonctionnaire pourra colporter les renseignements qu'il aura recueillis sous serment à des compagnies rivales. Il y aurait d'autres moyens de régler le problème: achat du bois par le gouvernement, aide financière aux coopératives, que ce système d'inquisition et de bâton.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je considère, dit-il, cette disposition comme essentielle. D'ailleurs, l'Ontario, qui n'a pourtant pas un gouvernement qu'on pourrait qualifier de radical, a une disposition du genre dans ses Statuts, disposition encore plus radicale même.

**M. Johnson (Bagot):** Oui, c'est le gouvernement (libéral) Hepburn qui l'y a introduite en 1937.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pourtant, le gouvernement conservateur ne l'a pas rayée depuis?

**M. Johnson (Bagot):** C'est M. Hepburn qui, en enlevant des contrats à la Beauharnois, a agi de façon on ne peut plus ridicule.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Qu'ont fait les conservateurs après? Ils ne l'ont pas enlevée! Je considère cette disposition comme essentielle et elle restera.

**M. Johnson (Bagot):** C'est de l'inquisition.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Cette enquête par un fonctionnaire est de nature à diminuer le rôle de l'Office des marchés agricoles et à empêcher et diminuer l'importance du travail de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et du rôle de l'Office des marchés agricoles. Au moment où l'Office des marchés agricoles et les offices de producteurs ont accompli un travail extraordinaire pour faire réaliser les besoins d'union, le ministre s'arroge des pouvoirs qui devraient plutôt être accordés à l'Office qui fut voulu, désiré et demandé par les cultivateurs.

**M. Plourde (Roberval)** relève une remarque du ministre suivant laquelle on aurait refusé à une compagnie de couper la quantité de bois qu'elle était autorisée à couper. Sur quoi le ministre s'est-il basé

pour agir ainsi? Si on s'est refusé à garantir les droits d'une compagnie, où s'en va-t-on?

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements:

"a) pour régir l'achat par tout commerçant de bois de pulpe coupé par des agriculteurs ou des colons, ou sur leurs terres;

"b) pour déterminer les catégories et la quantité de tel bois à pulpe qu'achètera un commerçant, pendant une période déterminée, en tenant compte des approvisionnements requis pour le fonctionnement normal de son entreprise pendant telle période;

"c) pour déterminer les méthodes de mesurage de tel bois à pulpe et pour assurer l'application de ces méthodes;

"d) pour fixer le prix que doit payer un commerçant achetant tel bois à pulpe.

"Ces règlements ont force de loi comme s'ils faisaient partie de la présente loi, à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne fixe une date ultérieure à cette fin."

Cet article est amendé et l'alinéa suivant est ajouté:

"Sauf pour les méthodes de mesurage, ils ne s'appliquent pas à la vente de bois à pâte visée par un plan conjoint de mise en marché en vigueur suivant la loi des marchés agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37), mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut alors, à la demande de l'Office des marchés agricoles du Québec, fixer les conditions de toute convention à intervenir en exécution d'un tel plan conjoint."

**M. Johnson (Bagot)<sup>3</sup>:** Le projet de loi actuel a pour but de tuer les plans conjoints organisés par l'Union nationale et mis sur pied par l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). À quoi cela servira-t-il, se demandera le cultivateur, d'entrer dans un tel plan conjoint si le ministre peut tout chambarder? On dirait que le Parti libéral veut tout détruire parce que c'est l'œuvre de l'Union nationale.

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 41 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**Amélioration  
des fermes**

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 75 après l'avoir amendé<sup>4</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succédanés  
de produits laitiers**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 sur les succédanés de produits laitiers soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Il se vend 50,000,000 de livres de succédanés du beurre dans la province de Québec, de sorte que la consommation du beurre a diminué de 28.7 par tête à 16 livres. Les cultivateurs sont désappointés et craignent le pire avec le bill Courcy. Ils ne s'attendaient pas que le gouvernement en arriverait jusqu'à permettre la vente des succédanés du beurre

fabriqués avec des huiles végétales et minérales. La légalisation de la fabrication et du commerce des succédanés du beurre au Québec fera un tort considérable à l'industrie laitière fondamentale dans la vie agricole du Québec.

Dans le monde entier, normalement, on utilise la margarine et les autres succédanés pour compléter des approvisionnements insuffisants de beurre. Or, au Canada, il s'est vendu 166,000,000 de livres de succédanés en 1960 qui ont bel et bien pris la place du beurre, alors qu'il y avait 130,000,000 de livres de trop de beurre, dont 50,000,000 de livres du Québec.

Cela signifie que 130,000,000<sup>5</sup> de livres d'ersatz ont pris la place de 130,000,000 de livres de beurre au détriment de la classe agricole. Le mal a commencé en 1948: les libéraux d'Ottawa en étaient les responsables. Maintenant qu'ils ont pris le pouvoir au Québec, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture risquent de causer la perte de milliers et de milliers de cultivateurs québécois.

En 1960, la valeur des terrains et bâtiments affectés à la production laitière dépassait \$2,500,000,000, celle de l'outillage était estimée à \$550,000,000, tandis que la valeur du bétail laitier était de l'ordre de \$270,000,000. Les cultivateurs ont investi des sommes énormes dans cette industrie et devraient raisonnablement s'attendre à ce que le gouvernement leur accorde la protection qu'ils méritent. Il est favorable aux succédanés du beurre fabriqués avec des matières grasses provenant des animaux de nos fermes, mais opposé aux ersatz confectionnés avec des huiles qu'on extrait de végétaux récoltés à l'étranger.

Il propose, appuyé par le député de Nicolet (M. Roy), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 74 sur les succédanés de produits laitiers soit retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à maintenir, dans la province, l'interdiction de la fabrication et de la vente de tous succédanés de produits laitiers à base d'huile végétale et minérale, et tout particulièrement de la margarine et de l'oléo-margarine."

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le député de Laprairie-Napierville n'a rien compris. En vertu du projet de loi, la margarine ayant la couleur du beurre sera bannie du marché québécois. Il ne pourra donc pas y avoir de confusion possible. Le député de Laprairie-Napierville n'a rien dit quand il était au pouvoir lorsque la loi de l'Union nationale était violée et que l'on vendait, bon an mal an, de 18,000,000 à 20,000,000 de livres de margarine



colorée dans la province de Québec, malgré son bannissement.

Il n'a rien dit non plus quand il fut révélé que les commerçants et les fabricants de margarine et de succédanés écrivaient aux marchands et les encourageaient à offrir ces produits en vente, en leur promettant le paiement des amendes et des frais judiciaires auxquels ils pourraient être condamnés pour la vente de ces substituts du beurre, contrairement à la loi.

La même manœuvre est tentée actuellement, mais elle est vouée à un échec. Nous allons tout faire pour les empêcher de réussir. Nous allons continuer à protéger les producteurs de lait et les consommateurs contre ceux qui tentent de les tromper.

Dorénavant, les étalages de succédanés colorés ne tromperont plus les acheteurs. C'est pour cette raison, dit-il, qu'il permet la vente de la margarine non colorée comme le beurre. Avec la nouvelle loi de succédanés du beurre, les autorités provinciales veulent mettre fin au système de tolérance dont bénéficiaient les succédanés colorés du beurre jusqu'ici.

La loi sera rigoureusement appliquée et les cultivateurs du Québec préféreront sûrement cela à l'hypocrisie de l'ancienne loi qui défendait la vente de la margarine, sans que le gouvernement ne se préoccupe d'en empêcher la vente. La margarine arrivait par pleins wagons dans le Québec et on en vendait partout. Il vaut mieux agir en plein jour que d'agir dans l'ombre et laisser glisser dans la province de Québec des millions de livres de margarine. La margarine entrera désormais légalement dans la province de Québec plutôt qu'illégalement.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de l'Agriculture parle fort pour cacher la nudité de ses arguments. Nous avons une loi interdisant la margarine. Si la loi qui prohibait la vente de la margarine était violée, pourquoi le ministre ne prend-il pas plutôt les moyens de la faire respecter? Pourquoi le ministre ne l'a-t-il pas appliquée depuis un an qu'il est au pouvoir?

L'industrie laitière est une industrie essentielle et stabilise un revenu de 80 % pour les cultivateurs de la province. Et tout ce que le gouvernement trouve pour stabiliser cette industrie, c'est de légaliser la vente de la margarine. La légalisation de la margarine la mettra en péril. La légalisation est un "faux-pas" et elle va causer beaucoup de tort aux fermes laitières qui ont besoin d'aide. Vous affirmez que 25,000,000 de livres de margarine ont été vendues annuellement dans la province lorsque c'était illégal. Maintenant, on va en avoir par chargements de train.

L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), ce groupement de professionnels, à son congrès de 1959, demandait à l'Union nationale de prendre les mesures les plus sévères pour interdire la production et la vente de la margarine dans la province. C'est une loi qui sabote l'industrie laitière. C'est une loi néfaste.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Socialisante, communisante.

**M. Johnson (Bagot):** Pas tout à fait encore. Il appuie l'amendement du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau). Pourquoi, aujourd'hui, l'U.C.C. renonce-t-elle à ses objections et modifie son point de vue?

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond là-dedans. Le gouvernement fournit un autre motif d'inquiétude aux cultivateurs.

**M. Boulais (Rouville)** nie que la loi actuelle soit un danger pour les cultivateurs. Ce n'est pas à défendre la vente de la margarine qu'on assurera la prospérité de l'agriculture dans le Québec, mais avec des mesures comme le gouvernement libéral se prépare à en adopter, comme la diversification de la production laitière, l'ouverture de nouveaux marchés, etc. Ces mesures aideront beaucoup plus les cultivateurs que les lois de façade de l'Union nationale qui n'étaient d'ailleurs pas appliquées.

Nous avons une loi claire et nette qui pourra être appliquée: c'est sain. L'ancienne loi prohibant la margarine était impossible d'application à cause de l'évolution dans le marché. Cela créait une situation malsaine; c'était dangereux. Le nouveau bill permettra un contrôle plus efficace du marché; c'est ce que souhaite l'U.C.C.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La législation de la vente de la margarine constitue un assaut direct à l'industrie laitière. Si la loi passée par l'Union nationale était inopérante, c'était le devoir du ministre de la rendre plus efficace et opérante.

**Des voies ministérielles:** C'est ça qu'il fait!

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La vente de la margarine dans la province de Québec va porter un coup fatal à cette industrie, et ainsi vont se concrétiser les efforts des intérêts étrangers qui veulent accaparer notre marché du beurre. Je suis informé que des magasins à succursales multiples attendent la sanction de la loi pour vendre un produit à 25 cents et à 27 cents la livre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Et les ouvriers?

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Le premier ministre, pendant qu'il était à Ottawa, que les cultivateurs allaient le rencontrer et qu'il n'y était pas...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'invoque le Règlement. Le président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) est venu me rencontrer et j'y étais. Il m'a demandé d'intervenir auprès de mes collègues pour maintenir le prix du beurre et nous l'avons fait.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre n'a pas le droit de faire des intrusions dans le discours de celui qui parle.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'ai été attaqué basement par le député de Lotbinière. Ce qu'il a dit est une fausseté. Personne n'était plus assidu que moi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre dit qu'il a été attaqué basement; ce n'est pas parlementaire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Très bien. Je dirai plutôt que le député de Lotbinière m'a accusé fausement et injustement.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** La concurrence ne se fait plus aujourd'hui entre producteurs canadiens, mais entre producteurs canadiens et producteurs étrangers. On utilise l'huile végétale tirée de la noix de coco du soya. C'est une menace pour notre agriculture. Tous les spécialistes, tous les économistes reconnaissent les répercussions néfastes qu'aura la législation de la fabrication et de la vente de la margarine.

Si la loi de 1953 votée par l'Union nationale, qui défendait la fabrication et la vente de la margarine, fut si difficile d'application, c'est l'opposition du temps qui en est responsable.

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Ne disaient-ils pas que la margarine est le beurre du peuple<sup>6</sup>? Les députés libéraux d'alors furent les premiers à inviter indirectement la population à transgresser cette loi. Si le ministre de l'Agriculture veut améliorer la loi, la rendre plus efficace, il peut compter sur la

collaboration de l'opposition pour la protection de nos cultivateurs. Il comprend difficilement, dit-il, le changement d'attitude de l'U.C.C., quand on relit sa prise de position, avant les élections. La concurrence ne se fait plus, aujourd'hui, entre producteurs canadiens, mais entre producteurs canadiens et producteurs étrangers. Tous les spécialistes reconnaissent les répercussions néfastes qu'aura la législation de la fabrication et de la vente de la margarine. Elle coûte 30 ou 35 cents la livre; à ce prix, elle assure une rémunération convenable au fabricant et aux intermédiaires. À 53 cents la livre, le beurre permet tout juste aux cultivateurs de vivre. Ces derniers ne pourront résister à la concurrence de la margarine.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le gouvernement de l'Union nationale se disait opposé à la margarine, mais il n'en annonçait pas moins des recettes contenant de la margarine dans des publications officielles du gouvernement. Le président de l'U.C.C., M. Jean-Baptiste Lemoyne, avant les élections à Sherbrooke, a déclaré: "La coloration de la margarine et des "spreads" est défendue, mais partout il se vend des substituts colorés du beurre. Il faut arrêter cette coloration." C'est cela que nous faisons. Nous interdisons la margarine et les "spreads" colorés. C'est une protection pour les cultivateurs et pour les consommateurs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Élie, Johnson, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Collard, Courcy, Courmoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Mont-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Théberge, Turpin, Vaillancourt, 36.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown,

Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Théberge, Turpin, Vaillancourt, 34.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Élie, Johnson, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 74 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Projets de loi:

##### Loi des conditions de l'habitation

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Johnson (Bagot):** S'il y a eu erreur, elle fut faite en faveur des petits propriétaires, et le gouvernement aurait dû, au lieu d'interpréter strictement la loi de l'Union nationale, la modifier de façon à ce que les petits emprunteurs ne perdent pas d'argent.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ils ne perdent rien. Cela ne leur était pas dû!

**M. Maltais (Québec-Est):** Les modifications que l'article 5 du projet de loi apporte à la loi originale, celle de 1948, vont faire perdre des montants d'argent considérables aux nouveaux propriétaires et risquent de compromettre l'application de cette mesure. Il cite en exemple le cas d'un propriétaire qui, avec un prêt de \$9,000 remboursable en 20 ans, a bénéficié de la loi provinciale et reçu du gouvernement, comme ristourne de 3 % sur l'intérêt, un montant de \$3,116. Avec les modifications

qu'apporte l'article 5, il ne recevra que \$2,613<sup>7</sup>, soit une perte de \$500<sup>8</sup>. Dans le cas d'un autre ayant eu un prêt de \$11,500, la perte en 30 ans sera de \$1,100<sup>9</sup>. De plus, ceci s'appliquera aux mêmes personnes qui paieront \$25 environ en supplément d'impôt sur le revenu cette année; alors, le fardeau serait généralement pire que ça.

Jusqu'à ces derniers temps, lorsque la valeur maximum prévue par la législation était de \$7,000, comme dans l'exemple, et qu'un nouveau propriétaire avait fait construire une maison de \$9,000 grâce à un emprunt, l'administration provinciale lui remboursait 3 % d'intérêts pour \$7,000 aussi longtemps que la somme restant à rembourser n'était pas descendue au-dessous de \$7,000, ce qui durait un certain nombre d'années. Dorénavant, le remboursement maximum d'intérêts pour une année, soit \$210, ne se fera plus que pour un an; la diminution sera graduelle à partir de la deuxième année.

Cette détérioration malheureuse de la loi survient à un moment particulièrement inopportun, alors que s'accroît constamment l'écart entre le nombre de familles qui veulent accéder à la petite propriété et le nombre total des familles québécoises. Ce sont les ouvriers en somme les principales victimes que le gouvernement pénalise. Les aspirants-propriétaires seront frustrés de leur droit de propriété. Je suis convaincu que si ces modifications avaient été apportées auparavant, les 40,000 nouveaux propriétaires de la province auraient perdu des millions de dollars.

Il (M. Maltais) propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. Bertrand), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Le bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à maintenir, pour les emprunteurs, les avantages que leur accorde la loi pour améliorer les conditions de l'habitation, sanctionnée le 11 mars 1948, et ses amendements."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Élie, Johnson, Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, 16.

**Contre:** MM. Arsénault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-

Maurice), Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Théberge, Turpin, Vaillancourt, 34.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le nouveau système est simplement une application stricte du texte législatif de 1948. Ce dernier était mal appliqué d'après le vérificateur des *Comptes publics* de la province lui-même. Le bill ne fait que donner effet à une décision du Conseil des ministres prise à la suite d'une lettre reçue du vérificateur de la province. Il a attiré l'attention sur les erreurs de calcul, faites depuis longtemps, concernant le calcul de la ristourne provinciale dans le cas des prêts dépassant \$7,000 et \$12,000. On accordait le 3 % sur tout le montant, tant et aussi longtemps que l'amortissement n'était pas descendu au niveau de \$7,000 et \$12,000. Le vérificateur a dit que l'ancien gouvernement semble avoir mal interprété l'application de la loi en ce qui concerne ces maisons. Alors, nous avons simplement corrigé la situation.

**M. Johnson (Bagot):** Si le gouvernement précédent de l'Union nationale a mal interprété les règlements, alors vous auriez dû légaliser l'interprétation parce que ce sont les petits propriétaires qui en profitent. S'ils en ont bénéficié, je suis heureux de dire que nous sommes coupables de cette mauvaise interprétation. Ceci favorisait 40,000 propriétaires. On fait perdre les gens.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les petits ouvriers ne perdent pas, parce qu'ils n'avaient pas droit à une série de paiements maximums, d'après le texte même de la loi qui avait été adopté par l'Union nationale.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Théberge, Turpin, Vaillancourt, 34.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Caron, Cloutier, Élie, Johnson,

Langlais, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 62 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour l'achat d'engrais chimiques (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bernatchez (Lotbinière):** L'année dernière, c'était \$4,800,000 et, la semaine dernière, le gouvernement a accusé l'Union nationale d'avoir utilisé cette somme pour influencer les cultivateurs lors de la dernière campagne électorale. Je mets au défi tout membre de la cette Chambre de citer un cas où un cultivateur n'aurait pas pu bénéficier de cette loi, s'il en a fait la demande.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le député de Laprairie-Napierville se promenait avec sa valise...

**M. Bernatchez (Lotbinière):** Si le député de Laprairie-Napierville se promenait avec sa valise pleine de chèques à distribuer pour des subventions en engrais, c'est que les organisateurs libéraux se promenaient avec des paquets de mensonges!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide au transport du bétail (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il s'agit d'équilibrer les frais du transport des bestiaux des producteurs éloignés, afin de les placer sur un pied d'égalité avec les producteurs qui se trouvent dans le voisinage des abattoirs<sup>10</sup>. C'est notamment le cas du Témiscamingue, de l'Abitibi et de la Gaspésie.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** demande que cette aide soit étendue au transport des bestiaux vers les cours à bestiaux.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Dans ce domaine, le contrôle serait pratiquement impossible.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le gouvernement de la province a l'intention d'intensifier les recherches agricoles au cours des prochaines années. Cette année, on prévoit \$250,000 pour le Conseil de recherches agricoles, ce qui marque une augmentation de \$40,000 sur l'an dernier.

Mais il est évident que ce n'est pas encore suffisant. Je puis donner l'assurance que le gouvernement a l'intention de faire beaucoup plus pour les années à venir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de l'enseignement de l'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot):** J'espère que cet organisme n'aura pas été seulement une couverture pour permettre au gouvernement de ne pas tenir sa promesse de construire une école supérieure d'agriculture à Saint-Hyacinthe?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le comité d'étude a été laissé entièrement libre de faire ses recommandations en dehors de toute partisanerie politique. Il doit d'ailleurs soumettre un rapport d'ici une quinzaine.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** rend hommage à ses anciens professeurs de l'École d'agriculture d'Oka, à ceux de l'École d'agronomie de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et aux professeurs de l'École de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe. Il se prononce en faveur d'un comité d'étude de l'enseignement de l'agriculture.

Un organisme du genre ouvrira de nouveaux horizons. Avec les résultats qu'ont obtenus nos institutions, la réputation qu'elles ont, non seulement au pays mais aussi à l'étranger, on n'a rien à apprendre des supposés docteurs qui viennent de l'extérieur.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** annonce plusieurs projets du gouvernement: l'École d'agriculture, la clinique à l'École de médecine vétérinaire, un agrandissement à l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, le Centre d'insémination artificielle, l'École d'agriculture de Sherbrooke et d'autres.

**M. Bellemare (Champlain)** demande au ministre s'il a des nouvelles de l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pérade?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Ça va bien.

**M. Bellemare (Champlain):** Va-t-elle y demeurer?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Le comité va faire son rapport.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de la mise en marché des

produits laitiers (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

Le comité d'étude de la mise en marche des produits agricoles devrait présenter un rapport dans une semaine ou une semaine et demie, environ.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction et achats de terrains (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions huit cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Colonisation)"<sup>11</sup>, du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bégin (Dorchester)** prend connaissance du rapport de ce ministère pour 1959-1960 et il constate que le ministre actuel (l'honorable M. Courcy) a été très chic pour lui.

Cependant, demande-t-il, comment les nouvelles prévisions budgétaires peuvent-elles être inférieures d'environ \$1,500,000 à celles de l'année dernière sans qu'il ne fournisse aucune précision?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):**

La différence sera coupée de moitié avec un budget supplémentaire qui est prévu sous peu.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)",

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide au maintien des colons, y compris les subventions (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour assurer aux colons le crédit nécessaire à la bonne exploitation de leur lot (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation, y compris les subventions (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bégin (Dorchester)** se réjouit de l'augmentation de \$125,000 pour les forages des puits.

Il engage son successeur à aller encore de l'avant, si possible, dans ce domaine, parce que le

manque d'eau est souvent l'une des choses dont les colons se plaignent le plus.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million neuf cent soixante-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts et outillage (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Lavallée (Berthier)** demande au ministre des explications sur la construction d'un chemin, sur un terrain privé, à Berthier, et qui ne mène nulle part. Apparemment, on fait faire un chemin, dans son comté, pour respecter une promesse électorale, et ce chemin est destiné à servir à un patronneau qui veut faire un développement domiciliaire. Il n'y a aucun colon là.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Je n'ai jamais entendu parler de cette affaire, dit-il. Mon ministère n'a jamais accordé de contrat et un enquêteur ira dès aujourd'hui vérifier les faits sur place pour ensuite renseigner les députés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. "Des applaudissements chaleureux ont signalé l'entrée du député de Chicoutimi" selon le journaliste du *Montréal-Matin* du 30 mai 1961, à la page 12.

2. "Les membres de l'opposition avaient fait placer un bouquet de roses rouges sur le pupitre de leur chef à l'Assemblée législative. Dans un geste délicat, M. Talbot a fait distribuer ces roses aux membres de la Chambre, tant du côté ministériel que du côté de la gauche" raconte le journaliste du *Soleil* du 30 mai 1961, à la page 28. *Le Nouvelliste* du 30 mai 1961, à la page 5, ajoute qu'"il en donne également à l'Orateur de la Chambre et aux journalistes".

3. Seule *La Presse* du 30 mai 1961, à la page 25, attribue ces paroles au député de Missisquoi, M. Bertrand.

4. Les journaux ne rapportent aucun débat quant à ce projet de loi. Pour prendre connaissance des amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

5. Chiffre du *Montréal-Matin* du 30 mai 1961, à la page 13: \$150,000,000.

6. Le "beurre du pauvre" écrit plutôt le journaliste du *Montréal-Matin* du 30 mai 1961, à la page 5.

7. Chiffre de *L'Action catholique* du 30 mai 1961, à la page 16: \$2,614.

8. "Dans le cas d'un propriétaire ayant eu un prêt de \$9,000 pour trente ans, la perte sera de \$600," selon *Le Soleil* du 30 mai 1961, à la page 5.

9. Chiffre de *The Montreal Star* du 30 mai 1961, à la page 20: \$1,150.

10. "peu importe l'éloignement des producteurs", écrit plutôt le journaliste du *Soleil* du 30 mai 1961, à la page 16.

11. "Il a fallu à peine vingt minutes pour accepter ce montant et c'est l'honorable Jos-D. Bégin, l'ancien ministre du département, qui a dirigé l'examen très rapide des sommes demandées par M. Courcy", écrit *Le Soleil* du 30 mai 1961, à la page 16. Dans *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2, on parle de 10 minutes et on ajoute que "L'étude des divers postes budgétaires se déroula ensuite si rapidement que le président du comité des subsides, Me Richard Hyde avait à peine le temps de l'indiquer."



Séance du mardi 30 mai 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Élections complémentaires  
fédérales**

**M. Johnson (Bagot):** (Sur un ton badin) Selon la rumeur, le premier ministre a été obligé de changer les télégrammes qu'il devait envoyer, hier soir, au premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Louis-Joseph Robichaud, et au chef du Parti libéral canadien, M. Lester B. Pearson<sup>1</sup>? Est-ce vrai? A-t-il eu le temps?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas eu le temps de penser à ces choses, mais j'enverrai sûrement un télégramme à M. Robichaud, pour le féliciter de la diminution considérable des majorités conservatrices dans les deux comtés du Nouveau-Brunswick où il y a eu des élections hier, et à M. Pearson pour le féliciter d'avoir gagné dans un château fort conservateur à Toronto, le comté de Leeds. Il est certain que ces trois comtés seront libéraux aux prochaines élections générales fédérales. (Souriant) Je vous attendais ce matin.

**Projets de loi:**

**Loi des corporations  
municipales et scolaires**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 89 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

Les arbitres, dit-il, appelés à entendre des différends entre les corporations et leurs employés, sont nommés pour deux ans, mais il arrive qu'il soit nécessaire d'en changer un, comme le cas se produit lors d'une scission dans une union. Or, il arrive que, pour une raison ou une autre, l'un des arbitres n'a alors plus la confiance du groupe qui quitte l'union. Il convient donc, à la demande d'une association

accréditée d'employés municipaux, de permettre la révocation et le remplacement de l'arbitre syndical qui n'a plus cette confiance. C'est le but de la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Industrie de la construction**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 90 concernant la convention collective dans l'industrie de la construction.

Le texte du projet de loi, dit-il, a été rédigé à la demande des patrons et des ouvriers. L'article 1 de ce projet a pour but de permettre de rendre obligatoire par décret, dans l'industrie de la construction seulement, une disposition d'une convention collective stipulant l'interdiction de grève, de contre-grève, d'un ralentissement de travail et de piquetage. Un tel décret aura pour effet de faire obstacle à toute demande de négociation de conventions collectives particulières à l'égard des employeurs qu'il régit.

L'article 2 a pour objet de permettre au comité paritaire, dans une région où l'interdiction prévue à l'article précédent a été mise en vigueur et où existe une commission d'apprentissage des métiers de la construction, d'obliger les salariés à obtenir un certificat de contrôle et à verser un honoraire mensuel n'excédant pas le salaire horaire fixé par le décret pour leur catégorie. Le comité aura le pouvoir d'apporter des exceptions à cette obligation et les sommes perçues seront versées à la commission d'apprentissage.

L'article 3 prévoit des sanctions pour la violation de l'interdiction de grève, de contre-grève, d'un ralentissement de travail et de piquetage. Quiconque enfreint, de quelque manière, cette interdiction commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas \$100 et les frais, pour la première infraction, et d'une amende n'excédant pas \$1,000 et les frais pour chaque récidive dans les 12 mois.

**M. Bellemare (Champlain):** Est-ce que ceci a été soumis au Conseil supérieur du travail?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Non, mais j'ai obtenu l'approbation des présidents des deux grandes centrales syndicales, MM. Jean

Marchand, des Syndicats nationaux, et Roger Provost, de la Fédération des travailleurs du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses écrites:

#### Jules DeCharette

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. À Shawinigan, comté de Saint-Maurice, y a-t-il un M. Jules DeCharette à l'emploi de la Régie des loyers?

2. Dans l'affirmative:

- a) quand a-t-il été engagé?
- b) à quelle fonction?
- c) à quel salaire initial?
- d) quel salaire reçoit-il?
- e) a-t-il une autre occupation?

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):** 1.

Oui.

2. a) 16 octobre 1960;

b) enquêteur-évaluateur au bureau de l'administrateur des loyers pour les cités de Shawinigan et Grand'Mère, les villes de La Tuque et Saint-Tite et la corporation du village de Shawinigan-Sud;

c) \$2,520 par année;

d) \$2,520 par année;

e) nous l'ignorons; mais, tout ce que nous savons, c'est qu'il remplit ses fonctions à la satisfaction de la Régie.

#### Arthur Thibodeau

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. À Shawinigan, comté de Saint-Maurice, y a-t-il un M. Arthur Thibodeau à l'emploi de la Régie des loyers?

2. Dans l'affirmative:

- a) quand a-t-il été engagé?
- b) à quelle fonction?
- c) à quel salaire initial?
- d) quel salaire reçoit-il?
- e) a-t-il une autre occupation?

**L'honorable M. Bertrand (Terrebonne):** 1.

Oui.

2. a) 16 octobre 1960;

b) enquêteur-évaluateur au bureau de l'administrateur des loyers pour les cités de Shawinigan et Grand'Mère, les villes de La Tuque et Saint-Tite et la corporation du village de Shawinigan-Sud;

c) \$2,700 par année;

d) \$2,700 par année;

e) nous l'ignorons; mais, tout ce que nous savons, c'est qu'il remplit ses fonctions à la satisfaction de la Régie.

### Obligations du Québec

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** 1. Lors de la dernière émission d'obligations de la province, quel a été le montant des obligations vendues:

a) à 5 % échéant en 1966;

b) à 5½ % échéant en 1980?

2. À quel prix la province a-t-elle vendu les obligations mentionnées à a) et quel en est le coût net à la province?

3. À quel prix la province a-t-elle vendu les obligations mentionnées à b) et quel en est le coût net à la province?

4. Quel est le coût net moyen à la province de la totalité de l'émission?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1.

a) \$13,000,000;

b) \$37,000,000;

c) \$98.25 - 5.40 %;

d) \$96.60 - 5.80 %;

e) 5.738 %.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions six cent quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Au ministère du Travail, depuis le 5 juillet dernier, 209 employés ont quitté. Sur ce nombre, 9 ont obtenu des permutations, 17 sont décédés et 39 ont démissionné. Il y a eu 21 révocations et 10 destitutions. Le nombre des employés en 1960 était de 686 et on prévoit qu'il sera porté à 749, cette année.

**M. Bellemare (Champlain)** se réjouit de la nomination du député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) à la tête du ministère du Travail. Il pose une question sur le secrétaire particulier du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel).

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je rends hommage à M. Yvon Boisvert qui, dit-il, vient d'entrer à mon service comme secrétaire particulier dans le comté de Saint-Maurice. M. Boisvert est un homme compétent dont je suis fier. Je le remercie d'avoir consenti à laisser son excellente position à la C.I.L. pour devenir mon secrétaire et ainsi rendre service au ministre des Affaires municipales et aux gens de son comté. C'est à titre de ministre des Affaires municipales que j'ai retenu les services de M. Boisvert. Ce dernier a aussi de vastes connaissances dans le domaine agricole et dans le domaine ouvrier.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre a pris un risque.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est un homme de jugement. Il sait bien que l'opposition est là pour 20 ans. M. Boisvert est un ancien président du Conseil des syndicats nationaux de Shawinigan et membre du conseil de ville de cette municipalité. Il loue les qualités de M. Lauréat Beaulieu, le secrétaire du ministre à Québec<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Les secrétaires particuliers des ministres jouissent d'un statut particulier au sein de la Commission du service civil. Ils ne subissent pas d'examen de la Commission et ne sont pas soumis à l'article 60 de la loi du service civil, puisque leur premier devoir est souvent de faire de la politique pour le ministre qui est les a engagés. Ainsi, si le gouvernement change, ils sont protégés.

**M. Johnson (Bagot):** Mon secrétaire particulier et tout mon personnel ont été mis dehors aux Ressources hydrauliques, à la suite des dernières élections.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Ce n'est pas une question à régler sur la place publique. Que l'ancien ministre vienne me voir et, s'il y a eu des injustices, elles seront corrigées.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)<sup>3</sup>:**

Je veux faire comprendre une fois pour toutes que ce n'est pas parce que nous avons débarrassé la province du régime néfaste de l'Union nationale que tous les postes du fonctionnarisme provincial nous seront refusés.

**M. Bellemare (Champlain)** cite le cas de l'ancien maire de Yamachiche, M. Émile Pellerin, qui, dit-il, a été récompensé en décrochant un emploi d'inspecteur à la Commission du salaire minimum. Il s'est mis en vedette lors de la dernière campagne en annonçant avec éclat qu'il quittait les rangs de l'Union nationale. Il est devenu un grand personnage pour les libéraux du jour au lendemain.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

J'admets cette nomination. Tous les inspecteurs de la Commission du salaire minimum, dont M. Pellerin, engagés par le gouvernement libéral depuis qu'il a pris le pouvoir, doivent désormais suivre un cours d'entraînement de 15 jours pour se familiariser avec l'administration de la loi.

**M. Bellemare (Champlain):** Je crois plutôt que, pour obtenir le poste d'inspecteur, la seule compétence exigée est d'être libéral.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Sur les 38 personnes qui ont suivi le premier cours à Québec, il y en a d'ailleurs seulement huit nouveaux et 30 anciens. Nous voulons qu'il n'y ait plus honte à être inspecteur au service de la Commission du salaire minimum. Nous commençons par qualifier nos gens. Cette loi n'est pas compliquée, mais elle comporte tout de même ses exigences. Ce genre de cours d'entraînement se pratique couramment dans l'entreprise privée.

Un organisateur de l'Union nationale a obtenu 95 % à l'examen du service civil. D'autres ont conservé 90 % et 92 %. Nous avons préféré fixer notre choix sur celui qui avait conservé 92 %. Il n'était pas de l'Union nationale et avait un meilleur jugement.

**M. Johnson (Bagot):** Il ne s'écoulera guère de temps avant que M. Pellerin, qui a trahi, obtienne plus de \$3,000 par année à un poste où il ne se rapporte pas chaque matin.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** M. Pellerin est averti que s'il ne remplit pas la fonction comme il se doit, il sera mis à la porte comme n'importe qui.

**M. Johnson (Bagot):** Un dénommé Honoré Pelletier a-t-il suivi les cours d'entraînement prévus par la Commission du salaire minimum et a-t-il obtenu un poste d'inspecteur?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je l'ignore. Nous avons institué ces cours pour que ce ne soit plus une honte d'être employé au salaire minimum comme c'était le cas autrefois. Nous prenons des gens, nous leur faisons suivre un cours afin qu'ils soient compétents dans leurs fonctions.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que le ministre est en train de nous donner la nouvelle technique de faire du patronage? Le gouvernement prend maintenant un libéral, lui fait suivre un cours et lui fait passer des examens pour la fonction publique. De cette façon, on est assuré d'avoir seulement des libéraux dans l'administration. Pourquoi le ministre ne répond-il pas à la question bien simple que je lui ai posée au sujet d'un dénommé Honoré Pelletier de Kamouraska?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il s'agit d'un cas particulier et je n'ai pas les informations voulues pour donner satisfaction au député. Si le député de Bagot veut avoir une réponse, qu'il suive la procédure normale: qu'il inscrive une question au *Feuilleton* et nous lui répondrons. Nous n'avons absolument rien à cacher. Ce n'est un secret pour personne qu'il y avait certains paiements de commisération au salaire minimum. Je pourrais donner des noms que certains députés de l'opposition n'aimeraient pas. Nous voulons que les gens qui sont payés par la province donnent le rendement auquel la province est en droit d'attendre.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a donné des ordres à M. Roland Perron, du bureau de placement provincial de Shawinigan, de placer d'abord ceux qui ont rendu service au ministre des Affaires municipales, au point de vue politique. Je le dis au ministre en Chambre pour qu'il avertisse M. Perron d'arrêter de se promener à Shawinigan en disant cela.

J'affirme que le ministre, depuis qu'il a pris la direction du ministère, a fait de ce bureau de placement à Shawinigan une officine de patronage et

de favoritisme politique qui étend ses ramifications non seulement dans le comté de Saint-Maurice, mais aussi dans celui de Champlain.

Le cas de M. Émile Pellerin est l'exemple le plus éhonté de patronage politique organisé par le ministre du Travail.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ma politique consiste à ne pas s'occuper de l'affiliation politique d'un homme lorsqu'il s'agit d'embaucher quelqu'un de compétent. Il promet d'étudier la situation. Une personne ne sera pas exclue automatiquement de la fonction publique parce qu'elle est une libérale.

**M. Bellemare (Champlain):** Dans le cas de M. Pellerin, je dis que, parce qu'il a trahi l'Union nationale, étant protégé par le ministre du Travail, et a fait le tour de la province...

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'invoque le Règlement. Je n'ai pas d'objection à discuter le cas de M. Pellerin avec le député de Champlain en n'importe quel moment. Cependant, s'il veut en discuter en Chambre, qu'il suive le Règlement et qu'il présente une motion.

M. Pellerin ne fait pas partie directement du ministère du Travail. Il est de la Commission du salaire minimum, qui ne demande pas de crédits à la Chambre. Il ne peut donc en être question lors de l'étude des crédits.

**M. Johnson (Bagot):** Notre devoir, comme membres de l'opposition, est de démontrer comment procède le Parti libéral, et particulièrement le ministre du Travail avec le patronage. Après les Pellerin et les Pelletier, y a-t-il d'autres traîtres qui ont été récompensés?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je demande au député de Bagot de retirer ses paroles. En vertu de l'article 285, il n'a pas le droit de qualifier de traîtres des gens qui se sont révoltés devant la corruption qui régnait sous le gouvernement de l'Union nationale.

**M. Johnson (Bagot):** Disons que ce n'est pas le bon mot. Le Parti libéral s'empresse de récompenser tous ceux qui ont trahi l'Union nationale lors des dernières élections provinciales. Sous le ministre actuel, la Commission du salaire minimum est-elle devenue le refuge de tous les mouchards et délateurs au service du Parti libéral?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** D'abord, c'est faux. Deuxièmement, les paroles du député sont antiparlementaires. Il n'a pas le droit d'accuser de mouchardise un homme qui a senti que sa conscience parlait plus fort que l'Union nationale.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Travail a fait du bureau de placement de Shawinigan un organisme de patronage dans le comté. Il fait exactement le contraire de ce qu'il prêchait dans l'opposition.

**Des députés ministériels:** Il n'y a pas de ristourne!

**M. Bellemare (Champlain):** Comment! M. Honoré Pelletier ne va même pas à son bureau et il est payé quand même. Il devrait comparaître devant la Commission Salvas<sup>4</sup>, commission injuste!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Champlain doit retirer ses paroles!

**M. Bellemare (Champlain):** Je les retire, mais j'affirme de nouveau que M. Pellerin est un exemple parfait du patronage politique que le ministre a institué. Pourtant, le Parti libéral s'était présenté comme le grand novateur de la politique. Je répète que le ministre a établi un système de patronage politique pire que celui qu'on a reproché à l'Union nationale pendant 16 ans.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Cette opinion est archi-fausse. Ce que j'ai reproché à l'Union nationale, ce n'est pas d'avoir donné la préférence à des gens compétents qui lui étaient sympathiques, mais d'avoir chargé 10 %, 15 %, 25 %, 33 % de plus pour faire effectuer les achats par des gens comme un barbier.

**M. Bellemare (Champlain):** Si le ministre veut, nous allons parler des graines à gazon et de la peinture! Le Parti libéral est en train de récompenser tous ceux qui ont trahi l'Union nationale, comme M. Pellerin et M. Pelletier. Le ministre du Travail est devenu un véritable grand patronneux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ce que dit le député est faux.

**M. Johnson (Bagot):** C'est peut-être faux parce que le député de Champlain aurait dû déclarer que le ministre est un super patronneux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Allez conter cela à mes amis qui me reprochent de ne pas faire de patronage!

**M. Johnson (Bagot):** C'est ce qui arrive généralement à celui qui a promis un poste à 10 personnes.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est faux. En 16 ans, je n'ai jamais fait une promesse à qui que ce soit en vue de l'amener à travailler pour moi. Je n'avais qu'à produire le portrait de l'Union nationale et les gens votaient contre.

**M. Bellemare (Champlain):** (Montrant une photographie) Mais le ministre se garde bien de montrer ce portrait de lui avec le béret blanc<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il y a cinq ans que vous vous en servez et ma majorité a triplé.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre devrait avoir la décence et le courage d'affirmer qu'il n'approuve pas l'attitude de M. Perron au bureau de placement de Shawinigan, qui donne la préférence à ceux qui se disent libéraux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est toujours ce que j'ai fait.

**M. Larouche (Témiscamingue)** proteste contre la destitution de M. H. Dupuis comme inspecteur du bureau de placement dans le comté de Témiscamingue et son remplacement, pour des raisons de patronage, par un ancien candidat libéral battu, M. Bonneau.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** M. Bonneau était un homme honnête et compétent. Il ne pouvait être exclu pour l'unique raison qu'il était libéral.

**M. Larouche (Témiscamingue):** M. Dupuis était également honnête et compétent et il a été destitué.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'Union nationale est bien allée chercher un ancien député battu, M. Gérard Guay, de Sillery, pour le nommer à la Commission du salaire minimum au traitement de \$10,000 par année.

**M. Bellemare (Champlain):** L'actuel ministre du Travail a placé M. Gérard Marier, de Québec, à la même Commission avec un salaire de \$10,000 par année pour agir comme l'exécuteur des hautes œuvres du parti.

**M. Bellemare (Champlain):** Est-il vrai que tous les bureaux de la province en Mauricie vont être transportés à Shawinigan?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Pendant 16 ans, la ville de Shawinigan et le comté de Saint-Maurice ont été privés de tout par le gouvernement provincial. Le gouvernement actuel va rétablir la justice et le bon sens, rien de plus, rien de moins.

Le député de Bagot (M. Johnson) a dit qu'il faut une retraite fermée à l'Union nationale. Il faudrait que ces gens soient septante fois sept fois en pénitence<sup>6</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre m'a cité de biais. J'ai dit que le congrès, c'est comme une retraite fermée. Il y a tout de même une nuance.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Est-ce que l'ancien premier ministre Barrette sera le prédicateur de votre retraite?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Va-t-il être accepté à votre congrès?

**M. Johnson (Bagot):** Nous songeons à faire inviter M. Saint-Laurent pour qu'il explique le rôle du premier ministre provincial actuel dans la trahison dont fut victime l'ancien premier ministre du Canada en 1957.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne peux pas laisser passer une insinuation aussi malveillante<sup>7</sup>.

J'ai été l'un des plus dévoués collaborateurs de M. Louis Saint-Laurent, que j'ai toujours considéré comme l'un des plus grands citoyens de son temps. J'espère seulement que le député de Bagot pourra avoir un jour, pour quelqu'un de son parti, un degré d'admiration et de dévouement aussi élevé que j'ai moi-même eu pour M. Saint-Laurent. D'ailleurs, nos relations démontrent que les insinuations du député de Bagot sont injustes, malveillantes, déplacées et ridicules à leur face même.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre prend la mouche pour rien. Tout le monde sait qu'après les élections de 1957...

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Johnson (Bagot):** Ce que j'ai dit en riant n'est pas plus méchant que les allusions à M. Barrette.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je l'ai dit en riant.

**M. Johnson (Bagot):** Moi aussi. La différence, c'est que j'ai la conscience tranquille.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** S'il a quelqu'un qui ne devrait pas avoir la conscience tranquille en ce qui concerne M. Barrette, c'est bien le député de Bagot.

**M. Johnson (Bagot):** Je demande un peu de précision au premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'en donnerai pas, car ce serait hors d'ordre.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail: indemnités et dépenses diverses (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 3 heures<sup>8</sup>

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq

mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Relations patronales ouvrières (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** La préparation du Code du travail est-elle avancée?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Sa préparation progresse. Les deux tiers du travail sont déjà complétés. La bibliothèque du travail se cherche actuellement un local. Elle sera très complète.

**M. Bellemare (Champlain)<sup>9</sup>:** Le premier ministre pourrait-il faire une déclaration sur le travail du dimanche?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** La loi du dimanche relève du procureur général (l'honorable M. Lapalme) qui est parti pour l'Europe il y a deux jours. Cette question aurait dû être soulevée pendant l'étude de son budget.

S'il était ici, je n'aurais pas la moindre objection à ce que le député de Champlain soulève la question.

Mais le député sera peut-être ici encore, l'an prochain, même s'il est certain qu'il n'y sera pas dans quatre ans. Il pourra donc discuter la question à loisir l'année prochaine.

**M. Bellemare (Champlain)<sup>10</sup>:** Je serais très heureux si le premier ministre faisait une déclaration sur la loi du dimanche. Qu'entend-il faire pour que les industriels la respectent? Les ouvriers de certaines industries sont soumis à un véritable chantage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)<sup>11</sup>:** Je suis à discuter cette question dans l'industrie de la pulpe et du papier avec les autorités de l'Église catholique dans la province. J'aurais aimé que cette question ne soit pas traînée dans les débats parlementaires à ce moment-ci où je discute de ce problème.

**M. Bellemare (Champlain):** J'accepte la déclaration du premier ministre, mais j'avais espéré en savoir davantage.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pour le moment, je n'ai rien à ajouter à ce sujet.

**M. Bellemare (Champlain):** Certaines sociétés industrielles se livrent à un chantage éhonté

pour venir à bout de la résistance de leur personnel en face de demandes de travail du dimanche.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai aucune hésitation à affirmer que je suis fermement opposé, en principe, au travail du dimanche. Tous le savent. Il s'agit là d'un problème aux aspects multiples et compliqués. Mais nous devons accepter le fait que, dans certaines branches de l'industrie, une partie de la main-d'œuvre doit absolument rester au travail le jour du Seigneur pour faire certains travaux. Nous ne pouvons pas ordonner la fermeture complète de sections des moulins sans provoquer de coûteux dommages, ce qui est, par exemple, le cas des bouilloires et des creusets dans les aciéries, les alumineries et les centrales électriques. Ces travaux doivent continuer le dimanche si on veut que ces industries soient en mesure d'opérer normalement les autres jours de la semaine. Il faut une enquête pour chaque établissement et les investigations sont souvent très difficiles à faire avant d'en arriver à une conclusion.

Les catholiques et les protestants sont vigoureusement contre le travail du dimanche. J'ai reçu des représentations dans le même sens de la part des ouvriers travaillant dans les usines et j'attends le rapport que j'ai demandé aux patrons. Ceux-ci n'ont jamais cherché à aborder le problème avec les autorités provinciales.

L'opposition et la population peuvent être certaines que nous ferons tout en notre pouvoir pour trouver une solution à ce problème, solution qui rencontrerait à la fois la nécessité de respecter le jour du Seigneur, tout en accordant aux industries l'essentiel de ce qu'elles demandent dans les secteurs où elles ne peuvent pas arrêter complètement le travail le dimanche.

**M. Bellemare (Champlain):** La déclaration du premier ministre va certainement faire énormément plaisir aux citoyens et rassurera nombre d'employés.

MM. Prévost et Marchand, les deux chefs des grandes centrales ouvrières québécoises, ont demandé au gouvernement de prendre des mesures décisives à ce sujet. Des présidents de syndicats m'ont dit: "Nous sommes pris entre notre devoir religieux et notre pain quotidien lorsqu'il est question du travail du dimanche au cours des négociations pour le renouvellement des conventions collectives".

**Des députés de l'opposition** posent des questions sur la loi des accidents du travail.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le gouvernement proposera l'an prochain certaines modifications à la loi des accidents du travail. On considérera alors l'opportunité d'inclure les optométristes et opticiens dans cette loi, de même que la possibilité d'indemniser les accidentés pour la première journée de leur arrêt de travail.

**M. Bellemare (Champlain)** pose une question sur la construction du Centre de réhabilitation de Québec.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le gouvernement provincial va construire ce centre pour les ouvriers victimes d'accidents industriels au même endroit qui a été prévu à l'origine par l'Union nationale lorsqu'elle était au pouvoir, soit le boulevard Hamel dans le comté de Québec-Est. Les travaux seront faits sous la direction de la Commission des accidents du travail.

**M. Bellemare (Champlain):** Les travaux ont commencé à cet endroit selon le système du coût plus marge, sous l'Union nationale, mais furent arrêtés par le gouvernement après les élections provinciales du 22 juin 1960.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le contrat a été accordé à l'entreprise Bergeville Estate avant que les plans et les devis n'aient été préparés. L'entrepreneur qui a obtenu le contrat a fait faillite pendant l'exécution du contrat. Le syndic, considérant le contrat comme un actif, l'a vendu à la compagnie Beaudet et Fils inc., toujours selon le système du coût plus marge. La Commission fait préparer actuellement les plans et devis de cette construction, étant donné qu'aucun ne pouvait être trouvé lorsque le nouveau gouvernement est entré en fonction, et les travaux vont débiter dans le plus bref délai possible.

**M. Johnson (Bagot):** Il y a du patronage dans cette affaire!

**M. Bellemare (Champlain):** C'est du tripotage!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Ah oui! Autrefois, c'était du tripotage!

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Travail a-t-il l'intention de donner satisfaction aux syndicats en créant des tribunaux du Travail? Il réclamait de tels organismes il y a quelques années.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le gouvernement libéral, dont je fais partie, reconnaît en principe la nécessité d'établir les tribunaux du travail dans la province et tiendra sa promesse de les créer. Ce projet va se réaliser dans un avenir plutôt rapproché, parce que le Conseil supérieur du travail, qui étudie actuellement cette question à la demande du gouvernement provincial, n'a plus que des questions de détail à régler avant que le projet ne se réalise complètement. L'effet principal sera de sortir les conflits de travail des tribunaux civils et de les transférer aux tribunaux du travail.

Pour le moment, la Commission des relations ouvrières est un quasi-tribunal du travail, puisque son président ainsi que son vice-président sont des juges et que son deuxième vice-président en sera un éventuellement, afin que cette Commission puisse siéger à trois bancs pour accélérer l'audition des causes.

**M. Bellemare (Champlain):** Est-ce que le libre jeu des négociations de conventions collectives entre la direction et le personnel des hôpitaux de la province a été entravé par la mise en œuvre de l'assurance-hospitalisation?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Non.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Il n'y a rien de changé à l'heure actuelle. Là où des conventions étaient en force, elles le demeurent et, dans les autres cas où il y a des négociations en cours, elles sont présentement continuées. Les employés de l'hôpital sont libres de joindre un syndicat présentement.

**M. Johnson (Bagot):** Cette déclaration est peu rassurante.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le gouvernement a prolongé les indemnités pour les accidents du travail au personnel hospitalier et il pense sérieusement à les prolonger davantage.

**M. Bellemare (Champlain)** demande des renseignements sur la grève à la Sperry Gyroscope, qui, dit-il, a débuté le 15 septembre 1960.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Une difficulté a existé dès le lendemain de la déclaration de la grève, car un grand nombre



d'ouvriers ont décidé de retourner au travail. En fait, 325 ouvriers de l'Union internationale des électriciens ont déclaré la grève, et 114 sont encore sans emploi par suite de la condition que la compagnie met à la reprise des négociations, c'est-à-dire que les grévistes perdent leur ancienneté.

**M. Bellemare (Champlain):** C'est cela que les employés ne veulent pas accepter, car la grève était légale. Sans cette condition, un règlement serait possible.

Il demande des renseignements sur la grève qui sévit chez Paul Guilbault Transport inc. à Québec, Trois-Rivières et Montréal.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le ministère du Travail essaie présentement de concilier les deux parties en cause dans la grève.

**M. Bellemare (Champlain):** Que fait la police provinciale dans cette grève?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est une chose qu'il faudrait demander au procureur général (l'honorable M. Lapalme), car ça relève de lui.

**M. Bellemare (Champlain):** Ce que je suis porté à comprendre, c'est que la police provinciale n'est pas supposée participer aux grèves et je découvre que la police escorte des convois de Guilbault entre Québec et Montréal.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le procureur général se fera un plaisir de répondre à toutes les questions du député à ce sujet.

**M. Bellemare (Champlain):** Je comprends mal l'intervention de la police provinciale dans cette grève. Je me demande qui a bien pu la demander.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** J'ai dit que le ministère tente de mettre la paix et de concilier les parties. Je ne crois pas qu'il serait dans l'intérêt public de discuter de la grève en question en Chambre. Le ministère du Travail s'intéresse activement à tous les conflits ouvriers de la province et essaie de les régler.

**M. Bellemare (Champlain):** Je partage l'avis du ministre du Travail. Ce n'est pas moi qui lui reprocherai d'agir avec discrétion dans une grève où la police provinciale intervient.

Le gouvernement a-t-il l'intention de laisser un étranger du genre de Jimmy Hoffa<sup>12</sup>, dont on connaît les antécédents, venir dans la province de Québec et dicter sa ligne de conduite aux unions ouvrières de chez nous? Il cite des articles dans lesquels il était dénoncé par divers groupes canadiens.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Une telle discussion est irrecevable durant l'étude des crédits du ministère. Le gouvernement actuel est opposé à toute forme de gangstérisme, où qu'il soit ou d'où qu'il vienne. Nous avons dans les Statuts du Québec des lois pénales au sujet du gangstérisme et qui prévoient des sanctions pour qui les enfreint. Nous verrons à ce ces lois soient mises en force, le cas échéant. En attendant, je note les craintes du député et les déclarations qui ont été faites par certaines personnalités au sujet de Jimmy Hoffa.

**M. Bellemare (Champlain):** Le chef ouvrier américain a défié récemment l'Association canadienne du camionnage à Toronto, en affirmant que ses méthodes de travail ne changeraient pas et que le groupe devra traiter avec lui personnellement, lorsque les nouveaux contrats seront négociés entre l'union des camionneurs et les propriétaires de camions.

Par la suite, le procureur général de l'Ontario, M. Kelso Roberts, a déclaré que la province d'Ontario n'avait pas besoin de chefs ouvriers du genre de Hoffa. Au Québec, le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Courmoyer) a dit que, sous peu, le ministre du Travail, et peut-être le premier ministre, feraient une déclaration au sujet des chefs ouvriers étrangers qui cherchent à pénétrer dans le monde syndical québécois.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Nous ne payons pas M. Hoffa!

**M. le président:** Est-ce bien dans l'ordre de profiter de l'étude de certains items des crédits du ministère du Travail pour amener dans la discussion le nom d'un chef ouvrier étranger?

**M. Bellemare (Champlain):** Il y a une tradition à l'Assemblée législative qui veut que lorsqu'on discute des relations patronales-ouvrières, on peut discuter des cas comme celui de Jimmy Hoffa, cet étranger qui tente de venir chez nous dicter une ligne de conduite que la Chambre de commerce de Montréal a qualifiée de menaces et de chantage. Va-t-on permettre à un étranger de ce genre de venir faire la loi dans la province de Québec?

Il (M. Bellemare) se dit être lui-même contre les retenues syndicales automatiques si une partie des cotisations devaient aider à supporter un parti politique, ce qui est une formule adoptée par le Nouveau Parti Démocratique. Quelle est l'opinion du gouvernement?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il est dans l'intérêt des travailleurs et de tous les citoyens de la province d'accorder leur appui aux libéraux qui sont au pouvoir depuis 20 ans.

**M. Bellemare (Champlain):** Deux organisateurs des unions de bûcherons de l'Union catholique des cultivateurs ont été maltraités par des employés de la St. Lawrence Corporation, à Dolbeau, pour avoir fait leur travail lorsqu'ils tentaient de pénétrer dans les chantiers. Ils ont été reconduits à la barrière des limites forestières de cette compagnie parce qu'ils étaient sur une propriété privée.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) n'a pas porté plainte au gouvernement.

**M. Bellemare (Champlain):** Oui, au ministre des Terres et Forêts. En tout cas, voici un groupement ouvrier certifié dont les représentants sont éconduits au mépris des lois de la province.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le problème du recrutement syndical en forêt en est un fort complexe et difficile de règlement. J'ai reçu des rapports à ce sujet. J'ai demandé aux deux parties en cause de me faire parvenir des mémoires exposant leurs points de vue. Nous en avons reçu un de l'U.C.C. et nous l'avons envoyé aux patrons en leur demandant de nous faire connaître leur réponse aux avancés de l'U.C.C.

Les patrons ont répondu la semaine dernière. Nous leur avons dit que la réponse sera maintenant étudiée au mérite. Cependant, dès les premières rencontres avec les représentants syndicaux et des compagnies à ce sujet, nous leur avons dit que la liberté syndicale existait dans la province de Québec, non seulement au point de vue théorique, mais également au point de vue pratique et qu'il fallait prendre les moyens pour que ce droit des ouvriers soit respecté. Nous allons étudier toute cette question en vue de rendre justice aux travailleurs de la forêt.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre devrait surveiller un syndicat américain à tendances

communistes qui a commencé une poussée dans les forêts du Québec, pour organiser les ouvriers.

**M. Johnson (Bagot):** Les autorités provinciales ont-elles prises une décision relativement aux employés de l'Hydro-Québec désireux de constituer un syndicat?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Ils ont la même liberté que les autres travailleurs de se former en syndicat.

**M. Johnson (Bagot):** La CSN et la FTQ ont tenté chacune d'organiser les employés sur les chantiers de la Manicouagan. Avec un roulement qui amènera là plus de 150,000 hommes avant la fin des travaux, c'est une affaire intéressante pour une union ouvrière d'obtenir l'appui de ces ouvriers. Le gouvernement semble favoriser l'une des deux centrales.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le gouvernement ne favorise ni l'une ni l'autre. Les ouvriers ont leur entière liberté syndicale et le gouvernement respecte cette liberté qui est accordée par les lois de la province. Il est arrivé qu'un organisateur ouvrier se soit arrangé avec un entrepreneur sur les chantiers de la Manicouagan, au moment où cet entrepreneur avait peu d'hommes à son emploi. On avait alors signé une convention collective. Dès que ce cas a été soumis à mon attention, j'ai demandé à la Commission des relations ouvrières de faire une enquête. Le truc a été découvert et les commissaires ont donné le certificat à l'autre union.

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement a-t-il une politique définie quant à l'admission des unions dans l'organisation du service civil?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai jamais été saisi du problème. Si je le suis, je prendrai les dispositions qui conviendront.

**M. Bellemare (Champlain):** Le conseil général des employés civils a fait une intervention à ce sujet auprès du premier ministre. Ce dernier a fait une déclaration qui a été vertement critiquée par le président général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et a soulevé des commentaires de la part de l'Union canadienne des journalistes de langue française.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas de commentaires à formuler. Ce n'est pas

toujours d'intérêt public de discuter de tous les problèmes de l'État sur la place publique. Vous comprenez pourquoi.

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement est-il hostile à l'introduction possible du syndicalisme chez les fonctionnaires? L'Union nationale pense que les employés du gouvernement devraient être encouragés à former des syndicats.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'était pas l'opinion du défunt premier ministre Maurice Duplessis.

**M. Bellemare (Champlain):** L'ancien premier ministre Antonio Barrette a approuvé ces syndicats.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cependant, les premiers ministres Duplessis et Sauvé étaient contre. Pourquoi l'opposition ne présente-t-elle pas une motion pour demander la modification des règlements administratifs qui interdisent les activités syndicales parmi les membres de la fonction publique?

**M. Johnson (Bagot):** Lorsque le projet de loi sera prêt, la session aura duré jusqu'à la convention de l'Union nationale en septembre.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Travail est-il en faveur de ces unions sous le contrôle des patrons que l'on appelle les syndicats de boutique?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je les ai toujours dénoncés et je n'ai pas changé d'idée à leur sujet. Je suis pour la loi et celle-ci défend les unions dominées par les employeurs.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre du Travail a-t-il l'intention d'amender l'article de la loi des relations ouvrières qui défend ces unions?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Le Conseil supérieur du travail étudie cette question actuellement. D'ici à ce qu'il ait produit son rapport, la loi reste ce qu'elle est.

**M. Johnson (Bagot):** Pour assurer la liberté des employés civils et leur épanouissement, le temps est maintenant venu pour le gouvernement de leur permettre de s'organiser en une quelconque formule d'association, soit un syndicat ou une corporation professionnelle.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai aucun commentaire à offrir sur la question d'un syndicat des fonctionnaires provinciaux.

**M. Johnson (Bagot):** L'organisation syndicale des employés d'hôpitaux et des fonctionnaires provinciaux ainsi que la domination américaine sur nos unions ouvrières constituent des problèmes d'importance majeure. Ils peuvent avoir leur répercussion sur la bonne administration de la province. Dans le cas des hôpitaux, il n'est pas suffisant de dire que la liberté existe. L'inquiétude persiste néanmoins parmi le personnel des hôpitaux. Les hôpitaux continuent quand même d'être dans l'incertitude. Quant à la domination américaine sur nos syndicats, elle devrait être dénoncée courageusement par le ministre. Celui-ci devrait donner des instructions claires à ce sujet.

Je comprends que le gouvernement puisse, en effet, avoir de bonnes raisons de ne pas faire de commentaires à l'heure actuelle sur le cas des fonctionnaires civils. Le temps est venu pour eux d'avoir une union. Ce n'était pas le moment il y a 10 ou 16 ans auparavant, mais l'évolution actuelle du service civil justifierait les fonctionnaires d'avoir cette corporation professionnelle.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pourquoi ne pas y avoir pensé l'année dernière?

**M. Johnson (Bagot):** Nous y pensions. Nous discussions de l'assurance-chômage pour commencer. C'est aussi le temps de fournir une forme de protection aux employés du gouvernement qui ne sont pas couverts par la loi sur le service civil. Les libéraux ont congédié des centaines de personnes, contrairement à tous les principes modernes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je vais vous donner les détails sur la manière dont l'Union nationale a congédié des employés en 1944-1945. Tout ce qu'il vous reste de cheveux va vous dresser sur la tête.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre voulait m'enlever mon comté<sup>13</sup>. Il en veut maintenant à mes cheveux! L'ancien premier ministre Barrette avait raison de dire qu'après 5 heures, les employés civils sont libres.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Est-ce que le député de Bagot peut nous dire si l'ancien premier ministre Duplessis, de même que M. Barrette et lui-même avaient l'intention de

permettre la formation d'unions au sein du service civil? Je voudrais pour une fois que le député me réponde sans détour.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne veux pas répondre des opinions de MM. Duplessis, Sauvé ou Barrette, mais, dans mon opinion personnelle, il est temps que l'on permette aux employés civils de se syndiquer. Ceux-ci n'ont aucune protection. Ils peuvent perdre leur position sans avis pour de supposées raisons de partisanerie politique.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour aider à l'apprentissage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il n'est pas question pour le moment de confier les écoles d'apprentissage au ministère de la Jeunesse.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Un comité interdépartemental a été formé, sous la présidence du sous-secrétaire de la province, M. Raymond Douville, pour étudier les cas des fonctionnaires qui vont étudier à l'extérieur.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention à la commission d'apprentissage des métiers de la construction de Montréal pour l'érection et l'organisation d'un centre de culture (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Autres subventions (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enquêtes et recherches: honoraires et frais divers (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**Des députés de l'opposition** posent des questions sur le Bureau de recherches économiques du ministère du Travail.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il a été aboli parce qu'il faisait double emploi avec le bureau du même nom du département de l'Industrie et du Commerce. Cependant, le ministère du Travail continuera à faire des recherches dans certaines industries sur divers problèmes industriels.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** Je souhaite un bon voyage au député de Saint-Maurice (l'honorable M. Hamel) qui part, ce soir, pour Genève<sup>14</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent soixante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Le ministère des Pêcheries compte actuellement 237 employés permanents alors qu'il y en avait 254 avant le 5 juillet dernier. Il y a eu 36 révocations, 26 nouvelles nominations, 15 mutations, six mises à la retraite, six démissions. Seulement six employés permanents ont été destitués. Il s'agit de fonctionnaires dépendant de la Commission du service civil.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il est regrettable qu'on ait congédié tant de gardiens depuis l'avènement du nouveau régime.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Les gardiens d'entrepôt ont été en majorité remplacés. On constatera que peu d'engagements remontent avant 1944, c'est-à-dire avant l'Union nationale. C'est malheureusement une tradition que ces emplois, non protégés par la Commission du service civil, aient un caractère politique.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** N'empêche que ce sont des gens de métier. Ils sont âgés et ils ont une famille sur les bras et ils ne peuvent plus se placer nulle part.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Au moins 99 % de ces gens-là, par reconnaissance pour le parti, s'occupaient continuellement de politique. Ils parlaient de politique, parfois d'une façon indécente, aux gens qui se présentaient aux entrepôts. Je n'ai pas l'intention d'agir injustement. Il cite le cas de M. Lionel Landry, de Carleton, à qui, dit-il, nous avons rendu sa place à la tête de l'entrepôt.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** évoque des affidavits et des lettres adressées au ministre au sujet d'employés. Ces documents, poursuit-il, étaient confidentiels. Certains sont maintenant dans les mains des patronneux des Îles. Il cite le cas d'un ancien inspecteur qui, dit-il, n'a pas été remplacé. Pourtant, il s'agit d'un poste important, car la protection du homard doit être assurée.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Le ministère des Pêcheries s'intéresse vivement à la protection de la pêche au homard. À cette fin, plusieurs nouveaux gardes-pêche ont été nommés après avoir suivi des cours à l'École des pêcheries de Grande-Rivière. Le gouvernement a mis en service trois petits navires-patrouilleurs, dont un est affecté tout spécialement aux Îles-de-la-Madeleine.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de protection (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Service de l'entreposage (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Il est question d'augmenter les subventions pour le transport du poisson. Cette initiative rendra de grands services aux producteurs de petits villages côtiers de la Gaspésie et de la Côte-Nord en leur permettant d'écouler leurs prises et de les acheminer vers les usines.

Les usines de transformation du poisson se multiplient. L'an dernier, elles n'ont pu fonctionner qu'à 50 % à peine de leur capacité, car les producteurs n'avaient pas les moyens requis pour assurer le transport du poisson que capturent les pêcheurs.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** À quels endroits sera assurée cette aide au transport du poisson?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** On aidera notamment le transport du poisson vers l'usine de la Rivière-au-Tonnerre sur la Côte-Nord. On aidera aussi les Pêcheurs-Unis de Gaspésie et les pêcheurs de la Baie-des-Chaleurs.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** demande des précisions au sujet de l'aide gouvernementale à l'industrie.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Cette politique aidera au fonctionnement des usines qui traitent le poisson, même si on ne peut leur garantir de fonctionner à pleine capacité.

Le gouvernement a l'intention d'accroître son assistance en faveur de cette branche de l'industrie en portant la contribution de l'administration jusqu'au tiers du prix d'achat des biens-fonds et de l'outillage requis pour son fonctionnement. Le cabinet veut fournir plus d'argent aux pêcheurs qui font construire de petits bateaux de pêche.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud) et M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** interrogent le ministre au sujet de la construction de chalutiers.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Pour l'instant, le ministère étudie un nouveau plan pour faciliter l'acquisition par les pêcheurs de chalutiers du type classique en leur apportant une aide accrue, comme par exemple en réduisant la mise de fonds initiale exigée d'eux et en payant en entier la prime d'assurance dont le gouvernement ne payait que le tiers jusqu'ici. Une loi a d'ailleurs été passée dernièrement à cet effet. Avec une augmentation de l'aide gouvernementale dans la construction de chalutiers, il sera possible de fournir plus de poisson à ces usines.

Les subventions de \$100 par année accordées par l'Union nationale à certains petits pêcheurs n'ont pas leur raison d'être. Nous les avons abolies.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il est regrettable que le ministre les ait abolies. Ces octrois, d'une valeur de \$100 dans certains cas, ont aidé un bon nombre de petits pêcheurs. Plusieurs d'entre eux sont retournés à la pêche qu'ils avaient abandonnée à cause de cette subvention. La nouvelle politique du gouvernement en matière de pêcheries favorise la centralisation de cette industrie dans certains grands centres de la Gaspésie au détriment de la petite industrie locale. Cette politique a privé plusieurs pêcheurs de leur gagne-pain. À Sainte-Thérèse, 25 d'entre eux ont été congédiés récemment. À Barachois, ce fut une vingtaine.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Notre industrie de la pêche doit faire face à une concurrence très forte de la part des pays européens qui envoient des pêcheurs jusqu'aux abords de la Gaspésie, avec de véritables usines flottantes qui permettent toutes les opérations. Devant cette situation, nous devons prendre des mesures pour y faire face. De plus, nous n'avons pas un contrôle absolu sur la situation locale et nous ne pouvons intervenir lorsqu'il y a des congédiements.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Il y a un transport illégal de boissons alcooliques entre les Îles-de-la-Madeleine et la terre ferme sur un bateau du gouvernement.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Je conseille au député de s'adresser au procureur général (l'honorable M. Lapalme) à ce sujet. Le bateau n'appartient pas au gouvernement.

La résolution est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 8 heures<sup>15</sup>****Subsides:****Budget des dépenses  
1961-1962****En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de construction de bateaux (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** pose une question sur la construction d'un prototype de chalutier à coque d'acier.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):**

Nous envisageons la possibilité d'en faire faire un. La somme de \$80,000 sera versée pour le construire. J'ai rencontré les architectes en construction navale et d'autres spécialistes intéressés au problème. Il est temps que les pêcheurs du Québec pensent à utiliser des bateaux faits en d'autres matières que le bois. Un chalutier fait entièrement d'acier sera plus solide, plus durable et il pourra subir les conditions climatiques de l'Atlantique. Le chalutier qui sera construit par le gouvernement servira de modèle pour les pêcheurs. Les nouveaux chalutiers seront en service avant longtemps si les usines de transformation du poisson continuent à fonctionner à pleine capacité.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de biologie et de technologie (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour

couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'enseignement, y compris les subventions (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'information et de la propagande (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Constructions, agrandissements et améliorations diverses (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Nous songeons à agrandir l'entrepôt frigorifique de Gaspé pour augmenter sa capacité de 1,000,000 de livres. L'entrepôt de Rivière-au-Renard sera également agrandi. Des demandes sont parvenues de Nouvelle, de Sainte-Adelaïde-de-Pabos, de Tête-à-la-Baleine, de Moisie, de Douglass Town, de Saint-Godefroy, de Salmon Bay, de Harrington et de Baie-des-Moutons pour l'installation d'entrepôts.

Le gouvernement provincial étudie les demandes. Nous projetons la construction d'un plan de halage et d'une cale sèche à Havre-Aubert aux Îles-de-la-Madeleine.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Dix-huit employés ont quitté le service; quatre ont été mis à leur retraite.

**M. Johnson (Bagot):** Les électeurs du ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Cournoyer) ont fait illégalement la chasse dans le comté de Richelieu.

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Sous l'Union nationale, seuls les bleus avaient le droit de pêcher. Même les permis ordinaires étaient systématiquement refusés aux libéraux.

**M. Johnson (Bagot):** Combien de causes ont été faites dans ce comté depuis le 5 juillet dernier?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu):** Je me souviens que des gens ont fait illégalement la chasse aux outardes, au printemps. C'étaient des libéraux. Ils sont venus me voir et je leur ai dit que je n'interviendrais en aucune façon en leur faveur. Ils ont payé l'amende.

**Des députés de l'opposition:** Le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Levesque, Bonaventure) fait fonctionner allègrement la guillotine au sein des employés du département depuis la prise du pouvoir par les libéraux en juillet dernier.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Depuis que je suis ministre de la Chasse et des Pêcheries, jamais une intervention politique n'a empêché les braconniers d'être poursuivis devant les tribunaux et de payer l'amende prescrite par la loi, peu importe de quelle couleur politique ils étaient. C'est maintenant l'égalité de tous devant la loi, chose que mes officiers savent très bien et respectent scrupuleusement.

Quant aux gardiens qui ont été remplacés, j'ai demandé à nos chefs de districts, qui avaient pour la plupart été nommés par l'ancien gouvernement, de nous faire un rapport sur ceux qui, à leur avis, avaient fait ou n'avaient pas fait leur devoir. J'ai découvert qu'il y avait 139 gardes-chasse qui ne travaillaient pas du tout et leur engagement n'a pas été renouvelé.

Aujourd'hui, pour remplacer ceux que nous avons congédiés, nous recourons aux services de la Commission du service civil. Nous avons publié des annonces dans tous les quotidiens pour prévenir les aspirants candidats de la date des examens. Quand on compare cela à ce qui se faisait sous l'ancien gouvernement, je suis renversé de constater que les députés de l'opposition ne se lèvent pas les uns après les autres pour féliciter le gouvernement.

Il cite le cas d'un ex-gardien qui était propriétaire d'un poste de ravitaillement d'essence, qui était aussi "outfitter"<sup>16</sup> et qui avait en plus une ronde de malle pour le gouvernement fédéral. C'est clair qu'il ne faisait jamais de rapport au ministère de la Chasse. Aujourd'hui, nous exigeons que nos gardiens soient à plein temps à l'emploi du gouvernement. Le salaire d'un garde-chasse varie maintenant entre \$2,700 et \$4,500 par année. Il est normal d'exiger d'un tel agent qu'il travaille à plein temps pour le ministère.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** pose une question sur le canal de Soulanges.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Des pourparlers pour la cession à la province de Québec du canal désaffecté de Soulanges ont eu lieu avec les autorités fédérales. Je ne désespère pas qu'une entente puisse être conclue à la satisfaction des parties intéressées. Il a semblé dès le début des négociations que le gouvernement fédéral allait céder le canal à la province de Québec dans toute son intégrité. Nous avons alors commencé à faire des projets concrets.

Mais, plus tard, il y eut une intervention. D'où elle est venue? Ce n'est un secret pour personne. M. Marcel Bourbonnais, député fédéral de Vaudreuil-Soulanges, a publié, dans un quotidien montréalais, une lettre dont on a pris connaissance et qui disait que des industries sont intéressées à s'établir dans la région de Pointe-des-Cascades à l'extrémité est du canal. J'ai trouvé étrange que M. Balcer ait pu revenir sur sa décision au bout d'un mois à la suite de l'intervention du député.

Le 17 mars dernier, je me suis rendu à Ottawa avec mon collègue le ministre de la Voirie (l'honorable M. Pinard), parce que les projets à l'étude impliquaient des problèmes de voirie. Nous avons rencontré M. Balcer. Il nous a dit alors qu'il y avait un projet d'aménagement industriel à la Pointe-des-Cascades et que, si le projet ne se réalisait pas, le canal Soulanges serait cédé à la province de Québec dans toute son étendue au prix de \$1.

Puis, le 7 avril dernier, le ministre fédéral du Transport nous informait qu'il était prêt à transférer le canal Soulanges à la province de Québec, moins la Pointe-des-Cascades. Or, c'est là précisément le point le plus intéressant, celui qui est essentiel à la réalisation des projets que nous caressons. Nous avons alors cru devoir refuser la proposition d'Ottawa. Par la suite, nous avons cependant reçu une autre communication nous laissant entendre qu'il pourrait y avoir du nouveau dans 30 jours. De toute façon, les négociations se poursuivent.

**M. Johnson (Bagot):** Le député de Vaudreuil-Soulanges, lors de son intervention, parlait au nom de la Chambre de commerce. Il représentait des intérêts commerciaux qui voulaient réserver une partie du terrain. Le ministre est sans doute heureux de trouver là un prétexte de ne pas tenir sa promesse d'établir une pisciculture, un beau projet qu'appuyait d'ailleurs le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie). Pointe-des-Cascades, qui est une région d'un mille de long, n'est pas nécessairement conforme aux plans du provincial.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** De façon générale, on souhaite que la province acquière tout le canal. Je suis d'avis, avec mes collègues, qu'il n'est pas nécessaire d'aller à Pointe-des-Cascades pour un établissement industriel.

Je ne voudrais certes pas faire obstacle à un projet industriel, mais il faut reconnaître que la Pointe-des-Cascades est particulièrement adaptée à l'établissement d'une pisciculture. Il y a là des bassins et tout ce qui peut convenir à un projet comme celui que nous caressons.

D'ailleurs, pourquoi le gouvernement fédéral garderait-il cette portion de terrain qui est la plus intéressante? Pourquoi ne nous abandonnerait-il que l'autre partie du territoire où il y a de très coûteux travaux de voirie à exécuter?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserves de pêche (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt



mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de protection (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Cent quarante aspirants gardes-chasse suivront des cours cette année à la nouvelle école située dans l'ancien hôpital Jeffery Hale où la police provinciale a ses quartiers généraux. Déjà 75 d'entre eux sont prêts à être promus et seront nommés sous peu. Une somme de \$50,000 est prévue pour les uniformes.

**M. Johnson (Bagot) et M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** demandent des renseignements sur la somme de \$50,000 consacrée aux uniformes des gardes-chasse.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** consulte des documents et ses sous-ministres.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** (D'une voix impatientée) Ce montant est parfaitement normal<sup>17</sup>!

**M. Johnson (Bagot):** M. le président, le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) pourrait-il nous dire le pourquoi de tel montant à tel sous-item? (Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de biologie (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Le gouvernement étudiera la possibilité d'accorder une subvention au Jardin zoologique de Granby au cours des prochaines années. Jusqu'à présent, cette subvention s'est faite de façon détournée en payant les salaires des gardiens sur le poste budgétaire des gardes-chasse. Il serait cependant plus régulier

d'accorder une subvention. Le gouvernement étudiera la chose et fera connaître sa décision en temps et lieu.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Le Jardin zoologique de Charlesbourg, près de Québec, est un jardin magnifique qui fait l'admiration de tous ceux qui le visitent, au nombre de plusieurs milliers chaque année. Il devrait avoir une subvention plus substantielle.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Une somme de \$60,000 est prévue pour de nouvelles constructions à ce zoo cette année, soit \$15,000 de plus que l'an dernier.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs provinciaux (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Constructions diverses (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Caron (Maskinongé)** pose une question sur l'établissement d'un parc provincial en Mauricie.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Nous avons reçu des demandes sérieuses. Le ministère étudie avec un grand intérêt le projet de créer un parc provincial dans la Mauricie. Le député de Maskinongé peut être assuré que mon plus grand désir est de réaliser ce projet et de voir les gens de la région trifluvienne jouir des avantages et des loisirs que peut offrir un parc provincial.

J'ai chargé le sous-ministre adjoint, M. Louis-Philippe Gagnon, de voir à trouver l'endroit le plus

propice à l'aménagement d'un tel parc et à s'informer des arrangements que la province pourrait conclure avec les clubs privés qui opèrent dans ce territoire.

Justement, l'une des grandes difficultés qu'on s'efforcera de circonvenir, au cours de l'année, est représentée par la présence de nombreux clubs privés en Mauricie. Il n'est pas question d'abolir tous les clubs. D'ailleurs, on en a gardé lorsque vint le moment d'aménager de nouveaux parcs dans le passé, comme celui du Mont-Tremblant.

**M. Caron (Maskinongé):** Ce projet de parc peut-il affecter les baux des clubs qui sont échus prochainement?

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Les baux ont été renouvelés. Lorsqu'il y a doute, ils sont renouvelés pour une année seulement, et on dit aux intéressés que le gouvernement se réserve le pouvoir d'en venir à une entente avec eux lorsqu'il y aura aménagement du parc.

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement devrait réserver dès maintenant pour ce parc un secteur pratiquement inexploité situé sur le tracé de la route La Tuque-Roberval, entre le lac Bouchette et la rivière La Croche. Il existe de très beaux lacs dans ce territoire et il n'y a presque pas de clubs privés. Cette région présenterait des avantages touristiques extraordinaires, vu que deux secteurs importants de la province y sont intéressés et qu'une route les reliera l'un à l'autre. Le gouvernement devrait ensemercer les lacs Bérubé et François dans la région mauricienne et les mettre à la disposition de la population.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure)** promet d'étudier le cas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Quel est le nombre d'employés au ministère?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Il s'établissait à 701 à la fin du mois de février, à

comparer à 695 l'année dernière. On en dénombre 298 aux services intérieurs et 403 aux services extérieurs. Nous avons engagé 12 nouveaux ingénieurs forestiers au département. Cette augmentation de personnel est nécessaire, en partie, par le service de restauration récemment créé, et, en partie par le service des producteurs de bois de pulpe, qui sera bientôt mis sur pied.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts, y compris les subventions (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Le gouvernement de la province entend intensifier la lutte contre les feux de la forêt qui occasionnent chaque année des pertes énormes à la province. En vertu du plan conjoint avec Ottawa, la province reçoit une contribution de 50 % des frais encourus pour la préservation des forêts.

Le ministère a acquis trois avions Canso pour ajouter aux moyens de lutte contre les feux de forêt. Au début de la guerre, ces avions étaient payés \$1,000,000 chacun par le gouvernement américain. Un peu plus tard, les mêmes appareils se vendaient \$500,000. Or, le gouvernement de la province les a acquis pour \$2,000. Le ministère a dû toutefois payer \$60,000 pour les transformer et les munir chacun d'un réservoir d'une capacité de 800 gallons.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il est étonnant que la province n'ait payé ces avions que \$2,000. Qu'a-t-on pu avoir pour \$2,000?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Le gouvernement a obtenu la carlingue et les deux moteurs de chaque avion. L'un de ces appareils n'est pas utilisé à l'arrosage des forêts. On le garde pour utiliser les pièces de rechange au besoin. Cette

année, la flotte aérienne du ministère est dotée de réservoirs d'eau qui aideront à combattre les incendies de forêt qui éclatent dans des régions isolées.

L'an dernier, il y a eu entre 575 et 600 feux de forêt dans la province. La lutte contre ces incendies a coûté à la province de \$1,000,000 à \$1,500,000. C'est surtout la Gaspésie qui fut affectée. Dans cette région, la forêt a brûlé sur une étendue d'environ 50 milles carrés.

La province, en vertu du plan conjoint pour la lutte contre les feux de forêt du haut des airs, doit aménager des pistes d'atterrissage. Il y en aura une à La Sarre, une autre à Chandler et une troisième à Bonaventure.

En Gaspésie, on projette des arrangements en vertu desquels on pourra utiliser les pistes qui seront la propriété du gouvernement et qui permettront, en même temps, l'établissement d'un service de passagers complet.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi constituant la municipalité scolaire d'Alma<sup>18</sup>**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement devrait envoyer au comité des bills publics le projet

de loi qui vise à la fusion, au point de vue de l'administration scolaire, d'Alma, de Saint-Joseph-d'Alma, de Naudville ainsi que des centres industriels de l'Isle Maligne et de Riverbend. L'étude du bill par le comité permettrait aux intéressés de faire connaître, à la députation, leur opinion sur le problème.

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le chef de l'opposition devrait demander au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Gérin-Lajoie) s'il consent à envoyer le projet de loi au comité.

#### **Ajournement**

#### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée vers 11 heures.

#### **NOTES**

1. *Le Droit* du 31 mai 1961, à la page 18, rapporte que le député de Bagot (M. Johnson) fait allusion aux quatre élections complémentaires fédérales tenues le jour précédent et remportées par le Parti conservateur dans trois circonscriptions.

2. *Le Nouvelliste* du 31 mai 1961, à la page 17, note que l'échange entre le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) et le député de Champlain (M. Bellemare) dure quelques minutes.

3. *La Presse* du 31 mai 1961, à la page 26, précise que cette intervention du ministre ne succède pas immédiatement la discussion sur les secrétaires particuliers qui a précédé.

4. Commission mise sur pied par le gouvernement Lesage en octobre 1960 et confiée au juge Élie Salvas, de la Cour supérieure, dans le but d'enquêter sur l'administration de l'Union nationale, notamment les méthodes d'achat au ministère de la Colonisation et au Service des achats, ainsi que les transactions effectuées en 1958 lors de la vente du réseau de gaz d'Hydro-Québec à la Corporation du gaz naturel du Québec.

5. Il s'agit probablement d'un montage photographique réalisé par l'Union nationale lors de l'élection provinciale de 1956, alors que le Parti libéral s'était associé aux Bérêts blancs, groupe socio-religieux fondé par Louis Even et Gilberte Côté-Mercier.

6. *Le Soleil* du 31 mai 1961, à la page 3, rapporte que le ministre fait allusion aux propos tenus par le député de Bagot (M. Johnson) lors d'une allocution à Causapsal.

7. Selon *Le Montréal-Matin* du 31 mai 1961, à la page 1, le premier ministre apparaît choqué en répondant au député de Bagot (M. Johnson).

8. Aucun journal ne précise à quel moment les débats sont suspendus.

9. *L'Action catholique* du 31 mai 1961, à la page 15, note que quelques minutes séparent l'intervention du député et la réponse précédente du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) sur le Code du travail.

10. Les journaux du 31 mai 1961 notent que le député de Champlain (M. Bellemare) aborde à nouveau le sujet du travail dominical "un peu plus tard".

11. Dans son édition du 31 mai 1961, à la page 15, *L'Action catholique* fait dire au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) des propos qui sont attribués par tous les autres journaux au premier ministre.

12. James Riddle Hoffa (1913-1975) fut président des Teamsters, syndicat de camionneurs, à partir de 1957 et fut connu pour ses relations avec le crime organisé.

13. Voir le débat sur le bill 74 lors de la séance du 25 mai 1961.

14. *Le Nouvelliste* du 31 mai 1961, à la page 1, place l'intervention du député à la fin de l'étude des crédits du ministère du Travail. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, l'étude des crédits du ministère du Travail nécessite environ quatre heures.

15. Selon *L'Événement-Journal* du 31 mai 1961, à la page 8, l'étude de l'item 12 se fait pendant l'après-midi. *The Montreal Star* du même jour, à la page 25, note quant à lui que l'item 13 est débattu en soirée.

16. Il s'agit d'un pourvoyeur, qui fournit de l'équipement, des produits et ou des services pour des activités comme la chasse et la pêche.

17. *Le Soleil* du 31 mai 1961, à la page 8, rapporte que l'intervention du député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) sème momentanément la stupeur dans les rangs de l'opposition.

18. Il s'agit du bill 91, devenu la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 147.

## Séance du mercredi 31 mai 1961

## Présidence de l'honorable L. Cliche

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Motions des députés:

**Vœux de prompt rétablissement  
au député de Charlevoix, M. Leclerc<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Au nom du gouvernement et en mon nom, je fais des vœux pour le prompt rétablissement du député de Charlevoix (M. Leclerc).

**M. Talbot (Chicoutimi)** associe ses vœux à ceux du premier ministre, dit-il. Il exprime ses regrets de la maladie du député de Charlevoix, un collègue très cher, un député qui a fait sa marque en cette Chambre et un homme qui jouit du respect de chacun.

## Projets de loi:

**Alma**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 91 constituant la municipalité scolaire d'Alma, dans le comté du Lac-Saint-Jean.

Le bill a pour but de remplacer les municipalités scolaires d'Alma, de Saint-Joseph d'Alma, de Naudville, Riverbend et Isle-Maligne par une seule municipalité scolaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Questions de privilège:

**Réponse incomplète  
à une question au *Feuilleton*  
concernant M. Gabias**

**M. Gabias (Trois-Rivières)** se lève sur une question de "privilège" au sujet de la réponse du

procureur général d'une réponse faite à une question que l'honorable député de Roberval (M. Plourde) avait posée au *Feuilleton*, réponse qui apparaît aux *Procès-verbaux* de la séance du 29 mai 1961, et, alléguant que la réponse est incomplète et erronée. Elle ne répondait pas exactement à la question et elle répondait même incorrectement.

Ainsi, on dit que, comme secrétaire conjoint des commissaires nommés pour réviser les lois d'assurance de la province, j'ai reçu, jusqu'au 5 juillet 1960, \$26,912.75, soit \$3,000 par année plus les frais de voyage. Or, je dois souligner que j'ai donné ma démission comme secrétaire adjoint de la Commission le 15 décembre 1958 et que celle-ci prit effet le 15 janvier 1959. Ma démission a été acceptée le même jour et par arrêté ministériel (no 1230) en date du 17 décembre 1958. La somme retirée du 1<sup>er</sup> avril 1950 au 15 janvier 1959 fut bien de \$26,912.75. Je dois aussi préciser que mes frais de voyage pendant l'exercice de mes fonctions se sont chiffrés à \$662.75, alors que les honoraires étaient de \$26,250.

Quant aux arbitrages, la réponse contenue dans les *Procès-verbaux* laisse entendre que je n'aurais agi comme membre d'un tribunal d'arbitrage qu'à une occasion. Ce n'est pas du tout le cas. En 1958-1959, alors que j'étais avocat, j'ai reçu \$5, le 11 septembre 1958, comme membre d'un tribunal d'arbitrage concernant un différend entre les plombiers et leurs employeurs.

Le 13 septembre, dit-il, j'ai reçu \$337.05 comme président du comité d'arbitrage au sujet d'un conflit ouvrier à la Eastern Furniture de Victoriaville. Cette fonction m'obligeait à voyager. J'ai eu de nombreuses dépenses sur cette somme et les honoraires ne se sont pas élevés à plus de \$100. Le 16 septembre 1958, j'ai eu \$144.25 comme président du comité d'arbitrage sur un différend opposant les employés de Conrad Girouard d'Arthabaska à l'employeur. Les séances ont eu lieu à Victoriaville. Les honoraires n'ont pas dépassé \$50.

En 1959-1960, aucun cent ne me fut payé comme honoraire parce que, on se souviendra, les honoraires avaient été supprimés aux magistrats et aux juges des sessions de la paix qui siégeaient sur des tribunaux d'arbitrage. On leur payait uniquement leurs frais de voyage. C'était une époque où il n'y avait pas beaucoup de juges qui acceptaient les arbitrages. Devenu juge, je n'en ai refusé aucun et je les ai tous présidés, sans pour cela nuire en rien au travail de la Cour des sessions de la paix, à Trois-Rivières. J'ai assisté à toutes les séances des

commissions d'arbitrage, j'étais à l'heure et j'ai poussé le travail le plus rapidement possible.

Le 26 mars 1959, \$41.25 pour arbitrage de Brown Boveri; le 25 septembre, \$92.50 pour arbitrage de St. Maurice Chemicals à Verchères; le 30 novembre, \$88.75 pour arbitrage de l'Imprimerie Hebdo à Montréal; le 22 décembre, \$134.45 pour l'arbitrage à l'industrie du vêtement; le 14 mars 1960, \$177.45 pour arbitrage à la Corporation de Gaz naturel; \$295.17 pour l'arbitrage d'un conflit à l'Hôtel-Dieu de Roberval; en juin, \$284.55 pour l'arbitrage d'un autre conflit à l'hôpital d'Alma et, le 30 juin, \$150 pour avoir présidé un tribunal d'arbitrage concernant un différend à la Dominion Textiles de Montmagny. Les séances avaient eu lieu à Québec.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** C'est la confession d'un enfant du siècle!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je pense pouvoir mettre fin rapidement à cette affaire. Tous les montants que l'honorable député de Trois-Rivières a reçus ont été justement et légitimement gagnés. Il n'y a absolument rien d'irrégulier ou d'anormal. Il y avait droit, il les a gagnés. Il n'y a donc rien d'irrégulier. J'admetts qu'un droit absolu était impliqué. Aucun reproche n'est fait au député de Trois-Rivières à ce sujet, et en conséquence, la question de privilège qu'il a soulevée ne se pose plus.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Ce qu'il y a d'irrégulier, ce sont vos méthodes!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** En l'absence du procureur général, on m'a remis une réponse à des questions. Je l'ai déposée. Si elle contient des erreurs, je les ferai corriger. Il n'y a rien d'anormal dans la conduite du député, pas plus qu'il y ait quelque chose d'anormal ou d'irrégulier dans ce qu'ont reçu les personnes au sujet desquelles le député de Trois-Rivières a multiplié les questions au cours de la présente session.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je ne me laisserai pas distraire.

**M. l'Orateur:** Après la déclaration du premier ministre, je ne vois plus où est la question de privilège du député. L'honneur du député n'était certainement pas en jeu.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je m'excuse auprès de la Chambre, je ne peux pas

rester en Chambre parce que je dois partir prendre un avion pour Montréal pour recevoir un grade honorifique de l'Université de Montréal. Autrement, je vais le manquer.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je regrette que le premier ministre manque la fin de mon exposé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Si je dois être insulté lorsque je vais être absent, même si je dois manquer mon avion et le doctorat que l'Université de Montréal me réserve, je vais rester pour répondre au député de Trois-Rivières, mais le député est mieux de faire attention à ce qu'il dit. Je ne vais pas laisser le député de Trois-Rivières m'insulter. Il me semble que le député devrait être satisfait du certificat d'honnêteté que je viens de lui décerner par ma déclaration et ne pas insister<sup>3</sup>.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** veut continuer à donner des détails concernant les montants qu'il a reçus du gouvernement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons le droit de nous expliquer. Vous jugerez après. Le député a le droit de donner son point de vue, car tous les journaux de la province ont largement fait écho à la réponse donnée hier à la question posée par le député de Roberval. L'Orateur peut attendre que le député de Trois-Rivières se soit expliqué avant de rendre sa décision.

**M. l'Orateur:** Je ne permettrai certainement pas au député de se défendre en attaquant d'autres personnes. D'ailleurs, après ce qu'a dit le premier ministre, je considère que l'incident est clos et que toute explication ultérieure doit cesser. Il se réfère à l'article 67 du Règlement. Ma décision est rendue.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lechasseur, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet,

Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 39.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 27.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

### Explications sur des faits publiés:

#### Article paru dans *Le Soleil*

**M. Gabias (Trois-Rivières)** se lève sur une question de "privilège" et se plaint d'un article paru en première page dans le journal *Le Soleil*, mardi le 29 mai 1961. Il se réfère à la reproduction faite par le journal de la réponse qui apparaît aux *Procès-verbaux* de la séance du 29 mai 1961. Il est mécontent du titre qui coiffait la nouvelle. Il entreprend de donner à la Chambre les précisions qu'il juge nécessaires.

#### **L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

La question est réglée et le député n'a pas le droit de relever tous les journaux de la province.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Si tous les journaux de la province ont publié des comptes rendus du genre de celui du *Soleil*, je soulèverai la question de privilège et aucun député en cette Chambre n'aura l'audace et l'imprudence de m'en empêcher.

**M. Johnson (Bagot):** Le député de Saint-Maurice prétend que le député de Trois-Rivières n'a pas le droit de se lever à l'encontre d'un compte-rendu publié dans un journal, parce qu'il a déjà soulevé une question de privilège. La première question de privilège fut soulevée à l'encontre des *Procès-verbaux*. Il a maintenant le droit de la soulever à l'encontre de l'article du journal.

#### **L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Une décision a été rendue.

**M. Johnson (Bagot):** Pas sur le compte rendu du *Soleil*. Il y a peut-être d'autres erreurs que celles dont il fut question dans la première question de privilège. Ce n'est pas parce qu'on a fermé la porte

sur la question de privilège à l'encontre des *Procès-verbaux* que l'on peut empêcher une question de privilège à l'encontre de tout journal qui a mal rapporté la réponse.

#### **L'honorable M. Levesque (Bonaventure)**

soulève alors un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles du député de Trois-Rivières, alléguant que ce dernier soulève de nouveau une question de "privilège" qui vient d'être décidée. Je réfère l'Orateur à la page 61 des règlements, à l'article 195, paragraphe 1, note 2, où il est dit qu'une question de privilège, une fois décidée, ne peut être soulevée de nouveau, même sous une autre forme. C'est ce que veut faire le député de Trois-Rivières.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ce n'est pas la même question de privilège. La première était à l'encontre de la réponse dans les *Procès-verbaux*. Présentement, c'est une autre question de privilège au sujet d'un compte rendu dans le journal *Le Soleil*. Tout député a le droit de soulever une question de privilège, il a le droit de parler une heure même et de présenter une motion écrite à la fin. Je soumets que le député de Trois-Rivières peut exercer les droits que le Règlement lui confère et ce serait un accroc à la liberté parlementaire que de le lui refuser.

**M. l'Orateur:** Avant de rendre ma décision, je demande au député de Trois-Rivières de dire brièvement de quoi il se plaint.

#### **Des députés ministériels protestent.**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un article que j'ai cité tout à l'heure et qui paraît dans *Le Soleil* du 30 mai 1961. Certaines phrases sont contraires à la vérité et aux faits.

**M. l'Orateur:** Si le député a des commentaires à faire sur l'article du journal, il a le droit de les faire, mais il ne peut pas discuter les chiffres déposés, vu la déclaration du premier ministre tout à l'heure.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** L'article dit que le député Gabias a reçu \$69,512 du gouvernement de l'Union nationale. C'est un titre faux, archi-faux. Le député de Trois-Rivières n'a reçu que ses émoluments de député depuis le 22 juin 1960. Comme avocat et comme juge de 1945 à juin 1960, j'ai reçu plus que \$69,512 mais, comme député, je n'ai jamais reçu un sou, sauf les émoluments que tous les autres députés ont reçus.

Ce que j'ai reçu en plus comme avocat, je l'ai obtenu à compter du 1<sup>er</sup> avril 1951 jusqu'au 31 décembre 1952 alors que je fus conseiller juridique de la Régie des loyers. À ce titre, je fus payé \$4,000 par année.

J'ai bien rempli mes fonctions et le gouvernement de ma province m'a bien payé comme avocat. Lorsque le journal dit que c'est le gouvernement de l'Union nationale qui m'a payé, c'est faux.

C'est le gouvernement de la province de Québec qui m'a payé pour les fonctions que j'ai remplies.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ce n'est pas ce que vous disiez quand vous distribuiez les chèques.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Où et quand?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Quand le ministre a dit "vous", il ne veut pas dire vous-même spécialement.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Il y a un bout pour essayer de salir tout le monde afin d'essayer de paraître moins noir.

**M. l'Orateur:** Revenez à la question de privilège.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** J'ai reçu divers montants de la province de Québec pour des services rendus.

Ces montants me furent payés en honoraires et en frais de voyage. J'étais fier de travailler pour la province de Québec.

Depuis le 24 février 1960, j'y ai consacré toutes mes énergies et la population de Trois-Rivières l'a reconnu le 22 juin. Je sais que la population de Trois-Rivières va qualifier comme indigne et inique...

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Le député doit s'en tenir à la question de privilège.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Ce qui est injuste dans la réponse publiée dans *Le Soleil*, c'est qu'on essaie de faire de la petite politique avec mes honoraires comme juge.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** C'est clair que le député de Trois-Rivières répète ce qu'il a tenté de faire sous une autre forme tout à

l'heure. Je crois qu'il veut abuser du temps de la Chambre et de la patience de son Orateur.

**M. Caron (Maskinongé):** Je crois que le député de Trois-Rivières a le choix de ses moyens comme celui qui se défend. Il n'appartient pas à la partie adverse de choisir ses moyens.

**M. l'Orateur:** Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, il déclare qu'en se référant à la réponse reproduite par le journal *Le Soleil*, le député de Trois-Rivières soulève, sous une forme différente, une question de "privilège" qui vient d'être décidée par un vote de la Chambre. Et, en conformité avec la note 2 sous l'article 195 du Règlement, l'honorable député de Trois-Rivières ne peut continuer ses explications de cette façon. Il a eu suffisamment de temps pour relever les déclarations du journal. Je déclare la question terminée.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Mon collègue, dit-il, a le droit de s'expliquer pendant une heure, en vertu des règlements.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** veut parler.  
(Brouhaha)

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'en appelle encore de cette décision injuste de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lechasseur, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 39.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 28.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.



**Questions de privilège:****Rappel nominatif à l'ordre**

**M. Gabias (Trois-Rivières)** se lève une troisième fois sur une question de "privilège" suivant l'article 195 du Règlement et se plaint de la procédure employée par le député de Roberval (M. Plourde) en posant la question qui a amené la réponse qui apparaît à son sujet dans le *Procès-verbal* de la séance du 29 mai 1961. Je sou mets qu'à la suite des décisions qui viennent d'être rendues, il m'est permis de conclure que les procédés du député de Roberval et de ceux qui ont répondu...

**Des voix:** À l'ordre.

**M. l'Orateur:** Je rappelle le député de Trois-Rivières à l'ordre parce que celui-ci veut continuer à soulever et commenter une question de privilège qui vient d'être décidée.

**M. Gabias (Trois-Rivières)<sup>4</sup>:** (Élevant la voix) Les procédés du député de Roberval et de ceux qui ont répondu à sa question, dit-il, sont des procédés injustes et salisseurs.

**Des députés ministériels** protestent.

**Des députés de l'opposition** protestent.

**M. l'Orateur:** Pour la troisième fois, je rappelle à l'ordre M. Yves Gabias, député de Trois-Rivières.

**Questions et réponses écrites:****Edgar Hamelin**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Y a-t-il un nommé Edgar Hamelin, de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, à l'emploi de la Régie des alcools (Commission des liqueurs)?

2. Dans l'affirmative:

a) la date de son engagement?

b) son salaire initial?

c) son salaire actuel?

d) la nature de ses fonctions?

e) avait-il de l'expérience dans la vente des liqueurs alcooliques?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

1. Oui.

2. a) 30 janvier 1961;

b) \$2,600;

c) \$2,600;

d) commis-vendeur temporaire - permanent à compter du 1<sup>er</sup> mai 1961;

e) il avait déjà travaillé du 5 décembre 1960 au 7 janvier 1961.

**Employés de la prison de Trois-Rivières**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 5 juillet 1960 à date, y a-t-il un ou des employés de la prison de Trois-Rivières qui ont été remerciés de leurs services.

2. Dans l'affirmative:

a) quel est le nom de chacun d'eux?

b) quelle est la raison de leur congédiement?

3. Ces employés congédiés ont-ils été remplacés?

4. Quels sont les noms et prénoms des nouveaux employés?

5. À quelle date ont-ils été engagés?

6. Quel est le salaire de chacun d'eux?

7. Ces nouveaux employés ont-ils reçu une augmentation de salaire depuis leur engagement?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

1. Oui.

2. a) et b);

Ernest Jacob, geôlier; Absent continuellement depuis 1957.

Charles-Ed; Bourassa, gardien; Absences injustifiées.

Adélard Mélançon, gardien; Trop âgé (75 ans).

Alphonse Corbin, gardien; Trop âgé (85 ans).

Jeffrey Cossette, gardien; Trop âgé (83 ans).

Aimé Martel, gardien; N'était plus en mesure de remplir efficacement sa fonction.

Mme Prima Ebacher, matrone. Nous avons dû mettre fin à son engagement, vu qu'elle devait quitter le logement de geôlier qu'elle occupait dans la prison, pour faire place au nouveau geôlier et son épouse.

Mme Joseph Rouette, seconde matrone. Nous avons dû mettre fin à son engagement, vu qu'elle devait quitter le logement de geôlier qu'elle occupait dans la prison, pour faire place à sa remplaçante.

Dr Jean-Baptiste Leblanc, médecin. Dans l'intérêt du service.

3. Oui.

4. 5. et 6. (Voir la liste à la page suivante)

Norman Robitaille, géôlier; 1<sup>er</sup> avril 1961, mais exerçait la fonction de géôlier depuis l'absence de M. Jacob en 1957; \$3,650, comprenant le salaire de son épouse, \$1,250.

Mme Norman Robitaille, matrone; 1<sup>er</sup> avril 1961; \$1,250.

Mme Émilienne Sanschagrin, deuxième matrone; 1<sup>er</sup> avril 1961; \$1,200.

Jean-Baptiste Leduc, gardien; 19 décembre 1960; \$2,200.

André Paquin, gardien; 22 mars 1961; \$2,200.

Robert Babin, gardien; 1<sup>er</sup> mars 1961; \$2,200.

Roméo Lyonnais, gardien; 1<sup>er</sup> mars 1961; \$2,200.

Ovila Simard, gardien; 8 mai 1961; \$2,200.

Dr Benoît DeCharette, médecin; 1<sup>er</sup> janvier 1961; \$300.

7. Non.

#### **Salaires des membres de la Régie des alcools**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. Quel est le salaire payé par la Régie des alcools à chacune des personnes suivantes nommées, en vertu du bill 34, pour remplir les fonctions, soit de président, de vice-président ou de régisseurs de la Régie des alcools du Québec:

- a) M. le juge Lucien Dugas;
- b) M. le juge Omer Legrand;
- c) M. le Dr Ruben Lévesque;
- d) M. Lorne G. Power;
- e) Mlle Marguerite Choquette?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

1. a) M. le juge Lucien Dugas: \$18,000 comme président;

b) M. le juge Omer Legrand: \$14,000 comme vice-président;

c) M. le Dr Ruben Lévesque: \$14,000 comme régisseur;

d) M. Lorne G. Power: \$14,000 comme régisseur;

e) Mlle Marguerite Choquette: \$14,000 comme régisseur.

#### **Licences pour vente d'alcools dans Saint-Maurice**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Entre le 5 juillet 1960 et l'entrée en vigueur du bill no 34, adopté au cours de la présente session, dans le comté de Saint-Maurice, y a-t-il eu des licences pour vente

de liqueurs alcooliques d'accordées, de transférées ou d'annulées?

Dans l'affirmative:

2. Licences accordées:

a) combien?

b) à quel nom chacune d'elles?

c) à quelle date?

d) quelle sorte de permis?

3. Licences transférées:

a) combien?

b) quel nom?

c) à quelle date?

d) quelle sorte?

4. Licences annulées:

a) combien?

b) à quel nom?

c) à quelle date?

d) quelle sorte?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

1. Oui.

2. a) Huit. b), c) et d):

Paul-Émile Lamy - Fiesta, enr.; 8 août 1960; Restaurant.

Ludovico Franki - Au Florian; 22 août 1960; Restaurant.

Bernardin Savard - Ben Steak House; 13 septembre 1960; Restaurant.

Curling de Shawinigan-Est, inc.

Gérard Lachance; 20 octobre 1960; Club.

Roch Aubry; 6 septembre 1960; Épicerie.

Justin Lambert; 3 août 1960; Épicerie.

Yvon Laverigne; 17 octobre 1960; Épicerie.

Roland-A; Nadeau; 28 juillet 1960; Épicerie.

3. a) Quatre.

b), c) et d):

Mme Alexandre Vermette - Café St-Marc; 24 février 1961; Restaurant.

Gaston Boucher - Vendôme; 12 août 1960; Taverne.

J.-Thomas Jacques - Chez-Paul; 27 mars 1961; Taverne.

Émile Gagné - Moderne; 5 avril 1961; Taverne.

4. a) Aucune.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi des corporations municipales et scolaires**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89

modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** La même modification n'a pas été apportée pour l'arbitre patronal parce qu'il n'y a que les groupes syndicaux qui l'ont demandée. De plus, dit-il, il attend les recommandations du Conseil supérieur du Travail avant de refondre les lois ouvrières. En attendant, nous nous contentons de faire les changements urgents qui sont demandés avec instance.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Si cette façon de procéder est bonne pour les employés, elle devrait l'être également pour les patrons, municipalités et commissions scolaires si, à leur tour, elles croient avoir demandé la révocation de leur arbitre nommé pour deux ans, d'après la loi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Seulement les groupements musicaux m'ont demandé ce changement à la loi.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre du Travail veut, par cet amendement à la loi, couper la tête à M. René Bélanger, dont le groupe d'employés municipaux s'est séparé des Syndicats nationaux, il y a quelques mois. C'est un bill pour guillotiner.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je n'ai rien contre M. Bélanger, dit-il, mais je veux laisser aux unions locales libre choix de leur arbitre. Si une union locale veut M. Bélanger, nous n'avons aucune objection.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les patrons et les employés ont les mêmes droits, et si on donne aux employés des municipalités et des commissions scolaires le droit de changer leur arbitre avant la fin

de son mandat de deux ans, on devrait donner le même droit aux patrons.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 89 sans l'amender.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 3 heures<sup>5</sup>

#### Projets de loi:

##### Industrie de la construction<sup>6</sup>

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 concernant la convention collective dans l'industrie de la construction soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi de la convention collective (Statuts refondus, 1941, chapitre 163) est modifiée en insérant après l'article 10, le suivant:

"10a. Dans l'industrie de la construction, le décret peut rendre obligatoire une disposition de la convention stipulant l'interdiction de grève, contre-grève, ralentissement de travail et piquetage.

"Le décret, en ce cas, a pour effet de suspendre pour toute sa durée, pour les employeurs et salariés

qu'il régit et leurs associations, l'application des articles 4 à 17 de la loi des relations ouvrières (chapitre 162A)."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Cette mesure est demandée par l'Association des constructeurs représentant les gestionnaires, les entreprises de construction de Montréal et deux syndicats, la Fédération des travailleurs du Québec et la Confédération des syndicats nationaux qui ont approuvé de façon unanime cette action, afin que les désastres causés par les grèves ne viennent pas ravager la courte saison de la construction.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Les syndicats concernés représentent seulement 12 % des quelque 15,000 travailleurs de la construction de la région métropolitaine de Montréal. Cette petite portion impose sa volonté sur 88 % de ceux qui ne sont pas syndiqués.

**M. Bellemare (Champlain):** Je reproche au gouvernement de mettre de côté, par ce bill, les articles 4 à 17 de la loi des relations ouvrières, clauses qui sont fort importantes. La loi va trop loin; elle causera des perturbations profondes dans le monde ouvrier, notamment en enlevant une foule de droits, sans aucun recours, pour un temps illimité. Il demande au ministre de soumettre le projet de loi au comité des relations ouvrières de la Chambre basse avant la fin de l'actuelle session du Parlement provincial, ou de retirer le bill et de le faire étudier par le Conseil supérieur du travail qui n'a pas été consulté à ce sujet.

On n'a pas droit de paralyser l'économie de la loi des relations ouvrières pour répondre à la demande d'un seul groupe. C'est un bill anti-ouvrier. Le projet de loi porte atteinte au droit d'association, à la liberté collective et individuelle des travailleurs des métiers de la construction de faire la grève pour faire prévaloir une opinion. On dépouille, en effet, des milliers d'employés d'une partie de leurs droits individuels et collectifs. C'est une mesure osée, surtout si l'on songe que le Conseil supérieur du travail a commencé à préparer un Code du travail pour la province de Québec. Je répète que c'est l'atteinte à la liberté syndicale la plus grave et la moins justifiée que j'ai vue.

Certains comités conjoints sont gavés d'argent. Il n'y a pas que Montréal qui est en cause: 88 % des ouvriers intéressés, à Montréal, n'étant pas syndiqués, seront astreints au paiement de cotisation plus forte à la commission d'apprentissage.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** préfère, dit-il, les approbations qu'il a reçues des deux grandes centrales syndicales aux critiques des députés de Maisonneuve et de Champlain.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** De 1926 à 1950, 26,000 petits entrepreneurs-électriciens ont disparu, ont composé (sic) ou fait faillite. Il met le ministre du Travail en garde contre certaines revendications de la classe laborieuse. Dans ma propre industrie, celle de l'électricité, il existe un syndicat fermé et il s'en porte bien.

Vous nous parlez du comité conjoint de la construction, à Montréal. Mais ce comité paritaire est toujours sous la coupe du Builder's Exchange. J'ai siégé là pendant six ans et je puis dire qu'il n'est pas conjoint. Le ministre devrait faire enquête à ce sujet.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il existe à Montréal un comité paritaire de la construction et il y a un décret basé sur une convention collective. Mais ce décret, selon certains juristes, ne peut pas extensionner toutes les conditions de la convention collective. À cause de cela, les éléments prépondérants dans cette industrie à Montréal, le Builder's Exchange et les unions ouvrières de Montréal, se sont rencontrés depuis six mois et nous ont demandé de prolonger les effets du décret en attendant une entente.

Après plusieurs rencontres, les deux groupes se sont entendus sur le texte de l'article 1 que nous avons mis dans la loi. Le principe de cette entente est qu'il convient d'interdire la grève, dans l'intérêt des deux parties en cause, groupe patronal et personnel. Les parties employeurs et employés, veulent faire un essai loyal de cette décision de ne pas faire la grève. Le gouvernement n'a pas l'intention de mettre obstacle au but poursuivi dans l'intérêt général. Il nie que les droits des ouvriers soient enlevés pour un temps illimité.

**M. Bellemare (Champlain):** Combien y a-t-il eu de grèves dans les métiers de la construction dans la métropole?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il n'y en a pas eu à ma connaissance.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** demande au ministre qui il a consulté: MM. Provost et Marchand ou d'autres? Ce bill est-il bien ce que les présidents des syndicats MM. Marchand et Prevost, ont accepté?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Il a discuté de la chose avec MM. Ménard et Gosselin, des métiers de la construction. Il est prêt, dit-il, à soutenir que, substantiellement, le bill renferme ce que les deux parties ont demandé. Il se défend d'avoir agi à la légère en cette affaire. Toutes les précautions nécessaires ont été prises. Il y avait urgence d'agir, car patrons et ouvriers demandent une solution à leurs problèmes.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** se dit étonné que le ministre n'ait pas soumis son projet de loi au comité des relations industrielles, afin que chacun ait le droit de se faire entendre. Le projet de loi va finir par faire pendre le Parti libéral. Et je serai là pour serrer le nœud si je puis.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** L'industrie de la construction est importante; elle est conditionnée par la température, et le roulement de la main-d'œuvre cause souvent des difficultés. C'est pour cela que les deux parties, patrons et ouvriers, s'entendent pour nous demander d'interdire la grève et la contre-grève. Cette interdiction sera rendue obligatoire par cinq décrets. Cette entente existe depuis plus de 25 ans grâce à un décret, et on nous demande aujourd'hui de prolonger ce décret dans le même but.

Il donne l'assurance, dit-il, que la loi reflète substantiellement le texte de l'entente qu'on lui a soumis. Il a averti cependant patrons et ouvriers qu'ils prenaient là une sérieuse décision en consacrant un principe qui peut avoir de sérieuses répercussions dans d'autres domaines des relations industrielles. Il a demandé aux ouvriers d'avoir l'opinion de leurs centrales syndicales.

Il lit un télégramme conjoint qu'il a reçu de MM. Jean Marchand, président des Syndicats nationaux, et Roger Provost, président de la Fédération des travailleurs du Québec. Les deux présidents mentionnent que la restriction apportée au droit de grève leur inspire des craintes, mais ils espèrent néanmoins que le projet de loi aura les heureux résultats sur lesquels comptent ses rédacteurs. J'ai aussi l'approbation des plus importants employeurs.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 20a ajouté par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 38, le suivant:

"20b. Dans une région soumise à un décret rendant obligatoire une convention stipulant l'interdiction visée à l'article 10a et où est en activité une commission d'apprentissage de métiers de la construction, le comité peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, obliger, avec les exceptions qu'il juge à propos, les salariés à obtenir périodiquement un certificat de contrôle pour fins de surveillance de l'apprentissage ou de la compétence professionnelle, et à verser à titre d'honoraire mensuel, une somme n'excédant pas le salaire horaire fixé par le décret pour leur catégorie. Déduction faite des frais d'administration, les sommes ainsi perçues sont versées à telle commission d'apprentissage pour être employées aux fins indiquées dans le présent article."

**M. Bellemare (Champlain):** Dans cette affaire, 88 % des ouvriers de l'industrie de la construction n'ont pas été consultés et seront tenus de payer une surtaxe. Les salariés qui ne sont pas syndiqués devront verser une heure de salaire à la Commission d'apprentissage. En outre, l'article 2 du bill prévoit des exceptions. Il stipule que le comité paritaire pourra, dans certains cas, exempter du versement de la cotisation mensuelle. On ouvre la porte au favoritisme.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** se défend de vouloir créer des injustices avec cette mesure. La principale raison pour laquelle il veut un contrôle sur l'apprentissage, c'est parce que des patrons abusent des apprentis en les faisant travailler la première et la deuxième années, alors qu'ils ont un salaire inférieur, pour les foutre dehors à la fin de l'apprentissage quand ils ont droit à des salaires plus élevés.

Les apprentis électriciens étaient 3,772 en 1958. Or, seulement 1,000 de ces apprentis ont obtenu leur licence C en 1959-1960, et, au bout de quatre ans, ils n'étaient plus que 1,000, ce qui prouve que les patrons ont renvoyé la plupart des apprentis avancés pour les remplacer par des débutants, pour payer meilleur marché. Nous voulons que les apprentis soient traités avec justice.

Le bill vise à prévenir la grève, quand la chose est possible, sans préjudice pour qui que ce soit, et à protéger les apprentis contre certains patrons, afin de leur permettre de compléter leur apprentissage.

**M. Bellemare (Champlain):** Le bill n'est survenu qu'à la dernière minute malgré sa grande importance. L'article 2, par exemple, permet au

comité paritaire de la construction d'obliger les salariés à obtenir un certificat de contrôle et à verser un honoraire mensuel n'excédant pas le salaire horaire fixé par le décret pour leur catégorie. C'est ce que j'appelle une surtaxe.

**Les députés de l'opposition** demandent le vote sur l'article 2 du bill.

L'article 2 est adopté après un vote debout par 32 voix contre 22<sup>7</sup>.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** J'ai voté contre parce que je suis contre le principe d'avoir des comités paritaires, lesquels j'avais demandé au gouvernement d'abolir depuis 15 ans. En se débarrassant de ces comités et de ces inspecteurs, vous vous débarrassez de leurs fraudes. Leurs inspecteurs mettent leur nez dans les livres des compagnies avec effronterie. Si une vieille dame possède une maison qui vaut \$3,000 et qu'elle demande à un membre de sa famille de la peindre pour elle, ces inspecteurs vont la traîner en cour pour avoir engagé une personne qui ne déduit pas ses cartes de compétence.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Je voulais que la législation soit retardée d'un an pour permettre au Conseil supérieur du travail de se prononcer ou, si ce n'était pas possible, je désirerais que le gouvernement demande des réunions avec le comité permanent sur les relations de travail pour entendre les parties intéressées. Les deux côtés se sont rencontrés et ont élaboré un programme qu'ils nous demandent d'approuver. Pourquoi devrions-nous empêcher une tentative honnête de travailler en harmonie? De plus, les centrales syndicales ont accordé leur approbation après avoir longuement hésité. C'est pour cette raison que le projet de loi est tellement en retard.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 45, le suivant:

"45a. Lorsque le décret contient l'interdiction de grève, contre-grève, ralentissement du travail et piquetage, quiconque enfreint, de quelque manière, cette interdiction commet un acte illégal et est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars et les frais, pour la première infraction, et d'une amende n'excédant pas mille dollars et les frais pour chaque récidive dans les douze mois."

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre adopte des faux-fuyants. Le ministre n'a consulté ni le Conseil des relations ouvrières, ni le Conseil supérieur du travail. Il n'a pas le droit de mettre dans nos Statuts une loi qui aura des répercussions profondes et malheureuses.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Il s'agit là de problèmes que je connais à fond. Je les ai vécus depuis que j'ai l'âge de 12 ans. Certains chefs de grandes entreprises profitent de la situation. Ils font de leurs apprentis de vrais parias. Quand un apprenti est gros et fort, il y a de ces gens qui lui feront plier du tuyau pendant quatre ans. Ce qu'il faut, c'est former des hommes et leur apprendre un métier. Il ne peut être question de les fabriquer en série.

Il importe que le ministre du Travail ait juridiction. Nous ne voulons pas être obligés d'aller chercher nos directives et notre personnel à Washington. Le député de Saint-Maurice doit comprendre cela, un patriote comme lui qui est allé jusqu'à porter le béret blanc.

On sait d'où elle vient cette loi. Elle a été suggérée par MM. Jean Marchand et Roger Provost, je ne crains pas de le dire. Point n'est besoin de se laisser dicter une ligne de conduite par les grands syndicats! C'est mieux que les patrons et les ouvriers s'entendent directement. Si le ministre persiste à maintenir ce bill tel quel, nous le ferons changer au Conseil législatif où l'Union nationale est en majorité.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre se fait le complice des patrons qui veulent se débarrasser de la grève et qui ont accordé en retour à des chefs ouvriers minoritaires le droit de taxer les ouvriers. C'est la loi la plus antisyndicale que j'ai jamais vue. Le ministre devrait le retirer ou en permettre l'étude en comité public, afin que l'on puisse entendre les recommandations des chefs ouvriers qui sont véritablement au courant de la situation.

**M. Bellemare (Champlain):** La législation est le projet de loi le plus antisindicaliste, antidémocratique et antisocial que je n'ai jamais vu. Le ministre va s'y pendre et je vais me faire un plaisir de serrer le nœud. Le ministre devrait avoir honte de présenter une loi qui trahit les droits essentiels à la liberté syndicale et collective, une loi qui va surtaxer les employés et qui ne leur donne aucun privilège. Seulement la majorité ministérielle imposera à l'opposition cette loi lamentable et injuste.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Avec la nouvelle loi, le ministre du Travail tue les petits entrepreneurs généraux. Vous vendez votre race!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** Depuis que tous les représentants officiels concernés l'ont approuvé, je ne vois pas pourquoi il y a autant d'opposition politique. Si nous réussissons à éloigner une seule grève avec toutes ses tristes conséquences, je vais être très heureux. Je suis fier de ce projet de loi.

**M. Johnson (Bagot):** Dans le budget du département du Travail, on diminue les crédits pour les subventions destinées aux centres d'apprentissage. Il (M. Johnson) fait état des cotisations mentionnées plus haut. Encore un chat qui vient de sortir du sac! Une nouvelle taxe est imposée à l'ouvrier. Je suis opposé aux frais mensuels qui ne sont que d'autres taxes imposées aux gens qui sont déjà assez touchés par l'impôt sur le revenu.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):** (Répondant à l'opposition qui suggérerait d'envoyer le bill 90 au "Comité des relations industrielles" de l'Assemblée législative) On s'adresse à cet organisme lorsqu'il y a un différend, mais non pas quand les parties s'accordent. Le Code du travail sera soumis au comité.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 90 sans l'amender.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures<sup>8</sup>

### Projets de loi:

#### Loi des corporations municipales et scolaires

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, du consentement unanime, que le bill 89

modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés soit maintenant lu une troisième fois.

Ce projet de loi est présenté à la demande des groupes municipaux de la fonction publique dans le but de s'occuper des changements qui peuvent être nécessaires lors de l'audition d'un différend et quand un membre du conseil ne peut plus ou ne veut pas siéger.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 89 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés soit retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à permettre également, à la demande d'une corporation municipale, la révocation et le remplacement de l'arbitre patronal."

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** refuse d'accepter l'amendement. Aucune demande de la sorte n'a été faite par les administrations municipales.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Cependant, le gouvernement provincial a le droit d'agir en anticipant de telles possibilités.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Langlais, Lavallée, Maltais, PLOURDE (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 26.

**Contre:** MM. Arsénault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Meunier, Ouimet, Parent, Plante, PLOURDE (Roberval), Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Meunier, Ouimet, Parent, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40

**Contre:** MM. Bellemare, Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Langlais, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 26.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 89 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Bois à pulpe**

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Plourde (Kamouraska):** Je ne peux accepter la mesure proposée par le gouvernement parce que celle-ci conférerait à un fonctionnaire tous les pouvoirs quant aux conditions de vente du bois à pulpe coupé par des agriculteurs et des colons. En vertu du bill 41, le ministre des Terres et Forêts pourrait s'ingérer dans les affaires privées des commerçants de bois.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Le projet de loi vise à mettre de l'ordre dans le commerce du bois de pulpe et à assurer aux agriculteurs et aux colons la protection dont ils ont besoin pour obtenir des prix justes et équitables pour le bois qu'ils coupent.

**M. Plourde (Kamouraska)** propose, appuyé par le député de Témiscamingue (M. Larouche), que tous les mots après "que", dans la motion en

discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 41 concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons, soit retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de manière à confier à l'Office des marchés agricoles du Québec tous les pouvoirs mentionnés à la présente loi et aussi de manière à prévoir, dans la présente loi, la fixation d'un prix minimum pour le bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bellemare, Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Langlais, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 26.

**Contre:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Meunier, Ouimet, Parent, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Meunier, Ouimet, Parent, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bellemare, Boudreau, Caron, Charbonneau, Cloutier, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Langlais, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Thibeault, Tremblay, 26.



Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 41 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Projets de loi à étudier au comité des bills privés**

##### **L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le bill constituant la municipalité scolaire d'Alma sera référé au comité des bills privés, qui siégera mercredi prochain, à 10 h 30 de la matinée. Le comité étudiera au cours de la même séance un bill présenté par la Compagnie de Jésus qui désire obtenir un pouvoir d'emprunt.

#### **Ajournement**

##### **L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

#### **NOTES**

1. Le Dr Arthur Leclerc a dû être hospitalisé récemment à Québec à la suite d'une indisposition. Il a subi une grave opération chirurgicale rapportent *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> juin 1961, à la page 21 et *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2.

2. Le journaliste de *The Gazette* du 1<sup>er</sup> juin 1961, à la page 2, ajoute: "Rouge de colère, M. Lesage se retourne et marche à grands pas vers son siège."

3. Selon *Le Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> juin 1961, à la page 21, M. Hamel a dirigé les travaux de la Chambre après que le premier ministre soit parti pour Montréal vers 11 h 30.

4. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> juin 1961, à la page 1, rapporte que M. Gabias a le livre des règlements à la main.

5. Aucun journal ne nous informe à quel moment les débats sont suspendus.

6. Le journaliste du quotidien *The Montreal Star* du 1<sup>er</sup> juin 1961, à la page 17, écrit: "Le débat s'est étiré de façon répétitive pendant des heures et, à un moment, trois vétérans de l'Union nationale, des députés d'arrière banc, étaient les derniers à s'endormir."

7. *Le Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> juin 1961, à la page 1, note que M. Frank Hanley, député indépendant de Montréal-Sainte-Anne, a voté avec l'opposition.

8. Aucun journal ne nous informe à quel moment les débats sont suspendus.



Séance du jeudi 1<sup>er</sup> juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Loi des  
marchés agricoles**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 92 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

Le projet de loi a plusieurs buts, dit-il. Il tend d'abord à accorder aux employés de l'Office des marchés agricoles du Québec le bénéfice de la loi du service civil et de la loi des pensions. Les articles 2 et 3 précisent le droit de surveillance de l'Office des marchés agricoles et la clause relative au caractère confidentiel des renseignements obtenus. Cette mesure permet de confier à un syndicat professionnel de producteurs, ou à une union ou une fédération de tels syndicats, l'exécution d'un plan conjoint en vertu de la loi. Il permet à l'Office des marchés agricoles de déterminer par règlement les conditions requises pour avoir droit de voter sur un projet de plan conjoint.

L'article 6 du bill soumet les conventions conclues entre les acheteurs et un office de producteurs à l'approbation de l'Office des marchés agricoles, et permet à ce dernier de modifier un plan conjoint, mais seulement après un référendum. Ce plan conjoint est rendu susceptible d'application à tout acheteur autre qu'un consommateur ou un détaillant et non seulement au premier acquéreur. L'article 8 stipule que la personne qui violera les dispositions d'une convention signée par un acheteur et un office de producteurs sera passible des amendes prévues dans l'article 32 de la loi du 23 février 1956: de \$10 à \$50 pour la première infraction, et de \$50 à \$500 pour toute autre infraction, ainsi que les dépens.

Le projet de loi a aussi pour but de valider les décisions prises par l'Office des marchés agricoles du Québec avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, quoiqu'elles aient été prises alors que deux membres seulement siégeaient. Exception est faite pour les frais des causes en instance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Concessions forestières**

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 93 autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières dans la Gaspésie.

Le bill 93 permet au gouvernement d'exproprier les concessions forestières, ou limites, détenues en toute propriété par certaines compagnies, en Gaspésie et au Lac-Saint-Jean, afin de pouvoir les accorder. C'est une étape importante dans le dossier visant à mettre de l'ordre dans la distribution des droits de coupe au Québec. Ces expropriations sont nécessaires pour le développement économique de la Gaspésie; 2,030 milles carrés de forêts appartenant actuellement à trois compagnies dans les comtés de Matapédia, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et Roberval sont affectés.

Il s'agit des concessions forestières suivantes: celles de Dionne et frère dans les cantons Awantjish, comté de Matapédia, où elles ont environ 18 milles carrés; des propriétés de Canadian International Paper Co. dans les comtés de Gaspé-Nord et Gaspé-Sud, sur la rivière Darthmouth, dans la baie de Gaspé, dans le canton Sydenham, le canton Blanchet, le canton Fox et sur la rivière York, à l'est du parc de la Gaspésie où elles ont 430 milles carrés; des blocs patentés de la même compagnie dans les cantons Galt, Laroque, Blanchet et Baillargeon, le tout de 60 milles carrés; des concessions forestières de St. Lawrence Corporation Limited dans le comté de Roberval, les concessions Chamouchouan, Chef et Rivière du Chew, le tout de 1,522 milles carrés.

Le but de ce projet de loi est de redistribuer ces concessions pour que ces compagnies soient le plus proche possible de leurs sources d'approvisionnements. Les limites mentionnées n'ont pas été utilisées par les propriétaires depuis plusieurs années. Le gouvernement est autorisé d'acquérir les concessions forestières concernées par voie d'échange ou, si cela échoue, par voie d'expropriation. Les terres concédées pour les permis de coupe seront pour leur part de valeur égale, mais ne devront pas dépasser une fois et une demie la limite du secteur concédé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 93 autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières dans la Gaspésie.

Adopté.

#### Motions des députés:

##### **Doctorat honorifique de l'honorable premier ministre, M. Lesage, Québec-Ouest**

**M. Talbot (Chicoutimi)** félicite le premier ministre pour le doctorat honorifique en droit qu'il a reçu de l'Université de Montréal, hier. L'honneur conféré au premier ministre, dit-il, rejaillit sur tous les membres de la Chambre et sur toute la province de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** remercie le chef de l'opposition. Cette distinction et cet honneur, dit-il, s'appliquent beaucoup moins à moi personnellement et rejaillissent surtout sur la fonction que j'occupe; je les ai acceptés en pensant d'associer à moi tous ceux qui font partie de cette Chambre.

Les députés applaudissent unanimement.

#### Projets de loi:

##### **Industrie de la construction**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 concernant la convention collective dans l'industrie de la construction soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Tremblay (Maisonnette)** propose, appuyé par le député de Champlain (M. Bellemare), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 90 intitulé: "Loi concernant la convention collective dans l'industrie de la construction" ne soit pas lu maintenant, mais soit référé au comité des relations industrielles, afin de permettre aux patrons, aux ouvriers syndiqués comme non-syndiqués, engagés dans l'industrie de la construction, de se faire entendre pour y donner leur opinion et faire valoir leurs revendications."

Les divers groupes intéressés auront alors l'occasion d'exprimer leur point de vue publiquement, parce que c'est un mauvais projet de loi qui est contre les mouvements ouvriers.

**M. Bellemare (Champlain):** L'opposition s'oppose fortement à l'adoption du bill 90, parce qu'elle est convaincue qu'il aura pour effet de semer une tension et une grande perturbation incontestables parmi la population ouvrière. Le comité des relations industrielles de la Chambre devrait être appelé à entendre les parties. Les ouvriers non syndiqués, qui représentent environ 88 %<sup>1</sup> de tout l'effectif des travailleurs de la construction, n'ont pas été consultés. Il est important qu'ils le soient, car ils seront affectés par la nouvelle loi. Ils ont le droit de se prononcer, et c'est d'autant plus urgent puisqu'ils seront tenus d'obtenir un certificat de contrôle et de payer des droits.

En référant le bill au comité des relations industrielles, on aurait permis aux ouvriers de la construction de se faire entendre, vu qu'ils seront obligés de payer \$2 par mois lorsque le décret prévu par le bill sera en vigueur. Le projet de loi permettra à quelque 300,000 travailleurs non syndiqués de payer leurs cotisations aux comités paritaires. La loi s'appliquera partout, et non pas seulement à Montréal, et par elle, en somme, une surtaxe annuelle représentant \$7,200,000 sera prélevée sur le pain des ouvriers de Montréal. Cette région sera particulièrement touchée.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** soulève des objections contre l'amendement. Il n'est pas contre la mesure, mais seulement contre l'existence des comités paritaires.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) n'a-t-il pas attendu la refonte des lois du travail avant de présenter un projet de loi aussi radical? Le ministre aurait dû s'en abstenir au moment même où le Conseil supérieur du travail étudie une refonte des lois ouvrières. Il n'y a aucune urgence dans l'adoption de ce projet de loi.

Cette loi va s'appliquer à toutes les régions de la province. Elle affectera des entrepreneurs et des ouvriers, syndiqués ou non, de toute la province. C'est une loi demandée par le Builder's Exchange de Montréal, qui ne représente pas la majorité des entrepreneurs de Montréal et encore moins de la province. Les syndicats que dirigent MM. Jean Marchand<sup>2</sup> et Roger Provost<sup>3</sup> ne représentent pas, non plus, la majorité des syndiqués de Montréal et du reste de la province dans les métiers de la construction.

La loi va obliger les ouvriers de la construction à verser en moyenne \$2 par mois. L'article 2 du bill stipule en effet que les ouvriers non syndiqués seront obligés d'obtenir un certificat du comité paritaire et

de verser un honoraire mensuel n'excédant pas le salaire honoraire fixé par le décret. C'est une taxe qu'on leur impose. Est-ce qu'on veut, par là, forcer les ouvriers à entrer dans les syndicats? Que fait-on alors du principe de la liberté syndicale? On leur enlève le droit de former d'autres associations dans ce domaine. Lorsqu'on veut agir démocratiquement dans ce domaine, il faut être prudent et se donner la peine de consulter les intéressés.

Cette mesure va affecter des centaines de mille ouvriers à travers la province. Ils vont payer des millions de dollars à cause de cette loi, et le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) ne veut même pas qu'ils soient consultés. Le premier article du projet de loi est un trompe-l'œil pour faire passer le second. Pour cette raison, j'appuie l'amendement du député de Maisonneuve (M. Tremblay) et je félicite ce dernier ainsi que le député de Champlain (M. Bellemare) de leur lutte contre le projet de loi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice):**

Le député de Champlain (M. Bellemare) a affirmé que les syndicats des employés de la construction de Montréal représentent seulement 12 % employés de la construction. Il y a au-delà de 50 % de ces travailleurs à Montréal qui font partie de l'une ou l'autre des grandes centrales syndicales. Celles-ci ont approuvé le projet.

Nous ne pouvons pas songer à faire venir les ouvriers l'un après l'autre en cette Chambre pour donner leur opinion. La convention qui sert de base au projet de loi a été demandée et approuvée par les patrons et les employés représentés par leurs mandats dans l'exercice de leur mandat. Que veut-on de plus?

Le bill donne le pouvoir d'établir un contrôle afin de protéger les apprentis qui souffrent préjudice de l'attitude de patrons trop peu scrupuleux. La convention qui servira de base au décret généralisant la décision préventive des grèves et des lock-out a été signée par les patrons et les ouvriers. Il n'est pas nécessaire de faire appel au Comité des relations industrielles parce que les parties ont déjà exprimé leurs points de vue et elles pourront le faire encore avant que le décret ne soit en vigueur.

Mais si le bill était référé au comité, les patrons et ouvriers viendraient dire qu'ils se sont entendus. Ce serait leur imposer des délais inutiles. Bien plus, ils ont signé un contrat. Le ministère du Travail donne 30 jours pour faire entendre des objections. C'est seulement quand il ira de l'intérêt public que le décret sera publié.

**L'opposition réclame le vote.**

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Boudreau, Caron, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Thibeault, Tremblay, 25.

**Contre:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 44.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hamel (Saint-Maurice), Hanley, Harvey, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lemieux, Lesage, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 44.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Boudreau, Caron, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Lafontaine, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Thibeault, Tremblay, 25.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 90 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Motions des députés:**

**Conseil international du travail**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je souhaite un excellent voyage au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) qui part demain pour

l'Europe, où il doit représenter la province à Genève, à la réunion annuelle du Conseil international du travail. Je suis heureux de dire au ministre du Travail que nos vœux de bon voyage l'accompagnent et que nous comptons sur lui pour faire valoir le point de vue de la province de Québec sur le plan international.

**M. Talbot (Chicoutimi)** offre ses vœux de bon voyage au ministre du Travail (l'honorable M. Hamel). (Avec ironie) J'espère qu'il ne se vantera pas de la loi qu'il vient de faire voter. À lui et à ceux qui l'accompagnent, un bon voyage et un heureux retour, le plus tard possible.

**M. Bellemare (Champlain)** s'unit au chef de l'opposition et au premier ministre pour exprimer ses souhaits. Les débats que nous avons en Chambre, dit-il, ne changent rien à l'amitié que nous portons tous au ministre.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** présente ses vœux de bon voyage. Les ouvriers et les patrons de la province, dit-il, vont le manquer. J'espère qu'il se convertira aux anciennes et bonnes idées qu'il avait.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Maurice)** remercie les députés pour leurs vœux et se dit extrêmement reconnaissant. Je suis extrêmement heureux de faire ce voyage qu'ont accompli avant moi mes prédécesseurs, car j'estime que c'est utile. Il est évident que je ne parlerai pas de la loi que nous venons de voter, car autrement je serais obligé de dire que l'opposition a voté contre en dépit du fait que, d'autre part, tout le monde était pour. L'opposition est assez malheureuse sans que j'ajoute à ses tracasseries. Je ne parlerai donc pas d'elle et je reviendrai trop vite pour elle dans la province.

Il (l'honorable M. Hamel) quitte le parquet de la Chambre<sup>4</sup>

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 3 heures

#### Projets de loi:

##### Loi des travaux publics

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)**<sup>5</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61

modifiant la loi des travaux publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

##### **L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

Un grand nombre de travaux entrepris par le département des Travaux publics, dit-il, sont pour de petites sommes. Il serait plus expéditif et plus économique de procéder sans soumissions publiques dans ces cas. En l'occurrence, quelque 90 % des travaux en bas de \$25,000 sont pour \$5,000 ou moins; 6 % sont pour \$10,000 ou moins; 2.2 % pour \$15,000 ou moins; 2.2 %<sup>6</sup> pour \$20,000 ou moins; et seulement 1.25 % entre \$20,000 et \$25,000<sup>7</sup>. De plus, il est apparemment plus économique et plus rapide d'avoir plusieurs petits projets faits par les employés du gouvernement, un journalier ou un agent.

**M. Johnson (Bagot):** La loi en vigueur va permettre au gouvernement d'éviter de faire appel aux soumissions publiques pour les réparations urgentes, si les fonctionnaires peuvent le faire de façon plus économique. L'on ne devrait éliminer les soumissions que pour les travaux de \$10,000 et moins, étant donné qu'il y en a très peu entre \$10,000 et \$25,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il faut que le chiffre corresponde au chiffre accepté par le Conseil de la trésorerie et par le contrôleur de la trésorerie qui est de \$25,000. Sous ce montant, on demande quand même des soumissions privées, mais à des entrepreneurs locaux et sans passer par la formalité compliquée des journaux. Au-dessus de cette limite de \$25,000, il faut nécessairement demander des soumissions.

**M. Johnson (Bagot):** La loi actuelle permet-elle au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) de demander des soumissions par régions comme ceci se fait présentement?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Oui, la loi m'autorise à demander des soumissions par régions pour les travaux en bas de \$25,000.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est l'opinion des avocats.

**M. Johnson (Bagot):** Certains entrepreneurs se sont plaints du fait qu'ils ne réussissent jamais, semble-t-il, à poser leur candidature dans la bonne région<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Il est très difficile parfois d'établir où est la principale place d'affaires d'un entrepreneur qui a des bureaux à plusieurs endroits.

**M. Johnson (Bagot):** Je me demande plutôt s'ils n'étaient pas coupables, non pas de ne pas être dans la bonne région, mais dans la bonne "religion" politique.

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier):** Cela n'a rien à voir au problème.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La difficulté régionale est survenue en raison d'un problème dans l'établissement du rôle des succursales régionales des grandes firmes.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Le département des Travaux publics continuera à demander quand même des soumissions, malgré l'élimination de l'obligation dans le cas des travaux de moins de \$25,000, mais à des entrepreneurs locaux et sans passer par la formalité longue et compliquée des journaux. Pour les travaux de moins que \$25,000, les soumissions seront donc faites sur invitation.

**M. Johnson (Bagot)** fait allusion aux clauses d'une loi américaine, le Buy American Act<sup>9</sup>, dans le cas des travaux publics. Le gouvernement devrait adopter une loi comme la Buy American Act aux États-Unis où 6 % des avantages sont accordés aux firmes qui utilisent des produits américains et 12 % à celles qui utilisent la main-d'œuvre dans les régions défavorisées.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Un arrêté ministériel au Québec contient des clauses analogues. Le gouvernement accorde déjà un avantage de 10 % aux entrepreneurs qui achètent des produits fabriqués au Québec.

**M. Johnson (Bagot):** La loi des États-Unis exige qu'on achète une partie des matériaux dans des régions où il y a du chômage de préférence.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** L'objet du projet de loi soumis à la Chambre est de permettre que les travaux ne tardent pas.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Par le bill du ministre des Travaux publics, et son système qui écarte l'obligation de soumissions publiques pour les travaux d'un coût inférieur à \$25,000, on peut faire exécuter les projets par des entrepreneurs d'une région donnée. Ceux-ci emploient du bois et des matériaux de cette région.

**M. Johnson (Bagot):** Ce qui est clair, c'est qu'avec l'amendement actuel à la loi générale, le gouvernement pourra donner la construction des ponts sans soumissions publiques. En temps et lieu, on en verra l'application.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** La somme de \$25,000 ne permet pas d'aller bien loin.

**M. Johnson (Bagot):** Mais il est facile de contourner la difficulté. On construit le gros œuvre avec des soumissions d'une part et, d'autre part, on signe une série de sous-contrats au-dessous de \$25,000<sup>10</sup>.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Embellissement de Québec

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79

concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Personne, dit-il, n'est plus fier que moi d'être citoyen de la ville de Québec. La Commission d'aménagement et d'embellissement de la Vieille Capitale va jouer un grand rôle dans l'œuvre primordiale et impérative de conserver à Québec son cachet historique. Le bill 79 crée une commission nouvelle avec des pouvoirs plus étendus que l'ancienne, créée en 1941. Le lieutenant-colonel J.-L. Boulanger<sup>11</sup>, qui fut le premier président de cette Commission, sera nommé président du nouvel organisme de coordination. La législation que nous soumettons a précisément pour objet de permettre au gouvernement de travailler, en collaboration avec la Commission d'embellissement, la cité de Québec et les municipalités environnantes, à conserver à Québec ce cachet qui en fait le charme et l'admiration.

Il faut sans doute prévoir certains changements, mais je puis vous donner l'assurance que le cachet de Québec, la capitale, ne sera pas altéré. Et c'est ici que la Commission d'embellissement pourra jouer un grand rôle. Certains quartiers de la ville de Québec seront reconstruits, notamment pour l'aménagement de la cité parlementaire<sup>12</sup>. Nous avons déjà acheté graduellement certaines propriétés nécessaires près des édifices actuels du parlement, notamment en bordure et dans le quadrilatère formé des rues Sainte-Julie, Conroy, Saint-Amable et Saint-Michel. Et il faudra éventuellement aller plus loin, jusqu'à la rue La Chevrotière et au nord de la rue Sainte-Julie pour l'élargissement de la rue Saint-Cyrille.

Un bon nombre de propriétés seront démolies pour faire place à la cité gouvernementale qui sera construite le plus vite possible, dès qu'un plan d'ensemble aura été établi par les experts de la Commission d'embellissement. Le plan d'ensemble de la future cité parlementaire prévoit la construction de trois grands édifices de 1,000,000 de pieds cubes pour loger les différents services administratifs de la province<sup>13</sup>.

La cité parlementaire<sup>14</sup> s'impose, car il est temps que la province cesse de payer des milliers de dollars<sup>15</sup> en loyers, sans compter de souffrir des inconvénients qui résultent de la dispersion des bureaux des services provinciaux. Mais tout cela sera réalisé en respectant le style propre à la ville de Québec. C'est pour cela, aussi, qu'il importe d'avoir un plan d'ensemble bien conçu.

La Commission d'embellissement a déjà travaillé, ces derniers temps, en collaboration avec la

cité de Québec pour la construction du boulevard Champlain, que nous voulons rendre jusqu'au pont de Québec. Il y a eu entente avec le Canadien National pour le déplacement et le remplacement des rails. Il faudra aussi conclure une entente avec Sillery. Cette voie va non seulement faciliter la circulation, mais elle permettra aussi d'aider au trafic de la gare maritime et, surtout, elle ajoutera à la beauté de Québec.

Les ingénieurs de la Commission d'embellissement vont coopérer avec les ingénieurs et les urbanistes de la cité de Québec et des municipalités voisines dans la perspective de ce que nous croyons être le développement de la cité de Québec. La conservation du cachet historique et esthétique de la capitale, c'est le but que nous nous proposons.

**M. Talbot (Chicoutimi)** reconnaît la nécessité de veiller à la conservation du caractère historique de Québec et de l'esthétique des secteurs qui se développent hors les murs. Il est à souhaiter qu'on mette pleinement en relief ses valeurs et les souvenirs qu'elle renferme, afin que notre jeunesse puisse s'en inspirer. En plus de conserver le Vieux-Québec, déclare-t-il, il sera bon d'embellir l'agglomération.

**M. Johnson (Bagot):** Je suis en faveur du principe que vise la nouvelle loi, et ce, sans aucune restriction. Il y a cependant une question d'application, une question de moyens. Je ne suis pas originaire de Québec, mais j'estime que la ville de Québec et ses environs appartiennent à la province, et même à tout le pays. La ville de Québec a un pouvoir d'attraction extraordinaire, et je dirais même unique. À Williamsburg<sup>16</sup>, en Virginie, on a reconstruit le village comme au temps de l'indépendance des États-Unis. À l'occasion d'une visite à Williamsburg, j'ai été frappé par le charme de ce village comme aussi par l'intérêt des leçons de choses qu'on peut découvrir.

Québec n'a pas à être reconstruit. Elle a un charme et une beauté incomparable. Aussi, je voudrais être de ceux qui crient le plus fort pour qu'on conserve à Québec le cachet exceptionnel qu'elle a, son ambiance historique particulière, ce qui fait l'admiration de tous les visiteurs. Québec appartient au pays tout entier et il n'y a rien de plus vrai. J'ai souvent l'occasion de rencontrer des gens d'autres provinces. On m'a dit assez souvent qu'on ne se soucie pas assez de mettre en valeur tout ce qu'elle offre d'intérêt en souvenirs historiques. C'est de Québec que sont partis les missionnaires et les explorateurs dont les noms sont consignés dans l'Histoire.



Tous les gens qui voyagent à travers la province, dès qu'ils ont passé quelques heures à Québec, deviennent ensuite les meilleurs propagandistes des trésors historiques qu'elle renferme. Les participants d'une conférence des pays du Commonwealth, des visiteurs représentant 45 Législatures, visitèrent Québec au terme d'assises au Canada et furent unanimes à dire que Québec renfermait des souvenirs incomparables et qu'elle offrait un intérêt extraordinaire. Qu'on mette pleinement en relief ces valeurs, ces souvenirs que renferme Québec, afin que notre jeunesse puisse s'en inspirer.

**M. Maltais (Québec-Est)** voit le bill d'un très bon œil et se prononce favorablement. Je suis fort heureux et content de la décision du gouvernement de présenter une loi de ce genre, dans l'intention de faire de Québec la plus belle cité gouvernementale en Amérique. Rappelons le travail qui fut fait à Saint-Malo, en France, après la guerre, quand ses habitants ont entrepris de reconstruire une partie de cette ville qui avait subi des dommages durant la guerre. Bien qu'il ne soit pas nécessaire à Québec de faire des travaux d'une aussi grande envergure qu'à Saint-Malo, il y a place dans la Vieille Capitale pour des œuvres de primordiale importance, en vue d'atteindre le but que se propose le gouvernement.

Il est nécessaire de veiller à la conservation du caractère historique de Québec et de l'esthétique des secteurs qui se développent hors les murs. Il est à souhaiter qu'on mette pleinement en relief ses valeurs, les souvenirs que renferme Québec, afin que notre jeunesse puisse s'en inspirer. Le site de la ville de Québec, où sont les sites historiques les plus importants d'Amérique, est d'une beauté incomparable et a un cachet distinctif. Le gouvernement et la Commission devraient prendre un soin particulier du problème de la circulation, qui est le problème numéro 1 de la Vieille Capitale.

**M. Cloutier (Québec-Centre)** loue la beauté de la Vieille Capitale et met en relief son cachet distinctif. N'est-il pas question, demande-t-il, que la Commission d'aménagement ait juridiction sur la Commission d'urbanisme de la ville de Québec?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'est pas question pour le moment que la Commission d'aménagement de Québec ait juridiction sur la Commission d'urbanisme de la ville de Québec.

**M. Cloutier (Québec-Centre):** C'est regrettable que le nouvel organisme n'ait pas sous sa coupe la

Commission d'urbanisme de la ville, car la Commission municipale d'urbanisme a accordé dans le passé des permis de construction pour bâtir de véritables monstruosités.

**M. Tremblay (Maisonnette)** félicite le premier ministre pour la présentation du bill 79 concernant l'embellissement de la Vieille Capitale. Mais, dit-il, pourquoi n'a-t-on pas prévu, en projetant le plan d'aménagement de la Vieille Capitale grâce à la Commission qui sera formée en vertu du bill, un endroit pour ériger le monument de M. Maurice Duplessis? On se demande si c'est à croire que l'on sera obligé d'élever dans le troisième rang de Maskinongé ce monument qui s'impose pour honorer la mémoire d'un homme qui a bien servi sa province pendant 30 ans. Le choix d'un site devrait être laissé à un groupe indépendant comme la Commission d'urbanisme de la ville de Québec. Est-ce que le premier ministre aimerait ça si, après avoir servi sa province pendant 25 ans, ils décidaient d'ériger sa statue dans sa ville natale, dans le troisième rang dans le comté de Maskinongé?

(Rires)

**M. Caron (Maskinongé)** proteste contre la boutade du député de Maisonnette (M. Tremblay).

(Rires)

**Une voix ministérielle:** Slack la poulie!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** (Souriant) Ceci n'a rien à voir avec la Commission d'urbanisme de la ville de Québec.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri):** Je ferais remarquer que le bill a pour but l'embellissement de la capitale provinciale. Je ne vois pas ce que vient faire le monument de Duplessis dans le dossier.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité<sup>17</sup>:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'exige un sens différent,

"1. le mot "Commission" désigne la Commission d'aménagement de Québec établie en vertu de la présente loi;

"2. l'expression "région de la capitale du Québec" désigne les localités suivantes, savoir: les cités de Charlesbourg, Giffard, Québec, Sainte-Foy et Sillery; les villes de la Petite-Rivière, Orsainville et Québec-Ouest; la paroisse Saint-Michel-Archange et la municipalité de Charlesbourg-Ouest;

"3. le mot "municipalité" désigne une municipalité située dans la région de la capitale du Québec."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce sont toutes des municipalités dont le territoire touche à celui de Québec.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La Commission se compose de cinq membres, dont le maire de la cité de Québec et le président de la Chambre de commerce de Québec *ex officio*, le maire d'une municipalité de la région de la capitale du Québec désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil et deux autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui désigne parmi eux le président et le vice-président.

"Les membres *ex officio* demeurent en fonctions tant qu'ils occupent la charge en raison de laquelle ils sont membres de la Commission. Le maire désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil demeure en fonctions pendant le temps pour lequel il est élu au moment de sa désignation. Les autres membres sont nommés pour dix ans."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La nouvelle commission comptera cinq membres, dont le président sera le colonel J.-L. Boulanger.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le maire, qui représentera les municipalités contiguës, devrait être choisi par elles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'accepte pas cette demande. J'ai l'intention de

nommer les maires des municipalités de la région à tour de rôle dans la Commission. Ce maire ne sera pas nommé, mais désigné par le gouvernement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement s'arroge des pouvoirs considérables en nommant trois membres sur les cinq qui formeront la nouvelle Commission.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** n'est pas de cet avis. Le gouvernement, dit-il, ne nomme que deux membres et désigne le troisième. Ce dernier ne peut pas être révoqué; les deux autres peuvent l'être.

**M. Maltais (Québec-Est):** Le premier ministre ne serait-il pas d'avis de nommer l'urbaniste en chef de la cité de Québec membre *ex officio* de cette Commission?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** n'est pas d'accord avec cette requête. Le gouvernement pourra cependant, déclare-t-il, nommer des experts, urbanistes, ingénieurs, architectes pour aider la commission dans son travail.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement a-t-il jeté les yeux sur quelques-uns de ces experts?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas encore mûr.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. La Commission peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil,

"a) faire des règlements pour sa règle interne;

"b) acquérir, posséder, améliorer ou entretenir des parcs, places, voies publiques, bâtiments et constructions;

"c) aliéner, louer ou concéder tels biens;

"d) participer à toute entreprise, de concert avec une municipalité ou autre corps public, ou lui accorder une subvention en vue de l'acquisition, de l'aménagement, de l'embellissement ou de l'entretien de biens."

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je veux bien qu'on embellisse Québec de façon générale, mais ce qui est

important, d'abord, c'est de conserver son caractère au Vieux-Québec. Des dispositions sont-elles prises à cette fin? Même si on doit transformer l'intérieur d'une vieille bâtisse, on devrait conserver son architecture extérieure.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** M. J.-L. Boulanger aura les pouvoirs que la loi doit lui conférer et il verra quels sont les moyens à prendre pour arriver à ce que suggère le chef de l'opposition. La ville de Québec a elle-même une responsabilité dans ce domaine.

En autant que le gouvernement est concerné, il a déjà décidé de rénover le Château Normand<sup>18</sup> de façon à lui redonner son apparence et sa forme originales. Toutes les commissions et tous les ministères devront soumettre tous leurs plans de construction à la Commission d'aménagement de Québec.

**M. Johnson (Bagot)** fait allusion à d'autres commissions qui sont du domaine fédéral ou international. La Commission d'aménagement de Québec, dit-il, doit bien demeurer un organisme provincial. Une association, présidée par le T.R.P. Georges-Henri Lévesque<sup>19</sup>, o.p., s'occupe présentement de la conservation des sites historiques d'Amérique du Nord. Cette association internationale aurait des vues sur la conservation de Québec. J'avertirais le premier ministre de prendre juridiction en ce domaine avant de se la faire enlever.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le travail principal de la Commission sera de veiller à la conservation des sites historiques de Québec<sup>20</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** et **l'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** échangent quelques remarques au sujet de la possibilité de conflits d'autorité dans la juridiction des différents organismes intéressés à l'embellissement de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il pourrait se présenter des difficultés, comme la chose arrive aussi, même dans les partis politiques...

**M. Bellemare (Champlain):** Le premier ministre a actuellement des difficultés dans son parti, notamment avec M. Jean David<sup>21</sup>...

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas d'affaire à lui... C'est le président de la Jeunesse libérale du Canada.

**M. Bellemare (Champlain):** (Ironiquement) Je ne connais pas cet homme.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je le connais, mais...

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les libéraux ont multiplié les organismes gouvernementaux depuis le 22 juin 1960. Nous en sommes au 27<sup>e</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement actuel a créé 32 commissions d'enquêtes, offices et ministères depuis son avènement au pouvoir. De notre temps, nous n'avions que 12 commissions et nous nous faisons lapider.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement actuel paie moins de ristournes et de meilleurs salaires. Les commissions formées par le gouvernement antérieur ne faisaient rien.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement n'y va pas avec le dos de la cuiller dans les nouvelles commissions et les salaires.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** S'il y a eu beaucoup de commissions nouvelles, c'est qu'il y avait beaucoup à faire.

L'article 10 est adopté<sup>22</sup>.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. 1. La Commission doit coordonner les travaux publics de construction et d'aménagement dans la région de la capitale.

"2. Tout projet d'acquisition d'un immeuble par le gouvernement doit être soumis à la Commission avant qu'aucun engagement ne soit contracté à cet égard et aucun contrat d'acquisition de tel immeuble ne doit être conclu, ni aucune procédure d'expropriation entreprise sans que la Commission n'ait été consultée.

"3. Tout projet de construction, de modification ou d'agrandissement d'un bâtiment ou autre ouvrage sur un terrain du gouvernement, dans la région de la capitale, doit être soumis à la Commission avant la préparation des esquisses, avant la préparation des plans et devis et avant la demande de soumissions ou l'octroi d'un contrat.

"4. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à tout organisme qui relève du gouvernement, tout comme à ce dernier.

"5. Le présent article ne s'applique pas aux modifications à l'intérieur d'un bâtiment ou autre ouvrage."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"12. 1. La Commission doit coordonner les travaux publics de construction et d'aménagement dans la région de la capitale.

"2. Tout projet d'acquisition d'un immeuble par le gouvernement, dans la région de la capitale, doit être soumis à la Commission avant qu'aucun engagement ne soit contracté à cet égard et aucun contrat d'acquisition de tel immeuble ne doit être conclu, ni aucune procédure d'expropriation entreprise sans que la Commission n'ait été consultée.

"3. Tout projet de construction, de modification ou d'agrandissement d'un bâtiment ou autre ouvrage sur un terrain du gouvernement, dans la région de la capitale, doit être soumis à la Commission avant la préparation des esquisses, avant la préparation des plans et devis et avant la demande de soumissions ou l'octroi d'un contrat.

"4. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à tout organisme qui relève du gouvernement, tout comme à ce dernier.

"5. Le présent article ne s'applique pas aux modifications à l'intérieur d'un bâtiment ou autre ouvrage."

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

L'article 13 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 79 concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Que les dépenses de la Commission d'aménagement de Québec, créée par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées sur les deniers votés à cette fin par la Législature et que les paiements seront faits directement au créancier par le ministre des Finances à l'acquit de la Commission.

Adopté.

2. Que l'article 45 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13) remplacé par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 37, soit modifié en insérant au début du paragraphe 6<sup>o</sup> les mots "le président et le vice-président de la Commission d'aménagement de Québec."

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 79 concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 79 concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 79 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Johnson (Bagot):** L'opposition ne s'objecte pas à la troisième lecture du bill 79, relatif à l'embellissement de la capitale provinciale, car elle désire sympathiser avec le premier ministre qui est éprouvé<sup>23</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Éprouvé comment?

**M. Johnson (Bagot):** Par vos affiliations nationales<sup>24</sup>!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot (M. Johnson) fait allusion à une déclaration de M. Jean David dont on m'a parlé, mais je ne l'ai pas lue. Ce n'est pas une épreuve<sup>25</sup> du tout pour moi. Je n'ai pas honte de mon discours d'hier prononcé à l'Université de Montréal en recevant un doctorat honorifique. Si le président national de la Jeunesse libérale ne partage pas mon opinion, c'est bien de valeur pour lui. Si ce monsieur a des opinions qui diffèrent des miennes, c'est son affaire à lui; je n'ai pas d'affaire à lui, car il est président d'une association nationale. Toutefois, il ne semble pas avoir lu le texte de mon exposé.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Pollution des eaux

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 pour remédier à la pollution des eaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi crée une autre commission.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est pour remplacer la commission inopérante que vous avez créée pour remédier à la pollution des eaux. La commission de l'Union nationale était une commission d'étude, la nôtre est une commission d'action.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On en est au 27<sup>e</sup> office, commission ou comité créé par le gouvernement actuel depuis le début de la session. C'est une loi de poudre aux yeux, car la nouvelle régie a moins de pouvoir que l'ancien comité nommé par le gouvernement de l'Union nationale en 1955 et qui a rendu plusieurs services. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les libéraux ont attaqué l'Union nationale pour avoir nommé ces commissions, mais maintenant, ils sont allés encore plus loin que l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Kirkland (Jacques-Cartier):** Le nouveau comité vise à remplacer la Commission nommée par l'ancien gouvernement. Elle a coûté \$185,000 et tout ce que nous avons, c'est cinq années d'inaction. Elle a été créée simplement pour aider des amis. Elle n'a rien accompli en fait de service et le problème, loin de s'améliorer, s'est aggravé.

**Des députés de l'opposition** contestent la véracité de l'affirmation du ministre d'État (l'honorable M. Kirkland).

**M. Bellemare (Champlain):** La Commission qui a été nommée par l'ancienne administration a accompli bien plus. M. C.-L. Lorrain, secrétaire de cette Commission, pourrait envoyer plusieurs rapports forts utiles sur les activités de cet organisme. Le ministre peut les consulter s'il le veut.

**L'honorable M. Kirkland (Jacques-Cartier):** Le seul rapport que cet organisme a présenté a été fait avec la collaboration du ministère de la Santé de la province. Il était question de certains échantillons d'eau. Ce sont des choses que nous connaissons déjà.

**M. Lavoie (Laval):** J'ai personnellement entendu un ingénieur du ministère de la Santé déclarer publiquement à la dernière convention annuelle de l'Union des municipalités du Québec, au mois d'août à Montréal, que la Commission nommée par l'Union nationale avait travaillé sur quelques rivières secondaires seulement. Il est en effet surprenant que

rien n'ait été fait au sujet de la rivière des Prairies et la rivière des Mille Îles, qui traversent des régions très peuplées de la province.

**M. Bellemare (Champlain):** Le bill 88 crée un comité de patronage politique.

**M. Johnson (Bagot)** loue le travail accompli par l'Institut de biologie dont le Dr Gustave Prévost, dit-il, est le directeur. C'est principalement grâce au Dr Prévost si les compagnies de pâtes et papier du Québec ont dépensé plus d'argent pour combattre la pollution des eaux, comparativement aux industries de l'Ontario.

**L'honorable M. Kirkland (Jacques-Cartier):** Je sais, dit-il, que le Dr Prévost a travaillé sérieusement. La Commission étant ce qu'elle était, le Dr Prévost n'avait pas tous les moyens désirables pour combattre efficacement la pollution des eaux.

**M. Johnson (Bagot):** Il s'est fait un travail considérable sous l'Union nationale dans le domaine de l'épuration des eaux, mais il reste beaucoup à faire et souvent dans des conditions difficiles, puisqu'il y a des accords interprovinciaux et même internationaux à conclure.

**M. Bellemare (Champlain)** seconde les paroles du représentant de Bagot (M. Johnson)<sup>26</sup>.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. La Régie est formée de trois à cinq régisseurs, dont un président et un vice-président. Les régisseurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe le traitement de chacun."

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi, en ne fixant pas le salaire des membres du futur comité, donne un autre blanc-seing au gouvernement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On ne sait pas encore quels seront les membres. Il se pourrait que certains d'entre eux soient des fonctionnaires qui reçoivent déjà un salaire de la province. C'est un mauvais principe d'inscrire des salaires dans une loi. D'ailleurs, les salaires apparaîtront l'an prochain dans le budget soumis aux Chambres.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. La Régie peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, défrayer une partie du coût de la préparation de plans d'une usine d'épuration desservant le territoire d'au moins deux municipalités."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** cite le cas d'une municipalité qui veut construire une usine d'épuration de \$600,000. La Régie, déclare-t-il, lui versera un sixième, soit \$100,000. Une fois le plan préparé, la municipalité demande à la Centrale d'hypothèques et de logement un prêt qui représente les deux tiers du coût. Si la construction de l'usine est terminée avant le 31 mars 1963, un sixième du prêt fédéral n'est pas remboursable. Le tiers du coût ayant été versé par les deux gouvernements, la municipalité se trouve libérée de \$200,000. Il lui reste \$400,000 à trouver. Elle paie comptant, ou autrement \$100,000, et elle emprunte \$300,000 à long terme.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement ne va pas assez loin lorsqu'il permet à la Régie de défrayer une partie du coût de la préparation des plans de l'usine d'épuration. Il peut arriver des cas de municipalités pauvres pour lesquelles la province devrait payer plus que pour d'autres.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La loi n'impose pas de limite lorsqu'il s'agit d'interpréter le mot "partie". La Régie reste libre de décider selon les circonstances.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi de l'Union nationale était plus généreuse.

L'article 17 est adopté<sup>27</sup>.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 88 pour remédier à la pollution des eaux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées sur les deniers votés à cette fin par la Législature.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 88 pour remédier à la pollution des eaux.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 88 pour remédier à la pollution des eaux.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 88 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)**<sup>28</sup> fait l'éloge de Georges Côté, arpenteur-géomètre et directeur du service des arpentages. C'est, dit-il, la seule personne au pays à bien connaître exactement la situation relativement aux frontières du Québec avec l'Ontario et avec Terre-Neuve. Il faudrait le mettre à contribution avant qu'il parte, car il n'est pas éternel, pour régler ces questions à l'avantage du Québec et, surtout, pour récupérer certaines parties du Québec attribuées à Terre-Neuve par un jugement du Conseil privé.

**M. Bertrand (Missisquoi)** seconde les paroles du député de Gaspé-Sud.

**L'honorable M. Arseneault (Matapédia)** fait l'éloge de Georges Côté. Le litige des frontières non définies entre le Québec et l'Ontario sera réglé sous peu, déclare-t-il. La question de la frontière qui sépare notre province du Labrador est plus difficile à régler. Le ministre des Affaires fédérales-provinciales (l'honorable M. Lesage), a été mis au courant du problème et a l'intention d'en parler à la prochaine conférence fédérale-provinciale.

**M. Bellemare (Champlain):** La ville du Cap-de-la-Madeleine pourra-t-elle compter sur le concours d'octrois du gouvernement pour la révision du cadastre?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Pour le service des arpentages, le gouvernement accorde une contribution de 50 % aux municipalités.

**M. Bellemare (Champlain):** La cité du Cap a entrepris une révision du cadastre avec des octrois du gouvernement. Sur production de documents, le gouvernement voudra-t-il continuer son aide?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Oui.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 heures

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement et pépinières (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)<sup>29</sup>:** Le gouvernement a fait du reboisement dans un bon nombre de comtés. L'an dernier, 4,619,300 arbres ont été plantés sur les terres de la couronne dans la province ou sur des propriétés privées. Cette année, ce nombre sera de beaucoup dépassé. Le reboisement est un placement plutôt qu'une dépense. Ce sont les

chômeurs qui en profitent à 100 %, puisque l'argent passe en salaires. Ce travail va continuer sur une grande échelle, surtout si Ottawa consent à participer à ce programme en offrant, en septembre prochain, de nouveaux plans conjoints en matière de reboisement.

En novembre, décembre et janvier, de 2,000 à 3,000 chômeurs ont travaillé au sarclage de la forêt. Il y aura 2,000 emplois offerts par la province à des étudiants cet été, dont 600 dans 10 camps forestiers. À date, 6,223 étudiants ont fait des demandes pour ces emplois.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre croit-il qu'il est raisonnable d'attendre après Ottawa pour faire ce travail, tout en courant le danger que le fédéral garde un lien sur nos forêts?

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** L'Union nationale a fait perdre des centaines de millions à la province en refusant de participer à ces plans conjoints avec le gouvernement fédéral. Sous l'Union nationale, on parlait trop d'autonomie et pas assez de restauration. Aujourd'hui, nous dépensons \$1,200,000 pour cette restauration de la forêt et, si Ottawa décide d'aider, c'est \$3,000,000 que nous appliquerons à ce travail. C'est ça de l'autonomie constructive! Il fait l'éloge du premier ministre qui, déclare-t-il, s'intéresse comme pas un à cette restauration de la forêt.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Les plantations du gouvernement actuel, ce sont les plantations de la centralisation.

**M. Johnson (Bagot):** Avec des plans comme ceux touchant la reforestation, le gouvernement prépare la mainmise irrévocable d'Ottawa sur la province de Québec.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le gouvernement du Québec y voit l'intérêt de la population. Ce serait trahir son mandat que de refuser des avantages accordés à toutes les provinces du Canada. Pendant des années, la province de Québec fournissait une partie de l'argent nécessaire à payer les plans conjoints des autres provinces sans obtenir de retombées.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement tue l'autonomie en faisant semblant de la protéger.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Ce fut toujours dans la tradition du Parti libéral de



défendre l'autonomie de la province de Québec. Quand la province de Québec sera forte, il sera plus facile de faire respecter nos droits et de négocier avec Ottawa pour les rapatrier. Si nous participons avec franchise aux plans conjoints, pour obtenir notre part des revenus fédéraux, la population comprendra que le gouvernement libéral fait tout son devoir dans ce domaine. C'est ce qu'avait omis de faire l'Union nationale quand elle était au pouvoir.

**M. Johnson (Bagot):** Le gouvernement actuel ne peut pas laisser manger le gâteau de l'autonomie par Ottawa et l'avoir encore. Le gouvernement actuel n'est peut-être pas libre de ne pas accepter les plans conjoints parce que, dans le cabinet, il y a trop de gens qui les ont établis. Un gouvernement qui passe son temps à quémander à Ottawa donne des droits sur nos richesses naturelles. Un beau jour, Ottawa dira: "Maintenant que nous vous avons payé cela, vous ne pouvez pas nous mettre dehors".

Nous aurions voulu que le ministre prenne une attitude logique et conforme aux principes formulés par la commission Tremblay. L'attitude digne serait d'exiger que les impôts payés au fédéral par les compagnies forestières soient remis à la province de Québec.

Et quand nous aurons les points d'impôts qui nous reviennent en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, nous n'aurons pas besoin d'aller quémander des octrois à Ottawa.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Nous ne pouvons laisser passer ces remarques. Le cheval de l'autonomie, utilisé par l'Union nationale, est usé. La province de Québec doit vivre, en 1961, au sein de la Confédération canadienne. Les plans conjoints ne peuvent porter atteinte à l'autonomie provinciale. Pendant trop longtemps, le Québec a été la victime de cette prétendue autonomie provinciale prêchée par l'Union nationale.

Le résultat fut que la province est passée au cinquième ou sixième rang des provinces de la Confédération et même, dans certains domaines, au dernier rang. Nous prenons toutes les précautions, dans notre législation, pour sauvegarder la propriété de nos forêts.

Le gouvernement libéral peut certainement refuser les plans conjoints. L'idéal serait de reprendre totalement la taxation directe. Quand cela sera-t-il possible? En attendant, le gouvernement veut que la population québécoise reçoive tout le profit qu'elle est en droit d'attendre des taxes qu'elle paie au gouvernement fédéral.

**M. Ducharme (Laviolette):** Un employé de la pépinière de Proulx, près de Saint-Jacques-des-Piles, a été destitué depuis les dernières élections. L'employé en question, M. Yvon Duceppe<sup>30</sup>, a été destitué pour activités politiques. Il était un excellent employé n'ayant jamais fait de politique.

**M. Bellemare (Champlain) et M. Bertrand (Missisquoi):** Cet employé n'a jamais fait de politique. On a donné pour unique raison de son renvoi que son fils avait utilisé son camion pour assister à une assemblée du député de Laviolette (M. Ducharme).

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Je suis très heureux que ce cas soit porté à ma connaissance.

Si les choses se sont déroulées exactement comme le racontent les députés de l'opposition, je verrai à faire corriger cette injustice.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École forestière, Duchesnay (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Restauration de la forêt: salaires, frais de voyage, pépinières, semences, matériel et entretien (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aménagement de la forêt domaniale de Matane: salaires, frais de voyage, matériel et entretien (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bertrand (Missisquoi)** pose une question sur l'aménagement de la forêt domaniale de Matane.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Le gouvernement a dépensé \$607,000 l'an dernier pour l'aménagement de cette forêt. Là-dessus, la province

recevra \$165,000 en remboursement à cause de la vente du bois.

**M. Plourde (Kamouraska):** Ce montant est trop élevé.

**M. Castonguay (Matane):** Ce plan était le bébé de l'Union nationale. À la veille des élections l'an dernier, ce dernier gouvernement a engagé 489 hommes lorsqu'il n'y avait de la place que pour 200. Lorsqu'on allait visiter les chantiers, on voyait du monde couché un peu partout. D'autres tournaient et retournaient des souches. Tout cela en vue des élections.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** La construction d'un moulin de papier à Matane est une probabilité prochaine.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins d'accès et d'exploitation forestière (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études, dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achats de propriétés et constructions diverses (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** demande à l'opposition de collaborer et de compléter l'étude des crédits<sup>31</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'y objecte.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia):** Les députés de l'opposition ont contribué à retarder les travaux de la session.

**M. Talbot (Chicoutimi):** S'il y a des gens qui ont collaboré, depuis le début de la session, ce sont bien ceux de l'opposition. Ce n'est pas de notre faute si le gouvernement n'était pas prêt. Il a distribué des projets de loi encore aujourd'hui, le 1<sup>er</sup> juin, et il y en a d'autres à venir. Nous avons accepté quatre lois en troisième lecture, aujourd'hui, bien que les règlements ne nous y obligeaient pas. Nous aurions pu faire remettre cette troisième lecture à une autre séance. Nous avons agi ainsi pour collaborer. C'est le gouvernement qui n'est pas prêt avec sa législation.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les mesures législatives qui sont arrivées en retard sont celles qui demandaient une préparation particulièrement longue. La Chambre n'a jamais manqué de travail devant elle.

**Des députés de l'opposition** demandent au député de Matapédia (l'honorable M. Arsenault) de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** retire ses paroles.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Véhicules-moteurs (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts: entretien et construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze millions

sept cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons et édifices publics (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Saint-Pierre) a-t-il l'intention de répondre favorablement et prochainement aux demandes pour l'agrandissement du bureau de Sainte-Geneviève ou son déménagement au Cap-de-la-Madeleine?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Cette question relève du Conseil de comté<sup>32</sup>.

**M. Bellemare (Champlain):** Le ministre des Travaux publics pourrait-il faire une enquête sur l'état actuel du bureau d'enregistrement du comté de Champlain situé à Sainte-Geneviève de Batiscan?

**Un député de l'opposition** pose une question sur les édifices du Canadien National à Montréal.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ils ont été achetés par la province afin d'y loger des bureaux du gouvernement. Ils devraient être prêts d'ici une semaine ou 10 jours.

**M. Bellemare (Champlain):** Le besoin d'une nouvelle prison à Trois-Rivières est un problème crucial. La prison trifluvienne, qui est très vieille, a un caractère régional. Plusieurs représentations ont été faites pour la construction d'un nouvel édifice.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Ce projet est à l'étude avec d'autres. J'y porterai une attention particulière.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Location et entretien de bureaux pour la conciliation entre locataires et propriétaires (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq

mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide aux corporations municipales de comté relativement aux voûtes et bureaux d'enregistrement (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux de réfection nécessités par le drainage (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

La résolution est adoptée.

**M. Talbot (Chicoutimi)** voudrait discuter de l'acquisition par le gouvernement de la maison des princes Murat à Paris<sup>33</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** s'y objecte.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée vers 11 heures.

## NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 2 juin 1961, à la page 9, évoque plutôt 80 %.
2. Jean Marchand (1918-1988) devient secrétaire général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada en 1947, puis accède à la présidence du syndicat en 1961, alors renommé Confédération des syndicats nationaux.
3. Roger Provost (1911-1964) est élu président de la Fédération des travailleurs du Québec en 1957 et occupe cette fonction jusqu'à son décès.
4. *Le Soleil* du 2 juin 1961, à la page 18, précise que M. Hamel prend l'avion à Dorval, pour Genève, et sera absent cinq semaines. *Le Montréal-Matin* de la même date, à la page 13, note que M. Charles Bélanger, de la Commission du salaire minimum, accompagnera M. Hamel.
5. Selon *Le Montréal-Matin* du 2 juin 1961, à la page 11, le débat sur le bill 61 se déroule en après-midi.
6. Selon *Le Montréal-Matin* du 2 juin 1961, à la page 11, il s'agit de 2 %.
7. Notons que la somme des pourcentages qui représente les travaux de \$25,000 et moins n'égale pas 100 %. De plus, en supposant que la tranche de \$15,000 et moins est un doublon, le total des pourcentages est de 99,45 % cette fois.
8. *Le Montréal-Matin* du 2 juin 1961, à la page 11, rapporte ici le mot "religion"; le quotidien vend manifestement la mèche du jeu de mot à suivre.
9. Le Buy American Act, adopté en 1933, accordait un traitement préférentiel aux produits américains dans l'octroi des contrats publics.
10. Aucune source ne précise à quel moment de la procédure le débat concernant les modifications à la loi des travaux publics a eu lieu; il se peut donc qu'il se soit produit en comité plénier ou durant la troisième lecture.
11. Joseph-Léonard Boulanger (1890-1963), journaliste, fut sous-ministre de la Voirie de 1922 à 1936.
12. À propos de cette phrase de M. Lesage, *L'Action catholique* du 2 juin 1961, à la page 1, est la seule source qui signale que le premier ministre répondait à des questions de l'opposition.
13. En rapportant ce passage du discours de M. Lesage, *The Montreal Daily Star* du 2 juin 1961, à la page 9, signale plutôt que le gouvernement provincial a commencé à acquérir des terrains de quelque 1.000.000 de pieds carrés dans la ville de Québec pour y ériger trois édifices qui formeront la cité parlementaire.
14. *Le Nouvelliste* du 2 juin 1961, à la page 9, rapporte plutôt "cité universitaire"; il s'agit manifestement d'une erreur.
15. Des millions de dollars, selon *The Montreal Daily Star* du 2 juin 1962, à la page 9.
16. Ville fondée en 1699, Williamsburg fut la capitale de la Virginie jusqu'en 1780.
17. *Le Soleil* du 2 juin 1961, à la page 13, note que pour l'étude du bill article par article, le lieutenant-colonel J.-L. Boulanger, président de la Commission d'embellissement, vient prendre place aux côtés du premier ministre.
18. Le bâtiment fut acquis en 1960 par le gouvernement pour y installer le futur ministère des Affaires culturelles.
19. Georges-Henri Lévesque (1903-2000), prêtre et sociologue, étudia à Ottawa et à Lille avant de fonder, en 1938, l'École des sciences sociales de l'Université Laval, en plus de co-présider la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada, de 1949 à 1951. Il fonda l'université du Rwanda en 1963 et en fut le recteur jusqu'en 1972. Auteur prolifique, considéré par plusieurs comme le père de la Révolution tranquille au Québec, il reçut 14 doctorats honorifiques en plus d'être fait officier de l'Ordre national du Québec en 1985.
20. Nous déduisons le mot "sites" de cette réponse de M. Lesage, car elle est visiblement incomplète dans *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 2 juin 1961, à la page 2.
21. M. Bellemare fait allusion à la déclaration du président de la Fédération des jeunes libéraux du Canada, M. Jean David, en marge du discours prononcé le jour précédent à l'Université de Montréal par le premier ministre du Québec. Dans

son discours, M. Lesage refuse, de manière assez catégorique, d'établir un secteur neutre dans l'enseignement au Québec et ajoute que l'État du Québec ne sera pas complice de l'athéisme. En réponse, M. Jean David accuse le premier ministre de considérer le problème de l'école neutre avec la même désinvolture que l'Union nationale et qualifie ses propos de démagogiques. Voir notamment *Le Devoir*, *Montréal-Matin*, *La Presse*, *Le Soleil* et *La Tribune* du 2 juin 1961, respectivement aux pages 1-2, 8, 1, 22, 1 et 6.

22. Exception faite du premier échange entre le premier ministre et le chef de l'opposition, les sources ne précisent pas si les débats qui suivent se sont produits durant l'étude de l'article 10.

23. *Le Devoir* et *La Tribune* du 2 juin 1961, respectivement aux pages 2 et 9, sont les seules sources qui attribuent cette déclaration au député de Missisquoi (M. Bertrand).

24. Tel que mentionné précédemment lors de l'étude en comité plénier du projet de loi 79 durant la présente séance, M. Johnson fait référence au discours de M. Jean David qui commentait une allocution de M. Lesage.

25. Une coquille nous fait plutôt lire "preuve" dans *Le Soleil* du 2 juin 1961, à la page 22.

26. Cette prise de position du député de Champlain (M. Bellemare), rapportée dans l'édition du 2 juin de *La Presse*, à la page 14, est contredite par celle du *Soleil* du même jour, à la page 18, où le député accuse le projet de loi de créer "un comité de patronage politique".

27. Les journaux n'indiquent pas les articles étudiés et adoptés subséquemment avant la suspension des travaux du comité.

28. Selon *Le Soleil* du 2 juin 1961, à la page 8, l'item 1 est étudié en après-midi.

29. Les journaux du 2 juin 1961 notent que l'item 3 est étudié en soirée.

30. Selon *La Presse* du 2 juin 1961, à la page 14, le nom de l'employé en question est plutôt Yvon Doucet.

31. Les journaux du 2 juin 1961 ne précisent pas à quel moment se déroule cette discussion, bien que ce

soit probablement lors de l'étude des crédits du ministère des Terres en Forêts en raison de la participation du ministre titulaire au débat.

32. *Le Nouvelliste* du 2 juin 1961, à la page 9, fait erreur sur l'identification de l'intervenant ministériel. Il ne s'agit pas de Gérard Cournoyer (député de Richelieu et ministre des Transports et des Communications) comme il l'écrit, mais plutôt de Bernard Pinard.

33. *La Presse* du 2 juin 1961, à la page 14, note que le chef de l'opposition pose sa question "juste avant l'ajournement". En fait, l'item suivant à l'étude aurait été consacré à l'acquisition, la transformation et la construction d'immeubles, dont relève le questionnement du chef de l'opposition.



Séance du vendredi 2 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Compagnie de Jésus**

**M. Lavoie (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 concernant la Compagnie de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses orales:**

**Octroi à  
Saint-Louis-de-France**

**M. Bellemare (Champlain):** Le gouvernement a-t-il accordé un octroi à la municipalité pour effectuer des travaux pour la protection contre l'incendie effectué dans la municipalité de Saint-Louis-de-France?

**L'honorable M. Cournoyer (Richelieu)** promet de s'informer. Le gouvernement de la province, dit-il, attend que les travaux de protection contre les incendies entrepris par la corporation municipale de la paroisse de Saint-Louis-de-France, dans le comté de Champlain, soient terminés et que la subvention pour les travaux remédiateurs au chômage, en rapport avec ces travaux, soit établie avant d'étudier la possibilité d'octroyer cette corporation sur la partie des travaux admissibles en vertu de loi.

**Questions et réponses écrites:**

**Maurice Déchéne**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Depuis le 5 juillet 1960 M. Maurice Déchéne, de la cité de Québec, est-il à l'emploi du département du procureur général?

2. Dans l'affirmative:

- a) quelle est la date de son engagement?
- b) quelle est la nature de ses fonctions?
- c) quel est son salaire initial?
- d) quel est son salaire actuel?
- e) a-t-il été engagé à la suite d'examen devant la Commission du service civil?

3. Avant la date ci-haut mentionnée, ledit M. Déchéne avait-il déjà fait partie de la Sûreté provinciale de Québec?

4. Dans l'affirmative, pour quelle raison a-t-il été destitué?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui.

- 2. a) Le 1<sup>er</sup> septembre 1960;
- b) officier spécial au département du procureur général;
- c) \$8,000 par année;
- d) \$8,000 par année;
- e) Non, vu qu'il s'agissait d'un réengagement et qu'il avait les qualifications requises, étant donné ses nombreuses années de service à la Sûreté provinciale.
- 3. Oui.
- 4. Raison véritable inconnue.

**Locaux de la Sûreté provinciale  
à Shawinigan**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. À Shawinigan, comté Saint-Maurice, la Sûreté provinciale a-t-elle changé de locaux?

- 2. Dans l'affirmative:
  - a) quelle était la superficie de plancher des anciens locaux?
  - b) quelle est la superficie de plancher des nouveaux locaux?
  - c) quel était l'ancien locateur et l'endroit occupé?
  - d) quel est le nouveau locateur et la nouvelle adresse?
  - e) quel était l'ancien prix du loyer?
  - f) quel est le prix actuel et la durée du nouveau bail?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui, à la suite d'un avis d'éviction de la part de la corporation municipale de Shawinigan Falls.

- 2. a) Environ 180 pieds carrés;
- b) 1,363 pieds carrés;

c) la corporation municipale de Shawinigan Falls. À l'Hôtel de ville de Shawinigan Falls;

d) MM. Georges Bergeron et Armand Bergeron. Situé à Shawinigan, angle de la 4<sup>e</sup> Rue et de la rue de la Station, et portant le numéro 403, rue de la Station, avec entrée secondaire à 804, 4<sup>e</sup> Rue;

e) \$240 par année;

f) \$3,000 par année pour une période de trois ans du 1<sup>er</sup> janvier 1961 au 31 décembre 1963.

#### **Local de la Régie des alcools à Québec**

**M. Cloutier (Québec-Centre):** 1. La Régie des alcools du Québec a-t-elle loué un édifice sur le boulevard Charest, dans la cité de Québec, pour y loger un de ses magasins?

2. Dans l'affirmative:

a) quel est le nom du locateur?

b) quel est le prix du loyer?

c) quelles sont les conditions et la durée du bail?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. Oui.

2. a) Maupol Service, Inc.;

b) \$11,500 par année;

c) local aménagé à la charge du locateur selon les plans et devis de la Régie. Bail de cinq ans avec privilège de renouveler pour une période de dix ans aux mêmes conditions.

#### **Projets de loi:**

##### **Concessions forestières**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 93 autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières dans la Gaspésie.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à acquérir, par voie d'échange ou d'expropriation, chacune des concessions forestières décrites aux annexes A, B, C de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

2. Que l'acquisition par échange, en vertu de la ladite loi, sera soumise aux conditions suivantes:

a) en retour des concessions sous forme de permis de coupe renouvelables, de tels permis pourront être accordés avec le même effet que s'ils résultaient d'une vente à l'enchère faite en vertu de l'article 98 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93), sur une étendue de valeur égale à celle faisant l'objet des concessions expropriées, sans jamais dépasser une fois et demie leur superficie;

b) en retour des concessions en pleine propriété, de semblables concessions de valeur égale et de même superficie pourront être accordées, ou des concessions par permis de coupe renouvelables de valeur égale et n'ayant pas pour objet une superficie de plus du double de celles expropriées;

c) le concessionnaire sera tenu de faire délimiter, à ses frais, par un arpenteur-géomètre, conformément aux instructions à être émises par le ministre des Terres et Forêts, les terres reçues en échange, et cela, avant d'y faire aucune coupe et dans les deux ans de la date de l'échange.

Adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté, après division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 93 autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières dans la Gaspésie.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93



autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières dans la Gaspésie soit maintenant ou une deuxième fois.

La présentation du bill 93 indique clairement que le présent gouvernement est déterminé à procéder le plus rapidement possible à la redistribution des concessions forestières dans la province de Québec. Les limites se trouvent dans les comtés de Roberval, Matapédia, Gaspé-sud et Gaspé-nord. Ceux qui en profiteront le plus seront l'usine Canadian International Paper (C.I.P.), à La Tuque, et l'usine Gaspésia, à Chandler. Si elles sont expropriées, les entreprises doivent recevoir les limites de la même valeur et un secteur d'un maximum de 50 % plus grand.

Il critique la façon dont les concessions forestières ont été accordées sous les gouvernements précédents.

Depuis plusieurs années, dit-il, plusieurs régions de la province souffrent économiquement d'une mauvaise distribution des richesses naturelles, distribution faite au petit bonheur dans le passé, sans discernement et sans plan d'ensemble qui aurait tenu compte des besoins présents et futurs des diverses industries et des besoins économiques des régions rurales. Ces régions rurales ont été maintenues dans un état de stagnation.

On aurait traité certaines entreprises avec trop de prodigalité. À cause de cela, certaines de nos industries de pâtes et papiers n'ont pas suffisamment de bois pour assurer le développement normal de leurs usines ou sont forcées de se procurer cette matière première à des distances trop considérables, ce qui augmente de façon inutile les coûts de production, parce que les réserves situées à proximité étaient concédées à d'autres établissements. Des centaines de moulins de sciage réclament à grands cris des concessions forestières suffisantes pour assurer la survie de leurs entreprises, la stabilité et la continuité de leurs approvisionnements de bois.

Le rendement insuffisant de l'agriculture en certaines régions et la rareté du bois sur les terrains privés font qu'un grand nombre de nos paroisses agricoles ont un revenu nettement insuffisant et réclament à leur tour la création de réserves forestières paroissiales pour suppléer aux revenus des cultivateurs, des colons qui auraient ainsi accès à la forêt. La redistribution des concessions forestières se fera de façon à assurer un approvisionnement plus équitable de bois aux diverses industries.

Le problème est complexe. Le gouvernement respecte la liberté d'entreprise et croit en la sainteté des contrats et des droits acquis. Mais lorsque

certaines de ces droits équivalent à la paralysie économique de certaines régions et au maintien dans une injuste pauvreté de plusieurs concitoyens parce que certains concessionnaires forestiers s'assoient littéralement sur d'immenses étendues des forêts du Québec et en empêchent ainsi le développement au bénéfice de la population, dans ce cas, c'est le devoir du gouvernement d'intervenir pour rappeler aux détenteurs des richesses forestières que, s'ils ont des droits, ils ont également des devoirs à remplir envers la population d'une province qui, dans le passé, les a servis avec autant de générosité que de largesses. Les changements visent à fournir du bois là où il y a actuellement une demande près des limites appartenant aux firmes qui ne les utilisent pas présentement.

Il rappelle le grand intérêt que porte le premier ministre et son gouvernement à la conservation de nos richesses naturelles, pour assurer le bien-être de la population par la restauration et la conservation des forêts. Pour atteindre ce but, dit-il, son département procède non seulement au sarclage des forêts, mais également à la plantation de millions d'arbres pour aider au reboisement; il procède également à la construction de chemins d'accès en forêt pour rendre accessibles d'immenses terrains boisés dont le bois, rendu à maturité, est menacé de périr sans profit pour personne.

Après ces mesures préliminaires, le gouvernement en est rendu à la redistribution des concessions forestières. La politique gouvernementale en cette matière sera révisée complètement, de façon à l'orienter vers une utilisation plus rationnelle de la forêt.

Ce n'est pas un problème qui sera réglé du jour au lendemain, car le gouvernement ne peut pas corriger en quelques mois les erreurs commises pendant les 10 ou 12 dernières années dans ce domaine. C'est la situation que les autorités provinciales veulent corriger. Le gouvernement est en train de restaurer l'ordre économique dans un champ où des actions chaotiques et désordonnées régnaient avant.

Le temps du laisser-faire est passé et le bill 93 représente un grand pas dans la voie de la réparation de ces erreurs. Il nous faut faciliter la consolidation de l'industrie et son expansion ainsi que veiller à ce que nos richesses forestières soient exploitées au bénéfice de la population. C'est le programme qu'il s'est donné et qui se traduira par un plan d'ensemble basé sur des études économiques sur lesquelles le Conseil d'orientation économique du Québec sera appelé à se prononcer.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le nouveau ministre des Terres et Forêts n'innove en rien et suit seulement la ligne de conduite tracée par ses prédécesseurs. Le bill 93 n'est que la répétition, sous une forme dont le principe est inacceptable, des actes posés par le Parlement de Québec depuis 1946. Il y a 15 ans, le gouvernement de l'Union nationale instaurait une politique de conservation qu'il a continuée subséquemment. Il y a un homme qui fut député de Trois-Rivières pendant 32 ans et qui connaissait bien le problème, parce qu'il habitait dans la ville reconnue comme la capitale mondiale de la production du papier journal. Dès 1946, M. Duplessis a fait adopter une loi pour la redistribution des concessions forestières.

Il y a donc 15 ans que nous pratiquons une politique d'exploitation rationnelle des forêts dans la province et d'expropriation de certains territoires forestiers, afin d'aider à stabiliser la petite industrie; et le ministre actuel n'est au courant de rien. Il a fait des déclarations pour accuser l'ancien gouvernement d'avoir vendu nos richesses naturelles pour un plat de lentilles. Il y a eu également plusieurs autres lois pour assurer une exploitation rationnelle de nos forêts au cours des années qui ont suivi.

Cette politique de conservation n'est pas nouvelle, aujourd'hui. Tout ce qui est nouveau, c'est d'entendre l'actuel ministre des Terres et Forêts se pourfendre de grandes déclarations, pour tenter de faire croire à des changements profonds dans l'administration du ministère des Terres et Forêts. La population du Québec sait bien, cependant, quels sont ceux qui ont travaillé à la conservation de notre immense domaine forestier.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 2, qui se lit comme suit:

"[2. L'acquisition par échange, en vertu de la présente loi, est soumise aux conditions suivantes:

"a) en retour des concessions sous forme de permis de coupe renouvelables, de tels permis pourront être accordés avec le même effet que s'ils résultaient d'une vente à l'enchère faite en vertu de l'article 98 de la loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1941, chapitre 93), sur une étendue de valeur égale à celle faisant l'objet des concessions expropriées, sans jamais dépasser une fois et demie leur superficie;...""]

#### L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le bill soumis à l'attention de la Chambre n'est pas semblable à ceux présentés par l'Union nationale en 1945-1946. Le bill contient des descriptions. Les superficies expropriées ou échangées seront décrites dans un autre projet de loi qui devra venir à l'automne. On décrira, par exemple, l'étendue des terrains qui seront donnés à la Canadian International Paper pour son moulin de La Tuque, en échange pour ceux qui seront expropriés.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Ce sera peut-être la porte ouverte aux convoitises des compagnies. Le texte prévoit en effet qu'à la firme à laquelle on enlève un certain territoire boisé, on pourra concéder à la place un autre territoire une fois et demie plus grand. C'est un principe dangereux que l'on consacre dans ce projet de loi où toutes les compagnies vont à l'avenir demander de recevoir la limite permise. Sauf en de rares exceptions, l'ancien gouvernement s'en est toujours tenu à la loi qui stipulait que les échanges devaient se faire sur une base de superficie égale. Il eût mieux valu laisser aux hauts fonctionnaires du ministère des Terres et Forêts le soin de délimiter la superficie et de s'en tenir à leur décision.

#### L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):

Le gouvernement est obligé de tenir compte de ce qui s'est produit dans le passé, lorsque des superficies plus grandes que celles reçues en échange ont été cédées par la province. Pour éviter que la répétition d'anciens abus ne se produise dans l'avenir, nous mettons une limite dans la nouvelle loi. On fixe un maximum en disant que la superficie ne pourra pas dépasser une fois et demie la superficie des terrains acquis en échange.

C'est une limite et le gouvernement cherchera toujours à faire l'échange sur une base égale d'abord. La partie supplémentaire est un maximum qu'établit la loi et ne signifie en aucun cas que les compagnies vont toujours avoir le droit de demander cette quantité supplémentaire de terrains forestiers.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Par cette déclaration, le premier ministre prévoit déjà lui-même qu'il y aura des pressions de la part des compagnies. Il doute que l'on puisse toujours y résister, malgré la promesse du chef du gouvernement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On a eu tort de mettre dans la loi qu'on pourra céder une superficie d'une fois et demie supérieure à celle des terrains à recevoir en échange. Toutes les compagnies demanderont ce maximum.

L'article 2 est adopté.

L'article 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 93 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

**L'honorable M. Arsenault (Matapédia)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi des marchés agricoles**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie le bill article par article.

**M. Johnson (Bagot)** s'élève contre le droit que confère la nouvelle loi aux inspecteurs de l'Office des marchés agricoles d'examiner les produits et d'exiger la production des livres ou registres et des documents relatifs à la mise en marché.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'inspection sera utile aux cultivateurs, car il est temps que, dans la province de Québec, on puisse concurrencer l'extérieur dans le domaine de la qualité des produits agricoles.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il y a déjà un précédent. Ce système est déjà en application au Québec, notamment pour ce qui est de la Commission de l'industrie laitière. La Commission a depuis longtemps les pouvoirs demandés aujourd'hui pour l'Office des marchés agricoles. Elle a ses inspecteurs qui visitent les cultivateurs. Ceux-ci sont contents parce qu'ils reconnaissent que ça leur rend service.

**M. Johnson (Bagot):** C'est un principe dangereux de permettre à un inspecteur d'entrer chez un cultivateur pour examiner ses comptes. Dans le domaine de l'industrie laitière, il est à propos qu'il existe une surveillance, parce que la santé publique est en cause. Mais c'est bien différent, quand il s'agit des producteurs de tomates ou de pommes de terre. Je pense honnêtement que la loi va trop loin. Les fonctionnaires pourront abuser dans leurs incursions, chez les cultivateurs. Les fonctionnaires, on le sait, souhaitent toujours avoir tous les pouvoirs et à les affirmer.

Cette pratique est en honneur aussi dans les pays totalitaires, tels que la Chine communiste. Mao Tse Toung a lui aussi ses commissaires pour ses inspecteurs et il agit en conséquence. Mais, chez nous, nous ne sommes pas habitués à ces méthodes d'inquisition.

J'estime que la façon de procéder est vexatoire et viole les principes de la liberté de l'entreprise, mais elle est dans la ligne d'inspection, de surinspection et d'indiscrétion que suit le gouvernement actuel.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le député de Bagot s'arrange pour lancer son mythe du vendredi. Il parle de croque-mitaine.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre a aussi exploité son propre mythe, celui de la confessionnalité, à Montréal.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La façon dont j'ai traité mon sujet était loin de celle employée ici par le député de Bagot. Je lui ferai remarquer que je n'ai mentionné ni l'Union nationale ni le nom du député de Bagot. J'espère que celui-ci a fini d'exploiter sa mythologie.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Des agents de l'Office des marchés agricoles prennent des photographies lorsqu'ils visitent les fermes.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Cela simplifie beaucoup les investigations pour connaître l'état des exploitations agricoles.

**M. Johnson (Bagot)** demande de s'imaginer ce qui se passerait si le Barreau demandait le droit d'aller fouiller dans les bureaux des avocats.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce droit existe pour le notariat et, quand il y a plainte, le Barreau aussi envoie des enquêteurs. D'ailleurs, la loi qui est devant la Chambre nous a été demandée par les spécialistes de l'Office des marchés agricoles.

**M. Johnson (Bagot):** On n'est pas ici pour se laisser mener par les spécialistes. Les pouvoirs demandés ne sont pas nécessaires et ne sont pas adaptés à la mentalité des cultivateurs. Cette loi met le fonctionnement de la loi des marchés à l'entière discrétion des fonctionnaires.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Pour les fins des enquêtes requises, les enquêteurs seront investis de tous les pouvoirs accordés par la loi des commissions d'enquêtes. Actuellement, nous ne pouvons pas obtenir les renseignements nécessaires, n'ayant pas accès aux livres. Puis, il importe pourtant que l'Office puisse avoir les renseignements requis pour rendre des décisions plus justes.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Les cultivateurs auront de la difficulté à s'habituer à l'idée qu'ils doivent montrer leurs livres. Les plans conjoints créés sous l'Union nationale existaient pour aider les cultivateurs, mais sous les libéraux, on dirait qu'ils sont destinés à mettre une entrave à leur situation. On voudrait faire des cultivateurs des

parias en les soumettant à des mesures inutilement vexatoires, telles les enquêtes.

**M. Roy (Nicolet):** Dans plusieurs cas, les renseignements recueillis par les gens chargés de la mise en œuvre des plans conjoints, les officiers enquêteurs, sont transmis aux officiers de l'impôt qui, par la suite, font des perquisitions et mettent les cultivateurs dans de mauvais draps.

**M. Lavallée (Berthier)** partage le même point de vue. Les enquêtes pourraient être un moyen employé par le gouvernement pour obliger les agriculteurs à payer plus d'impôts qu'ils n'en ont les moyens.

**M. Johnson (Bagot):** Nous avons peur des pouvoirs confiés au ministre, à cause de ses fonctions d'organisateur en chef du Parti libéral. On a peur de l'usage qu'il pourra faire des renseignements qu'il recueillera.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Les informations sont de caractère absolument confidentiel, à moins qu'un tribunal ne décide le contraire dans tel ou tel cas. Ceci permettra simplement au conseil d'avoir plus d'information détaillée pour prononcer un jugement basé sur plus de renseignements. Tout se fera sous le sceau du secret à l'Office.

**M. Johnson (Bagot):** Comme je connais certains cultivateurs de mon comté, dit-il, il y a des inspecteurs qui vont sortir sur la tête.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Ces enquêteurs et conseillers techniques existaient sous l'Union nationale. On veut nous faire croire aujourd'hui que ce sont des incompetents. Lorsqu'il s'agira d'en nommer de nouveaux, on ne consultera pas l'opposition. Nous consulterons plutôt les cultivateurs qui sont les premiers intéressés et nous ferons des nominations qui feront honneur à la province. Nous ferons notre possible pour nommer les meilleurs hommes pour rendre service à notre agriculture.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 23 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 26, est de nouveau modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

"Il détermine par règlement les qualités requises d'un producteur et les conditions à remplir par celui-ci pour être considéré comme un producteur dans le sens du présent article et avoir voix au référendum."

**M. Bertrand (Missisquoi):** Ça n'a pas de sens de confier à un office le soin d'établir les qualités requises pour faire partie d'un plan conjoint. La loi devrait contenir des règlements généraux, quitte à l'Office d'apporter les règles accessoires.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi devrait elle-même définir ces qualifications.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** En raison de la très grande variété de produits qui peuvent faire l'objet de plans conjoints, on ne peut incorporer de dispositions semblables à la loi. L'Office établira les normes suivant lesquelles on pourra faire partie des plans conjoints, selon les différents produits à vendre, surtout lorsqu'il s'agit de petites quantités.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'Office aurait pu suggérer lui-même au ministre les qualifications requises d'un producteur et les conditions à remplir pour être considéré comme un producteur. De cette façon, le ministre aurait pu les incorporer dans la loi et nous saurions à quoi nous en tenir.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Une fois les règlements nécessaires édictés par l'Office, le gouvernement verra si ces qualifications peuvent y être clairement définies. C'est un essai que l'on fait. S'il ne donne pas satisfaction, le gouvernement reviendra devant la Chambre.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 10 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 92 sans l'amender.

**M. Talbot (Chicoutimi)** exprime le désir que la troisième lecture du bill soit différée à une autre séance.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 3 heures<sup>1</sup>**

##### **Financement universitaire**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 concernant le financement des investissements universitaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Les autorités provinciales, en 1961-1962, fourniront, au total, \$56,000,000 comme contribution aux universités, aux collèges secondaires et aux autres établissements affiliés pour leurs travaux de construction. De ce total, il y aura \$20,000,000 pour les universités et \$20,000,000 pour les collèges et autres institutions affiliées; \$6,000,000 supplémentaires pour les collèges et autres institutions qui apparaissent au budget régulier pour des subventions accordées antérieurement et payables en 1961-1962. Les universités pourront également emprunter de la Société centrale d'hypothèques et de logement, afin de financer un investissement pour lequel elles auront droit de recevoir une subvention de la province. Le montant de l'emprunt, toutefois, sera déduit de la subvention provinciale. On croit que les universités toucheront environ \$10,000,000 de cet organisme fédéral.

Il insiste sur l'importance des universités. Elles prennent d'ailleurs de plus en plus d'expansion, dit-il. On a trop longtemps entretenu l'idée, au Québec, que les universités existaient seulement pour former des professionnels. Le temps est fini où l'on concevait leur mission comme se bornant simplement à former des médecins, des avocats et des dentistes. On oublie trop facilement l'importance de facultés comme celles des sciences sociales, des autres sciences humaines et physiques pour l'État québécois.

Or, le monde d'aujourd'hui a beaucoup plus besoin d'universitaires que de techniciens pour diriger le développement de son économie. C'est un monde qui est caractérisé d'abord par sa très grande mobilité. Le simple technicien n'est pas en mesure de s'adapter au développement scientifique. Il faut des hommes qui ont un esprit universel, c'est-à-dire qui ont reçu une formation universitaire. Ce bill a été présenté dans cette perspective et j'espère, dit-il, qu'il contribuera à la grandeur du Québec.

Le projet de loi à l'étude accordera l'autorité au ministre de la Jeunesse en matière de distribution des subventions aux universités et aux collèges, tandis que l'opposition affirme que le principe est contraire à la loi sur l'éducation publique, qui attribue au surintendant de l'Instruction publique la responsabilité

de l'allocation annuelle de tous les fonds destinés à l'éducation. Le projet de loi a pour but de donner aux universités québécoises et aux autres institutions affiliées les moyens financiers de continuer l'œuvre qui est la leur et qui est essentielle dans le système d'enseignement de notre province. Ces moyens financiers, nous voulons les accorder en respectant un certain nombre de principes fondamentaux. D'abord, le gouvernement se propose de mettre à la disposition des universités et institutions qui leur sont affiliées une somme de \$175,000,000 répartie sur une période de cinq ans. Les subventions seront accordées seulement après que chaque université et collège ait réuni le montant résiduel de \$125,000,000 nécessaire pour compléter le coût total du projet de \$300,000,000. Le gouvernement va payer en moyenne, chaque année, \$35,000,000 tous destinés à des travaux de construction. L'argent servira à financer partiellement des travaux de construction dont la valeur approximative s'élèvera à \$300,000,000. D'autre part, Québec accordera des "facilités d'emprunt". Il est bien entendu que les \$25,000,000 provenant de la Conférence canadienne des universités et les \$16,000,000 du Conseil national des arts ne sont pas compris dans les \$175,000,000. De toute façon, les paiements annuels ne devront pas dépasser \$40,000,000.

Comment distribuer ces sommes impressionnantes? Les crédits seront ouverts aux universités et aux divers établissements, non pas à l'aveuglette, mais selon un plan d'ensemble qui permettra au gouvernement et aux institutions de voir où ils vont. Il doit d'abord tenir compte des finances provinciales, tout en répondant aussi aux besoins des universités et autres institutions, et de la nécessité de tenir les contribuables au courant de la manière dont est utilisé le produit des impôts. Pour que le ministre de la Jeunesse puisse préparer ce plan d'ensemble qui tiendra toujours compte des cinq années à venir, un service de budgets d'investissements universitaires, composé de spécialistes en éducation, en comptabilité et en administration, vient d'être créé. Il examine les demandes des établissements, les catalogue, les compare aux normes établies et les transmet au cabinet. Ce dernier préparera annuellement un bill pour faire approuver, par les Chambres, les fonds attribués à chaque université. L'autonomie des diverses institutions sera respectée.

Pour qu'un projet de construction universitaire ou collégiale soit éligible à une subvention, il devra d'abord être soumis au ministre de la Jeunesse pour que l'étude puisse être faite par ce nouveau service. Aucune demande de subvention ne sera considérée, à moins que le projet de construction n'ait été soumis

au ministre avant le début des travaux. On parviendra ainsi à constituer un échancier précis. Ce tableau des besoins sera alors soumis à un comité composé du premier ministre, du ministre de la Jeunesse, du ministre d'État leader du Conseil législatif, ainsi que des représentants des universités et des institutions affiliées. Les institutions sauront désormais où elles vont. Jusqu'ici, elles ne le savaient pas.

Le plan d'ensemble est non seulement utile, mais nécessaire, pour l'économie générale de la province, et il peut être également utile en ce qui concerne la lutte contre le chômage, une des préoccupations importantes de ceux qui ont la responsabilité de l'administration des affaires du Québec, car il s'agira de travaux de construction qui donneront de l'ouvrage à la main-d'œuvre cet hiver. Le programme est établi en collaboration avec les autorités provinciales et la direction des universités et institutions affiliées.

L'autorité administrative et académique des institutions universitaires sont deux caractéristiques à sauvegarder au plus haut point, pour le bien de l'enseignement dans la province de Québec. Les subventions seront statutaires, prévues dans des lois. Les membres de cette Chambre ont eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'insister sur l'importance qu'il y a, en régime démocratique, de sauvegarder la liberté administrative d'institutions qui ont une entité distincte. À cause de cela, le Conseil des ministres en est venu à la conclusion qu'il fallait restreindre au Parlement le droit et le pouvoir de décider des sommes attribuées à chaque institution. Ainsi, on donne une garantie exceptionnelle de la sauvegarde de l'autonomie des institutions d'enseignement, car il faut des normes et des barèmes pour chacune des subventions nécessaires à payer les travaux de construction des maisons nouvelles ou des agrandissements nécessaires aux progrès de l'enseignement. Cette garantie de la Législature est plus importante et plus significative qu'aucune autre.

Dans le cas des maisons de haut savoir, il n'était pas possible de déterminer dans une loi générale les barèmes nécessaires aux travaux d'investissement. Et c'est pour entourer de garanties additionnelles notre action dans ce domaine que nous proposons que les subventions soient déterminées d'année en année par une loi du Parlement. La loi prévoit que la liste des investissements pour lesquels les institutions universitaires ont droit de recevoir une subvention est déterminée, chaque année, par la loi de la Législature. Mais il fallait, toutefois, dès cette année, une loi générale qui déterminerait la procédure à suivre dans la préparation des lois à

venir. Nous n'avons pas voulu laisser aux ministres et aux fonctionnaires ce soin, mais nous le confions au Parlement même. C'est pour cela que la section 1 de la loi détermine de quelle façon cette loi sera soumise annuellement au Parlement. La loi de cette année détermine les subventions aux universités, mais elle ne donne pas la liste des institutions affiliées, parce que le temps a manqué pour la préparer.

Actuellement, dans les dossiers de l'administration, il y a déjà 250 demandes de la part des collèges affiliés et autres institutions. Il faudra les étudier une à une, en procédant selon un ordre de priorité établi de concert avec la Fédération des collèges classiques. Mais il reste en dehors de cette Fédération un grand nombre d'institutions dont il faudra étudier les besoins également. Le gouvernement a cependant mis à la disposition des collèges classiques, pour cette année, une somme de \$20,000,000 dont la distribution sera faite par arrêté ministériel, afin que ces institutions ne souffrent pas inutilement du peu de temps que nous avons eu à notre disposition pour régler le problème en son entier. L'an prochain, on votera les crédits.

Pour les années prochaines, la liste des collèges classiques et autres institutions sera publiée en annexe à la loi qui sera présentée, avec le montant pour chacun. Nous n'avions pas seulement à préparer les chiffres que l'on trouve dans la loi de cette année, mais il fallait aussi une entente sur la façon de distribuer cette aide gouvernementale en sauvegardant l'autonomie et la liberté académique des institutions. Cette somme de \$175,000,000 répartie sur cinq ans n'est pas la seule somme que le gouvernement distribuera au fur et à mesure des besoins, de façon à libérer les institutions de tout souci financier, mais il leur donnera également des facilités d'emprunt. Le gouvernement permet aussi aux institutions d'obtenir des sommes à emprunter pour une période allant jusqu'à 50 ans et à un taux d'intérêt particulièrement facile. Et cette source où se transigeront les emprunts, c'est la Société centrale d'hypothèques et de logement. Il s'agit d'une commission fédérale. Mais nous avons consulté les institutions et nous avons convenu qu'il fallait bénéficier de cette nouvelle source d'emprunt à des conditions exceptionnelles. Les mesures nécessaires ont été prises pour sauvegarder l'autonomie de ces institutions et la pleine juridiction du gouvernement de cette province en matière d'éducation. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a été convenu que l'on devrait procéder dans le cadre d'une loi générale adoptée en cette Chambre par les élus du peuple.

La loi prévoit également que les sommes mises à la disposition des universités par le

gouvernement fédéral, au cours des années, mais qui ont été gelées d'abord aux mains du gouvernement fédéral, ensuite aux mains de la Fondation des universités, puis enfin aux mains du gouvernement de cette province, par la volonté du législateur québécois, pourront être remises aux mains du gouvernement provincial. L'an dernier, à la suite du changement du premier gouvernement d'alors, les universités ont obtenu l'autorisation de recevoir ces sommes, mais à la condition de les remettre au ministre du Revenu de la province. Or, ces sommes, comme l'a déjà expliqué hier le premier ministre, seront remises à la disposition des universités de la façon prévue par la loi, c'est-à-dire pour financer les investissements universitaires: a) depuis 1956, dans le cas des collèges; b) depuis 1960, dans le cas des universités. Par ailleurs, des avances ont déjà été faites aux universités, particulièrement celles qui étaient engagées dans des projets de construction. Et ces avances faites aux universités dépassent les sommes qui avaient été remises par la Fondation des universités. Et, lorsque le projet de loi aura été adopté, le bill 64 prévoit que les universités en question pourront garder ces avances en toute propriété.

Dans l'établissement de la liste des subventions aux universités, le cabinet des ministres devra tenir compte des sommes que ces institutions ont déjà reçues; il devra tenir compte des sommes à emprunter; il devra enfin tenir compte des sommes reçues par ces institutions de sources individuelles. Nous croyons que le public doit être encore appelé à faire dans le domaine de l'éducation, par mouvement philanthropique et charitable, une part qui ajoutera à celle très large que souscrit le gouvernement. J'ai insisté sur la liberté académique, mais je crois et le gouvernement croit que les contributions payées par les individus apporteront une garantie additionnelle de l'autonomie de nos institutions. Le gouvernement a l'intention d'inviter la Législature à contribuer davantage aux investissements que devront faire nos institutions et à leur financement. Mais nous avons aussi l'intention de demander aux parents également de participer à la vie des institutions.

Il souligne le rôle nécessaire des institutions privées qui ont un devoir à remplir, comme les institutions d'enseignement secondaire publiques. Il dit toute l'importance qu'il attache aux institutions secondaires indépendantes dans le Québec. Il met en relief la nécessité de l'existence et du développement des institutions secondaires indépendantes dans notre province, c'est-à-dire les collèges classiques et les instituts familiaux. Elles ont un rôle à jouer à côté

des écoles secondaires publiques, car elles seront un stimulant pour ces dernières. Elles sont nécessaires à la manifestation de la liberté sur le plan académique, surtout par leurs expériences propres en matières d'éducation et de recherche. C'est pour cela que la contribution du gouvernement à ces écoles indépendantes deviendra de plus en plus importante.

**M. Talbot (Chicoutimi):** En présentant ses projets de loi sur l'éducation, le ministre de la Jeunesse actuel s'est vanté de présenter à la province sa grande charte de l'éducation. Les journaux ont répété à qui mieux mieux, oubliant qu'en réalité, la vraie charte de l'éducation a été approuvée l'an dernier par les Chambres, à la suggestion de l'Union nationale.

Le bill no 64 marque un recul par rapport au bill no 3 que l'Union nationale a fait adopter l'an dernier relativement aux investissements immobiliers des universités, et il ne fait que diminuer une des clauses que comportait notre grande charte. L'article 2 du texte législatif de 1959-1960 ne prévoyait, en effet, aucune limite; l'actuel projet de loi détermine un maximum de \$40,000,000 annuellement. Nous ne donnions pas \$25,000,000 une année et \$25,000,000 l'autre année. Cette loi donnait aux universités la liberté d'emprunter les montants dont elles avaient besoin, avec la garantie totale de la province pour le remboursement des emprunts, le paiement des intérêts et le reste. C'est ainsi que, dans le temps, tout le monde l'a comprise. L'ancien premier ministre disait que tous les secteurs universitaires étaient enchantés de cette initiative.

M. Cyril James, principal de l'Université McGill, disait que le gouvernement de la province pouvait se comparer aux gouvernements les plus généreux du monde. Un journaliste, M. Gérard Filion, proclamait: "Que fera-t-on de tout cet argent?" À travers toute la province, ce fut une immense satisfaction au sujet des lois de l'éducation passées par le gouvernement dont j'avais l'honneur de faire partie. Il n'y eut personne pour blâmer cette législation bienfaisante, cette loi passée l'année dernière, afin d'aider les investissements universitaires, si ce ne fut l'actuel ministre de la Jeunesse.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je suis conséquent, toujours!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre, s'adressant à la Fédération des étudiants universitaires libéraux de la province, à l'Université de Montréal, se prononçait pour la création d'un Conseil provincial

des universités pour distribuer les fonds. C'est lui sans doute qui avait inspiré une motion d'amendement, présentée par l'opposition du temps pour former la Commission universitaire.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** À chacun son dû. Le chef de l'opposition et les membres de l'opposition du temps étaient capables de prendre leurs responsabilités.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Alors le ministre du Travail d'aujourd'hui (l'honorable M. Hamel) et son collègue, le chef de l'opposition du temps (l'honorable M. Lapalme), avaient présenté un amendement demandant que la loi fût modifiée de manière à ce que les garanties, les contributions et les ententes sur les investissements universitaires fussent faites sur la recommandation du Conseil provincial des universités. Où est ce Conseil des universités? Le ministre de la Jeunesse nous présente une loi cet après-midi. Il pouvait constituer un conseil ou une commission, comme il le préconisait dans le discours qu'il a prononcé devant les étudiants à l'Université de Montréal. Nous sommes encore à le chercher.

Je soutiens que le bill 3 présenté par le gouvernement de l'Union nationale, lors de la dernière session, était plus large et qu'il ne comportait pas les restrictions que la loi actuelle comporte. Le bill 64, concernant le financement des investissements universitaires présenté par le gouvernement actuel, est moins généreux à l'égard des universités et des collèges classiques. Le gouvernement n'a pas encore préparé de bilan pour distribuer les subventions prévues dans le bill 64 pour les collèges classiques. Comment seront distribuées les subventions aux institutions secondaires? Que seront-elles d'abord?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tous les collèges classiques qui font des constructions cette année auront droit aux subventions.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi est muette à ce sujet. Sur quel barème se basera-t-on pour leur accorder une part des \$20,000,000 prévus pour 1961-1962? Rien n'est mentionné; tout est dans l'ombre!

Il y a quelque chose de dangereux dans le texte soumis au Parlement. Les universités seront obligées de revenir chaque année devant le ministre, pour lui soumettre leurs bilans et leurs programmes de travaux. Bien plus, les universités et institutions affiliées, en plus d'ouvrir leurs livres de comptabilité au ministre et aux représentants de l'administration



de Québec, devront également les ouvrir à la Société centrale d'hypothèques et de logement. Car on sait à quelles conditions il faut se plier lorsqu'on emprunte de cet organisme fédéral. Les universités elles-mêmes n'y échapperont pas. Le ministre a semblé reprocher à l'ancien gouvernement d'avoir récupéré d'Ottawa les subventions qui étaient gardées en fiducie pour les universités. Il a perdu une belle occasion de se taire, car tout le monde sait qu'au mépris de la Constitution canadienne, le gouvernement fédéral dont faisait partie le premier ministre de la province est entré dans le domaine de l'enseignement qui était hors de sa juridiction. On se rappelle le malaise que cette ingérence a créé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne faisais pas partie du gouvernement qui a décidé de verser des subventions aux universités. Mais je faisais partie du gouvernement qui a décidé de confier ces montants d'argent à la Fondation des universités canadiennes.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je note la mise au point. Mais le premier ministre était député à Ottawa, à ce moment, et il a approuvé la loi. Ce n'est pas le gouvernement dont il faisait partie qui a réglé la situation. Le premier ministre n'a jamais dénoncé cette situation. C'est nous qui, l'année dernière, avons réglé la situation en faisant respecter les principes de l'autonomie de la province. Bien plus, nous avons décidé de prélever un impôt de 1 % sur les sociétés industrielles, afin de distribuer à nos universités une subvention encore plus large. C'est à la suite de ce règlement que les subventions fédérales ont pu être déposées dans un fonds spécialement constitué pour l'aide aux universités.

Nous avions l'intention, dans le respect de l'autonomie provinciale, de récupérer les \$16,000,000 qui sont au Conseil des arts, pour les investissements immobiliers des universités, et qui ont été mis là au mépris de l'autonomie provinciale. L'ancien gouvernement aurait pu les récupérer dans les mêmes conditions. Le premier ministre actuel a contribué à créer l'imbroglio qui divise la province depuis quelques années. La déclaration que vient de faire le premier ministre, à ce sujet, n'est pas rassurante, puisque c'est lui qui imposera les conditions nécessaires.

Ce projet de loi place les institutions universitaires sous la coupe du ministre de la Jeunesse et elles devront revenir chaque année devant lui pour établir leurs programmes. Les institutions d'enseignement secondaire, au niveau universitaire, seront dans la même situation. Il

n'existe aucun barème pour la distribution des subventions qui seront laissées à la discrétion du ministre. Le ministre peut refuser toute demande de subvention.

Aucun gouvernement n'a été aussi généreux que celui de l'Union nationale pour les maisons d'enseignement et n'a mieux compris, en particulier, le rôle des universités. Je regrette les restrictions que la présente loi apporte à la loi passée par l'Union nationale l'an dernier. Il regrette certaines dispositions du bill 64 qui, à son avis, ne respectent pas l'autonomie et la fierté de nos universités. Il dénonce la distinction "spécieuse" du ministre de la Jeunesse entre liberté d'administration et liberté académique. Avec cette distinction, dit-il, le ministre pourra accomplir certaines choses que nous n'approuvons pas, en vertu d'une autre loi. Toutefois, comme l'aide aux universités est ce qui compte le plus, nous allons approuver le principe de cette mesure, même si l'aide promise n'est pas aussi généreuse que nous l'aurions souhaitée, en espérant qu'en comité le ministre reviendra sur certaines de ses attitudes et se montrera plus généreux.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** conteste que l'ancienne loi fût plus généreuse. Cette loi disait que le gouvernement pouvait garantir les emprunts des universités pour leurs investissements. C'était donc, dit-il, une autorisation accordée au gouvernement, mais il ne s'agissait pas d'une obligation. Aussi, la population eût été plus impressionnée si le chef de l'opposition avait dit: "Voilà ce que le gouvernement a fait" et non pas dire: "Voilà ce que le gouvernement aurait pu faire!" Je comprends que des événements de force majeure l'ont interrompu. Mais le peuple a voulu que ce soit une équipe plus libérale qui aide nos universités à prendre leur envol vers de nouveaux sommets. Si le Conseil provincial des universités n'a pas été formé, c'est qu'il a été décidé en juillet, de concert avec les représentants des universités et des collèges, de laisser en veilleuse le projet pour qu'on puisse l'approfondir davantage. La Législature décidera. La principale caractéristique de la loi, c'est que ce n'est plus le cabinet qui se chargera d'accorder les subventions et les garanties d'emprunt, mais plutôt la Législature elle-même. Il n'y a aucun fonctionnaire, aucun ministre, aucune commission qui puisse accorder des garanties plus solides que la Législature. Les engagements de l'ancien gouvernement en faveur des universités n'avaient aucune valeur juridique. Ils n'avaient qu'une valeur morale. Pour sauvegarder la liberté des institutions concernées, le

gouvernement actuel a pris les mesures pour assurer une valeur juridique à ces engagements qui concernent des travaux échelonnés sur plusieurs années.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité siège durant quelque temps et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 64 concernant le financement des investissements universitaires.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose: 1. Que le ministre de la Jeunesse sera autorisé à préparer, en collaboration avec les institutions universitaires, un programme de contribution gouvernementale à leurs investissements réparti sur cinq années financières à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961 et n'excédant pas cent soixante-quinze millions de dollars dans l'ensemble et quarante millions de dollars par année.

Adopté.

2. Que les institutions universitaires désireuses de bénéficier de l'aide gouvernementale pour le financement de leurs investissements devront

soumettre leur demande au ministre de la Jeunesse et qu'aucune demande de subvention pour des constructions ou travaux commencés après l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne sera prise en considération à moins qu'elle n'ait été faite avant le début des travaux.

Adopté.

3. Que la liste des investissements pour lesquels les institutions universitaires ont droit de recevoir une subvention de la province, ainsi que le montant et l'échéance de la subvention, seront déterminés chaque année par loi de la Législature, le tout, sous réserve des dispositions ci-après.

Adopté.

4. Que, sous telle réserve, les institutions universitaires énumérées dans l'annexe "A" de la loi qui accompagne les présentes résolutions recevront, pour chacun des investissements qui y sont décrits, une subvention du montant mentionné en regard de chacun.

Adopté.

5. Que, pour l'année 1961-1962, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder de telles subventions pour les investissements d'institutions universitaires qui n'apparaissent pas dans ladite annexe "A", jusqu'à concurrence d'un montant total de vingt millions de dollars.

Adopté.

6. Que les subventions accordées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu, au fur et à mesure que les dépenses prévues pour chaque investissement ont été réellement encourues et jusqu'à concurrence seulement de telles dépenses.

Adopté.

7. Qu'une institution universitaire pourra contracter auprès de la Société centrale d'hypothèques et de logement un emprunt pour financer un investissement pour lequel elle a droit de recevoir une subvention de la province; que le remboursement de tel emprunt sera garanti par le ministre des Finances au nom du gouvernement de la province et que ce dernier acquittera à chaque échéance, à même le fonds consolidé du revenu, les intérêts et l'amortissement.

Adopté.

8. Que le montant de l'emprunt ainsi contracté de la Société centrale d'hypothèques et de logement sera déduit de la subvention.

Adopté.

9. Que, chaque fois qu'une institution universitaire a la faculté de financer par un emprunt auprès de la Société centrale d'hypothèques et de logement une partie des investissements pour lesquels elle a droit à

une subvention, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déduire de cette subvention les sommes qu'elle peut ainsi obtenir.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 64 concernant le financement des investissements universitaires.

À 6 heures, la séance est suspendue.

### Reprise de la séance à 8 heures<sup>2</sup>

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 64 concernant le financement des investissements universitaires.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 1 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"[[9. Une institution universitaire peut contracter auprès de la Société centrale d'hypothèques et de logement un emprunt pour financer un investissement pour lequel elle a droit de recevoir une subvention de la province. Le remboursement de tel emprunt est garanti par le ministre des finances au nom du gouvernement de la province et ce dernier acquitte à chaque échéance, à même le fonds consolidé du revenu, les intérêts et l'amortissement.]]"

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La Société centrale d'hypothèques et de logement ne prendra pas d'hypothèque sur les propriétés des universités qui auront été construites avec des emprunts provenant de cette société de la couronne. La Société centrale accepte la garantie que le gouvernement du Québec remboursera les emprunts

et paiera les intérêts à chaque échéance, à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement du Québec, en permettant ces emprunts à une société fédérale, soumet les universités au contrôle de la Société centrale d'hypothèques et de logement. Pourquoi le gouvernement a-t-il recours à cette méthode de financement?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est pour que cela coûte le meilleur marché au peuple de la province de Québec. Notre dernier emprunt nous coûte 5.70 %. Les universités emprunteront à 5½ %, pour 50 ans. Il n'y aura pas d'inquisition de la part de la Société centrale, elle n'ira pas examiner les livres des universités, parce qu'elle aura la garantie du gouvernement de Québec que les intérêts et le capital lui seront payés.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Par la loi de 1958, la Société centrale est tenue de prendre hypothèque chaque fois qu'elle prête.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** affirme le contraire parce que la Centrale a une garantie de la province de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une loi spéciale qui s'applique aux institutions qui empruntent pour 50 ans.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. Le ministre de la Jeunesse est chargé de l'exécution de la présente loi."

**M. Talbot (Chicoutimi)** s'élève contre le fait que la loi confère au ministre de la Jeunesse l'exécution de la loi. De tels pouvoirs avaient été accordés auparavant aux surintendants de l'Instruction publique et le gouvernement prenait une mesure dangereuse.

Je ne vois pas très bien comment cet état de choses peut se concilier avec l'article 464 de la loi de l'Instruction publique. Cet article dit en substance que le surintendant doit, sur la recommandation des comités catholique et protestant, répartir annuellement les allocations accordées entre les universités, les collèges, les séminaires et autres institutions.

Il est clair que le principe de cet article de la loi n'a pas été rappelé et le surintendant a encore le devoir de procéder à la répartition des subventions. Il rappelle les représentations faites par la Fédération des collèges classiques au lendemain de la présentation du bill 64, contre l'article 17 du bill 64 qui vient à l'encontre de l'article 464 de la loi de l'instruction publique, et à l'effet que l'administration de la loi devrait être confiée au surintendant.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le gouvernement de l'Union nationale n'a lui-même tenu aucun compte de l'article 464 de la loi de l'instruction publique, l'an dernier, lors de la présentation de la loi concernant les investissements immobiliers des institutions universitaires. Aussi, le chef de l'opposition est bien mal venu de nous donner une leçon lorsque le gouvernement dont il a fait partie a lui-même confié l'an dernier, au ministre des Finances du temps, la distribution des subsides aux universités et collèges classiques prévus dans sa propre loi concernant les investissements des universités. Évidemment, ça venait de M. Sauvé. Nous ne faisons que transférer ces pouvoirs du ministre des Finances au ministre de la Jeunesse.

Quant à la pratique, on n'a qu'à se reporter à la façon dont se faisait la distribution des subventions aux collèges classiques. Sous M. Duplessis, ce n'était certainement pas le surintendant de l'Instruction publique qui avait juridiction dans ce domaine. En droit, l'Union nationale avait confié la distribution des subventions au ministre des Finances, sans même rappeler l'article 464 de la loi. Il cite en exemple des lettres où le chef de l'opposition (M. Talbot) remerciait notamment M. Duplessis d'avoir réglé le problème financier d'une école de Chicoutimi.

Il donne lecture à la Chambre d'une lettre qu'il a adressée à Mgr Pierre Décary, président de la Fédération des collèges classiques à la suite de représentations de cet organisme sur l'article 17 du bill 64. La lettre est datée du 19 mai dernier. Dans cette lettre, il rappelle que le projet de confier l'administration de cette loi a été mentionné plusieurs fois au cours des réunions que les représentants du gouvernement ont eues avec les représentants des universités et des collèges classiques. Ce principe fut unanimement accepté lors de ces nombreuses rencontres. Il s'étonne, dit-il, dans sa lettre à Mgr Décary, que la Fédération des collèges classiques s'y opposait à ce moment.

Il donne lecture à la Chambre d'extraits d'une déclaration faite par Son Excellence Mgr Albertus Martin, évêque de Nicolet, devant le comité

catholique du Conseil de l'instruction publique, le 25 février<sup>3</sup> 1958, à titre de président du comité épiscopal de l'éducation. L'évêque de Nicolet disait: "D'autre part, nous pouvons également affirmer que, si la reconnaissance par le comité catholique est une condition nécessaire à l'obtention des subventions, cette reconnaissance n'entraîne pas nécessairement l'octroi des subventions. En effet, plusieurs collèges féminins reconnus par le comité catholique comme collèges classiques dans le passé, au moins depuis une dizaine d'années, n'ont reçu aucune subvention."

Il demeure aussi que rien n'empêche le gouvernement de cette province de subventionner une institution qui n'aurait pas été reconnue et, même, de déterminer tel ou tel mode de subvention. En reconnaissant ces institutions qui ne sont pas séminaires diocésains selon la tradition, nous imposons à l'autorité civile une ligne de conduite dans l'administration des deniers publics. J'ai déjà fait valoir que la reconnaissance d'une institution comme collège classique a été et est considérée comme la condition pour l'obtention des subventions. Les faits du passé l'ont établi clairement, même si la condition posée, il n'y eût pas de lien nécessaire entre les deux.

Nous avons pleinement conscience qu'il ne dépend pas de nous de pourvoir à l'administration de la chose publique. Ce n'est pas au comité catholique d'administrer les deniers publics ni de les affecter. Ce n'est pas à lui non plus de juger de la distribution des argents qui sont mis à la disposition de l'éducation par le gouvernement de cette province. Si l'on considère le texte de la loi de 1922 et la tradition établie depuis lors, on ne peut prétendre que la reconnaissance des institutions par le comité catholique ait été une sorte d'ingérence dans un domaine qui est au-delà de ses propres prérogatives. Il s'est toujours agi de reconnaître les institutions pour les rendre éligibles, rien de plus.

Dans l'esprit des requérants, il y a une relation directe entre la reconnaissance du comité catholique et l'octroi des subventions par le gouvernement. Cela est absolument vrai. Cette relation existe pour eux et il semble bien que les instances n'aient d'autre but que la recherche d'octrois du gouvernement. Cependant, notre abstention, en raison de la finalité de certaines institutions, ne règlera rien. Il convient plutôt de voir clairement ce qui en est de ce problème. Au comité catholique, il appartient de reconnaître comme collèges classiques les institutions qui méritent d'être reconnues comme telles. Au gouvernement de la province, il appartient de subventionner ces institutions selon les normes qu'il lui appartient seul de déterminer.

Même l'Union nationale a reconnu qu'on ne peut permettre à un homme qui n'est pas élu par le peuple de distribuer l'argent des payeurs de taxes, puis l'a couché dans les Statuts, l'année dernière. Ce qu'il faut faire, c'est d'arriver, comme nous le faisons, avec les dépenses en détail pour les faire approuver par ceux qui représentent la population en cette Chambre, pour que ce soient eux qui décident. C'est cela la démocratie.

Le chef de l'opposition sait fort bien que par la loi, le bill no 3 confiait l'année dernière la distribution des octrois au ministre des Finances et non pas au surintendant de l'Instruction publique. Pourquoi cela? Parce qu'il restait encore au gouvernement de l'Union nationale un petit peu du sens de la démocratie parlementaire. À quoi pense le chef de l'opposition lorsqu'il veut que nous donnions à un fonctionnaire la distribution des subsides? Ce serait aller à l'encontre des principes les plus élémentaires de la démocratie parlementaire et de la tradition britannique que de permettre à un homme qui n'est pas élu par le peuple de distribuer l'argent des payeurs de taxes de la province. Il est beaucoup plus conforme aux principes de la démocratie de faire approuver par le Parlement l'emploi des crédits.

Or, c'est ce que stipule le bill no 64. C'est un droit sacré de cette Assemblée et je manquerais à mon devoir, non pas seulement comme premier ministre mais aussi comme représentant du peuple, si je disais autre chose que ce que je viens de dire. Il a été accepté par les universités et les collèges. L'article 464 de la loi de l'Instruction publique sera d'ailleurs rappelé par un autre bill qui sera étudié la semaine prochaine.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il faut que le premier ministre ait une bien mauvaise cause pour la défendre avec les documents dont il vient de donner lecture. La loi de l'Union nationale à laquelle il vient de faire allusion n'en était pas une qui distribue des subventions et des octrois. C'était une loi qui n'avait pour but que de garantir les emprunts que les universités faisaient elles-mêmes. Le premier ministre se cache derrière la déclaration de Mgr Martin, mais celle-ci ne peut couvrir le cas, car elle dénonçait une loi passée en 1922 par le gouvernement Taschereau. Le surintendant de l'Instruction publique n'est pas un fonctionnaire. Le premier ministre sait très bien que le surintendant ne peut être destitué que par une adresse conjointe des deux Chambres.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Oui, et le député de Chicoutimi peut être destitué dans une élection dans son comté.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La position signifie que le surintendant est le trait d'union entre le comité catholique de l'Instruction publique et le cabinet. C'est comme cela depuis la Confédération.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je sais très bien ce qu'est la fonction du surintendant de l'Instruction publique. Je sais très bien qu'il ne peut être destitué sans une adresse aux deux Chambres. C'est justement pour cela qu'il ne lui appartient pas de distribuer l'argent des taxes payées par le peuple.

**M. Johnson (Bagot)** reproche au premier ministre de se servir même de lettres personnelles pour défendre le projet de loi et l'attitude du gouvernement. Quand les libéraux quitteront le pouvoir, ils sont mieux d'apporter avec eux leurs lettres personnelles, car sinon, on pourrait peut-être en trouver qui nous apprendraient que certains directeurs d'écoles étaient membres de la Ligue des écoles laïques de langue française.

L'an dernier, le gouvernement versait des contributions aux universités une fois que leurs plans étaient tracés et les travaux décidés. Il ne se mettait pas le nez dans leurs plans, auparavant. Mais, avec la loi de cette année, les plans devront être soumis au ministre, et le ministre pourra dire aux universités: "Apportez-nous vos plans, et si nous constatons que c'est de notre goût, vous aurez une subvention et vous pourrez commencer vos travaux." La discrétion laissée au ministre de la Jeunesse est entière.

Le Parti libéral avait promis la fondation d'un Conseil des universités qui devait agir comme agent de liaison entre le gouvernement et les universités. Ce devait être un organisme indépendant, et toutes les subventions devaient passer par lui. C'était une promesse formelle de la campagne électorale. Mais, aujourd'hui, il n'y a rien de cela. Comme pour les nouvelles taxes, c'est encore une déception pour le peuple, une tromperie, une volte-face du Parti libéral qui veut contrôler jusqu'à l'enseignement. Au lieu d'un conseil, une loi donne tous les pouvoirs au ministre "nouvelle vague".

Le premier ministre, dans son discours, s'est retranché derrière les grands principes parlementaires et a prêché le contrôle du Parlement. Pour juger de la sincérité d'un homme, il ne faut pas seulement lire ses discours, si bien écrits soient-ils; il faut surtout examiner ses actes. Or, le premier ministre actuel, quand il était député à Ottawa, a voté en faveur d'une loi qui autorisait le gouvernement à dépenser \$100,000,000 en dehors du contrôle du Parlement, afin de pénétrer dans un domaine qui lui était

interdit, celui de l'éducation. Le premier ministre n'a jamais appliqué son principe du contrôle du Parlement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Vous l'avez dans cette loi.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce que le Parlement pourra faire venir les représentants des universités devant le comité de la Chambre? Est-ce que, devant ce comité, on pourra demander aux universités ce qu'elles veulent?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Les universités sont satisfaites du système prévu dans le bill actuel.

**M. Johnson (Bagot):** Elles n'ont que deux choses à faire: ou bénir leurs chaînes, ou mourir de faim en les maudissant.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Chaque projet de construction est mentionné en détail dans l'annexe.

**M. Johnson (Bagot):** Mais si l'on faisait venir les universités devant le comité, on pourrait par exemple dire à McGill: "Vous n'avez pas besoin de ce hall de médecine. Les besoins sont plus grands ailleurs. Si vous n'aviez pas rémunéré vos gens moitié plus qu'ailleurs, vous auriez les fonds nécessaires pour la réalisation du projet."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
C'est ce que vous dites à McGill?

**M. Johnson (Bagot):** Non, c'est une hypothèse... Nous sommes précisément contre le contrôle du Parlement dans le domaine sacré de l'éducation.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dit que le projet de loi vise à garantir aux universités et aux collèges une complète indépendance et la sauvegarde de leur caractère particulier, tout en leur assurant l'aide nécessaire.

**M. Johnson (Bagot):** Nous nous basons sur une très vieille loi datant de 1846. La province sortait de la crise de 1837 et de l'Acte d'Union. Dans cette vieille loi passée par le Parlement uni du Canada, on parlait d'un principe que nous n'avons pas inventé. Lorsque nos amis d'en face étaient dans l'opposition, ils évoquaient ce principe pour nous accuser de

violer l'indépendance du Conseil de l'instruction publique, et du comité catholique, de même que du surintendant. On nous blâmait de faire de la politique avec l'instruction publique. Et pourtant, combien il y a de différence entre le système qui consistait à faire distribuer par les députés les octrois accordés par le surintendant de l'Instruction publique et la loi qu'on nous présente actuellement, et qui laisse au ministre de la Jeunesse le soin d'accorder les subventions.

Ce que le gouvernement cherche aujourd'hui, c'est de légaliser ce qu'hier ses membres disaient condamnable. La loi de 1846 chargeait le surintendant de l'Instruction publique d'accorder et de distribuer, aux écoles, les deniers gouvernementaux. C'est un tort de le lui enlever. Nous ne sommes plus en 1846, mais les dangers qu'en 1846 on a voulu éviter, ils existent à l'état plus aigu, plus grave, en 1961. Et, ce qu'il y a de plus inquiétant, c'est que nous avons maintenant un gouvernement moins bien préparé à résister aux pressions, notamment celles des gauchistes et des gens de Radio-Canada. L'Union nationale n'a jamais eu d'homme...

**Voix ministérielles:** Non, certainement!

**M. Johnson (Bagot):** L'Union nationale n'a jamais eu de ces hommes qui souffraient de la maladie de l'esprit dont le premier ministre a parlé récemment. Mais, au temps de l'Union nationale, on avait des chefs qui savaient se tenir debout, qui avaient le courage de résister et de dire "non" aux gauchistes. Il félicite le premier ministre d'avoir pris enfin position devant la question de l'école neutre. Mais j'attends que ses actes reflètent ses paroles.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** On a déjà dit dans cette Chambre que nos amis d'en face prennent trop souvent des airs de vierges offensées. On a l'impression qu'ils ont soudainement trouvé leur chemin de Damas. Mais ils ont de la difficulté à faire concorder leurs paroles avec leurs actes. J'ai ici une lettre écrite en décembre 1951 par M. Duplessis à un révérend père dont je ne donnerai pas le nom.

Ce père exposait le problème de tel collège. "Ce problème, écrivait alors le premier ministre, concerne directement mon dévoué collègue, Omer Côté, secrétaire de la province." Il ne parlait pas du surintendant! Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) cite une autre lettre, celle-là écrite par M. Barrette, à un religieux, dans laquelle le premier ministre déclarait qu'il soumettait le problème au secrétaire provincial. Pas au surintendant!

Nous ne demandons pas de nouveaux pouvoirs. Nous transférons simplement les pouvoirs du secrétaire de la province au ministre de la Jeunesse. L'ancien gouvernement n'a jamais mis en pratique la théorie écrite au sujet de la loi sur l'instruction publique que le surintendant est responsable de la distribution annuelle des subventions à tous les niveaux de l'éducation. Il est vrai que le premier ministre Duplessis avait autorisé une subvention de \$400,000 au collège Saint-Alexandre à Ottawa, après que son ancien collègue Paul Martin l'ait téléphoné pour lui demander une subvention, étant donné qu'il était le directeur de l'Association des anciens élèves. Le surintendant n'a jamais eu un mot à dire dans cette affaire car M. Duplessis avait dit: "Oui, Paul, tu auras la subvention." Et pour vous montrer, messieurs, comment le surintendant Omer Jules Desaulniers comprenait son rôle, il écrivait au premier ministre: "Mon cher premier: J'ai l'honneur de vous transmettre un chèque de \$150,000, premier versement sur un montant de \$300,000 que vous avez eu la générosité d'accorder au collège Saint-Alexandre."

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Cela prouve bien ce que je disais tantôt!

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le député de Bagot a parlé tantôt des raisons qui ont causé la défaite de l'Union nationale, le 22 juin. La raison, c'était qu'il était temps que ça change, et les changements que nous proposons peuvent se résumer en deux points:

1. Nous voulons qu'il existe dans notre province une véritable estime pour la très haute et très noble fonction de surintendant de l'Instruction publique. Nous croyons que la direction de l'enseignement dans le Québec doit relever du comité catholique de l'instruction publique. Nous croyons que le surintendant doit être chargé de tout ce qui est du domaine de l'enseignement proprement dit: organisation de programmes, manuels, organisation et direction des écoles normales etc. Nous voulons que cette fonction soit étendue à des domaines qui doivent relever de cette fonction, mais que les titulaires n'ont pas eu le souci d'assumer pleinement, tels que l'orientation scolaire et professionnelle, le domaine de la radio et de la télévision scolaire, un sujet qui a été tabou jusqu'ici. Ce sont là autant de fonctions qui, dans l'esprit du gouvernement actuel, doivent relever du surintendant et être assumées par lui.

2. Nous voulons que cesse ce camouflage de faire de la politique avec l'argent de l'éducation, derrière le paravent du surintendant de l'Instruction

publique. Nous voulons faire disparaître ce paravent qui est destiné à tromper la population et à soustraire aux représentants du peuple la responsabilité qu'ils ont, de par la Constitution, d'administrer l'argent du peuple conformément aux désirs de ce peuple. C'est pour cela que nous proposons que les fonds votés par la Législature pour l'éducation soient administrés par le gouvernement et la Législature. Les choses se passant au vu et au su de tout le monde, il sera désormais possible aux députés de discuter en Chambre l'administration des fonds votés par la Législature pour l'éducation. Ce sont toujours ces garanties que le gouvernement propose à la Législature d'inclure dans les lois.

L'article 17 du bill 64 et surtout le bill 86 signifient que le surintendant de l'Instruction publique n'aura plus juridiction en matière de financement de l'enseignement, mais il conserve sa juridiction en matière académique, ce qui est conforme au régime parlementaire dans lequel nous vivons. Le gouvernement veut non seulement établir un régime de subventions statutaires, mais nous demanderons à la Législature d'approuver une à une ces subventions.

Le député de Bagot a souligné le point fondamental de ce débat quand il a dit que nous voulions le contrôle du domaine sacré de l'éducation. Nous proposons que le domaine sacré de l'éducation soit réservé au contrôle ultime des élus du peuple en cette province, réunis en Parlement. C'est le point fondamental aussi pour l'affectation de deniers du peuple entre les différents secteurs de l'enseignement. Nous croyons que celle-ci doit être faite par la Législature. Il n'y a aucune institution, aucun surintendant et aucune commission qui puisse offrir de pareilles garanties, à savoir que ce contrôle de l'éducation publique soit entre les mains des représentants élus.

**M. Talbot (Chicoutimi)<sup>4</sup>:** Enfin, le ministre de la Jeunesse nous a livré le fond de sa pensée. Le ministre a finalement fait une déclaration précise. Nous ne chercherons plus ce qu'il pense ni où il veut aller. Il vient d'en faire l'aveu. Il a déclaré, si j'ai bien compris: "Nous luttons pour le contrôle du domaine sacré de l'éducation par les élus du peuple". Je l'ai prise en note cette déclaration du ministre qui ne laisse plus de porte de sortie: Le contrôle de l'éducation par les élus du peuple et spécialement en ce qui concerne l'affectation des deniers du peuple à l'éducation par le gouvernement.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Un point d'ordre. Non, pas par le

gouvernement, mais par les élus du peuple réunis en Parlement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Par le Parlement, alors le contrôle du domaine sacré de l'éducation par le Parlement.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges) et des députés ministériels:** C'est cela, c'est cela.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Enfin, on saura dans la province de Québec qu'en dépit de certains désaveux, en dépit de certaines promesses, que ce que l'on veut, c'est le contrôle de l'éducation par le Parlement. Dans quelle situation le ministre place-t-il alors le gouvernement? Il dit qu'il veut empêcher que la politique se camoufle derrière le paravent du surintendant de l'Instruction publique. Nous avons le fond de sa pensée maintenant, répète-t-il, et les journalistes l'ont consigné. Aucun doute ne subsiste sur le but ultime que poursuit le gouvernement.

Le surintendant de l'Instruction publique, directeur du département, a les qualités d'un ministre, excepté qu'il n'est pas responsable aux Chambres. D'autre part, certaines décisions administratives influent sur les décisions académiques. En ne laissant au surintendant que ce dernier domaine académique, le gouvernement entravera réellement la liberté académique. J'ai peur que le ministre, qui vient de s'avouer décidé à établir dans la question le contrôle du domaine sacré de l'éducation par le Parlement, ne soit également décidé à créer officiellement un ministère de l'Instruction publique, ou l'équivalent avec une désignation différente, la chose sans le nom comme on s'y attend toujours.

**M. Bellemare (Champlain)** partage ce point de vue. Il est, dit-il, assuré que le ministre révisera la loi. La lutte du ministère de l'Instruction publique est une lutte centenaire. Le Parti libéral a toujours tenté d'instaurer un tel ministère dans la province, depuis 100 ans.

Il rappelle les tentatives infructueuses, sous d'autres régimes libéraux, pour doter la province d'un ministère de l'Instruction publique. Il cite des sermons prononcés par son excellence Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec et par son excellence Mgr Georges-Léon Pelletier, évêque de Trois-Rivières, condamnant la création d'un ministère de l'Instruction publique vers lequel se dirige le gouvernement libéral. Il craint qu'on s'y achemine à grands pas.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est faux. Il n'est pas du tout question à l'heure actuelle que le gouvernement fonde le ministère de l'Instruction publique.

**M. Bellemare (Champlain):** La commission Tremblay n'a jamais recommandé une mesure comme celle qui sera incorporée dans nos Statuts par le bill 64.

**M. Johnson (Bagot):** Je suis heureux que les jeux soient faits, que l'atmosphère soit clarifiée. Un homme a parlé clairement, ce soir. Il ne s'est pas contenté de potiner. Il nous a avoué que c'est le vœu du gouvernement actuel que le domaine sacré de l'éducation passe sous le contrôle du Parlement. Qu'avons-nous besoin de plus pour nous éclairer? Les droits des minorités deviendront des tolérances, si un ministère de l'Instruction publique est créé. Cet article 17 du bill 64, qui dépouille le surintendant de son rôle traditionnel de verser les subventions, peut même être inconstitutionnel, au regard de l'article 93 du pacte confédératif. Car, sous l'empire de cet article, la juridiction de la Législature est limitée. Cet article de la Constitution garantit aux protestants comme aux catholiques la confessionnalité de leurs écoles.

Et, pour protéger cette confessionnalité, nous avons le surintendant de l'Instruction publique, le Conseil de l'Instruction publique, le comité catholique et le comité protestant. Et la loi de 1846, que nous avons toujours conservée dans nos Statuts, donnait au surintendant le droit de distribuer les subventions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'en va pas de même en ce qui concerne les subventions aux universités. Je ne voudrais pas soumettre, à ce sujet, le cardinal Léger, Mgr Roy et Mgr Cabana, chanceliers d'universités, au surintendant.

**M. Johnson (Bagot):** Ce serait encore mieux que de les soumettre au Parlement avant que le programme libéral soumette tout à Ottawa.

L'article 17 est adopté.

L'article 18 est adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** promet à l'opposition de lui fournir une liste où l'on trouvera la somme qui revient à chacune des six universités du Québec sur les \$25,000,000 provenant de la Conférence canadienne des universités. McGill



a remis dernièrement sa part comme les autres. Mais les \$25,000,000 seront redistribués entre nos six universités et les institutions affiliées. Il y aura \$8,000,000 pour les collèges. L'Université Laval a déjà eu droit à ce à quoi elle a droit, et ceci, pour la construction de l'édifice de l'École des sciences.

**M. Johnson (Bagot):** Il faudrait bien éviter que recommencent les discussions entre universités et institutions affiliées.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** La liste des établissements appartenant à la Fédération des collèges classiques a été approuvée par les institutions. Il n'y aura donc pas d'ennuis de ce côté-là.

**M. Bellemare (Champlain)** interroge le ministre sur les cas spécifiques du Séminaire Saint-Joseph, qui a terminé, récemment, la construction d'une aile importante et du Séminaire Sainte-Marie qui, à son tour, met en chantier une annexe de fortes dimensions.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les séminaires Saint-Joseph, de Trois-Rivières, et Sainte-Marie, de Shawinigan, auront droit à des subventions pour leurs travaux d'investissement en vertu du bill 64 concernant le financement des investissements des universités et des collèges affiliés. Il en donne l'assurance au député de Champlain.

**M. Talbot (Chicoutimi)** reproche au ministre de ne pas prévoir, sur le tableau des subventions qui seront octroyées durant les cinq prochaines années, le cas des futures universités Sainte-Marie, Loyola et de Trois-Rivières.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 64 après l'avoir amendé.  
Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

---

#### NOTES

1. Les sources n'indiquent pas l'heure de la reprise des travaux.
2. Voir note 1.
3. 26 février 1958, selon *Le Soleil* du 3 juin 1961, à la page 14.
4. Selon *The Gazette* du 3 juin 1961, à la page 4, "Le chef de l'opposition Antonio Talbot bondit de son siège et pointe dramatiquement son bras vers Gérin-Lajoie".



Séance du lundi 5 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses écrites:**

**Régie des alcools à Aylmer**

**M. Desjardins (Gatineau):** 1. À la date du 1<sup>er</sup> mai 1961, quel est le nom du locateur du magasin de la Régie des alcools à Aylmer, comté de Gatineau?

2. Quel est le montant mensuel ou annuel payé par la Régie des alcools pour ce loyer?

3. Où est situé ce magasin?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. M. Henri Laflamme, fils.

2. \$350 par mois.

3. No 98, de la rue Principale, à Aylmer.

**Projets de loi:**

**Compagnie de Jésus**

**M. Lavoie (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 concernant la Compagnie de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Loi des marchés agricoles**

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Financement universitaire**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64

concernant le financement des investissements universitaires soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Comme vous le savez, M. l'Orateur, l'an dernier, le gouvernement dont j'avais l'honneur de faire partie passait une loi concernant les investissements immobiliers des universités. J'ai expliqué, en deuxième lecture, comment, à notre avis, cette loi de l'Union nationale était beaucoup plus généreuse et beaucoup moins contentieuse que la loi qu'on nous propose. Elle était uniquement financière. Les universités, avec le consentement du surintendant de l'Instruction publique, pouvaient emprunter, et le gouvernement garantissait les emprunts et le remboursement.

En deuxième lecture, l'opposition a accepté le principe de cette aide aux universités, même si elle était inférieure à celle que comportait la loi de l'an dernier. Toutefois, le débat sur la deuxième lecture nous a appris certaines choses que nous soupçonnions, mais que nous étions loin de croire être la doctrine du gouvernement actuel. C'est ainsi que le ministre de la Jeunesse, qui fait maintenant figure de ministre de l'Éducation, a fait une distinction spécieuse entre liberté académique et liberté administrative. Il nous a dit que le Conseil de l'Instruction publique aurait la liberté académique, tandis que le gouvernement se réservait la liberté administrative.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le ministre de la Jeunesse a bien dit que le Parlement, et non le gouvernement, assumerait l'administration des subventions.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'affirme, moi, que l'une ne va pas sans l'autre, qu'il ne sert à rien au Conseil de l'Instruction publique d'élaborer des programmes, de prôner l'établissement de certaines institutions s'il n'a pas les moyens administratifs de réaliser ses projets. C'est toujours ce qu'ont compris ceux qui ont fondé le régime de l'Instruction publique que nous avons présentement. Ils ont donné le contrôle de la dépense des deniers publics à ceux qui administrent notre régime scolaire.

Dans son discours de vendredi, le ministre de la Jeunesse a déclaré que c'est le désir du gouvernement que le domaine sacré de l'éducation soit réservé au contrôle ultime du Parlement, spécialement en ce qui concerne l'affectation des deniers publics. Donc, il n'y a plus de distinction

entre liberté académique et liberté administrative. Nous avons là la doctrine du gouvernement.

L'éducation relèvera des représentants élus du peuple. Ce sera la politique dans l'éducation. C'est le renversement de l'ordre établi. Le Conseil de l'instruction publique est relégué aux oubliettes. Je remercie le ministre de nous avoir dit franchement et d'avoir exposé son attitude devant l'opinion publique.

Il propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. Bertrand), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"La Chambre est d'avis que le bill 64 concernant le financement des investissements universitaires ne soit pas lu maintenant, mais soit renvoyé au comité des bills publics, aux fins d'avoir l'avis de tous les organismes intéressés, particulièrement les universités, les comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique et la Fédération des collèges classiques de la province de Québec."

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** s'oppose à la présentation de cet amendement. Le projet de loi a été préparé pendant plusieurs mois. Il est le fruit de nombreuses réunions qui ont groupé, d'une part, le premier ministre, le ministre de la Jeunesse, le leader du gouvernement au Conseil législatif (M. Marler) et des fonctionnaires de l'Instruction publique, et, d'autre part, les représentants de chacune des universités ainsi que, à l'occasion, deux ou trois représentants de la Fédération des collèges classiques. Le projet de loi lui-même a même été étudié à l'occasion de l'une ou deux de ces réunions. Le premier ministre et moi-même avons eu des pourparlers avec les représentants des universités et ces derniers se sont dits intégralement satisfaits de la mesure que le gouvernement présentait.

Il demande le rejet de la motion.

**M. Bertrand (Missisquoi):** J'interviens, dit-il, dans le débat en vertu d'un principe démocratique. Le ministre de la Jeunesse affirme qu'il a consulté les universités et que le gouvernement est satisfait des réponses qu'il a obtenues. Le Parlement, lui, n'a pas participé à cette rencontre, et c'est pourquoi nous demandons que l'on réfère le bill devant le comité des bills publics où le Parlement comme tel pourra consulter les universités.

Il y a une autre raison: la Fédération des collèges classiques a fait des réserves quant à ce bill. Elle a demandé que la juridiction soit laissée au surintendant de l'Instruction publique. Nous voudrions que le Parlement puisse consulter les collèges

classiques. Enfin, troisième raison, il est un principe sanctionné par la loi et par la coutume: c'est que tout le domaine de l'instruction publique, du point de vue administratif comme du point de vue pédagogique, doit relever du département de l'Instruction publique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** invoque le Règlement. Le député est hors d'ordre, dit-il.

**M. Bertrand (Missisquoi):** J'ai, parfaitement le droit d'exposer les raisons pour lesquelles je suis en faveur de la motion d'amendement.

**M. l'Orateur** l'invite à continuer son discours.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** lui fait remarquer qu'il a mentionné le département de l'Instruction publique alors qu'il voulait sans doute parler du Conseil de l'instruction publique.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le surintendant de l'Instruction publique est le maître aux deux endroits.

**L'honorable M. Levesque (Bonaventure):** Était-il vraiment le maître?

**M. Bertrand (Missisquoi):** Nous prêchons en vertu du principe démocratique voulant que l'on entende ceux qui sont intéressés à une question.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement a la responsabilité du bill à l'étude. Nous avons consulté les trois organismes mentionnés dans l'amendement. Ce serait donc faire double emploi que de recommencer.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Élie, Johnson, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 17.

**Contre:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Harvey, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier),

Maheux, Morissette, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Turpin, Vaillancourt, 35.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**M. Johnson (Bagot):** Le présent gouvernement a fait voter le bill 31 pour constituer une commission royale chargée d'enquêter sur l'enseignement, dont la tâche se poursuivra durant une couple d'années. Puis, avant même que le gouvernement n'ait les renseignements attendus, il présente une série de projets de loi sur l'éducation qu'il qualifie de grande charte de l'enseignement. Les changements de juridiction prévus par la loi à l'étude auraient dû être examinés en premier par la Commission royale d'enquête parlementaire sur l'éducation. Je me demande si le gouvernement est sérieux, si la loi à l'étude et les huit autres qui doivent venir signifient quelque chose. La Commission royale n'aura qu'à sanctionner ce que le gouvernement aura décidé. La Commission royale n'aura-t-elle été constituée seulement pour bloquer les projets d'universités Sainte-Marie, Loyola et de Trois-Rivières.

Le gouvernement se vante de rendre le contrôle des deniers publics au Parlement. Toujours les législateurs ont voté les fonds. Ce n'est pas là que s'établit le contrôle, mais c'est plutôt quand il s'agit de l'emploi de l'argent voté. Avec le système actuel, celui instauré par l'Union nationale, le département de l'Instruction publique et le surintendant demandent, par l'intermédiaire du ministre de la Jeunesse, les sommes nécessaires, et la Chambre vote ces montants. Mais ensuite, c'est le surintendant qui décide quelle proportion doit aller à telle ou telle commission scolaire.

Les libéraux ont souvent accusé les députés de l'Union nationale de l'Assemblée législative de faire des représentations au surintendant au sujet des problèmes particuliers qu'ils connaissent et devant les membres des nombreuses commissions scolaires de leurs comtés respectifs. Est-ce que c'était mal? À l'avenir, qu'est-ce qui se passera avec le bill no 64? Est-ce que ce sera bien qu'un député libéral de la Chambre basse aille trouver un ministre libéral ou que le porte-parole libéral d'une commission scolaire aille voir ce même ministre libéral au sujet des dossiers touchant l'éducation? Le bill 64, c'est la loi d'un seul homme, c'est le contrôle par le caprice d'un homme. Cet homme omnipotent pourra dire aux universités voilà tant de millions. C'est tout pour cette année.

De plus, le bill 64 place tous les investissements des universités et des collèges dans les mains d'un seul homme, le premier ministre de la

province. Le temps va venir où le ministre de la Jeunesse, et par ricochet le premier ministre de la province, sera le surintendant spécial et unique de l'enseignement universitaire et classique. Malgré des déclarations de principes démocratiques, on remet tout le domaine des investissements des universités et des collèges dans les mains polies<sup>1</sup>, mais libérales d'un premier ministre. C'est le commencement d'un régime que les libéraux ont dénoncé, alors qu'il y avait un régime moins dictatorial que le bill no 64.

Il faut à tout prix empêcher la mainmise de la politique sur le domaine de l'Instruction publique. Pendant 16 ans, alors que la province se développait à un rythme rapide, il a fallu improviser parce que le gouvernement n'avait pas le temps de faire précéder les événements par des lois. Mais le temps est venu où on pourrait prévoir, au Conseil de l'Instruction publique, la création d'une commission qui serait intégrée dans le Conseil de l'Instruction publique de cette province, afin de donner une structure aux réclamations et aux demandes provenant des universités. Il faut à tout prix un organisme qui protégera la liberté académique et administrative des universités, un organisme entre ceux qui demandent des subventions et ceux qui sont en politique. En mettant fin au régime qui dure depuis 1846, le gouvernement va finir par soumettre l'enseignement à la politique. Le premier ministre décide seul de toutes ces questions et c'est lui qui a fixé les chiffres que l'on trouve en annexe au bill 64.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** rappelle le processus employé pour arriver aux chiffres soumis à la Chambre. Chacune des universités, dit-il, a présenté son projet. Les représentants des universités les ont discutés l'un après l'autre. Les programmes d'aide financière décrits dans la législation ont été acceptés par les institutions concernées, suite à des rencontres avec les représentants du gouvernement. Ce que nous présentons au Parlement, ce sont les demandes des universités et des collèges classiques.

D'ailleurs, allez demander aux recteurs ce qu'ils en pensent. Le député de Bagot sera surpris des réponses qu'il en recevra. Les sommes d'argent qui seront dépensées ont été soumises aux administrateurs des universités et approuvées. Le surintendant de l'éducation publique n'a jamais eu de pouvoir à l'égard de la distribution des subventions aux universités et aux collèges classiques.

**M. Johnson (Bagot)** discute, dit-il, pour les années à venir, afin d'obtenir un parfait contrôle démocratique. Pour cela, il faudrait entendre les

intéressés au comité des comptes publics, afin que autant l'opposition que le gouvernement puisse les questionner. Je persiste à croire que l'instruction publique est moins menacée par la politique si on la laisse dans les mains du surintendant plutôt que de la placer dans celles du premier ministre. Par ce bill, on consacre le mariage de la politique et de l'enseignement, et il faudrait bien assurer à l'opposition le pouvoir de vérifier les demandes des universités, car je ne suis pas prêt à prendre la simple parole du ministre intéressé. La doctrine traditionnelle de l'Église est favorable au divorce de l'enseignement et de la politique. Et quand c'est l'État qui décide des questions de l'enseignement, on ouvre la porte à l'école neutre. Le bill 64 constitue la mainmise du gouvernement sur l'enseignement.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le Conseil de l'instruction publique a entière juridiction sur les questions de l'enseignement dans la province de Québec. Il est constitué pour régler les problèmes de l'éducation publique. Il ne peut être question de fonder un conseil ou une commission des universités qui aurait juridiction sur les professeurs, les programmes et les manuels au département de l'Instruction publique.

Le député de Bagot prétend que cette loi nouvelle abandonne le contrôle des problèmes de l'éducation et de l'enseignement entre les mains du premier ministre. Des paroles comme celles-là sonnent faux dans la bouche des membres de l'Union nationale, car si jamais a existé chez nous une mainmise des politiciens sur l'éducation, ce fut bien sous le gouvernement précédent dont faisaient partie le chef actuel de l'opposition, le député de Missisquoi et le député de Bagot. Ils ont fait partie du gouvernement le plus dictatorial qui n'ait jamais existé dans la province, qui a eu un contrôle total et intégral sur l'éducation de la province.

En fait, le surintendant de l'Instruction publique, dans toute sa bonne foi, ne se reconnaissait aucune compétence dans le domaine de l'attribution des subventions aux maisons d'enseignement. Il cite une lettre du surintendant à un évêque, en février 1960, déclarant: "Soyez assuré qu'à la prochaine occasion, je ne manquerai pas de soumettre votre demande aux autorités gouvernementales." Il réfère à une lettre de l'ancien secrétaire de la province (M. Prévost) à l'ancien premier ministre, M. Antonio Barrette, dans laquelle l'ancien secrétaire provincial disait: "Je vous soumetts le programme de travaux que j'ai cru devoir approuver à l'Université de Sherbrooke."

C'est donc le ministre et non pas le surintendant de l'Instruction publique qui approuvait les travaux et les subventions. Nos amis d'en face aiment à soulever le spectre de l'assujettissement de l'éducation à ce qu'ils appellent la politique, mais ils réfèrent plutôt, c'est évident, à la partisannerie politique, car, à mon sens, la politique est une grande chose puisque son rôle est de prévoir et de pourvoir aux besoins généraux de la communauté. La partisannerie ne doit pas être le souci de ceux qui ont la responsabilité de la bonne marche de la province.

L'Union nationale n'était pas contente d'assujettir les institutions d'enseignement dans la pratique et elle les assujettissait également dans les documents officiels. C'est ainsi qu'on trouve dans un arrêté ministériel concernant une subvention à l'Université Laval: "Attendu que le gouvernement de l'Union nationale a largement contribué au progrès et à la prospérité de l'Université Laval". Il cite des documents officiels en exemple. Après vérification de plus de 300 arrêtés ministériels accordant des subventions aux universités et aux collèges, sous l'Union nationale, aucune ne fait mention du surintendant de l'Instruction publique, dit-il. Tous ont été adoptés sur l'initiative d'un ministre, généralement le premier ministre.

Le gouvernement libéral est fermement opposé à un régime de ce genre qui se manifeste de cette façon. Nous ne voulons pas soustraire l'éducation à la vraie politique qui n'a en vue que l'intérêt du peuple, mais à la politique partisane, mesquine, occulte, à la politique d'un petit groupe d'hommes, qu'ils soient des ministres et le premier ministre. Une loi sur l'éducation, votée l'an dernier sous l'Union nationale, accordait discrétion absolue au cabinet et soustrayait complètement le financement de l'éducation du contrôle du Parlement. Les députés n'avaient même pas le droit de discuter ces crédits, car ils se présentaient sous forme de fonds spéciaux, qui ont déjà été dépensés et qui relevaient du gouvernement seul.

Le gouvernement actuel, contrairement au précédent, luttera toujours pour le contrôle des deniers publics par le Parlement. Non seulement les subventions seront-elles statutaires, mais elles seront autorisées par les élus, par des lois annuelles où les sommes versées à chacune des institutions seront mentionnées.

Jamais le surintendant de l'Instruction publique n'a exercé un pouvoir de distribution de subventions d'immobilisations aux universités et aux collèges. Les lois de la province ont toujours réservé ce droit soit au secrétaire de la province, soit au ministre des

Finances. La déclaration faite par Son excellence Mgr Albertus Martin, évêque de Nicolet, au nom de la Commission épiscopale de l'éducation à la séance du comité catholique de l'instruction publique, le 26 février 1958, et endossée par les évêques et les membres laïcs du comité catholique de l'instruction publique, dit sans équivoque: "Au comité catholique, il appartient de reconnaître comme collèges classiques les institutions qui méritent d'être reconnues comme telles. Au gouvernement de la province, il appartient de subventionner ces institutions selon les normes qu'il lui appartient de déterminer."

Dans les faits, les démarches faites en personne et la correspondance aux dossiers démontrent à l'évidence que tous les intéressés, les recteurs et supérieurs d'institutions, tout comme les ministres en cause, ont invariablement reconnu l'autorité exclusive des membres du gouvernement en matière de subventions aux institutions d'éducation supérieure. D'ailleurs, aucun des arrêtés en conseil attribuant de telles subventions ne fait mention du surintendant de l'Instruction publique, et tous ont été adoptés sur l'initiative des ministres, généralement le premier ministre, répète-t-il. Le bill 64 modifie cet état de choses en soustrayant à tout ministre le pouvoir de dispenser les subventions en question et en restreignant le rôle du ministre de la Jeunesse à celui d'un intermédiaire entre les institutions d'enseignement et le Parlement de la province auquel la décision ultime appartiendra.

En ce qui concerne l'opportunité d'instituer une commission provinciale des universités comme corps intermédiaire supplémentaire, le gouvernement continue d'endosser le principe mais, à la demande des universités et des collèges, il a accepté de poursuivre, pour le moment, l'expérience d'un comité *ad hoc* comprenant les représentants des diverses institutions.

Cette expérience devrait éventuellement servir à l'établissement formel d'une commission ou d'un conseil provincial d'aide aux universités. Essentiellement, cette loi permettra de réaliser les trois objectifs suivants:

- a) l'établissement d'un plan d'ensemble à l'avantage des institutions et à l'avantage de la province en général;
- b) la sauvegarde du droit de regard du public payeur de taxes;
- c) le respect et la garantie de l'autonomie des institutions.

En résumé, le bill 64 substitue l'autorité parlementaire démocratique au contrôle personnel et arbitraire.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Moi, je le connais cet homme-là. Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) est venu se mettre le nez dans nos affaires à la commission scolaire de Montréal, et d'un seul coup, cela nous a coûté \$12,000,000 de plus. Le bill 64 élargit trop les pouvoirs du ministre. C'est dans les mains d'un seul homme un trop grand pouvoir discrétionnaire et j'ai une grande peur de cet état de choses. C'est vraiment rire de la Commission royale d'enquête sur l'éducation que de présenter des lois aussi importantes, lors même que les commissaires n'ont pas encore commencé leur travail. Le gouvernement devrait attendre les résultats des travaux entrepris par la Commission.

**M. Maltais (Québec-Est)** rend hommage à l'ancien secrétaire de la province (M. Prévost). Il loue sa compétence et sa parfaite objectivité dans l'accomplissement de ses hautes fonctions et de sa responsabilité vis-à-vis des institutions d'enseignement du Québec. Si le bill 3, l'an dernier, confiait la garantie des emprunts universitaires au ministre des Finances, c'était à cause de circonstances extraordinaires et parce que le gouvernement avait à régler un problème d'une extrême complexité, celui de l'empiétement du pouvoir central dans le domaine de l'éducation. Mais ces circonstances n'existent plus.

On aurait dû nommer le surintendant seul et unique responsable du contrôle des subventions. Le fait d'enlever la responsabilité au surintendant de l'Instruction publique pour la confier au ministre de la Jeunesse, en matière de distribution des subventions, va contre une longue tradition parlementaire. Il s'agit d'un point d'une extrême importance et le peuple le réalisera plus tard.

Le Parlement n'est pas toujours la source du droit. C'est le cas surtout dans le domaine de l'éducation. Je ne veux pas que l'État devienne maître d'école ni père de famille, car il y a trop d'enfants. Nous pouvons faire une exception qui a toujours été reconnue dans le domaine de l'éducation, parce que le Parlement n'est pas la source de ce droit à l'éducation. Ce sont les parents qui en sont responsables.

Les parents étant la source de droit à l'éducation, lorsqu'il s'agit de fonds publics que le Parlement va recueillir par une loi, il n'en est pas le maître mais le fiduciaire, et l'institution qui doit s'occuper de le dépenser, c'est le Conseil de l'instruction publique.

Deux théories s'affrontent en ce moment et je dis que ça va être le cheval de bataille des prochaines campagnes électorales. L'État va-t-il devenir maître

d'école, oui ou non? Je dis non. La loi d'aide à l'éducation votée l'an dernier par l'Union nationale était probablement une brèche à l'autorité du surintendant.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** (Bondissant) Je ne peux, dit-il, laisser passer ces hérésies épouvantables que le député de Québec-Est commet en déclarant que les parents sont la source du droit à l'éducation et que le surintendant doit contrôler la dépense. Je n'ai jamais vu un membre d'un Parlement rabaisser autant sa propre institution. Le gouvernement dont il faisait partie a adopté le chapitre 5. Le député de Québec-Est était ministre! Il (M. Maltais) dit que le gouvernement a peut-être commis une erreur. Pourquoi n'y a-t-il pas pensé à ce moment? Est-ce une admission qu'il a manqué à son devoir? C'est la seule interprétation que je puisse donner.

**M. Bertrand (Missisquoi), M. Johnson (Bagot) et M. Talbot (Chicoutimi)** reprochent cette remarque au premier ministre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je constatais tout simplement que le député de Québec-Est, alors ministre d'État, n'est pas sorti du cabinet sur ce qu'il appelle une question absolument vitale. La loi de l'Union nationale constituait un mandat en blanc.

Il fait la lecture d'un article du journal *La Presse* rapportant que l'ancien ministre des Finances, M. John S. Bourque, a déclaré que "l'érection d'une université à Sherbrooke, en 1954, constituait la récompense des services que j'ai rendus à la cause de l'Union nationale." Cette déclaration reflète absolument l'esprit de l'Union nationale. Elle gardait le contrôle des dépenses dans le domaine de l'éducation.

**M. Bertrand (Missisquoi) et M. Talbot (Chicoutimi):** M. Bourque ne s'est pas exprimé de la sorte et ses paroles furent mal rapportées, disent-ils.

**M. Bertrand (Missisquoi)** invoque le Règlement. J'étais présent à la réunion, dit-il, et M. Bourque a déclaré qu'il a rendu des services signalés, et lorsque le bill de l'université fut présenté, il fut heureux de l'appuyer.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Tant que M. Bourque n'aura pas nié, je n'ai pas raison de croire le contraire de ce qu'on rapporte parce que c'est tellement dans la ligne de pensée de

l'Union nationale. Le député de Québec-Est a commis un sophisme en disant que la source du droit, en matière d'éducation, ce sont les parents.

**M. Maltais (Québec-Est)** s'insurge contre l'expression. Elle n'est pas parlementaire, dit-il.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Comment peut-on prétendre que ce sont les parents qui sont la source du droit, et conclure ensuite que le contrôle des subventions appartient au surintendant? Le surintendant représente-t-il les parents ou s'il ne représente pas plutôt les membres de la Législature? C'est parce que nous sommes responsables devant les parents, qui sont les payeurs de taxes, que nous disons que le Parlement est absolument souverain dans tous les domaines et qu'il ne saurait y avoir d'exception. Le Parlement est souverain en tout ce qui touche la distribution des deniers publics et je le proclamerai toujours. La Législature est souveraine et bien au-dessus du lieutenant-gouverneur en conseil.

C'est pour cette raison que nous avons présenté ce projet de loi qui laisse à la Législature le soin de voter, à chaque année, les subventions qui seront accordées. Et ce ne sont pas les sophismes du député de Québec-Est, ni ses confessions posthumes qui me feront changer d'idée. Je suis prêt à aller devant le peuple n'importe quand et à me battre sur les tribunes publiques pour la défense de ce principe dans lequel le Parti libéral croit. J'ai assez confiance dans le respect du peuple pour ses institutions parlementaires pour être sûr qu'il nous approuvera.

**M. Bertrand (Missisquoi)** veut donner la réplique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** l'empêche par une question d'ordre.

**M. l'Orateur** maintient la question d'ordre<sup>2</sup>.

**M. Bellemare (Champlain):** Le premier ministre a lancé l'anathème contre l'Union nationale. Il a parlé d'une loi que nous avons passée l'an dernier. Il a oublié de dire que nous avons, par cette législation, pourvu à une situation d'urgence. C'était essentiellement une loi temporaire, dit-il. Nous voulions régler le cas des emprunts à long terme. Aujourd'hui, on sabote tout simplement la tradition qui s'était établie dans la province de Québec. C'est maintenant le ministre de la Jeunesse qui aura toute l'autorité.



On nous a reproché de faire agenouiller les universités devant nous. À l'avenir, elles auront les deux genoux à terre, l'un devant le premier ministre et l'autre devant le ministre de la Jeunesse. Le bill 64 viole un principe qui est reconnu depuis plus de 100 ans, en confiant au ministre de la Jeunesse, plutôt qu'au surintendant de l'Instruction publique, la répartition et la distribution des subventions aux universités et aux collèges classiques. Le Parti libéral, en somme, donne suite aux pensées de ses ancêtres politiques.

En 1944, le sénateur Damien Bouchard réclamait des écoles neutres et un ministère de l'Instruction publique pour la province de Québec. En fait, le Parti libéral a toujours été le propagandiste du ministère de l'Éducation. Cette année, on a relancé cette théorie en enlevant au secrétaire de la province les pouvoirs qu'il avait en matière d'éducation pour les centraliser au ministère de la Jeunesse.

Il cite le témoignage de Thomas Chapais qui dénonçait toute intrusion politique dans le domaine de l'éducation, d'évêques, dont Mgr Parent, de Rimouski, qui craint la mainmise de l'État sur l'éducation, et celui de Mgr Cabana, de Sherbrooke, qui se demandait si nous n'en n'étions pas rendus à une période de notre histoire où il ne se trouverait plus personne pour nous défendre contre ceux qui veulent nous enlever des droits sacrés. Il y a toujours eu une cloison étanche entre la politique et le département de l'Instruction publique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
C'est inexact.

**M. Bellemare (Champlain):** Le Parti libéral, en somme, donne suite aux pensées de ses ancêtres politiques. Cette loi est odieuse. Elle est inadmissible.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
Pourquoi alors avez-vous voté en faveur, en deuxième lecture?

**M. Bellemare (Champlain):** Parce qu'elle contient certains bons principes. Le ministre affirme vouloir créer un plan d'ensemble financier. Alors, que fait la Commission d'enquête sur l'éducation? Ses membres n'ont plus qu'à rentrer chez eux. Le ministre voudrait aussi sauvegarder son droit de regard? Il aura bien plus que cela, il sera omnipotent. Le ministre dit qu'il veut protéger l'autonomie des universités. L'Union nationale a toujours respecté cette autonomie et n'a jamais eu besoin de lois pour l'affirmer.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Harvey, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 37.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Élie, Johnson, Langlais, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 64 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 heures**

#### **Projets de loi:**

##### **Bourses pour personnel enseignant**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** L'augmentation du nombre des élèves au niveau secondaire sera de 25,000 en septembre prochain, et c'est le minimum à prévoir pour l'avenir, en ce qui concerne les écoles publiques. Cette augmentation dans ce seul domaine nécessitera 1,000 nouveaux professeurs. Il faut aussi prévoir le remplacement des professeurs à raison de 8 % environ par année, ce qui fait que 700 professeurs

nouveaux seront requis à cette fin. Un calcul identique pour le cas des collèges classiques montre qu'il faudra 500 nouveaux professeurs et, enfin, les écoles normales exigeront pour leur part 200 nouveaux professeurs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous approuvons, en principe, un système de bourses pour la formation du personnel enseignant. Le précédent gouvernement a voté \$1,200,000 pour des bourses aux étudiants.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose: Que les sommes nécessaires à l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées sur les deniers votés annuellement par la Législature.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement.

#### En comité<sup>4</sup>:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le montant de la bourse est de douze cents dollars pour un étudiant, de deux mille cinq cents dollars pour un professeur célibataire et de trois mille cinq cents plus cent cinquante dollars par enfant pour un professeur marié."

**M. Bellemare (Champlain)** pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les bourses seront attribuées par concours officiels devant jury et le talent sera le seul critère, sans discrimination de sexe, d'état de vie ou de statut économique. On tiendra compte cependant de la répartition selon la population: des groupes religieux et des groupes linguistiques. On tiendra compte également des besoins des institutions elles-mêmes par la répartition des populations étudiantes des trois catégories d'institutions visées. On tiendra compte enfin des besoins dans les diverses disciplines académiques, à la fois par l'importance relative de ces disciplines dans les programmes d'études des institutions en question et des populations étudiantes qui y étudieront.

Quant à la constitution du jury, il sera tenu compte des groupes dont il vient d'être question. De toute évidence, un tel jury ne saurait se composer

que de quelques personnes seulement; il devra se partager en plusieurs sous-comités, à la fois par groupes de disciplines et par groupes d'institutions. Le jury établira lui-même les critères qui lui serviront à mesurer les aptitudes des candidats dans les catégories qui auront été établies.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un mauvais principe d'attribuer les bourses sans égard aux conditions de fortune du postulant. Je me demande pourquoi la province paierait une bourse à celui qui n'en a pas besoin?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ce système de bourses est instauré pour créer de l'émulation dans la jeunesse intéressée à l'enseignement, pour donner à la fonction de professeur un prestige nouveau et pour attirer au professorat la crème de la jeunesse québécoise. Ce système ne vise pas tous les nouveaux professeurs, mais l'élite d'entre eux.

**M. Bellemare (Champlain)** s'élève contre le fait que la condition économique du postulant n'entre pas en ligne de compte pour l'attribution des bourses.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il s'agit d'un système entièrement différent de celui qui existe déjà. Il s'agit en effet ici de former une élite.

**M. Johnson (Bagot)** insiste pour que les comités catholique et protestant de l'instruction publique forment le jury et que le ministre se contente de verser l'argent.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose un amendement à cet article de la loi, de façon à permettre de donner moins ou plus, selon les besoins. Lorsque nous connaissons ce qu'il en coûte pour une année d'étude universitaire, nous croyons que \$1,200 n'est pas suffisant pour un étudiant pauvre. Par contre, nous trouvons que \$1,200 est trop pour un étudiant dont les parents sont en moyen ou riches.

**M. Johnson (Bagot):** Ce n'est pas juste que l'étudiant reçoive une bourse de \$1,200, peu importe l'endroit d'où il vienne. À moins, toutefois, que le gouvernement caresse l'intention de limiter la fréquentation universitaire aux seuls candidats des villes! Il en coûtera plus cher, tout le monde sait cela, à un étudiant venant des confins de la province pour suivre des études à l'université qu'à un étudiant

résidant dans la ville où s'élève l'université. On ne tient aucun compte du fait qu'un boursier viendrait d'un centre rural. Celui qui vient d'une ville n'aura rien à déboursier comme frais de séjour. Ce que je voudrais, c'est que le gouvernement tienne compte de ce facteur important.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les bourses de perfectionnement sont accordées comme prix de fin d'année, au collège, pour récompenser uniquement le mérite, à la suite d'un concours. Il ne peut donc être question de commencer à considérer le lieu où habite le boursier. Les bourses sont offertes par concours pour stimuler le talent et l'intérêt, en vue de donner plus de prestige à la profession d'instituteur.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** parle du cas d'un jeune avocat qui aurait reçu une bourse pour aller étudier deux ans dans le but de devenir professeur. La loi permettra de favoriser des amis.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** J'eus aimé qu'il existe des bourses du genre au temps des études du député de Maisonneuve.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous ne seriez peut-être pas premier ministre de la province aujourd'hui. Ce ne sont pas les bourses qui font l'intelligence.  
(Rires)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les mesures proposées visent à encourager un diplômé de collège à se lancer dans l'enseignement. Cette profession, dit-il, n'attire pas les jeunes aujourd'hui, car le domaine de l'enseignement a très mauvaise réputation au point de vue rémunération. En offrant des bourses, nous voulons frapper l'imagination et faire réfléchir ceux que la profession pourrait attirer. Nous voulons constamment améliorer le sort des professeurs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi mentionne que tout candidat à une bourse devra avoir réussi dans ses études ou dans l'enseignement. Qui va juger cela? Je connais des gens qui ont reçu des bourses du Conseil des arts d'Ottawa et qui avaient à peine une septième année.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** C'est pourquoi nous aurons un jury composé d'universitaires.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Où prendra-t-on l'argent pour les bourses?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Cette année, on prélèvera l'argent sur le fonds consolidé de la province. Les années suivantes, l'argent sera voté par le Parlement. On affectera cette année à ces bourses la somme de \$500,000.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Le titulaire d'une bourse qui ne se conforme pas à son engagement est tenu de rembourser en tout ou en partie, selon le cas, le montant reçu en bourse.

"En cas de décès, l'obligation de rembourser s'éteint. Dans tout autre cas de force majeure, l'obligation peut être réduite par le ministre."

L'article 11 est amendé et se lit désormais comme suit:

"11. Le titulaire d'une bourse qui ne se conforme pas à son engagement est tenu de rembourser en tout ou en partie, selon le cas, le montant reçu en bourse.

"En cas de décès, l'obligation de rembourser s'éteint."

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 26 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 80 après l'avoir amendé<sup>3</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

### Enseignement secondaire

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie les deux premiers paragraphes de l'article 2 qui se lisent comme suit:

"2. L'article 221 de la dite loi, modifié par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 13, par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 26 et par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 57, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 3° par les suivants:

"3° De prendre les mesures nécessaires pour que les cours d'étude du niveau de la première année à celui de la onzième inclusivement, adoptés ou reconnus pour les écoles publiques par le Conseil de l'instruction publique ou par ses comités catholique ou protestant, selon le cas, soient dispensés à tous les enfants domiciliés dans le territoire soumis à leur juridiction s'ils sont jugés aptes à suivre ces cours et désireux de s'y inscrire.

"À cette fin, les commissaires ou les syndics d'écoles doivent, soit organiser ces cours dans leurs écoles, soit se prévaloir des dispositions des articles 489 à 497a, soit prendre à la fois plusieurs de ces mesures;"

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le bill introduit dans la loi scolaire un principe entièrement nouveau. Cette clause est la plus importante puisque, pour la première fois, cette loi introduit dans la législation scolaire l'obligation pour les commissions scolaires à ce que les enfants, sous leur juridiction et qui le désirent, puissent recevoir l'enseignement jusqu'à au moins la onzième année.

Jusqu'ici, elles étaient tenues de dispenser l'enseignement sans aucune obligation précise. Elles étaient libres de décider du nombre de classes et des degrés de l'enseignement.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Par cette loi, on remplace le volontariat par la coercition. Autrefois, l'enseignement jusqu'à la onzième année était volontaire; et ça a donné de bons résultats. Au cours

des cinq dernières années, le nombre des élèves dans les écoles secondaires s'est accru de 218 %, passant de 80,357 en 1955-1956, à 175,458 en 1960-1961. Le Québec est au premier rang des 10 provinces canadiennes sous ce rapport.

Nous n'avons pas d'objection que le gouvernement encourage cette progression, mais nous ne sommes pas d'accord avec lui pour approuver la coercition.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il y a un nombre considérable de jeunes dans la province qui ne peuvent avoir accès à l'enseignement secondaire, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens ou soit parce qu'ils sont trop éloignés des institutions qui dispensent cet enseignement.

Nous croyons que c'est le devoir du gouvernement de donner à ces jeunes les moyens de mettre en valeur les talents dont la Providence les a pourvus. Le chef de l'opposition parle de coercition. Nous croyons que l'État a l'obligation de donner à l'individu ce qu'il est en droit d'attendre.

Mais il y a tellement peu de coercition que le premier objectif de la loi, c'est de mettre à la disposition des jeunes de la province de Québec toute une variété d'enseignements. En second lieu, c'est de mettre à la disposition des professeurs les moyens de se préparer à la tâche qui les attend. Il ne doit y avoir aucune entrave financière à ce que tous les enfants du Québec puissent développer leurs talents et l'État doit aider les parents, dans ce domaine. Et nous n'admettons pas que la province ne pourvoie pas les ressources nécessaires à tous les jeunes qui ont le talent pour faire leur cours secondaire, et bien au-delà.

**M. Johnson (Bagot):** Ce n'est pas, dans la plupart des cas, la gratuité complète, bien qu'il s'agisse d'une aide considérable.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La gratuité est complète dans les écoles publiques et partielle quand les commissions scolaires doivent payer la scolarité dans des écoles privées ou des collèges classiques.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Deux cents dollars correspondent approximativement à la moyenne des frais de scolarité dans les collèges classiques pour garçons.

**M. Johnson (Bagot):** L'Union nationale a fait faire des progrès considérables à l'éducation sans

employer la coercition. La loi chambarde toute l'économie<sup>6</sup> de nos lois et le ministre de la Jeunesse s'arroge des pouvoirs dictatoriaux.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** demande la collaboration de tous les députés, afin que les parents soient bien avertis que s'ils veulent envoyer leurs enfants au collège classique et bénéficier de la contribution de la commission scolaire, ils devront normalement, en faire la demande avant le 1<sup>er</sup> juin.

Cette année, par exception, ils devront formuler cette demande avant le 1<sup>er</sup> août. C'est dans cette condition que la commission scolaire sera tenue de payer jusqu'à concurrence de \$200 comme frais de scolarité d'un étudiant de son territoire au collège classique ou dans une autre institution privée reconnue.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 6 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 81 sans l'amender.

#### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

#### NOTES

1. Le journaliste du *Montréal-Matin* du 6 juin 1961, à la page 8, rapporte plutôt le mot "jolies".

2. "On lui conteste ce droit parce qu'il a déjà parlé sur l'amendement Talbot," selon le journaliste du *Montréal-Matin* du 6 juin 1961, à la page 8.

3. Les sources n'indiquent pas qui a présidé les travaux en comité plénier.

4. Voir note 3.

5. Les journaux ne nous rapportent aucun débat entourant l'adoption des amendements. Pour prendre connaissance de l'ensemble des amendements apportés en comité plénier, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

6. Dans *L'Action catholique* du 6 juin 1961, à la page 2, on lit plutôt: "la philosophie".

Séance du mardi 6 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Centre sportif Paul-Sauvé**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 94 relatif au Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

Le projet de loi a pour but de permettre à une œuvre existante de poursuivre son travail en permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le remboursement d'un emprunt supplémentaire. Ce projet de loi constitue un effort très louable du gouvernement en faveur de la culture physique. Ce centre sportif et éducatif est d'une valeur exceptionnelle.

**L'opposition** appuie le projet de loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Collège Saint-Paul**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 95 relatif au collège Saint-Paul.

Cette loi a été préparée à la demande de Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, et, pour la première fois dans la province, les parents exerceront une responsabilité et une influence directe dans un collège classique. Il s'agit d'une formule nouvelle, une formule qui servira d'expérience et sera susceptible d'orienter le développement d'autres institutions d'enseignement secondaire. Trois soucis principaux ont présidé l'élaboration de ce projet de loi. D'abord, le souci de confier aux parents l'administration de l'institution. Il rappelle les récentes déclarations du cardinal Léger sur le rôle que les laïcs doivent jouer dans l'Église, même dans certains secteurs comme l'éducation où les clercs avaient jusqu'ici porté seuls la responsabilité.

Le conseil d'administration du Collège sera donc composé de 12 membres, dont cinq nommés par le conseil des parents, deux nommés par le conseil académique, deux nommés par les membres associés, un membre nommé par l'archevêque et un nommé par le ministre de la Jeunesse. À ces 11 membres s'ajoutera le recteur. Si l'on ajoute aux délégués des parents, ceux des membres associés, qui seront vraisemblablement des parents, eux aussi, ce groupe de sept membres aura la majorité au conseil d'administration.

La composition du conseil reflète également les deux autres soucis qui ont dirigé la préparation du projet. On a voulu, en effet, faire participer les éducateurs à l'administration du Collège en leur donnant, au conseil, deux délégués, plus le recteur. Le troisième souci a été de faire participer également l'État et l'Église avec la nomination du délégué de l'archevêque et de celui du ministre de la Jeunesse. Les règlements adoptés par le conseil d'administration seront sujets à l'approbation de l'archevêque et du ministère de la Jeunesse.

Dans ce projet de loi relatif au Collège Saint-Paul, on a donc cherché à grouper, dans un certain équilibre, toutes les personnes qui, normalement, s'intéressent à l'éducation dans un collège: les représentants de l'Église, ceux de l'État, les éducateurs et les parents. Il exprime le souhait que d'autres groupes de parents, dans la province, chercheront bientôt à imiter cette initiative révolutionnaire qu'est le Collège Saint-Paul.

**M. Talbot (Chicoutimi)** demande que l'énoncé du ministre au sujet de la demande du cardinal soit inscrit au rapport officiel de la Chambre. Il demande si le gouvernement a échangé de la correspondance avec le cardinal Léger? Si oui, qu'elle soit déposée sur la table du greffier afin que ses associés et lui en prennent connaissance, non pas dans le but de critiquer car ils croient que le projet est excellent, mais afin d'être mieux renseignés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses écrites:**

**École normale de Trois-Rivières**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Relativement à la construction de l'École normale de Trois-Rivières:

1. À quelle compagnie les travaux de construction ont-ils été confiés?

2. Y a-t-il eu des demandes de soumissions quant à l'entrepreneur général et quant aux sous-traitants?

3. Quel est le nom des compagnies soumissionnaires et pour quel montant?

4. Y a-t-il eu des changements sur le plan original préparé par les architectes et d'après lequel des soumissions auraient été demandées?

5. Dans l'affirmative, pourquoi des soumissions n'ont pas été demandées?

6. Quelle est la nature desdits changements?

7. À quel prix, ces travaux ont-ils été accordés?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** 1. Le contrat fut accordé au deuxième plus bas soumissionnaire, soit Adrien Demontigny, inc., 908, rue Saint-François-Xavier, Trois-Rivières, parce que l'un des sous-traitants principaux du plus bas soumissionnaire, J.-L. Guay, ltée, n'offrait pas des garanties adéquates de solvabilité.

2. Il y a eu des demandes de soumissions pour des contrats généraux.

3. J.-L. Guay, Ltée .....	Police de	
	garantie .....	\$2,924,745
Adrien		
DeMontigny,	Traite de la	
Inc. ....	banque.....	2,944,950
Louis Donolo, Inc. ....	Chèque accepté ...	2,970,000
Tellier & Groleau,		
Inc. ....	Chèque accepté ...	2,995,000
Cimota		
Construction .....	Police de	
	garantie .....	2,999,769
Anglin Norcross .....	Police de	
	garantie .....	3,000,000
Omega		
Construction .....	Police de	
	garantie .....	3,060,000
Kent		
Construction .....	Chèque de	
	garantie .....	3,098,500
Argo		
Construction .....	Police de	
	garantie .....	1,174,000
Immeubles		
Murdock .....	Chèque accepté ...	3,247,328
Cap Construction .....	Chèque accepté ...	3,322,500
Constructeurs		
St-Maurice .....	Chèque accepté ...	3,375,000
Grégoire Perrault,		
Inc. ....	Chèque accepté ...	3,695,000
Conrad Forget, Inc. ....	Chèque accepté ...	4,260,000

4. Aucun changement.

5. 6. et 7. Répondues par 4.

### Budget des municipalités scolaires

**M. Desjardins (Gatineau):** a) Quel est pour l'année fiscale scolaire se terminant le 30 juin 1960, le déficit ou le surplus au budget enregistré par chacune des municipalités scolaires suivantes;

1. Canton Aumond;
2. Aylmer (protestante);
3. Aylwin;
4. Aylwin (protestante);
5. Blue Sea Lake;
6. Bois-Franc;
7. Bouchette;
8. Contley;
9. Contley (protestante);
10. Northfield-Centre (protestante);
11. Eardley;
12. Eardley (protestante);
13. Farrellton (protestante);
14. Village de Gracefield;
15. Hincks;
16. Canton Hull;
17. Kensington;
18. La Pêche (protestante);
19. Limbour;
20. Low-Sud;
21. Low-Sud (protestante);
22. Maniwaki;
23. Maniwaki (protestante);
24. Masham;
25. Messines;
26. Northfield;
27. Rapide-des-Chênes;
28. Saint-Alphonse de Lytton;
29. Sainte-Cécile-de-Masham;
30. Saint-Étienne de Chelsea;
31. Saint-Étienne de Chelsea (protestante);
32. Sainte-Philomène d'Egan;
33. Saint-Pierre-de-Wakefield;
34. Sainte-Thérèse;
35. Val Saint-Jean;
36. Val Saint-Jean (protestante);
37. Ville d'Aylmer;
38. Wakefield (protestante);
39. Wakefield-Nord (protestante).

b) Quel est pour chacune de ces commissions scolaires, ayant déclaré un déficit, le montant des octrois accordés par le gouvernement provincial pour la même année fiscale?



**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Au 30 juin 1960, les municipalités scolaires ci-dessous mentionnées, ont terminé l'année fiscale scolaire 1959-1960 par un déficit ou un surplus accumulé:

<i>Noms des municipalités</i>	<i>Déficit accumulé</i>	<i>Surplus accumulé</i>	<i>Subventions autorisées depuis le 30 juin 1960</i>
Canton			
Aumond .....	.....	\$3,560.00	.....
Aylmer (Protestante).....	\$18,828.00	.....	.....
Aylwin .....	12,255.00	.....	\$10,000.00
Aylwin (Protestante).....	3,256.00	.....	1,625.00
Blue Sea Lake.....	.....	3,465.00	.....
Bois-Franc .....	.....	1,621.00	.....
Bouchette.....	4,692.00	.....	4,000.00
Cantley .....	.....	1,308.00	.....
Cantley .....	2,759.00	.....	2,000.00
Northfield-Centre (Protestante).....	.....	1,815.00	.....
Eardley .....	.....	6,405.00	.....
Eardley (Protestante).....	.....	403.00	.....
Farrelton (Protestante).....	459.00	.....	.....
Village de Gracefield.....	.....	250,904.00	.....
Hincks.....	.....	733.00	.....
Canton Hull (Protestante).....	.....	30,028.00	.....
Kensington .....	10,594.00	.....	8,000.00
La Pêche (Protestante).....	.....	8,017.00	.....
Limbour.....	1,556.00	.....	.....
Low-Sud.....	22,368.00	.....	.....
Low-Sud (Protestante).....	.....	1,118.00	.....
Maniwaki.....	39,890.00	.....	30,000.00
Maniwaki (Protestante).....	2,574.00	.....	1,285.00
Masham (Protestante).....	1,917.00	.....	.....
Messines .....	.....	977.00	.....
Northfield .....	.....	1,245.00	.....
Rapide-des-Chênes.....	58,433.00	.....	30,000.00
Saint-Alphonse de Lytton .....	.....	1,322.00	.....
Sainte-Cécile de de Masham.....	9,642.00	.....	7,200.00

<i>Noms des municipalités</i>	<i>Déficit accumulé</i>	<i>Surplus accumulé</i>	<i>Subventions autorisées depuis le 30 juin 1960</i>
Saint-Étienne de Chelsea .....	.....	\$ 9,949.00	.....
Saint-Étienne de Chelsea (Protestante).....	.....	26,471.00	.....
Sainte-Philomène d'Egan .....	.....	3,616.00	.....
Saint-Pierre de Wakefield .....	.....	4,234.00	.....
Sainte-Thérèse .....	\$ 1,869.00	.....	.....
Val Saint-Jean (Protestante).....	997.00	.....	\$ 800.00
Val Saint-Jean .....	.....	14,693.00	.....
Ville d'Aylmer.....	43,245.00	.....	30,000.00
Wakefield (Protestante).....	731.00	.....	.....
Wakefield Nord (Protestante).....	.....	93.00	.....

#### Béliveau Manufacturing

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le gouvernement de la province a-t-il acheté un immeuble connu et désigné à Trois-Rivières sous le nom de "Béliveau Manufacturing"?

Dans l'affirmative:

a) qui a vendu l'immeuble?

b) quel prix fut payé?

c) à qui ce prix de vente a-t-il été versé?

d) y a-t-il eu une commission de payée à une personne, société ou corporation?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** 1. Oui.

2. a) M. Maurice St-Louis, c.a., syndic à la faillite;

b) \$210,000;

c) le prix de vente n'a pas encore été versé parce que le contrat n'est pas encore signé;

d) non.

#### J.-Raoul Dubé

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Y a-t-il un monsieur J.-R. (Raoul) Dubé, du comté de Trois-Rivières, à l'emploi du ministère des Travaux publics?

Dans l'affirmative:

2. Quand a-t-il été engagé?

3. Quel est son emploi?

4. Quel est son salaire?

5. A-t-il des employés sous ses directives?
- Dans l'affirmative:
6. Quels sont leurs nom et prénom?
7. Quel est le salaire de chacun d'eux?
8. À quelle date ont-ils été engagés?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui.
2. Le 21 novembre 1960.
3. Contremaître de pont spécialement attaché au pont de Trois-Rivières.
4. \$2,700 par année.
5. 6. 7. et 8. N'a pas d'employés réguliers, mais il en embauche au besoin.

**Bureau du ministère de l'Agriculture  
à Berthierville**

**M. Lavallée (Berthier):** 1. À la date du 30 juin 1960, quel était le nom du locateur du bureau du ministère de l'Agriculture, à Berthierville?

2. Quel était le montant mensuel ou annuel fixé pour ce loyer?
3. Quelle était la superficie ainsi louée?
4. Ce local était-il chauffé, éclairé et entretenu aux frais du locateur?
5. Est-ce que le bail en question a été ou sera discontinué, à compter du mois de mai 1961?
6. Dans l'affirmative:
  - a) quel est le nom du nouveau locateur?
  - b) quelle est la superficie ainsi louée?
  - c) quel est le montant mensuel ou annuel fixé en vertu du nouveau bail?
  - d) ce logement sera-t-il chauffé, éclairé et entretenu aux frais du locateur?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

1. M. Charles-Édouard Magnan.
2. \$65 par mois, soit \$7 par année.
3. 400 pieds carrés.
4. Oui.
5. Oui, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1961.
6. a) M. Charles-Édouard Rainville;
- b) 735 pieds carrés;
- c) \$137.81 par mois, soit \$1,653.75 par année;
- d) Oui.

**Bureau de l'unité sanitaire  
à Saint-Pascal**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il effectué, à ses frais, des

réparations au bureau loué de M. Paul-Émile Ancil à Saint-Pascal, pour loger l'unité sanitaire du comté de Kamouraska?

2. Quel est le coût desdites réparations?
3. Quel est le nom de l'entrepreneur qui a effectué ces réparations?
4. Y a-t-il eu demande de soumissions?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui.
2. \$13,175.
3. Elaine Construction.
4. Il y eut huit demandes de soumissions mais seulement quatre réponses.

**Bureau du ministère de la Voirie  
à Beauceville**

**M. Guillemette (Frontenac):** 1. Quel était le nom du locateur du bureau du ministère de la Voirie à Beauceville, le premier janvier 1961?

2. Quel était le montant mensuel ou annuel fixé pour tel loyer?
3. Quelle était la superficie ainsi louée?
4. Quelle était la durée du bail en question et quelle en était l'échéance?
5. Depuis la date ci-haut mentionnée, le bail en question a-t-il été discontinué par le gouvernement?
6. Dans l'affirmative:
  - a) quel est le nom du nouveau locateur?
  - b) quel est le montant mensuel ou annuel fixé en vertu du nouveau bail?
  - c) quelle est la superficie ainsi louée?
  - d) quelle est la durée du nouveau bail?
  - e) quel est le montant des dépenses occasionnées au gouvernement par les réparations ou améliorations qu'il devra effectuer au nouveau local dudit bureau du ministère de la Voirie à Beauceville?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

1. M. Gualbert Quirion.
2. Loyer mensuel: \$200 - loyer annuel: \$2,400.
3. 1,600 pieds carrés.
4. Durée de 5 ans - échéance 30 avril 1963.
5. Oui.
6. a) P.-F. Renault, ltée;
- b) loyer mensuel: \$308.62 - loyer annuel: \$3,703.50;
- c) 2,469 pieds carrés;
- d) durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1961;
- e) \$4,452.

**Pont sur la  
rivière des Cheneaux**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. Depuis le mois de juillet 1960, un pont a-t-il été construit sur la rivière des Cheneaux, concession Beauval (lot no 224), à Saint-Tite-des-Caps, comté de Montmorency?

Dans l'affirmative:

2. Qui a obtenu le contrat?

3. Pour quel montant?

4. Si des soumissions ont été demandées, quelle est la liste des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

5. La construction de ce pont est-elle terminée et le pont a-t-il été accepté par les ingénieurs du ministère des Travaux publics?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui.

2. Gilles Drouin, de Québec.

3. \$34,191.55.

4. Des soumissions publiques ont été demandées et les soumissions suivantes ont été reçues:

<i>Soumissionnaires</i>	<i>Montant</i>
1. Drouin, Gilles .....	\$34,191.55
2. Benoît Bilodeau, Inc. ....	34,927.14
3. Morin, Henri .....	35,305.05
4. Gagnon, Denis .....	36,077.26
5. Les Entreprises Cap-Diamant, Ltée.....	36,461.90
6. Plessis Construction, Ltée.....	38,948.10
7. B/D Construction, Ltée.....	38,948.10
8. Thériault & Béland, Enr .....	39,359.80
9. Sud, Limitée.....	39,710.55
10. Laforest & Frères, Inc.....	40,039.70
11. Dufour, Camille .....	40,663.00
12. Simard, Omer.....	42,900.77
13. S. Savoie, Ltée .....	43,640.51
14. Fontaine & Cloutier, Enr .....	43,916.96
15. Mégantic Construction, Inc .....	43,927.82
16. Les Entreprises Sainte-Marie, Inc ...	44,910.21
17. Kett Construction, Co. Ltd. ....	45,741.00
18. Douville, André .....	45,984.06
19. Côté & Gagnon, Enr .....	46,732.34
20. François Marquis, Limitée.....	47,752.61
21. Paul-A. Émond, Inc .....	47,849.35
22. Concrete Repairs & Waterproofing, Co. Ltd. ....	48,572.14
23. Pelletier, Émile .....	48,638.55
24. Dieppe Construction, Inc.....	49,421.98

25. Magloire Cauchon, Ltée.....	\$50,104.26
26. Komo Construction, Ltée .....	50,104.26
27. Beaudet & Fils, Inc.....	50,472.00
28. Bouchard, Jean-Claude.....	50,624.00
29. Grenier & Tardif, Enr.....	50,630.45
30. Broval Construction, Enr.....	53,726.00
31. Duchesneau Construction, Ltée.....	55,702.80
32. Cie Construction Provinciale, Ltée ..	57,311.00
33. Barnabé & Fils, Ltée .....	58,720.00
34. Simard, Gérard .....	61,104.32
35. Desgagné, Georges.....	69,331.30

5. Non.

**Pont sur la rivière du Moulin**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. Depuis le mois de juillet 1960, un pont a-t-il été construit sur la rivière du Moulin, dans la paroisse Sainte-Louise (rang no 1, lot no 37), comté de L'Islet?

Dans l'affirmative:

2. Qui a obtenu le contrat?

3. Pour quel montant?

4. Si des soumissions ont été demandées, quelle est la liste des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

5. La construction de ce pont est-elle terminée et le pont a-t-il été accepté par les ingénieurs du ministère des Travaux publics?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**

1. Oui.

2. Laurin et Raymond Caron, de Montmagny.

3. \$15,806.93. La différence (\$906.93) entre le montant de la plus basse soumission et le prix du contrat accordé, tient compte des erreurs d'extension et omission sur le bordereau de prix de la soumission.

4. Des soumissions publiques ont été demandées et les soumissions suivantes ont été reçues:

<i>Soumissionnaires</i>	<i>Montant</i>
1. Laurin et Raymond Caron .....	\$14,900.00
2. Louis-Paul Marier et Roland Harton.....	16,667.88
3. Rika Construction, Enr.....	18,104.09
4. W. Thériberge, Inc.....	18,339.16
5. Ruest, Jules.....	18,876.80
6. Boulanger, Ernest .....	19,724.60
7. Bourgault & Leclerc, Ltée.....	20,879.50
8. Construction St-Patrice, Ltée .....	21,479.44

9. Normand, J.-P.-A. ....	\$21,718.79
10. Bélanger, Lorenzo .....	22,292.18
11. Legros, Robert .....	22,696.33
12. Z. Cloutier & Fils, Ltée .....	24,814.60
13. Roland Lévesque et Jean-Marie St-Pierre .....	38,000.00

#### **Protection contre l'incendie à Saint-Louis-de-France**

**M. Bellemare (Champlain):** 1. Depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 15 avril 1961, le gouvernement de la province a-t-il accordé et payé un octroi à la corporation municipale de Saint-Louis-de-France, dans le comté de Champlain, pour la protection contre l'incendie?

Dans l'affirmative:

- a) quel est le montant de cet octroi?
- b) à quelle date a-t-il été accordé?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement de la province attend que les travaux de protection contre les incendies entrepris par la corporation municipale de la paroisse de Saint-Louis-de-France, dans le comté de Champlain, soient terminés et que la subvention pour les travaux rémédiateurs au chômage en rapport avec ces travaux soit établie, avant d'étudier la possibilité d'octroyer cette corporation sur la partie des travaux admissible en vertu de la loi.

#### **Questions et réponses orales:**

##### **Aide à l'habitation**

**M. Bellemare (Champlain):** Quand le ministre de l'Agriculture sera-t-il en mesure de donner à la Chambre des informations sur le retard dans l'étude des dossiers de l'Office du crédit agricole relativement à l'aide à l'habitation?

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest):** Il a actuellement plus de 12,000 dossiers en retard au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, en ce qui a trait à l'aide à l'habitation.

On tente de rattraper le temps perdu le plus vite possible et les employés font du temps supplémentaire tous les soirs.

**M. Bellemare (Champlain):** Autant de familles souffrent de ces retards.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'ai pas reçu de réponse concernant les engagements financiers de la province au 28 février, 31 mars et 30 avril derniers, dit-il.

#### **Projets de loi:**

##### **Centre sportif Paul-Sauvé**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 94 relatif au Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

Adopté.

##### **Bourses pour personnel enseignant<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill 80 prévoit l'établissement d'un régime de bourses d'études universitaires, en faveur des bacheliers qui s'engagent à devenir professeurs dans l'enseignement secondaire, des professeurs qui désirent se perfectionner pour continuer leur carrière dans cet enseignement et des gradués d'université qui désirent poursuivre, en vue du doctorat, des recherches relatives à l'enseignement.

Le ministère de la Jeunesse offrira chaque année, en vertu de cette loi, 300 bourses de \$1,200 à \$3,500, pour aider au recrutement et à la formation du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des écoles classiques. Ces bourses ont particulièrement pour but de revaloriser, dans l'opinion publique, la profession d'instituteur et d'attirer dans ce domaine l'élite des diplômés de collèges classiques et de nos écoles normales.

**M. Bertrand (Missisquoi)** reproche au bill no 80 de confier la solution des problèmes de l'éducation au ministère de la Jeunesse.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il appartient au Parlement d'assurer le contrôle des deniers publics.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le seul moyen de sortir l'éducation de la petite politique, c'est de confier au surintendant de l'Instruction publique le règlement des problèmes qui s'y rapportent tant sur le plan administratif que pédagogique. Cela aurait été conforme à une tradition vieille de 100 ans dans le Québec.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** refuse.

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, appuyé par le député de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement, soit retourné au comité plénier aux fins de l'amender pour confier l'exécution de ladite loi au surintendant de l'Instruction publique."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Ducharme, Élie, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Langlais, Larouche, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 20.

**Contre:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 41.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux,

Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 41.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Dozois, Ducharme, Élie, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Langlais, Larouche, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 80 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Enseignement secondaire

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Gratuité de l'enseignement

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le projet de loi sanctionne trois principes: 1. Le droit fondamental de l'enfant à l'instruction, quel que soit l'état de fortune des parents, le talent devant être le seul facteur à considérer. 2. L'obligation des parents d'instruire leurs enfants selon les besoins du temps. Cette

obligation se retrouve dans le droit civil et dans le droit canon; 3. Le devoir de l'État de fixer un niveau minimum d'instruction.

Le talent n'est pas nécessairement lié aux ressources financières. La gratuité scolaire devient donc l'unique moyen d'exercer ce droit. Il est faux et spécieux de prétendre que la famille ne remplit pas son devoir envers l'enfant quand elle réclame la gratuité de l'enseignement. Le principe de la gratuité est déjà dans le code scolaire. Plusieurs commissions scolaires, dont celle de Montréal, s'en prévalent. La gratuité est une conséquence de la fréquentation obligatoire.

La société se refuse à faire payer aux parents un service imposé. Les collèges classiques et les institutions secondaires indépendantes rendent de grands services à la province. C'est pourquoi on leur étend les bénéfices de la gratuité jusqu'au niveau de la onzième année. On suit d'ailleurs ainsi l'exemple de plusieurs pays européens.

Aussi, 1,148 commissions scolaires sur 1,516 se prévalent déjà de la gratuité jusqu'ici facultative. Ces commissions comprennent 850,000 élèves sur un total de 925,000. La presque totalité des 272 commissions scolaires protestantes ont la gratuité des manuels. Elles représentent 11,000 enfants. Dorénavant, la gratuité est généralisée. Dans les écoles des commissions scolaires, elle est complète. Dans les collèges classiques et les institutions secondaires indépendantes, elle reste facultative.

Si elle est mise en vigueur, les commissions scolaires devront payer, au début de chaque année, aux institutions qui mettent gratuitement des livres de classe à la disposition de leurs élèves, une somme de \$12 par élève, soit le tiers de ce que peut coûter en trois ans ce service devenu essentiel pour soulager les pères de famille aux prises avec le prix élevé des livres de classe.

Ce prix de \$12 a été établi au cours de consultations entre les officiers du ministère de la Jeunesse, du département de l'Instruction publique et de la Fédération des collèges classiques. Les représentants des collèges se sont déclarés satisfaits du montant fixé.

La fréquentation scolaire est prolongée jusqu'à l'âge de 15 ans. L'État remplit ainsi son devoir. C'est le pape Pie XI qui l'affirme: "L'État peut exiger et, dès lors, faire en sorte que tous les citoyens aient la connaissance nécessaire de leurs devoirs civiques et nationaux, puis un certain degré de culture intellectuelle, morale et physique qui, vu les conditions de notre temps, est vraiment requis par le bien commun." (*Encyclique Divini Illius Magistri*, 31 décembre 1929)

Quatre provinces, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse, ont étendu l'obligation jusqu'à 16 ans. Quatre provinces l'ont fixée à 15 ans: ce sont Terre-Neuve, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Canadienne. Seuls le Manitoba et le Québec ont maintenu l'obligation à 14 ans seulement.

Il y a deux fois plus de chômeurs, au Canada, chez ceux qui ont fréquenté l'école huit ans ou moins que chez ceux qui l'ont fréquentée neuf ans ou plus; 19.5 % des enfants catholiques quittent l'école à 15 ans, soit 25,000, donc un sur quatre, et 35 % des enfants sont perdus à 16 ans, soit 35,000, donc un sur deux.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi adoptée par l'Union nationale prévoyait que la rétribution mensuelle ne pouvait excéder 0,50\$ jusqu'à la 7<sup>e</sup> année et \$1 pour les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> années. La loi prévoyait même que les commissions scolaires pouvaient, dans la fixation de la rétribution, tenir compte du nombre d'enfant d'une même famille et réduire la charge en conséquence. Et cela allait plus loin. La loi prévoyait que s'il était établi que les parents étaient incapables de payer, les commissions scolaires pouvaient les dispenser, soit en partie, soit même en entier.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe? On offre de rembourser la commission scolaire de 75 % d'une somme de \$12 seulement. Cette somme de \$12 par élève ne correspond pas du tout à la réalité, car tout le monde sait que les livres de classe coûtent de \$50 à \$60 par année. La commission scolaire paiera \$12 et elle ne sera remboursée que des trois quarts de cette somme par le gouvernement.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ces calculs ont été faits en collaboration, comme je l'ai dit tantôt. Les représentants des collèges se sont déclarés satisfaits du montant de \$12.

**M. Johnson (Bagot):** Les lois de l'éducation de l'an dernier étaient bonnes, mais le gouvernement de l'Union nationale a montré trop de modestie et n'a pas fait assez de publicité pour faire valoir ses mérites. Cette loi enlève une partie des libertés des commissions scolaires, dans cette partie où on leur défend d'imposer désormais une rétribution mensuelle aux parents des élèves. Jusqu'ici, les commissions scolaires avaient le droit d'imposer le montant nécessaire. Le gouvernement pénètre dans ce domaine d'une façon cynique. Dans bien des endroits, les revenus provenant de cette source, limitée à \$0.50 ou \$1 par mois, a souvent permis l'établissement d'une école centrale dans certaines localités.

La rétribution mensuelle a servi de tremplin pour faire évoluer l'éducation en milieu rural. Le ministre de la Jeunesse a fait un discours électoral pour faire voir le beau côté de son projet. Le ministre de la Jeunesse semble croire que nous avons été retardataires quand, en fait, l'Union nationale a fait plus qu'aucun autre gouvernement de n'importe quelle province du pays pour l'éducation.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les arguments du député de Bagot pourraient être acceptés dans le cas d'une rétribution de \$0.50 par mois, mais ils n'ont plus de sens quand une commission scolaire exige \$5 ou \$10 par mois de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année. Les parents des élèves, dans les classes supérieures, étaient jusqu'ici obligés de payer des mensualités allant de \$5 à \$10 par mois.

Lorsqu'il y a deux ou trois enfants dans une même famille qui sont dans les classes supérieures, c'est un fardeau trop lourd à porter pour le père qui a par ailleurs d'autres obligations à rencontrer, et c'est le devoir du gouvernement de prendre des mesures pour faciliter l'accès des élèves à ces classes supérieures.

C'est une façon équitable de répartir les frais de l'éducation sur la collectivité, car tous ont des responsabilités égales lorsqu'il s'agit d'assurer l'éducation des enfants du peuple.

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'ancien système avait l'avantage de ne comporter aucune coercition à l'endroit des commissions scolaires. La commission avait en effet le pouvoir de le faire ou de ne pas le faire. Qu'est-ce que la nouvelle loi dit? Toutes les commissions scolaires devront.

La commission scolaire, c'est tout de même un petit gouvernement dans une municipalité. On lui enlève un droit pour lui imposer un devoir. Il me semble que le gouvernement aurait pu recourir à un autre moyen pour racheter ses promesses. Il accuse le cabinet de ne pas être "démocratique" et de prendre des mesures dictatoriales.

Je ne veux pas que l'on croie que nous sommes contre la gratuité des livres. Mais le gouvernement libéral avait promis cette gratuité. Les autorités libérales du Québec ont violé leur promesse de rendre l'instruction gratuite à tous les niveaux, y compris le niveau universitaire.

C'était une promesse formelle et le peuple pouvait s'attendre que le gouvernement en assumerait entièrement la charge.

Or, qu'est-ce qui se produit aujourd'hui? Le gouvernement provincial enlève un droit et impose un devoir supplémentaire et onéreux aux commissions

scolaires de chez nous. Le gouvernement décide de faire porter le poids de ses promesses aux commissions scolaires en les obligeant à payer une partie de la gratuité scolaire promise par les ministres. Encore une fois, il ne tient pas ses engagements.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ce sur quoi j'ai insisté en présentant la loi, c'est l'obligation de l'État de placer sur un pied d'égalité tous les jeunes aptes et désireux de poursuivre des études, peu importe le degré de fortune des parents ou leur condition sociale. Avoir des familles nombreuses, ce n'est pas un tort, mais il en résulte pour l'État le devoir de veiller à ce que tous les enfants, riches comme pauvres, aient les moyens de bénéficier de l'éducation pour mieux préparer leur vie sans imposer aux parents des charges trop lourdes.

Si le chef de l'opposition prétend que notre loi est antidémocratique, j'espère que nous aurons l'occasion de manifester clairement nos opinions, des deux côtés de la Chambre. La question financière viendra avec le bill 86 qui prévoit des dispositions pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

**M. Johnson (Bagot):** Sous le gouvernement de l'Union nationale, les parents d'un écolier n'avaient à déboursier qu'une somme minime de \$0.50 à \$1 par mois. C'était presque rien, surtout quand l'on sait que les gens dans le besoin en étaient exemptés. Le principe de la gratuité totale à la charge de la population peut conduire à de graves abus, et si ce principe est poussé à l'extrême, nous aboutirons à un système où la liberté subira de graves accrocs.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** L'Union nationale a fait les choses partiellement; nous, nous préférons procéder globalement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Aux États-Unis, ils ont bien la gratuité scolaire.

**M. Johnson (Bagot):** La gratuité est un leurre, car rien n'est gratuit et il y a toujours quelqu'un qui paie. Comme les oiseaux du ciel, le gouvernement viendra manger dans le champ de grain du contribuable foncier. On s'embarque dans un régime que la province n'approuve pas et n'approuvera pas.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Elle l'a approuvé aux dernières élections.

**M. Johnson (Bagot):** C'est le viol de la liberté. On appelle ça un progrès. Mais lorsque ce genre de mesure intervient dans le domaine sacré de l'éducation, c'est le viol de la liberté.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Si vous avez opposition à la gratuité scolaire, dites-le.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le même bill impose l'obligation de fréquenter les écoles jusqu'à l'âge de 15 ans, à compter du mois de juillet 1962. Or, le programme du Parti libéral, approuvé le 22 juin 1960 par la majorité de la population, promettait de forcer les enfants à fréquenter l'école jusqu'à 16 ans. Il manque donc à ses promesses en ne parlant que de 15 ans.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Voulez-vous proposer un amendement imposant cette obligation jusqu'à 16 ans<sup>2</sup>?

**M. Talbot (Chicoutimi)** fait signe que non.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le programme libéral ne promettait pas la fréquentation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans immédiatement. C'est un programme de quatre ans que nous avons proposé. Depuis un an, les libéraux ont mis en œuvre plus de la moitié, peut-être les trois quarts de leur programme. Il faut tout de même en garder un petit peu pour les trois années qui viennent (souriant). Si nous l'appliquions en entier, il nous faudrait élaborer immédiatement un autre programme et aller le faire approuver par le peuple tout de suite, ce qui ne ferait pas l'affaire de nos amis d'en face dont la grande majorité ne reparaitront plus dans cette Assemblée.

Étendre la fréquentation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, bien que ce soit l'objectif du gouvernement, exigerait, en effet, la construction immédiate de 1,200 classes. La mise en vigueur immédiate de cette mesure poserait un problème sérieux. Pour absorber le surplus d'enfants, il faudrait, dès septembre prochain, 800 classes nouvelles. Il ne faut pas oublier, non plus, la pénurie de professeurs. En septembre 1961, les écoles normales seront incapables de subvenir aux besoins ordinaires de l'enseignement, et cela, sans tenir compte de la prolongation jusqu'à 15 ans. Cette dernière exigerait à elle seule, et dès septembre, un nouveau contingent de 1,400 nouveaux professeurs.

**M. Bertrand (Missisquoi):** La loi de l'Union nationale (1959-1960) permettait au gouvernement

de payer 75 % du prix des livres quand la commission scolaire déboursait le solde de 25 %.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** C'était facultatif. Tout dépendait des commissaires. Désormais, la gratuité sera obligatoire.

**M. Tremblay (Maisonnette):** C'est grâce à l'Union nationale si nous avons 15,000 nouvelles écoles depuis 16 ans dans la province. Il réclame la fréquentation obligatoire jusqu'à 16 ans immédiatement.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il n'y a pas assez de locaux actuellement et ça va prendre encore quelques années avant qu'il y en ait assez. Le programme libéral est fait pour quatre ans.

**M. Tremblay (Maisonnette)** insiste.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Alors proposez un amendement.

**M. Tremblay (Maisonnette):** (Regardant M. Talbot) Je le ferais bien, mais je ne sais pas si je suis autorisé à le faire.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Aussitôt qu'on aura le nombre de classes voulu, l'âge de 16 ans sera imposé.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est le développement de l'enseignement sous l'Union nationale qui permet aujourd'hui de rendre obligatoire la fréquentation de l'école jusqu'à 15 ans.

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 82 sans l'amender.

### Loi des subventions à l'enseignement

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles.



**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose: Que le chapitre 61 des Statuts refondus, 1941, remplacé par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 45, soit modifié en remplaçant la section IV et l'article 13 par la section et les articles suivants:

#### "SECTION IV "DIVERSES ÉCOLES SECONDAIRES INDÉPENDANTES

"13. Dans la présente section:

"a) les mots "école secondaire indépendante" désignent toute institution reconnue comme telle, après le premier mai 1961, par le comité catholique ou le comité protestant du Conseil de l'instruction publique et qui n'est pas sous la direction d'une commission scolaire;

"b) le mot "degré" désigne chacune des années successives d'études que comprennent les cours dûment approuvés pour les écoles secondaires ou les "high schools".

"13a. Il est loisible au comité catholique ou au comité protestant, selon le cas, du Conseil de l'instruction publique de reconnaître, aux conditions qu'il détermine, une institution comme école secondaire indépendante.

"13b. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1961, toute école secondaire indépendante qui compte dans ses classes au moins cent étudiants, dont soixante d'un degré supérieur à la neuvième année, reçoit la subvention de base et une subvention additionnelle de soixante-quinze dollars par étudiant.

"Toute autre école secondaire indépendante reçoit une subvention de soixante-quinze dollars par étudiant."

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que cette résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Johnson (Bagot):** Quelles institutions seront avantagées par cette loi?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le pensionnat Notre-Dame-du-Cap, situé au Cap-de-la-Madeleine. Ce projet de loi permettra à des institutions comme le Collège Saint-Laurent ou l'Académie Roussin de bénéficier des subventions accordées à l'enseignement classique.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quel est le nombre de ces institutions?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Une trentaine d'institutions à travers la province sont concernées par cette loi. Le nombre exact dépendra de la façon dont les maisons d'enseignement répondront aux conditions fixées. Le comité catholique du Conseil de l'instruction publique est prêt à reconnaître certaines institutions du genre. Ainsi, ces établissements seront sur le même pied que les collèges classiques, les écoles normales et les instituts familiaux. On veut corriger ici une injustice de la loi actuelle qui semble ignorer des dizaines de

couvents pour jeunes filles, de même que certains collèges qui dispensent, soit le cours général, soit le cours scientifique, soit le cours commercial.

Ces institutions rendent à la province un service analogue à ceux que rendent les institutions déjà subventionnées. Ces institutions sont d'ailleurs nécessaires si l'on veut appliquer sans délai la généralisation de l'enseignement secondaire et la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. Pour bénéficier des subventions, ces institutions doivent évidemment se faire reconnaître par le comité catholique ou le comité protestant. L'assistance prévue est de \$2,000 par degré et \$75 par étudiant. Cette assistance est destinée aux établissements qui donnent un enseignement complet et sont suffisamment bien organisés. C'est pourquoi on demande que l'institution compte au moins 100 étudiants, dont 60 d'un degré supérieur à la 9<sup>e</sup> année. Si elle n'a pas ce nombre d'élèves, l'école ne reçoit qu'une subvention de \$75 par étudiant.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 83 sans l'amender.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 3 heures

#### Motions des députés:

##### Visite du ministre de l'Agriculture de l'Ontario

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** souhaite la bienvenue à M. Goodfellow<sup>3</sup> au nom des ministres et députés ministériels. Il le prie d'accepter

les salutations amicales de la Chambre, des députés et de les transmettre à tous ses collègues.

**M. Johnson (Bagot)** parle au nom des députés de l'opposition. (Souriant) Il lui dit qu'il (M. Goodfellow) est une inspiration pour l'opposition<sup>4</sup>.

#### Projets de loi:

##### Bourses d'études universitaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 84 concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose: Que l'article 2 de la loi facilitant l'accès aux études supérieures (7-8 Elizabeth II, chapitre 13) soit modifié:

a) en remplaçant l'alinéa b par le suivant:

"b) "étudiant": un élève de quelqu'une des institutions visées au paragraphe e ci-dessous, sauf, dans le cas d'un collège classique, un élève inscrit dans une classe inférieure à celle de belles-lettres;"

b) en remplaçant l'alinéa a par le suivant:

"e) "institution": une université de la province de Québec, une institution reconnue comme collège classique par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique, une école régie par la loi de l'enseignement spécialisé, une école de puériculture, une école de garde-malades et toute autre maison d'enseignement déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf, dans tous les cas, une école privée."

La loi se situe dans la perspective générale de la politique d'éducation du présent gouvernement qui est d'assurer, sans considération des moyens financiers, à tous les jeunes gens et jeunes filles qui en ont l'aptitude et le désir, l'accès à tous les niveaux et à tous les types d'études. Ainsi, jusqu'à la 11<sup>e</sup> année, c'est la gratuité complète de l'enseignement et des manuels. Après la 11<sup>e</sup> année, c'est l'élargissement du système de bourses existant. Les élèves des quatre classes supérieures des collèges classiques pourront bénéficier de bourses de même que tout élève d'une université de la province de Québec, d'une institution reconnue comme collège classique par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique à partir de "belles-lettres", d'une école régie par la loi de l'enseignement spécialisé, d'une école de puériculture, d'une école de garde-malades et de toute autre maison d'enseignement déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sauf, dans tous les cas, d'une école privée au sens de la loi des écoles professionnelles privées.

Le bill veut corriger une injustice flagrante. Le gouvernement va consacrer à cet effet une somme de \$750,000 cette année. Le nombre actuel des étudiants des classes de "belles-lettres", "rhétorique" et "philosophie" est de 11,577. La législation fait suite à une étude faite par un comité formé l'année dernière sous le gouvernement de l'Union nationale. Les étudiants des collèges classiques peuvent bénéficier présentement de plusieurs bourses provenant de l'initiative privée. Le projet de loi répond à un besoin.

Les statistiques démontrent que les classes sociales les moins fortunées sont les moins bien représentées au collège classique. La gratuité de l'enseignement secondaire va amener un nombre de plus en plus grand d'étudiants de familles moins fortunées à poursuivre le cours classique. Premier correctif apporté par le gouvernement: l'institution des allocations scolaires par le bill no 50. Deuxième correctif: l'accès aux bourses d'études.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le bill no 34 vient à la suite d'une étude que j'ai personnellement fait faire du problème des bourses. Dans le passé, seuls les étudiants universitaires avaient droit aux bourses. L'an dernier, j'ai demandé à Mgr Pierre Décary, président de la Fédération des collèges classiques, d'établir les frais de scolarité et de pension des étudiants universitaires dans les collèges classiques et de me présenter un rapport. Il a soumis son rapport dont l'original a été conservé au département de l'Instruction publique.

Et je dois rendre hommage à la qualité de l'étude qui fut faite par la Fédération des collèges classiques. Le travail fut très bien fait et il a sûrement aidé le gouvernement actuel dans la préparation de ce projet de loi soumis à la Chambre. Le rapport se concrétise par cette mesure qui va bénéficier aux étudiants de "belles-lettres", "rhétorique" et des deux "philosophies". Nous appuierons sûrement cette mesure, puisque nous en avons été les instigateurs. En 14 ans, le gouvernement de l'Union nationale a accordé \$25,000,000 aux bourses d'études.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je pourrais reprocher au gouvernement précédent de n'avoir rien fait dans ce domaine, pendant 10 ou 15 ans. Pourquoi a-t-il écarté systématiquement les collèges classiques du régime des bourses? Je me contenterai de dire que nous constatons les besoins d'aujourd'hui et que le gouvernement présente cette nouvelle mesure parce qu'il s'est rendu compte que l'attribution des bourses aux élèves des classes supérieures des collèges classiques est devenue une nécessité.

Ces bourses compléteront en quelque sorte les allocations scolaires de \$100 payées aux garçons et filles qui fréquentent le collège classique à l'âge de 16 et 17 ans. Le bill 34 complète cet ensemble cohérent. Il rend hommage à la Fédération des collèges classiques dont les documents ont servi de base à la préparation de la nouvelle loi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Si l'Union nationale n'a rien fait dans le domaine des bourses aux collèges classiques, c'est qu'il fallait commencer par le commencement. Il lui a fallu d'abord remédier à la pénurie grave d'aide financière aux élèves des autres niveaux de l'enseignement. Mais l'Union nationale a instauré un système de bourses sur une grande échelle. Pour la seule année 1959, elle a accordé pour \$1,712,000<sup>5</sup> de bourses d'études.

Nous avons fait plus que tout le monde. D'ailleurs, si le gouvernement actuel peut présenter cette mesure, c'est grâce à ce que nous avons fait durant 16 ans. Dès l'an dernier, nous avons décidé, en principe, d'établir ces bourses aux élèves des collèges classiques.

**M. Bertrand (Missisquoi):** La Chambre devrait rendre hommage aux institutions privées et aux bienfaiteurs. En 1959, 6,857 étudiants des classes de Belles-Lettres en montant, soit 33 %<sup>6</sup> des étudiants de ces classes, ont reçu \$896,309 en bourses d'études dans la province de Québec.

**M. Talbot (Chicoutimi)** fait retrancher du nouvel article les trois dernières lignes se lisant comme suit: "au sens de la loi des écoles professionnelles privées (Statuts refondus, 1941, chapitre 64, remplacé par l'article 1 de la loi 7-8 Elisabeth II, chapitre 9)".

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **École d'agriculture d'Oka**

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats intervenus entre le ministère de l'Agriculture et toutes personnes, société ou corporation ou encore la Firme Collette Frère, ltée, relativement à l'exécution des travaux de construction de l'École d'agriculture d'Oka, à Oka, comté de Deux-Montagnes.

Adopté.

**L'honorable M. Courcy (Abitibi-Ouest)** dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document. (Document de la session no 152)

À 6 heures, la séance est suspendue.

#### **Reprise de la séance à 8 heures<sup>7</sup>**

#### **Projets de loi:**

##### **Droit de vote aux élections scolaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 conférant aux parents le droit de vote aux élections scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le titre est trompeur parce que le bill ne renferme qu'un article relativement à ce droit de vote des parents, tandis qu'il en comporte une foule d'autres qui se rapportent au code scolaire. Ce projet de loi a pour but de faire reconnaître dans les faits le rôle actif que doivent jouer les parents dans l'éducation de leurs enfants. À cette fin, il étend au père et à la mère d'un enfant de 18 ans, ou moins, le droit de vote aux élections scolaires. Par la même loi, le gouvernement donne le droit de vote également au conjoint (mari ou femme) du propriétaire.

Ce projet de loi met fin à un régime qui existait depuis 100 ans et qui réservait l'élection des commissaires d'écoles aux seuls propriétaires de biens-fonds dans la municipalité. À l'époque où notre province était presque entièrement rurale, la qualité de propriétaire coïncidait presque toujours avec celle du chef de famille.

Mais avec l'urbanisation de notre province, il y a longtemps qu'un très grand nombre de pères de famille ne sont pas propriétaires et, par conséquent, sont privés de toute participation aux élections scolaires. Le bill 85 corrige cette anomalie.

Par ailleurs, le droit de devenir commissaire est étendu au conjoint du propriétaire. Il est assez fréquent dans nos villes que la propriété soit inscrite au nom de l'épouse. Le projet de loi aura pour effet de donner au mari, en pareil cas, le droit de devenir propriétaire.

La situation inverse pourrait et devrait même se produire. Il exprime le vœu que, dans le cas où le mari est propriétaire, la femme s'intéresse à la chose scolaire et puisse contribuer à l'administration de nos écoles et à l'éducation de nos enfants, en devenant commissaire.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 10 qui se lit comme suit:

"122. Sont éligibles à la charge de commissaire ou de syndic d'écoles, les curés catholiques romains et les ministres du culte d'une autre croyance religieuse desservant la municipalité scolaire et les personnes domiciliées dans la municipalité depuis au moins douze mois, sachant lire et écrire, habiles à voter en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 125 et ayant acquitté avant le premier juin toutes leurs cotisations scolaires.

Le deuxième paragraphe de l'article 10 est amendé et se lit désormais comme suit:

"122. Sont éligibles à la charge de commissaire ou de syndic d'écoles, les personnes domiciliées dans la municipalité depuis au moins douze mois, sachant lire et écrire, habiles à voter en vertu des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 125 et ayant acquitté avant le premier juin toutes leurs cotisations scolaires, ainsi que les curés catholiques romains et les ministres du culte d'une autre croyance religieuse desservant la municipalité scolaire.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Jusqu'ici les élections avaient lieu au cours d'une assemblée populaire. Un des autres aspects du projet de loi, c'est de permettre la subdivision en quartiers du territoire dépendant de la commission scolaire, afin que chaque quartier puisse désigner un des commissaires. Il importe de noter qu'on ne donne pas, aux parents qui ne sont pas propriétaires, le droit d'être nommés membres de la commission des écoles.

Depuis plus d'un siècle, seuls les propriétaires fonciers devaient choisir les commissaires. Le bill no 85 fixe la procédure à suivre pour dresser la liste électorale. Cette dernière devra être confectionnée par le secrétaire-trésorier chaque année avant le 1<sup>er</sup> avril. La commission scolaire se chargera de la révision. On pourra interjeter appel devant la Cour de district.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le rôle de président des élections sera rempli par le secrétaire-trésorier et non plus par un simple contribuable; en cas d'absence du secrétaire-trésorier, le président de la commission des écoles présidera les élections.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** voudrait qu'on prévienne aussi l'absence possible du président de la commission.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le projet de loi stipule que le scrutin aura lieu le deuxième lundi de juin et non plus le deuxième lundi de juillet. Pourquoi? Il donne deux raisons: 1. Les élections doivent avoir lieu avant que les gens gagnent leur chalet pour les vacances d'été. Ce changement permettra à un plus grand nombre de citoyen de voter car, alors, l'exode vers les chalets n'est pas commencé; 2. Il faut donner aux nouveaux commissaires la possibilité d'approuver le budget du nouvel exercice financier qui commence le 1<sup>er</sup> juillet.

L'amendement est adopté.

L'article 19, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 11 à 27 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 85 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi de l'instruction publique**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le

bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité siège durant quelque temps et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Lechasseur (Verchères)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose: 1. Que l'article 521 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), remplacé par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 42 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, soit de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Les pensions inférieures à trois mille dollars et les demi-pensions inférieures à mille cinq cents dollars, accordées avant le 31 mars 1961, sont majorées à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961 dans les proportions suivantes: (Voir le tableau à la colonne suivante)

<i>Pension accordée</i>	<i>Majoration</i>
Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1940 .....	30 %
Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1940 et le 31 décembre 1944.....	24 %
Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1945 et le 31 décembre 1949.....	18 %
Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1950 et le 31 décembre 1954.....	12 %
Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1955 et le 31 décembre 1959.....	6 %
Entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1960 et le 31 mars 1961 .....	3 %

Toutefois, cette majoration doit être limitée de façon à ne pas porter la pension à plus de trois mille dollars, ni la demi-pension à plus de mille cinq cents dollars. Les dispositions du deuxième alinéa du présent article ne s'appliquent qu'après cette majoration."

Adopté.

2. Que l'article 523 de ladite loi, remplacé par l'article 43 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, soit abrogé.

Adopté.

3. Que l'article 524 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 7 George VI, chapitre 14, et remplacé par l'article 44 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, soit de nouveau modifié en retranchant dans les première et deuxième lignes du premier alinéa les mots "et moins de vingt ans".

Adopté.

4. Que l'article 531 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la septième ligne, les mots "les cinq dernières" par les mots "trois des cinq".

Adopté.

5. Que l'article 533 de ladite loi, remplacé par l'article 47 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 9, soit modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne, après le mot "l'enseignement" les mots "et toute personne munie d'un diplôme ou brevet de capacité pour l'enseignement";

b) en ajoutant à la fin de ce qui suit: "La personne munie d'un diplôme ou brevet visée au présent article est réputée fonctionnaire de l'enseignement pour les fins de l'article 525".

Adopté.

6. Que ladite loi soit modifiée en insérant après l'article 534, le suivant:

"535. Si une veuve, fonctionnaire de l'enseignement, meurt après vingt ans de service ou alors qu'elle est à la retraite, ses enfants âgés de

moins de dix-huit ans reçoivent jusqu'à cet âge la moitié de la pension à laquelle elle a droit."

Adopté.

7. Que les articles 539 et 540 de ladite loi soient abrogés.

Adopté.

8. Que l'article 542 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"542. Toute personne légalement autorisée à enseigner dans les écoles publiques de la province, mais qui est empêchée d'y enseigner parce qu'elle exerce des fonctions au service d'une association nationale ou provinciale d'éducation, reconnue comme telle par la Commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement, peut être considérée comme fonctionnaire de l'enseignement pour les fins de la huitième partie de la présente loi, à la condition que la retenue prescrite à l'article 541 soit transmise chaque année au département de l'instruction publique."

Adopté.

9. Que l'article 544 de ladite loi soit abrogé.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique.

### En comité<sup>8</sup>:

Présidence de M. Lechasseur (Verchères)

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie le septième paragraphe de l'article 12 qui se lit comme suit:

"256c. Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, pour l'établissement et l'administration de la caisse de retraite, faire toute entente avec une

compagnie de fidéicommis ou un gouvernement qui émet des rentes viagères."

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** fait amender l'article pour que l'entente en question soit au préalable approuvée par le surintendant des Assurances.

Le septième paragraphe de l'article 12 est amendé et se lit désormais comme suit:

"256c. Les commissaires ou les syndics d'écoles peuvent, pour l'établissement et l'administration de la caisse de retraite, faire toute entente avec une compagnie de fidéicommis ou avec une compagnie d'assurance ou un gouvernement qui émet des rentes viagères et cette entente ne devient en vigueur qu'après approbation par le surintendant des Assurances."

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le personnel de l'enseignement technique et professionnel relevant de son département aura maintenant droit à une pension au même titre que les autres membres du personnel de l'enseignement. D'autre part, les membres du corps professoral, qui se mettent au service d'une association nationale ou provinciale s'occupant d'éducation et reconnue par les administrateurs de la caisse de retraite et y sont les réguliers, conservent le droit à une pension.

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 13 à 24 sont adoptés.

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 25 qui se lit comme suit:

"SECTION VIII  
DU BUDGET- DES INSPECTEURS-  
VÉRIFICATEURS

### §1. Du budget

"356. Entre le quinze et le trente juin, toute commission scolaire doit préparer et soumettre au ministre de la jeunesse et au surintendant de l'Instruction publique son budget pour la prochaine année scolaire. Ce budget est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par eux."

**M. Bertrand (Missisquoi)** s'objecte à l'article qui, dans l'énumération des devoirs des inspecteurs

d'écoles, supprime l'obligation d'examiner les comptes des secrétaires-trésoriers de la commission scolaire. L'article 25 confie cette tâche aux inspecteurs-vérificateurs. Pourquoi on diminue les pouvoirs des inspecteurs d'écoles?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Cet article, en définitive, étend le régime des inspecteurs-vérificateurs qui existait déjà à l'état embryonnaire.

Les inspecteurs d'écoles sont des spécialistes de l'enseignement et ne sont pas toujours en mesure de conseiller les secrétaires-trésoriers sur la façon de tenir leurs livres. C'est un amendement apporté à la demande des secrétaires-trésoriers qui veulent être conseillés.

**M. Bellemare (Champlain):** L'inspecteur d'écoles était un modérateur et un bon conseiller, même en matière de finance. Il y a eut, dans le passé, des luttes menées pour que les inspecteurs d'écoles ne soient pas nommés par le gouvernement parce qu'ils jouent un rôle extraordinaire au point de vue sagesse... alors que les inspecteurs-vérificateurs seront nommés pour leur affiliation politique.

**M. Johnson (Bagot)** demande que le ministère de la Jeunesse ne se fourne pas le nez dans les affaires des commissions scolaires.

Ce domaine devrait être réservé à la Commission municipale du Québec. Les grandes révolutions commencent par des changements dans de petits articles.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest) et l'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** C'est ce ministère qui paie.

**M. Johnson (Bagot)** compare la situation dans ce domaine avec celle qui existe dans le champ des relations entre Ottawa et la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Gardez votre salive pour la route transcanadienne, ce soir.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** L'examen des budgets à l'instruction publique se fait déjà au ministère.

L'article 25 est adopté.

Les articles 26 à 52 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 87 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi)** interroge le ministre des Travaux publics. La maison des princes Murat, achetée par la province, a été offerte à la ville de Paris pour en faire un musée Napoléon III, et la ville l'a refusée.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** L'immeuble est situé dans le septième arrondissement à Paris. Le gouvernement a acheté cette maison du prince Charles de Murat par l'entremise de M. John Arthur Tiffen. Cet hôtel



particulier est situé près de l'hôtel Matignon, des ministères et des ambassades de Tunisie, de Suède, de Russie et d'autres pays.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement a payé trop cher à \$280,000, si l'on considère qu'il faudra dépenser une somme équivalente pour la remettre en état. Il s'agit d'une cambuse craquelée, indigne de loger la délégation du Québec.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement a demandé qu'un expert aille visiter le site qui a été jugé être en parfaite condition.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le gouvernement de l'Union nationale a payé \$340,000<sup>9</sup> pour l'hôtel Château Normandie, en face du Château Frontenac, l'an dernier. Le gouvernement de l'Union nationale a vigoureusement défendu la transaction de la province.

**M. Talbot (Chicoutimi):** (Produisant des photographies de l'édifice) Cette maison est vieille et n'a aucune valeur d'ancienneté, ayant été construite en 1856. Elle est la propriété des princes Murat depuis 1900, et sa rénovation va coûter à la province environ \$300,000.

Cette maison a été construite à une mauvaise époque, sous Napoléon III, l'époque du mauvais goût. Dans le temps, elle était entourée de vastes terrains, mais depuis, tout a été morcelé. Il n'y a pas de place pour le stationnement et la maison est "lézardée, craquée". Elle n'est pas située à l'endroit idéal pour l'usage que le Québec veut en faire. La Maison du Québec se trouve dans un quartier résidentiel, alors qu'elle aurait dû être située dans le quartier des affaires, et elle n'est ni centrale ni facile d'accès.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il est faux de prétendre que la maison est craquelée. À la suite du discours du conseiller législatif Gérald Martineau, l'autre jour, j'ai téléphoné moi-même immédiatement à Paris pour vérifier la condition des murs. On m'a répondu que c'était complètement faux. Il est faux de dire que la maison est lézardée.

(Agitant une photographie de la structure récemment achetée) Elle est en parfaite condition.

La somme payée à la Chambre est raisonnable si l'on considère les dimensions, les conditions et l'emplacement. Québec veut avoir dans la capitale française des logements qui respectent l'importance des relations qui doivent exister entre

notre ancienne mère patrie et le seul État français en Amérique du Nord.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Cette maison en était d'abord une d'un seul étage. Par la suite, on a ajouté un étage et, plus tard, un troisième. Elle est plus haute que les autres et elle n'est pas en harmonie avec l'aspect esthétique du quartier. Je ne dis pas ça pour blâmer le ministre, mais je dis cela parce que je soutiens qu'elle a été payée trop cher et qu'elle va coûter trop cher à la province en rénovations. On aurait pu louer des bureaux ailleurs, ce qui aurait tout aussi bien fait l'affaire, en attendant de trouver quelque chose de plus convenable.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Lorsque nous avons décidé d'avoir un représentant officiel à Paris, nous avons songé qu'il fallait que le seul État français d'Amérique soit représenté en France. Nous avons, à ce moment, envoyé à Paris un expert, en la personne de M. Désy, accompagné de M. Lussier, afin d'étudier les moyens de loger convenablement les membres de notre délégation. Après consultation par téléphone, nous avons jugé que la proposition qui nous était faite était convenable et nous avons acheté la maison. Nous avons cru préférable de loger la délégation québécoise dans une partie de Paris renommée pour ses ambassades et ses maisons d'enseignement, etc., plutôt que située dans un quartier commercial parmi les grands magasins.

**M. Johnson (Bagot):** Est-ce qu'elle est située sur la rive gauche?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non! Elle est située en face de l'archevêché. En achetant cette maison, en décidant d'avoir un représentant permanent à Paris, nous avons voulu mettre l'accent, à un très haut degré, sur les relations commerciales, artistiques et culturelles que nous entretenons avec la France. Nous avons également cru que nous n'avions pas le droit d'avoir l'air, à côté des autres ambassades, des parents pauvres. Nous avons cru enfin devoir avoir à Paris une résidence digne des Canadiens français. Le chef de l'opposition a parlé de lézardes. Il n'y a pas de lézardes.

**M. Johnson (Bagot):** Pas de mites non plus...?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non! Parce que le député de Bagot n'y a pas encore mis les pieds. L'inauguration, l'ouverture officielle de

la maison du Québec à Paris aura lieu en septembre. Le troisième étage servira aux réunions d'ordre culturel, commercial et artistique. Je considère qu'il s'agit non seulement d'un achat justifié, mais d'un achat nécessaire à cause de nos relations culturelles avec la France. Nous sommes très satisfaits de cette maison.

Nous en sommes fiers. Il s'agit non seulement d'un achat justifié, mais d'un achat nécessaire. J'ai rencontré depuis quelques semaines un grand nombre de représentants français. Tous m'ont félicité de l'achat de la province. J'aime mieux me fier au jugement de ces gens qu'à celui du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement du Québec est présentement en train d'étudier les plans pour le nouveau palais de justice de Montréal.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Est-ce que l'emplacement du futur palais de justice de Montréal est choisi?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** La Commission d'embellissement de la cité de Montréal a étudié des projets, et elle en discute avec les autorités de la métropole pour faire un choix. Le président du comité exécutif, M. Lucien Saulnier, a fait une demande pour obtenir une réunion avec les autorités provinciales.

Nous croyons pouvoir nous rendre à son désir bientôt, après la session du Parlement, et l'emplacement du nouveau palais de justice sera révélé à ce moment-là.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Y a-t-il lieu d'espérer que le chantier s'ouvrira d'ici six mois, demande-t-il?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** C'est difficile de donner une réponse définitive maintenant.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'administration municipale montréalaise a demandé qu'on lui donne, par arrêté ministériel, la permission de conclure une entente avec la Commission fédérale de l'habitation.

L'autorisation a été accordée. Les dirigeants de la métropole pourront exposer leurs plans à Ottawa et signer un accord, en tenant compte des projets que la Commission d'embellissement examine maintenant en collaboration avec l'Hôtel de Ville de Montréal.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Les bureaux de l'administration provinciale, au no 89 Est, rue Notre-Dame dans la métropole, pourraient-ils être déménagés de façon qu'on puisse démolir l'édifice les abritant et faciliter ainsi la circulation dans le secteur?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Je prends note de la remarque, dit-il. Il apprécie la suggestion.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** C'est un mauvais système d'acquérir les vieilles choses des autres. Dans le cas présent, ces vieilles bâtisses ont été payées trop cher.

On devrait plutôt installer un centre civique dont l'agglomération, la deuxième plus grande ville française du monde, pourrait être fière, que d'acheter les vieux édifices du Canadian National Railway (C.N.R.)

Il n'est pas nécessaire que ce soit dans Montréal-Saint-Jacques. Si le gouvernement provincial a besoin d'un terrain, il y en a dans Maisonneuve.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Dans trois ans, les sommes d'argent épargnées en loyer défraieraient le coût des bâtiments.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** C'est ça, achetez les cochonneries des Chemins de fer nationaux, et pendant ce temps-là, ils se bâtissent des hôtels Reine-Élisabeth avec notre argent.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** L'argent que le gouvernement du Québec va épargner sur les loyers pourra couvrir le coût des bâtiments dans trois ans.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Je le répète, on songe à démolir certaines bâtisses près du vieux palais de justice de façon à ce que, ces édifices éliminés, on puisse faciliter la circulation qui est particulièrement compliquée à cet endroit.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de treize millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** On construit maintenant une nouvelle sorte de tunnels. Il s'agit de voies souterraines qui épousent la forme d'un immense tube. Un tunnel de ce genre a été construit sous la rivière Fraser, en Colombie-Britannique. La première expérience de ce genre a été faite sous la rivière Mersey à Liverpool. Il s'agit d'une espèce de tunnel suspendu. Les tubes sont préfabriqués. Des représentations m'ont été faites à l'effet que le coût de construction de ces tunnels est de beaucoup inférieur à celui d'un pont, et le gouvernement a pensé étudier la question sous tous ses aspects, afin de voir s'il peut sauver de l'argent à la Corporation du pont de Trois-Rivières.

**M. Bellemare (Champlain):** Les crédits des Travaux publics ne prévoient rien pour la construction du pont de Trois-Rivières. Quelle somme le ministre de la Voirie a mise de côté pour l'édification de cet ouvrage?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous ne savons pas encore si ce sera un pont ou un tunnel à Trois-Rivières. Nous attendons le rapport des ingénieurs qui enquêtent actuellement.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Il n'en est qu'au stade des études. Deux groupes d'ingénieurs sont au travail. Les ingénieurs consultants qui travaillent sur le projet du pont vont bientôt présenter leur rapport au gouvernement.

**M. Bellemare (Champlain)** renouvelle sa demande. Est-ce la Corporation du pont de Trois-Rivières qui se chargera des travaux?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Elle vient de réclamer un délai supplémentaire. Ottawa le lui accordera.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri)<sup>10</sup>:** Les députés de l'opposition étaient muets quand ils étaient au pouvoir et aujourd'hui, ils semblent vouloir se dédommager pour leurs années de silence et fiers de pouvoir dire un mot, surtout avec un groupe comme le gouvernement actuel qui les laisse parler. On entend tous les députés de l'opposition qui se pensent encore au pouvoir. Si je me rappelle bien, un ancien premier ministre, M. Maurice Duplessis, a dit à la population du Saint-Maurice: "Si vous voulez le pont de Shawinigan, éliez un député qui pourra le demander."

**Des députés de l'opposition** protestent.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri):** Je vais dire comme le premier ministre du temps à la population trifluvienne, si vous voulez avoir quelque chose dans votre comté, si vous voulez un pont, tâchez d'élire un député qui vous le donnera. Si Trois-Rivières ou le Cap veut avoir quelque chose, qu'il nous donne un député qui pourra le demander. Depuis sept mois, ces gens passent leur temps à faire de la critique. L'opposition fait de l'obstruction.

**M. Bellemare (Champlain)** crie au scandale. Alors, c'est ce que les gens de Trois-Rivières doivent faire pour avoir leur pont. Vingt-deux députés ministériels n'ont pas ouvert la bouche depuis novembre dernier! Ils observent la consigne du silence.

**M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri):** Il y en avait 72 dans votre temps qui étaient muets.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Pendant la campagne électorale, dit-il, j'ai pris le même engagement. Les députés de Trois-Rivières et de Champlain peuvent être assurés que nos engagements seront tenus, peu importe que les deux comtés (Champlain et Trois-Rivières) soient représentés par des députés de l'Union nationale ou du Parti libéral.

Ça ne me fait ni chaud ni froid. J'ai pris des engagements vis-à-vis de la population de la Mauricie et ils seront tenus. Lorsque l'on aura décidé ce qui sera construit, je laisserai aux députés de Champlain et de Trois-Rivières le soin de s'entendre pour savoir si la construction aura lieu à Trois-Rivières ou au Cap.

**M. Bellemare (Champlain):** Il n'y a pas de crainte à avoir à ce sujet, il n'y aura pas de chicane. Il demande si le député de Montréal-Saint-Henri a donné une raison valable et si on a omis d'inscrire des crédits au budget parce que les députés de la région sont pour la plupart de l'Union nationale.

**L'honorable Cournoyer (Richelieu):** Le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde) a tout simplement rappelé des déclarations de l'ancien premier ministre.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** se lève.

**Des députés:** Coin! Coin! Coin!

**Des députés ministériels** manifestent.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je ne crois pas, M. le président du comité plénier de la Chambre, que

vous puissiez être bien renseigné en entendant de tels cris d'animaux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne pense pas que le représentant de Trois-Rivières ait le droit d'employer cette expression offensante. Il exige que le député de Trois-Rivières retire ses paroles.

**M. le président** somme le député de Trois-Rivières de retirer ses paroles.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** consent<sup>11</sup>. Le député de Montréal-Saint-Henri a dit que si la population de Trois-Rivières désirait un pont, il lui conseillait de se débarrasser du député actuel. Je veux aller plus loin. Si le gouvernement actuel s'engage à remplir toutes les promesses électorales qu'il a faites, à remplir les promesses faites par le candidat libéral lors des dernières élections, s'il veut commencer à construire un pont ou un tunnel immédiatement après qu'il aura le rapport, je suis prêt à abandonner mon siège. La population aura alors ce qu'on lui a promis.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Toutefois, le gouvernement ne veut pas dépenser plus d'argent qu'il ne faut. On m'a représenté qu'un tunnel suspendu coûte de beaucoup meilleur marché qu'un pont. Nous étudions la possibilité. Je crois que ce n'est pas un délai de quelques semaines ou de quelques mois qui nous justifierait de procéder à la hâte et de ne pas choisir le projet le plus avantageux.

Je m'engage de nouveau à proposer une loi dès que la chose sera possible. Que ce soit un tunnel ou un pont, ce qui importe, c'est de prendre les moyens pour qu'il ne craque pas comme le pont Duplessis!

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Le chef du gouvernement est mal venu de parler d'un pont qui s'effondre, alors qu'une partie de l'École normale de Trois-Rivières, qu'il faisait lui-même bâtir, s'est écroulée récemment.

**M. Bellemare (Champlain):** Ce n'est pas gentil de sa part et je ne croyais pas que le premier ministre pourrait se permettre une telle remarque.

**M. Johnson (Bagot):** Surtout lui qui achète des maisons craquées.

**M. Bellemare (Champlain):** Le premier ministre a été ministre du Grand Nord, et membre du

gouvernement fédéral qui a construit un pont au Yukon et ce pont s'est écroulé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce fut la conséquence d'une inondation terrible et d'un embâcle, tandis que le pont Duplessis est tombé par une belle nuit étoilée.

**M. Bellemare (Champlain):** Comme ministre de ce gouvernement, le premier ministre en portait la responsabilité comme ses collègues. Le pont du Yukon a craqué, lui aussi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'est écroulé!

**M. Bellemare (Champlain):** Il a craqué! J'ai des photos! L'Union nationale n'a pas empêché la construction du pont de Trois-Rivières. La mise en chantier du projet a été retardée pour des motifs d'ordre économique et autres. Une des raisons majeures du retard, c'est que le gouvernement d'Ottawa a obligé la Corporation du pont de prévoir une travée centrale plus longue, afin de dominer deux chenaux, à cause de la canalisation du Saint-Laurent, ce qui aurait augmenté sensiblement le coût du pont. Le premier ministre Lesage était membre de ce gouvernement. C'est là qu'il a "chenaillé" le pont. C'est le premier ministre qui l'a fait "chenailler".

**M. Cournoyer (Richelieu):** Jamais le gouvernement fédéral n'a exigé deux chenaux.

**M. Bellemare (Champlain):** Nous avons une lettre officielle à cet effet.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Nous étudions la question. Nous avons fouillé tous les dossiers pour retrouver les études que l'Union nationale aurait faites pendant 10 ans. Nous n'avons absolument rien trouvé. Un pont ou un tunnel a été promis et il sera construit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La population peut être assurée que nous tiendrons notre engagement: le pont sera construit.

**M. Bellemare (Champlain):** En somme, il n'y a rien dans le budget.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il ne saurait y avoir quoi que ce soit dans le budget si c'est la Corporation du pont qui doit construire.

**M. Bellemare (Champlain)** rappelle au premier ministre une déclaration faite à une délégation du cœur du Québec, à l'effet qu'il s'engageait à présenter une loi dès la prochaine session à ce sujet.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne sais pas encore si ce sera un pont ou un tunnel.

**M. Bellemare (Champlain):** Pourquoi le premier ministre s'est-il engagé alors?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je me réengage ce soir.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre des Travaux publics peut assurer la population que, dès qu'on sera prêt à commencer les travaux, le gouvernement va prendre des dispositions pour qu'ils débutent immédiatement?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas la responsabilité du ministre des Travaux publics, mais du ministre des Finances. Deux firmes d'ingénieurs étudient le dossier, et j'ai dit que le jour où les ingénieurs auront fait rapport et que je saurai si ce sera un pont ou un tunnel, je rencontrerai les officiers de la Corporation du pont de Trois-Rivières pour prendre arrangement avec eux.

Si un arrangement est conclu avec la Corporation, je devrai présenter aux Chambres un projet de loi par lequel le gouvernement garantira les emprunts qui seront faits par la Corporation en vue de la mise en chantier de l'une ou l'autre traverse routière. Cependant, je ne demande pas une session spéciale de l'Assemblée législative pour ce dossier.

**M. Bellemare (Champlain):** Vous l'avez déjà promis.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Nous ne saurions agir sérieusement avant d'avoir tous les rapports.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La province économisera \$3,000,000 en choisissant le projet de l'île aux Tourtes plutôt que celui de l'île aux Vaches pour la construction de la route transcanadienne. Ce dernier projet aurait coûté \$21,000,000 à la province, tandis que celui de l'île aux Tourtes n'en coûtera que \$18,000,000.

**M. Johnson (Bagot)** pose une question.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** On construira les ponts de la route transcanadienne; on procédera au doublage des ponts Galipeault et Taschereau qui ne coûtera que \$2,000,000. On érigera le pont Charlemagne dans l'Assomption au coût de \$300,000, le pont du Cap-d'Espoir dans Gaspé-Sud, le pont de Deschaillons dans Lotbinière, le pont de Petite-Rivière à Québec au coût de \$250,000, les ponts Franklin et du Sacré-Cœur-de-Jésus dans le Saguenay.

**M. Bertrand (Missisquoi)** attire l'attention de la Chambre sur la nécessité de reconstruire le pont à péage entre Lacolle et Noyan (Missisquoi) sur la route no 52.

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):** Il faut une loi pour que le gouvernement provincial achète ce pont, le remplace et abolisse le péage. Quant à la reconstruction du pont de Terrebonne, elle est à l'étude.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente et un millions sept cent treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Route trans-canadienne (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi)** interroge le ministre de la Voirie sur les travaux que le gouvernement entend faire sur la route Trans-Canada cette année, avec la somme de \$31,713,000 prévue au budget, dans les immobilisations.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La route aura 398 milles de longueur d'une frontière à l'autre et, selon la loi, elle devrait être terminée pour le mois de septembre 1963<sup>12</sup>, mais le ministre des Travaux publics d'Ottawa m'a donné l'assurance que l'entente serait prolongée dans le cas de la province de Québec jusqu'en 1965 et 1966 si nécessaire, dit-il.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quels travaux seront faits cette année et sur quelle section?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La plupart des travaux de cette année seront faits sur la route 9 actuelle et sur le boulevard Métropolitain. Nous commencerons à Drummondville, en direction

de Saint-Hyacinthe et de Belœil, puis nous ferons les travaux en direction de Québec. Il y aura quatre voies entre Saint-Hyacinthe et Belœil. Et quand les plans d'un pont ou d'un tunnel, pour traverser le fleuve en direction de Montréal et pour relier Boucherville à la portion est de l'île de Montréal et le boulevard Métropolitain seront prêts, nous construirons un embranchement de Belœil à un endroit, aux environs de Boucherville.

**M. Talbot (Chicoutimi)** pose une question.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le gouvernement dépensera \$58,000,000<sup>13</sup> cette année pour ses travaux.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Quel sera le tracé général?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le tracé général sera de Pointe-Fortune à la frontière de l'Ontario, jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons déjà cinq routes entre les deux frontières. Y aura-t-il un tracé nouveau? Va-t-on changer le tracé de la route 9?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je ne peux pas dire plus qu'il n'y a dans l'entente entre les deux gouvernements à ce sujet, entente qui a été signée à Ottawa le 28 octobre 1960. L'entente prévoit que la route transcanadienne partira de la frontière du Nouveau-Brunswick, suivra la route numéro 2 jusqu'à Rivière-du-Loup puis, de là, suivra de nouveau la route numéro 2 jusqu'à un point au sud-est de Lauzon. La route passera au sud de Lévis, de Saint-David et de Saint-Romuald, traversera la rivière Chaudière et suivra ensuite la route 9 jusqu'à Belœil. Sur la rive sud, la route transcanadienne passera par l'île aux Tourtes, par Vaudreuil, et suivra la route 17 jusqu'à la frontière de l'Ontario.

**M. Talbot (Chicoutimi)** pose une question.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La voie numéro 9 sera doublée cette année entre Saint-Hyacinthe et Belœil, mais elle ne le sera pas entre Saint-Hyacinthe et Saint-Nicolas. Nous ne pouvons pas tout faire la même année.

**M. Johnson (Bagot)** plaide pour que la route 9 soit doublée cette année jusqu'à Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** J'ai rencontré, dit-il, les représentants des corps publics de Saint-Hyacinthe qui ont pris connaissance des projets à être réalisés. Tous se sont déclarés satisfaits. Nous doublons la partie de Belœil vers l'est où se fera le raccordement.

Nous voulons que la route soit doublée jusqu'au raccordement avec la route Trans-Canada. Il en résultera qu'à partir du point de raccordement, il y aura six voies, et 90 % des passages à niveau et des intersections, sur la route transcanadienne, seront éliminés, au moyen d'étagements.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** demande au ministre de la Voirie s'il a pris connaissance d'une requête, à l'effet que, rendu à Trois-Rivières, on traverse sur la rive nord pour rejoindre la route no 2 jusqu'à Québec?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Je n'ai pas vu de requête, dit-il, à ce sujet. D'ailleurs, Ottawa n'accepterait pas ce projet, parce que les plans conjoints prévoient qu'on doit prendre la route la plus courte.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Comme cela, nous n'aurons jamais la route Trans-Canada à Trois-Rivières?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Il n'est pas impossible qu'il y ait un jour une deuxième route Trans-Canada. Mais nous allons d'abord construire la première. On commence déjà à parler de la possibilité d'une deuxième route transcanadienne. Je me suis entretenu de la chose avec le premier ministre Frost, de l'Ontario, dernièrement. Je sais également que le premier ministre Bennett, de Colombie-Britannique, est très intéressé et qu'il essaie d'intéresser les fonctionnaires du fédéral à un tel projet. Mais nous, dans le Québec, il faut d'abord bâtir notre première route transcanadienne, qui a retardé de 10 ans, avant de songer à en commencer une deuxième.

**M. Tremblay (Maisonnette)** proteste contre le fait que la route transcanadienne empruntera le boulevard Métropolitain de Montréal. Ce boulevard a été construit pour les Montréalais, dit-il. Si on s'en sert pour la route transcanadienne, il ne suffira plus dans peu d'années et on obstruera ainsi toute la circulation dans la région métropolitaine. On reviendra 20 ans en arrière. Il voudrait plutôt que la route transcanadienne suive le fleuve.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Le gouvernement de l'Union nationale n'a fait qu'autoriser la construction du boulevard Métropolitain, tandis que le gouvernement libéral l'a payé entièrement. Il lui appartient; il doit donc avoir le droit de s'en servir. Le gouvernement actuel a le droit de faire ce qu'il veut avec le boulevard Métropolitain, étant donné qu'il en défraie les coûts en totalité. Le gouvernement précédent avait promis de payer la moitié des coûts seulement.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Montréal va être obligée de se construire un autre boulevard Métropolitain d'ici quelques années à ses propres frais, car l'actuel qui a été conçu pour servir aux Montréalais ne suffira plus à cause de la route transcanadienne. C'est une spoliation des droits des Montréalais, pour permettre au gouvernement de remplir une promesse électorale que le premier ministre a faite dans un moment de ferveur. On recule de 10 ans; le problème de la circulation dans la région métropolitaine deviendra pire que jamais.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** D'après les ingénieurs, le boulevard Métropolitain, ses voies d'accès et de sortie seraient suffisantes pour une circulation cinq<sup>14</sup> fois plus intense que prévue.

**M. Talbot (Chicoutimi)** accuse le gouvernement de n'avoir ni respecté les droits de la province ni son autonomie en signant une entente avec Ottawa pour la construction de la route Trans-Canada.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** rappelle au chef de l'opposition que lui-même, en 1950, avait proposé une loi l'autorisant à signer pareille entente avec le pouvoir central. Le gouvernement libéral actuel s'est basé sur cette loi pour signer l'entente qu'il a conclue avec Ottawa.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Tous les gouvernements d'Ottawa, bleus ou rouges, ont toujours essayé de s'infiltrer dans les affaires des provinces et particulièrement dans le domaine routier.

Il fait ensuite l'histoire de la route transcanadienne depuis 1911. C'est en 1948, dit-il, que fut présenté le premier projet de la route transcanadienne. Dans le même temps, M. Howe proclamait que le fédéral reconnaissait la juridiction provinciale dans ce domaine. Nous avons à ce moment affirmé que nous serions prêts à négocier avec le gouvernement fédéral, à condition expresse que les droits de la province fussent respectés. Nous

avons assisté à la première conférence. On nous a présenté des formules de contrat à signer. Nous n'avons pas voulu le faire parce qu'à notre sens, c'était une violation de l'autonomie provinciale.

Il donne son interprétation du contrat intervenu entre la province et le fédéral pour la construction de la route transcanadienne. Tout est assujéti au ministre fédéral, dit-il. Le gouvernement de la province n'a même pas le droit de signer une entente avec une municipalité sans l'autorisation d'Ottawa. Il y a même une clause qui ne permet pas à la province de faire ses propres travaux, sur la route en question, à moins d'avoir la permission d'Ottawa. Dans tout ce contrat, le maître, c'est le gouvernement central. Je le regrette infiniment et je regrette que le chef de l'opposition de l'an dernier, qui disait que jamais il n'aurait signé un contrat comme celui-là, soit dans un gouvernement dont le ministre de la Voirie l'a signé (sic). Je dis que ce contrat, tel que passé, est une trahison des droits de la province.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Les paroles prononcées par le chef de l'opposition ne m'ont pas surpris, mais elles vont certainement surprendre la province de Québec qui sait maintenant à quoi s'en tenir, surtout quand elle apprendra que, le 20 février 1950, le chef actuel de l'opposition, alors ministre de la Voirie, proposait une loi l'autorisant à signer une entente avec Ottawa au sujet de la construction d'un tronçon de la route transcanadienne. Le chef de l'opposition était alors prêt à coopérer avec Ottawa. Le bill qu'il a proposé a été sanctionné le 29 mars 1950, et quand le gouvernement libéral a adopté l'arrêté ministériel numéro 1897<sup>15</sup>, le 27 octobre 1960, relativement à la signature d'une entente avec Ottawa pour la construction de la route transcanadienne, nous avons eu recours à cette loi qui nous donnait l'autorité nécessaire.

Le gouvernement libéral avait autant que l'Union nationale l'intention de sauvegarder les droits de la province de Québec, puisqu'il a fait modifier la formule de l'entente proposée, en ajoutant que l'entente ne doit pas signifier que le gouvernement fédéral acquiert quelque droit que ce soit sur la route transcanadienne dans la province de Québec. Il est entendu que le coassocié qui dépense avec nous de fortes sommes d'argent conserve un droit de regard sur la façon dont ces sommes seront dépensées, mais c'est le gouvernement de Québec qui a préparé l'entente, et qui attribue les contrats après les avoir soumis à Ottawa, et Ottawa n'en a pas refusé un seul.

La seule différence entre nous et l'Union nationale, la seule raison pour laquelle celle-ci a

toujours refusé de signer une entente pour la route transcanadienne, c'est que l'entente forçait le gouvernement à n'accorder les contrats qu'après demande de soumissions publiques. En demandant des soumissions publiques, nous avons sauvé des millions à la province de Québec, et jamais l'autonomie de la province de Québec n'a été en danger une seule fois, car l'article 5 de l'entente déclare spécifiquement que le gouvernement fédéral s'engage à respecter les coutumes de la province de Québec. Il est entièrement possible que la province participe à des projets conjoints avec Ottawa tout en préservant son autonomie.

Ce qui est surprenant, c'est d'entendre le chef de l'opposition parler de cette façon, après ce qu'a dit l'ancien premier ministre, son chef d'alors, M. Paul Sauvé, qui, dans une entrevue accordée à un rédacteur d'un journal de Montréal, déclarait que c'était moins une question d'autonomie que de piastres et de cents, et que la province de Québec, après avoir payé pour raccrocher la route transcanadienne à ses routes avait certainement le droit de réclamer une compensation d'Ottawa. "Serons-nous toujours des dupes?" avait dit alors M. Sauvé." M. Sauvé était alors réaliste, ajoute le ministre, et il savait bien, en son for intérieur, que tout ce que prétendait l'Union nationale n'était que des bobards électoraux.

**M. Tremblay (Maisonnette):** (Sursautant) Cette expression est une injure à la mémoire de M. Duplessis. Je demande que le président fasse retirer ces paroles au ministre.

**M. le président:** Ce mot n'est pas une insulte. Il invite le ministre de la Voirie à continuer son discours.

**M. Tremblay (Maisonnette)** en appelle de cette décision.

**Des députés ministériels:** M. le président, le député de Maisonnette n'a pas de secondeur<sup>16</sup>.

**M. Talbot (Chicoutimi) et d'autres membres de l'opposition** se lèvent pour appuyer la requête de leur collègue.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, durant l'étude de l'item 7 des estimations budgétaires du ministère

de la Voirie, le ministre a référé à certains discours prononcés dans le passé et a déclaré qu'un ancien premier ministre avait fait "des bobards électoraux" en parlant de l'autonomie au sujet des routes de la province. Le député de Maisonnette (M. Tremblay) a soulevé un point d'ordre et a demandé que le ministre soit contraint à retirer cette expression. J'ai décidé que cette expression n'était pas antiparlementaire.

Le député de Maisonnette en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Castonguay, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hanley, Harvey, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 35.

**Contre:** MM. Bellemare, Bernatchez, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Caron, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Lafontaine, Langlais, Larouche, Maltais, Plourde (Kamouraska), Raymond, Roy (Nicolet), Talbot, Thibeault, Tremblay, 24.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(Minuit, le 7 juin 1961)

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité pour l'étude de la résolution 3, qui se lit comme suit:

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente et un millions sept cent treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Route transcanadienne (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** La province est témoin du ridicule dont les députés de



l'opposition se couvrent en ce moment. Les conditions de la convention signée avec Ottawa en octobre dernier sauvegardent entièrement l'autonomie de la province de Québec. En plus de la préoccupation de sauvegarder l'autonomie, le gouvernement avait une autre préoccupation, celle-là d'ordre humanitaire et social. C'est qu'il voulait mettre fin à la série d'accidents mortels qui se sont produits sur la route 9 appelée la "route de la mort". La population du Québec sera fière de constater que son gouvernement a décidé de souscrire à cette entente, qui protège nos droits, et de se rendre compte que ce gouvernement est capable de prendre ses responsabilités.

Pour donner l'importance des travaux de la route transcanadienne dans le Québec, il suffit de dire que cette route aura six voies de circulation sur une distance de 30 milles, quatre voies de circulation sur une distance de 189 milles et deux voies de circulation sur une distance de 173 milles. Jamais le ministère de la Voirie n'aurait pu entreprendre et mener à bien, seul, des travaux de cette envergure qu'il peut maintenant exécuter avec la coopération financière du gouvernement fédéral.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi à laquelle le ministre a fait allusion prouvait seulement que le gouvernement de l'Union nationale était prêt à s'entendre dans le respect de la Constitution canadienne. Il ajoute que la clause que le ministre a soulevée ne veut rien dire et que le contrat reste humiliant pour la province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** S'il y a un parti de la trahison, c'est bien celui de l'Union nationale.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection du public aux passages à niveau (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Travaux de réfection nécessités par le drainage (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Contribution à la cité de Montréal et à la Corporation de Montréal métropolitain aux frais de construction de la voie rapide du boulevard Métropolitain - capital (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Ajournement

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à cet après-midi, à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à minuit trente minutes.

### NOTES

1. *Le Devoir* du 7 juin 1961, à la page 3, situe cette étude dans l'après-midi, tandis que dans *The Gazette* du même jour, à la page 1, on la place dans l'avant-midi.

2. Selon *Le Nouvelliste* du 7 juin 1961, à la page 4, ces paroles ont été prononcées par M. Gérin-Lajoie.

3. "C'est la coutume à Québec que lorsqu'un membre d'un autre Parlement canadien rend visite à nos législateurs, le premier ministre l'invite à prendre place à droite de l'Orateur, en bas des trois marches

qui conduisent au trône de l'Orateur de l'Assemblée législative" note le journaliste du *Soleil* du 7 juin 1961, à la page 17, pour souligner la venue de M. Goodfellow, ministre de l'Agriculture de l'Ontario. Dans *The Montreal Star* du même jour, à la page 2, on dit qu'il était en Chambre pendant que l'Assemblée était en comité.

4. "M. Goodfellow n'a passé que quelques minutes et il a quitté l'Assemblée législative quinze minutes après avoir reçu les souhaits de bienvenue du premier ministre et du député de Bagot", selon *Le Soleil* du 7 juin 1961, à la page 17.

5. Chiffre du *Montréal-Matin* du 7 juin 1961, à la page 20: \$2,712,000.

6. 35 %, selon *Le Montréal-Matin* du 7 juin 1961, à la page 20, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 3.

7. Les sources n'indiquent pas l'heure de la reprise de la séance.

8. Dans *Le Montréal-Matin* du 7 juin 1961, à la page 5, on peut lire ceci: "Au début de la séance du soir, l'étude de ce projet de loi a été momentanément suspendue pour permettre à M. Paul Gérin-Lajoie de préparer un amendement important."

9. Chiffre de *L'Action catholique* du 7 juin 1961, à la page 8: \$350,000.

10. Dans *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 7 juin 1961, à la page 3, on écrit que M. Lalonde a fait "son premier discours après neuf ans en Chambre".

11. Seulement après deux rappels à l'ordre, rapporte *La Presse* du 7 juin 1961, à la page 49.

12. En décembre 1963, selon *The Montreal Daily Star* du 7 juin 1961, à la page 1.

13. Chiffre du *Nouvelliste* du 7 juin 1961, à la page 18: \$35,000,000.

14. Dans *The Montreal Daily Star* du 7 juin 1961, à la page 2, on parle plutôt de "six fois".

15. 1807, selon *Le Nouvelliste* du 7 juin 1961, à la page 18.

16. Le journaliste du *Soleil* du 7 juin 1961, à la page 19, note que M. Tremblay est seul debout.

Séance du mercredi 7 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Travaux de la Chambre:**

**Horaire  
des séances**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il était question de ne pas siéger ce soir. Comme le *Feuilleton* de la Chambre porte l'inscription du bill 86 présenté en deuxième lecture, projet de loi qui a pour but d'aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations, la Chambre se voit obligée de siéger durant la veillée, vu que, au dire du chef de l'opposition, l'Union nationale a plusieurs députés désirant donner leur opinion à ce sujet.

Nous aurons donc une séance ce soir, séance qui prendra fin lorsque le bill 86 aura été adopté en seconde lecture. Je veux que cette session se termine pour que moi et mes collègues du gouvernement puissions nous occuper de l'administration de la province.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On veut punir l'opposition parce qu'elle exerce son droit de parole. Le premier ministre revient sur sa parole. Il n'a jamais été question de cela et le premier ministre n'a pas posé de conditions en parlant de la séance éventuelle du soir. Mais nous n'avons jamais reculé devant le travail et nous acceptons de siéger et de faire pénitence.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il ne s'agit pas ici de pénitence, mais plutôt d'un moyen pour hâter la fin d'une session qui se prolonge depuis le 10 novembre dernier. Le travail du soir n'aurait pas été nécessaire si les débats sur le bill 86 avaient tous eu lieu au cours de l'après-midi, mais l'opposition en avait décidé autrement.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre dit que nous siégeons depuis huit mois. C'est exact. Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement actuel apporte ses lois les plus importantes sur l'éducation après sept mois et trois semaines de session.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne fais aucun reproche à l'opposition. Je dis seulement que la session a été longue et que nous essayons de la terminer samedi de cette semaine. J'ai la conscience en paix.

**M. Bellemare (Champlain)** souligne les longs congés de Noël et de Pâques.

**Des voix ministérielles:** À l'ordre.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Bédard (Québec):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 242 concernant la Compagnie de Jésus.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 91 constituant la municipalité scolaire d'Alma, dans le comté du Lac-Saint-Jean.

**Projets de loi:**

**Compagnie  
de Jésus**

**M. Lavoie (Laval)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 concernant la Compagnie de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Dépôt de documents:****Fondation des  
universités canadiennes**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des sommes remises par la Fondation des universités canadiennes à l'intention des institutions universitaires de la province de Québec (Document de la session no 153)

La Fondation des universités canadiennes, précise-t-il, a versé \$52,058,000 à l'intention des institutions universitaires de la province de Québec. La part des universités s'élève à \$16,820,000, et celle des collèges classiques, à \$8,238,000. Du 31 mars 1960 au 31 mai 1961, les sommes reçues de la Fondation des universités ont rapporté \$1,100,000 d'intérêts, montant qui s'ajoute à la somme de \$25,050,000.

**Questions et réponses écrites:****Dépenses de la Voirie  
dans les municipalités de Gatineau**

**M. Desjardins (Gatineau):** Durant la période du 5 juillet 1960 au 15 avril 1961, quelles sommes ont été dépensées par le ministère de la Voirie pour la construction, la réfection ou l'entretien de routes et de ponts dans chacune des municipalités suivantes du comté de Gatineau:

1. Canton Hincks;
2. Sainte-Thérèse-de-Gatineau;
3. Village de Maniwaki;
4. Canton Aumond;
5. Canton Aylwin;
6. Bois-Franc;
7. Canton Bouchette;
8. Village de Deschênes;
9. Village de Gracefield;
10. Canton Hull;
11. Canton Hull-Ouest;
12. Canton Hull-Sud;
13. Canton Lytton;
14. Messines;
15. Sainte-Cécile-de-Masham;
16. Village de Wakefield;
17. Canton Wright;
18. Canton Sicotte;
19. Ville d'Aylmer;
20. Blue Sea Lake;
21. Canton Cameron;

22. Deléage;
23. Egan-Sud;
24. Masham-Nord;
25. Montcerf;
26. Northfield;
27. Canton Wakefield?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** Le ministère a dépensé pour la construction et la réfection de routes et de ponts les montants suivants:

1. Canton Hincks.....	\$ 1,998.65
2. Sainte-Thérèse de Gatineau.....	Aucun
3. Village de Maniwaki.....	Aucun
4. Canton Aumond (y compris le canton Deléage).....	36,225.00
5. Canton Aylwin.....	4,988.13
6. Bois-Franc.....	Aucun
7. Canton Bouchette (y compris les cantons Gracefield et Wright) ..	296,630.26
8. Village Deschênes.....	Aucun
9. Village de Gracefield.....	43,583.13
10. Canton Hull.....	2,102.70
11. Canton Hull-Ouest.....	Aucun
12. Canton Hull-Sud (Voir 19).....	15,446.73
13. Canton Lytton.....	Aucun
14. Messines.....	81,967.71
15. Sainte-Cécile de Masham.....	Aucun
16. Village de Wakefield et canton ...	1,970.13
17. Canton Wright.....	3,222.97
18. Canton Sicotte.....	Aucun
19. Ville d'Aylmer (et \$293,807.67 comprenant les cantons de Hull-Est, Hull-Sud et Sainte- Cécile de Masham).....	57,266.06
20. Blue Sea Lake.....	Aucun
21. Canton Cameron.....	Aucun
22. Deléage.....	Voir 4
23. Egan-Sud.....	Aucun
24. Masham-Nord.....	4,973.88
25. Montcerf.....	538.20
26. Northfield.....	Aucun
27. Canton Wakefield.....	8,510.00

Le ministère a dépensé pour l'entretien des routes dans le comté de Gatineau \$344,841.94, montant qu'il est impossible de répartir par municipalité.

**Épandage de gravier  
dans Saint-Maurice**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Dans le comté de Saint-Maurice, le ministère de la Voirie a-t-il

épandu ou fait épandre du gravier depuis le 5 juillet 1960?

2. Dans l'affirmative:

a) à quels endroits?

b) quelle quantité à chaque endroit?

c) par qui?

i. par ses employés.

ii. à contrat.

d) quel prix a été payé pour le gravier?

e) chez qui a-t-il été acheté?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1.

Oui.

2. (Voir le tableau ci-dessous)

*Épandu à la journée par le département*

<i>Municipalité</i>	<i>Nom du chemin</i>	<i>Quantité en verges cubes</i>	<i>Prix par verge cube au fournisseur</i>	<i>Genre de gravier</i>	<i>Nom du fournisseur</i>
Saint-Michel des Forges	Rochon	2,732	\$0.10	Naturel	Georges-Henri Lampron
Sainte-Anne d'Yamachiche (Paroisse)	Nord Petite-Rivière	1,991	0.10	Naturel	Sable & Gravier Saint-Étienne enr.
		3,392	0.30	Naturel, avec chargement	Léo Carbonneau
Saint-Sévère (Paroisse)	Rang Bellechasse	1,958	0.30	Naturel, avec chargement	Gilles Diamond & Fernand Gélinas
Saint-Mathieu (Paroisse)	Divers chemins	499	0.30	Naturel, avec chargement	Nicolas Lahaie
		264	0.94	Concassé, avec chargement	Nicolas Lahaie
Sainte-Flore (Paroisse)	Rang Anatole	1,744	0.10	Naturel	Jules Gélinas
		3,943	0.10	Naturel	Camille Boucher
		131	0.30	Naturel, avec chargement	Amédée Bellemare
Saint-Boniface (Village)	Diverses rues	282	0.10	Naturel	Sable & Gravier Saint-Étienne enr.
Saint-Boniface (Village)	Petit 4 et 2 <sup>e</sup> au 3 <sup>e</sup> rangs	1,468	0.30	Naturel, avec chargement	Sable & Gravier Saint-Étienne enr.
Saint-Étienne des Grès (Paroisse)	Des Dalles	805	0.30	Naturel, avec chargement	Paul Landry
Shawinigan-Sud (Village)	Rang Saint-Mathieu	17	0.82	Tamisé, avec chargement	Carrière Marchand, ltée
		50	0.52	Naturel, avec chargement	Carrière Marchand, ltée

*Épandu à la journée par le département*

Diverses municipalités	Divers chemins	3,483	\$0.30	Naturel, avec chargement	Sable & Gravier Saint-Étienne enr.
		2,479	0.30	Naturel, avec chargement	Mathias Ricard
		1,347	0.30	Naturel, avec chargement	Léo Carbonneau
		474	0.30	Naturel, avec chargement	Edgar Samson

*Épandu à la journée par le département*

<i>Municipalité</i>	<i>Nom du chemin</i>	<i>Quantité en verges cubes</i>	<i>Prix par verge cube au fournisseur</i>	<i>Genre de gravier</i>	<i>Nom du fournisseur</i>
Diverses municipalités	Divers chemins	676	0.30	Naturel, avec chargement	Amédée Bellemare
		485	0,30	Naturel, avec chargement	Paul Landry
		636	0.10	Naturel	Edgar Samson
		520	0.10	Naturel	Gilles Diamond & Fernand Gélinas
		826	0.10	Naturel	Ovide Deschênes
		413	0.94	Concassé, avec chargement	Amédée Bellemare

*Gravier épandu par contrat*

<i>Municipalité</i>	<i>Nom du chemin</i>	<i>Quantité en verges cubes</i>	<i>Prix par verge cube au fournisseur</i>	<i>Genre de gravier</i>	<i>Nom du fournisseur</i>
Pointe-du-Lac	Rang Sainte Marguerite	10,387	\$1.04	Tamisé	Joseph Paquette
		7,297	1.56	Concassé 1 pouce	Joseph Paquette
Saint-Élie (Paroisse)	Saint-Élie-Saint-Mathieu	651	1.04	Tamisé	Léo Carbonneau
		8,141	1.47	Concassé 1 pouce	Nicolas Lahaie
Saint-Mathieu (Paroisse)	Sixième Rang	5,592	1.47	Concassé 1 pouce	Nicolas Lahaie
Sainte-Flore (Paroisse)	Boulevard Saint-Onge	5,881	1.38	Concassé 3 pouces	Amédée Bellemare
		4,639	1.47	Concassé 1 pouce	Amédée Bellemare

**Fonctionnaires  
de la Sûreté provinciale**

**M. Bernatchez (Lotbinière):** 1. Du 10 décembre 1960 au 15 mai 1961, combien d'officiers, de sous-officiers, de membres et de fonctionnaires de la Sûreté provinciale du Québec (branches de la police judiciaire, de la police de la route, de la police des liqueurs et de la gendarmerie) ont été:

- a) destitués?
  - b) suspendus?
  - c) mis à leur retraite?
  - d) combien ont démissionné?
2. Quel est le nom de chacune de ces personnes?

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont):**

1. a) 62.

2. Bonin, Camille  
Hivon, André  
Larouche, Joseph  
Legault, Madeleine  
Marsolais, Ginette  
Rousseau, Robert  
Tessier, René

Audet, André  
Baribeau, Marc  
Barnes, Douglas K.  
Barsalou, Maurice  
Bastien, Gilles  
Bédard, Robert  
Berthiaume, Fernand  
Bouchard, Pierre-Paul

Boulay, Réal  
Bourcier, Jean-Guy  
Cantin, Clément  
Caron, Aldéric  
Cloutre, Roméo  
Courmoyer, Robert  
Couture, Ls-Philippe  
De Cotret, Henri-René  
Desrochers, Bernard  
Drouin, Jean-Marie  
Dubé, Victor  
Duhaime, Gaston  
Duval, Julien  
Foucault, Jean-Guy  
Frenette, Séverin  
Gauthier, Maurice

- |                      |                       |
|----------------------|-----------------------|
| Gelly, Georges       | Patry, J.-Raoul       |
| Grammond, René       | Pichette, Alonzo      |
| Guillemette, Viateur | Pinault, Lucien       |
| Janelle, Lactance    | Préville, Lucien      |
| Jobin, Jules         | Quaille, Linden R.    |
| Jones, Leslie        | Quenneville, Réal     |
| Lafrance, Roger      | Rajotte, Jean-Camille |
| Langevin, Albert     | Rocheleau, Claude     |
| Létourneau, Marcel   | Roy, Hervé            |
| Lévesque, Henri      | Sauvé, Hormisdas      |
| Longval, Bernard     | Sheito, Thomas        |
| Lyonnais, Albert     | Simoneau, Gaston      |
| Maranda, Paul-André  | Tourville, Paul-Émile |
| Martin, Gérard       | Vendittoli, R.        |
| Pagé, Côme           | Vermette, Gérard      |
| Paradis, Jean-Guy    |                       |
1. b) 2.
2. Huot, Patrick
1. c) 24.
2. Blais, Onésiphore
- Forget, Lucien
- Lemire, Rosario
- Verreault, J.-Art
- Aubertin, Édouard
- Bessette, Wilfrid
- Brassard, Edgar
- Bulteau, Ls.-de-Gonzague
- Caisse, Wilfrid-Honoré
- Doutre, J.-Rosario
- Duchesnay, John
- Faucher, Charles-A.
1. d) 45.
2. Boivin, Raymond
- Charron, Mme A.
- Dignard, Raymond
- Hamel, J.-M.
- Larose, Denise
- Martin, François
- Perreault, Maurice
- Amann, Paul
- Boudreau, Marcel
- Boulay, Réginald
- Bruneau, Réal
- Blais, Jean-Marcel
- Breton, Roger
- Brousseau, Victorin
- Chabot, René
- Clément, Armand
- Collin, Maurice
- Coupal, René
- Dagesse, Paul
- Deblois, Aurélien
- Delaney, Forsyth
- Dionne, Paul
- Perreault, Léopold
- Jolin, Arthur
- Labrecque, Jos.
- Leduc, Sylvio
- Marcotte, Adrien
- Meunier, Hector
- Monette, Oswald
- Pilon, Robert
- Poutré, C.-H.
- Proulx, Hervé
- Sirois, Louis
- Tremblay, Louis
- Boudreault, E.-H.
- Farquhar, Donald
- Fleury, Philippe
- Gagnon, Denis
- Gauthier, Jean-Louis
- Goulet, Raymond
- Gratton, André
- Hêtu, Rodrigue
- Labelle, André
- Labrie, J.-A.-Raymond
- Laplante, Armand
- Laporte, Marcel
- Lortie, Marcel
- Monette, Yvan
- Normandin, Jean-Marie
- Patenaude, Louis
- Pinsonneault, Lucien
- Poirier, Roger
- Proulx, Fernand
- Roberge, Marcel
- Roger, Jean-Marie
- Rousseau, Guy
- Roussin, Léopold-A.
- Tobin, Gérard

### Route du boulevard Perron à Les-Boules

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** 1. Le ministère de la Voirie a-t-il effectué ou fait effectuer des travaux de construction d'une route partant du boulevard Perron et conduisant au 2<sup>e</sup> rang à Les-Boules, comté de Matane?

2. Dans l'affirmative:

a) quelle est la longueur de cette route?

b) quel est le coût de construction de cette route?

c) qui a exécuté lesdits travaux?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Oui.

a) 7,000 pieds;

b) \$64,840.66;

c) le ministère de la Voirie, à la journée.

### Rapports du comité spécial:

#### Revision de la loi des mines de Québec

**L'honorable M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial<sup>1</sup> de l'Assemblée législative établi pour étudier un projet de loi des mines, lequel rapport se lit comme suit:

Attendu qu'un comité spécial composé de sept membres a été établi pour étudier la révision proposée de la loi des mines de Québec et de différentes autres lois concernant les opérations minières, telles que préparées par la commission nommée en vertu de la loi concernant le développement minier dans la province, 4-5 Elizabeth II, chapitre 57;

Attendu que ledit comité a tenu de nombreuses séances mais n'a étudié jusqu'ici que le projet de révision de la loi des mines du Québec;

Attendu qu'un projet de "Loi concernant les mines et les ressources minérales" a été préparé et imprimé en français et en anglais, après avoir été étudié et modifié par ce comité;

Attendu que ce projet a pour objet l'abrogation et le remplacement du chapitre 196 des Statuts révisés de 1941, intitulé "Loi des mines de Québec" à laquelle il apporte des changements nombreux et substantiels;

C'est pourquoi, votre comité, *nemine dissente*, recommande que ledit projet révisé d'une "Loi concernant les mines et les ressources

minérales", préparé par la Commission d'étude des lois minières de Québec pour remplacer le chapitre 196 d'un Statut révisé, 1941, cité comme "Loi des mines de Québec", soit déposé devant la Chambre et distribué à tous les députés, et que sa considération par la Chambre soit remise jusqu'à la prochaine session, de manière à permettre aux parties intéressées de présenter d'une façon plus complète leurs points de vue concernant cette importante législation.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le projet de loi qui vient d'être déposé par le ministre des Mines (l'honorable M. Earl) soit imprimé.

Adopté. (Document de la session no 154)

#### Projets de loi:

##### **Collège Saint-Paul**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 relatif au collège Saint-Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Le cardinal Paul-Émile Léger, l'archevêque de Montréal, a demandé au gouvernement une telle législation.

Il propose de déposer la correspondance entre lui-même, le cardinal et le secrétaire du collège.

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dépose le document suivant:

##### **Collège Saint-Paul, Montréal**

Autorisation par Son Éminence le cardinal Léger de soumettre un projet de loi relatif au collège Saint-Paul et un extrait du procès-verbal d'une assemblée des membres du collège Saint-Paul (Montréal), tenue le sixième jour de juin 1961. (Document de la session no 155)

Le débat se poursuit en deuxième lecture.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** La teneur du bill a été adoptée par le conseil d'administration du collège Saint-Paul lors de sa séance du 6 juin. Il a rencontré plusieurs fois, ces derniers mois, le cardinal Léger à ce sujet qui lui a alors fait part de son intention de confier la direction et l'administration de ce collège classique aux parents des élèves, qui joueraient un rôle prédominant dans la direction et dans l'administration, direction académique des études et des élèves.

Pour la première fois dans la province, les parents exerceront une responsabilité et une influence directe dans un collège classique. Il s'agit d'une formule nouvelle, une formule qui servira d'expérience et sera susceptible d'orienter le développement d'autres institutions d'enseignement secondaire.

Trois soucis principaux ont présidé à l'élaboration de ce projet de loi. Tout d'abord le souci de confier aux parents l'administration de l'institution.

À ce sujet, il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) rappelle les récentes déclarations de l'archevêque de Montréal sur le rôle que les laïcs doivent jouer dans l'Église, même dans certains secteurs, comme l'éducation, où les clercs avaient jusqu'ici porté seuls la responsabilité.

La majorité des professeurs y seront des laïcs. Il y aura aussi des prêtres, mais ils ne seront pas là pour diriger ou comme propriétaires. L'autorité reposera fondamentalement sur les parents des élèves, le corps professoral et les associés bienfaiteurs, amis et anciens. Sur douze membres du conseil d'administration du Collège, cinq seront désignés par les parents, deux par les associés, deux par les professeurs, un par le cardinal-archevêque de Montréal, un par le ministre de la Jeunesse. Le dernier sera le recteur. Notre principale préoccupation en présentant ce bill est d'assurer la coopération entre l'Église et l'État.

Si l'on ajoute, aux délégués des parents, ceux des membres associés, qui seront vraisemblablement des parents, eux aussi, ce groupe de sept membres aura la majorité au conseil d'administration.

La composition du conseil reflète également les deux autres soucis qui ont dirigé la préparation du projet.

On a voulu, en effet, faire participer les éducateurs à l'administration du Collège en leur donnant au conseil deux délégués, plus le recteur.

Le troisième souci a été de faire participer également l'État et l'Église avec la nomination du délégué de l'archevêque et de celui du ministre de la Jeunesse.



Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) précise que les règlements adoptés par le conseil d'administration seront sujets à l'approbation de l'archevêque et du ministre de la Jeunesse.

Dans ce projet de loi, on a donc cherché à grouper, dans un certain équilibre, toutes les personnes qui normalement s'intéressent à l'éducation dans un collège: les représentants de l'Eglise, ceux de l'État, les éducateurs et les parents.

Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) souhaite que d'autres groupes de parents, dans la province, chercheront bientôt à imiter cette initiative révolutionnaire qu'est le collège Saint-Paul.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Tous les domaines, pédagogique, administratif et financier, seront sous la main du ministre de la Jeunesse. Il y a un mois, nous et l'élément catholique de Montréal avons accueilli avec joie la nouvelle émanant du cardinal Léger à l'effet qu'il voulait remettre au contrôle des parents la direction du collège Saint-Paul. Mais, à notre grande surprise, le bill n'assure pas la direction du Collège par les parents des élèves.

**M. Johnson (Bagot):** Quels sont les auteurs du texte de la loi? Personnellement, je prends mes responsabilités. Je ne me cache pas derrière un cardinal, ni qui que ce soit quant à moi!

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** La nouvelle loi met l'institution sous le contrôle absolu du ministre de la Jeunesse. En effet, les règlements relatifs à l'organisation du Collège ne seront appliqués qu'après approbation par l'archevêque catholique romain de Montréal et par le ministre de la Jeunesse et n'entrent en vigueur qu'à compter de leur publication dans la *Gazette officielle* de Québec. De même, toute décision de caractère financier devra être approuvée.

Du fait que les règlements n'entrent en vigueur qu'à compter de leur publication dans la *Gazette officielle*, et que ce n'est pas le cardinal qui les publiera mais le ministre de la Jeunesse, il est évident que le ministre de la Jeunesse aura toujours le dernier mot à dire. Il en est ainsi pour tous les règlements qui régiront en fait l'organisation du Collège.

Le ministre contrôlera ainsi l'aspect pédagogique, l'administration et toute l'activité financière du Collège, puisque le budget de l'institution doit être soumis au ministre. Nous sommes loin d'une administration assurée par les parents. Des milliers de personnes qui attendaient cette expérience sont déçues. Le collège Saint-Paul est condamné

au sort qui attend toutes les universités de la province sur le plan financier.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On impose une camisole de force.

**M. Johnson (Bagot):** J'ai l'intime conviction qu'il s'agit d'une loi couverte.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je suis, dit-il, fort étonné des paroles de l'ancien ministre des Affaires municipales (M. Dozois), qui, en cette qualité, a eu à participer à un contrôle très sérieux sur presque toutes les commissions scolaires de la province en vertu de la loi de 1946 qui établissait la Commission municipale.

La grande différence avec le régime actuel, c'est que, contrairement à ce qui se passait sous le gouvernement de l'Union nationale, les autorités provinciales actuelles ont commencé par consulter qui de droit. Je crois pouvoir dire que, dans l'esprit du gouvernement et dans l'esprit de son éminence le cardinal Léger, il s'agit de créer par cette loi une expérience éducative unique dans la province de Québec, un cas type.

La nouvelle organisation administrative du Collège a pour but d'étudier directement les effets de la laïcisation graduelle dans le personnel enseignant du Québec.

Un collège classique ou une institution d'enseignement ne pourrait arriver avec les subventions actuelles. Avec cette formule, les laïcs pourront s'intégrer graduellement. À long terme, si un collège comme celui-ci évolue dans le sens que nous voulons, il faudra que l'institution obtienne des revenus supplémentaires.

Il était nécessaire qu'un ministre y participe pour tirer des conclusions pour l'administration financière de la province, au regard de l'éducation. Ce projet a été préparé à la requête du cardinal Léger. Ce sont les collaborateurs de l'archevêque de Montréal, eux-mêmes, qui ont préparé la première version du texte de loi. Il demande le vote.

**M. Talbot (Chicoutimi):** On a surpris la bonne foi du cardinal dans ce projet et celui-ci a accepté un projet de loi. Le cardinal pense que les parents vont participer activement à l'administration du Collège, mais ce ne sera pas vraiment le cas parce que le projet de loi ne stipule pas que les représentants des parents doivent être des parents. Selon le projet devant nous, ils ne mèneront rien, rien, rien. Il insiste pour qu'il soit bien spécifié que les cinq membres

représentant les parents au sein du conseil de douze membres soient bien des parents des élèves.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le cardinal a pris lui-même connaissance du texte du projet de loi.

**M. Tellier (Montcalm)** reproche au ministre de vouloir augmenter le nombre de laïcs au sein du corps professoral et diminuer le nombre des professeurs religieux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ce n'est pas le désir du gouvernement, mais celui des autorités ecclésiastiques. Car le nombre des prêtres est devenu insuffisant dans une population qui s'accroît continuellement.

**M. Johnson (Bagot)** se demande si les parents s'intéresseront suffisamment à la gestion des affaires de l'institution.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mes fils sont allés au collège Saint-Alexandre de Gatineau. Une ou deux fois par année, les questions administratives de cet établissement étaient débattues par les professeurs et les parents. Ces derniers participaient en grand nombre à la discussion.

**M. Talbot (Chicoutimi)** reproche au texte de la nouvelle loi de laisser dans le vague certains points importants, par exemple la nature des attributions du conseil académique.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il n'appartient ni aux autorités provinciales, ni à l'opposition de les définir.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** (À M. Talbot) Que faites-vous de la liberté académique?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans le bill no 95, on sépare nettement enseignement religieux et enseignement profane.

Il veut savoir enfin quels sont l'actif et le passif du collège Saint-Paul.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ce n'est pas l'affaire du gouvernement, ni de l'opposition.

**M. Talbot (Chicoutimi):** C'est beau le contrôle du domaine sacré de l'éducation par les élus du peuple.

**M. l'Orateur:** Le bill est-il adopté en deuxième lecture?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Sur division.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** exige le vote enregistré.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Castonguay, Coiteux, Collard, Cournoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Hanley, Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lizotte, Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Turpin, Vaillancourt, 39.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bernatchez, Boudreau, Caron, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, 28.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 95 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 95 après l'avoir amendé<sup>2</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Budget supplémentaire 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 7 juin 1961  
(Document de la session no 2-B)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.  
Adopté.

#### Projets de loi:

##### **Centre sportif Paul-Sauvé**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 94 relatif au Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose: Que la loi concernant le Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale (8-9 Elizabeth II, chapitre 19) soit modifié en insérant après l'article 2, le suivant:

"2a. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir aux conditions qu'il détermine, en

outre de l'emprunt visé à l'article 1, tout emprunt obligataire n'excédant pas huit cent mille dollars que l'Association athlétique nationale de la jeunesse peut contracter pour les mêmes fins."

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 relatif au Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Lechasseur (Verchères)

**M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance)** félicite et remercie tous ceux qui ont participé à la construction du Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale destiné à la jeunesse de Montréal. Il formule le vœu que des hauts lieux du sport surgissent ainsi dans toute la province, afin d'enrayer la criminalité chez les jeunes. Je suis convaincu que les centres sportifs et les centres de loisirs constituent l'un des meilleurs moyens de combattre la délinquance juvénile et le fléau des barbituriques: les "goofballs".

Il rend hommage aux travailleurs sociaux qui, dans la province, ne craignent pas de donner une partie de leur temps à l'organisation des loisirs des jeunes. C'est une œuvre admirable et leur mérite doit être souligné.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** attire l'attention de la Chambre basse sur le problème que pose la réhabilitation de certains adolescents faisant usage des "goofballs" dans la région de Montréal. Des mesures pour briser cette pratique sont nécessaires.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Le gouvernement de la province de Québec s'efforcera de trouver une solution pour réhabiliter les jeunes gens qui font usage de "goofballs". Je remercie, dit-il, le député de Montréal-Sainte-Anne d'avoir parlé de ce problème. Cette question fait déjà l'objet d'une étude au sein du service de la protection de la jeunesse; différents aspects sont à considérer en rapport avec ce problème, notamment le côté médical. Il s'agit d'un problème médical ainsi que d'un problème social, et il faut établir des méthodes de réhabilitation avec soin.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 94 sans l'amender.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Gratuité de l'enseignement

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 61 modifiant la loi des travaux publics;

- bill 73 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 77 modifiant la loi des terres de colonisation;
- bill 88 pour remédier à la pollution des eaux.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 69 modifiant la loi des cités et villes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les quatre dernières lignes de la page 1, les mots:

"dans un journal français et en anglais dans un journal anglais du district judiciaire où se trouve la localité que la requête peut concerner." par ce qui suit: "cet avis doit être publié en français dans un journal français, et en anglais dans un journal anglais, publiés ou en circulation dans la municipalité."

### Projets de loi:

#### Loi des cités et villes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 69 modifiant la loi des cités et villes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Financement des commissions scolaires

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)**<sup>3</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations soit maintenant lu une deuxième fois.

L'idée maîtresse de ce bill est de mettre de l'ordre et de la coordination dans le financement public. C'est la première fois également qu'une loi québécoise régle le problème des subventions aux commissions scolaires, et c'est le ministre de la Jeunesse qui est chargé de cette distribution établie en blanc et en noir dans une législation générale. Ce projet de loi concerne exclusivement le financement de l'enseignement, aux niveaux primaire et secondaire,

du moins jusqu'à la 11<sup>e</sup> année et, dans certains cas, au-delà de la 11<sup>e</sup> année. Il veut établir de l'ordre et de la coordination dans les sources de revenus, dit-il.

Il y a quatre sources principales de ces revenus nécessaires à l'enseignement.

1. La rétribution mensuelle, qui disparaît par le bill 82;

2. La taxe foncière locale;

3. La taxe de vente locale d'éducation de 1 % ou de 2 %;

4. Les subventions du gouvernement.

Il n'y a pas de possibilité de mettre un ordre théorique parfait dans tout cela du jour au lendemain, mais le gouvernement entend mettre un ordre progressif là-dedans le plus rapidement possible.

Le gouvernement ne touche pas le problème de la taxe foncière locale, mais plus tard, il y aura une nouvelle loi à ce sujet, notamment en ce qui concerne les sociétés commerciales et industrielles en général. Il faut le considérer, car il pose des problèmes aigus, parce que la richesse foncière, si on peut dire, varie considérablement d'une municipalité à l'autre. L'aspect le plus grave est la disparité entre le revenu que retirent les commissions scolaires qui ont des industries sur leur territoire et celles qui n'en ont pas.

Si ce problème n'est pas réglé par le bill 86, ce n'est pas parce que le gouvernement n'est pas conscient de son importance. C'est qu'il se rend compte qu'il n'est pas opportun d'apporter une solution isolément à ce problème. Le gouvernement se propose d'envisager tout le problème de la question des taxes foncières des compagnies en général, en même temps que d'autres questions relevant du domaine municipal, dans une future législation.

Le projet de loi est présenté à la demande de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec. La Fédération des commissions scolaires de la province a demandé à plusieurs reprises la généralisation de la taxe de vente de 2 %. L'administration du Québec se chargera de la perception et de la répartition du produit entre les diverses commissions scolaires proportionnellement au nombre de leurs élèves, ainsi qu'en tenant compte de certaines normes.

Lorsqu'elle est venue renouveler sa demande, au mois de mars dernier, le premier ministre a demandé à son président d'inviter chaque commission scolaire de la province à exprimer son opinion, soit en faveur, soit à l'encontre du projet. Le résultat de cette consultation populaire a maintenant été communiqué au gouvernement par le président de la Fédération des commissions scolaires: 225<sup>4</sup> avaient déjà la taxe de 2 %; 64 avaient la taxe de 1 %.

Montréal et la plupart des grandes villes ont des taxes scolaires de 2 %. Huit cent cinq<sup>5</sup> ont répondu qu'elles favorisaient la généralisation de la taxe de 2 % tandis que 95 s'opposaient, et 472 n'ont pas jugé à propos de répondre dans un sens ou dans l'autre. Elles sont, dans une très large proportion, de très petites commissions scolaires.

Devant une pareille expression d'opinion, le gouvernement a cru qu'il était de son devoir de sa responsabilité de se rendre à l'opinion exprimée par 805 commissions scolaires, contre 95, et de proposer les dispositions législatives nécessaires pour généraliser la taxe de vente de 2 % et de l'ajouter à celle de 2 % qui est imposée par le gouvernement provincial depuis un assez grand nombre d'années. Il faut bien remarquer qu'il ne s'agit pas d'imposer une nouvelle taxe de 2 % aux municipalités scolaires où cette taxe est déjà prélevée. Il y aura donc un impôt de vente de 4 % dans toute la province, sauf dans les villes comme Montréal et Québec qui ont déjà un impôt de 6 %.

Le second but principal de mon projet de loi, dit-il, est de promulguer pour la première fois, dans la province, une loi générale des subventions aux commissions scolaires. Il modifie radicalement les données qui existaient jusqu'ici dans ce secteur. C'est en fait la partie la plus importante de la loi.

Jusqu'ici, ces subventions gouvernementales étaient prévues pêle-mêle dans le budget et dans diverses lois, comme le bill 44 de la dernière session pour le paiement du traitement au personnel enseignant.

Le bill 86, lui, constitue un véritable code de subventions aux commissions scolaires qui établit un régime cohérent et adéquat de subventions. Les subventions seront ainsi insérées dans une loi organique qui en définit non seulement les montants, mais aussi les modalités.

Dans son discours sur le budget de février, le premier ministre a estimé que la taxe de vente provinciale de 2 % rapporterait \$67,500,000 parmi les commissions scolaires au cours de l'année, puisque le taux de la taxe est doublé. Non seulement le bill 86 établit-il un code de subventions, mais il augmente de \$90,000,000 à \$164,000,000 le budget provincial annuel de subventions aux commissions scolaires en 1961-1962.

Une caractéristique du nouveau régime des subventions prévues, la plus importante sans doute du point de vue de l'autonomie des commissions scolaires, c'est le caractère statutaire des subventions. D'autre part, la nouvelle loi franchit une étape importante vers l'établissement d'un système de péréquation.

Elle distribue en effet une part importante des subventions en tenant compte de la condition financière des commissions scolaires.

La nouvelle loi des subventions comporte aussi une innovation. Nous avons cru le temps arrivé de codifier dans une seule loi, dans un seul document de consultation facile et de présentation ordonnée, toute l'aide financière du gouvernement aux commissions scolaires qui était autrefois disséminée dans plusieurs lois. Cette codification a l'avantage de présenter clairement, aux commissaires d'écoles et à tous les responsables de l'administration scolaire, la politique d'ensemble du gouvernement provincial dans cette matière. Elle indique aussi dans quel sens le gouvernement entend orienter sa contribution au financement des écoles publiques.

Le bill 86 révèle qu'à cet égard le gouvernement actuel vise à adapter son aide financière à la diversité des besoins actuels de l'enseignement primaire et secondaire. Le projet de loi révèle à ce sujet l'importance que le gouvernement et particulièrement le ministre de la Jeunesse attachent au développement de l'enseignement secondaire dans notre province. Alors que le bill 81 offre aux commissions scolaires quatre façons différentes de dispenser l'enseignement secondaire aux enfants dont elles ont la responsabilité scolaire, le bill 86 leur fournit les moyens financiers.

Mais nous ne proposons pas uniquement une coordination de cette aide financière. Nous prévoyons, en outre, une augmentation de l'aide déjà prévue. La loi aura pour effet d'étendre les cadres de cette assistance. Le gouvernement a cru qu'il était de son devoir et de sa responsabilité de proposer les dispositions législatives nécessaires pour généraliser, à travers toute la province, la taxe provinciale de 2 % imposée depuis un assez grand nombre d'années déjà au profit des écoles. Il faut bien remarquer qu'il ne s'agit pas d'imposer une nouvelle taxe de 2 % dans les municipalités scolaires où elle existe déjà.

En résumé, il y aura un impôt de vente de 4 % dans toute la province, sauf dans les villes comme Montréal et Québec qui ont déjà un impôt de 6 %. En vertu du projet de loi, les commissions scolaires qui perçoivent actuellement la taxe de vente de 2 % à 1 %, pour fins d'éducation, cesseront de la percevoir à partir du 20 juillet prochain, alors qu'entrera en vigueur la taxe généralisée dans toute la province.

Une clause de la nouvelle loi prévoit que toute commission scolaire recevra en vertu de la nouvelle loi au moins autant qu'elle avait jusqu'à maintenant de la taxe de vente totale. Ce projet de loi sera particulièrement avantageux pour les commissions scolaires situées en dehors des grandes villes, car

elles étaient jusqu'à maintenant défavorisées par la concentration des commerces en dehors de leur territoire.

On donne satisfaction aux commissaires d'écoles. Mon bill, dit-il, veut également corriger certaines anomalies dont ont eu l'occasion de se plaindre les commissaires d'écoles et la Fédération des professeurs. C'est ainsi qu'on a attiré mon attention, dit-il, sur le fait que les subventions pour le traitement du personnel enseignant sont calculées non sur le nombre d'élèves de l'année courante, mais sur celui de l'année précédente.

Les montants versés n'étaient pas toujours proportionnels aux charges assumées par les commissions scolaires. Avec le bill actuel, ces subventions seront calculées sur le nombre des élèves de l'année en cours. Bien plus, ces subventions seront calculées non plus sur l'inscription moyenne des élèves en septembre.

L'aide financière maximum prévue par la loi pour l'enseignement secondaire n'est accordée qu'aux commissions qui ont un nombre de 60 élèves au-dessus du niveau de la 9<sup>e</sup> année. Cette disposition a particulièrement pour but de faciliter l'établissement de commissions scolaires régionales, dont les milieux ruraux de notre province ont un urgent besoin.

Ces dispositions représentent une étape nouvelle dans le développement de l'enseignement. Jusqu'à présent, la loi n'accordait, pour l'enseignement secondaire, aucune aide financière supérieure à celle qui était prévue pour l'enseignement élémentaire. À l'heure où le régime des écoles secondaires régionales est en voie de se répandre rapidement dans la province, cette mesure financière aura non seulement l'avantage d'en faciliter l'établissement, mais aussi d'alléger sensiblement le fardeau des contribuables fonciers.

La loi tient compte également d'autres besoins particuliers de l'enseignement à l'époque actuelle. Elle favorise l'établissement d'une classe maternelle avant la 1<sup>re</sup> année du cours élémentaire. Elle encourage les commissions scolaires à organiser des classes d'enseignement accéléré pour les enfants les plus précoces et les plus doués.

Enfin, elle offre des subventions beaucoup plus généreuses pour l'organisation de classes destinées aux enfants qui souffrent de déficience physique ou psychique. Dans tous ces cas, des subventions spéciales ne sont accordées que si la commission scolaire utilise les services d'instituteurs ou institutrices détenteurs d'un brevet d'enseignement spécialisé.

La loi prévoit aussi des règles particulières pour des subventions destinées à l'achat des livres de classe et au paiement du coût de transport des élèves.

Il (l'honorable M. Gérin-Lajoie) attache une importance particulière aux subventions accrues qui sont prévues pour l'achat de livres de bibliothèque scolaire par les commissaires d'écoles. Il souhaite que les écoles secondaires régionales puissent devenir de véritables centres culturels régionaux où la population pourra bénéficier en outre des services d'une bibliothèque publique.

Les seules subventions qui ne soient pas soumises à des règles rigoureuses, mais qui continuent à être attribuées comme dans le passé, sont celles qui sont destinées à la construction et à la réparation des écoles. Des normes statutaires sont en voie de préparation et elles seront mises à l'essai au cours des prochains mois, dans l'espoir qu'elles puissent être intégrées au code des subventions dans un avenir rapproché.

Le nouveau système de subventions fournira \$25 par élève pour couvrir les coûts administratifs et d'entretien; \$75 à \$100 par élève pour le salaire des enseignants, selon le pourcentage de la taxe foncière obtenue auprès des entreprises, et un montant égal pour l'organisation des installations des nouvelles écoles secondaires, plus une subvention spéciale si les élèves de la commission participent à des activités parascolaires et pour les écoles maternelles. Ils recevront 75 % du coût pour fournir gratuitement des livres de cours, jusqu'à concurrence de \$4 par élève des écoles primaires et \$9 pour ceux des écoles secondaires; 75 % des coûts pour le transport scolaire avec certaines limites et le même pourcentage pour l'achat de livres de bibliothèque avec certaines limites. Les commissions scolaires de Montréal et de Québec n'obtiendront pas ces subventions, mais elles recevront une subvention générale de \$50 par élève à la maternelle, \$100 à l'école primaire et \$175 à l'école secondaire.

Les commissions scolaires catholiques et protestantes de Montréal et de Québec, qui n'ont reçu jusqu'à maintenant aucune subvention pour la construction des écoles ni pour le traitement du personnel enseignant, seront désormais intégrées au système général. Leurs subventions seront néanmoins calculées selon les barèmes particuliers qui sont prévus dans la loi.

Le projet de loi a aussi pour effet de confier au ministre de la Jeunesse le soin de distribuer les subventions destinées aux commissions scolaires du Québec. Nous vivons dans une confédération et, depuis 1867, chaque province peut légiférer en

matière d'éducation. L'éducation est du domaine provincial. Cela remonte même jusqu'en 1846. Il rappelle l'historique des fonctions de surintendant de l'Instruction publique. Elles remontent à 120 ans. La surintendance a contribué à développer l'enseignement chez nous.

Mais il y a 120 ans, c'était une époque où les citoyens se méfiaient d'une autorité politique qui était constituée par une majorité ne représentant pas la langue ni la religion des Canadiens français. Le gouvernement du Canada-Uni venait d'Angleterre. La surintendance remonte même avant l'établissement d'un gouvernement responsable au pays. Et 1841, c'était au lendemain d'une époque où les Canadiens français avaient lutté avec les patriotes du Haut-Canada pour établir un gouvernement responsable.

La majorité catholique canadienne-française du Québec s'inquiétait et était résolument contre le fait d'être administrée par un protestant; l'administration anglaise n'était pas familière avec la mentalité et les besoins des Français d'ici, et une révolte de races et de religions venait tout juste de se terminer.

Après 120 ans, je pense qu'il est temps que la personne élue consulte le Conseil pour effectuer des modifications, et c'est la demande des deux comités du Conseil de l'Instruction publique et des plus hautes autorités religieuses elles-mêmes. La surintendance est une institution pour laquelle la Chambre a de l'admiration et du respect, et elle a évolué sans cesse mais pas toujours dans la mesure des faits.

Il cite des articles du code scolaire pour appuyer son avancé qui dit que les livres sont donnés par des fonds accordés non par le surintendant de l'Instruction publique, mais par le gouvernement provincial, que c'est le secrétaire de la province et non le surintendant qui a autorité d'accorder l'aide financière aux commissions scolaires. Le surintendant de l'Instruction publique, qui est aussi le secrétaire du Conseil de l'Instruction publique, a le rôle légitime de s'occuper de l'administration et des programmes d'études en éducation. Cependant, il revient à la personne élue de s'occuper de la dépense des fonds recueillis auprès du public.

Il proteste du fait que l'Union nationale ait affirmé que le surintendant était la personne mieux placée pour superviser les subventions parce qu'il était moins sujet à subir des pressions politiques. Pour le prouver, je peux citer des lettres qui indiquent que l'Union nationale se cachait derrière le surintendant pour exercer des pressions politiques. De plus, l'octroi des subventions était directement décidé par le premier ministre ou le secrétaire de la province qui s'occupait à l'époque de l'éducation.

Au cours des années passées, les prédécesseurs du gouvernement actuel, de quelque parti qu'ils aient été, ont démontré que la responsabilité d'attribuer des subventions aux commissions scolaires relevait des ministres de la couronne. Tout cela avait pour but de souligner que, depuis 1841 et 1846, il y a eu du chemin de parcouru dans notre province, que les conceptions de l'administration publique ont évolué, la façon d'administrer la province a été adaptée aux besoins et aux idéaux du peuple.

Cette grande évolution a fait naître une équivoque profonde et un désordre réel; on croit en certains milieux que les subventions sont attribuées par le surintendant de l'Instruction publique. Il y a équivoque en ce qui concerne le rôle du surintendant et celui du ministre, et il importe que les électeurs, dans une saine démocratie, aient le droit de savoir où se situe l'autorité de l'administration de leurs deniers.

Le gouvernement est d'avis que l'autorité et la responsabilité des fonds publics doivent être clairement et nettement situées aux yeux de l'opinion publique. Toutefois, la tâche d'accorder des subventions aux commissions scolaires incombe depuis des années et doit incomber aux ministres. Dans une saine démocratie, en matière de finances, l'autorité ne peut pas appartenir à un autre qu'un membre du gouvernement, responsable devant la Chambre.

Le principe que la responsabilité financière doit être détenue par un ministre a été reconnu par des autorités ecclésiastiques voici environ deux ans, bien que nous hésitions à référer trop souvent aux autorités ecclésiastiques, car nous croyons que celles-ci et l'autorité civile doivent demeurer chacune à sa place, et que l'autorité civile occupe la sienne dans sa responsabilité de la chose publique.

Le 26 février 1958, Son Éminence Mgr A. Martin, évêque de Nicolet, déclarait devant le Conseil de l'Instruction publique: "Au comité catholique, il appartient de reconnaître comme collèges classiques les institutions qui méritent d'être reconnues comme telles. Au gouvernement de la province, il appartient de subventionner ces institutions selon des normes qu'il lui appartient seul de déterminer." Mgr Martin parlait non seulement en son nom personnel, mais au nom du comité épiscopal de l'enseignement, au nom de la hiérarchie catholique de la province. C'est dans cette perspective que nous présentons le présent projet de loi.

Le 26 septembre 1960, à une séance du comité catholique de l'Instruction publique, le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, déclarait que la Législature devra étudier le rouage du comité catholique, reviser les règlements, fixer

son champ d'action et préciser sa juridiction. Quand la hiérarchie catholique s'est prononcée de cette façon, dit-il, qui oserait dire que le gouvernement ne met pas en application une saine idée de l'organisation de l'enseignement dans la province?

La hiérarchie religieuse a un rôle important à jouer dans le domaine de l'enseignement. Pour l'Union nationale, la confessionnalité est un mythe. Comment la respectaient-ils, cette confessionnalité quant aux programmes et aux nominations dans les écoles spécialisées? L'Union nationale s'est immiscée dans le domaine académique des programmes qui devraient appartenir au surintendant. Dans le domaine de la formation technique et professionnelle, elle a créé une anomalie que nous devons corriger. Il faudra que les prêtres catholiques ne soient plus seulement tolérés, comme c'est actuellement le cas, sous la fausse étiquette de "professeurs de sociologie".

Je veux faire, dit-il, l'énumération sommaire de tout ce qui se fait actuellement en dehors du Conseil de l'Instruction publique par la volonté de l'ancien gouvernement. Il y a des cours populaires qui se donnent dans toute la province en marge et en dépit de toute autorité du Conseil de l'Instruction publique et du surintendant. Il y a les cours par correspondance qui se donnent de la même façon, en marge des autorités reconnues. Il n'y a, dans la province, aucun système d'orientation professionnelle organisé par le Conseil de l'Instruction publique. Tout a été développé au ministère de la Jeunesse. Dans l'Union nationale en somme, on est confessionnel quand ça fait l'affaire et on cesse de l'être quand ça ne fait plus l'affaire. Pour les handicapés, rééducation des travailleurs accidentés ou malades, etc., on a établi un système complètement en marge du Conseil de l'Instruction publique. Même chose pour les services des écoles privées, pour les cours de rationalisation du travail pour l'enseignement postsecondaire. Dans ce dernier cas, les cours du ministère font même concurrence aux cours organisés par le surintendant, comme pour lui faire échec. Même pour les manuels scolaires, domaine important entre tous, la loi ne fait aucunement mention du surintendant. S'il fallait qu'un ministre athée succède à celui qui est là actuellement, il pourrait non seulement choisir, mais acheter les droits d'auteur, faire imprimer et distribuer les manuels qu'il voudrait.

On me dira que j'exagère? Les documents sont là. D'ailleurs, quand on a entendu l'Union nationale faire l'usage qu'elle a fait de la religion, les reproches qu'elle pourrait nous faire sonnent faux. S'il y avait une élection, l'opinion publique laverait toute cette opposition, ce qui serait d'ailleurs fort



mauvais pour nous. Nous croyons que la population veut le maintien du système confessionnel. Nous voulons que les enfants reçoivent l'instruction que leurs parents souhaitent. La question doit s'envisager froidement.

Le gouvernement libéral veut revaloriser la fonction du surintendant de l'Instruction publique dans cette province aux yeux de la population. Nous voulons que les programmes, les manuels scolaires, l'inspection de l'enseignement, l'organisation et la direction des écoles normales, la télévision et la radio scolaire relèvent du surintendant. Nous voulons qu'il cesse d'être un homme utilisé par les hommes politiques comme un paravent. Nous voulons que le surintendant de l'Instruction publique soit vraiment et complètement l'éducateur no 1 de la province. Nous voulons qu'il soit, non seulement l'inspecteur en chef, mais qu'il soit de tous les instituteurs et institutrices ainsi que de tous les éducateurs de cette province, le chef. Nous voulons que la fonction du surintendant soit la plus haute et la plus noble qui existe au Québec parce que c'est à lui que nous confions le soin d'éduquer et d'instruire nos enfants. Il demande l'ajournement.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### **Reprise de la séance à 8 h 15**

#### **Projets de loi:**

##### **Financement des commissions scolaires**

Le débat se poursuit en deuxième lecture.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous voici en présence de l'un des projets de loi les plus gros de conséquences qui aient été présentés en cette Chambre depuis un grand nombre d'années. Le ministre a voulu d'abord minimiser l'effet de cette mesure. On eût dit, à l'entendre parler, qu'il s'agissait tout simplement de mettre un peu d'ordre dans le système, tout comme une ménagère tente de mettre de l'ordre dans son armoire. Je n'ai pas besoin de vous dire, M. l'Orateur, que le projet de loi dont on vient de proposer la deuxième lecture eût été impensable sous un gouvernement de l'Union nationale.

Par ce projet de loi, le gouvernement actuel impose pour \$32,000,000 de taxes nouvelles à des centaines et des centaines de contribuables des corporations scolaires rurales à travers la province, et ce montant sera susceptible d'augmenter considérablement dans les années à venir.

Par ce projet de loi, le gouvernement actuel met en veilleuse le surintendant de l'Instruction publique en lui enlevant tout pouvoir réel. Le texte législatif ne laisse au surintendant que ce que le ministre appelle des pouvoirs académiques, et peut-être pour un temps seulement.

Par ce projet de loi, le gouvernement met aussi sous le boisseau les comités catholique et protestant du Conseil de l'Instruction publique qui n'auront plus aucun pouvoir réel, mais seulement, eux aussi, des pouvoirs académiques.

Par ce projet de loi, le gouvernement constitue le ministre de la Jeunesse, ministre, en fait, de l'Instruction publique sans oser lui en donner le titre.

Par ce projet de loi, le gouvernement met, suivant les paroles du ministre, la cause sacrée de l'éducation sous le contrôle des élus du peuple et la fait ainsi tomber dans le domaine de la politique.

Par ce projet de loi, le gouvernement ouvre la porte à tous les abus qui, l'histoire est là pour le prouver, dans d'autres pays, ont amené l'école neutre et non confessionnelle.

Le bill 86 porte un titre qui est de nature à induire en erreur les gens de bonne foi: Loi pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

En réalité, le bill comporte deux principes majeurs. Il apporte la provincialisation de la taxe d'éducation. Cette taxe est enlevée aux commissions scolaires et donnée à l'État, qui l'étendra à toute la province et en doublera le rendement. C'est donc un principe de centralisation et d'extension fiscale.

En second lieu, les subventions scolaires ne seront plus réparties et payées par le surintendant de l'Instruction publique, mais par le ministre de la Jeunesse; donc, ça constitue un principe de centralisation administrative.

À première vue, il paraît étonnant qu'une mesure fiscale soit présentée par le ministre de la Jeunesse, au lieu du ministre des Finances, et soit camouflée dans une mesure qui modifie radicalement le régime des subventions.

Mais, à bien y songer, on réalise que c'est dans la logique des choses. La centralisation administrative suit toujours la centralisation fiscale. Les droits suivent l'argent. Les deux principes énumérés plus haut doivent être examinés à la

lumière du même axiome qui est fondamental en politique: L'autorité réelle appartient toujours à celui qui détient les cordons de la bourse.

Le rapport Tremblay a, sans doute, recommandé de généraliser, en l'étendant à toute la province, la taxe de vente scolaire, dite taxe d'éducation. Cette recommandation apparaît notamment à la page 185 du volume III, tome I, et aux pages 167, 198 et 321 du volume III, tome II.

Mais le contexte du document indique clairement que, dans l'esprit des commissaires, cette taxe doit rester une source de revenus des commissions scolaires, même si elle est perçue par la province et répartie ensuite suivant des barèmes à déterminer.

Voici par exemple en quels termes le rapport parle de la taxe de vente à la page 167 du volume III, tome II:

"Il apparaît maintenant évident qu'un des moyens les plus opportuns d'accroître le rendement de cette taxe est de la généraliser et de l'uniformiser à travers toute la province, comme le recommande encore le mémoire soumis par l'Union des municipalités. C'est le plus sûr moyen d'en faciliter le contrôle et de le rendre plus efficace, comme aussi de procurer une meilleure répartition entre les municipalités des avantages et des inconvénients que cette taxe comporte. Les revenus qui en découleraient pourraient être répartis de la façon suivante: 2 % pour le gouvernement provincial; 2 % pour les municipalités, et 1 % pour les commissions scolaires.

"À noter que la taxe scolaire n'était encore que de 1 % quand le rapport a été rédigé en 1956. Il est clair que, dans l'esprit des membres de la Commission, ce 1 % même généralisé devait continuer d'appartenir en propre aux commissions scolaires. À plusieurs reprises, la commission pose en principe que chaque administration doit, en autant que la chose est possible, disposer de revenus qui lui soient propres. Elle dit par exemple: "L'idéal, tous l'admettent, est que chaque gouvernement finance, avec les revenus qu'il prélève lui-même, les fonctions ou les services dont il est responsable... (Volume III, tome II, page 187). Mais le problème essentiel c'est que, autant que possible, les corporations scolaires vivent de leurs revenus... (Volume III, tome II, page 198). Il est éminemment désirable qu'elles (les commissions scolaires) puissent obtenir de l'impôt la plus forte proportion de leurs revenus... (Volume III, tome II, page 182)." Or, le premier élément de solution au problème financier des communautés locales, c'est une

meilleure répartition des sommes disponibles pour l'impôt, et cela non par un jeu de subventions, mais par un meilleur aménagement de la fiscalité générale." (Volume III, tome I, page 183)

Pour bien indiquer que la taxe de vente, même généralisée, doit rester une source de revenus propre aux commissions scolaires, la Commission énumère comme suit, aux pages 184 et 185 du volume III, tome I, ce que pourraient être les champs de taxation de ces organismes:

1. la taxe foncière;
2. la participation à la taxe foncière des grandes entreprises par le moyen d'une taxe provinciale de péréquation;
3. la généralisation de la taxe de vente, en attendant d'autres réaménagements fiscaux.

Puis, dans les paragraphes suivants, la Commission parle des subventions qui resteront quand même nécessaires pour compléter ces diverses sources de revenus.

L'Union nationale a compris que, pour sauvegarder l'autonomie des commissions scolaires et remédier à l'insuffisance de l'impôt foncier, il fallait leur attribuer en propre d'autres sources de revenus. C'est pourquoi, non contente d'assumer leurs dettes à 100 % en 1946 et à 50 % en 1956, elle a permis à celles qui le désiraient d'imposer une taxe d'éducation, qui fut d'abord de 1 %, puis de 2 %. Au début, ce pouvoir de taxation était accordé par voie de bill privé. À la session de 1959-1960, on a étendu à toutes les commissions scolaires la liberté d'imposer une taxe de vente, pourvu qu'elle ne dépasse pas 2 %.

Par le bill 86, le gouvernement actuel enlève cette source de revenus aux commissions scolaires et se l'attribue à lui-même. L'article 2 abroge en effet la loi générale de la dernière session et toutes les lois spéciales donnant à des commissions scolaires le droit d'imposer une taxe de vente. Et les articles 9 et 10 portent de 2 % à 4 % la taxe de vente provinciale.

Dans une émission télévisée, le soir du 28 mai, le ministre (l'honorable M. Gérin-Lajoie) a déclaré que la taxe de vente rapportait annuellement \$35,000,000 aux commissions scolaires qui s'étaient prévaluées du droit de l'imposer; et qu'en portant sa propre taxe de vente de 2 % à 4 % dans toute la province, le gouvernement verra son revenu augmenter de \$67,500,000.

On enlève donc aux commissions scolaires une source de revenus de \$35,000,000 par année, et on impose aux contribuables, aux contribuables ruraux surtout, car c'est principalement dans les régions rurales qu'il n'y avait pas de taxe d'éducation, un fardeau additionnel de \$32,500,000.

À noter que, par le bill 82, les commissions scolaires se voient enlever une autre source de revenus: la rétribution mensuelle. Chaque fois que des droits fiscaux sont ainsi confisqués pour être remplacés par des subsides, il y a nécessairement perte d'autonomie.

Le titre du bill dit qu'il s'agit d'aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations. Quand la commission Rowell-Sirois proposait de remplacer par des subsides fédéraux les impôts directs qui appartiennent aux provinces, elle disait aussi que c'était pour aider les provinces à s'acquitter de leurs obligations. L'Union nationale aidait beaucoup mieux les commissions scolaires, en assumant leurs dettes et en augmentant leur source de revenus, de façon à les rendre plus libres. Le gouvernement libéral leur enlève ces sources de revenus alors que leurs besoins financiers augmentent très rapidement. Les octrois provinciaux, qui n'étaient jusqu'ici qu'un complément, deviendront la principale source de revenus des commissions scolaires.

Celles-ci seront forcées de vivre aux crochets de la province. On les humilie en les appauvrissant. On les asservit en les faisant tomber sous la coupe de l'État. Le sens des responsabilités va s'amenuiser d'autant, à une époque où les urbanistes et les sociologues cherchent les moyens de revigorer la vie des communautés locales. Les personnes et les organismes intermédiaires se perdent de plus en plus dans le grand tout étatique.

Il est un autre principe que signale le rapport Tremblay au sujet de la fiscalité scolaire. À la page 198 du volume III, tome II, le rapport dit ceci: "Il y a un autre point qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est de s'assurer que tous les contribuables, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, apportent leur contribution financière aux frais de l'éducation. C'est dans cet esprit que la commission propose: 1. un réaménagement de l'impôt foncier par un régime plus scientifique et plus uniforme d'évaluation; 2. un système de péréquation qui répartirait plus équitablement les impôts fonciers payés par les grandes entreprises; 3. et, en dernier ressort, la généralisation de la taxe de vente."

Par le bill 86, le gouvernement se contente de généraliser la taxe de vente, qui est payée par les chefs de famille et les petits contribuables. Mais il ne touche pas à l'impôt foncier des grandes entreprises, qui est très minime en certaines localités. On veut que toutes les petites gens, où qu'ils résident, payent pour les écoles; mais on n'en fait pas autant pour les grandes entreprises, où qu'elles soient situées. Celles

qui ont leurs établissements dans de petits villages continueront de ne payer qu'un faible impôt scolaire. On généralise le fardeau des petits, mais pas celui des grosses compagnies.

C'est ce contre quoi la Fédération des travailleurs du Québec a protesté. *Le Devoir*, du 29 mai, rapportait notamment ce qui suit: "Le conseil exécutif de la centrale aurait voulu que le bill 86 prévoie l'imposition uniforme des sociétés industrielles et commerciales, y compris celles qui sont situées en dehors de territoires juridiquement organisés. L'organisme trouve inadmissible qu'on généralise une taxe frappant surtout les petits consommateurs, sans même annoncer son intention de faire porter aux compagnies une part équitable du fardeau des taxes scolaires."

À la dernière session, l'Union nationale a trouvé le moyen de hausser dans une très large mesure, et d'après des barèmes statutaires, l'aide aux universités, aux institutions d'enseignement secondaires et aux commissions scolaires. Elle n'a pas pour autant alourdi le fardeau des contribuables, car elle n'a haussé que l'impôt sur les corporations; et elle avait fait d'avance les démarches nécessaires pour que cette hausse soit pleinement déductible de l'impôt fédéral.

En d'autres termes, il y avait plus de gratuité réelle sous l'Union nationale que sous le gouvernement actuel, car l'Union nationale trouvait le moyen d'aller chercher de l'argent à Ottawa, en récupérant les droits fiscaux de la province, alors que le gouvernement actuel va chercher l'argent dans les goussets des petits contribuables des campagnes.

Si, au moins, la taxe d'éducation avait été laissée aux commissions scolaires! Il eût été facile d'organiser, soit au sein même de la Fédération des commissions scolaires, soit par l'intermédiaire ou l'arbitrage du surintendant de l'Instruction publique, un système de péréquation qui aurait réparti équitablement le produit de cette taxe généralisée. On n'aurait pas alors privé les commissions scolaires d'une source de revenus qui contribuait puissamment à étayer leur autonomie.

Mais, par le bill 86, le gouvernement actuel s'approprie cette taxe pour lui-même. Et, comme il a aboli le fonds d'éducation, les \$67,000,000 et plus qu'il en retirera retomberont dans le fonds consolidé du revenu. Absolument rien dans le bill ne garantit que cet argent sera dépensé pour l'éducation. Il pourra tout aussi bien servir pour la voirie ou pour toute autre fin.

C'est vrai que le bill prévoit différentes formes de subventions. Mais une subvention ne

procure jamais autant de liberté qu'une source de revenus qu'on peut prélever soi-même dans la mesure de ses besoins. Si le gouvernement actuel ne sait pas cela, il est bien mal outillé pour défendre les droits de la province. Pour recevoir les subventions prévues dans le projet de loi, les commissions scolaires devront se plier à des conditions extrêmement onéreuses.

D'après un éditorial du Dr Louis-Philippe Roy, rédacteur en chef de *L'Action catholique*, qui possède une longue expérience personnelle comme membre de la commission scolaire de Giffard, les subventions accordées pour l'enseignement secondaire seront très insuffisantes pour rencontrer les dépenses que les commissions seront obligées de faire. Maintenant que la taxe d'éducation ne leur appartient plus, quel sera le recours des commissions scolaires? Elles n'auront pas d'autre alternative que celle de quémander des hausses de subventions. Et ces hausses, si jamais elles les obtiennent, seront sans doute liées à de nouvelles conditions.

C'est ainsi que se perd graduellement la liberté des commissions scolaires, et partant, des parents eux-mêmes, qui ont pourtant les premiers droits et les premières responsabilités en matière d'éducation. On dira que, d'après l'article 14, aucune commission scolaire ne pourra recevoir moins qu'avant la provincialisation de la taxe d'éducation. Mais le rendement de la taxe de vente est susceptible de s'accroître, avec l'expansion économique et l'augmentation de la population. Il est maintenant de \$67,500,000. Mais il pourrait être de \$100,000,000 dans quelques années. Et le minimum prévu à l'article 14 du bill ne dépassera jamais, lui, les \$35,000,000 que les commissions scolaires percevaient jusqu'à maintenant de cette taxe.

Le premier ministre reproche au gouvernement fédéral d'avoir gelé pour des années à venir les paiements de péréquation faits aux provinces. Or, par le bill 86, le gouvernement fait exactement, à l'endroit des commissions scolaires, ce qu'il reproche à Ottawa de faire à l'endroit des provinces. Il y a donc, dans ce bill 86, un principe de centralisation fiscale que nous ne pouvons pas admettre, parce qu'il conduit à l'asservissement des commissions scolaires et à l'amointrissement des droits des parents, tout en imposant une charge très lourde à une catégorie particulière de petits contribuables, en violation flagrante des promesses faites pendant la dernière campagne électorale.

Le premier ministre actuel avait en effet déclaré, devant les membres du Club Kiwanis-Saint-Laurent, ces paroles qui sont reproduites entre

guillemets dans *Le Devoir* du 2 juin 1960. "Je tiens à vous dire et à vous répéter ce que j'ai dit: Le programme du Parti libéral sera réalisé sans aucune augmentation de taxe et j'insiste. Sans aucune augmentation de taxe." Jamais une promesse électorale n'aura été violée aussi souvent et avec autant de désinvolture que celle-là.

À ce principe de centralisation fiscale s'en ajoute un autre, qui est infiniment plus grave que le premier et que celui que comporte la provincialisation de la taxe scolaire. C'est un principe de centralisation administrative. L'un va rarement sans l'autre. Et l'on sait par expérience que, quand le dollar d'impôt perçu dans une localité doit passer par Québec ou Ottawa avant de revenir dans la même localité sous forme de subvention, non seulement il arrive aminci au terme de ce long voyage, mais il ramène avec lui des charges, des hypothèques, des conditions qui en limitent singulièrement l'emploi.

Et cette limitation est d'autant plus grave que nous sommes ici dans le domaine sacré de l'éducation, où les parents et l'Église ont des droits antérieurs à ceux de l'État. Si encore la centralisation se faisait entre les mains du surintendant de l'Instruction publique, qui est l'agent exécutif du Conseil de l'Instruction publique et de chacun de ses comités, le mal serait beaucoup moins grand.

Mais on dépouille le surintendant de ses plus importants pouvoirs administratifs. Et au profit de qui? Au profit du ministre de la Jeunesse. Ce sera désormais le ministre, et non plus le surintendant, qui sera chargé de répartir et payer les subventions, même celles qui ne sont pas statutaires. Le bill 86 sabote l'une de nos institutions les plus fondamentales.

Le 28 septembre dernier, dans une allocution que rapporte *in extenso* la livraison de novembre de la *Revue l'Instruction publique*, le ministre de la Jeunesse déclarait ce qui suit:

"C'est dans le cadre d'une telle différenciation entre le rôle académique du Conseil de l'Instruction publique et le rôle administratif ou financier du gouvernement, que la question de confier à un seul ministre les aspects administratifs des affaires éducatives s'est posée depuis quelques années et que nous l'avons résolue dans les cadres du ministère de la Jeunesse."

Je dis, M. l'Orateur, que cette distinction entre les aspects académiques et les aspects administratifs de l'éducation, dont on voudrait se servir pour dépouiller le surintendant de ses principaux pouvoirs, est absolument nouvelle chez nous. Elle est contraire à tous les textes antérieurs à

la législation présente et elle est encore plus dangereuse, plus révolutionnaire que cette autre distinction qu'on a voulu faire entre l'éducation et la culture.

Cette dernière a servi de cheval de Troie pour permettre à Ottawa de s'immiscer dans le domaine de l'éducation. Celle qu'a inventée le ministre servira de cheval de Troie pour permettre au gouvernement d'instituer, sans le nom, suivant le vœu exprimé par M. André Laurendeau dans la livraison de mars du *Maclean's* français, un véritable ministère de l'Instruction publique.

M. Laurendeau écrivait en effet ceci: "Que M. Lesage donne à la province, le cas échéant, la chose sans le nom, et cela nous suffira." Je sais qu'avec M. Laurendeau les gens d'une certaine école ne manqueraient pas d'applaudir l'établissement, avec ou sans le nom, d'un ministère de l'Instruction publique. Mais je me demande si ces applaudissements feraient honneur au gouvernement actuel. Je suis sûr, en tout cas, qu'ils ne seraient pas partagés par l'immense majorité de la population.

Dès son institution en 1841, la surintendance de l'Instruction publique avait nettement pour but de sortir l'éducation de la politique. La loi originale interdisait même aux membres de l'Exécutif et du Parlement l'accès à cette fonction. Elle faisait du surintendant un personnage au-dessus de la politique. En 1846, une autre loi précisa encore davantage les pouvoirs du surintendant. Voici comment ces pouvoirs sont définis à l'article 35 de la loi:

- De recevoir du receveur général toute somme d'argent appropriée pour les fins de cet acte, et d'en faire la distribution entre les commissaires d'écoles des diverses municipalités, d'après les dispositions de la loi et proportionnellement à leur population, telle que constaté par le dernier recensement.

- D'examiner et contrôler les comptes de toutes personnes, corporations, ou associations comptables d'aucuns deniers publics appropriés et distribués en vertu de cet acte; et de faire rapport si lesdits deniers ont été employés de bonne foi aux fins pour lesquelles ils sont accordés.

- De soumettre aux trois branches de la Législature, annuellement, un rapport détaillé de l'état actuel de l'éducation dans le Bas-Canada, des tableaux des écoles, du nombre d'élèves qui les fréquentent, et autres choses semblables.

Sont-ce là des pouvoirs purement pédagogiques? Il est clair que dès l'origine, il y a plus d'un siècle, le surintendant avait des pouvoirs administratifs et financiers, aussi bien que des pouvoirs pédagogiques.

Et cela se comprend, puisque le but visé était de séparer l'éducation de la politique. Si le surintendant n'avait exercé qu'une autorité purement pédagogique, comment aurait-il pu faire appliquer ses directives? Il en sera toujours ainsi. Tant qu'il faudra de l'argent pour construire et administrer des écoles, celui qui contrôlera les fonds sera également en mesure de contrôler l'enseignement. Et c'est un pouvoir bien platonique que celui de donner des directives, si les moyens d'appliquer ces directives sont entre les mains d'une autre autorité.

Nos pères ont donc agi avec logique et clairvoyance en confiant au surintendant l'administration des sommes votées pour l'éducation. C'est justement parce qu'il était absorbé par ses fonctions administratives et qu'il ne pouvait pas toujours donner l'attention voulue aux problèmes pédagogiques que fut institué, en 1856, le Conseil de l'Instruction publique. Mais le surintendant était *ex officio* membre de cet organisme et c'est lui qui était chargé de voir à l'application de ses règlements. Il devenait donc l'agent exécutif du conseil. Et c'est en la personne du surintendant que se faisait toujours en dehors et au-dessus de la politique, la nécessaire coordination des fonctions administratives et pédagogiques.

C'est le système que nous avons encore maintenant et qui a été admiré dans le monde entier, en particulier par le pape Pie XII qui déclarait en 1949 à M. Omer-Jules Desaulniers: "C'est merveilleux ... il faut faire connaître un système d'éducation qui respecte à ce point les droits des parents." (Paroles citées par M. Desaulniers lui-même, dans la préface de la brochure de M. Gérard Filteau intitulée: *Les constantes historiques de notre système scolaire*).

Il y eut bien l'alerte de 1898. Manœuvré par des pseudo-réformateurs en mal de déniaiser la province de Québec et de la sortir de l'obscurantisme, le cabinet Marchand fit voter par l'Assemblée législative une loi établissant un ministère de l'Instruction publique. Le nom y était, avec la chose. Et le parrain du projet de loi, M. Robidoux, prit immédiatement le titre de ministre de l'Instruction publique. Il ne le garde toutefois que trente-six heures. Car le Conseil législatif rejeta le projet de loi.

Lors du débat à la Chambre haute, Sir Thomas Chapais a prononcé un discours mémorable qui, après plus de 60 ans, garde une telle valeur d'actualité qu'on le croirait pensé pour aujourd'hui. À ce moment-là comme à présent, le gouvernement disait agir sous l'impulsion de la grande voix populaire qui s'était manifestée lors des élections précédentes. "Non, non", répondait Sir Thomas, "ce n'est pas le peuple de la province de Québec qui a

réclamé cette loi; ce n'est pas le peuple qui a sollicité plus de politique et moins de liberté dans l'éducation; ce n'est pas le peuple qui a demandé plus de patronage ministériel et moins d'impartialité administrative; ce n'est pas le peuple qui a désiré moins d'autorité pour les évêques et plus d'autocratie pour les politiciens; ce n'est pas le peuple qui a voulu moins de garanties pour la famille et plus d'omnipotence pour l'État... Jamais et nulle part les électeurs ne nous ont crié: Bouleversez notre système d'instruction publique; jamais et nulle part nos adversaires n'ont dit: si nous triomphons, nous restreindrons les pouvoirs du Conseil de l'instruction publique, et nous remplacerons le surintendant par un ministre".

Et M. Chapais de continuer plus loin: "Ce cri, cette clameur sont partis d'autre part. Lorsque le gouvernement présente ce bill, il n'obéit pas à la voix du peuple; il obéit à la pression d'un élément perfide, grossi de quelques aveugles qui croient avoir fait preuve de génie quand ils ont crié: "réforme", et déclaré qu'ils sont les fils d'un Siècle de lumière et que leurs contradicteurs sont des demeurants du Moyen Âge."

Et pour bien montrer qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, je détacherai encore du discours de M. Chapais deux extraits des journaux du temps. Le premier est d'une feuille radicale, qui s'appelait *Le Réveil*. Voici ce qu'écrivait ce journal en 1898: "Ce que nous avons prêché, ce que nous demandons pour le Canada, c'est l'instruction laïque, gratuite et obligatoire, fondement de toute démocratie instruite et utile. Nous ne prétendons pas avoir réussi à faire triompher ce programme, ce serait trop beau. La France, notre mère patrie, a mis des siècles à en arriver là; mais voyez donc ce que nous avons obtenu déjà. Pour la laïcisation, ne voit-on pas que nous y marchons à grands pas et que tout nous y conduit?"

Voici maintenant ce qu'écrivait *La Patrie*, journal ministériel du temps. "Nos amis de Québec veulent créer un ministère de l'Instruction publique pour une bonne raison, c'est que le Conseil, sans chef responsable, n'a été jusqu'ici qu'un corps routinier, indolent, apathique, qu'il n'a pas donné à l'enseignement l'importance et l'attention qu'il mérite; c'est que nos populations veulent et doivent être éclairées. C'est qu'il faut relever le niveau de l'école et du professorat. C'est qu'il faut tirer la province de la position humiliante où l'ancien système l'a mise. Il faut faire notre peuple fort, vigoureux, intelligent, pratique, et le Conseil de l'instruction publique n'a rien compris à cela dans le passé."

Voilà, M. l'Orateur, ce qu'écrivaient certains journaux en 1898. Ceux qui prêchent aujourd'hui en faveur des écoles neutres, ceux qui veulent diminuer l'influence du clergé dans l'enseignement, ceux qui réclament un ministère de l'Instruction publique croient exprimer des idées neuves, et ils traitent de fossiles et de moyenâgeux ceux qui pensent autrement. En réalité, ils ne font que ressasser de très vieilles rengaines, qui avaient déjà cours au siècle dernier et qui ont été maintes fois rejetées par la population.

Je sais que le premier ministre a fait dernièrement, à l'Université de Montréal, une déclaration formelle contre l'école neutre. C'est bien et je l'en félicite, même si je trouve qu'il a beaucoup tardé à mettre les choses au point. S'il avait pris plus tôt une attitude aussi catégorique, peut-être aurait-il épargné à notre province une partie de l'agitation dont nous avons été témoins en ces derniers mois. J'estime qu'il appartient aux laïcs d'abord, aux pères de famille pleinement conscients de leurs responsabilités en matière d'éducation, de mener la bataille contre l'école neutre. Et parmi ces laïcs, ceux qui incarnent l'autorité civile, ceux qui ont le mandat de diriger la société, ne devraient-ils pas être constamment à la pointe du combat?

Par ailleurs, je ne puis oublier non plus que le premier ministre a déjà fait des déclarations tout aussi formelles, portant que le gouvernement qu'il dirige n'établirait jamais un ministère de l'Instruction publique. Il y a un point sur lequel je m'entends parfaitement avec M. Laurendeau. C'est que le nom importe peu. L'important, c'est la chose. Or, dans ce bill 86, quelle est la chose? Nous ne nous objectons aucunement aux subventions mentionnées dans ce projet de loi ou dans les autres. Elles ne sont, dans la plupart des cas, que la suite logique de l'aide statutaire que nous avions commencé à donner l'an dernier à tous les degrés de l'enseignement. Je sais bien, par exemple, qu'il faut aider à développer l'enseignement secondaire. Et c'est une excellente chose, surtout avec la prolongation de la scolarité obligatoire, que l'on donne une assistance spéciale dans le cas des enfants retardés, ou de ceux qui peuvent avancer plus vite que les autres dans leurs études.

Nous voterons toutes les subventions que l'on voudra, mais à une condition essentielle: c'est qu'elles continuent d'être appliquées, distribuées, payées par le surintendant. C'est qu'on n'enlève pas au surintendant des pouvoirs essentiels pour les confier au ministre de la Jeunesse. C'est qu'on ne prenne pas un moyen détourné pour établir, sans le nom, un ministère de l'Instruction publique.

Ce n'est pas contre le nom que se battait Sir Thomas Chapais en 1898. Voici ce qu'il disait: "C'est dans la suppression du surintendant et dans son remplacement par un ministre que se trouve le coup fatal porté aux pouvoirs, à la dignité, à l'importance du Conseil de l'instruction publique". Ici, dans le bill 86, on ne va pas jusqu'à supprimer le surintendant; mais on lui enlève le plus clair de ses fonctions administratives et financières. Et pour modifier ce changement radical, on dit: "le surintendant est un homme très occupé; enlevons-lui des responsabilités financières pour qu'il puisse mieux se consacrer à ses tâches éducatives". Mais le ministre n'est-il pas aussi un homme très occupé? Est-il plus difficile d'augmenter le personnel du surintendant que le personnel du ministre? Et en quoi le surintendant sera-t-il aidé dans ses tâches éducatives quand la disposition des sommes nécessaires à l'enseignement ne dépendra plus que du seul ministère de la Jeunesse?

On veut que le surintendant et le Conseil de l'instruction publique prennent les décisions pédagogiques, mais on groupe entre les mains du ministre de la Jeunesse tous les leviers qui permettraient d'appliquer ces décisions. Est-ce que le seul fait de répartir les subventions et de les affecter à telle ou telle fin particulière n'implique pas en lui-même une foule de décisions d'ordre pédagogique? C'est toujours le même principe qui joue: celui-là détient l'autorité réelle qui contrôle les cordons de la bourse.

On parle aussi d'un besoin de coordination. Mais pourquoi cette coordination ne se ferait-elle pas au bureau du surintendant plutôt qu'au bureau du ministre de la Jeunesse? Les fonctions du surintendant offrent un caractère de permanence que ne sauraient avoir celles du ministre. Celui-ci détient un mandat politique qu'il doit faire renouveler tous les quatre ans par les électeurs de son comté. Même s'il est réélu, il cessera fatalement d'être ministre si son parti est mis en minorité.

Et, au cours d'un même mandat, il arrive souvent qu'un portefeuille change de titulaire, tandis que le surintendant, en vertu d'un amendement apporté par l'Union nationale à la loi de l'instruction publique en 1959 (7-8 Elizabeth II, chapitre 38), est pratiquement inamovible. Il reste en fonction durant bonne conduite et ne peut être destitué que sur une adresse des deux Chambres. Dans son allocution prononcée à l'Université de Montréal, le 31 mai, le premier ministre déclarait ce qui suit: "Sans doute, tout n'est-il pas parfait. De perpétuels rajustements doivent être apportés, comme dans tout ce qui est humain, pour que l'application serre toujours de plus

près les principes. Mais rajustement et correctifs signifient modalités et accidents; non point principes et substances. Lorsqu'on ajoute un ornement à une structure, on ne commence pas par en saper les fondations."

Ces paroles sont excellentes et j'y souscris volontiers. Mais, par ce bill, le gouvernement fait plus que changer les modalités et les ornements. Il sape les fondations de l'édifice. L'article 23 de la nouvelle rédaction du chapitre 61-A donne au ministre de la Jeunesse, et non plus au surintendant comme auparavant, l'administration et le contrôle de toutes les subventions, même celles qui ont trait aux livres de classe, aux bibliothèques scolaires et au transport des écoliers, et ce qui est encore plus grave, même celles qui concernent la construction et la réparation des écoles. Ces dernières subventions n'ont rien de statutaire. Elles sont laissées à l'entière discrétion du ministre.

Combien de fois en cette Chambre n'ai-je pas entendu nos amis d'en face nous reprocher d'introduire la politique dans les subventions pour construction d'écoles? Pourtant, c'est le surintendant qui détenait seul, dans les limites du budget voté par les Chambres, le contrôle de ces subventions. Tout ce que pouvaient faire les ministres et les députés, c'était d'appuyer les démarches de leurs mandataires et d'adresser au surintendant des recommandations qu'il était parfaitement libre d'accepter ou de refuser.

En fait, bien des commissions scolaires s'adressaient directement au surintendant sans passer par le député et elles ne s'en portaient pas plus mal. La recommandation du député ou du ministre n'a jamais été une condition nécessaire pour obtenir une subvention. Si donc, en dépit de ces sauvegardes, il pouvait subsister une certaine tentation d'ingérence politique, qu'en sera-t-il quand tout se décidera, non plus au bureau du surintendant, mais au bureau du ministre? Le ministre est-il bien sûr de pouvoir toujours mettre de côté ses intérêts électoraux et ceux de son parti? Et s'il est sûr de lui-même, ne devrait-il pas au moins s'inquiéter de l'avenir?

Par l'article 2 du présent projet de loi, à la page 8, on tranche dans le vif des attributions administratives et financières du surintendant. En abrogeant le premier paragraphe de l'article 17 du code scolaire, on enlève au surintendant le pouvoir de recevoir du ministre des Finances de la province et de distribuer, conformément aux dispositions de la loi, les subventions destinées aux écoles publiques et à toutes autres institutions d'éducation y ayant droit.

Par le paragraphe 2 du même article 17, c'est le surintendant qui était chargé de préparer le budget

de l'instruction publique. Le secrétaire provincial, et depuis peu le ministre de la Jeunesse, n'était que son porte-parole en Chambre. Il n'était pas, comme on est habitué à dire depuis quelques mois, le ministre responsable de l'Éducation. C'était le surintendant qui était vraiment ce ministre responsable de l'Éducation. Mais comme il n'était pas membre de la Législature, il fallait bien que quelqu'un se fit son porte-parole, pour exposer devant la Chambre le budget et les autres mesures préparées par lui.

Or, l'amendement qu'on apporte au paragraphe 2 de l'article 17 dit que dorénavant, le surintendant ne préparera pas le budget du département de l'Instruction publique, et non plus le budget de l'éducation en général. On fait également sauter le cinquième paragraphe de l'article 17, qui imposait au surintendant le devoir de rendre compte à la Législature des subventions accordées par lui. Ce sont là autant de modifications qui touchent à une institution fondamentale. En rognant sur les pouvoirs du surintendant, il est évident qu'on diminue du même coup l'influence du Conseil de l'instruction, de qui le surintendant doit prendre ses instructions d'après l'article 13 du code scolaire.

Il y a d'autres dispositions du code auxquelles on ne touche pas, mais qui tomberont d'elles-mêmes en désuétude si le bill 88 est adopté. Par exemple, l'article 15 qui dit ce qui suit: "Le surintendant peut retenir la subvention de toute municipalité ou institution d'éducation qui ne lui a pas transmis les rapports prescrits par la présente loi, qui a adopté ou permis l'usage de livres de classe non autorisés, ou qui a refusé ou négligé d'observer quelque une des dispositions de la loi ou des règlements concernant l'instruction publique."

On voit par cet article jusqu'à quel point le contrôle des subventions constituait une arme efficace entre les mains du surintendant. Si une commission scolaire ou une institution quelconque refusait d'appliquer les directives du Conseil de l'instruction publique, le surintendant pouvait lui couper les vivres, retenir les subventions jusqu'à ce que le mal ait été corrigé. D'après le bill 86, ce ne sera plus le surintendant, mais le ministre de la Jeunesse qui sera en possession de cette arme. C'est lui qui sera en mesure de retenir les subventions si les choses ne se passent pas à son goût. On ne peut même imaginer une situation où le ministre se servirait de cette arme pour contrecarrer les directives du Conseil de l'instruction publique. Et alors, où serait la coordination?

Ce n'est pas tout. Par l'article 6 du bill 86, on dépouille le surintendant, au profit du ministre de la

Jeunesse, des pouvoirs que la Législature lui avait donnés en 1956, par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 39, relatives au rachat des dettes scolaires. Ce n'est pas tout. Par l'article 7 du bill 86, ce ne sera plus le surintendant, mais le ministre de la Jeunesse qui sera chargé de l'application du bill 50 de l'an dernier (8-9 Elizabeth II, chapitre 45), touchant les subventions aux institutions d'enseignement secondaire. Mais le comble, nous le trouvons à l'article 8 du présent projet de loi. Il permet au cabinet d'ordonner "le transfert total ou partiel au ministère de la Jeunesse d'un crédit voté au département de l'instruction publique pour l'année courante aux fins d'administration, de subventions, de bourses d'études ou d'immobilisations".

Ainsi donc, le ministre de la Jeunesse pourra s'appropriier, en détail ou en gros, tout le budget du département de l'Instruction publique. Et l'on osera dire ensuite que cette mesure ne crée pas un véritable ministre de l'Instruction publique? Par la création du ministère des Affaires culturelles, on a déjà enlevé au surintendant les pouvoirs qu'il détenait par l'article 18 du code scolaire, touchant l'avancement des arts, des sciences et des lettres. Et l'on a établi, entre l'éducation et la culture, une frontière absolument artificielle.

Par la création d'une commission d'enquête sur l'éducation, chargée de faire rapport au cabinet plutôt qu'au surintendant, on a mis de côté les articles 16 et 43 du code scolaire, qui donnaient au surintendant et au Conseil de l'instruction publique le soin d'instituer les enquêtes nécessaires en matière d'éducation. D'autres projets de loi, comme le bill 87, font disparaître de notre code scolaire des chapitres entiers concernant les pouvoirs du surintendant, par exemple 455 et 469. Mais ce bill 86 est le plus grave de conséquences parce que, contrairement aux traditions et aux conceptions qui nous sont propres, il place l'enseignement sous la coupe de l'État.

Le premier ministre a soutenu, lors de la discussion du bill 64, que le Parlement est souverain en matière de subsides et qu'il est prêt à aller défendre cette thèse devant le peuple; autrement dit, qu'il est prêt à faire des élections pour soutenir les droits de la Chambre au contrôle des subsides de l'instruction publique.

C'est un grand coup d'épée dans l'eau, un geste à la Don Quichotte. Le premier ministre invente un mythe pour se donner le plaisir de le pourfendre. La vérité, c'est que le Parlement a toujours discuté et voté les subsides de l'instruction publique, comme ceux de n'importe quel autre département. Il a toujours conservé le contrôle de ces crédits. Et personne ne veut le lui enlever.



Il est donc ridicule de partir en croisade pour défendre ce principe qui a toujours été reconnu, avec ou sans ministère de l'Instruction publique. La seule différence, c'est qu'avec le système actuel, que nous voulons conserver, le budget de l'Instruction publique est préparé, puis administré par le surintendant qui relève du Conseil de l'Instruction publique, au lieu d'être préparé, puis administré par un ministre relevant du cabinet. Avec la conséquence primordiale que l'éducation n'est pas à la remorque d'un parti politique. Le surintendant pourra bien subir des pressions politiques, mais il est en possession d'y résister beaucoup mieux qu'un ministre, puisqu'il est pratiquement inamovible, alors que le ministre, lui, a des comptes à rendre à ses électeurs et à son parti.

Supposons, par exemple, que la Fédération libérale voudrait s'immiscer dans la répartition des subventions aux commissions scolaires ou aux maisons d'enseignement. Elle aura beaucoup plus de chances d'avoir satisfaction avec le ministre de la Jeunesse qu'avec le surintendant. Même si c'est le surintendant qui prépare et administre le budget, c'est toujours la Chambre qui le vote.

C'est précisément pour cela que le surintendant doit avoir en Chambre un ministre qui se fasse son porte-parole. Le secrétaire provincial autrefois, et maintenant le ministre de la Jeunesse, en plus des fonctions qui leur sont propres, agissent en Chambre comme les assistants parlementaires du surintendant.

Ils répondent aux questions des députés et donnent les renseignements nécessaires sur le budget de l'éducation, tout comme ferait par exemple l'assistant parlementaire du ministre de la Voirie si celui-ci était absent pour une cause ou pour une autre. Mais, du fait qu'il joue ce rôle, l'assistant parlementaire du ministre de la Voirie ne pourrait pas se faire appeler le ministre responsable de la Voirie. Ce n'est pas lui qui a préparé le budget et qui l'administrera une fois voté.

De la même façon, le porte-parole en Chambre du surintendant ne saurait se faire appeler le ministre responsable de l'Éducation. S'il assume les pouvoirs d'un ministre responsable de l'éducation, c'est tout notre système traditionnel qui est changé. Et ce changement, que rien ne justifie, ne donne pas à la Chambre un contrôle plus complet sur le budget de l'Instruction publique.

La seule différence en ce qui concerne la Chambre, c'est que la discussion de ce budget risque de prendre une tournure beaucoup plus partisane. Pour ce qui est du Conseil de l'Instruction publique et de chacun de ses comités, dont le surintendant est

l'agent exécutif, il est clair que le changement leur enlève le contrôle réel de l'éducation, même dans ses aspects purement pédagogiques. Car l'affectation des deniers publics à telle ou telle fin particulière suppose déjà une foule d'options pédagogiques. C'est désormais le ministre qui fera ces options, au lieu du surintendant et du Conseil de l'Instruction publique.

Il y aura plus de palabres sur la place publique et les petits-maîtres qui regardent de haut le Conseil de l'Instruction publique s'en donneront à cœur joie. Mais il y aura moins de travail efficace. Et ça coûtera plus cher, car il n'y aura plus aucun obstacle pour empêcher le bon ou le mauvais patronage de s'introduire dans l'éducation. Quant à la Chambre, elle n'aura pas plus de contrôle qu'auparavant sur le budget de l'éducation. Du moment qu'un budget est soumis à la Chambre, les jeux sont déjà faits.

Les députés peuvent poser des questions et obtenir des renseignements, mais en pratique, jamais elle ne modifie un budget, qu'il s'agisse d'Instruction publique ou d'autre chose. C'est le gouvernement qui est le maître tant qu'il a la majorité en Chambre. Et la seule façon de rejeter un budget serait de renverser le gouvernement.

En définitive, ce qu'on appelle le contrôle des subsides tient au principe de la responsabilité ministérielle. C'est le cabinet qui mène tant qu'il a la confiance de la Chambre, c'est-à-dire tant qu'il a l'appui de la majorité des députés. Avec notre système traditionnel, l'éducation pouvait progresser indépendamment des changements de gouvernement et des fortunes des partis politiques. Avec celui qu'on veut instaurer, elle entre dans la sphère des discussions partisans. Mais la Chambre n'aura pas plus de contrôle sur le budget de l'éducation qu'elle n'en avait auparavant.

Émile Faquet a écrit ceci: "L'État n'a rien à voir dans les choses de l'enseignement parce que, quand il s'en mêle, il est le plus souvent maladroit et assez souvent ridicule. Comme il est nommé pour faire de la politique et qu'il n'est qu'un homme politique, il ne voit dans l'enseignement que la politique et n'y fait que de la politique, et toutes ses pensées en cette affaire se ramènent à ce point: Mon corps enseignant me fera-t-il aimer et me préparera-t-il des électeurs?" (*Le libéralisme*, à la page 162).

Ne cherchons pas trop à imiter ce qui se fait ailleurs. Nous avons parfaitement le droit d'être et de rester différents des autres. Pour nous, de la province de Québec, l'enseignement ne doit pas être taxé uniquement sur des valeurs matérielles et temporelles.

Qu'importe que d'autres nous précèdent dans la lune? L'éducation, au sens où nous l'avons toujours entendu chez nous, a pour mission de conduire l'homme à des hauteurs infiniment plus élevées que celle-là.

**M. Johnson (Bagot):** Le ministre de la Jeunesse veut faire en sorte que le surintendant devienne une sorte de président d'honneur de l'instruction publique, rien de plus. Le système actuel d'éducation est le mieux adapté et le plus conforme à la doctrine de l'Église. C'est un système qui a fait ses preuves. La seule chose qu'il lui reproche, c'est sa trop grande humilité et son manque de "public relation".

Ce projet de loi met en danger la confessionnalité dans les écoles du Québec. Il cite l'article 93 de la Constitution canadienne pour prouver que ce document l'établit. Remontant jusqu'à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, il est clair que la confessionnalité a des droits, tant pour la majorité que pour la minorité. Lorsque les parents ont délégué leur autorité et leur responsabilité, c'est au Conseil de l'instruction publique qu'ils l'ont fait. Il est fallacieux de prétendre qu'ils les ont délégués à un gouvernement. Quand on songe à ce qui se passe dans les autres provinces et dans d'autres pays où les catholiques, placés devant les écoles d'État, font des sacrifices immenses pour avoir des écoles confessionnelles, pourquoi prendrions-nous le risque de mettre en danger celles que nous avons dans la province de Québec?

Ce que je ne comprends pas dans cette loi, c'est qu'on prenne le moindre risque de mettre en péril un système tel que le nôtre. Pourquoi avoir honte de ce qu'ont fait le comité catholique et le comité protestant? Pourquoi laisser croire que le surintendant n'a pas fait son devoir et que le Conseil de l'instruction publique n'a pas été efficace? Pourquoi mettre en danger notre système d'écoles pour faire plaisir à quelques intellectuels que le premier ministre a qualifiés, l'autre jour, dans son discours à Montréal?

Le premier ministre devrait voir à ce que la législation concorde avec ses paroles. Du moment qu'on formule la théorie que les droits de l'État précèdent ceux des parents et que l'on présente une mesure comme celle-ci, on a raison de craindre que certains éléments de la population, certains catholiques progressistes feront une pression telle que le gouvernement sera contraint de mettre de côté éventuellement la confessionnalité de nos écoles. Ces éléments s'agitent très fort en ce moment.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

J'ai, dit-il, exprimé des convictions profondes qui ne datent pas d'aujourd'hui, lorsque j'ai parlé à l'encontre des écoles neutres, à l'Université de Montréal, la semaine dernière et je n'ai rien à retirer. J'ai été élevé dans une famille chrétienne et dans un milieu chrétien. Je fus un élève du Séminaire de Québec, et de l'Université Laval. J'ai trop bénéficié de notre enseignement confessionnel pour ne pas y rester attaché. J'ai l'intention, dit-il, de défendre partout le système d'enseignement qui est le nôtre et je ne permettrai pas que l'on y déroge. Bien loin de rapetisser le rôle du surintendant, le gouvernement veut le grandir en lui laissant tout le secteur pédagogique.

Au moment de mon assermentation comme ministre fédéral du Grand Nord, dit-il, il n'existait pas une école confessionnelle dans cette partie du pays et j'en ai établi une. On veut grandir le rôle du surintendant et non pas le diminuer et mettre dans la loi ce qui correspond aux faits. L'Union nationale a négligé le côté administration du surintendant. Nous sommes des réalistes et nous voulons augmenter dans le domaine pédagogique le rôle du surintendant; nous voulons donner au Parlement son rôle qui lui revient et non pas à un dictateur.

Il est fier de terminer, par le bill 86, la législation la plus complète en la matière de l'éducation jamais présentée à l'Assemblée législative. Il loue l'œuvre immense du ministre de la Jeunesse. La déclaration de son gouvernement, dit-il, est de nature à donner à la génération de demain non seulement un encouragement, mais un nouveau départ vers le progrès et l'essor du Canada français.

*(Minuit, le 8 juin 1961)*

**M. Bellemare (Champlain)** feuillète un journal.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Le député ne trouve pas ses convictions dans les journaux.

**M. Bellemare (Champlain):** Je cherche l'article qui dit que le premier ministre a refusé un octroi à Sillery<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je jure<sup>7</sup>, dit-il, que je n'ai pas refusé la subvention. La Commission scolaire de Sillery m'a écrit, s'adressant à moi non pas en tant que premier ministre, mais comme député de Québec-Ouest. J'ai discuté avec les

hauts fonctionnaires de l'Instruction publique de l'opportunité d'une subvention, mais on a fait valoir qu'à Sillery l'impôt foncier scolaire est de \$0.50 par cent dollars de biens-fonds, alors que la moyenne dans des villes semblables est de plus de \$1.

On m'a dit que si Sillery imposait une taxe de \$0.85, la Commission doublerait son revenu. On pourra lire ma lettre. Je n'ai rien refusé aux commissaires, mais ils ont décidé de suivre mon conseil et de hausser la taxe. Lisez jusqu'au bout, M. le député de Champlain!

**M. Bellemare (Champlain)** répète le mot "refus".

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** promet qu'il lui remettra une copie de la lettre où l'on chercherait en vain le mot "refus".

#### Dépôt de documents:

##### Commission scolaire de Sillery

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Mémoire soumis par la commission scolaire de Sillery, à l'honorable Paul Gérin-Lajoie, ministre de la Jeunesse. (Document de la session no 156)

Liasse de lettres concernant la commission scolaire de Sillery et le ministère de la Jeunesse. (Document de la session no 157)

Le débat se poursuit en deuxième lecture.

**M. Morissette (Arthabaska):** Ce sont les cultivateurs et les ouvriers qui profiteront davantage du bill 86 parce que, grâce à lui, les municipalités rurales et les municipalités pauvres recevront environ 75 % des octrois statutaires. Le bill 86 est le plus important de tous ceux qui ont été soumis à la Chambre et il devrait être adopté immédiatement.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Les hommes d'État qui nous ont précédés et qui ont voulu, il y a 120 ans, que l'éducation soit sortie de la politique ont posé là un acte de grande sagesse que nous devrions, en 1961, maintenir dans notre législation. Nous voulons être de notre époque, mais en restant fidèles à un système qui a 120 années d'existence et qui a fait ses preuves.

Il reproche au ministre de se couvrir d'une déclaration de l'évêque de Nicolet, Mgr Martin, pour enlever au surintendant ses pouvoirs administratifs. Même si le ministre interprète cette déclaration comme si elle lui accordait la permission de dépouiller le surintendant, je maintiens mon opinion qu'il vaut mieux que ces pouvoirs restent au surintendant, au lieu d'être confiés au ministre. Nous sommes prêts à appuyer toute mesure qui accroîtra même les pouvoirs du surintendant. Si un seul ne suffit pas, qu'on en nomme deux, l'un pour le secteur de l'administration, l'autre pour celui de la pédagogie.

**M. Maltais (Québec-Est):** Le bill 86 constitue un début de monopole en matière d'éducation parce que, par la force des choses, le droit des parents à l'éducation disparaîtra graduellement. Il veut se faire le porte-parole de la Fédération des commissions scolaires de l'archidiocèse de Québec qui s'est opposée ces jours derniers à ce que le Parlement dépouille le surintendant de ses attributions, pour les confier au ministre de la Jeunesse. Le Parlement vote les subsides, mais quant au contrôle sur l'affectation et la distribution des subsides, il relève seulement du surintendant.

**M. Bellemare (Champlain):** À la faveur de ce bill 86, on ouvre toutes grandes les portes du patronage politique au ministère de la Jeunesse. Ce bill va créer des perturbations dans l'administration des subventions aux commissions scolaires. Jamais les gens bien pensants ne pardonneront au gouvernement l'accroc lamentable qu'il fait subir à notre système d'enseignement.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** donne lecture de la résolution de la Fédération des commissions scolaires de la province en faveur de la généralisation de la taxe de vente de 2 %. J'ajoute que ce que le bill renferme est conforme à la résolution que 805 commissions scolaires ont approuvée. Et le produit de cette taxe, soit la somme de \$67,800,000, sera intégralement remis aux commissions scolaires.

Il accuse les députés de l'opposition de revenir sur le mythe du surintendant de l'Instruction publique, pour placer l'éducation à l'abri de la politique. Or, c'est justement le système qui a existé jusqu'ici et qui constituait le plus odieux régime camouflé de patronage, déclare-t-il.

Nos amis d'en face se sont servis du surintendant de l'Instruction publique, comme

paravent pour leur patronage avec les deniers publics.

La motion portant deuxième lecture du bill 86 est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>8</sup>:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Maheux, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gosselin, Johnson, Johnston, Lafontaine, Langlais, Larouche, Maltais, Raymond, Riendeau, Talbot, Thibeault, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 86 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pour la deuxième fois aujourd'hui, le chef du gouvernement manque à sa parole. Ce matin, en effet, il nous avait promis de ne pas siéger ce soir. Par la suite, à la fin de l'après-midi, il a dit que la séance serait levée au cours de la soirée dès que la nouvelle loi serait adoptée en deuxième lecture. Or, on a siégé ce soir; et voilà que, maintenant, après la deuxième lecture, on veut continuer le débat. C'est absolument inconcevable.

Puisque c'est ainsi, nous le continuerons, car nous n'avons pas peur du travail. Mais le premier ministre devrait se soucier davantage de son honneur et ne pas manquer deux fois à sa parole dans la même journée. Il n'a pas d'honneur et il agit en dictateur.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** L'obstruction est telle qu'il faudra cette nuit terminer l'étude du bill en comité plénier. La session dure depuis assez longtemps pour tenter d'y mettre fin dès samedi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Avec de tels procédés, je promets au premier ministre qu'il nous sera impossible de finir samedi.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
C'est ce qu'on va voir.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil<sup>9</sup>.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Bertrand (Missisquoi):** Il est important pour la province que ses députés ne tombent pas malades; je propose donc un ajournement<sup>10</sup>.

Nous devons mettre notre fierté de côté et rentrer chez nous. Il n'y a pas de danger si le reste des articles du chapitre ne sont pas adoptés tout de suite.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La Chambre va ajourner après avoir terminé le chapitre<sup>11</sup>.

Les articles 1 à 14 sont adoptés<sup>12</sup>.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

(Applaudissements)

La séance est levée à 2 h 50 du matin.

#### **NOTES**

1. Comité institué le 28 février 1961.

2. Les journaux ne rapportent aucun débat en comité plénier. Donc, pour prendre connaissance des amendements, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

3. Selon *Le Soleil* du 8 juin 1961, à la page 1, M. Gérin-Lajoie a parlé pendant deux heures.

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 8 juin 1961, à la page 5: 289.

5. Seul *Le Soleil* du 8 juin 1961, à la page 2, écrit 905.

6. Le journaliste du *Montréal-Matin* du 9 juin 1961, à la page 8, rapporte le titre: "Lesage refuse un octroi à la Commission scolaire de Sillery (dans son comté de Québec-Ouest)".

7. Dans *Le Montréal-Matin* du 9 juin 1961, à la page 8, on précise qu'il jure "ses grands yeux".

8. Le vote fut pris vers 1 h 45, selon *L'Action catholique* du 8 juin 1961, à la page 1, et *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3.

9. "Il était environ deux heures moins vingt à ce moment", selon le journaliste du *Nouvelliste* du 9 juin 1961, à la page 1.

10. Dans *La Presse* du 8 juin 1961, à la page 40, on rapporte plutôt que: "Cette nuit, la motion d'ajournement a été présentée par M. Jean-Jacques Bertrand, député Union nationale de Missisquoi, et accueillie avec plaisir par les deux groupes en présence."

11. Dans *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 8 juin 1961, à la page 3, on peut lire ceci: "Finalement, ils se sont entendus pour siéger pendant encore 10 minutes après avoir dit tous les deux que leurs femmes les attendaient."

12. La Chambre a adopté 14 articles du bill, selon *Le Nouvelliste* du 9 juin 1961, à la page 1. Il est 2 h 35, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 8 juin 1961, à la page 3.



Séance du jeudi 8 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Motions des députés:**

**Anniversaire de M. Bellemare,  
député de Champlain**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** offre ses souhaits au député de Champlain. (Souriant) Le député de Champlain peut, quand il le veut, faire un compagnon agréable. Je lui souhaite de garder sa bonne santé et sa bonne humeur.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Champlain n'est pas seulement un compagnon agréable, mais aussi un député dévoué, un fait que ses électeurs reconnaissent. Il est l'un des meilleurs leaders de la Chambre et sa présence dans nos rangs est un actif non seulement pour l'opposition mais pour toute la Chambre.

**M. Bellemare (Champlain):** Il ne m'était pas encore arrivé, dit-il, de célébrer mon anniversaire dans l'opposition, ni durant une session, et il ne m'était pas encore arrivé non plus, d'entendre sonner les Matines le jour ma fête<sup>1</sup>.

**Dépôt de documents:**

**Contrats accordés par le  
ministère des Travaux publics**

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 8 février 1961, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Au ministère des Travaux publics, du 1<sup>er</sup> janvier 1960 au 5 juillet 1960:

1. Combien de contrats ont été accordés?
2. Combien ont été accordés avec soumissions?
3. Combien ont été accordés sans soumission?
4. Dans le cas de contrats accordés avec soumissions, quel était pour chaque contrat:

- a) la nature des travaux à exécuter?
- b) la liste des soumissionnaires?
- c) le montant de chaque soumission?
- d) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

- e) le montant adjugé pour ce contrat?

5. Dans le cas de contrats accordés sans soumission, quel était pour chaque contrat:

- a) la nature des travaux à exécuter?
- b) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

- c) le montant adjugé pour ce contrat?

(Document de la session no 158)

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 8 février 1961, pour la production d'un état contenant les réponses aux questions suivantes:

Au ministère des Travaux publics, du 5 juillet 1960 au 31 décembre 1960:

1. Combien de contrats ont été accordés?
2. Combien ont été accordés avec soumissions?
3. Combien ont été accordés sans soumission?
4. Dans le cas de contrats accordés avec soumissions, quel était pour chaque contrat:
- a) la nature des travaux à exécuter?
- b) la liste des soumissionnaires?
- c) le montant de chaque soumission?
- d) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

- e) le montant adjugé pour ce contrat?

5. Dans le cas de contrats accordés sans soumission, quel était pour chaque contrat:

- a) la nature des travaux à exécuter?
- b) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?
- c) le montant adjugé pour ce contrat?

(Document de la session no 159)

**Questions et réponses écrites:**

**Entretien d'hiver de la route  
Saint-Juste-Montmagny**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. À qui a été confié l'entretien d'hiver de la route d'une longueur d'environ 41 milles de Saint-Juste à Montmagny?

2. Y a-t-il eu demande de soumissions relativement à ces travaux?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chacune des soumissions?

4. Quel prix par mille le gouvernement a-t-il payé à l'entrepreneur exécutant lesdits travaux?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Au même entrepreneur que l'année précédente, M. Paul Blais, de Saint-Paul de Montmagny.

2. et 3. Non. Prix standard établi depuis quelques années, par le ministère de la Voirie, par région.

4. Route Montmagny - Saint-Fabien-de-Panet, 36.23 milles à \$650 par mille, fourniture et épandage du sable, de sel et du calcium, aux frais de l'entrepreneur; route no 24, Saint-Fabien-de-Panet et Saint-Juste-de-Bretenières, 9.9 milles à \$600 par mille. Prix standard établi depuis quelques années, par le ministère de la Voirie, par région - fourniture et épandage du sable, du sel et du calcium, aux frais de l'entrepreneur.

#### **Travaux de voirie à Yamachiche**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Relativement à certains travaux de voirie exécutés à l'automne 1960 dans le rang Petite-Rivière, à Yamachiche, comté de Saint-Maurice:

1. Y a-t-il eu demande de soumissions?
2. Dans l'affirmative:
  - a) quel était le nom des soumissionnaires?
  - b) quel était le montant de chaque soumission?
  - c) qui a exécuté les travaux?
  - d) quel a été le montant payé au contracteur?
  - e) quelle longueur de la route a été réparée, améliorée ou reconstruite?
3. Dans la négative:
  - a) quel était le montant des estimés?
  - b) quelle était la longueur de la route à être réparée?
  - c) quelle était la longueur de la route à être améliorée?
  - d) quelle était la longueur de la route à être reconstruite?
  - e) qui a surveillé l'exécution des travaux?
  - f) quel montant a été dépensé pour ces travaux?
  - g) quelle longueur de la route a été réparée, améliorée ou reconstruite?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. et 2. Non. Travaux entrepris le 30 mai 1960 par

M. Joseph Lesieur, de Yamachiche, et suspendus fin juin; ces travaux furent subséquemment exécutés à la journée par le ministère de la Voirie.

3. a) Aucun estimé;
- b) et c) 1,900 pieds;
- d) 3,100 pieds;
- e) M. Simon Blais;
- f) \$2,737.40 en régie par Joseph Lesieur, Yamachiche; \$23,189.30 à la journée par le ministère de la Voirie;
- g) 5,000 pieds.

#### **Chemin de ligne à Saint-Barthélemy**

**M. Lavallée (Berthier):** 1. Un contrat a-t-il été accordé par le ministère de la Voirie pour la construction du chemin de ligne, rangs 1 et 2, York-Saint-Barthélemy, comté de Berthier?

2. Dans l'affirmative:
  - a) qui a obtenu le contrat?
  - b) quel en est le montant?
  - c) ce contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions?
  - d) dans l'affirmative, quelle est la liste des soumissionnaires et le montant de chacune de leurs soumissions?
3. Quelle est la longueur du chemin:
  - a) terminé?
  - b) amélioré?
  - c) non terminé?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Oui, verbalement, au cours du printemps 1960.

2. a) Rhémont Construction, inc., Lavaltrie;
- b) \$59,063.07. Ce contrat fut plus tard renégocié avec un rabais de 5 % par le nouveau ministre de la Voirie, le 4 novembre 1960;
- c) et d) non.
3. a) 1.88 mille;
- b) aucune;
- c) 0.19 mille.

#### **Chemin Cordon, de Saint-Didace à Saint-Gabriel-de-Brandon**

**M. Lavallée (Berthier):** 1. Un contrat a-t-il été accordé par le ministère de la Voirie pour la construction ou la réfection du chemin Cordon ralliant Saint-Didace de Maskinongé à Saint-Gabriel-de-Brandon village, dans le comté de Berthier?

2. Dans l'affirmative:
  - a) qui a obtenu le contrat?



b) quel en est le montant?  
 c) ce contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions?  
 d) dans l'affirmative, quelle est la liste des soumissionnaires et le montant de chacune de leurs soumissions?

3. Quelle est la longueur du chemin:

- a) terminé?
- b) amélioré?
- c) non terminé?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Deux contrats ont été octroyés verbalement, au cours du printemps 1960.

2. a) Rhémont Construction, inc., Lavaltrie;

b) \$110,804.60 pour une longueur de 3.11 milles; \$51,546.76 pour une longueur de 0.76 mille. Ces deux contrats furent renégociés avec un rabais de 5 % par le nouveau ministre de la Voirie, à l'automne 1960;

- c) et d) non.
- 3. a) 3.11 milles;
- b) aucune;
- c) 0.76 mille.

#### **Chemin de ligne de Lavaltrie**

**M. Lavallée (Berthier):** 1. Un contrat a-t-il été accordé par le ministère de la Voirie pour la construction ou la réfection du chemin de ligne de Lavaltrie, comté de Berthier?

2. Dans l'affirmative:

a) qui a obtenu le contrat?  
 b) quel en est le montant?  
 c) ce contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions?

d) dans l'affirmative, quelle est la liste des soumissionnaires et le montant de chacune de leurs soumissions?

3. Quelle est la longueur du chemin:

- a) terminé?
- b) amélioré?
- c) non terminé?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Oui, un contrat fut octroyé verbalement au printemps 1960 pour le chemin de la Station à Lavaltrie.

2. a) Rhémont Construction, inc., Lavaltrie;

b) \$52,602.21. Ce contrat fut renégocié avec un rabais de 5 % par le nouveau ministre de la Voirie, à l'automne 1960;

- c) et d) non.
- 3. a) 3.69 milles;

b) aucune;

c) aucune.

#### **Entretien d'hiver de la route 2 dans Kamouraska**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. À qui a été confié l'entretien d'hiver (1960-1961) de la route 2 dans le comté de Kamouraska?

2. Y a-t-il eu demande de soumissions relativement à ces travaux?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chacune des soumissions?

4. Quel prix par mille le gouvernement a-t-il payé à l'entrepreneur exécutant lesdits travaux?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Les Entreprises Saint-Pascal, enr., Saint-Pascal, pour les routes no 2 et Kamouraska-Saint-Pascal.

2. et 3. Non. Prix standard établi par le ministère de la Voirie depuis plusieurs années, par région.

4. \$750 par mille, comme auparavant; épandage de sable, sel et calcium à la charge de l'entrepreneur, celui-ci fournissant le sable, et la Voirie, le sel et le calcium.

#### **Entretien d'hiver de la route 51 dans Kamouraska**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. À qui a été confié l'entretien d'hiver (1960-1961) de la route 51 dans le comté de Kamouraska?

2. Y a-t-il eu demande de soumissions relativement à ces travaux?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chacune des soumissions?

4. Quel prix par mille le gouvernement a-t-il payé à l'entrepreneur exécutant lesdits travaux?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Deux contrats ont été accordés: l'un à Donat Levasseur, Saint-Éleuthère pour une section de la route no 51; l'autre à Patrice Lapointe, Saint-Joseph-de-Kamouraska, pour une section de la route no 51 et le chemin du 3<sup>e</sup> Rang à Saint-André et Saint-Alexandre.

2. et 3. Non. Prix standard établi par le ministère de la Voirie depuis plusieurs années, par région.

4. \$650 par mille pour chaque contrat, comme auparavant; épandage de sable, sel et calcium

à la charge de l'entrepreneur, celui-ci fournissant le sable, et la Voirie, le sel et le calcium.

**Entretien d'hiver de la route 2-A  
dans Kamouraska**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. À qui a été confié l'entretien d'hiver (1960-1961) de la route 2-A dans le comté de Kamouraska?

2. Y a-t-il eu demande de soumissions relativement à ces travaux?

3. Dans l'affirmative, quel est le nom des soumissionnaires et le montant de chacune des soumissions?

4. Quel prix par mille le gouvernement a-t-il payé à l'entrepreneur exécutant lesdits travaux?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Hudon & Frère, enr., Saint-Pascal.

2. et 3. Non. Prix standard établi depuis plusieurs années par le ministère de la Voirie, par région.

4. \$650 par mille pour chaque contrat, comme auparavant; épandage de sable, sel et calcium à la charge de l'entrepreneur, celui-ci fournissant le sable, et la Voirie, le sel et le calcium.

L'année précédente, un semblable contrat avait été accordé pour le même travail à Adélard D'Anjou, de Saint-Pascal, mais au prix de \$700 par mille.

**Louis-Philippe Bisson**

**M. Plourde (Roberval):** 1. Quel montant le gouvernement a-t-il payé du 1<sup>er</sup> janvier 1945 au 5 juillet 1960 à M. Louis-Philippe Bisson, libraire, 554, rue Durocher, Québec, pour achat de papeterie, ameublement et article de bureaux?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1. \$309,752.28.

**Chemin de la Montée-d'Enseigne  
à Sainte-Anne-de-la-Pérade**

**M. Bellemare (Champlain):** Faisant suite à la réponse du ministre de la Voirie, consignée aux *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative du 19 avril 1961, relativement aux contrats sans soumission accordés à M. David Tessier, du Cap-de-la-Madeleine, pour l'exécution de travaux sur le chemin de la Montée d'Enseigne, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, sur le chemin sud-ouest de la rivière

Batiscan, à Saint-Adelphe, et sur le chemin de la rivière à la Lime, à Sainte-Geneviève-de-Batiscan.

a) à quelle date lesdits travaux d'amélioration ont-ils débuté?

b) à quelle date ont-ils été terminés?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** a) Chemin de la Montée de l'Enseigne à Sainte-Anne-de-la-Pérade: le 15 septembre 1960;

Chemin sud-ouest de la rivière Batiscan, à Saint-Adelphe: le 18 août 1960;

Chemin de la rivière à la Lime à Sainte-Geneviève-de-Batiscan: le 24 août 1960.

b) Chemin de la Montée de l'Enseigne, à Sainte-Anne-de-la-Pérade; travaux non terminés et suspendus le 26 novembre 1960 pour la saison d'hiver;

Chemin sud-ouest de la rivière Batiscan, à Saint-Adelphe: travaux non terminés et suspendus le 20 octobre 1960 pour la saison d'hiver;

Chemin de la rivière à la Lime, à Sainte-Geneviève-de-Batiscan; travaux non terminés et suspendus le 5 décembre 1960 pour la raison d'hiver.

**Gérard-A. Hamel**

**M. Gabias (Trois-Rivières):** 1. Y a-t-il un M. Gérard Hamel, de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, de qui le ministère de la Voirie loue une "gratte" niveleuse hydraulique?

2. Dans l'affirmative:

a) le contrat de louage est-il à l'heure, à la journée ou autrement?

b) à quel taux ou quel prix?

c) depuis le 5 juillet 1960, quel montant lui a été payé?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. Une gratte mécanique a été louée à M. Gérard-A. Hamel, de Shawinigan.

2. a) à l'heure;

b) \$10 de l'heure;

c) \$1,010 payés à Gérard-A. Hamel & Gélinas Automobiles, inc., en vertu d'un acte de transport de créance et \$100 à Gérard-A. Hamel.

**Cap Citadel Construction**

**M. Morissette (Arthabaska):** Quel montant le gouvernement de la province, ses offices, régies ou commissions ont-ils payé à la compagnie Cap Citadel Construction, de Québec, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1945 jusqu'au 5 juillet 1960?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**  
\$496,001.58.

**Bureau de licences d'automobiles  
à Mont-Joli**

**M. Raymond (Témiscouata):** 1. Où est situé le bureau d'émission des licences d'automobiles à Mont-Joli?

2. Quel est le nom du locateur de ce bureau?
3. Quand le bail a-t-il été signé et quelle en est la durée?
4. Quel est le prix mensuel ou annuel de ce loyer?
5. Quelle est la superficie de plancher de ce bureau?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**  
1. Dans une bâtisse située au no 30 nord, rue Jacques-Cartier, à Mont-Joli.

2. M. Oscar Charette.
3. Ce bail a été signé le 22 avril 1961, pour une période de trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1961.
4. Loyer mensuel: \$226.12 - Loyer annuel: \$2,713.50.
5. 1,206 pieds carrés.

**Édifice du ministère de la Chasse  
et des Pêcheries à Québec**

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** 1. Le gouvernement a-t-il loué un édifice situé rue Dorchester, dans la cité de Québec, pour l'usage du ministère de la Chasse et des Pêcheries?

2. Dans l'affirmative:
  - a) quel est le nom du locateur?
  - b) quelle est la superficie ainsi louée?
  - c) quelle est la durée du bail?
  - d) quel est le coût du loyer?
  - e) ce local est-il chauffé, éclairé et entretenu aux frais du locateur?

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe):**  
1. Oui.

2. a) Morisset Automobiles, inc.;
- b) 3,762 pieds carrés;
- c) Durée de trois ans, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1961;
- d) \$4,702.50 par année ou \$391.87 par mois;
- e) chauffé aux frais du locateur, éclairé par le gouvernement et entretenu par le ministère de la Chasse et des Pêcheries.

**Demande et dépôt de documents:**

**Travaux de drainage**

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats intervenus entre les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation et toute personne, société ou corporation, depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 18 mai 1961, inclusivement, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats, toutes les ententes et conventions supplémentaires ou additionnelles.

Adopté.

**L'honorable M. Courey (Abitibi-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 160)

**Travaux de voirie et transport  
à l'usine de Saint-Lambert**

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le procureur général ou le ministre de la Voirie et toutes personnes, sociétés ou corporations et copie de tous rapports d'enquête adressés au procureur général, au ministre de la Voirie ou aux officiers de ces deux ministères par MM. Maurice Deschêne, Georges Dubois et Lauréat Fortin relativement aux travaux de voirie exécutés au cours de l'été dernier dans le comté de Lotbinière et au transport par camions à l'usine d'asphalte de Saint-Lambert, le tout depuis le 5 juillet 1960, jusqu'au 15 mai 1961.

Adopté.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 161)

**Questions converties en motions  
pour dépôt de documents:**

**Postes occupés  
par la famille Boudreau**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le député d'Arthabaska (M. Morissette):

1. Les personnes mentionnées ci-après ont-elles occupé un emploi dans l'un des ministères du

gouvernement provincial ou l'un de ses offices, régies ou commission de 1945 à 1960:

- a) André Boudreau?
  - b) Jacques Boudreau?
  - c) Jean-Marc Boudreau?
  - d) Georges Boudreau?
  - e) Paul Boudreau?
  - f) Roland Boudreau?
2. Dans l'affirmative:
- a) quelles fonctions occupaient-elles?
  - b) quel montant a été payé à chacune d'elles?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 162)

#### Assurance-hospitalisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le député de Bagot (M. Johnson):

1. Quel montant a été payé ou est dû à chacun des journaux de la province (quotidiens et hebdomadaires) qui ont publié, au cours du mois de mai 1961, une ou des annonces du ministère de la Santé relativement à la loi d'assurance-hospitalisation?
2. À quel taux chaque annonce a-t-elle été payée ou souscrite?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

**L'honorable M. Couturier (Rivière-du-Loup)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 163)

#### Projets de loi:

##### Collège Saint-Paul

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le

bill 95 relatif au collège Saint-Paul soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** Ce que nous voulons savoir concernant le collège Saint-Paul, c'est de combien seront augmentés les frais de scolarité et qui paiera la différence? Quelle serait la différence dans le coût de l'enseignement que l'on distribuera par ce changement de professeurs religieux par des professeurs laïques? Les frais de scolarité actuels sont de l'ordre de \$480 par année, on me dit qu'ils seront augmentés de quelque \$300 par année, en vertu des changements que l'on apporte à la structure de cet établissement. Il en coûtera quelque \$780.

Si les parents des élèves sont consentants à payer la différence, c'est très bien. Mais si les contribuables doivent être mis à contribution, la population est en droit de le savoir.

Il mentionne l'importance de ce projet de loi. Il aurait préféré, dit-il, obtenir des détails sur ces faits plutôt que des citations des témoignages, même de ceux des plus hautes autorités dont le cardinal. Il vante le magnifique travail accompli par les communautés religieuses.

Mais, dit-il, je ne veux pas pour cela diminuer l'importance de la tâche accomplie par les professeurs laïques. J'en sais quelque chose, puisque ma fille enseigne à une classe de 40 élèves. Le bill devant la Chambre est très important et plein de conséquences.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** a vu d'un très bon œil, dit-il, le projet de confier l'administration du collège Saint-Paul aux parents des élèves. J'étais en faveur sans réserve de cette nouvelle expérience. Mais, ce n'est pas là le véritable objectif visé par le bill no 95. Le bill qu'on nous présente place le Collège sous la tutelle du ministre de la Jeunesse, au lieu d'en confier l'administration aux parents. En conséquence, je propose donc, appuyé par le député de Champlain (M. Bellemare), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 95 relatif au collège Saint-Paul soit renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à donner aux parents une active participation à l'administration du collège, pour se conformer au désir de Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger, archevêque de Montréal, et à libérer le collège Saint-Paul de la tutelle du ministre de la Jeunesse."

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** refuse la motion au nom du gouvernement, dit-il, car on en est à la troisième lecture du bill. L'accepter serait refuser de se rendre au désir du cardinal qui est l'autorité suprême du Collège fondé en vertu de la loi des évêques catholiques romains. Lui seul avait autorité de nous demander de modifier le statut juridique du Collège.

**M. Talbot (Chicoutimi)** félicite le député de Montréal-Saint-Jacques de la part qu'il a prise à l'étude du projet de loi. Le cardinal Léger a demandé que l'administration du Collège soit confiée aux parents, mais au contraire, le ministre de la Jeunesse s'en assure ici le contrôle. Le ministre de la Jeunesse est mal venu de dire qu'accepter l'amendement serait refuser de se rendre au désir du cardinal Léger. C'est tout le contraire, puisque c'est l'objet précis de l'amendement de répondre au vœu du cardinal Léger, qui est d'assurer aux parents une part active dans l'administration du collège.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Son Éminence le cardinal Léger a donné sa pleine approbation du projet de loi dans sa forme actuelle. Pour ma part, je préfère de beaucoup, en matière d'enseignement et d'éducation, l'opinion de Son Éminence le cardinal Léger à celle du chef de l'opposition, surtout quand il exagère comme il vient de le faire, et qu'il s'acharne à trouver tous les défauts à un projet de loi qui tente de permettre une nouvelle formule d'administration des collèges pour voir ce qu'elle peut apporter.

Il me semble qu'il n'y a pas de discussion possible quand un projet de loi est présenté à la demande expresse de la plus haute autorité de la province et que ce projet de loi est soumis à la Chambre. Mais quelle peut être l'excuse de l'opposition à dire non à une demande de Son Éminence le cardinal Léger?

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre fait dévier la question et place l'opposition en face d'un désir qu'aurait exprimé le cardinal Léger d'avoir le présent bill.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** donne lecture d'une lettre du cardinal Léger qui est parvenue au ministre de la Jeunesse mardi de cette semaine. Au cours d'une conversation téléphonique ce matin même, Son Éminence le cardinal Léger lui a bel et bien demandé s'il croyait que le projet de loi serait adopté aujourd'hui.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Élie, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 24.

**Contre:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Courmoyer, Couturier, Dionne, Earl, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Lafrance, Lalonde, Lambert, Lechasseur, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Maheux, Meunier, Morissette, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 40.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Élie, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 25.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 95 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 41 concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons;
- bill 62 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 74 sur les succédanés de produits laitiers.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 du nouveau chapitre 113A est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne du dernier alinéa, les mots suivants: "pour la durée du prêt."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 78 modifiant la loi des relations ouvrières, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en retranchant, dans la troisième ligne, le mot "association".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 89 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en insérant, à la suite du premier alinéa se terminant par les mots "cette association", ce qui suit:

"À la demande d'une corporation municipale, le ministre peut révoquer le membre du conseil d'arbitrage nommé sur la recommandation prévue à l'article 3, avant l'expiration du temps pour lequel il a été désigné, et le remplacer pour le temps qui reste à courir par la personne recommandée par cette corporation."

et en remplaçant, dans la première ligne du dernier alinéa, les mots: "En ce cas", par ce qui suit: "Dans tous les cas".

## Projets de loi:

### Amélioration des fermes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

### Loi des relations ouvrières

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 78 modifiant la loi des relations ouvrières.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

### Loi des corporations municipales et scolaires

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 89 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 243 concernant la Compagnie du cimetière Mont-Royal et certaines limites territoriales de la cité d'Outremont et de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en retranchant, dans les deux dernières lignes du premier paragraphe, les mots:

"(reproduit comme annexe de la présente loi)."

b) en remplaçant, dans les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lignes du deuxième paragraphe, les mots:

"et est censée l'avoir toujours été" par les mots:

", est censée l'avoir toujours été et avoir toujours fait partie du quartier sud."

2. Ce qui suit est inséré, à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, le territoire décrit à l'article précédent doit servir uniquement à des fins de cimetière public et de four crématoire, y compris bâtiments pour les bureaux, habitations pour les membres du personnel,

et autres constructions pour le remisage et l'entretien du matériel et de l'outillage.

"Cependant, au cas d'utilisation dudit territoire ou d'une partie dudit territoire pour d'autres fins que celles mentionnées à l'alinéa précédent, les dispositions du dernier alinéa du paragraphe *d*) de l'article 7 de la loi modifiant la charte de la cité d'Outremont (8-9 Elizabeth II, chapitre 112) sont applicables audit territoire, comme s'il s'agissait d'un terrain annexé, et, à tout événement, aucune construction pour fins commerciales, ni aucune maison à appartements ou logements multiples, ne pourra y être érigée ou occupée."

Les articles 2, 3, 4 et 5 deviennent respectivement articles 3, 4, 5 et 6.

L'annexe est biffée.

#### Projets de loi:

##### Cimetière Mont-Royal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 243 concernant la Compagnie du cimetière Mont-Royal et certaines limites territoriales de la cité d'Outremont et de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

##### Alma

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 constituant la municipalité scolaire d'Alma, dans le comté du Lac-Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**M. Talbot (Chicoutimi)** attire l'attention de la Chambre sur les critiques formulées contre la

composition du nouvel organisme. La solution préconisée par le ministre de la Jeunesse qui est de fixer à neuf le nombre de membres, dont quatre représentants du quartier d'Alma, comporte un risque. Il suffira à ce groupe de quatre de gagner à sa cause un seul des autres commissaires pour que s'établisse un contrôle.

**M. Bellemare (Champlain)** propose de s'en tenir à sept membres, dont deux d'Alma et deux de Naudville.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** refuse la proposition. La question a été étudiée à fond. Il vaut mieux laisser le bill tel qu'il est pour ce qui regarde ce problème.

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 91 après l'avoir amendé<sup>2</sup>, ainsi que le titre.

Le bill amendé est lu et agréé.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 3 heures

#### Projets de loi:

##### Financement des commissions scolaires

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

#### En comité:

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité poursuit l'étude détaillée du bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations<sup>3</sup>.

**M. Johnson (Bagot):** La Commission des écoles catholiques de Montréal s'est développée harmonieusement et elle s'est financée sans heurt depuis quelques années. Elle va maintenant recevoir un montant qui a été calculé sans aucune base scientifique, plus un petit boni de \$2,000,000. Sera-ce suffisant pour payer ses dépenses additionnelles? On voit bien là l'un des effets néfastes des lois du gouvernement.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** La Commission scolaire de Montréal bénéficie d'un produit de la taxe de vente de citoyens qui demeurent en dehors de la métropole. Il exprime son appréhension que le projet de loi ait pour effet de déséquilibrer la situation. Il craint que l'administration scolaire de la métropole ne pâtisse de l'adoption de la nouvelle loi.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Loin de déséquilibrer la situation, il y aura amélioration avec la subvention versée par le gouvernement. La Commission des écoles catholiques de Montréal recevra \$18,157,000 en vertu du projet de loi du gouvernement établissant un régime de subventions statutaires, soit \$2,009,008 de plus que sous le régime actuel de subvention. Peu importe la situation financière de la province, la Commission scolaire pourra compter sur les subventions législatives calculées en fonction du nombre d'élèves inscrits à la commission scolaire. La subvention est payée par tête d'étudiant.

Et comme on prévoit un accroissement de la population et l'accroissement du nombre des élèves, le gouvernement paiera \$175, au lieu de \$150 par tête d'étudiant: ce qui fera un revenu plus accentué que celui provenant de la taxe de vente.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** affirme son inquiétude. Les dépenses augmentent avec l'accroissement du nombre des élèves, dit-il. Le nombre d'élèves nouveaux, dans une seule année, à Montréal, est de 9,000 à 12,000. Il est évident que si la Commission ne peut pas compter sur une augmentation de ses revenus, elle s'en ressentira. Comment la Commission scolaire de Montréal pourra se tirer d'affaires et boucler son budget avec \$2,000,000 de plus, quand déjà elle envisage un déficit de \$7,000,000 pour la seule année prochaine?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les revenus de l'organisme augmenteront plus rapidement avec la subvention basée sur le nombre des élèves qu'avec la taxe de vente.

**M. Johnson (Bagot):** La Commission des écoles catholiques de Montréal devient, par le nouveau projet de loi, dépendante du gouvernement et de la politique. À cause de ses difficultés financières, l'administration des écoles de Montréal risque de perdre son autonomie.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne crois pas, dit-il, que les commissions scolaires, notamment celle de Montréal, puissent faire face à leurs obligations. La Commission de Montréal, pour sa part, pour trouver les fonds nécessaires qui lui manquent, se verra dans l'alternative d'avoir à hausser la taxe des neutres qui est déjà de \$1.65 par \$100 des biens-fonds; il faudra peut-être élever cette taxe jusqu'à \$3 ou même \$3.50 par \$100, ce qui créera une situation intolérable pour cette catégorie de contribuables.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** La progression des subventions, répète-t-il, assurera à la Commission scolaire de Montréal des revenus supérieurs à ceux qu'elle aurait pu attendre de l'accroissement de la taxe de vente. Nous proposons un régime qui permettra aux commissions scolaires de faire des plans pour plusieurs années à venir. Bon an, mal an, le gouvernement de la province versera \$100 par enfant au cours élémentaire, et \$175 par élève au cours secondaire. Nous basons la contribution sur la proportion de l'augmentation du nombre des élèves. Avec notre nouveau système, la contribution gouvernementale sera proportionnelle au nombre des élèves et s'accroîtra donc comme ce nombre. Ces dispositions assureront aux commissions scolaires des revenus proportionnels aux charges qu'elles devront assumer.

**M. Johnson (Bagot):** La subvention accordée à la Commission des écoles catholiques de Montréal est nettement insuffisante. Et le déficit s'accroîtra au fur et à mesure que le nombre des élèves augmentera. On prive la Commission du revenu additionnel de la taxe de vente. Ou la Commission scolaire augmentera la taxe foncière, ou le gouvernement devra accroître sa subvention. La première solution créerait une situation intenable. La seconde placerait la Commission de Montréal et d'autres commissions scolaires de la province dans une camisole de force, et la rend dépendante du gouvernement.

La nouvelle loi contraindra les commissions scolaires de la province à s'en remettre aux bonnes grâces du gouvernement, car toutes les subventions



concernant les constructions ne seront pas statutaires. Elles devront se trouver des intercesseurs. Elles devront aussi multiplier les pèlerinages à Québec pour venir solliciter des subsides. C'est ça qui est mauvais. C'est cela que le peuple a dénoncé et c'est cela qu'il n'approuvera pas.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il résulte de tous les amendements à la loi que, dorénavant, le surintendant de l'Instruction publique n'aura même plus les pouvoirs d'un commissaire d'école sur le plan administratif. On bouleverse complètement l'économie de la loi de l'Instruction publique. Le gouvernement enlève même au surintendant ses pouvoirs pédagogiques.

**M. Johnson (Bagot):** Pourquoi le ministre de la Jeunesse s'ingérerait-il dans le domaine des volumes scolaires, en accaparant certains pouvoirs du surintendant, s'il voulait laisser la juridiction académique au surintendant de l'Instruction publique comme il le soutient?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** nie le bien-fondé de cette accusation. La loi de l'Instruction publique est explicite et laisse aux comités catholique et protestant un contrôle absolu sur les manuels scolaires. Il donne lecture de l'article 12 du bill qui le stipule et réfère ensuite à la loi sur l'Instruction publique qui s'accorde à dire que le gouvernement doit contrôler les livres approuvés par les comités catholique et protestant de l'Instruction publique. Cette disposition assure le contrôle absolu des classes et des bibliothèques par les comités pour les institutions auxquelles le ministre aura à donner des subventions, au nom du peuple de la province et au nom des enfants du Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Les volumes, les manuels, les livres des bibliothèques, au lieu d'être choisis sous l'influence du comité de l'Instruction publique, le seront sous celle de politiciens. L'opposition a toujours prôné que cette loi demeure sous l'exécution du surintendant et du Conseil de l'Instruction publique, un homme et un corps au-dessus de la politique. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi on tient tant, à cette époque troublée, à enlever au surintendant de l'Instruction publique un pouvoir qui lui appartient en vertu de la loi, comme en vertu de la pratique, depuis 120 ans.

Le surintendant de l'Instruction publique et son personnel sont beaucoup moins influençables et plus à l'abri des pressions politiques que le ministère

de la Jeunesse et les fonctionnaires du ministre qui, eux, pour bien des raisons, comme pour se maintenir en bons termes avec leur ministre, seront plus enclins à céder.

Le fonctionnaire d'un ministère, soit parce qu'il désire obtenir des promotions et des augmentations de salaire, cédera beaucoup plus facilement aux pressions des autres ministres ou députés, afin de s'assurer qu'on dira un bon mot pour lui.

Souvent un gouvernement n'hésite pas à déléguer ses pouvoirs à des organismes qui ne sont pas du Parlement. Il cite le cas de l'Hydro-Québec en exemple.

À mon avis, dit-il, la dépense de \$300,000,000 de l'Instruction publique serait mieux contrôlée par le surintendant de l'Instruction publique que par le ministère. Le jour n'est peut-être pas loin où la surveillance du comité catholique et du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique sera éliminée!

Cette loi vise à concilier les deux ailes du Parti libéral. C'est un moyen terme entre un ministère de l'Éducation et le département de l'Instruction publique, tel qu'il existait jusqu'ici.

Il propose un amendement visant à confier l'exécution de la nouvelle loi au surintendant de l'Instruction publique plutôt qu'au ministre de la Jeunesse.

L'amendement est rejeté par 31 voix contre 22.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La loi va enlever aux commissions scolaires leur autonomie et leur liberté. Elle va enlever à des centaines et des centaines de commissions scolaires une taxe qui leur appartenait et, d'autre part, elle va imposer une nouvelle taxe de 2 % à des centaines et des centaines de commissions scolaires surtout rurales qui n'en avaient pas.

Étant donné la disparition du fonds de l'éducation, une somme de \$67,000,000, provenant de la taxe qui était déjà imposée et de celle qui le sera dans des territoires où elle n'existait pas, va tomber dans le coffre de la province sans qu'aucune disposition n'exige que cet argent serve aux commissions scolaires.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le gouvernement met dans un texte de loi une disposition légalisant une situation qui existait de fait sous l'Union nationale quant à la distribution des octrois. Maintenant, ce sera le ministre qui sera responsable, parce que l'autorité et

la responsabilité des fonds publics relèvent du Parlement. La généralisation de la taxe de vente est réclamée depuis quelques années déjà par la Fédération des commissions scolaires de la province et la loi assure un traitement plus équitable à celles-ci.

**M. Desjardins (Gatineau)** soulève le cas de la taxe de 2 % sur la vente de l'alcool que perçoit actuellement la ville de Hull, pour fins d'éducation, et qui est l'une des seules du genre dans notre province.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il s'agit là d'une taxe de vente comme les autres, et elle cessera d'être perçue par la commission scolaire de Hull pour l'être dorénavant par le gouvernement provincial.

Le comité étudie le titre du bill qui se lit comme suit:

"Loi pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations."

**Des députés de l'opposition** s'opposent au titre du bill.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose:

1. Que les subventions prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées sur les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner le transfert total ou partiel au ministère de la Jeunesse d'un crédit voté au département de l'instruction publique pour l'année courante aux fins d'administration, de subventions, de bourses d'études ou d'immobilisations.

Adopté.

3. Que l'article 4 de la loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88) soit modifié en remplaçant dans la sixième ligne, le chiffre "2" par le chiffre "4".

Adopté.

4. Que l'article 6 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la septième ligne, le chiffre "2" par le chiffre "4".

Adopté.

5. Que, pour l'année financière en cours, les dépenses découlant de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sauf en ce qui concerne l'article 12, ou de la loi pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant ou de la loi concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques, seront payées sur le fonds consolidé du revenu dans la mesure où les crédits votés sont insuffisants.

Adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenault, Bédard, Bélanger, Bertrand (Terrebonne), Binette, Blank, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Coumoyer, Couturier, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Jourdain, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lavoie, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Pinard, Plante, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 43.

**Contre:** MM. Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Guillemette, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Russell, Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, Tremblay, 30.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 86 sont, en conséquence, agréées.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 86 après l'avoir amendé<sup>4</sup>.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1961-1962<sup>5</sup>**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions neuf cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration

(Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-douze millions trois cent quarante-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines institutions indépendantes et à des particuliers (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain):** L'on fait de la politique en accordant des subventions dans le camp de l'instruction publique. Des commissaires d'écoles qui viennent à Québec pour demander l'aide du gouvernement en vue du transport des écoliers s'aperçoivent qu'il existe quantité de restrictions.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Avec le bill 86 à l'étude, on éliminera en très grande partie le caractère discrétionnaire des octrois.

**M. Bellemare (Champlain):** Des patroneux sont à l'œuvre dans mon comté; il faut venir avec eux pour être reçu à Québec. Ils font la queue devant le bureau du surintendant de l'Instruction publique quand on a des problèmes à lui soumettre.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Si ces soi-disant patroneux font la queue à la porte du surintendant, c'est que le gouvernement n'a pas enlevé ses pouvoirs à ce haut fonctionnaire, comme l'opposition accuse le gouvernement d'avoir fait, depuis deux jours. S'il y a des cas de patronage, comme le dit le député de Champlain, ce dernier n'a cependant pas raison d'affirmer que les commissions scolaires sont obligées de passer par qui que ce soit, car le surintendant reçoit directement tous les commissaires d'écoles qui veulent le voir.

Quant à moi, je reçois aussi tous ceux qui veulent voir le ministre de la Jeunesse, sans qu'ils soient présentés par qui que ce soit. Il ne saurait y avoir et il n'y a pas d'intermédiaire entre les commissaires d'écoles et moi, ou le surintendant de l'Instruction publique.

**M. Bellemare (Champlain):** J'espère que les journaux vont rapporter cette déclaration dans toute la province avec des lettres de quatre pouces. Merci au nom des commissaires d'écoles.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Les députés libéraux du fédéral font du patronage à Québec.

**M. Johnson (Bagot)** demande au ministre s'il y aurait moyen de faire des efforts réels pour sortir le patronage de l'éducation. Peu après les dernières élections, on a vu des candidats libéraux défaits faire des pressions lors d'élections de commissaires d'écoles.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines associations (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), l'Association des employés civils et des Associations des étudiants recevront de ces subventions.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Autres subventions, bourses d'études, administration et divers - écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Les libéraux ont fait de la démagogie en faisant publier des annonces, lors de la dernière campagne électorale, pour tenter de démontrer que l'enseignement universitaire n'était pas accessible aux jeunes.

Il (M. Bertrand) loue l'œuvre du gouvernement de l'Union nationale dans ce domaine. Ce dernier a mis un montant de \$25,000,000 en bourses d'études à la disposition des étudiants. Ces bourses ont été distribuées sans partisanerie politique. Il pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Dix-huit mille bourses d'études ont été attribuées au cours de la dernière année financière.

**M. Bellemare (Champlain):** Des étudiants se sont plaints du retard apporté aux versements périodiques des bourses.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il y a eu des retards, en certains cas et ils sont dus au fait que les services de l'aide à la jeunesse ont été débordés de travail, surtout à la suite du cours de perfectionnement pour les chômeurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent quatre-vingt-douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions spéciales - collèges classiques (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quatre cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - Université Laval (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** L'Université Laval recevra \$3,430,000 de la province pour ses frais d'administration au cours de la prochaine année académique. Cette somme, qui apparaît au budget de l'Instruction publique, n'a rien à voir avec les investissements subventionnés de Laval et sont de l'ordre de \$15,300,000 cette année et de \$5,500,000 en 1962-1963, pour atteindre la somme totale de \$20,000,000 en deux ans.

**M. Bertrand (Missisquoi)** pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** La Faculté d'arpentage et de génie forestier de Laval recevra cette année \$15,000 qui lui seront versés en vertu d'un Statut pour ses frais d'opération.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa

Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - École supérieure de commerce (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - École Commerciale de Chicoutimi (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions - Université de Montréal (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Comment s'explique l'augmentation de \$800,000 des subventions à l'Université de Montréal?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Elle est principalement due à l'augmentation des traitements du personnel enseignant.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** regrette que le ministre n'ait pas pris plus de précautions avant d'adopter le budget de l'Université de Montréal. Pour ma part, dit-il, je n'ai rien à apprendre de ces gens-là au point de vue administration. Au lieu de vouloir tout régimenter au point de vue éducation dans la province, le ministre ferait mieux de surveiller un peu plus ces gens-là. Parlant au nom des ouvriers, je me demande si ce budget de l'Université de Montréal pourrait véritablement répondre aux exigences d'un homme d'affaires averti!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - École des hautes études commerciales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Institut de microbiologie (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - Université McGill (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École normale MacDonald Collège, Sainte-Anne-de-Bellevue: subvention (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - Université de Sherbrooke (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - Université Bishop (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention - Sir George Williams University (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent vingt-cinq mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Organisation de cours de perfectionnement, de cours postsecondaires et d'examen (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Revue éducationnelle et pédagogique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'une école normale de garçons, à Trois-Rivières (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je crois qu'il y a eu un arrêté ministériel adopté à un moment donné pour doter l'École normale pour garçons de Trois-Rivières du nom de Maurice-L.-Duplessis. J'ai donné instructions aux gens de mon entourage de donner à l'institution le nom d'École normale de Trois-Rivières, comme on fait pour la plupart des écoles normales.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** soulève la question de l'école normale de sa ville. Il s'étonne qu'on néglige d'appeler cette institution "École Maurice Duplessis".

Il demande au ministre s'il a fait tenir aux autorités de l'institution une lettre qu'il a lui-même signée et dans laquelle il disait que désormais, l'école normale ne porterait plus le nom de Maurice-L.-Duplessis. Les plans ont été changés.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Certaines personnes lui donnent ce nom, mais je ne me souviens plus, dit-il, si des documents officiels confirment cette rumeur. La construction se fait suivant les plans et devis connus lors de son entrée au ministère. Je n'ai jamais communiqué d'aucune façon avec les autorités de l'École normale de Trois-Rivières.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je serai en mesure de confondre le ministre à ce sujet, dit-il, car \$1,500,000 ont été votés pour les travaux de construction de l'école de Trois-Rivières en 1960-1961, et l'on vote maintenant \$2,000,000, ce qui fait un total de \$3,500,000. Or, le prix demandé par l'entrepreneur avec qui l'on a signé le contrat, Adrien Demontigny, le second plus bas soumissionnaire, n'est que de \$2,944,000. Pourquoi la différence de plus de \$500,000? D'où provient l'écart?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il provient des frais d'architecte, de l'achat du terrain, du mobilier, etc.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Je demande si le ministre est au courant que des personnes étrangères à la compagnie Adrien Demontigny ont signé, avec celui-ci, un contrat par lequel elles s'engageaient à remplir ses obligations. Il mentionne Omega Construction, Asselin et Légaré?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je ne suis pas au courant. Une partie de l'école sera terminée pour septembre prochain et elle pourra être occupée par les étudiants.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier):** La compagnie qui avait présenté la soumission la plus basse et qui fut écartée, parce qu'elle n'aurait pas offert les garanties nécessaires, avait ces garanties pour obtenir un contrat plus important de l'Hydro-Québec.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Le député de Trois-Rivières est-il contrarié parce que le contrat de l'École normale a été donné à un entrepreneur de Trois-Rivières?

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Ce que je n'admets pas, c'est que ce sont des gens de l'extérieur qui ont la direction et le contrôle des travaux. C'est que, jusqu'à dernièrement, la majeure partie des ouvriers était des gens de l'extérieur. La population

trifluvienne n'admet pas elle aussi qu'une bâtisse de l'importance de cette école s'écroule. Il lit, dans le procès-verbal du 6 juin, la réponse du ministre qui disait qu'il n'y avait eu aucun changement dans les plans préparés par les architectes. Alors, nous aimerions savoir comment il se fait que plusieurs sous-traitants déclarent que la bâtisse principale a été allongée de quarante pieds et qu'ils ont obtenu un prix supérieur pour les sous-contrats?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** répond dans la négative. Il invoque le Règlement en faisant remarquer qu'il répète ce qu'il a affirmé dans sa réponse écrite. Il demande que sa parole soit prise telle quelle.

**M. le président** abonde dans le même sens.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** veut discuter ce point de vue.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** reprend la discussion sur le sujet.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** C'est ce qu'on appelle une teigne!

**M. Gabias (Trois-Rivières)** proteste.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** retire ses paroles.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** La somme de \$2,000,000 sera-t-elle suffisante pour terminer les travaux?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Oui. Une partie de l'école pourra être occupée dès septembre prochain.

**M. Bellemare (Champlain)** demande au ministre si M. Louis-Philippe Audet est au service du département de l'Instruction publique?

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** M. Audet est plutôt au service du Bien-être social.

**M. Bellemare (Champlain)** fait l'éloge de M. Audet. Il rappelle les services qu'il a rendus au département de l'Instruction.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Je suis tout à fait d'accord, nous ne faisons que de bonnes nominations.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agrandissement de l'École Normale Jacques-Cartier, Montréal (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Projet de construction pour écoles normales de garçons et achats de terrains (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Bellemare (Champlain)** pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les engagements du gouvernement de la province pour des constructions d'écoles depuis juillet dernier s'élèvent, en chiffres ronds, à \$10,000,000.

**M. Johnson (Bagot):** Le public a raison d'être déçu du montant que le gouvernement a consacré à l'éducation, parce qu'il ne correspond pas aux promesses faites par les libéraux.

Il demande s'il n'y aurait pas moyen de faire des efforts réels pour sortir le patronage de l'éducation. Peu après les dernières élections, on a vu des candidats libéraux faire des pressions lors d'élections de commissaires d'écoles. Dans mon comté, dit-il, mon adversaire libéral a toujours été commissaire d'écoles.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze millions trois cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'enseignement spécialisé, y compris les subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot)** fait préciser au ministre de la Jeunesse que c'est le surintendant de l'Instruction publique qui a préparé le budget du département. Je suis heureux de constater, dit-il, qu'on s'est conformé à la loi et qu'on a respecté cette prérogative du surintendant.

**M. Bertrand (Missisquoi)** pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** L'écart qui existe entre \$292,000, l'an dernier, pour l'administration, et \$460,000, cette année, est occasionné par l'addition de personnel et des augmentations de salaires consenties à des fonctionnaires de la plus haute compétence. Il y a eu cinq renvois à ce ministère depuis le 22 juin<sup>6</sup>: trois, pour activités politiques, une, pour cause de maladie et une, autre pour inaptitude. Le département de l'Instruction publique compte 967 fonctionnaires à comparer à 882, l'an dernier. Il y a eu notamment embauchage de plusieurs nouveaux inspecteurs et professeurs. Le gouvernement actuel dépensera plus de \$300,000,000 pour l'éducation, ce qui constitue un chiffre sans précédent.

En considérant tous les aspects, le gouvernement provincial va dépenser \$15,000,000 de plus pour l'éducation au cours de la présente année financière, pour le budget qui avait été voté par le gouvernement de l'Union nationale. Ceci comprend les subventions, le budget régulier et les résultats de la législation adoptée pendant la session qui se termine dans quelques jours.

**M. Bertrand (Missisquoi)** fait l'éloge du système d'enseignement spécialisé québécois organisé par feu le premier ministre Paul Sauvé. Sous le premier ministre Sauvé, le Québec a développé un système d'enseignement technique et professionnel qui a reçu des éloges partout dans le monde et qui est aux premiers rangs de ce type de formation au Canada. Il pose une question.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il existe à l'heure actuelle dans l'enseignement spécialisé environ 1,200 professeurs

dans l'enseignement spécialisé à la grandeur de la province. Les salaires varient entre \$3,800<sup>7</sup> et \$8,000.

**M. Bellemare (Champlain):** Avant son départ pour l'Europe, l'honorable René Hamel, député de Saint-Maurice, l'avait chargé de plaider pour son Institut de technologie, à Shawinigan, dit-il.  
(Rires)

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les membres du comité d'étude sur l'enseignement spécialisé, formé en janvier dernier, reçoivent \$30 par jour de séance et \$20 par jour pour leurs dépenses quand ils siègent à l'extérieur. Les étudiants québécois, qui fréquentent la Faculté de commerce de l'Université Saint-Joseph du Nouveau-Brunswick, pourront dorénavant obtenir du gouvernement provincial du Québec une bourse d'études pour suivre les cours de cette université. Ce sera en 1961 la première année que la chose sera possible. Jusqu'ici, l'institution était considérée plutôt comme un collège. Il est de l'intention de mon ministère, dit-il, d'étudier la possibilité d'exercer un contrôle sur les instituts technologiques de la province. Il n'en est pas question pour le moment, mais la question de ces instituts fera certainement l'objet d'une étude.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** soulève la question des "écoles-champignons" qui nuisent, dit-il, à l'œuvre et au but que le gouvernement veut atteindre par les écoles d'enseignement spécialisé.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les membres de la Chambre sont bien au courant que le gouvernement actuel n'a pas l'intention de substituer des écoles gouvernementales aux nombreuses écoles privées. Il y en a, à Montréal, notamment, un nombre appréciable qui rendent des services inestimables.

Il est bien entendu qu'il existe certaines institutions qui manquent de compétence. Le service des écoles professionnelles de la province a des inspecteurs qui visitent les écoles, et le ministère a prévu des certificats qui seront remis aux institutions compétentes. Depuis deux ans, 129 institutions se sont vues refuser un tel permis.

**M. Meunier (Bourget):** Dans le passé, certaines écoles ont fait passer des contrats à des jeunes qui furent obligés de payer des cours qu'ils n'ont pas suivis. C'est que la loi des écoles professionnelles n'était pas appliquée. Un professeur acceptait des cadeaux pour tolérer ce procédé dégoûtant.



**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** et **M. Tremblay (Maisonneuve)** plaident pour leur part en faveur des centres paroissiaux qui assurent protection aux jeunes et préviennent de la sorte la délinquance juvénile.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Il y a très peu d'argent pour ces fins, soit un million de dollars dont la moitié est déjà engagée. Les engagements, pris par l'ancien gouvernement et qui ne sont pas payés, le seront sans délai.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles professionnelles privées (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de l'aide à la jeunesse, y compris les bourses (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement des beaux-arts et de l'architecture (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Association athlétique nationale de la jeunesse: subvention additionnelle (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de l'enseignement technique et professionnel (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arbitrage (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'enseignement spécialisé: constructions et agrandissements (Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 64 concernant le financement des investissements universitaires;
- bill 80 pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement;
- bill 84 concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques;
- bill 85 conférant aux parents le droit de vote aux élections scolaires;
- bill 94 relatif au Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 79 concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec;
- bill 83 modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles;
- bill 90 concernant la convention collective dans l'industrie de la construction.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 93 autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières de la province, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne de l'alinéa a) et dans la huitième ligne de l'alinéa b), le mot "expropriées" par le mot "reprises".

#### **Projets de loi:**

##### **Concessions forestières**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 93 autorisant

l'expropriation de certaines concessions forestières de la province.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### **NOTES**

1. Il faisait alors allusion au fait que la séance de la veille s'était terminée à 2 h 50 du matin, selon *Le Nouvelliste* du 9 juin 1961, à la page 3.

2. Les journaux ne nous rapportent que quelques paroles du débat en comité plénier. Pour prendre connaissance des amendements apportés en comité plénier, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

3. Quatorze articles (14) du projet de loi ont été adoptés à la séance du 7 juin 1961.

4. Les journaux ne nous rapportent pas l'ensemble des discussions en comité plénier. Pour prendre connaissance des amendements apportés en comité plénier, il s'agit de référer à la copie archivée du projet de loi.

5. Les crédits ont été défendus par le ministre de la Jeunesse qui était assisté de M. J.-L. Pagé, secrétaire français du département de l'Instruction publique, selon *L'Action catholique* du 9 juin 1961, à la page 11.

6. *L'Action catholique* du 9 juin 1961, à la page 2, dit plutôt depuis le "5 juillet dernier".

7. Chiffre du *Nouvelliste* du 9 juin 1961, à la page 15: \$3,850.

Séance du vendredi 9 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Loi des vues animées**

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 modifiant la loi des vues animées.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

**Dépôt de documents:**

**Commission hydroélectrique de Québec**

**L'honorable M. Lévesque (Montréal-Laurier)** dépose sur le bureau de la Chambre le dix-septième rapport annuel de la Commission hydroélectrique de Québec. (Document de la session no 164)

**Rapports du comité spécial:**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le document suivant:

**Rapport du comité formé  
pour étudier le projet d'établir un  
*Journal des débats***

Aux membres de l'Assemblée législative

Messieurs,

Conformément au mandat qui lui a été confié le 18 janvier 1961, votre comité, formé de M. Cliche, Orateur de l'Assemblée législative, et de MM. Lapalme, Bertrand (Terrebonne), Tellier et Bertrand (Missisquoi), s'est enquis des meilleurs moyens de réaliser la publication d'un *Journal des débats* (Hansard).

Parmi tous les projets qui lui ont été soumis, votre comité en a mis deux à l'essai. Le premier a consisté à reproduire les débats par le moyen de la sténotypie; le second, par le moyen simultané de la sténographie et de l'enregistrement magnétique (masque insonorisé). Votre comité se propose aussi d'expérimenter un microphone spécial d'une haute puissance qui doit incessamment être mis sur le marché.

Votre comité recommande qu'une loi soit passée le plus tôt possible pour instituer un *Journal des débats* reproduisant les discours dans la langue dans laquelle ils ont été prononcés (il n'y aura pas de traduction), et autorisant l'Orateur de l'Assemblée législative ou le lieutenant-gouverneur en conseil à passer les contrats nécessaires pour assurer l'enregistrement des débats et leur publication, et les sommes nécessaires à être tirées du fonds consolidé du revenu pour l'année courante et votées par la Législature pour les années subséquentes.

**Questions et réponses écrites:**

**Route 2-A  
à Saint-Pacôme**

**M. Plourde (Kamouraska):** 1. Le ministère de la Voirie a-t-il effectué, ou fait effectuer, des travaux de construction ou de réfection d'un chemin à partir de la route 2-A, à Saint-Pacôme, et conduisant à la propriété de M. Honoré Pelletier, cultivateur, de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la contribution du ministère de la Voirie relativement auxdits travaux?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1. et 2. Une section de la route no 2-A, Sainte-Anne-de-la-Pocatière-Saint-André, a été redressée à Saint-Pacôme sur une longueur de 2.7 milles à partir d'un point situé à 650 pieds à l'est de la route Martineau jusqu'à un point situé à 1,000 pieds au-delà du passage à niveau de la voie ferrée du Canadien National. Cette nouvelle section de route étant plus éloignée des propriétés riveraines, le ministère de la Voirie a aménagé des entrées pour permettre aux propriétaires d'avoir accès à la nouvelle route. La Voirie n'a exécuté aucun travail sur des propriétés privées.

### Vente d'immeuble à Berthierville

**M. Lavallée (Berthier):** 1. Depuis le 5 juillet 1960, le gouvernement de la province a-t-il vendu un immeuble (terrain et entrepôt) situé rue Saint-Viateur, à Berthierville, comté de Berthier?

Dans l'affirmative:

2. À quelle date?

3. À qui ledit immeuble a-t-il été vendu?

4. Quel prix fut payé?

5. Y a-t-il eu demande de soumission par avis public?

6. Dans quels journaux?

7. À quelle date?

8. Quels sont les soumissionnaires, et le montant de chaque soumission?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** 1.

Oui.

2. Le 2 décembre 1960.

3. À la Northern Resins, Limited, Berthierville, une industrie locale qui avait besoin de ce terrain voisin de ses propriétés pour l'agrandissement de son usine.

4. \$2,500.

5. à 8. Non.

### Bureau du ministère de la Voirie à Lac-Mégantic

**M. Guillemette (Frontenac):** 1. Quel était le nom du locateur du bureau du ministère de la Voirie à Lac-Mégantic, le 1<sup>er</sup> janvier 1961?

2. Quel était le montant mensuel ou annuel fixé pour tel loyer?

3. Quelle était la superficie ainsi louée?

4. Quelle était la durée du bail en question et quelle en était l'échéance?

5. Depuis la date mentionnée ci-dessus, le bail en question a-t-il été discontinué par le gouvernement?

6. Dans l'affirmative:

a) quel est le nom du nouveau locateur et quelles sont ses fonctions?

b) quel est le montant mensuel ou annuel fixé en vertu du nouveau bail?

c) quelle est la superficie ainsi louée?

d) quelle est la durée du nouveau bail?

e) le gouvernement a-t-il effectué des réparations ou améliorations au nouveau local et quel en est le coût?

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** 1.

Marcel Brulotte, Lac-Mégantic.

2. \$65 par mois.

3. 1,054 pieds carrés.

4. Un an, échéance le 27 juillet 1960.

5. Non, mais il a l'intention de le faire.

6. a) Wilfrid Perreault, Lac-Mégantic, résident pour le ministère de la Voirie;

b) \$125 par mois, confirmé par lettre en date du 3 mai 1961 à M. Wilfrid Perreault par M. A. Morissette, ingénieur du District no 3;

c) 1,600 pieds carrés;

d) La durée de location n'est pas mentionnée dans la lettre de confirmation de M. Morissette;

e) Non.

### Questions converties en motions pour dépôt de documents:

#### Route de Chicoutimi-Nord à Tadoussac

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le député de Chicoutimi (M. Talbot):

1. Depuis le 5 juillet 1960 à date, combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé relativement à la construction de la route allant de Chicoutimi-Nord (ou Sainte-Anne de Chicoutimi) à Tadoussac:

a) pour salaires?

b) pour location de machinerie?

c) pour achat de matériel?

d) pour toutes autres fins?

e) quelle sorte de machinerie a été louée?

f) de qui?

g) à quelles conditions?

2. À qui tous et chacun des salaires mentionnés à l'item a) ont-ils été payés?

3. Quelles sommes restent dues, s'il y en a, dans chaque cas?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

### Travaux de la Chambre:

#### Horaire des séances

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'à l'avenir, et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne une séance par jour tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de dix heures du matin

jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait au lundi.

Adopté.

### Projets de loi:

#### **Loi des relations ouvrières**

L'ordre du jour appelle l'examen de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 78 modifiant la loi des relations ouvrières.

Ledit amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Amélioration des fermes**

L'ordre du jour appelle l'examen de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 75 pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes.

Ledit amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Loi des corporations municipales et scolaires**

L'ordre du jour appelle l'examen de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 89 modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

Ledit amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Concessions forestières**

L'ordre du jour appelle l'examen de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 93 autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières de la province.

Ledit amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Cimetière Mont-Royal**

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 243 concernant la Compagnie du cimetière Mont-Royal et certaines limites territoriales de la cité d'Outremont et de la cité de Montréal.

Lesdits amendements sont acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Alma**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 constituant la municipalité scolaire d'Alma soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Financement des commissions scolaires**

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre de la Jeunesse s'est vanté à tort d'avoir, avec ses bills sur l'éducation, donné à la province sa grande charte de l'éducation. Ce n'est pas vrai, ce n'est qu'une prétendue grande charte. Car la vraie grande charte, c'est l'Union nationale qui l'a donnée au Québec, l'an dernier.

Cette charte de l'Union nationale apportait des changements et des améliorations considérables dans notre système d'éducation, mais elle ne chambardait pas à sa base les principes sur lesquels repose notre système d'éducation, comme le font les bills présentés par le gouvernement actuel.

Certains des bills étudiés ces jours derniers sont bons. Il s'agit justement de ceux qui sont la conclusion logique des lois passées par l'Union nationale elle-même, qui avait mis ces lois à l'étude. Quant au reste, la prétendue grande charte du gouvernement actuel favorise tout simplement l'ingérence politique dans le domaine sacré de l'éducation.

Le Parlement a toujours eu ses droits en matière d'éducation, puisqu'il a toujours exercé le contrôle en adoptant les crédits de l'instruction publique. Le bill 86 conduit irrémédiablement les revenus des commissions scolaires dans la caisse provinciale.

En effet, avec la provincialisation de la taxe de vente, le gouvernement s'empare de \$35,000,000 de taxes qui appartiennent aux commissions scolaires. Et ce revenu de \$35,000,000, susceptible d'augmenter grandement, ne tombera plus dans un fonds spécial, puisque le fonds de l'éducation a été aboli, mais dans le fonds consolidé de la province. Le gouvernement nous dit que ces \$35,000,000 seront remis aux commissions scolaires, mais rien ne prouve qu'il en sera ainsi. Lorsque les commissions scolaires imposaient elles-mêmes leurs taxes, elles étaient libres. Maintenant, elles seront sous la tutelle et à la merci d'un ministre de la couronne.

Cette loi, en effet, met directement l'éducation sous le contrôle du ministre de la Jeunesse et du gouvernement de la province. Les commissions scolaires perdent toute autonomie. En plus de ces \$35,000,000 dont il s'empare, le gouvernement imposera en outre \$32,000,000 en taxes nouvelles à des commissions scolaires qui n'avaient pas jugé bon de les imposer, et il n'y a, dans le bill, aucune disposition spéciale qui assure ces centaines de commissions scolaires que le gouvernement leur remettra le bénéfice de cette nouvelle taxe. C'est un principe mauvais.

On avait promis formellement la gratuité de l'éducation. Il n'y pas de gratuité, car il y a toujours quelqu'un qui paie et ce sera le contribuable de la province. Un principe plus mauvais encore, c'est celui du chambardement de tout le système d'éducation de la province par cette loi. On enlève tout pouvoir administratif au surintendant de l'Instruction publique. Comme le surintendant n'est plus en fait que le porte-parole des comités catholique et protestant du Conseil de l'Instruction publique, ce sont ces comités que l'on met en veilleuse. C'est un leurre de croire que les droits valent quelque chose quand il n'est pas possible de faire passer ces droits dans la réalité.

Notre système d'éducation n'a pas été si mauvais puisqu'il a permis l'établissement dans notre province d'un réseau d'écoles élémentaires, secondaires et supérieures qui se compare avantageusement à celui de n'importe quelle nation au monde. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas attendu le résultat de l'enquête sur l'éducation avant de présenter ces lois de chambardement? Il eût pourtant été logique de consulter les commissions scolaires, les comités catholique et protestant, ainsi que le surintendant de l'Instruction publique. Lorsqu'il s'agit d'un chambardement semblable, il est logique que l'on demande à tous les intéressés leur opinion sur la question.

Il propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "que",

dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations soit renvoyé au comité des bills publics pour y entendre les intéressés et plus particulièrement les membres du comité catholique et du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique et les fédérations diocésaines des commissions scolaires."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 26.

**Contre:** MM. Arsenault, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Bertrand (Missisquoi):** Le gouvernement est désireux de dépouiller le surintendant de ses pouvoirs et il a pris les moyens voulus. On a invoqué trois raisons pour motiver les changements qu'apporte la nouvelle loi qui ne sont pas valables. Le gouvernement apporte à son appui une lettre de Mgr Albertus Martin, évêque de Nicolet. Veut-on nous laisser croire que les vues de Mgr Martin sur la question, vues qui ont été invoquées par les libéraux, représentent celles de tout l'épiscopat québécois? La déclaration de Mgr Martin sur laquelle le gouvernement base toutes ses prétentions date de 1958 et nous sommes en 1961. Rien dans cette déclaration n'indique que cet évêque distingué parlait pour tout l'épiscopat actuel.

Le gouvernement, étant désireux de dépouiller le surintendant de tous ses pouvoirs, a pris les moyens voulus. Le gouvernement dit que le Parlement doit être le maître incontesté du domaine de l'éducation. On dit que le gouvernement doit être

responsable, mais nous l'avons toujours eu le gouvernement responsable. C'est une raison qui ne tient pas debout comme le prouve l'évidence. Hier, nous avons examiné, scruté les crédits du ministère de qui relève l'éducation, comme nous l'avons toujours fait dans le passé. Si rien n'est changé, c'est que le Parlement a toujours été responsable.

Le gouvernement invoque en troisième lieu, pour le transfert des pouvoirs du surintendant, qu'il y aurait eu des accrocs dans le passé, qu'il y a eu intrusion politique et que des subventions ont été accordées à la suite d'intervention politique, mais cela ne vaut pas. Ce n'est pas une raison pour violer définitivement le principe. Et si l'organisation actuelle ne suffit pas, qu'on augmente les pouvoirs du surintendant et du Conseil de l'instruction publique, afin d'empêcher l'intrusion.

Les députés de l'Union nationale ne refusent pas les réformes nécessaires. Nous vivons en 1961 et non plus en 1841. Nous voulons être de notre temps, mais nous croyons qu'il faut être prudents. Les tribunaux et les juges ont un statut spécial pour empêcher l'intrusion de la politique dans le domaine judiciaire. De même, le Conseil de l'instruction publique et le surintendant sont là pour éviter que la politique ne s'introduise dans le champ de l'éducation.

Étant donné l'accroissement des obligations au point de vue scolaire, on devrait aujourd'hui non pas diminuer, mais augmenter les pouvoirs du Conseil et du surintendant. S'ils ont besoin de crédits additionnels pour remplir leur mission de l'heure, le Parlement les leur ouvrira. Si c'est nécessaire, nous donnerons de l'aide au surintendant, peut-être en lui adjoignant un assistant avec des attributions administratives. Nous sommes dans cette Chambre pour veiller aux intérêts de la province et, notamment, pour rendre les plus grands services possibles à la cause de l'enseignement.

Ne laissons pas affaiblir cette institution qu'est la surintendance et qui s'est affirmée pendant 120 ans d'activité inlassable! Accroissons plutôt sa puissance! Préservons ce frein! Mettons une ligne Maginot entre la politique et l'éducation. Respectons la délégation de pouvoirs consentie en 1841 en faveur du Conseil et du surintendant de l'Instruction publique. Si c'est être conservateur de tenir à des institutions qui ont subi victorieusement l'épreuve des siècles, j'en suis.

Il propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. Maltais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations, soit

renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à rétablir les droits, pouvoirs et privilèges du comité catholique et du comité protestant du Conseil de l'instruction publique ainsi que ceux du surintendant de l'Instruction publique."

**M. Maltais (Québec-Est):** Comme second de l'amendement, je croyais me faire le porte-parole des commissions scolaires du diocèse de Québec, pour défendre un principe très important qui ne sera plus reconnu à l'avenir, si le projet est approuvé tel quel, celui des pouvoirs du surintendant de l'Instruction publique dans le domaine de l'instruction publique. Et ces commissions scolaires, dit-il, représentent 265 paroisses. Il cite des articles de journaux pour démontrer l'opposition des commissions scolaires du diocèse.

Il fait écho à des commentaires de journaux pour rappeler que le Parlement n'est pas la source du droit de l'éducation, mais que ce sont plutôt les parents. Le gouvernement n'est pas le maître de ce droit, mais plutôt le fiduciaire, déclare-t-il. Les deniers prélevés des parents pour fins éducationnelles ont un caractère spécial à l'endroit desquels l'État a toujours reconnu une restriction. Et c'est de là que cet organisme qui s'appelle le Conseil de l'instruction publique est né avec une surintendance. C'est la formule nécessaire pour conserver le caractère confessionnel de nos écoles et aussi pour écarter la politique du domaine sacré de l'éducation. L'État n'a pas le droit de se substituer aux parents dans le domaine de l'éducation.

Dans le domaine du financement, l'État doit jouer un rôle de suppléance. L'État ne doit pas s'arroger le droit de répartir les subventions destinées à l'éducation. Et c'est ce qui suppose un organisme officiel capable de présenter à l'État les besoins des familles en matière d'éducation. Si cette distinction au sujet des impôts pour fins d'éducation a toujours été reconnue chez nous, c'est que nos pères ont toujours tenu au caractère confessionnel de nos écoles et qu'ils ont voulu écarter les écoles neutres et laïques qui sont toujours un danger dans les pays qui les tolèrent.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais,

Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 26.

**Contre:** MM. Arsenault, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Johnson (Bagot):** On ne peut espérer de progrès durable si on chambarde à sa base notre système d'enseignement et qu'on limite la liberté des citoyens. Il faut tendre au progrès sans doute, mais en restreignant le moins possible la liberté des citoyens. Or, justement, le bill 86 impose de nouvelles taxes, s'attaque à cette liberté. Le bill 86 a pour effet de pénaliser les commissions scolaires, la plupart rurales, qui ne se sont pas prévaluées du droit de taxer sur les ventes dans le passé. Dans Bagot, par exemple, aucune commission scolaire n'avait établi cette taxe de vente. Elles se sont ainsi privées d'environ \$200,000 de revenus par année. Le bill 86 généralise cette taxe, mais sans compensation pour les commissions qui ne l'avaient pas imposée.

Elles étaient en retard parce qu'elles avaient moins de revenus. On ne veut pas maintenant leur fournir les moyens de rattraper les autres qui s'étaient prévaluées du droit de taxer. Cette loi, dans une très grande mesure, impose une nouvelle charge aux propriétaires fonciers ruraux, sans une compensation adéquate en retour. Pourquoi n'a-t-on pas permis à nos commissions scolaires de percevoir elles-mêmes cette taxe selon des barèmes qui auraient pu être établis par le département de l'Instruction publique?

La liberté de l'éducation a commencé à disparaître dans les pays avec la disparition de la liberté d'administration des corps intéressés. La présente loi fournit un instrument qui peut, éventuellement, servir à un groupe de fonctionnaires et au gouvernement à tuer la liberté pédagogique. Je ne veux pas être inutilement alarmiste ou répandre des terreurs chimériques, mais les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets.

Qu'on travaille au progrès de l'éducation dans la province, c'est une obligation pour tous, et le

gouvernement pourra toujours compter sur l'opposition. Mais, de grâce, que le gouvernement n'aille pas écouter seulement les experts sur papier qui ne voient que l'efficacité. Qu'on n'aille pas tuer ce levain efficace qu'a toujours été notre système d'écoles confessionnelles dans nos paroisses!

Il propose, appuyé par le député de Montcalm (M. Tellier), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations soit renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender de manière à maintenir et sauvegarder l'autonomie et la liberté des corporations scolaires en matière d'imposition de taxe de vente pour fins scolaires."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Tellier, Thibeault, 26.

**Contre:** MM. Arsenault, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Théberge, Turpin, Vaillancourt, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Rien dans la loi ne porte atteinte aux droits et prérogatives des deux comités du Conseil de l'Instruction publique et du surintendant. Le bill 86 s'inscrit dans la ligne de l'histoire de la province de Québec d'une façon claire et nette. Il rappelle comment, depuis très longtemps, ont évolué les fonctions du surintendant de l'Instruction publique et des ministres. Cette évolution, dit-il, se traduit dans le fait que les différents gouvernements qui se sont succédé à la tête de la province ont de plus en plus reconnu qu'ils avaient des responsabilités plus



grandes dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement ne fait pas fi de l'histoire et des traditions de la province de Québec, mais il importe de poser des gestes qui favorisent l'avancement du peuple et qui seront le prolongement de ce qu'ont fait les prédécesseurs dans ce domaine.

Nous en sommes arrivés à un moment où il importe de faire de plus en plus d'ordre dans le domaine de l'éducation. Pour cela, nous croyons que de plus en plus la responsabilité publique doit être placée clairement sur la tête d'un homme responsable au peuple et, pour cela, il faut attribuer à un responsable l'affectation et la dépense des deniers publics pour fins d'éducation. Les commissions scolaires rurales ne pourraient pas imposer la taxe au point de vue pratique, puisqu'il leur en coûterait plus cher de frais de perception qu'elles ne retireraient. En l'imposant, le gouvernement se rend à la demande répétée de la Fédération des commissions scolaires catholiques de la province. Il ne pouvait le refuser puisque cette demande est répétée depuis 1944.

Les membres de la hiérarchie catholique ont eu à prendre des dispositions dont le gouvernement n'a pas le loisir d'ignorer l'existence, mais dont il doit tenir compte. Et ces témoignages éminents des évêques confirment la conception que le gouvernement actuel a de la nécessité d'une évolution dans les structures centenaires de l'éducation, évolution qui se traduit par l'attribution des responsabilités financières au ministre de la Jeunesse et celle des fonctions pédagogiques au surintendant de l'Instruction publique.

Nous voulons vraiment grandir la fonction du surintendant de l'Instruction publique, nous le voyons comme l'éducateur numéro 1. Il remplit la plus haute fonction qui soit, puisqu'elle concerne l'éducation des enfants de cette province. Nos enfants, garçons et filles, sont l'âme de notre province, et nous voulons qu'ils soient un actif non seulement pour notre pays, mais aussi pour tout le monde libre.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Arsenaux, Bertrand (Terrebonne), Binette, Boulais, Brown, Castonguay, Coiteux, Collard, Courcy, Cournoyer, Couturier, Dionne, Gérin-Lajoie, Hamel (Iberville), Harvey, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lambert, Laroche, Lemieux, Lesage, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Montréal-Laurier), Maheux, Meunier, Morissette, O'Reilly, Ouimet, Parent, Pinard, Plourde (Roberval), Poulin, Roy (Lévis), Saint-Pierre, Thériault, Turpin, Vaillancourt, 38.

**Contre:** MM. Bégin, Bellemare, Bertrand (Missisquoi), Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Dozois, Élie, Gabias, Gosselin, Johnson, Johnston, Laberge, Langlais, Larouche, Lavallée, Maltais, Plourde (Kamouraska), Pouliot, Raymond, Riendeau, Roy (Nicolet), Somerville, Talbot, Thibault, 26.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 86 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Questions et réponses écrites:

#### Édifice acheté à G.-R. Hamel

**M. Cloutier (Québec-Centre):** 1. Le gouvernement de la province a-t-il acheté de M. Gérard-Raymond Hamel un édifice situé sur la rue Franklin, dans la cité de Québec?

2. Dans l'affirmative:

a) quel prix a été payé?

b) quelle est la superficie de l'édifice?

c) quelle est la superficie du terrain?

d) quel sera le coût des réparations ou améliorations que le gouvernement devra effectuer audit édifice?

e) à quel ministère, régie ou commission ledit édifice sera-t-il affecté?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 87 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 242 concernant la Compagnie de Jésus.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 95 relatif au collège Saint-Paul.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 92 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant le paragraphe g) par le suivant:

"g) obliger les personnes engagées dans la production ou la mise en marché d'un produit commercialisé, à enregistrer leurs noms, adresses et occupations dans un registre tenu par l'Office, et, relativement à ce produit, à tenir des registres ou des écritures, à faire des rapports, à fournir à l'Office des renseignements sur leurs opérations et sur tout ce qui s'y rapporte, et à se prêter à l'examen de leurs livres et documents par les inspecteurs et les enquêteurs de l'Office."

2. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, après les mots "qui s'y trouvent", dans la huitième ligne de l'article 12a, les mots:

"exiger la production des livres ou registres et de tous les documents relatifs à la mise en marché susdite, requérir tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire." par ce qui suit:

"exiger la production des livres, registres et documents relatifs à cette mise en marché et requérir, à ce sujet, tout autre renseignement jugé utile ou nécessaire."

b) en ajoutant, à la fin du deuxième alinéa de l'article 12a, après le mot "tribunal" le mot: "judiciaire";

3. L'article 4 est modifié:

a) en ajoutant, à la fin du premier alinéa de l'article 20a, après les mots: "syndicats professionnels", ce qui suit:

"ou une société coopérative agricole ayant pour seul objet la mise en marché de ces produits agricoles."

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du second alinéa de l'article 20a, les mots: "union ou fédération" par les mots: "union, fédération ou société".

## Projets de loi:

### Loi des marchés agricoles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 92 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

## Dépôt de documents:

### Contrats accordés par le ministère des Travaux publics

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 8 février 1961, pour la production d'un état contenant les réponses supplémentaires aux questions suivantes:

Au ministère des Travaux publics, du 1<sup>er</sup> janvier 1960 au 5 juillet 1960:

1. Combien de contrats ont été accordés?
2. Combien ont été accordés avec soumissions?
3. Combien ont été accordés sans soumission?
4. Dans le cas de contrats accordés avec soumissions, quel était pour chaque contrat:

a) la nature des travaux à exécuter?

b) la liste des soumissionnaires?

c) le montant de chaque soumission?

d) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

e) le montant adjugé pour ce contrat?

5. Dans le cas de contrats accordés sans soumission, quel était pour chaque contrat:

a) la nature des travaux à exécuter?

b) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

c) le montant adjugé pour ce contrat?

(Document de la session no 165)

**L'honorable M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 8 février 1961, pour la production d'un état contenant les réponses supplémentaires aux questions suivantes:

Au ministère des Travaux publics, du 5 juillet 1960 au 31 décembre 1960:

1. Combien de contrats ont été accordés?
2. Combien ont été accordés avec soumissions?
3. Combien ont été accordés sans soumission?
4. Dans le cas de contrats accordés avec soumissions, quel était pour chaque contrat:

a) la nature des travaux à exécuter?

b) la liste des soumissionnaires?

c) le montant de chaque soumission?

d) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

e) le montant adjugé pour ce contrat?

5. Dans le cas de contrats accordés sans soumission, quel était pour chaque contrat:

a) la nature des travaux à exécuter?

b) le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

c) le montant adjugé pour ce contrat?  
(Document de la session no 166)

### Projets de loi:

#### Loi des vues animées<sup>1</sup>

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la loi des vues animées soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Il est évident qu'il faut le consentement unanime de la Chambre pour que ce bill présenté en première lecture ce matin soit étudié en deuxième lecture cet après-midi. J'ai souligné mercredi ce que j'ai considéré comme un manquement à sa parole de premier ministre, et si nous appliquons à la lettre les règlements de la Chambre, nous ne pourrions certainement pas finir la session cette semaine.

Cependant, pour montrer notre esprit de collaboration pour que les députés de la Chambre ne soient pas pénalisés, et pour ne pas retenir indûment les journalistes qui ont été retenus ici par leur travail depuis huit mois, nous sommes prêts à donner tous les consentements nécessaires et à accepter la suspension des règlements afin de hâter l'expédition des derniers travaux d'ici à demain. Mais il est entendu que ces consentements seront retirés si l'opposition se sent bousculée comme elle l'a été depuis le début de la session.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** remercie le chef de l'opposition de sa collaboration. J'apprécie ce que vient de dire le chef de l'opposition. Depuis juillet et août de l'an dernier, le Centre catholique du cinéma et de la radio, représenté par M. Paul Sauriol et M. l'abbé Lucien Labelle, ont soumis, en diverses occasions, qu'il existe un problème sérieux pour l'admission des enfants dans les cinémas et les salles paroissiales. Les représentations sont aussi venues de la part des propriétaires de cinémas. Les deux parties ont soutenu des points de

vue différents. J'ai réussi à obtenir, dit-il, que les deux parties se rencontrent et me fassent rapport. L'accord ne peut être fait sur certains points. Entre temps, j'ai reçu de nouvelles représentations de la part du Centre catholique du cinéma.

Finalement, les parties ont fini par s'entendre la semaine dernière, après plusieurs rencontres. J'ai, dit-il, alors demandé aux officiers en loi de préparer un projet de loi dans le sens de l'accord intervenu. Le texte du projet a eu l'agrément du Centre catholique du cinéma. Quant aux propriétaires de cinémas, ils ont accepté de faire des concessions dont j'ai informé M. l'abbé Labelle.

De toute façon, il s'agit d'une expérience. L'approbation donnée par le Centre tient compte de ce caractère provisoire; c'est en attendant une refonte plus complète de la législation. En vertu du projet de loi soumis, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des réglementations qui seront adaptées aux circonstances.

Le bill 97 est un compromis résultant de longues et difficiles négociations entre le Centre national catholique du cinéma et l'industrie du cinéma elle-même. Il donne lecture d'un rapport qu'il a reçu de M. l'abbé Lucien Labelle du centre Catholique du cinéma. Il y est dit, entre autres choses, qu'il est devenu nécessaire et urgent d'admettre les enfants à des séances organisées spécialement pour eux, pour qu'ils soient amenés à mieux comprendre le cinéma et à en faire un meilleur usage dans une atmosphère saine et avec tous les éléments de sécurité désirables.

Les techniques audiovisuelles, continue le rapport, se sont installées au cœur de notre civilisation moderne. La télévision est entrée dans tous les foyers. C'est un fait qu'on ne peut ignorer. Il est nécessaire d'avoir des mesures urgentes permettant un plus grand usage des installations audiovisuelles à des fins d'enseignement et de loisir. Il apparaît urgent de prendre une attitude moderne devant ces techniques nouvelles.

Cela peut se réaliser, ajoute le document, en organisant des séances de cinéma spéciales pour les enfants dans une atmosphère irréprochable. La loi actuelle interdit l'admission des enfants en bas de 16 ans dans les cinémas. Il a donc fallu, pour que la loi soit modifiée dans le sens désiré, qu'une entente intervienne entre le Centre national catholique du cinéma et l'industrie du cinéma.

**M. Johnson (Bagot):** L'opposition est en faveur du bill 97, puisque les deux corps se sont entendus. Il se dit heureux que cette question approche d'une solution définitive. Reste le problème

du choix judicieux des films à surveiller. Et à ce sujet, je compte que le premier ministre se montrera difficile dans la désignation des personnes qui seront chargées de la sélection.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

Le comité étudie le troisième paragraphe de l'article 1, qui se lit comme suit:

"a) aux représentations cinématographiques données gratuitement dans une institution d'enseignement, à ses élèves et à son personnel seulement;"

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** propose un amendement.

Le troisième paragraphe de l'article 1 est amendé et se lit désormais comme suit:

"a) aux représentations cinématographiques données gratuitement dans une institution d'enseignement, à ses élèves, à leurs parents et à son personnel seulement;"

L'amendement est adopté.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** insiste sur les mesures de sécurité à prendre pour la protection des enfants. Il présente un amendement qui stipule que les règlements de sécurité d'incendie soient écrits dans la loi.

En conséquence, il propose l'ajout du paragraphe suivant après le cinquième paragraphe de l'article 1:

"Toute salle mentionnée aux paragraphes b) et c) qui ne répond pas aux exigences de la loi et des règlements concernant la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 170 et amendements), ne peut obtenir l'autorisation de présenter des séances cinématographiques pour les enfants."

L'amendement est adopté.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):** Le bill parle de deux surveillants par salle. À Montréal il y a des salles considérables et on devrait exiger un surveillant par cent sièges.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il explique la difficulté d'un propriétaire de salle de savoir à l'avance le nombre des enfants qu'il y aura à une représentation. Il insère un amendement forçant les propriétaires de cinémas, durant les séances réservées aux enfants, à placer dans les salles un surveillant par 200 enfants.

**M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)** accepte.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 97 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Lapalme (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Subsides:**

##### **Budget supplémentaire 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux

millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux municipalités pour travaux d'hiver (Bill 16 - session 1960-1961) (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

L'ouverture de crédits de \$2,750,000 pour les travaux municipaux d'hiver porte à \$10,700,000 le total des sommes qui seront dépensées de cette manière au cours de l'année; \$5,000,000 furent votés dans un budget supplémentaire antérieur et \$3,000,000 dans le budget principal. J'avais alors souligné qu'il faudrait une autre somme pour rencontrer les engagements envers les municipalités. C'est pourquoi des nouveaux crédits de \$2,750,000 sont prévus.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs provinciaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission d'aménagement de Québec: subvention pour la construction du boulevard Champlain (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Régie d'épuration des eaux (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocations aux personnes âgées de 65 à 70 ans, aux invalides et aux aveugles, et administration (Famille et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions d'écoles de protection et autres institutions (Famille et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

**M. Johnson (Bagot)** s'étonne de ne pas voir de fonds inscrits dans le budget pour l'aide aux chômeurs dont le nombre est considérable et qui, pour une grande proportion, ne touchent plus de prestations de l'assurance contre le chômage. Des associations ouvrières ont critiqué le gouvernement de ne pas faire connaître à ces gens sans prestations les secours qu'ils peuvent obtenir en vertu de la loi de l'assistance-chômage.

**L'honorable M. Lafrance (Richmond):** Mon département, dit-il, compte deux nouveaux employés pour s'occuper spécialement de la question. Nous allons faire de la publicité et prendre les moyens pour que tous ceux qui ont besoin d'assistance l'obtiennent.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Les crédits budgétaires consacrés à l'enseignement, cette année, sont de l'ordre de \$300,000,000.

**M. Tremblay (Maisonnette):** C'est une somme que vous allez chercher dans le portefeuille des contribuables de la province, surtout avec l'imposition de nouvelles taxes. Mais, en dépit de ces taxes, ce budget ne représente qu'une différence de \$600,000 avec le budget de l'ancien gouvernement de l'Union nationale. Et ce sont là toutes les réformes qu'on nous annonçait? Je dirai que nous n'avons rien à apprendre, dans aucun domaine, des autres provinces.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Autres subventions, bourses d'études, administration et

divers - écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions spéciales - collèges classiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services de l'aide à la jeunesse, y compris les bourses (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Curatelle publique: traitements, frais de bureau et autres dépenses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions, dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux, y compris les subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions d'hôpitaux, la surveillance des travaux devant être exercée par le ministère des Travaux publics (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité, y compris les subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Administration (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Régie des transports (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Régie des services publics (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service central de transport aérien (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, loyers et aménagement des palais de justice, prisons et édifices publics (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1962.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Voies et moyens:

##### Budget supplémentaire 1961-1962

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1962, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$9,901,400, et qu'il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution ou un remboursement en réduction des sommes à dépenser, un montant égal au remboursement ou à la contribution ainsi prévue.

Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

**Projets de loi:****Loi des subsides No 7,  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 96 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité<sup>4</sup>:**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Maltais (Québec-Est)** demande s'il y aura prochainement une réunion fédérale-provinciale. Il demande au premier ministre de donner à la Chambre l'assurance qu'il ne prendra aucun engagement sur les questions constitutionnelles à la prochaine conférence intergouvernementale d'Ottawa, sans consulter le Parlement de Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'ai pas encore reçu d'invitation d'Ottawa à ce sujet, dit-il. Il est entendu que je ne ferai rien dans les questions constitutionnelles sans consulter les Chambres sur l'attitude que la province de Québec adoptera. Pour cette année, la somme de \$100,000 prévue pour ce ministère sera amplement suffisante.

Mon intention est, dès que j'en aurai le temps, après la présente session du Parlement, de faire le choix d'un excellent sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales et d'engager des experts dont le travail consistera à étudier toutes ces questions et à faire des suggestions au premier ministre et au gouvernement. On constituera un noyau de personnes très qualifiées autour du sous-ministre. Ce personnel se consacrera constamment aux problèmes des relations fédérales-provinciales. Il sera rémunéré à sa juste valeur.

**M. Talbot (Chicoutimi)** recommande au premier ministre d'être très prudent sur le choix des experts. Il y en a de toutes les sortes, dit-il, et il est certain que le gouvernement a intérêt à se procurer les services des meilleurs hommes dans ce domaine.

J'espère que, dans ses pourparlers avec Ottawa, le premier ministre ne perdra pas de vue la mentalité de la province de Québec en matière de relations fédérales-provinciales.

**M. Bertrand (Missisquoi):** À cette époque où la province de Québec veut rapatrier tous ses pouvoirs, la prochaine conférence fédérale-provinciale serait l'occasion de faire l'unanimité<sup>5</sup> autour du premier ministre de la province et de ceux qui auront la tâche de travailler au rapatriement de ces pouvoirs.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une excellente suggestion. Je veux que l'État du Québec soit plus fort. Et plus sa juridiction sera étendue et intégralement respectée, plus le Québec aura de force pour faire accepter son point de vue. Lorsque viendra le temps de présenter aux conférences d'Ottawa les demandes de la province de Québec, pour obtenir le rapatriement des droits fiscaux et constitutionnels des Québécois, je demanderai une adresse de l'Assemblée législative, afin de pouvoir parler au nom de tous les membres de la Législature provinciale.

Je n'ai pas changé d'idée au sujet des plans conjoints et ce que j'ai déclaré à la conférence d'Ottawa, en juillet 1960, tient toujours. Ils ont été acceptés comme pis-aller dans le moment, mais le mieux serait que le Québec recouvre le droit à tous ses revenus pour payer lui-même les dépenses relevant de sa juridiction. Le plus vite le Québec pourra se passer de ces plans conjoints, grâce à la récupération de tous les revenus auxquels il a droit, le mieux ce sera.

**M. Johnson (Bagot):** Je ne veux pas prolonger la session, dit-il.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous avez beaucoup de travail à faire d'ici le mois de septembre.

**M. Johnson (Bagot):** Avant la conférence canadienne sur les richesses naturelles, j'aurais aimé, dit-il, qu'elle soit précédée d'une conférence provinciale sur ce sujet, afin de préparer quelque chose d'impressionnant, de manière à assurer un concours efficace du Québec. Il souligne l'importance de protéger mieux les intérêts autonomistes du Québec.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je tiens, dit-il, aux richesses naturelles du Québec

comme à la prunelle de mes yeux et la province sera représentée à la conférence canadienne par le ministre des Richesses naturelles (l'honorable M. Lévesque).

**M. Johnson (Bagot):** C'est un domaine où on ne saurait trop être vigilant. Le représentant du Québec devra arriver à cette conférence avec un programme bien défini, précis, et avec la détermination de défendre les intérêts et l'autonomie du Québec.

Il fait allusion au centième anniversaire de la Confédération canadienne. Je crois comprendre que c'est le ministère des Affaires fédérales-provinciales qui s'occupera des célébrations.

Je suggère au premier ministre de nommer dans le comité provincial des membres de l'opposition, car c'est nous qui serons au pouvoir lorsque ces fêtes arriveront.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Ministre fédéral des Ressources nationales, j'ai refusé catégoriquement de convoquer une conférence nationale sur les ressources, parce que j'estimais qu'il s'agissait là d'un domaine qui relève de la juridiction provinciale. Mon attitude n'a jamais changé à ce sujet. Je me suis objecté chaque année à la tenue d'une conférence nationale sur les ressources naturelles. Aussi, ceux qui assisteront à la conférence prochaine à Ottawa pourront se référer à mon discours pour connaître mon opinion qui reste la même. Et je crois que l'on pourra de la sorte avoir l'assurance que le patrimoine de la province de Québec sera bien protégé.

**M. Maltais (Québec-Est)** soulève la question des plans conjoints avec Ottawa. Il a réaffirmé son opposition, en principe, contre les plans conjoints, qui est aussi la même en pratique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La question des plans conjoints a fait l'objet d'un débat qui a occupé une grande place lors de l'étude des crédits de la voirie, et la position du gouvernement à cet égard a été expliquée dans le détail. Aussi, je ne crois pas qu'il y ait lieu d'y revenir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille



dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Affaires fédérales-provinciales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau de lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Le Service des achats, dit-il, sera totalement réorganisé au cours des prochains mois. Le gouvernement songe à donner une structure nouvelle au Service général des achats de la province dirigé par M. Louis-H. Levasseur, et à y centraliser toutes les demandes de soumissions concernant les achats des différents départements de l'administration provinciale. À l'avenir, il se chargera des demandes de soumissions pour les acquisitions de tous les ministères.

À la suite d'une décision du Conseil des ministres, le gouvernement a donné un ordre au directeur des achats, afin que tout soit acheté dans la province et que l'on donne la préférence aux produits fabriqués dans la province de Québec.

Le président d'Hydro-Québec a été informé des directives qui ont été données au directeur général des achats et ces mêmes directives ont été transmises aux employés de l'Hydro-Québec qui achète de grandes quantités de matériaux de toutes sortes, chaque année.

Le gouvernement tente aussi d'établir un système de standards, pour ne pas être obligé de mentionner une marque de commerce lorsqu'il s'agit d'acheter un produit.

Je dépose, dit-il, sur la table de la Chambre une copie de la formule de soumissions que tous les fournisseurs qui veulent vendre à la province doivent remplir, avant qu'on leur demande des prix pour des achats du gouvernement.

**M. Johnson (Bagot):** Les annonces publiées par les différents ministères passent-elles par ce service?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Non, chaque ministère est responsable de son budget de publicité et les annonces passent par l'Office provincial de publicité.

**M. Johnson (Bagot)** pose des questions.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

En règle générale, des soumissions sont demandées par écrit, sauf lorsqu'il s'agit d'un cas d'urgence, alors que des soumissions sont demandées par téléphone. Il cite les prix obtenus en quelques occasions à la suite d'un appel de soumissions pour achat de moteurs de 550 chevaux-vapeur, marque Standard Modern<sup>6</sup>: \$124 chacun, le 2 février 1959 et \$64 chacun, le 5 février 1961, après demande de soumissions; achat de clôture à neige, \$14.50 le cent pieds, en décembre 1959, et \$11.12, cette année, après demande de soumissions; achat de lames de Cobra limitée, de \$9.90 chaque, le 1<sup>er</sup> octobre<sup>7</sup> 1959, et \$6.59, le 23 janvier 1961, après demande de soumissions.

**M. Gabias (Trois-Rivières)** demande au premier ministre de déposer le document qu'il lit.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Non. (Il se ravise) Très bien, je le dépose. Mais c'est tant pis pour l'Union nationale, car les journalistes vont publier ces prix.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport qu'au cours du débat, l'honorable premier a déposé les documents suivants:

#### **Service des achats**

Liasse de factures du service des achats du gouvernement de Québec et une formule du service des achats du gouvernement de Québec. (Documents de la session nos 167 et 168)

#### **En comité<sup>8</sup>:**

Le débat se poursuit sur la résolution 4, qui se lit comme suit:

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** J'espère que le document renferme les exemples que le premier ministre vient de donner.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il y en a beaucoup plus. Je n'en ai pas parlé par pitié pour l'Union nationale.

**M. Gabias (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas besoin de la pitié du premier ministre; nous verrons si le premier ministre était sincère dans ses déclarations exagérées et à l'emporte-pièce.

**Voix à droite:** À l'emporte-piastre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** se relève pour donner, dit-il, un autre exemple. Le 29 juillet 1959, l'ancien gouvernement a placé une commande à la Peinture Sico au prix de \$6.50 le gallon. Après demande de soumissions, le gouvernement actuel a payé, pour la même peinture, le 24 février 1961, \$3.60<sup>9</sup> le gallon.

**M. Bellemare (Champlain):** C'est la peinture qui a levé aussitôt après avoir été posée sur les routes.

**L'honorable M. Pinard (Drummond)** nie cet avancé.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La peinture qui a levé, c'est celle qui provenait des réserves laissées par l'Union nationale.

**M. Bellemare (Champlain):** Non, c'est la peinture vendue par deux avocats.

**L'honorable M. Pinard (Drummond):** On n'a pu poser autre chose que l'ancienne peinture, parce que celle que mon ministère avait commandée n'a pu être livrée à temps, dit-il.

**M. Johnson (Bagot):** Le premier ministre vient de démontrer, dans une réponse fournie à l'opposition, que pour la première fois le 6 juin dernier, soit trois jours avant l'étude de ce budget, le

Service des achats a demandé des soumissions par voie des journaux pour la grosse machinerie, comme des pelles, des grattes, des camions spéciaux, etc., d'une valeur de plus de \$25,000. Les réponses du premier ministre démontrent clairement que, jusqu'au 6 juin, tout achat, même pour des articles au-dessus de \$25,000, était fait de fournisseurs invités tout simplement à donner des prix.

Dans le document que le premier ministre vient de déposer, il n'est fait mention ni des quantités achetées, ni des circonstances dans lesquelles les commandes ont été placées. On a admis qu'il y a des demandes de prix par téléphone. Le gouvernement actuel a acheté, à plusieurs reprises, à des marchands qui ne sont pas *bona fide*. C'est arrivé sous M. Godbout et ça arrive encore depuis le 22 juin 1960.

Je n'ai jamais vu autant de médecins, d'avocats et de notaires devenir entrepreneurs ou fournisseurs de matériaux. Et drôle de coïncidence! Tous ceux à qui l'on demandait de soumettre des prix avant le 22 juin dernier sont éliminés. Et ce qui me surprend encore davantage, c'est que le premier ministre admette, enfin, qu'il n'est pas répréhensible pour un député de faire des recommandations au Service des achats.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Comment pouvez-vous dire cela? J'ai cité Cobra, Sico.

**M. Johnson (Bagot):** Des instructions ont été données après le 5 juillet pour éliminer de la liste des fournisseurs tous ceux d'avant le 22 juin. Il y a peut-être certaines exceptions: alors on a dit à ces gens, vous allez présenter des soumissions, mais basses... Je ne crois pas que tous les fournisseurs de la province, avant le 22 juin, étaient des gens incompétents et incapables. Néanmoins on les a remplacés par des fournisseurs libéraux, même pour la gazoline... Et ce qu'il y a de grave: on essaie d'imposer le silence politique à certaines gens et aux membres de leur famille.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** C'est une accusation absolument gratuite.

**M. Johnson (Bagot):** Je le prouverai en temps et lieu.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** De la peinture blanche, qui, le 29 juillet 1959, était achetée par la province au prix de \$6.10 le gallon, est maintenant offerte au gouvernement par le même

fournisseur au prix de \$3.40. Tous peuvent soumissionner. Si des noms ont disparu de la liste des fournisseurs de la province, depuis le 22 juin, c'est qu'avant cette date, nombre de gens qui vendaient au gouvernement n'étaient pas des fabricants, mais simplement des intermédiaires, des trafiquants. Aujourd'hui c'est changé.

**M. Johnson (Bagot):** Aujourd'hui, on demande des soumissions à des gens recommandés par les députés libéraux.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** De plus, tous les marchands sans exception peuvent se procurer la formule nécessaire s'ils veulent vendre à l'administration. Les formules à remplir pour vendre au gouvernement sont les mêmes pour tous. Si un fabricant confectionne un produit convenable, on le mettra sur la liste. J'invite les députés de l'opposition à se procurer les formules pour les distribuer aux gens de leur comté. Nous établissons le système des achats sur une base uniquement d'affaires.

Je n'ai jamais prétendu à la perfection, mais je prétends que nous devons tout faire honnêtement et consciencieusement pour atteindre le but que nous nous fixons. Ce que nous tentons, c'est d'administrer pour le plus grand bien du peuple. Je fais des efforts considérables pour essayer de sortir le patronage de l'administration provinciale. J'espère pouvoir annoncer, l'an prochain à la Chambre basse, que tout se traitera dans ce service administratif comme dans une maison commerciale.

Pour obtenir les meilleures conditions possible, on exigera des soumissions et il y aura des contrats quand il s'agira de transactions de plus de \$25,000. On fera des demandes par écrit lorsque les sommes en jeu iront de \$5,000 à \$25,000; on fera des demandes par écrit et l'on se renseignera sur les prix, de vive voix et par téléphone pour les acquisitions de moins de \$5,000.

Il proclame son désir d'administrer les affaires de la province pour le plus grand bien de la collectivité. Au Service des achats, on tente de dresser une nomenclature des divers produits d'après leurs caractéristiques, afin de ne pas être obligés de mentionner une marque de commerce quand il s'agit de passer une commande.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** pose une question.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Des instructions ont été données pour que les achats

soient faits dans la province de Québec et qu'on donne la préférence aux produits du Québec.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 15

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1961-1962

#### En comité<sup>10</sup>:

Le débat se poursuit sur la résolution 4, qui se lit comme suit:

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

**M. Talbot (Chicoutimi):** À l'avènement au pouvoir de l'Union nationale, la peinture blanche était achetée aux États-Unis. Quelques années après le retour au pouvoir de l'Union nationale, en 1944, feu Maurice Duplessis avait constaté que cette peinture était achetée en Ontario d'une société appelée St. Thomas Metal Signs de St. Catharines. Pour rendre cette peinture lumineuse sur les routes, il faut y ajouter de la poussière ou des billes de verre, pour une quantité de sept livres ou sept livres et demie par gallon de peinture. Ces billes de verre, qui donnent de la luminosité à la peinture la nuit, étaient achetées au Nouveau-Brunswick. M. Duplessis a décidé que peinture et billes de verre seraient achetées dans la province de Québec, même si ça devait coûter un peu plus cher. Il estimait, avec raison, que les compagnies qui paient des taxes dans la province et qui embauchent de la main-d'œuvre locale méritent d'être encouragées.

L'ancien premier ministre avait également établi comme principe que les prix payés par le gouvernement de l'Union nationale étaient les prix du marchand de gros et non pas le prix du détail ou le prix de manufacturier, le marchand de gros étant l'intermédiaire entre ces deux derniers, dans le but encore d'encourager le payeur de taxes. On ne

trouvait pas au Québec qui produisait des billes de verre, mais l'attitude de M. Duplessis suscita la naissance d'une industrie du genre dans le voisinage de Charny, qui a procuré du travail à nos ouvriers. Aujourd'hui, le gouvernement achète des billes de verre en Ontario.

Les prix payés par l'Union nationale pour la peinture de signalisation étaient loin d'être exagérés. Après demande de soumission, le gouvernement de l'Union nationale ne payait la même peinture à signalisation, en ces dernières années, que \$6.10 le gallon, compte tenu des billes de verre qui valent entre \$0.10 et \$0.11 la livre, soit environ \$0.75 pour les billes de verre par gallon de peinture. Moins le coût des billes de verre, le gallon de peinture revenait donc à la province \$5.35 le gallon.

Quant à la peinture Holiday Colour, le prix était de \$8.40 le gallon, plus le \$0.70 de la bille de verre, et nous ne payions que \$6.10 le gallon. (Il prend la liste de prix de la compagnie Sico.) D'après la liste, la compagnie vend cette même peinture aux grossistes \$5.85 le gallon, prix auquel il faut ajouter celui des sept livres de billes de verre. Il en résultait donc que les grossistes payaient la peinture \$6.60<sup>11</sup> le gallon, tandis que le gouvernement de l'Union nationale ne payait que \$6.10 le gallon, et la compagnie suggérait au grossiste de vendre la même peinture, sans bille de verre, \$7.55 le gallon... C'est ça la vérité.

La peinture Sico, d'autre part, conseillait aux grossistes de vendre la qualité de peinture identique aux détaillants, \$7.85<sup>12</sup> le gallon, plus le prix des billes de verre. Il exhibe une liste de prix de la Société Brandram-Henderson qui a aussi vendu au gouvernement. Les grossistes payaient la même peinture \$6.40 le gallon. Or, il faut ajouter le prix de la bille de verre qui est ajoutée à la peinture pour la rendre lumineuse. Cette bille de verre coûte \$0.70<sup>13</sup> le gallon: ce qui fait un prix total de \$7.10 le gallon, comparativement à \$6.10 pour la province. Le gouvernement de l'Union nationale payait cette peinture moins cher que les grossistes.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

La moitié des quantités nécessaires est achetée à Saint-Romuald, au prix de \$0.10 le gallon, et pour réduire les prix, il est allé chercher l'autre moitié en Ontario, au prix de \$0.07, ce qui fait un prix moyen de \$0.08½.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je dis que ce que le gouvernement actuel a payé pour sa peinture ne pouvait être payé pour de la peinture de la même qualité que celle achetée par le gouvernement de

l'Union nationale. La nouvelle administration achète de la peinture de qualité inférieure. Et si c'était de la peinture de la même qualité, on a voulu, pour des fins politiques, probablement en recevant quelque chose par en arrière, abaisser les prix, pour cette année, afin de prouver que la méchante Union nationale payait trop cher sa peinture. La peinture achetée n'a duré qu'un mois, après quoi on a dû la remplacer. Il a donc fallu donner une nouvelle commande et doubler le prix d'achat.

Au cours de l'enquête Salvas, un témoin, M. Marcel Archambault<sup>14</sup> de la Brandram-Henderson Ltd. de Montréal a montré qu'il était intéressé à baisser les prix parce qu'il fait partie d'une compagnie nouvelle qui veut vendre au gouvernement. C'est un libéral reconnu qui avait intérêt à salir l'Union nationale pour avoir des commandes de peinture du gouvernement. C'est ça toute la vérité.

Depuis le 5 juillet 1960, le gouvernement a-t-il acheté quelque chose de la compagnie Échange de meubles inc., du 310 Saint-Roch, à Québec? Si oui, quel est le montant? Des maisons comme l'Échange de meubles, la Maison J.-W. Cantin Inc., l'Exposition de meubles, qui traitent maintenant avec le gouvernement, possèdent parmi les administrateurs des gens qui ne sont pas très loin.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):**

Quels que soient les prix de liste dont a parlé le chef de l'opposition, nous avons eu une peinture de même qualité que celle achetée par l'Union nationale à \$3.00 le gallon, plus \$0.60 pour la bille de verre, ce qui fait \$4.20 comparativement à \$6.10 le gallon, sous l'Union nationale, pour la peinture Sico. De la Château Points, nous avons acheté de la peinture de la même qualité à \$2.45 le gallon par canisse de 45 gallons. De Château Peinture Inc., le gouvernement a acheté de la peinture à \$4.00 comparativement aux \$6.10 précédents, et de Canadian Industries Ltd., le gouvernement actuel a acheté la même quantité de peinture à seulement \$2.45 le gallon. Ces choses sont étudiées par la commission d'enquête parlementaire et, selon moi, nous n'avons pas le droit d'en discuter.

Le gouvernement a acheté pour \$18,433 de la Compagnie Échange de meubles depuis juillet dernier et le gouvernement a obtenu l'escompte régulier. Avant que le chef de l'opposition ne se scandalise, je dirai que le directeur général des achats était intéressé autrefois dans cette compagnie. Il a tout abandonné.

**M. Larouche (Témiscamingue):** Sur la question de la peinture, il existe des imitations qui se vendent moins cher.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Les spécifications de la peinture achetée par le gouvernement actuel étaient même supérieures à celles de la peinture achetée par l'Union nationale.

**Des députés de l'opposition:** Il ne s'agissait pas de marchandises de même qualité!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Mais si! Des analyses ont été faites. La peinture achetée par le gouvernement actuel a été analysée par les chimistes de la voirie. Ces experts, qui étaient également à l'emploi de la province sous l'Union nationale, en sont venus à la conclusion que la peinture que nous avons achetée était supérieure à celle achetée par l'Union nationale, particulièrement en ce qui concerne le facteur abrasif.

**M. Gosselin (Compton):** Le pourvoyeur actuel de la province, M. Levasseur, a admis que plusieurs gallons de peinture ont été retournés parce qu'ils n'étaient pas de bonne qualité.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je remercie le député de Compton du certificat d'honnêteté qu'il vient de décerner au directeur général des achats.

**M. Johnson (Bagot):** La police provinciale a acheté des centaines de paires de souliers de course rouges des communistes de la Tchécoslovaquie alors que, dans le comté de Bagot, il y a du chômage. Il y a une usine à Acton Vale, qui en fabrique.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Le directeur général des achats, dit-il, m'informe que la compagnie tchèque Concordia Shoes fabrique ses produits dans la province de Québec.

**M. Johnson (Bagot):** Je connais M. Pigeon de la Concordia Shoes et il est un importateur et livre des "running shoes" rouges venant de la Tchécoslovaquie à la police provinciale de Québec. Le premier ministre a dit ce n'est pas un crime de recommander des fournisseurs. Du temps de l'Union nationale, des députés libéraux ont fait des recommandations pour vendre des automobiles.

**Un député** le met au défi de mentionner des noms.

**M. Johnson (Bagot)** refuse de nommer les membres. Si on veut changer les termes de références

de la commission Salvas, c'est formidable le nombre de rouge qui vont être pris là-dedans, avant 1955 et après 1960. Les preuves qu'ont des gens pour accuser tout le monde devraient être devant les tribunaux et non pas devant une commission d'enquête.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je me demande quel plaisir sadique le député de Bagot peut avoir à parler de cela.

**M. Johnson (Bagot):** Si quelqu'un peut être accusé de sadisme, si ce terme est parlementaire, ce sont ceux qui pratiquent cette méthode de salir sans qu'on puisse se défendre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je ne descendrai pas dans les mêmes profondeurs que le député de Bagot. Je dis purement et simplement que nous avons eu un mandat sans équivoque de la population de la province de Québec de faire faire une enquête, et c'eût été manquer à notre devoir si nous n'avions pas établi cette commission.

**M. Johnson (Bagot):** Je manquerais à mon devoir si je ne disais en cette Chambre que je ne peux pas absoudre un système en vertu duquel on se sert d'un juge.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Johnson (Bagot):** Je crois devoir affirmer, comme porte-parole des députés de l'opposition, des membres de leurs familles, des centaines de personnes qui ont fait affaire avec un homme qui avait la responsabilité de centaines de millions de dollars auquel on ne peut faire un seul reproche, que le député de Chicoutimi n'a jamais manqué un iota d'honnêteté dans toute sa carrière politique. Je manquerais à mon devoir si je ne profitais de cette circonstance pour protester contre ceux qui veulent trouver un système pour salir un homme semblable.  
(Applaudissements à gauche)

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je tiens à déclarer que je n'ai jamais mis en doute et que je ne mets pas en doute l'honnêteté du chef de l'opposition!

**M. Talbot (Chicoutimi)** remercie le premier ministre et ses collègues de cet hommage.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Il est difficile de faire une comparaison entre les prix des moteurs, car les caractéristiques ne sont pas clairement indiquées. De toute façon, il semble que si l'on tient compte des accessoires, le prix du moteur acheté par les libéraux est sensiblement le même que le prix du moteur acheté par l'Union nationale.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** demande au député de Maisonneuve (M. Tremblay) de lui communiquer les prospectus et les factures qu'il a en main. Il (l'honorable M. Lesage) consulte ses documents et déclare qu'ils confirment ses affirmations; il s'agit bien du même moteur. Il invite le député de Maisonneuve (M. Tremblay) à venir voir les papiers.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** traverse la Chambre, met ses lunettes et regarde les papiers.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Vous voyez!

**M. Tremblay (Maisonneuve)** enlève ses lunettes et regagne son siège.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous avez payé plus cher!

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Non, moins cher.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil d'orientation économique du Québec (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission d'embellissement de la cité de Québec: administration, loyer, expertises et autres dépenses (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réceptions du gouvernement (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais juridiques et dépenses diverses (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission pour l'embellissement de la cité de Québec, acquisition d'immeubles et constructions de bureaux (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1962.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Voies et moyens:**

##### **Budget des dépenses 1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**En comité<sup>15</sup>:**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1962, il sera permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$730,801,300, et qu'il pourra en outre être pris, pour les fins de tout crédit voté à la suite d'une estimation budgétaire dont le détail prévoyait une contribution ou un remboursement en réduction des sommes à dépenser, un montant égal au remboursement ou à la contribution ainsi prévue.

Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

**Projets de loi:**

**Loi des subsides No 6,  
1961-1962**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 76 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 91 constituant la municipalité scolaire d'Alma;
- bill 97 modifiant la loi des vues animées.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 9 juin 1961

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 96 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

**Ajournement**

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

**NOTES**

1. "Aujourd'hui même, avant la séance, le premier ministre s'est entretenu de ce problème avec le député de Montréal-Saint-Jacques, M. Paul Dozois, et M. Thérout, représentant de l'industrie. On a alors convenu des amendements qu'il convenait d'apporter.

Rejoint au téléphone, M. l'abbé Labelle a déclaré qu'il considérait le bill 97 acceptable comme mesure provisoire, en attendant une révision plus complète de la loi", selon le journaliste du *Soleil* du 10 juin 1961, à la page 16.

2. Les sources ne précisent pas qui préside les travaux du comité plénier.

3. Voir note 2.

4. Voir note 2.

5. *Le Soleil* du 10 juin 1961, à la page 1, rapporte plutôt "l'union sacrée autour".

6. "Standard Monera", dans *Le Nouvelliste* du 10 juin 1961, à la page 11.

7. Il s'agit du 13 octobre, selon *Le Nouvelliste* du 10 juin 1961, à la page 11.

8. Voir note 2.

9. Dans *Le Montréal-Matin* du 10 juin 1961, à la page 5, on parle d'"un produit à \$3.50 le gallon, au lieu de \$6.10 le gallon".

10. Voir note 2.

11. Dans *Le Nouvelliste* du 10 juin 1961, à la page 11, les chiffres sont différents: "Le prix mentionné est de \$5.65 le gallon. Avec la bille de verre, ça fait \$6.35 le gallon."

12. Chiffre de *L'Événement-Journal* du 10 juin 1961, à la page 2: \$7.35.

13. Chiffre du *Montréal-Matin* du 13 juin 1961, à la page 9: \$0.75.

14. "M. Charles Archambeault de la Brandram-Henderson" selon *L'Événement-Journal* du 10 juin 1962, à la page 2.

15. Voir note 2.



Séance du samedi 10 juin 1961

**Présidence de l'honorable L. Cliche**

La séance est ouverte à 10 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Motions des députés:**

**Anniversaire de l'honorable premier ministre**

**M. Lesage, Québec-Ouest**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les fleurs qui ornent le pupitre du premier ministre signifient beaucoup. Elles révèlent que celui-ci connaît en ce jour un double bonheur: celui de voir finir une session ardue, et particulièrement longue, qui a exigé de sa part, comme aussi de la part de tous les membres de la Chambre, une somme de travail considérable depuis le tout début de la session, et aussi celui de son anniversaire de naissance.

Pour le premier ministre et pour les ministres, la fin de la session est sûrement une cause de joie. Quand on connaît le travail lourd qu'ils doivent accomplir, on comprend que c'est une très dure besogne. Je suis donc heureux, au nom de mes collègues de l'opposition comme aussi en mon nom personnel et au nom de tous les membres de la Chambre, d'offrir des vœux sincères de santé et de bonheur au premier ministre.

Je suis heureux pour lui-même et pour sa famille. À ces vœux, dit-il, je veux aussi associer les vénérables parents du premier ministre, à l'adresse desquels je formule des sentiments d'hommage, et sa femme charmante. Le premier ministre est un homme chanceux. Il est encore un jeune homme. Il a fait des études très brillantes au Séminaire de Québec et à l'Université Laval. Il a débuté dans la pratique du droit où il s'est taillé une excellente réputation.

Il a mis fin à sa carrière d'avocat pour se lancer dans la politique active et s'est rendu à Ottawa pour y devenir ministre fédéral. Il (M. Talbot) rappelle aussi l'éclat de sa vie publique, tant comme député de Montmagny que comme membre de l'Exécutif national dans le gouvernement Saint-Laurent.

Puis, après avoir opté ensuite pour l'arène provinciale, il devenait bientôt le premier ministre de sa province. (Souriant) Son expérience provinciale n'est pas très longue. Il ne lui a manqué qu'une

chose: la chance d'avoir siégé dans l'opposition. C'est excellent, puisque ça permet de voir le point de vue de l'autre. Mais s'il ne manque que cela à son bonheur et qu'il veuille en faire l'expérience, nous sommes prêts à lui en fournir l'occasion.

Je ne commettrai certainement pas d'indiscrétion en révélant que le premier ministre s'apprête à partir en voyage de pêche. Je lui souhaite bonne chance et je sais qu'il sera chanceux. Je ne doute pas que la pêche sera bonne, car il excelle dans la prise des poissons. Il réitère ses vœux au premier ministre et aux membres de sa famille.

**L'honorable M. Gérin-Lajoie (Vaudreuil-Soulanges):** Ce n'est pas par inadvertance que j'ai laissé le chef de l'opposition se lever le premier, dit-il. J'ai pensé que c'était l'occasion, vu la fin de la session et la fête d'aujourd'hui, de manifester au public jusqu'à quel point, malgré les divergences d'opinions politiques parfois marquées qui peuvent exister entre les deux côtés de la Chambre, nous demeurons tous membres d'une grande famille et que nous savons partager les joies que, l'un et l'autre, nous avons, aussi bien que démontrer que nous pouvons avoir, d'un côté de la Chambre comme de l'autre, des sentiments très humains.

C'est avec joie que j'ai accepté de me faire le porte-parole des députés ministériels pour traduire leurs sentiments à l'endroit du chef du gouvernement. Nous partageons les mêmes joies que les membres de l'opposition, et c'est pourquoi nous nous joignons à eux pour offrir nos vœux de bonne santé et de bonheur au premier ministre.

Je ne vous dirai pas tout ce que pense le groupe ministériel du premier ministre, car cela pourrait être pris pour de la flagornerie. Je me contenterai de dire tout simplement que notre premier ministre, nous l'admirons beaucoup. Et j'ajouterai, avec la même simplicité, que notre premier ministre, nous l'aimons beaucoup.

(Souriant) Notre premier ministre, nous trouvons qu'il a manifesté beaucoup de patience au cours de ces derniers mois. Je ne dis pas cela seulement pour taquiner l'opposition; mais il a manifesté beaucoup de patience aussi même à l'endroit de ses collègues, ministres et députés, qui sollicitaient ses conseils et ses interventions et qui ont parfois posé des gestes de nature à provoquer son impatience.

Il réitère ses vœux de santé et de bonheur à l'adresse du premier ministre. Et j'ajouterai même

pour la prospérité de sa province. J'associe ses parents à ces vœux, de même qu'à son épouse qui lui apporte un appui moral si précieux et si efficace sans lequel notre premier ministre, malgré tous ses talents, ne serait peut-être pas ce qu'il est.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)**<sup>1</sup> remercie l'Orateur de la Chambre et, par son entremise, les députés libéraux, pour les fleurs qui lui ont été offertes. J'ai, dit-il, aussi apprécié avec gratitude les vœux que m'ont formulés les membres de l'Assemblée législative, tant oppositionnistes que ministériels. Après avoir entendu le chef de l'opposition et le ministre de la Jeunesse, malgré l'écorce endurcie, je me sens profondément ému.

Les applaudissements qui sont venus des deux côtés de la Chambre me sont allés droit au cœur. J'ai bien senti que, malgré les divergences d'opinions, malgré que l'on puisse se lancer des apostrophes, la fête de ce matin me prouve que nous demeurons quand même tous des amis, membres d'une des plus belles sociétés qui soient: l'Assemblée législative de la province de Québec.

Il espère que les mots durs, dus à l'impatience du moment et à la ferveur du débat, soient oubliés et que la province soit fière du travail de l'Assemblée législative. Nous devons être fiers d'être membres de cette société et nous devons nous efforcer de nous améliorer. Nous devons tenter de nous sentir de plus en plus fiers de cette société, afin d'assurer la qualité des débats et le décorum, et de propager cette fierté à travers toute la province.

Le chef de l'opposition a dit que je suis un homme chanceux. C'est vrai. J'ai été chanceux d'avoir de bons parents et une famille. Ce fut ma plus grande chance. Aussi, vous comprendrez que nous nous apprêtons avec émotion, dans ma famille, à souligner le cinquantième anniversaire de mariage de mes chers parents. C'est à eux que je dois d'être ce que je suis. Je suis également chanceux d'avoir l'épouse que j'ai, car sans son courage et sa persévérance, je ne serais pas ce que je suis. Je le dois peut-être aussi à ma petite expérience personnelle dans l'opposition.

Il y a quatre ans aujourd'hui même, samedi, 10 juin, c'était encore ma fête, mais le gouvernement dont je faisais partie était défait à Ottawa. Tous les 10 juin ne se ressemblent pas. Il y aura également 16 ans demain j'étais élu pour la première fois comme député aux Communes.

Je vous remercie tous de cette preuve d'amitié. Il n'y a qu'une joie à vieillir et c'est celle de savoir qu'on peut s'améliorer. J'ai encore cet espoir. Il présente ses vœux au député de Missisquoi (M. Bertrand) dont l'anniversaire tombe le 20 juin.

La session a été longue et ardue. Je remercie, dit-il, aussi les journalistes qui ont couvert la session. Ils ont un travail difficile à accomplir, un travail qui ne leur accorde pas grand répit, qui demande constance et persévérance. Les journalistes ont dû fournir une somme de travail considérable. Aussi, je suis certain que tous les membres de l'Assemblée législative voudront se joindre à moi pour apprécier leur dévouement, les féliciter de leur travail et les remercier de la tâche qu'ils ont accomplie<sup>2</sup>.

### Projets de loi:

#### Indemnités des membres de la Législature

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

Adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 9 juin 1961

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 76 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 81 pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire;
- bill 82 concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire;
- bill 86 pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations.

#### **Questions converties en motions pour dépôt de documents:**

##### **Engagements financiers**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Dozois):

Quel était le montant total des engagements de la province aux dates suivantes:

- a) le 28 février 1961?
- b) le 31 mars 1961?
- c) le 30 avril 1961?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

##### **Commission d'enquête Salvas**

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, par le député de Chicoutimi (M. Talbot):

Relativement à la commission d'enquête Salvas instituée par le gouvernement en vertu de l'arrêté ministériel no 1621 du mois d'octobre 1960:

- 1. Quel montant total le gouvernement a-t-il dépensé à date?
- 2. Quels sont les engagements du gouvernement à ce sujet?
- 3. Quel montant a été payé à date à chacun des commissaires:
  - a) pour émoluments?
  - b) pour frais de séjour, dépenses de voyage, etc.?
- 4. Quel montant le gouvernement doit-il à chacun des commissaires?
- 5. Quel montant a été payé à date à chacun des avocats nommés par le gouvernement:
  - a) pour honoraires?

b) pour frais de séjour, dépenses de voyage, etc.?

6. Quel montant le gouvernement doit-il à chacun desdits avocats?

7. Quels sont les autres employés de ladite Commission?

8. Quel est le salaire de chacun d'eux et leurs conditions d'engagement?

9. Combien de jours de séances ladite Commission a-t-elle tenus à date?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Assurance-hospitalisation**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un exemplaire de chacune des formules, de quelque nature que ce soit, qui ont été imprimées, sur les instructions du ministère de la Santé ou du service d'assurance-hospitalisation, concernant l'application de la loi instituant l'assurance-hospitalisation, et une copie conforme des réquisitions, commandes, factures et chèques relativement à l'impression desdites formules.

Adopté.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Commission d'enquête Salvas**

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province et copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, le tout, depuis le 5 juillet 1960 jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1961, et se rapportant à la commission d'enquête Salvas instituée sous l'autorité de la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 9).

Adopté.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 169)

**Loi des  
marchés agricoles**

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

Les amendements sont acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Révocation d'ordres du jour:**

**Université  
Sainte-Marie**

**M. Lavoie (Laval)** propose que l'ordre de cette Chambre, en date du 16 décembre 1960, décrétant la deuxième lecture et le renvoi au comité des bills publics en général du bill 146 relatif à l'Université Sainte-Marie soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**M. Lavoie (Laval)** propose que ledit bill soit maintenant retiré.

**M. Johnson (Bagot)** demande ce qu'il arrive au bill 111 concernant l'Université Loyola qui a passé par toutes les étapes de la procédure parlementaire. Il a été adopté en première et en deuxième lecture et référé ensuite au comité des bills publics.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Il est resté là.

**M. Johnson (Bagot):** Que va-t-il arriver entre les deux sessions?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Hors d'ordre.

**M. Johnson (Bagot)** soulève une question de privilège. Est-il normal qu'un bill disparaisse ainsi des documents officiels? Est-ce que son promoteur a oublié de remplir quelque formalité légale, est-ce qu'il a négligé de payer les taxes nécessaires? N'est-ce pas un destin peu enviable pour un bill d'une institution si importante que de mourir entre deux sessions?

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** Je n'avais pas, dit-il, l'intention d'ouvrir un si gros débat à la dernière séance de la Chambre. Il réitère que le gouvernement considère que la Commission sur l'éducation sera mieux placée pour décider du futur statut des institutions d'enquête dans la province.

Adopté. Le bill est retiré.

**Remboursement de droits:**

**Université  
Sainte-Marie**

**M. Lavoie (Laval)** propose que le bill 146 ayant été retiré, tous les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, y compris les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Révocation d'ordres du jour:**

**Université  
de Trois-Rivières**

**M. Parent (Hull)** propose que l'ordre de cette Chambre, en date du 3 février 1961, décrétant la deuxième lecture et le renvoi au comité des bills publics en général du bill 220 pourvoyant à la création de l'Université de Trois-Rivières soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

**M. Parent (Hull)** propose que ledit bill soit maintenant retiré.

Il donne lecture d'une lettre adressée par Me Léon Lamothe, de Shawinigan, à M. Massue Fortier, greffier du comité des bills public, en date du 16 mai, pour l'informer que les promoteurs du projet d'université retireraient leur bill en attendant les conclusions de la Commission d'enquête sur l'enseignement formée au cours de la session qui se termine aujourd'hui.

**M. Bellemare (Champlain):** Je regrette profondément, dit-il, le retrait de ce bill et le fait que les intéressés n'aient pu se faire entendre. Nous avons besoin plus que jamais d'une université dans la Mauricie. Je ne veux pas présumer des conclusions

de la Commission d'enquête, mais je suis assuré qu'elle nous accordera cette école de haut savoir souhaitée par toute la région.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest):** La Commission, formée de personnes compétentes et avisées, est mieux placée pour examiner les demandes en regard des besoins. C'est pour cela que nous avons suggéré aux promoteurs de projets universitaires de se faire entendre à la Commission. Grâce aux constatations de celle-ci, il sera plus facile de prendre une décision sans créer de précédent ni commettre d'injustice.

Adopté. Le bill est retiré.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Université de Trois-Rivières**

**M. Parent (Hull)** propose que le bill 220 ayant été retiré, tous les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, y compris les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Indemnités des membres de la Législature<sup>3</sup>**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 8 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose: 1. Que l'article 81 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4), remplacé par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 14, et remplacé par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 51, et par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 24, soit remplacé par le suivant:

"81. Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session une indemnité de six mille sept cents dollars."

Adopté.

2. Que l'article 82 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 18, soit remplacé par le suivant:

"82. Nul conseiller législatif ou député n'a droit à l'indemnité fixée par l'article 81 pour moins de trente et un jours de présence, mais, pour tout nombre de jours moindre, son indemnité est de trente dollars pour chaque jour de présence."

"Pour chaque session de la Législature, de trente jours ou moins, il est alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session, trente dollars par jour de présence."

Adopté.

3. Que l'article 83 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 18, soit remplacé par le suivant:

"83. L'indemnité fixée par les articles 81 et 82 peut être payée le dernier jour de chaque mois, jusqu'à concurrence de trente dollars par jour de présence, mais le ministre des Finances de la province retient le solde de l'indemnité jusqu'à la fin de la session, alors qu'est effectué le paiement final."

Adopté.

4. Que l'article 85 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 51, soit remplacé par le suivant:

"85. Chaque fois que quelqu'un est membre de l'une ou de l'autre Chambre durant plus de trente jours d'une session, bien qu'il n'en soit membre que durant une partie de cette session, il a droit à son indemnité et à son allocation pour frais de représentation, sauf la déduction susdite pour défaut de présence pendant le temps qu'il est membre de la Législature, et aussi une déduction de trente dollars par jour de session écoulé avant qu'il ait été élu

député ou nommé conseiller législatif ou après qu'il a cessé de l'être, selon le cas.

"S'il n'est membre que durant trente jours ou moins, il n'a droit qu'à trente dollars par jour de présence, quelle que soit la durée de cette session.

"Un membre d'une des Chambres qui devient, au cours d'une session, membre de l'autre Chambre n'a droit qu'à une seule indemnité législative pour cette session."

Adopté.

5. Que l'article 85a de ladite loi, édicté par l'article 11 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 18, et remplacé par l'article 5 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"85a. Au conseiller législatif qui occupe le poste reconnu de leader du gouvernement au Conseil législatif et à celui qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition à ce Conseil, il est accordé, en plus des indemnités et allocations législatives prévues aux articles 81 et 87, une indemnité additionnelle de deux mille dollars pour chaque session qui dure plus de trente jours, et, annuellement, une autre allocation de trois mille dollars pour frais de représentation et frais généraux de bureau."

Adopté.

6. Que l'article 86 de ladite loi, remplacé par l'article 12 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 5 de la loi 15-16 George VI, chapitre 18, et remplacé par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la sixième ligne le mot "six" par le mot "huit".

Adopté.

7. Que l'article 87 de ladite loi, remplacé par l'article 13 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et par l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"87. Il est aussi alloué annuellement à chaque conseiller législatif ou à chaque député la somme de trois mille trois cents dollars pour frais de déplacement, dépenses de bureau et tous déboursés inhérents aux fonctions de conseiller législatif et de député. Cette somme est payée à la fin de chaque session."

Adopté.

8. Que l'article 6a de la loi de l'Exécutif (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), édicté par l'article 16 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 16, par l'article 8 de la loi 1-2 Elizabeth II,

chapitre 38, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 40, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, le mot "dix" par le mot "douze";

b) en remplaçant, dans la huitième ligne du premier alinéa, le mot "huit" par le mot "dix";

c) en remplaçant, dans la douzième ligne du premier alinéa, le mot "trois" par le mot "cinq".

Adopté.

9. Que le député du district électoral de Montmorency aura droit pour la présente session, à l'indemnité et à l'allocation législatives sans déduction pour absences.

Adopté.

10. Que les articles 2 à 10 de la loi qui accompagne les présentes résolutions aient leur effet à compter du dix novembre 1960.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 8 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 8 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous avons tenu 107 séances, dit-il, depuis le 10 novembre 1960. Aujourd'hui, les sessions du Parlement provincial sont presque aussi longues que celles du Parlement fédéral et beaucoup de députés ont de la difficulté à joindre les deux bouts.

Les députés de l'Assemblée législative, à mon sens, ne sont pas assez rémunérés, surtout lorsque l'on considère qu'ils ont des dépenses de voyage, des dépenses de séjour dans la Vieille Capitale. Et leur indemnité n'est pas raisonnable si on tient compte des obligations qu'ils ont, en plus, dans leur comté.

J'ai été député dans un autre Parlement et j'ai été dans l'opposition pendant un an, et je vous assure qu'à \$10,000 par année, je n'arrivais pas à boucler mes dépenses. Or, là-bas, la session généralement

s'étend sur six mois. Celle qui se termine aujourd'hui aura duré exactement sept mois, jour pour jour.

Ce n'est pas parce que je n'ai pas confiance en quiconque, mais si nous voulons protéger nos députés contre ce que l'on pense dans le public, il importe qu'ils soient payés un peu plus convenablement. Ils avaient \$8,000; ils auront \$10,000.

Mais, porter leur rémunération à \$10,000, ce n'est encore qu'un bien petit pas en avant. Si nous accordions plus qu'à Ottawa, ce serait mal compris, malgré que les députés méritent d'avoir plus; mais il ne faut pas courir le risque que la population ne comprenne pas la nécessité du geste que nous posons.

Étant donné les dépenses incompressibles qu'ont à supporter les députés, nous profitons des avantages que la loi donne, et nous augmentons l'indemnité de \$6,000 à \$6,700, et nous accordons \$3,300 pour ces dépenses et non plus \$2,000. Les ministres et le chef de l'opposition recevront \$2,000 additionnels. Les membres du gouvernement ne peuvent plus s'occuper d'autre chose que de l'administration de leur département. C'est un travail à plein temps.

Ils travaillent autant que les ministres d'Ottawa qui reçoivent \$25,000 par année, et l'augmentation proposée pour les législateurs de Québec est amplement justifiée.

Je suis certain que la population de la province de Québec va comprendre que tous accomplissent un travail si ardu que cette augmentation était devenue nécessaire pour le plus grand bien de la province de Québec.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Pour la première fois, l'éloquence du premier ministre nous a tous convaincus.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

**L'honorable M. Lesage (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La séance est suspendue.

### Reprise de la séance

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 8 modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif.

#### Messages de l'administrateur de la province:

##### Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec<sup>4</sup> désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur l'administrateur de la province de Québec veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

8 Loi modifiant la loi de la Législature et la loi de l'exécutif;

41 Loi concernant le prix du bois à pulpe vendu par des agriculteurs et des colons;

61 Loi modifiant la loi des travaux publics;

62 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

64 Loi concernant le financement des investissements universitaires;

69 Loi modifiant la loi des cités et villes;

73 Loi modifiant la loi des produits laitiers;

74 Loi sur les succédanés de produits laitiers;

75 Loi pour faciliter l'organisation et l'amélioration des fermes;

77 Loi modifiant la loi des terres de colonisation;

78 Loi modifiant la loi des relations ouvrières;

79 Loi concernant l'aménagement et l'embellissement de la région de la capitale du Québec;

80 Loi pour faciliter la formation universitaire du personnel enseignant des écoles secondaires, des écoles normales et des collèges classiques ainsi que les recherches relatives à l'enseignement;

81 Loi pour favoriser le développement de l'enseignement secondaire;

82 Loi concernant la gratuité de l'enseignement et la fréquentation scolaire obligatoire;

83 Loi modifiant la loi des subventions aux institutions d'enseignement classique et à d'autres écoles;

84 Loi concernant les bourses d'études aux étudiants universitaires des collèges classiques;

85 Loi conférant aux parents le droit de vote aux élections scolaires;

86 Loi pour aider les commissions scolaires à s'acquitter de leurs obligations;

87 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

88 Loi pour remédier à la pollution des eaux;

89 Loi modifiant la loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés;

90 Loi concernant la convention collective dans l'industrie de la construction;

91 Loi constituant la municipalité scolaire d'Alma;

92 Loi modifiant la loi des marchés agricoles du Québec;

93 Loi autorisant l'expropriation de certaines concessions forestières de la province;

94 Loi relative au Centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale;

95 Loi relative au collège Saint-Paul;

97 Loi modifiant la loi des vues animées;

242 Loi concernant la Compagnie de Jésus;

243 Loi concernant la Compagnie du cimetière Mont-Royal et certaines limites territoriales de la cité d'Outremont et de la cité de Montréal.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable Monsieur l'administrateur de la province et lui présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

76 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins;

96 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1962, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur l'administrateur de la province remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur l'administrateur de la province de clore la deuxième session de la vingt-sixième législature de la province de Québec par le discours suivant:

#### **Monsieur l'administrateur de la province<sup>5</sup>:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

La deuxième session de la présente législature a été exceptionnellement féconde en législation importante et nécessaire.

Je veux vous remercier du travail que vous avez accompli et du zèle que vous avez déployé pour résoudre les nombreux problèmes qui vous furent soumis.

Vous avez voté des mesures qui s'imposaient depuis longtemps. Vous avez approuvé des réformes d'importance, dans le but d'élargir le champ d'action et d'accroître l'efficacité de l'administration.

Vous avez autorisé la création de nouveaux ministères, afin de répondre aux exigences collectives les plus pressantes de la population: Affaires culturelles, Affaires fédérales-provinciales, Famille, Richesses naturelles et Revenu.

L'éducation, l'agriculture, la santé et le travail ont été l'objet d'une action législative particulièrement énergique et progressive.

Les lois sociales que vous avez adoptées contribueront à protéger la famille québécoise et à alléger le sort des déshérités.

D'importantes mesures ont été approuvées en vue d'accélérer l'essor économique du Québec et



d'assurer une exploitation plus rationnelle de nos richesses naturelles au bénéfice de notre population.

Vous avez autorisé le gouvernement à mettre en œuvre un vaste programme de voirie et de travaux publics dont l'exécution procurera de nombreuses occasions d'emploi à notre main-d'œuvre.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la Province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant aujourd'hui la session de la législature, je prie la divine Providence de bénir, de protéger et de guider notre province, d'assurer le bien-être de sa population, et de donner au monde une paix juste et durable.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur l'administrateur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée<sup>6</sup>.

l'Assemblée législative ont décidé, samedi matin, que M. Yves Prévost, député Union nationale de Montmorency, aura droit à sa pleine indemnité parlementaire pour la session qui se termine. Normalement, un député qui s'absente durant une session ne reçoit pas son indemnité entière; on en déduit une certaine somme pour chaque jour passé hors de la Chambre. La décision des représentants du peuple tient compte des services rendus à la province par M. Prévost".

4. C'est l'honorable André Taschereau, juge de la Cour d'appel et administrateur de la province, qui remplace le lieutenant-gouverneur, l'honorable Onésime Gagnon, durant sa convalescence, selon *L'Événement-Journal* du 12 juin 1961, à la page 13.

5. "Le juge Taschereau avait à sa droite le premier ministre de la province, l'honorable Jean Lesage, pendant qu'à la barre de la Chambre haute se tenaient respectueusement les députés, ayant à leur tête leur Orateur, Lucien Cliche," selon *L'Événement-Journal* du 12 juin 1961, à la page 13.

6. Selon *L'Événement-Journal* du 12 juin 1961, à la page 13, et *Le Montréal-Matin* du même jour, également à la page 13, la séance est levée à 11 h 30. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, indique plutôt 1 h 30.

## NOTES

1. "Le pupitre du premier ministre avait été orné d'une superbe gerbe de roses", souligne *Le Soleil* du 12 juin 1961, à la page 9. "Après la séance de l'Assemblée législative, le premier ministre devait trouver à son cabinet de travail une grande quantité de messages de félicitations. Il a aussi reçu les vœux de nombreux visiteurs," ajoute le journaliste du même journal.

2. "Le premier ministre partagea ensuite ses roses avec les membres de la Chambre en commençant par le chef de l'opposition," rapporte le journaliste du *Nouvelliste* du 12 juin 1961, à la page 19.

3. Dans *La Presse* du 12 juin 1961, à la page 23, on peut lire qu'"À l'unanimité, les membres de

